



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 08212710 5



GÉNÉRAL MARQUIS AMAND D'HAUTPOUL



SOUVENIRS

SUR

LA RÉVOLUTION

L'EMPIRE ET LA RESTAURATION

MÉMOIRES INÉDITS PUBLIÉS

PAR LE COMTE FLEURY



PARIS

LIBRAIRIE ÉMILE - PAUL, ÉDITEUR

100, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 100

—

1904

Tous droits réservés.

4.

D.

SOUVENIRS

DU

GÉNÉRAL MARQUIS AMAND D'HAUTPOUL

SOUVENIRS

DU

GÉNÉRAL MARQUIS AMAND D'HAUTPOUL

*Ce Volume a été déposé au Ministère de l'Intérieur,
Section de la Librairie, en Avril 1904.*

A LA MÊME LIBRAIRIE :

Souvenirs du Général Marquis Amand d'Hautpoul.
— **L'Éducation du duc de Bordeaux, 1833-1834,**
in-8° (Plon, 1902), publiés par le Comte FLEURY. 7 fr. 50

Fantômes et Silhouettes. — *Deux Princesses de Condé.* — *Le Premier Amour de Lauzun.* — *Princesse et Favorite.* — *Madame de Custine, etc.,* in-8° écu, avec portraits. 5 fr.

La France et la Russie, d'après les papiers du général FLEURY, in-8°. 4 fr.

Souvenirs du Congrès de Vienne, par le Marquis de la GARDE-CHAMBONAS, in-8°, 2^e édition. 7 fr. 50

Souvenirs de la Comtesse de Montholon, avec portraits, in-12, 1901. 5 fr.

Le Carnet, Revue mensuelle : Mémoires, Romans, Histoire, Critique d'art et littéraire. — Supplément illustré. — 6^e année.

GÉNÉRAL MARQUIS AMAND D'HAUTPOUL



SOUVENIRS

SUR

LA RÉVOLUTION

L'EMPIRE ET LA RESTAURATION

MÉMOIRES INÉDITS PUBLIÉS

PAR LE COMTE FLEURY



PARIS

LIBRAIRIE ÉMILE - PAUL, ÉDITEUR

100, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 100

—
1904

Tous droits réservés.

AVANT - PROPOS

Comme, en 1902, nous publions un important fragment des Souvenirs du général marquis d'Hautpoul, sous ce titre : *L'Education du duc de Bordeaux ; quatre mois à Prague, 1833-1834* (1), nous annoncions l'intention de coordonner les nombreux papiers gracieusement mis à notre disposition par M. Hennet de Bernoville, neveu de l'auteur, et d'en tirer pour le public les parties essentielles et intéressantes.

La mise au point faite, nous publions ce travail aujourd'hui. Deux parties bien distinctes sollicitent l'attention du lecteur. Dans les premiers chapitres, Amand d'Hautpoul donne des détails sur sa famille, illustre et très ancienne maison issue du Languedoc et partagée en plusieurs branches (2). Il conte ensuite ses années de jeunesse, les luttes matérielles de tous les siens pendant la Terreur. Le vieux colonel, son père, grâce au maire jacobin de Fontenay, à qui il avait rendu service, fut épargné, bien qu'inscrit sur la liste des sus-

(1) Plon, éditeur.

(2) Amand d'Hautpoul était né le 30 septembre 1780 au château de Lasbordes, près Castelnaudary, de Jean-Henry, marquis d'Hautpoul, chevalier de Malte et de Saint-Louis, ancien lieutenant-colonel du régiment de Royal-Picardie-cavalerie, et d'Anne-Henriette de Foucault,

pects, et il put, tantôt à Versailles, tantôt à Fontenay, végéter tant bien que mal avec sa famille de sept personnes. Il y a là un tableau saisissant de la vie d'une famille noble, vivant du produit de sa vacherie et de ses légumes pendant les années sanglantes où la noblesse constituait un crime.

Au milieu de peines et de difficultés sans nombre, traversées de cruels chagrins de famille, le jeune Amand a atteint l'âge des études sérieuses. Les savantes leçons de mathématiques de Liautard — futur abbé et fondateur du collège Stanislas — lui permirent de préparer les examens de l'Ecole polytechnique nouvellement fondée. Il y entra en 1799, et après une année supplémentaire due à la maladie, en sortit officier d'artillerie en 1802. Amand d'Hautpoul aimait le monde, il fréquentait la meilleure société à Paris et à Metz, où il fit ses débuts, et il se complait dans ces souvenirs agréables ; ils égayaient le compte rendu très précis des événements politiques et militaires, cadre sérieux du tableau restreint où évolue sa jeunesse brillante

Il entre bientôt lui-même en scène. Il a assisté à la proclamation de l'Empire, il est au camp de Boulogne lorsqu'a lieu la distribution des croix... Il fait la campagne d'Allemagne, il est à Ulm et à Austerlitz dans le corps de cavalerie de Murat. Peu après, il entre dans la

Garde avec le grade de capitaine, et fait en cette qualité la campagne de Prusse.

On regrette de ne pas le suivre en Espagne, en Autriche, — il est blessé à Wagram, — une seconde fois en Espagne où il reste deux ans, dans ses missions en Allemagne et en Pologne, de ne pas connaître ses impressions sur la campagne de Russie, qu'il fit comme officier d'ordonnance de l'Empereur, sur la campagne de 1813, sur la bataille de Dresde où il fut blessé grièvement. Cette partie des souvenirs écrite en ses dernières années par le marquis d'Hautpoul s'arrête en 1807.

Par contre, nous possédons un très important fragment de mémoires sur une époque bien postérieure où d'Hautpoul joua un rôle important.

La chute de Napoléon le trouvait colonel et désigné pour le commandement d'un régiment de la Garde. Quelles que fussent ses préférences pour les Bourbons, le marquis Amand ne voulut servir le nouveau Gouvernement que lorsque Gourgaud lui eût notifié l'abdication, le relèvement de ses serments et l'invitation de servir sous le Roi.

D'abord Louis XVIII lui témoigna de la froideur, ne reconnaissant pas son nouveau grade, et laissant d'Hautpoul en disponibilité comme lieutenant-colonel de la ligne. Au moment de la formation de la garde royale, le prince de

Wagram intercédâ pour lui, le prit comme sous-lieutenant dans sa compagnie ; le grade de colonel vint ensuite.

D'Hautpoul suivit le Roi à Gand le 20 mars 1815, et, après le licenciement de la maison militaire, il rentra à Paris où il déclina le commandement que lui faisait offrir l'Empereur et resta inactif pendant les Cent-Jours.

A la seconde Restauration, d'Hautpoul eut peine à faire reconnaître ses anciens services et ne devint maréchal de camp qu'en 1819. Quand son ami, le général de Clermont-Tonnerre, arriva au ministère, il fut chargé de missions spéciales. Il ne tarda pas à devenir commandant de l'Ecole d'artillerie de la Garde, inspecteur de l'Ecole de Saint-Cyr, membre du Comité d'artillerie, de la Commission d'organisation de l'Ecole de cavalerie de Saumur, enfin commandant de l'Ecole d'état-major.

Quand éclata la révolution de Juillet, d'Hautpoul occupait ce poste. Sommé par l'insurrection d'amener son drapeau, il refusa avec énergie de céder pendant toute la durée de la lutte, et quand toute idée de défense dut être abandonnée, il se replia avec les élèves de l'Ecole sur l'Hôtel des Invalides où le général de La Tour-Maubourg résistait encore.

D'Hautpoul raconte les événements précurseurs de la Révolution de façon nette et précise ; il juge sévèrement les organisateurs de

l'insurrection ; sa « défense des Invalides », pages vibrantes entre toutes, est un bien curieux morceau d'histoire militaire destiné, croyons-nous, à rester classique (1).

Quels que fussent les efforts faits par le Gouvernement de Louis Philippe pour rallier le général, il refusa tout service et vécut dans la retraite à Paris ou aux environs. Il ne s'occupait plus que de rédiger ses Mémoires lorsque, sur les instances de différents personnages importants du parti royaliste, il fut appelé à diriger à la Cour d'exil de Prague l'éducation du duc de Bordeaux, alors âgé de treize ans. Il faut lire, dans l'*Education d'un Prince*, quel était le programme très libéral du gouverneur éphémère, quelles entraves furent apportées à l'exécution de ce programme ; comment, battu en brèche par d'autres influences, le général quittait Prague au printemps de 1834, quelques mois après y être arrivé, suprêmement attristé de n'avoir pu mener à bien une éducation qu'il aurait voulue moderne et en rapport avec les exigences des temps nouveaux. Qui sait si, dans ses mains, l'héritier légitime du trône ne fût pas devenu un autre homme, plus apte à comprendre la France contemporaine ?

Ces deux ouvrages se fortifient et se complètent, et apportent une utile contribution à

(1) Ce fragment, publié dans la *Revue de Paris*, janvier 1901, a obtenu un légitime succès.

l'histoire du xix^e siècle. Le personnage de l'auteur s'y profile en belle lumière, et il en ressort bien l'idée de ce que fut ce descendant de vieille race, resté fidèle aux traditions, mais dépourvu de préjugés, et sachant allier, dans sa pensée, les nécessités sociales avec les devoirs royaux : intelligence ouverte, loyal soldat, esprit éclairé, libéral, ennemi de l'intrigue, à qui les événements ne permirent pas de jouer un rôle de premier rang. Belle figure à retenir : elle ne dépare pas la longue liste des d'Hautpoul qui, à l'ombre du héros d'Eylau (1), s'illustrèrent dans l'armée (2).

FLEURY.

(1) D'Hautpoul-Salettes, général de cavalerie, tué à Eylau.

(2) Des vingt dernières années de sa vie, il n'est point question dans ses différents papiers. Amand d'Hautpoul, devenu aveugle en 1850, mourut à Paris en 1853. Comme il ne laissait pas d'enfants de son mariage avec M^{me} Joséphine Taveruier de Boullongue, veuve de M. de Walkiers-Gamarage, son titre passa à son frère cadet, le général Alphonse d'Hautpoul, ministre de la guerre en 1850, gouverneur de l'Algérie, grand référendaire du Sénat, mort en 1865.

SOUVENIRS

DU

GÉNÉRAL MARQUIS AMAND D'HAUTPOUL

PREMIÈRE PARTIE

I

Mon enfance en Languedoc. — Arrivée à Versailles en 1788. — Séjour à Versailles. — Etablissement à Meudon. — Commencements de la Révolution. — Le serment du Jeu de Paume. — L'Assemblée constituante. — Les journées d'octobre.

Mon père, Jean-Henri d'Hautpoul, était né au château d'Hautpoul-Félines, en 1725. Il était le second fils du marquis Jean-Antoine d'Hautpoul-Félines et de dame Catherine de Bermond, d'une très ancienne famille du Languedoc. Son frère aîné, ayant épousé l'héritière de la branche de Rennes (diocèse d'Aleth) prit les titres de cette branche, et mon père, institué héritier du marquisat d'Hautpoul-Félines, en prit alors le titre.

Il était chevalier de Malte, et après de longs et honorables services pendant toutes les campagnes des maréchaux de Saxe et de Broglie, il était lieutenant-colonel du régiment de Royal-Picardie cavalerie et chevalier de Saint-Louis. Se trouvant en garnison à Carcassonne où il commandait son régiment en l'absence du colonel titulaire, le marquis de Bassompierre, il rencontra M^{lle} Henriette de Foucauld, fille d'un des anciens compagnons d'armes,

fut frappé de sa beauté, la demanda en mariage et l'épousa en 1770. Il avait alors quarante-cinq ans, elle n'en avait pas encore dix-neuf ; bientôt après, il prit sa retraite, et il reçut, malgré son mariage, l'autorisation de conserver la croix et le titre de chevalier de Malte.

Une particularité qui avait précédé ce mariage mérite d'être rapportée. Pendant la guerre de Flandre, mon père, alors jeune officier au régiment de Bourbonnais-Busset, se trouva au siège d'Ath avec un de ses amis et compatriotes, le jeune marquis de Foucauld, officier de dragons. La ville d'Ath prise d'assaut et un moment livrée au pillage, les deux officiers se trouvaient côte à côte au milieu du désordre lorsqu'ils virent une famille au désespoir qui implorait protection. C'était la famille Taintenier ; touchés de compassion, les deux amis se firent les champions de la mère et des enfants éplorés, leur sauvèrent la vie et l'honneur et préservèrent leur maison du pillage. M. de Foucauld remarqua bientôt la fille de la maison, il en devint éperdument amoureux et la demanda en mariage ; on ne pouvait la refuser à l'un de ses libérateurs ; il l'épousa à la fin de la guerre et l'emmena en Languedoc ; et vingt ans plus tard, à peu près, le marquis d'Hautpoul épousait à Carcassonne la fille aînée de son ancien ami et de la jeune personne qu'ils avaient ensemble sauvée à la prise d'Ath.

Quoiqu'il y eût entre mon père et ma mère une très grande différence d'âge, leur union fut aussi heureuse qu'il est possible de le désirer ; elle ne fut troublée que par les malheurs de la Révolution, qu'ils supportèrent ensemble avec courage, mais auxquels les forces de ma mère finirent par succomber. De leur mariage, ils eurent neuf enfants, quatre garçons et cinq filles ; j'étais le cinquième de ces enfants et le deuxième garçon.

Peu de temps après son mariage, mon père vint habiter le château d'Hautpoul, dont il avait hérité ; il le céda en 1776 à son neveu Alexandre d'Hautpoul, fils de son frère aîné, et deux ans après il fit l'acquisition de la terre de Lasbordes située entre Carcassonne et Castelnaudary et composée de onze métairies ou fermes. Mon père vivait alternativement à Carcassonne et dans son château de Lasbordes, où, par sa bonté et sa bienfaisance, il était devenu le père et l'ami de ses vassaux. C'est là que je suis né le 26 septembre 1780, et que mon baptême, à ce qu'on m'a raconté, a été célébré en grande cérémonie par l'évêque de Saint-Papoul, Mgr de Maillé de Latour-Landry et par le curé de Lasbordes, avec distribution de sacs de dragées et de petite monnaie. J'eus pour parrain mon cousin germain, le marquis Alexandre d'Hautpoul-Félines, et pour marraine une tante, sœur de ma mère, M^{me} Thoron de Lamée ; ils me donnèrent des prénoms dont on formait un jeu de mots en les arrangeant de la manière suivante : Henry, Amand, Constant, Marie, Fidèle. On les intervertit sur mon acte de baptême, mais tous ces noms, quelle que fût leur combinaison, m'ont souvent été fort incommodes, depuis, dans tous les actes que j'ai eu à faire.

A Carcassonne et à Lasbordes, mon père tenait maison ouverte ; sa maison de ville était le rendez-vous de la meilleure société de la province et je me souviens encore des familles de Mérimville, de Caux, de Bellissen, de Vernon, de Penautier, etc. A cette époque, on dînait à midi ; on se réunissait le soir pour souper vers neuf heures, et je me rappelle que tous les jours, il y avait une grande table servie pour toutes les personnes qui venaient passer la soirée. Mon père nous permettait souvent d'assister à ces réunions dans le but de nous faire prendre dès l'enfance les habitudes de la bonne compagnie.

Me trouvant le second de la famille, mon père, suivant l'usage, me destinait à l'état ecclésiastique ce qui n'était guère d'accord avec les noms qu'on m'avait donnés. Pour me faire prendre goût à cet état, on me conduisait souvent chez l'évêque de Carcassonne, Mgr de Chastenet de Puységur, dont l'hôtel, la plus belle maison de la ville, me paraissait un palais magnifique; de Lasbordes, on me menait souvent chez l'évêque de Saint-Papoul, dont l'hôtel produisait sur moi la même impression : on me laissait voir en perspective que j'habiterais un jour une de ces résidences et que je serais appelé monseigneur. A l'âge de sept ans, je fus tonsuré et on me fit porter la soutane, on m'arrangea une jolie chapelle à Lasbordes; j'étais ravi et me considérais déjà comme un personnage d'importance. Mais à quoi tiennent les destinées ! un seul mot suffit pour changer la mienne : me trouvant un jour dans une réunion d'enfants de mon âge, une querelle s'engagea, et l'un d'eux m'apostropha d'une épithète ridicule : « l'abbé Caricaca ». Ce mot me fit une impression que je n'ai jamais pu m'expliquer. Je vins trouver mon père; je lui répétai ce mot terrible, et je lui déclarai que je ne voulais plus porter la soutane; on eut beau me raisonner, ma résolution fut inébranlable. Je ne sais si ma vocation se serait développée en admettant que les événements s'y fussent prêtés, mais à huit ans, j'y avais renoncé complètement.

Mon frère aîné avait été reçu page de Mgr le comte d'Artois. De Versailles, il nous écrivait souvent, nous donnant de grands détails sur ses études, sur son service, sur la Cour; j'écoutais ces détails avec avidité. Je renonçai de plus en plus à mon évêché en perspective, et désormais, l'objet de mon ambition fut de suivre les traces de mon frère.

Ma mère aimait tendrement tous ses enfants, mais son fils aîné était sa prédilection, et elle ne pouvait

s'habituer à son absence. D'un autre côté, mon père, avec sa nombreuse famille, devait se préoccuper de nous trouver à tous une carrière. Pour y parvenir, il fallait nécessairement se rapprocher de la Cour, seul moyen de trouver des protections.

Mon père y songea sérieusement, et quand il eut trouvé un acquéreur pour sa terre de Lashordes il se décida à quitter son pays pour la Cour. Il y était du reste fort encouragé par Mgr de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, devenu premier ministre, qui lui promit protection et conseils.

C'était une grosse affaire qu'un voyage à Paris, surtout quand on quittait son pays sans espoir de retour, et avec une nombreuse maison. Je n'avais jamais vu que les environs de notre château. Mes plus longues courses avaient été pour Carcassonne et Narbonne. Qu'on gage si j'étais heureux de faire un long et beau voyage, et de voir Paris et Versailles dont on parlait tant autour de nous !

Nous vinmes donc à Carcassonne faire nos derniers apprêts et le départ fut fixé au mois de juin 1788. Nous étions six, mon père, ma mère, mes trois sœurs, dont l'une avait onze et l'autre cinq ans, et moi. Pour voyager avec tout ce monde, mon père loua une grande voiture, de bons chevaux, et fit marché avec un conducteur qui lui avait été bien recommandé.

Notre pauvre voiture, si pesamment chargée de bagages et de voyageurs, parvenait à grand'peine à faire en deux et parfois trois étapes, dix à douze lieues par jour, et nous mîmes dix-huit longues journées pour aller de Carcassonne à Paris.

J'ai encore présent à l'esprit les incidents de ce voyage, les routes exécrables que nous trouvâmes une fois le Languedoc passé, les rivières à franchir sur des bacs, la traversée des montagnes du Quercy et du Limousin, où il nous fallut maintes fois atteler

des bœufs à notre patache, les mauvaises auberges où souvent nous devions giter. Je ne parle pas de la mauvaise chère, mon jeune estomac n'en avait cure.

Mais tout a un terme, et après un jour de repos à Paris, nous gagnâmes Versailles, heureux comme des navigateurs qui touchent au port.

Un appartement nous avait été retenu d'avance par mon frère, dans la rue Saint-Louis ; nous habitions le premier étage d'une assez belle maison, et au-dessus de nous logeait la famille Hervé, qui jouissait d'une considération bien méritée. M. Hervé était chef de bureau du département de la guerre, et avait trois filles de l'âge de mes sœurs. Il s'en suivit une liaison qui n'a jamais été oubliée de part et d'autre.

Mon frère, comme page du comte d'Artois, était admis dans l'intimité des ducs d'Angoulême et de Berry, un peu plus jeunes que lui, et faisait ses études avec eux. Je n'ai pas besoin de dire qu'il fut heureux de nous revoir tous. Il avait seize ans, la taille haute, la tournure distinguée, une figure charmante ; on le citait parmi les pages, pour sa gaieté, son savoir, son talent dans tous les exercices, si bien qu'on l'avait surnommé le beau page. Nous étions tous, à juste titre, fiers de lui.

Mon père fut accueilli avec beaucoup de bienveillance par Mgr de Brienne, et retrouva dans le salon beaucoup de ses compagnons d'armes, ce qui nous créa de suite un cercle charmant. Lui et ma mère furent présentés au roi, à la reine et aux princes, et admis aux honneurs de la cour.

Une des premières occasions que nous eûmes de profiter de leur présentation, fut l'arrivée des ambassadeurs du sultan Tippoo-Sahib. Le roi, désireux d'affermir sa puissance dans l'Inde, voulut les éblouir par une réception qui leur donnât une haute idée de la splendeur de sa couronne.

L'immense galerie du château fut choisie pour la cérémonie. A son extrémité on avait dressé un trône magnifique, où siégeait le roi, entouré des princes de sa belle famille. Les dames, en somptueuses toilettes, étincelaient de diamants, et occupaient les deux côtés de la salle, rangées sur des gradins de velours ; les hommes, en grand habit de cour, formaient la haie derrière elles.

Ma mère m'a bien des fois raconté que la réception fut si belle que toutes les merveilles décrites dans les *Mille et une nuits*, et les contes de fées, ne peuvent en donner une idée. Pour moi, mon âge me retenait au logis, et je ne vis les ambassadeurs qu'une fois, lorsqu'on me les montra à Trianon, où ils étaient logés et dont ils aimaient à parcourir les magnifiques allées.

Le but du roi fut atteint : les ambassadeurs, bien qu'habitues au luxe de l'Orient, furent tellement éblouis, dès leurs premiers pas dans la galerie, qu'ils eurent de la peine à parvenir au pied du trône, où ils se prosternèrent à la mode orientale. Parmi eux était un des fils de Tippoo-Sahib, qui, de retour dans son pays, proclama que la France était la première nation de l'univers, et décida en partie son père à se montrer fier de notre alliance, et à nous accorder cette solide amitié qui nous permit de lutter hardiment dans son pays, avec la puissance déjà envahissante et toujours rivale de l'Angleterre.

Hélas ! cette importante cérémonie, qui eut lieu dans le mois d'août, fut la dernière lueur du règne de Louis XVI. Déjà, l'année précédente, il avait réuni une assemblée de notables, il dut en convoquer une seconde, qui s'ouvrit à Versailles en Novembre 1788.

Je n'ai pas à parler des événements qui se passèrent alors, sinon pour dire que mon père, bien que ne se mêlant pas aux événements publics, se montrait dans l'intimité fort inquiet de l'avenir.

Pour nous, enfants du midi, nous allions être soumis à une rude épreuve. Dans notre province du Languedoc, nous ne sommes guère habitués au froid et à la neige. Débutant à Versailles par un froid de dix-neuf et même vingt degrés Réaumur, nous ressentîmes si bien la rigueur de cet hiver, contre lequel les grandes cheminées de notre appartement, malgré les piles de bois qu'on y engouffrait, nous défendaient fort mal, que nous en souffrîmes au point de nous disputer, nous qui étions si étroitement unis, les places les plus proches du feu, et de nous livrer, pour y arriver, de véritables combats, lorsque les yeux de nos parents étaient détournés de nous. Un de mes souvenirs de cette époque est d'avoir vu dans la carafe de notre table, l'eau se congeler en partie, dans la partie de la table qui était opposée à la cheminée.

Aussi ce pays qui nous avait paru si beau, nous sembla bientôt affreux, et les larmes aux yeux, nous conjurions mon père de nous faire quitter la *France* et de nous ramener dans le Languedoc.

C'est pendant ce rigoureux hiver, au commencement de 1789, que naquit mon frère Alphonse, qui devait depuis parcourir une belle carrière militaire (1).

La santé de ma mère étant fort ébranlée, on nous conseilla de changer d'air et d'habiter une campagne où nous pourrions vivre plus éloignés des agitations qui commençaient déjà et avoir plus d'espace et d'air que dans notre petit appartement de la rue Saint-Louis.

Mon père trouva à louer, tout près de Meudon, une jolie maison, entourée d'un beau parc où nous nous retirâmes tous.

(1) Le général Alphonse d'Hautpoul, mort en 1865, fut grand croix de la Légion d'honneur, gouverneur de l'Algérie et ministre de la guerre.

Le château de Meudon était alors le lieu de résidence des enfants de France. Le premier dauphin, le jeune duc de Normandie et Madame Royale s'y trouvaient sous la surveillance de M^{me} de Las Cases en l'absence de la duchesse de Tourzel, leur gouvernante.

Ma mère se lia bientôt avec M^{me} de Las Cases qui avait une fille de l'âge de ma sœur aînée. Nous fûmes présentés aux enfants de France, admis à leurs jeux, et mon frère aîné venait nous voir souvent.

Nous avions en outre été présentés à Mesdames, tantes du roi, qui habitaient le château de Bellevue, et très bien accueillis par elles.

Meudon était parfaitement habité, et la meilleure compagnie de Paris et de Versailles se réunissait dans les maisons de campagne des environs. Parmi les personnes que nous retrouvions le plus souvent, je me souviens particulièrement de la Présidente d'Arconville, femme âgée, aimable et spirituelle, auteur de plusieurs ouvrages fort appréciés. Elle recevait les plus hautes célébrités de la robe ; j'y rencontrai parfois, lorsqu'on voulait bien me laisser entrer dans son salon avec mon frère, qui en était l'hôte assidu, MM. de La Luzerne, d'Eprémesnil, de la Michodière, et les familles de Crosnes, de Gervillier, de Mondésir ; mais je n'oublierai jamais les familles Raoul et de Lierville. M. Raoul était maître d'hôtel de Mesdames de France, et ses trois filles devinrent les amies intimes de mes sœurs. Mme de Lierville était une jeune femme fort gaie qui animait la société de Meudon.

Pendant que le temps s'écoulait ainsi pour nous à Meudon, les émeutes se succédaient à Paris, et le pillage de la manufacture Revillon, le 28 avril, vint épouvanter le faubourg Saint-Antoine et nous mettre en émoi ; je dis nous, parce que, à force d'entendre parler du Tiers-Etat et de ses préten-

tions, du duc d'Orléans et de ses coupables ambitions, du vote par ordre ou du vote individuel, je croyais comprendre quelque chose à toutes ces tristes choses. D'ailleurs, je ne voyais autour de moi que des visages anxieux, et je commençai de bonne heure à me méfier des hommes politiques et de tout ce que la passion peut leur faire faire, si bien que les noms de Mirabeau, de Sieyès, de Bailly et de tant d'autres m'inspiraient de l'effroi.

Sur ces entrefaites, le jeune Dauphin, dont la santé était chancelante, tomba gravement malade, et, malgré tous les secours de l'art, mourut le 4 juin. Son corps fut pendant plusieurs jours exposé en chapelle ardente, aux regards du public. Mon père m'y conduisit, et je gardai de ce premier mort que je voyais une bien vive et pénible impression. Le duc de Normandie prit alors le titre de Dauphin, et, plus tard, cet infortuné prince dut sans doute envier la mort prématurée de son frère.

Je n'écris que mes souvenirs, aussi je ne parlerai des événements qui appartiennent à l'histoire qu'autant qu'ils nous touchaient. Le serment du Jeu-de-Paume, 20 juin, les Etats-Généraux se déclarant Assemblée nationale, 23 juin, l'établissement de la garde nationale, le prince de Lambesc réprimant quelques mouvements séditieux à Paris, le maréchal de Broglie rassemblant autour de Versailles quelques troupes auxquelles le roi refusa de recourir; je n'ai pas à rappeler tous ces faits en ce moment, mais ce que je dois dire, c'est que nous vivions à Meudon dans la plus vive anxiété. Les amis que nous recevions ne s'entretenaient que de menaces dirigées à Paris contre la noblesse; que de cris: à bas les prêtres! à bas les nobles! On parlait d'une Saint-Barthélemy afin d'en finir plus vite avec les prétendus ennemis du peuple. Mon père, à cause

de sa famille plus que pour lui, commençait à se tourmenter ; ma mère et nous autres enfants, étions horriblement effrayés ; on avait tant parlé de massacres, et nous avions tellement peur, que le soir nous n'osions plus nous séparer pour aller coucher dans nos chambres. Nous pensions que chaque nuit devait être la dernière pour nous, et nous nous serions les uns contre les autres, nous demandant si nous nous retrouverions tous le lendemain.

Nous étions dans ces pénibles dispositions d'esprit, lorsque les révolutionnaires inventèrent ou exploitèrent cette fameuse histoire de brigands qui fit le tour de France et occupa tous les esprits ; je vais dire ce qui est à ma connaissance.

La garde nationale parisienne s'était armée spontanément après la prise de la Bastille, mais il restait à lui associer le reste de la population et à trouver le moyen d'arriver à armer et à convoquer le peuple de la campagne... Ce moyen fut la peur. La même nuit et presque à la même heure, des émissaires venus de Paris annoncèrent partout qu'une armée de brigands, venus on ne sait d'où, battait la campagne pour mettre partout le feu et piller à la faveur de l'incendie. Sur cet avis, les municipalités faisaient sonner le tocsin, et les habitants de chaque localité, appelés à protéger leur foyer, accouraient en foule, armés de triques, de sabres, de fusils, en un mot, de tout ce qu'ils trouvaient sous leur main.

Meudon, comme tous les villages, eut son alerte. Le peuple s'attroupa, mais ne sachant ni prendre aucune disposition pour la résistance, ni même sur quel point se diriger, sans chet pour le conduire, il oublia que mon père était noble, et se souvenant qu'il était militaire et savait commander, courut avec des cris épouvantables assiéger notre porte. Réveillés en sursaut par ce vacarme, nous pensâmes

que le signal du massacre que nous attendions tous les jours avait été donné. Mon père, à demi vêtu, sauta sur ses armes, et s'élança dans la cour, décidé à vendre chèrement sa vie. Nous le suivîmes tous, pour mourir avec lui. Ma mère voulait le retenir, mais en vain ; il déclara qu'il voulait faire son devoir, nous repoussa en nous enjoignant de nous sauver par le jardin. Il y eut un moment, entre nous, une lutte cruelle, mais enfin, mon père se plaçant à la porte principale, se mit en disposition de faire feu de ses deux pistolets, et dit aux domestiques d'ouvrir la porte... N'ouvrez pas, je le défends ! criaît ma pauvre mère ; ce fut une scène affreuse, je la vois encore à l'heure où j'écris ces lignes.

Pendant ce temps, le tumulte allait croissant, mais quelques individus, voyant par une fente de la porte les dispositions défensives de mon père, lui crièrent qu'on ne voulait pas lui faire de mal, mais que le village allait être attaqué par les brigands, et que tous les habitants venaient le prier de se mettre à leur tête pour diriger la défense.

La porte s'ouvrit, notre cour se remplit d'hommes armés de pieux, de fourches, de faux, et sans laisser à mon père le temps de s'habiller, on le salua du titre de commandant... Mon père nous rassura alors, posta un petit détachement pour garder notre maison, sous prétexte qu'étant à l'entrée du village, elle était avantageusement placée pour le défendre ; puis il sortit, et passant toute la nuit dehors, ne rentra que le lendemain pour calmer nos inquiétudes... De brigands, pas plus à Meudon qu'ailleurs on n'en vit un seul. Mais le but était atteint, le peuple s'était armé, et comme à Paris, il se constitua en garde nationale.

Pendant quelques semaines mon père dut conserver un titre qu'il était loin d'ambitionner, mais sa vue s'affaiblissant par la cataracte qui devait le

rendre aveugle, lui fournit bientôt l'occasion de se démettre de ce commandement improvisé.

Pendant les désordres de Paris augmentaient. Nous apprîmes le 23 juillet le massacre de Foulon et de Berthier ; les clubs se formaient partout, le trop célèbre Lafayette, investi du commandement en chef de la garde nationale, leur fit prendre la cocarde tricolore comme ralliement contre les cocardes blanches que portaient encore les troupes du roi.

Les uns présentèrent les trois couleurs comme appartenant à la ville de Paris, dont l'écusson est rouge, blanc et bleu, d'autres y virent la livrée du duc d'Orléans où le rouge domine, accompagné de blanc et de bleu, mais, sans examiner s'il convenait d'imposer à tout le pays les couleurs d'une seule ville, ou la livrée d'un prince, fussent cette ville et ce prince les ennemis de la royauté, on donna à ces trois couleurs le nom pompeux de couleurs nationales et d'arc-en-ciel de la liberté ; et comme les grands mots et les signes extérieurs produisent toujours de l'effet sur le peuple, le peuple se crut plus fort sous l'étendard tricolore que sous le drapeau blanc.

Nous devons voir d'ailleurs la cocarde de Lafayette subir plusieurs transformations, le blanc y dominer pendant l'Empire, le duc d'Orléans lui rendre en 1830 sa forme de 1789, la révolution de 1848 en intervertir les couleurs pendant quelques jours et reprendre ensuite le legs de Lafayette.

Les événements marchaient. L'Assemblée nationale s'était déclarée Constituante, la Déclaration des droits de l'homme avait été rédigée et promulguée, les privilèges, les droits féodaux, les dîmes avaient été abolis brutalement, au lieu d'être sagement examinés et réglementés, lorsqu'ils résultaient de contrats et de conventions. On parlait déjà de la spoliation des biens du clergé et de la confiscation des domaines des nobles qui n'étaient pas dans le

mouvement. Les mots d'aristocrates et de démocrates étaient inventés et allaient devenir le prétexte d'affreuses persécutions.

Le comte d'Artois, réputé chef des aristocrates, avait quitté la France après la prise de la Bastille. Le prince de Condé, les Polignac et quelques membres de la noblesse personnellement menacés l'avaient suivi, et le roi, qui avait dû accepter les couleurs dites nationales, avait, le 18 août, adopté les décrets de l'Assemblée constituante, qui sapient les bases de son trône. Par cette abrogation de son autorité, il espérait ramener à lui l'assemblée et la nation, mais sa bonté fut prise pour de la faiblesse et l'audace de la révolution s'accrut.

De son côté, la noblesse qui entourait le trône à Versailles, effrayée de la condescendance du roi, voulut faire une manifestation de ses sentiments. Elle se réunit aux gardes du corps et à quelques autres corps d'officiers dans un grand banquet, où l'on prit l'engagement exprès de défendre le roi contre l'assemblée, la garde nationale de Paris et ses actes révolutionnaires.

Avec moins de bruit, moins d'exagération peut-être, et surtout avec un roi qui aurait su et voulu en profiter, cette manifestation aurait pu servir les principes que l'on attaquait avec tant d'ardeur, mais elle ne fit que provoquer une nouvelle catastrophe. Les révolutionnaires s'en émurent, les membres les plus fougueux de l'Assemblée, le duc d'Orléans en tête, ameutèrent la population des faubourgs, et leur persuadèrent de venir enlever le roi de Versailles et de le ramener à Paris.

La manifestation royaliste avait eu lieu le 2 Octobre, celles des faubourgs et des halles ensanglantèrent les journées des 5 et 6 du même mois. Il n'y avait pas de temps perdu !

On avait déjà préparé l'agitation à Paris en calom-

niant la Cour, qui était accusée de prolonger la disette, Versailles absorbant, disait-on, toutes les denrées destinées au marché de Paris. On réunit les poissardes de la Halle, on les fit escorter de ce qu'il y a de plus abject et de plus vil, et toute cette cohue, munie de toutes sortes d'armes, hurlant, vociférant des refrains de sang et de mort, se mit en marche le 5 au matin.

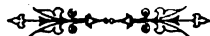
Le Roi, qui était à la chasse lorsque ce mouvement fut signalé, voulut rentrer à Versailles. Les chefs de corps qui l'entouraient lui demandaient de faire barrer le pont de Sèvres et d'y placer quelques pièces d'artillerie, se faisant fort d'arrêter cette tourbe. Le Roi refusa. Les gardes du corps voulurent se défendre à Versailles et avaient déjà commencé leurs préparatifs ; ils reçurent du Roi l'ordre impératif de ne pas faire usage de leurs armes. En sorte que, grâce à cette faiblesse, les masses menaçantes, mais désordonnées, ne trouvèrent aucun obstacle et pénétrèrent jusque dans le château.

On sait le reste : le château est envahi, la Reine est menacée dans ses appartements, MM. de Varicourt et des Huttes, deux gardes du corps, défendant l'entrée de sa chambre et la suppliant de fuir, sont impitoyablement égorgés ; les forcenés entrent chez la Reine, et ne la trouvant heureusement pas, criblent son lit de coup de piques. Enfin Lafayette arrive, rétablit un peu le calme et arrête le carnage. Et le lendemain 6, le Roi parait à son balcon et s'engage à se rendre aux vœux des Parisiens, et par des paroles plus paternelles que royales, calme la multitude. Vers une heure, il partait avec toute sa famille, escorté par la garde nationale, et cette foule, qui, après avoir massacré ses gardes, portait sur des piques les têtes de ceux qui avaient sauvé la Reine, accompagna le Roi jusqu'à l'hôtel de ville, où le maire Bailly le reçut. Le soir même, la famille royale s'établissait aux Tuileries.

Le triste récit de cet événement nous parvint bientôt à Meudon et fut confirmé par un ami de mon père, M. de Valfons qui, témoin de ce qui s'était passé, en était vivement ému et blâmait l'inaction du Roi. Il affirmait que le seul régiment de Flandre, en garnison à Versailles, et dont en était sûr, aurait suffi pour arrêter au pont de Sèvres toute cette manifestation. Il nous assura qu'il avait reconnu Mirabeau, s'agitant au milieu de la foule et excitant tout le mouvement.

L'assemblée nationale suivit le Roi à Paris, où elle tint désormais ses séances, et malgré les Mounier, les Malouet, les Maury, l'abbé Cazalis et autres, et en dépit des concessions du Roi, elle se montra de plus en plus hostile à la royauté.

La fin de l'année 1789 vit apparaître la Commune de Paris et le club de la Constitution qui devait devenir celui des Jacobins. Le trésor de la monarchie était épuisé, la fortune publique aux abois ; comme toute révolution est un gouffre où se perd l'argent d'un pays, l'assemblée eut recours à la spoliation, s'empara des biens du clergé à titre de propriété nationale, et à charge de subvenir à ses besoins. Bientôt cette ressource ne lui suffisant plus, elle décréta l'émission de ces assignats qui devaient porter partout la ruine et la misère dans tout le pays ; ainsi se termina l'année 1789.



Continuation du séjour à Meudon. — Une soirée à l'Opéra.
 — Suite des événements politiques. — La fête de la Fédération.
 — Mon frère aîné meurt de la petite vérole. — Mort
 de Mirabeau. — La fuite de Varennes.

1790. — Mon frère, que le départ du comte d'Artois laissait sans occupation à la cour, était venu s'établir avec nous à Meudon, et quoique destiné à entrer dans un régiment de cavalerie, il hésitait à prendre du service, alors qu'il n'était plus possible de servir le roi. D'ailleurs beaucoup d'officiers, et des meilleurs, depuis que la faiblesse de Louis XVI avait paralysé leur action, voyant s'affaiblir l'esprit de fidélité et de discipline, se retiraient du service et parlaient d'émigrer, se faisant un point d'honneur d'aller servir à l'étranger les intérêts de la France, qui leur semblait prise d'un accès de vertige.

Pour nous, depuis les derniers événements, rien ne nous rappelait plus à Versailles. Nous n'avions nul désir d'habiter Paris, et la province elle-même était troublée par l'effervescence des passions que rallumaient les nouvelles reçues de Paris. D'ailleurs, nos propriétés du Languedoc avaient été vendues, et mon père, menacé de perdre la vue, ne pouvait songer à refaire le voyage de Carcassonne. Il résolut donc de prolonger son séjour à Meudon, dans l'attente de ce que lui réservait un avenir de plus en plus sombre.

Pour moi, qui étais originairement destiné à remplacer mon frère aux pages, je voyais cruellement déjoués tous les plans que l'on avait formés

pour moi. Mon éducation, il faut le dire, n'avait pas été régulièrement suivie. Après avoir, pendant que mes sœurs étaient admises au couvent de la Reine (avenue de Saint-Cloud), reçu les leçons de quelques maîtres particuliers, j'avais été à Meudon, confié à M. Bodart de la Jacopière, homme très versé dans la science naturelle, qui, après la prise de la Bastille, s'était réfugié chez le président d'Arconville. Mais ce maître, très instruit et savant, ignorait la science d'enseigner, et ne réussit qu'à m'inspirer l'horreur de l'étude, telle qu'il la comprenait et me l'imposait.

Il en résulta que je n'appris rien avec lui, et qu'un jour il déclara à mon père que j'avais l'esprit si borné, qu'il désespérait de mon instruction, et préférerait y renoncer. Pourtant, avec d'autres, je travaillais, et à neuf ans j'étais très fort en histoire et géographie, je comprenais assez la botanique pour m'être composé un assez curieux herbier, et ne parlais pas trop mal l'italien que j'avais appris avec ma mère.

Mon père suivait assidûment les discussions de l'Assemblée. Nous lui lisions à haute voix les journaux, et profitions de ses réflexions, tout en nous mettant au courant des événements. C'est ainsi que nous sûmes que le 15 janvier 1790, l'Assemblée, pour effacer jusqu'aux moindres traces du passé et tout centraliser sous sa domination, avait supprimé la division du pays en provinces et gouvernements, et l'avait morcelé en petites fractions plus ou moins arbitrairement composées, qu'elle nomma départements ; je laisse à penser si ce changement, qui démolissait toutes mes connaissances en géographie, et m'obligeait à recommencer un nouveau travail, me fut sensible.

Vint ensuite la nouvelle formule du serment de fidélité à la nation, à la loi, au Roi en der-

nier lieu, formule qui parut extraordinaire à mon père, qui ne comprenait pas qu'une nation de vingt millions d'individus pût se jurer fidélité à elle-même, ni qu'on pût jurer d'obéir à une loi lorsqu'on force de l'exécuter bon gré mal gré. Enfin, il voyait bien que le Roi, consentant à ne paraître qu'au troisième rang, reconnaissait qu'en réalité c'était bien la nation et non lui qui régnait désormais.

Je ne parlerai pas de l'exécution du marquis de Favras, accusé de conspiration contre le nouvel ordre des choses, et qui inaugura l'ère des procès politiques, ni de Monsieur, impliqué dans le procès, qui se défendit en protestant de son dévouement aux idées constitutionnelles ; je mentionnerai seulement l'abolition des vœux et des ordres religieux, la mise en vente des biens de tout le clergé et la proclamation par Lafayette dans la séance du 20 février, du principe que l'insurrection est le plus saint des devoirs.

Parmi les personnes que nous recevions le plus souvent était une dame polonaise, la comtesse Jablonowska, que la politique mettait dans un état de fureur permanente. Elle n'était plus jeune, mais avait encore des prétentions, et ne ménageait ni le fard ni les parfums. Je me souviens qu'un de nos domestiques, ne pouvant arriver à prononcer son nom, annonça un jour la comtesse Diable musqué. Ce nom qui allait si bien nous fit beaucoup rire, et pendant quelque temps il lui resta. Mon frère nous amenait aussi plusieurs de ses amis de Versailles et des pages ; je me souviens entre autres du jeune duc de Châtillon, fils du duc de Montmorency-Luxembourg, avec lequel il était fort lié.

A cette époque mon père perdit tout à fait l'un de ses yeux, et l'autre ne lui laissait plus que la faculté de se conduire. Nous allions souvent à Paris pour consulter un célèbre oculiste allemand, le

baron de Wenzel qui avait alors une grande réputation, mais il ne trouvait pas encore la cataracte assez mûre pour l'opération et il tenait ainsi mon père dans une attente pénible.

Dans ces courses, nous descendions ordinairement chez le marquis de Bermond, cousin germain de mon père, qui habitait un hôtel de la rue Cassette. M. de Bermond, très prononcé contre la Révolution, ne ménageait pas ses expressions contre ceux qui attaquaient le pouvoir et contre le pouvoir qui ne savait pas se défendre. Comme il voyait beaucoup de monde et était proche parent du maréchal de Rochambeau, son salon était des plus intéressants.

Dans un de nos voyages à Paris, ma mère voulut nous faire voir l'Opéra. Elle nous y conduisit un soir, mes sœurs aînées et moi; nous vîmes jouer *Edipe à Colone* et le ballet de *Télémaque*. C'était la première fois que nous assistions à un pareil spectacle et il fit sur nous une impression extraordinaire. De retour chez nous, mes sœurs qui commençaient à être assez bonnes musiciennes se mirent à chanter tous les airs d'*Edipe*, mais c'est le ballet surtout qui nous avait frappés; nous voulûmes le jouer entre nous. Mon frère prit le rôle de Mentor, ma sœur Henriette celui de Calypso, ma sœur Minette fit la nymphe Eucharis, moi Télémaque; nous essayâmes de donner à ma jeune sœur Pauline le rôle de l'Amour, mais elle n'y comprenait rien et je dus souvent la suppléer. J'étais un peu jeune pour Télémaque et un peu grand pour le rôle de l'Amour. Malgré cela, nous ne nous lassions pas de sauter en cherchant à imiter les acteurs: c'étaient des pirouettes et des ronds de jambes à n'en pas finir, si bien que ma mère et M. de la Jacopierre surtout, en conclurent qu'il ne fallait plus nous mener à l'Opéra. C'est ainsi que nous passions

le temps entre les folies de notre âge et les réflexions sombres inspirées par les inquiétudes de nos parents.

Le Roi était toujours aux Tuileries, prisonnier en quelque sorte de l'Assemblée, qui, pour le mettre encore davantage dans sa dépendance, en fit un fonctionnaire, en lui donnant, sous le nom de liste civile, un traitement de 25 millions, avec lequel il devait payer sa maison civile et militaire. Le roi accepta. Il avait conservé ses habitudes et même son costume de cour ; il était toujours entouré de quelques courtisans qui lui laissaient les illusions de la royauté par l'observation de la plus scrupuleuse étiquette, et lui faisaient croire qu'il était encore roi de France, alors que son royaume finissait avec ses appartements.

Le 19 juin, l'Assemblée ayant voté la suppression de la noblesse, de tous les titres nobiliaires et même des décorations, mon père nous déclara qu'il allait enfermer ses croix de Malte et de Saint-Louis, dans l'espoir de les reprendre dans des temps plus heureux. Il les cacha même, et nous fit bien remarquer l'endroit qui les récelait. Le 12 juillet, on discutait la constitution civile du clergé, et on déclarait que tous les biens ecclésiastiques devenant propriété nationale, les membres du clergé recevraient en compensation, et suivant leur position, un traitement fixe.

Ainsi disparaissaient les ordres du clergé, de la noblesse et, des trois ordres qui formaient les Etats généraux, il ne restait que le Tiers, qui dominait la royauté et était maître absolu de la France.

Ce fut alors qu'on imagina pour ridiculiser ceux qu'on voulait signaler à la haine du peuple ; le roi fut appelé le tyran, les prêtres des calotins, les nobles des ci-devants, ceux qui ne partageaient pas les idées révolutionnaires des aristocrates.

Le 14 juillet, l'Assemblée voulant célébrer avec grand éclat l'anniversaire de la prise de la Bastille, le choisit pour point de départ d'une ère nouvelle, et l'on fit partir l'ère de la liberté de la date de ce qui n'avait été que l'émeute d'un faubourg de Paris. On décida de plus qu'une solennité grandiose en consacrerait à jamais la mémoire et le champ de Mars fut choisi pour en être le théâtre.

Une magnifique estrade fut élevée devant la façade de l'Ecole militaire pour le Roi et le président de l'Assemblée, et l'on vit ces deux chefs de l'Etat, l'un de nom, l'autre de fait, entourés, le premier de quelques rares courtisans, et le second de tous les députés.

L'autel de la patrie avait été dressé au centre du champ de Mars, et sur cet autel l'évêque d'Autun, Talleyrand-Périgord, avec un nombreux clergé, paré de ceintures tricolores, célébra une messe de circonstance.

Pour contenir tout le peuple convié à cette cérémonie, il fallut remuer tout le terrain de fond en comble, et en extraire la terre qui forma ces immenses tertres que les Parisiens ont pu voir jusqu'à ce qu'ils fussent détruits en 1848. La population de Paris, excitée par les publications de toutes natures et par les exhortations des clubistes, se prêta à ce travail avec un enthousiasme qui tenait presque de la folie. Hommes, femmes, enfants de toutes classes et de toutes conditions, s'empressèrent de manier la pelle et de rouler la brouette. Il faut dire aussi que les promeneurs et les curieux étaient bon gré malgré associés à ce singulier travail, et que les horions suivaient bientôt les quolibets et les injures, pour ceux qui semblaient ne pas vouloir y prendre part. Nous allions de temps en temps visiter ces travaux, mais prévenus de la réquisition qui nous attendait, nous pûmes presque toujours rebrousser chemin à

temps, et ne pas donner notre concours à cette œuvre qui nous répugnait instinctivement. Une de mes sœurs n'ayant pu s'échapper à propos, fut un jour invectivée, appréhendée, et malgré son jeune âge, elle n'avait que sept ans, obligée de rouler la brouette pendant un temps qui nous parut une éternité.

Nous n'osions pas aller la réclamer, dans la crainte de partager la corvée, mais ma mère ayant avisé une femme du peuple qui avait l'air bon, fit appel à ses sentiments de mère, et, grâce à un peu de monnaie, obtint d'elle qu'elle délivrât ma sœur, en la remplaçant pour son travail.

Cela nous servit de leçon, et nous ne recommençâmes plus nos visites à ces singuliers chantiers. Cependant, le travail fut achevé pour le 14 juillet, et nous vîmes le spectacle qu'offrit à Paris la fête qu'on appela de la Fédération, parce que, pour cette solennité, on avait convoqué sous le titre de fédérés des députations de tous les nouveaux départements. Il est difficile de s'imaginer ce que fut cette cérémonie, dans laquelle je vis, de mes jeunes yeux, l'évêque Talleyrand célébrer une messe plus ou moins orthodoxe, avec un costume moitié civilique, moitié sacerdotal ; et, du haut de son estrade, Louis XVI inaugurer le titre de roi des Français (qui venait de lui être déferé au lieu de son ancien titre de roi de France), en prêtant serment à la nation, à la constitution, à la loi. Ce serment fut accueilli par les immenses acclamations de la multitude ; mais mon père nous fit comprendre sans peine, que ce jour-là la Révolution venait de remporter une nouvelle victoire, et, que, par ses cris, elle proclamait elle-même son triomphe.

Comme il fallait toujours de l'argent, l'Assemblée décida peu après qu'il serait émis pour douze cents millions de nouveaux assignats, et pour les garantir,

elle acheva de s'emparer de ce qui restait des biens du clergé, du domaine de la couronne, des apanages des princes. Elle alla même jusqu'à confisquer les dotations des séminaires, des hôpitaux et des établissements d'instruction publique, et malgré tout, les assignats tombaient de plus en plus en discrédit, pendant que le commerce se cachait et disparaissait.

D'autre part, le règne de la liberté, telle que la comprenait la Révolution portait ses fruits. En 1789, on avait démolì la Bastille, égorgé son gouverneur et massacré les malheureux invalides qui étaient censé la défendre, pour délivrer une dizaine de prisonniers, dont deux étaient des faussaires et dont cinq étaient enfermés sur la demande de leurs familles, et, à la fin de 1790, les prisons ne pouvaient plus contenir les personnes qui déplaisaient aux novateurs, soit parce qu'elles n'approuvaient pas tous les actes de l'Assemblée, soit parce qu'elles ne semblaient pas convaincues de l'excellence des idées révolutionnaires.

Sur le rapport de Barrère, le château de Vincennes fut le 20 novembre mis à la disposition de l'Assemblée pour suppléer à l'insuffisance des prisons.

Le 27 novembre on terminait la constitution civile du clergé, dont le but était de faire, en dehors de Rome, et au profit des maximes nouvelles, un clergé soi-disant catholique, sur lequel la Révolution pouvait s'appuyer auprès de la partie du peuple qui venait à la religion. C'était constituer une église nationale et par conséquent un schisme nouveau. Talleyrand fut le principal apôtre de cette œuvre.

Il fut décidé que tous les partis prêteraient serment de fidélité à cette constitution, et que tous ceux qui refuseraient seraient immédiatement remplacés sous peine de prison, ne pourraient exercer

aucune fonction de leur ministère. De là, la séparation du clergé en prêtres assermentés et prêtres insermentés. Les uns appelés à fonder la nouvelle église schismastique qui devait donner le signal de l'irréligion, les autres destinés à être persécutés et à devenir des confesseurs ou des martyrs de leur foi.

L'infortuné Louis XVI était bien éloigné de vouloir organiser un schisme dans ses états, mais l'Assemblée qui voulait encore se servir de son nom pour sanctionner cette œuvre inique, le fit circonvenir par tant de sollicitations importunes et même souvent menaçantes, qu'il finit par céder, et signa le 28 décembre 1790, cette fatale constitution civile qui fit tant de mal et amena tant de ruines et de calamités.

Les révolutionnaires devaient joindre à l'intolérance politique, l'intolérance religieuse. Ainsi finit l'année 1790.

1791. — L'année 1791 commença pour nous par un affreux malheur de famille. La petite vérole sévissait alors à Meudon. A cette époque, la vaccine était inconnue et l'inoculation peu pratiquée. Ma plus jeune sœur et moi avions eu cette maladie dans notre enfance ; mes deux sœurs aînées la gagnèrent en soignant des malades de nos environs. La présidente d'Arconville, toujours pleine de bonté pour nous, et voulant nous éviter de grands embarras, surtout à cause de mon frère aîné qui voulait aller retrouver le comte d'Artois, dont il avait été page, ainsi que je l'ai dit, proposa de se charger de mes sœurs, et à grand'peine, décida ma mère à se séparer d'elles. Elle leur prodigua tous les soins, mais, dès lors, sa maison nous fut interdite. Ma sœur aînée fut peu malade, mais la seconde bien davantage, quoique n'ayant jamais été en danger.

Mon frère, qui les aimait tendrement, voulait, avant de partir, leur dire adieu et, dès qu'il les sut en convalescence, pensant qu'il n'y avait plus de danger à le faire, força la consigne donnée par Mme d'Arconville et alla les embrasser. Le lendemain la fièvre le prit et, comme il était grand et robuste, la maladie se déclara chez lui avec une extrême violence, les médecins furent appelés, ma mère, installée dans sa chambre, ne le quitta plus, mais le mal fit de rapides progrès et, malgré tous les soins qui lui étaient donnés, il expirait le 28 janvier.

C'était le matin, avant le jour... Nous entendons des cris déchirants dans la chambre du malade. Nous accourons tous. Quel spectacle ! je ne l'oublierai jamais ! Mon frère venait de rendre le dernier soupir dans les bras de sa mère. Elle l'avait enlevé de son lit et, trouvant des forces dans l'excès de sa douleur, elle le tenait debout, serré contre sa poitrine ; elle posait ses pieds à terre pour le faire marcher ; elle défiait la mort de lui enlever son fils et luttait en désespérée pour le lui disputer. Mon père ne pouvait parvenir à l'arracher de ses bras pour le replacer sur son lit. Ce fut une scène de désolation... Ma mère avait à peu près perdu la tête quand on put la faire sortir de la chambre. On en profita pour la transporter avec nous tous chez Mme d'Arconville où elle retrouva ses filles. Bientôt la secousse qu'elle avait éprouvée nous donna de vives inquiétudes sur sa santé physique et morale ; la tendresse dont nous l'entourions, les soins de Mme d'Arconville et les exhortations du vénérable curé finirent par la rappeler à elle. Elle reporta sur nous l'affection qu'elle avait pour son fils aîné, mais elle ne se consola jamais de sa perte.

M. de la Jacopière, mon ancien précepteur, ayant émigré, je repris tant bien que mal mes

études avec le vénérable curé de Meudon, qui se chargea aussi de continuer mon éducation religieuse : c'était un homme d'une haute vertu et d'un esprit supérieur, c'est dire qu'il avait refusé le serment exigé par l'Assemblée nationale pour la Constitution civile du clergé, aussi il dut quitter sa cure au grand désespoir du village. Mais, auparavant, ce bon prêtre me trouvant suffisamment instruit et convenablement disposé, me fit faire ma première communion en particulier et dans une chambre privée, l'entrée de l'église lui étant interdite. C'est une époque de ma vie que je n'oublierai jamais, et qui m'a laissé le plus précieux souvenir du curé de Meudon, quoique je n'aie jamais pu apprendre ce qu'il devint par la suite.

Après la mort de mon frère, je vis se dessiner de plus en plus le mouvement de l'émigration. Mon père, aveugle ou à peu près, et moi trop jeune, ne pouvions penser à y prendre part.

Nous sûmes que les royalistes avaient fondé un club monarchique pour lutter contre les clubs révolutionnaires : ils s'étaient armés pour la résistance et avaient offert leurs services au Roi en cas de danger. Mais le Roi les renvoya avec ordre de déposer leurs armes, et les laissa insulter par la garde nationale ; le club dut alors se dissoudre. C'est ainsi que tous les efforts que tentaient les royalistes étaient destinés à venir échouer devant la volonté du Roi, dont la bonté tournait à la faiblesse. Ce fut alors que, résolus à défendre quand même la monarchie, qui semblait se résigner à un malheureux sort, ils se décidèrent en grande partie à l'émigration, et que, sur l'appel que firent le comte d'Artois et les princes de la maison de Condé aux royalistes et à la noblesse, émigrer devint un point d'honneur. Le Roi, de son côté, les ayant blâmés de chercher un appui à l'étranger, donna aux

démagogues une occasion de proposer contre eux des lois répressives qu'il signa.

C'est ainsi que le malheureux Louis XVI, poussé par une sorte de fatalité, se laissait aller à une faiblesse inexplicable pour les révolutionnaires qui voulaient sa perte, et ne retrouvait de l'énergie et de la volonté que contre les royalistes qui voulaient le défendre, et dès qu'il donnait occasion à leurs ennemis de les signaler à la fureur du peuple, en les qualifiant de traîtres au pays, parce qu'ils voulaient se délivrer de l'oppression des jacobins et des chevaliers du poignard, parce que quelques-uns s'étaient armés pour leur défense personnelle.

Le 2 avril de cette année mourait le trop célèbre Mirabeau. On a dit de lui que sa vie et sa mort furent une calamité pour la monarchie; homme violent et haineux, son premier besoin avait été de se venger d'un gouvernement qui avait voulu mettre un frein aux désordres de sa jeunesse; orateur fougueux et passionné, il était doué de toutes les qualités qui agissent sur les masses et qui caractérisent les véritables factieux. Ce fut lui qui, dès l'origine, dirigea l'Assemblée dans les voies révolutionnaires les plus exaltées. S'apercevant enfin de l'abîme dans lequel il précipitait la France, il voulut, dans les derniers temps, rendre un peu plus de force à la royauté, et dans une entrevue secrète, à Saint-Cloud, il offrit ses services au Roi et à la Reine. Il fut fidèle à ses nouveaux engagements et défendit la monarchie avec autant d'ardeur qu'il en avait employé à la démolir. Mais il ne lui fut plus possible d'arrêter le courant dont il avait lui-même rompu les digues, et il mourut à la peine. On a pensé que la Société des Jacobins, dont il était devenu l'antagoniste, ne fut pas étrangère à cette mort, mais rien n'a été établi à cet égard. Mirabeau succombait aux excès de sa vie privée joints aux fatigues de sa vie politique.

Le Roi cependant, qui avait sanctionné la constitution civile du clergé, répugnait à se mettre en rapport avec les prêtres constitutionnels, et voulut aller avec sa famille passer la semaine sainte à Saint-Cloud, pour y voir plus librement des ecclésiastiques non assermentés. Dès que ce projet fut connu, on organisa une émeute aux Tuileries, ses voitures furent arrêtées, lui-même insulté, et la force l'empêcha de partir. Ce dernier outrage lui fit comprendre que, par toutes ses concessions, il n'avait réussi qu'à se rendre de plus en plus prisonnier de la Révolution et esclave de l'Assemblée. Voyant alors qu'il n'était plus temps de se défendre et de montrer enfin de l'énergie, il pensa faire cesser une aussi humiliante captivité.

Ce fut à ce moment que l'Assemblée vota des levées de troupe et de garde nationale, fit de nouvelles émissions d'assignats, ordonna aux émigrés de rentrer en France, sous peine de confiscation de leurs biens, créa un tribunal criminel dont Péthion fut le premier président et Robespierre le premier accusateur public. Ce fut alors qu'on a inventé la guillotine et que le droit de grâce fut retiré au Roi.

Le pauvre Louis XVI, poussé à bout, protesta pour le passé et même pour l'avenir contre toutes les sanctions qu'on lui avait arrachées, et celles qui devaient être exigées de lui, mais à quoi pouvaient servir ces protestations dans l'état de nullité où il s'était laissé réduire?

Aussi, le philosophe Raynal, arrivant en France, adressa à l'Assemblée ce juste reproche qu'elle avait créé un gouvernement avec un Roi sans autorité et un peuple sans frein. Tel était en effet l'état de la France.

Mesdames tantes du Roi voulurent alors partir pour l'Italie, mais une émeute fut immédiatement

organisée et des bandes lancées sur le château de Bellevue pour les arrêter... Heureusement, elles avaient hâté leur départ et les émeutiers arrivèrent trop tard. Furieux, ils se répandirent dans les environs, poussant les plus horribles cris de mort, et vinrent à Meudon où ils assaillirent la maison de M. Raoul qui, par bonheur, était avec sa famille à Paris. J'ai dit, je crois, que ce M. Raoul, maître d'hôtel de la maison de Mesdames, était notre voisin, et que nous étions intimement liés avec sa famille. Qu'on juge de notre frayeur ! Pour Mesdames, arrêtées à plusieurs reprises dans leur route, elles finirent par réussir à sortir de France (1).

Ce fut dans la nuit du 21 au 22 juin que le Roi fit ce voyage à Varennes qui eut pour lui de si terribles conséquences. Après avoir lui-même repoussé tous ses défenseurs, après avoir détruit toutes les ressources dont il aurait pu s'entourer pour se soustraire au despotisme de l'Assemblée, il s'était décidé à éviter par la fuite les conséquences de la trop grande abnégation de son autorité, et s'était entendu avec le marquis de Bouillé, qui commandait à Montmédy un corps de troupes resté fidèle. On sait comment le secret ne fut pas gardé, comment le Roi ne sut pas diriger le départ qui devait rester ignoré, comment il voulut voyager, non seulement avec la Reine, ses deux enfants et Madame Elisabeth, mais avec sa suite, et toutes les commodités d'un voyage d'agrément, deux voitures, dont une beaucoup trop facile à remarquer, neuf voyageurs, deux courriers, l'un en avant, l'autre à la portière, onze chevaux de poste commandés. Alors que chacun évitait d'attirer l'attention, le Roi se montrait à la portière,

(1) Sur le départ de Mesdames, voir les *Grandes dames pendant la Révolution*, par le comte FLEURY. Vivien, 1900.

étant obligé de perdre, à Etoges, deux heures à la réparation de sa voiture; tel fut ce voyage. A quatre heures et demie, il traversait Châlons-sur-Marne, au pont de Sommerville, l'escorte qu'on attendait faisait défaut, on ne sait pour quel motif. Enfin, à Sainte-Menehould, il était reconnu par Drouet, révolutionnaire enragé, qui envoyait un exprès à Varennes pour tout disposer à l'effet d'arrêter le cortège. Le Roi arriva, en effet, à Varennes à onze heures du soir, il devait repartir immédiatement pour Montmédy où Bouillé l'attendait, mais son voyage était terminé.

Ses voitures furent arrêtées pendant qu'on changeait les chevaux; quelques dragons envoyés en éclaireurs, trois gardes du corps qui l'accompagnaient voulurent forcer le passage. C'était facile, car on n'avait devant soi que quelques hommes du peuple sans armes, et la nuit était sombre. Le Roi s'y opposa personnellement, et devant cet attentat à sa personne, il défendit qu'on fit aucun acte de violence, descendit de voiture et attendit à la porte pendant que le tocsin sonnait et que les gardes nationaux, attirés par le bruit, venaient s'emparer de la famille royale.

Le cortège, toujours escorté de gardes nationaux qui se relayaient, arriva à Paris le 23, à sept heures du soir. On avait envoyé au-devant du Roi plusieurs députés, entr'autres Barnave et Péthion. On leur fit traverser tout Paris, ses gardes du corps enchaînés sur sa voiture, mais on ne remarqua aucune démonstration soit hostile, soit favorable de la part du peuple.

Tel fut le récit qu'on nous fit de ce fatal voyage, où le Roi aurait encore pu se sauver s'il l'avait voulu, mais où, sous prétexte de ne pas répandre de sang pour sa cause, il s'abandonna à ses ennemis, tandis que s'il avait laissé faire ses gardes du corps

et les dragons, il aurait probablement pu rejoindre les troupes de Bouillé, et épargner à la France des milliers de victimes. Le roi avant de quitter Paris avait laissé une déclaration pleine de sens et de raison, dans laquelle il motivait son départ sur l'impossibilité où on l'avait réduit de faire aucun bien pour la France, et se plaignait avec douceur des tribulations dont on l'avait abreuvé, bien entendu cette déclaration ne fut pas publiée.

Monsieur, frère du Roi, parti le même jour que la famille royale, avait été plus heureux, parce qu'il avait été moins imprudent, et était arrivé sans aucun accident dans les Pays-Bas.

Après l'arrestation provisoire du Roi, mis sous la surveillance de Lafayette et de la garde nationale, vint le licenciement de ses gardes du corps; on fit faire une information judiciaire sur le voyage de Varennes par Robespierre, Péthion, Lameth, Tournet et Rœderer, et on vota une récompense de deux millions à ceux qui l'avaient arrêté.

L'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse, ayant protesté contre l'arrestation du Roi et les usurpations de l'Assemblée, annoncèrent qu'ils voulaient intervenir pour soutenir en France l'autorité royale. Ce fut le signal d'un redoublement de violences; on proposa l'abolition de la royauté, on renouvela la défense de porter décoration, titre de noblesse ou autre marque de distinction; on ordonna encore une fois le retour des émigrés sous peine d'être mis hors la loi. Partout le feu était attisé par les journaux et les pamphlets les plus ignobles.

J'en eus bientôt la preuve dans notre intérieur. Notre jardinier, le père Loron, fort honnête homme du reste, commençait à être flatté de l'idée d'être l'égal de son maître. Il avait un fils de quinze à seize ans, plus grand et plus fort que moi, qui n'en avais pas onze, et avec lequel je passais presque

toutes mes récréations. Un jour, se trouvant dans la maison, il m'appelle du haut de l'escalier, et au moment où je levai la tête, s'avise de cracher dans ma direction, en me disant : « Bougre d'aristocrate, va porter cela à ta noblesse ». Outré de cette insulte et saisi de colère, je monte l'escalier en courant, et sans calculer que je n'étais pas de force à lutter avec lui. Ce malheureux m'attendait à la dernière marche et se moquait de moi, mais je me jetai sur lui avec une telle rapidité, que surpris du premier choc, il perdit l'équilibre et tomba à la renverse ; alors, profitant de mon avantage, je le frappai des pieds et des mains. On accourut au bruit et on nous sépara.

Je fus sévèrement réprimandé de cet acte de colère, mais lorsqu'il en sut le motif mon père cessa de me gronder. Ce jeune homme n'était pourtant pas méchant, car il ne nous dénonça pas, mais on lui avait monté la tête. Quoi qu'il en soit, son père lui fit quitter notre maison pour l'envoyer travailler assez loin de nous et je n'entendis plus parler de rien.

Jusque-là on avait provoqué et sinon encouragé, au moins toléré les émeutes, contre la royauté, le clergé, la noblesse ; le peuple qui y était habitué voulut en faire une pour son propre compte, mais celle du Champ-de-Mars fut cruellement réprimée. Lafayette et le maire Bailly n'hésitant pas, comme Louis XVI, à faire tirer sur le peuple. C'est que les pouvoirs usurpateurs n'ont pas les mêmes scrupules que les pouvoirs légitimes, et il est à remarquer que le peuple est ordinairement disposé à se révolter contre ceux qui le ménagent, et à prendre parti pour ceux qui le frappent. Ce fait extraordinaire s'est reproduit dans presque toutes nos révolutions.

Le 13 septembre, l'Assemblée constituante terminait cette constitution de 1791, reconnaissant une

royauté héréditaire, donnant au Roi les droits de sanction et de veto sur tous les actes de l'Assemblée, mais balançant cette autorité de telle façon que le Roi isolé ne pouvait rien, et que la marche du gouvernement devait être rendue presque impossible par ce dualisme.

Le Roi néanmoins l'accepta, on lui rendit momentanément le simulacre de la royauté, et la Constitution fut promulguée aux acclamations de Paris et de la France.

Le 30 du même mois eut lieu la séance de clôture de l'assemblée constituante. Le Roi y jura de nouveau le maintien de la Constitution.

Il y eut des fêtes, des illuminations; le Roi se mêla au peuple et fut bien accueilli. Il notifia à l'étranger son acceptation libre et volontaire de la Constitution et déclara la révolution finie.

Une nouvelle assemblée s'ouvrit le 1^{er} octobre et prit le nom d'Assemblée Législative. Mais, élue sous l'influence des passions révolutionnaires et de calomnies répandues contre le Roi, elle ne répondit pas aux espérances que l'on pouvait avoir à sa naissance. Les plus fougueux démagogues s'y retrouvèrent en force, et la Constitution, qui avait déjà dépassé les limites des réformes justes et convenables, ne put arrêter le torrent qui devait tout renverser.



III

Mon père devient aveugle. — Opération de la cataracte. — Séjour à Paris, établissement à Versailles. — De l'émigration. — Suite des événements politiques. — Les émeutes et les massacres. — Les prisonniers d'Orléans, — La Convention. — La guerre en Belgique. — Valmy. — Mesures révolutionnaires. — Procès du Roi.

Mon père, devenu tout à fait aveugle, avait subi l'opération de la cataracte, faite par le baron de Wenzelt, célèbre oculiste allemand dont j'ai déjà parlé. Comme elle ne pouvait être faite à Meudon, nous acceptâmes l'hospitalité que nous offrit la famille de Lierville, qui avait gardé un fort bel appartement au Châtelet, sur le quai de l'Horloge; l'opération réussit parfaitement, mais mon père, qui pendant deux ans avait été en partie ou totalement aveugle, dut encore garder pendant six semaines un bandeau sur les yeux, et pendant plus d'une année fut obligé aux plus grands ménagements.

Cependant, la famille Lierville devait passer l'hiver à Paris; presque toutes nos connaissances avaient quitté Meudon, dont le séjour, du reste, nous était devenu pénible depuis la mort de mon frère. Aussi, mon père prit la résolution de faire un nouvel établissement à Versailles, où nous espérions vivre plus isolés, et surtout plus tranquilles qu'à Paris.

Nous louâmes donc un appartement commode et assez vaste, quoique modeste, dans la rue du marché Saint-Louis, et nous vinmes y passer l'hiver, abandonnant tout à fait notre habitation de Meudon. Mon père, loin d'être rassuré sur les suites

de la révolution, pensait que, dans l'état où il était et avec sa nombreuse famille, il pourrait, en vivant très simplement dans une maison de peu d'apparence, éviter de fixer l'attention des révolutionnaires, auxquels il avait failli être dénoncé à Meudon.

Après l'acceptation de la Constitution, le Roi avait adressé une proclamation aux émigrés, pour les inviter à rentrer en France; il avait même écrit à ses frères pour les rappeler près de lui, mais le Roi avait perdu la confiance des royalistes, en refusant sans cesse leur concours, pour se livrer aux révolutionnaires; aussi l'émigration continuait, et dans la province ceux qui pouvaient se faisaient un point d'honneur de tout quitter, abandonnant leurs intérêts, leurs propriétés, leur famille même, pour aller défendre à l'étranger ce qu'ils croyaient la cause du Roi et de la monarchie, inséparable pour eux de celle de la France.

Ma famille suivit l'impulsion générale, et sur douze personnes qui portaient notre nom, six émigrèrent et six restèrent en France, y compris mon père, âgé et aveugle, et mon oncle le baron des états du Languedoc, qui était trop âgé pour s'expatrier.

J'ai entendu bien des controverses sur le fait de l'émigration, et ne me puis dissimuler qu'elle a laissé de fâcheuses préventions dans l'esprit des masses et dans ce que l'on appelle l'opinion publique. Il ne me paraît pas inutile de dire, maintenant que l'âge a calmé mes impressions, et que je juge de sang-froid ce que j'ai vu, quel est mon sentiment à cet égard.

Pour moi, l'émigration, considérée en elle-même, a été un mal, je dirai même une faute politique immense; et pourtant si j'avais été en âge de le faire, il est probable que j'aurais émigré. Cette

contradiction s'explique par la position critique où le Roi s'était placé, et par sa fatale persistance à ménager ses ennemis. En effet, du moment où le Roi, à Paris, était en butte aux attaques des démagogues qui avaient résolu sa perte et ne cessaient de déchaîner contre lui les passions populaires, sa famille, ses défenseurs, toute la noblesse de France, n'auraient-ils pas dû se faire un point d'honneur de se grouper auprès de lui, dans le lieu même de sa résidence, au lieu de s'éloigner de France et de le laisser à la merci de ses ennemis? Certes, si alors les princes et tous les royalistes s'étaient réunis autour des Tuileries, au lieu d'aller à Coblenz; si l'héroïque armée de Condé, au lieu d'aller combattre en Allemagne avec l'étranger, s'était formée de manière à venir camper sous les murs de Paris; je ne sais trop ce qui serait advenu des révolutionnaires de l'Assemblée et de la Commune, et de tous ces forcenés, jacobins, cordeliers, feuillants, fédéralistes, brissotins, girondins et autres; à ce point de vue, l'émigration fut une faute et un malheur réel.

Mais alors, pourquoi se fit-elle? pourquoi le Roi fut-il abandonné par ses plus naturels défenseurs? Pourquoi? parce que le Roi provoqua et nécessita presque cet abandon. Ne s'était-il pas, dans les circonstances les plus graves, livré aux révolutionnaires, n'avait-il pas repoussé ses défenseurs dans l'espoir d'une illusoire conciliation, n'avait-il pas, pour épargner un seul de ses ennemis, laissé insulter ou massacrer ses amis? Il avait éloigné son armée, ses gardes, et s'était arrangé de telle manière, qu'il était devenu le défenseur de ses adversaires, et qu'on ne pouvait plus les attaquer sans l'attaquer lui-même.

— Il avait réduit les royalistes à un état de nullité qui les désespérait. Dès lors, il était naturel

que, se voyant dans l'impossibilité de le secourir en demeurant près de lui, ils eussent la pensée de le défendre de loin. Disons donc que si la pensée de l'émigration fut malheureuse, le but en était noble, et, par les sacrifices qu'ils eurent à s'imposer pour le réaliser, on peut juger de ce qu'auraient pu faire les royalistes s'ils étaient restés autour de la personne du Roi.

Le seul reproche que l'on pourrait adresser à l'émigration fut d'avoir choisi son point de réunion à l'étranger. On n'aurait pas dû quitter la France. Si on ne pouvait se rallier dans le centre, il fallait le faire dans une place de l'intérieur, ou au moins près de la frontière. On aurait dû y déployer l'étendard royal et combattre hautement la Révolution, tandis qu'à l'étranger on paraissait combattre la France.

C'est cette faute que les républicains exploitèrent pour tromper le peuple, en affectant de confondre les émigrés avec les ennemis de la patrie, et prenant pour eux le nom et le rôle de patriotes, comme défendant seuls le territoire en même temps que la Révolution.

On a toujours tort d'oublier que le vrai patriotisme ne consiste pas uniquement à provoquer et à combattre l'ennemi du dehors, mais qu'il doit protéger au dedans l'ordre social menacé et préserver la patrie de l'anarchie et de ces convulsions révolutionnaires, qui tôt ou tard conduisent un peuple à sa ruine. Sous ce rapport, ceux qui s'appelaient les patriotes le furent fort peu, et quant aux émigrés, ils l'eussent été bien plus en combattant à l'intérieur pour l'ordre et le Roi, qu'en cherchant un appui à l'étranger. Les émigrés ne comprirent pas que si les guerres civiles sont toujours à déplorer, il est des cas où elles sont légitimes, à savoir quand on a à défendre le droit contre l'anarchie, tandis

quel'intervention de l'étranger n'est jamais sans constituer un danger ou au moins une humiliation pour un pays. Ce fut là le tort que je leur reconnais.

Mais revenons à la Révolution qui progressait toujours.

Les puissances étrangères ayant manifesté leurs intentions hostiles, l'Assemblée s'en prit aux émigrés, fulmina contre eux les décrets les plus terribles. Elle en fit autant contre les prêtres non assermentés qu'elle accusait de favoriser l'émigration. Cette fois le Roi voulut exercer contre ces décrets injustes le Veto que lui donnait la Constitution, mais cet essai trop tardif ne fit qu'augmenter les violences de l'Assemblée, qui y répondit par des émeutes et des mesures plus révolutionnaires encore.

C'est alors qu'on vit les émeutes et les massacres de la glacière à Avignon ; c'est alors qu'à Paris on vit dans les derniers jours de décembre 1791 et en janvier 1792, l'autorité laisser piller pendant des journées entières les boutiques des épiciers, sous le prétexte que le sucre était renchéri. Partout régnerent la confusion et le désordre.

Depuis trois ans, la Révolution marchait sans entrave vers son but destructeur, et presque sous la protection du Roi. L'année 1792 verra éclater la guerre étrangère qui menaçait depuis longtemps, et consommer la ruine totale de la monarchie.

1792. — Le 1^{er} janvier 1792, un décret de l'Assemblée législative avait déclaré les frères du Roi et les chefs des émigrés en état d'arrestation. Le mois suivant, une loi mit sous le séquestre tous les biens des émigrés. Ces mesures excitèrent à Paris une grande fermentation, et l'on vit bientôt des bandes nombreuses féliciter les députés de ces mesures rigoureuses et discutables ; ces bandes s'avançaient

sur l'enceinte de l'Assemblée, rassemblant tout ce qu'il y avait de mauvais, de taré ou de mal intentionné sur leur route, et forçaient par menaces et coups les gens qui ne pensaient pas comme elles à grossir leur nombre et à pousser avec eux d'atroces hurlements de mort aux aristocrates.

Je me trouvais un jour sur le passage de l'une d'elles, et j'avoue que rien ne me parut plus hideux.

Des hommes débraillés, aux trois quarts ivres, des mégères qui n'avaient plus rien de leur sexe, poussaient des cris horribles, et menaçaient de leurs piques ou de leurs sabres ceux qui les regardaient passer sans faire chorus avec eux. Comme emblème de la liberté, le bonnet rouge, autrefois réservé aux galériens, couvrait leur tête. Il était porté, tantôt l'extrémité retombant sur le col, tantôt, mais rarement, relevé sur le haut de la tête, comme le représentent les monnaies et les portraits du temps : pour costume, les hommes avaient, au lieu d'habit, une veste ronde appelée carmagnole, qui leur tombait à peine au milieu des reins. Cette veste était le plus souvent de couleur jaune ou brune, mais tellement couverte de graisse et de sang ou de malpropreté, qu'on en distinguait à peine la couleur. La culotte était remplacée par le pantalon qui faisait presque son apparition, et était très large et assez long, mais rivalisait pour la malpropreté avec la carmagnole... Être autrement vêtu semblait une preuve d'incivisme, et ceux qui conservaient encore un reste d'élégance étaient déjà qualifiés du nom de muscadins, et signalés éomme suspects de ne pas aimer les idées nouvelles... Aussi tel était l'affolement qu'on se parait des noms de sans-culotte, de bonnet rouge, etc., on ne voulait déjà plus être qualifié de démocrate : c'était trop relevé.

Un décret de l'Assemblée avait définitivement supprimé tous les couvents d'hommes et de

femmes; moines et religieuses, expulsés de leurs retraites, avaient bien de la peine à trouver un asile, car beaucoup craignaient de se compromettre en les recevant... Le magnifique couvent de Saint-Cyr, fondé par Mme de Maintenon pour l'éducation des filles nobles, avait été un des premiers fermés, et parmi les pensionnaires se trouvait une de mes jeunes cousines, Adèle d'Hautpoul. Elle était orpheline et mon père s'empessa de la recueillir. Ce fut pour mes parents un septième enfant (ils en avaient déjà perdu deux), et désormais elle partagea toutes nos tribulations.

Mon père se préoccupait fort de notre éducation, mais sans pouvoir trouver pour moi autre chose que d'anciens maîtres ayant appartenu aux pages, qui venaient de temps en temps me donner quelques leçons, mais qui, dès qu'ils le pouvaient, se hâtaient de quitter Versailles, où ils pouvaient être reconnus comme ayant servi celui qu'on appelait déjà le tyran... Pauvre Louis XVI! lui qui n'eut à se faire que le reproche d'avoir poussé l'amour de son peuple jusqu'à une faiblesse dont il devait être bientôt la victime. Cependant, je trouvais encore moyen de faire des armes, de jouer un peu de violon que m'apprenait mon père, et parfois aussi j'étudiais, mais par intervalles et sans direction suivie, en sorte que mon éducation demeurerait fort incomplète.

Quant à nos devoirs religieux, nous étions fort gênés. Les églises n'étaient pas encore fermées, mais on n'y admettait que des prêtres ayant prêté serment à la Constitution civile du clergé, et qui étaient déjà déclarés schismatiques par tous les bons catholiques. Mon père, toujours très ferme dans ses idées religieuses, ne voulant avoir aucun rapport avec eux, nous étions réduits à entendre la messe dans des chambres particulières, qui chan-

geaient souvent, et que l'on réussissait d'habitude, mais pas toujours, à faire connaître chaque semaine aux familles restées fidèles à leurs convictions et à leur foi.

A cette époque, toute la jeunesse de France était en mouvement. Les uns avaient émigré dans l'espérance de défendre à l'étranger, puisque leur pays semblait se résigner au joug qu'on lui imposait, leur religion et leur Roi, en combattant la révolution qui devenait de plus en plus menaçante. En France, ceux qui étaient en état de porter les armes couraient aux frontières, soit par fanatisme révolutionnaire, ou pour suivre le mouvement général, soit pour échapper aux persécutions de l'intérieur. On a dit avec raison que l'honneur alors s'était réfugié dans les camps.

On avait organisé à Paris, sous la direction des jacobins, un comité central de surveillance, chargé de rechercher et de mettre sous les verrous tous ceux qui étaient soupçonnés de ne pas aimer les sans-culottes et leurs idées, aussi toutes les prisons de Paris, et même le château de Vincennes, qui avait été affecté à cet usage, étaient encombrés. Partout on signalait des émeutes suivies de massacres, et c'est le moment que l'Assemblée avait choisi pour éloigner l'armée de Paris, dissoudre les états-majors, exiger que le Roi licenciât la garde constitutionnelle qui lui avait été laissée l'année précédente pour sa sécurité personnelle...

L'Assemblée voulait le Roi tout à fait à sa merci. C'est à ce moment que quelques Royalistes imaginèrent de lui former une garde volontaire de vieillards ayant passé l'âge du service, ou de jeunes gens ne l'ayant pas encore atteint. Dans les commencements il se présenta un grand nombre de volontaires, mais la plaisanterie vint tourner en ridicule ce généreux élan, et bientôt personne ne voulut plus faire

partie du *Royal pituite*, nom que l'on avait donné au bataillon des vieillards, ou du *Royal bonbon*, nom dont on avait affublé celui des enfants; et pourtant, je me souviens que je l'avais vu exercer aux Tuileries, ce *Royal bonbon*, et que ces jeunes gens, qui étaient presque de mon âge (j'étais, en effet, grand et vigoureux pour mes onze ans) manœuvraient avec tant d'entrain, et paraissaient avoir de si bons sentiments que je me pris à regretter de n'être pas des leurs, et que j'aurais demandé à mon père de m'enrôler dans cette jeune troupe si les événements qui se précipitaient n'avaient pas bientôt obligé les parents de ces apprentis soldats à les rappeler.

Cependant la planche aux assignats fonctionnait toujours, et comme on en avait décrété pour douze cents millions, l'Assemblée ne craignait pas de faire de continuelles émissions, qui, à chaque fois, diminuaient la confiance qu'on leur avait accordée dans l'origine; en sorte que les esprits les mieux clairvoyants pouvaient prévoir leur prochain et complet discrédit. Cela nous touchait de très près, car l'acquéreur de notre domaine de Lasbordes, dans le Languedoc, M. C..., ayant fait quelques mauvaises affaires, voulut profiter du cours forcé de ces valeurs pour nous rembourser en papier de tout ce qu'il nous devait. Ce fut pour nous un coup terrible. Nous étions déjà réduits à des privations auxquelles il avait fallu nous habituer. Nos revenus étaient fort diminués, et la pension que touchait mon père pour ses anciens services comme lieutenant-colonel du Royal Picardie avait été supprimée, en sorte que nous devions vivre sur nos capitaux, et nous nous demandions combien de temps durerait encore le crédit si chancelant des assignats qui venaient de nous être comptés. Aussi mon père, nanti de cette masse de papiers, voulut profiter

de la valeur qu'ils avaient encore, et sauver une partie de notre fortune, en faisant une acquisition qui pût nous aider à vivre.

Nous nous mîmes à parcourir les villages des environs de Versailles, et nous finîmes par arrêter notre choix sur Fontenay-le-Fleury, auprès de Saint-Cyr. C'était une position isolée, éloignée de grandes communications, et qui pouvait remplir nos vues. Mon père y acheta une petite maison de campagne, avec sept ou huit arpents de terrain.

Nous en prîmes immédiatement possession, et nous y installâmes avec le jardinier qui nous avait servis à Meudon et sur lequel nous pensions pouvoir compter.

C'est dans cette retraite, où nous vivions fort isolés, que nous apprîmes les tristes événements du 10 août et les massacres des 2 et 3 septembre à Paris. Nous en fûmes fort effrayés, car nous savions que tous les jours les prisons se remplissaient à Versailles, et qu'on venait d'en établir une dans l'ancien couvent des Récollets, avec affectation spéciale pour les aristocrates. Or, mon père qui avait déjà, ainsi que je l'ai dit, été dénoncé à Meudon sous ce nom, et qui tenait à demeurer inaperçu et à éviter tout ce qui pouvait attirer l'attention sur lui, venait d'être l'objet d'une manifestation, flatteuse sans doute, mais bien inopportune.

L'ancien régiment qu'il avait commandé se trouvait momentanément à Versailles. Le colonel, ancien sous-officier qui lui devait son avancement et avait conservé une grande reconnaissance pour lui, vint à découvrir, je ne sais comment, la retraite de son chef d'autrefois, et imagina de venir en grande tenue, et à la tête de tous ses officiers, lui faire une visite de corps. Nous le reçûmes de notre mieux, bien qu'effrayés d'une telle démarche, au moment où nous voulions vivre ignorés. Heureusement, le

maire du village, bien que jacobin exalté, ne prit pas cette visite en mauvaise part, et il n'en résulta rien de fâcheux pour nous. Bien plus, cet homme qui avait été militaire, se mit en rapport avec nous, et, à la suite de cet incident, vint de temps en temps causer guerre avec mon père et fut par la suite un protecteur fort utile pour nous.

Nous étions assez mal établis dans notre retraite, et souvent il fallait aller à Versailles chercher des provisions et ce qui manquait dans le village. J'étais ordinairement chargé de cette mission, soit seul, soit avec le jardinier. C'est dans une de ces occasions que je fus témoin d'une scène horrible dont le souvenir ne m'a jamais quitté.

A la suite des massacres des 2 et 3 septembre, les membres de la Commune de Paris avaient fait publier dans les départements que le peuple de la capitale venait d'exercer un grand acte de justice sur les traîtres et les conspirateurs féroces qui encombraient les prisons, et ils invitaient avec insistance toutes les communes de France à recourir à ce moyen d'éviter les plus infâmes trahisons, en ne laissant pas derrière soi, alors que les purs marchaient à l'ennemi, des brigands d'aristocrates prêts à égorger les femmes et les enfants des patriotes.

Ces atroces insinuations produisirent leur effet, et le 9 septembre la ville de Versailles eut aussi sa journée.

Il y avait à Orléans une soixantaine de prisonniers, destinés à être jugés prochainement, c'est-à-dire condamnés d'avance. Afin d'activer leur exécution, on les fit partir pour Paris, attachés dans des charrettes ; mais à la nouvelle que le massacre y était fini, on les dirigea sur Versailles, où l'on expédia une bande de septembreurs (c'est le nom qu'on donnait à ces assassins depuis les massacres de l'abbaye de la Force). La rencontre entre bour-

reaux et victimes eut lieu à l'intersection de la rue de Satory et de celle de l'Orangerie, au lieu dit *les quatre bornes*. En un instant, ces malheureux parmi lesquels était le duc de Briasac, ancien compagnon de mon père, capitaine des Cent-suisses, et dernier commandant de la garde constitutionnelle du roi, furent saisis, lacérés, égorgés, avec toutes sortes de raffinements de cruauté et d'outrages (1).

Il n'en échappa qu'un très petit nombre qui durent leur salut à l'héroïsme d'un pauvre cordonnier dont la boutique était près des quatre bornes.

A l'entrée de cette boutique était une trappe conduisant à une cave ; cet homme saisi d'une inspiration soudaine, laissa sa trappe entr'ouverte, et se coiffant d'un bonnet rouge, sortit comme un furieux, le sabre à la main ; hurlant et vociférant, il se précipita sur une charrette, saisit un prisonnier par les cheveux, le renversa, et faisant semblant de le frapper à grands coups de sabre, le traîna, toujours par les cheveux, jusqu'à la trappe où il le fit disparaître. Il revint deux fois encore à la charge, et toujours imitant les hurlements des égorgeurs, réussit par cette feinte brutalité à sauver quelques prisonniers.

J'arrivais à ce moment par la grille de l'Orangerie, et pus voir cette horrible boucherie. J'entendis les cris des victimes et les hurlements féroces des bourreaux. J'en fus littéralement atterré ; et cependant je ne pouvais me dérober à ce spectacle hideux. J'ajouterai que tel était l'affolement et la fureur de ces gens, que je rencontrais alors une jeune fille, la fille même du maire de Fontenay, qui portait avec ostentation, attachée à son fichu, l'oreille sanglante d'un des prisonniers... Elle me fit horreur, et pourtant je la connaissais bien. Elle

(1) Pour les détails de ce triste épisode, voir l'étude de M. G. Moussoir *Ilycinthe Richaud*, et les *Mémoires* de Fournier l'Américain, publiés par M. Aulard.

n'était pas méchante, mais la peur lui faisait garder ce dégoûtant trophée, qu'on lui avait enjoint, nous a-t-elle dit plus tard, de rapporter à Fontenay.

On pense bien qu'aussitôt que je le pus, je me hâtais de fuir le théâtre de cette effroyable exécution et de revenir à Fontenay, où j'arrivais plus mort que vif, et où je trouvais ma famille dans la plus cruelle anxiété.

A la suite de ces scènes sanglantes, le ministre de la justice eut le triste courage de donner publiquement des éloges au peuple, le complimentant sur sa louable et légitime fureur contre les ennemis de la Patrie.

Quelques jours n'étaient pas écoulés qu'on volait le garde-meuble de la couronne et le dépouillait de tous les bijoux et pierres précieuses qu'on y trouvait. Ce vol ne donna lieu à aucune poursuite. On le considéra sans doute comme une action louable, et l'on assure que le montant de ce que l'on retira d'une partie des valeurs soustraites servit à couvrir les frais des journées d'Août et de Septembre.

Ce fut, avec le pillage des bureaux de la liste civile, le dernier triomphe de l'Assemblée législative. Le 20 septembre, la clôture en était prononcée et elle faisait immédiatement place à la Convention nationale, dans laquelle se retrouvèrent tous les démagogues des deux premières assemblées, renforcés des révolutionnaires les plus forcenés qu'on put rencontrer dans le pays.

L'Assemblée Constituante avait ébranlé la Monarchie, l'Assemblée Législative l'avait renversée, la Convention devait proclamer la République, tuer le Roi, et prendre pour sa base cet affreux régime de la Terreur qui restera dans l'histoire comme une fatale période de démence et de fureur. Le régime du Comité de salut public et des hommes de sang allait commencer.

La Convention entre immédiatement en séance le 21 septembre 1792. Elle se composait de 749 membres. A côté d'elle était le club des jacobins, dont beaucoup de ses membres faisaient partie, qui comptait environ 1500 affiliés, et avait des succursales dans tous les endroits un peu importants de la France. Ce club avait à sa solde une foule de folliculaires qui inondaient la France des pamphlets les plus cyniques destinés à être commentés, expliqués dans les rues, les assemblées et les réunions populaires par des tribuns de carrefour qui employaient leurs poumons et leur éloquence à flatter à outrance les passions populaires et à surchauffer l'imagination des masses, en montrant des tyrans et des affameurs, dans le Roi et ceux qui possédaient, et des ennemis de la liberté et du peuple, dans ce qu'ils appelaient les calottins.

Il y avait pourtant dans cette Convention qui devait laisser derrière elle tant de sang et de ruines, des hommes instruits et sages, qui, dans tout autre temps, auraient mérité l'estime publique, mais qui, égarés par l'entraînement des passions, souvent même par la peur, donnèrent leur concours aux plus féroces menaces des exaltés.

Dès la première séance, Collot d'Herbois, ex-comédien sifflé à Lyon, proposa l'abolition de la royauté, et l'ex-curé Grégoire appuya sa motion en déclarant que les rois sont, dans l'ordre moral, ce que les monstres sont dans la nature, et que leurs cours ne sont que des tanières, où ils se repaissent du sang du peuple ! Séance tenante, la France fut déclarée en République, une et indivisible, et le bon peuple qui avait, quelques mois auparavant, crié vive le Roi, cria vive la République avec l'ardeur qu'il met toujours à crier vive n'importe quoi, en faveur de ceux qui savent se servir de lui.

Cependant l'armée alliée, qui était entrée en France par Longwy, marchait de Verdun sur Châlons, et déjà le duc de Brunswick annonçait sa prochaine entrée à Paris. Elle s'avancait dans les défilés de l'Argonne avec le prince de Hohenlohe et le roi de Prusse en personne et était sur le point de pénétrer en Champagne, lorsque Dumouriez se porta à sa rencontre. Pendant quelque temps il ne voulut pas l'aborder en face, et s'attacha à habituer ses soldats, jeunes et inexpérimentés, au contact de ces troupes aguerries et bien disciplinées. Il avait appelé à lui les corps des généraux Beurnonville et Kellermann, et, lorsque les alliés firent déboucher leurs colonnes sur Sainte-Menehould, ils ne tardèrent pas à rencontrer Kellermann qui arriva à point pour leur tenir tête à Valmy.

Après un moment d'hésitation, les Français animés par l'énergie et l'audace de leur général, entamèrent une vive canonnade, et le combat s'engagea avec une énergie à laquelle l'ennemi était loin de s'attendre. Un moment les troupes de Brunswick hésitèrent, et le général français profita si bien de sa surprise que, malgré son infériorité, il remporta un avantage qui, en d'autres circonstances, n'aurait eu qu'une importance secondaire, mais qui eut pour résultat de ranimer et d'exalter nos jeunes troupes par un premier succès et de leur donner cet élan et cet enthousiasme qui leur fit par la suite tant de fois vaincre les armées de l'Europe coalisée.

Pendant que Brunswick se décidait brusquement à quitter le champ de bataille, le roi de Prusse, inquiété par les places fortes qu'il avait laissées derrière lui, redoutant les corps de Dumouriez et de Beurnonville qu'il savait devoir se réunir à celui de Kellermann, conscient du reste que, dans sa téméraire présomption, il avait négligé d'assurer les approvisionnements de son armée, donna l'ordre

d'abandonner Verdun et Longwy, et de se retirer jusque sur le Rhin par Trèves et Coblenze. Presqu'en même temps l'armée autrichienne des Pays-Bas, qui sous les ordres du duc Albert de Saxe assiégeait Lille et Valenciennes, tenta un bombardement et une attaque qui n'eurent pas de résultat, et levant les deux sièges, repassait la frontière.

Dumouriez lançant ses troupes à sa poursuite la rejoignit à Jemmapes. L'armée ennemie était commandée par les généraux Beaulieu, Latour et Clairfayt ; du côté des Français étaient Beurnonville, Valence, d'Harville, Labourdonnaye, Dampierre, Miranda-Ferrand et le jeune duc de Chartres (depuis Louis-Philippe), qui, fort jeune encore, mais déjà affilié au club des Jacobins, avait été par eux envoyé à l'armée ; tous se trouvaient sous les ordres de Dumouriez.

Les Autrichiens furent complètement battus, et Mons, Bruxelles, Gand, Anvers, Namur, Liège, tombèrent successivement au pouvoir des Français. Pendant que la Belgique était conquise, Custine s'unissait sur le Rhin à Biron, débloquait Landau, s'emparait de Spire et de Worms, marchait sur Mayence, qui ouvrait ses portes, enfin franchissant le Rhin, il s'établissait à Francfort-sur-le-Mein.

En même temps, le roi de Sardaigne ayant accédé à la coalition de l'Autriche et de la Prusse, une armée commandée par les généraux Montesquiou et Anselme, s'emparait de la Savoie et de Nice et réunit à la France tout le versant occidental des Alpes.

Mon père suivait assidûment les opérations qui lui rappelaient ses premières campagnes. Il nous les expliquait, et applaudissait aux succès de nos phalanges improvisées, mais il ne pouvait s'empêcher de regretter que tant de valeur et d'héroïsme

fût dépensé pour une cause qui se rendait de plus en plus odieuse.

Les Jacobins de leur côté, et avec eux la Convention, ne trouvaient dans ces succès prodigieux qu'un prétexte pour redoubler l'excitation à la haine qu'ils avaient pour le roi, les émigrés, les prêtres, les aristocrates, et pendant que l'enthousiasme populaire, excité par nos victoires, faisait affluer les enrôlés volontaires, pendant que partout on appelait aux armes tout ce qui pouvait porter un mousquet, ils criaient qu'il fallait pour sauver la France, abattre tous les tyrans et les despotes; cette excitation fut bientôt suivie de lois et de décrets révolutionnaires.

Un arrêté de la Commune venait à peine d'ordonner que le malheureux roi Louis XVI serait renfermé dans la tour du Temple, et l'on sait sous quelle surveillance, que la Convention, sur la proposition de Garnier de Saintes, prononça la peine de mort contre les émigrés pris les armes à la main, et même contre ceux qui rentreraient en France, et ceux de leurs parents ou amis qui conserveraient les moindres relations avec eux.

C'était le moment où le hideux chant de *Ça ira* remplissait les rues, et où le sans-culotte Hébert ne cessait dans son *Père Duchesne* d'exciter le peuple contre les classes élevées, en prodiguant les expressions les plus ordurières et les plus cyniques, affectant de parler le langage des halles et toujours cherchant à habituer le peuple à la pensée du sang qu'il avait à verser, des morts qu'il avait à réclamer.

Le 10 octobre, un décret avait supprimé les appellations de Monsieur et Madame, pour les remplacer par celles de Citoyen et Citoyenne et déjà on signalait comme suspects ceux qui par distraction ou

habitude se servaient parfois des anciennes dénominations.

Le 23, Garat, ministre de la Justice, fit l'éloge des insurrections populaires, glorifiant de nouveau les massacres de Septembre, déclarant qu'il fallait verser du sang pour épurer l'atmosphère de France, et que le nouvel ordre social ne pouvait être consolidé que lorsque tous les ennemis de la liberté seraient frappés, et Marat, donnant du corps à cette pensée, demandait deux cent mille têtes pour atteindre ce résultat.

Le ridicule se joignait parfois à l'atroce, on s'empressait de changer les noms qui rappelaient les dénominations prescrites. Le député Leroy se faisait appeler Laloi, les noms de Lenoble, Leduc, Lecomte, disparaissaient pour faire place à des qualifications de Brutus, de Scevola, etc., les noms de ville changeaient, et le duc d'Orléans reniant son père, sa famille, son rang, s'affublait du nom de Philippe-Egalité.

C'est par ces moyens que la Convention répandait l'épouvante et, bouleversant toutes les idées reçues jusqu'alors, dénaturait l'esprit français et préjudait à la réalisation de ses affreux projets contre l'infortuné Louis XVI, auquel elle réservait les humiliations d'un jugement public et l'horreur de l'échafaud.

Le 6 novembre, le député Valazé, chargé d'examiner les papiers du roi, déclara qu'il y trouvait des preuves suffisantes pour le mettre en état d'arrestation.

Le lendemain 7, sur des rapports de Mailhe, soutenu par Billaud-Varennes, Bourdon, Manuel, Grégoire, Barbaroux, Péthion et plusieurs autres, la Convention décidait que le Roi serait mis en jugement, et jugé par la Convention elle-même. C'est-à-

dire que ceux qui lui avaient juré une haine à mort, qui l'avaient abreuvé d'outrages, qui avaient soif de son sang pour affermir leur despotisme, se constituaient à la fois ses accusateurs et ses juges, décidés par avance à frapper une victime dont la simple existence les gênait encore.

Ils étaient accusateurs, juges et parties intéressées ; ils étaient les plus forts, ne devaient-ils pas être d'infâmes assassins ?

Dans cette assemblée qui comptait alors 723 membres présents, les plus fougueux s'étaient groupés dans la partie la plus élevée de la salle des séances, d'où ils avaient pris le nom de Montagnards, et la Montagne avait bientôt tellement dominé la Convention que c'est à peine si quatre ou cinq voix osèrent prononcer de timides observations sur le jugement du Roi.

Tout en s'érigeant en tribunal judiciaire, la Convention rendait tous les jours des lois révolutionnaires. Un décret du 18 novembre promettait secours et protection à tout peuple qui se révolterait contre son gouvernement, et vouait à la mort tous les despotes. Le 4 décembre, elle prononçait la peine de mort contre tout individu qui parlerait d'un gouvernement autre que celui de la souveraineté du peuple. La mort était la conclusion de tous ses décrets. Elle fut aussi prononcée contre tous les accapareurs de grains, et sous ce mot il était facile de voir qu'on visait la plupart des grands propriétaires.

Revenons au procès du Roi. Le ministre Rolland avait annoncé la découverte aux Tuileries d'une armoire de fer renfermant des papiers accusateurs. Robespierre, impatient de l'information qui avait été décrétée, proposa que le Roi fût immédiatement déclaré traître à la patrie, criminel contre l'humanité, et condamné à mort pour venger les martyrs de

la liberté tués au 10 août; le jacobin Ferry enchérit sur cette idée, en ajoutant que Hercule ne s'amusait pas à juger les brigands, mais qu'il les assommait. Quinette demanda qu'une commission fût immédiatement nommée pour accélérer le procès. Et pendant ce temps on accablait de toutes sortes de vexations les prisonniers du Temple. La Convention qui cherchait un nom pour celui qui n'était déjà plus le Roi, et qu'elle ne voulait appeler ni Louis XVI, ni Bourbon, s'imagina de le dénommer Louis Capet, afin de faire dans l'esprit du peuple descendre le roi dans une classe vulgaire.

Le 11 décembre, il était extrait du Temple et conduit à la barre de l'assemblée, au milieu d'une formidable escorte que commandait Santerre. Mailhe donna lecture de l'acte d'accusation, et Barrère, comme président, interrogea le Roi pendant cinq heures consécutives. On l'accusait de tous les crimes, les meurtres, les désordres que les révolutionnaires avaient provoqués depuis 1789. Imputant ainsi à ce malheureux prince, dont le seul tort avait été de n'avoir ni voulu, ni su recourir à la plus légitime défense, tous les crimes de ses ennemis devenus ses juges.

Le Roi soutint cet odieux interrogatoire avec une résignation et un calme véritablement chrétiens et montra dans toutes ses réponses une justesse d'esprit, une patience que ses adversaires ne purent comprendre. L'interrogatoire terminé, on le reconduisit au Temple, avec le même appareil.

Le 12, le Roi demanda un conseil de défense, la Convention hésita d'abord, mais convaincue bientôt que ce ne serait qu'une pure formalité, elle finit par consentir. Le roi désigna d'abord Target qui refusa, en se targuant de son républicanisme. Plus courageux, Tronchet s'empessa d'accepter cet honneur,

que se disputèrent aussi Malouet, Cazalès, Lally-Tollendal, de Sèze, Lamoignon de Malesherbes. Ces deux derniers restèrent désignés pour aider Tronchet dans sa périlleuse mission ; c'est alors que circula, un peu partout, ce quatrain que je n'ai jamais oublié :

Quand de Sèze à Tronchet, à Lamoignon s'unit
Pour prendre de Louis la trop juste défense,
C'est la vertu, la justice et l'esprit,
Qui combattent pour sauver l'innocence.

En même temps, la Convention faisait de nouvelles émissions d'assignats. On était déjà parvenu au chiffre effrayant de trois milliards, et ils perdaient déjà plus des trois quarts de leur valeur nominale.

Mon père, privé de toute espèce de revenu, cherchant à conserver un peu d'or qu'à grand peine il avait réussi à se procurer, commençait à ressentir les atteintes d'un gêne d'autant plus sensible que le prix de toutes les denrées allait toujours en renchérissant. Nous n'eûmes bientôt plus de ressources que dans le produit de notre habitation de Fontenay, dont nous vendions les fruits et les légumes, et dans celui de notre pressoir à cidre, auquel venaient les habitants des environs. Malgré cela, il nous fallut nous restreindre au strict nécessaire et renoncer à toute espèce d'éducation.

Ma mère, dans l'intervalle, était devenue enceinte, et, pour ses couches, nous dûmes revenir à Versailles, où nous avions conservé notre ancien logement. Mon pauvre père en était réduit à regretter sa maigre pension de retraite et, dans un voyage qu'il fit à Paris, il eut la pensée d'en parler au représentant du peuple Ramel, qu'il avait autrefois connu

dans le Languedoc. Ramel était un franc révolutionnaire, sans être des plus exaltés ; il appartenait à une honnête famille de Carcassonne, avec laquelle nous avions eu autrefois quelques rapports. Il consentit à s'intéresser à nous, promit sa protection auprès du ministre de la guerre, et nous attendîmes avec anxiété sa réponse, sans toutefois espérer qu'elle serait favorable.....

Cependant l'Assemblée trouvait que le procès du Roi ne marchait pas assez rapidement. Quinette proposa de limiter la défense qui avait été autorisée peu auparavant. On priva le Roi de tous rapports avec sa famille. On envoya au Temple des commissaires pour lui communiquer 269 pièces qui étaient autant de chefs d'accusation dont chacun devait entraîner la mort.

Le Roi, qui n'avait pas d'illusion sur le sort qui l'attendait (1), fit son testament, qu'il data du 25 décembre. Il est trop connu pour que je le relate ici ; tout ce que j'en dirai, c'est qu'il peint admirablement l'excellent cœur du Roi, et que, même maintenant on ne peut le lire sans attendrissement.

Le lendemain 26, il subissait à la barre de la Convention un nouvel interrogatoire, toujours sur les mêmes accusations, et toujours il montrait le même calme plein de dignité. Dans cette séance, de Sèze présenta sa défense ; c'était une tâche difficile devant une assemblée de juges animés des plus violentes passions, et dont il fallait chercher à ménager l'irascibilité ; mais aussi quel beau texte pour l'éloquence que la défense d'un Roi, qui n'avait jamais rêvé que le bonheur du peuple ; qu'on appelait

(1) Ceci manque d'exactitude, selon nous ; jusqu'au dernier moment, au contraire, Louis XVI semble avoir espéré soit son acquittement par la Convention soit une évasion préparée par des fidèles.

tyran et qui avait convoqué les représentants de la nation pour doter la France de toutes les libertés compatibles avec l'ordre public ; qu'on accusait de cruauté et qui n'avait jamais voulu recourir même au droit de légitime défense ; auquel on reprochait des dilapidations, quand il appelait la nation à son aide pour corriger tous les abus dont on avait à se plaindre ; et c'était là le grand coupable dont les représentants de la nation se firent d'abord les ennemis, puis les accusateurs, et enfin les bourreaux.

Plusieurs membres de la Convention, mais en bien petit nombre, tentèrent de présenter quelques observations sur ce grand procès ; n'osant s'y opposer, ils essayèrent le moyen de l'ajournement. Languinai prononça, à ce sujet, un discours remarquable, mais il excita la fureur de la Montagne ; les cris de rage de Thuriot. Duhem, Billaud-Varenne, Camille Desmoulins, Jullien de la Drôme, interrompirent l'orateur, et il fut décidé que le jugement continuerait sans désespérer. Un autre député, Rabaud Saint-Etienne, déclara qu'il commençait à être fatigué de la portion de despotisme qu'il exerçait ; cette boutade en fit une des premières victimes du régime de la Terreur, quoiqu'il ait continué à participer aux actes de la Convention.

Pendant ce dernier mois de l'année 1792, les succès de nos armées se ralentirent et furent suivis même de quelques revers. Les Prussiens repoussèrent Custines qui s'était étendu sur le Mein ; ils reprirent Francfort, passèrent le Rhin à Rheinfels, et Custines fut au moment d'être bloqué à Mayence. Beurnonville, qui avait remplacé Kellermann dans le commandement de l'armée de la Moselle, fut attaqué par les Autrichiens à Pellingen, et réduit à manœuvrer entre la Sarre et la Moselle. A l'armée du Nord, Dumouriez s'était arrêté après ses premières victoires, de sorte que, malgré des succès

inattendus, les armées françaises se trouvèrent un moment réduites à la défensive.

Dans le but d'effrayer de plus en plus les députés disposés à la modération, des bandes d'énergumènes du club des Jacobins se présentaient à la barre avec des cris de mort. Enfin Robespierre, Collot-d'Herbois, Saint-Just, Barrère, Danton, Tallien, Péthion, tenaient toujours à leurs ordres les Marseillais, ramas de vagabonds, de forçats et de bandits de toutes sortes, dirigés par le maire Chambon et le général Santerre. Ces Marseillais étaient destinés à menacer les modérés et à effrayer en même temps la partie saine de la population : sur la moindre dénonciation les plus honnêtes gens étaient arrêtés ; les prisons se remplissaient encore de toutes parts. Paris était dans un état de stupeur difficile à rendre. Versailles était dans la même position que Paris ; nos prisons s'encombraient et, malgré l'état de mon père, vieux, infirme et chargé d'une nombreuse famille, nous tremblions à chaque instant pour nous-mêmes. La liberté que la Convention octroyait à la France, c'était la prison et la mort.

Le 14 janvier la Convention décréta les questions qui devaient servir de base au jugement. Ces questions furent ainsi posées : Louis Capet est-il coupable de conspiration contre la liberté et d'attentats contre la sûreté de l'Etat ? — Sur 720 membres présents, 683 se prononcèrent pour l'affirmative. Le Roi se trouvait donc déclaré coupable du crime de haute trahison, et cela pour avoir voulu partager son pouvoir avec les représentations de la nation.

Un certain nombre de députés demandèrent alors qu'il fut fait un appel au peuple pour l'application de la peine. Après de violentes discussions, 424 voix repoussèrent l'appel au peuple et la Convention se réserva le prononcé de la sentence. Barrère démon-

tra que Louis XVI était une victime indispensable au salut de la patrie. Ce fut dans ces dispositions, et malgré tous les efforts des défenseurs de Sèze, Tronchet et Malesherbes, qu'un troisième appel nominal eut lieu pour l'application de la peine, et sur 714 députés présents, 428 prononcèrent la sentence de mort. Philippe-Egalité osa parler de ses devoirs envers la patrie, lui, duc d'Orléans, premier prince du sang, convoitant pour lui, ou les siens, la couronne des aînés de sa race ! Ce vote fit horreur aux plus énergumènes.

Ce fut le 17 que la sentence de mort fut prononcée : le lendemain, les défenseurs élevèrent la question d'un sursis entre la condamnation et l'exécution. Ils présentèrent une protestation du Roi dont l'assemblée ne tint aucun compte. Plusieurs membres, Thuriot, Tallien, Robespierre, Couthon, Barrère, demandèrent à repousser, séance tenante, cette question de sursis. Robespierre soutint qu'il y aurait de la honte à mettre un intervalle entre la condamnation et le supplice, et il employa toute son éloquence à demander l'exécution immédiate.

Les partisans du sursis furent bientôt menacés, accusés de modérantisme, et vivement combattus par Barbaroux, Thuriot, Barrère et Philippe-Egalité qui les traitèrent de lâches. Enfin le 20, le sursis fut rejeté par 380 votants et la Convention décida que la sentence serait immédiatement signifiée à Louis-Capet et exécutée dans les vingt-quatre heures. Cambacérès s'écria à ce sujet : « Que la condamnation du dernier tyran des Français serait gravée par le burin de l'histoire dans les fastes des nations. »

Les défenseurs avaient présenté des observations sur l'illégalité d'un jugement qui, d'après les lois en vigueur, exigeait les deux tiers des voix pour prononcer la peine capitale : ils avaient été repoussés

avec violence par Robespierre, Barrère, Merlin de Douai et la Convention déclara que quiconque proposerait encore un appel à la nation, dans la vue d'infirmier ce jugement serait poursuivi comme coupable d'attentat contre la sûreté de l'Etat.

Nous recevions, jour par jour, à Versailles, de nombreux détails sur tout ce qui se passait. Mon père était dans une agitation extrême ; il ne voyait que le recours à la force pour sauver le Roi des mains de ses bourreaux ; mais cette force était éloignée, elle n'existait plus nulle part en France. Le Roi était inévitablement perdu : Dieu seul pouvait le sauver par un miracle.

Une commission, composée de Garat, Lebrun, Grouvelle et Chambon, fut chargée d'aller notifier au Roi la condamnation qui le frappait. Ces envoyés furent introduits dans la tour du Temple par Sauterter et ils s'acquittèrent de leur mission avec une insultante barbarie. Louis XVI se montra, comme toujours, calme et digne : il demanda un sursis de trois jours pour se préparer à la mort ; il lui fut refusé ; il recommanda alors sa famille et ses serviteurs. On lui dit qu'il devait s'en rapporter à la magnanimité du peuple français. Il obtint, comme faveur spéciale, de voir une dernière fois sa famille. Enfin on voulut bien accorder au Roi l'assistance d'un prêtre catholique, et l'abbé Edgeworth de Firmont fut choisi ; mais on le fouilla minutieusement avant de le laisser entrer, et on retira en même temps au Roi toute espèce d'instrument tranchant. Dans cette dernière journée, on ne cessa de l'accabler d'humiliations et d'expressions insultantes jusqu'à le tutoyer !

Le 21 janvier, la Convention prit les plus imposantes précautions pour arriver à la consommation du sacrifice ; des sans-culottes choisis dans toutes les sections de Paris et réunis avec les Marseillais furent

désignés pour former le cortège : cette horde de bandits traînait avec elle des canons la mèche allumée, et défense fut faite au peuple de Paris de former le moindre groupe, sous peine de mort. C'est là ce qu'on appelait la souveraineté du peuple !

L'échafaud fut dressé sur la place Louis XV, et ce fut pendant les préparatifs que le boucher Legendre proposa, lorsque la tête du Roi serait tombée, de dépecer son corps en 84 morceaux, pour en envoyer dans chaque département.

Louis XVI, après avoir dormi quelques heures dans la nuit du 20 au 21, se leva à cinq heures du matin, ayant près de lui son valet de chambre Cléry, et, toujours assisté du respectable abbé Edgeworth, il entendit la messe, reçut la communion, et bientôt le tambour rassembla les bandes destinées au cortège. Deux Jacobins forcenés, Jacques Roux et Pierre Bernard, furent chargés de la conduite du Roi : ce malheureux prince s'étant adressé au premier pour lui demander un léger service, celui-ci lui répondit brutalement qu'il n'était chargé que de le mener à la guillotine. Le Roi, se retournant alors vers Santerre, lui dit d'une voix assurée : « Maintenant, marchons. » Toute la population de Paris resta plongée dans une stupeur sans exemple ; chacun se cachait, nul n'osait paraître, ni sur les portes, ni aux fenêtres, et le lugubre cortège chemina ainsi dans un vaste désert.

Arrivé à dix heures sur la place Louis XV, appelée dès lors place de la Révolution, le Roi descendit de la voiture où il était avec son confesseur et deux gendarmes ; il monta d'un pas assuré les degrés de l'échafaud et là s'adressant à ces bandes armées qu'on appelait le peuple : « Français, leur dit-il d'une voix ferme, je meurs innocent, je pardonne à mes ennemis, je... » Un roulement de tambours ordonné, dit-on, par Santerre, couvrit aussitôt sa

voix et l'empêcha de continuer. Il se livra dès lors aux exécuteurs : ce fut dans ce moment que l'abbé Edgeworth prononça ces belles paroles que Dieu ratifia sans doute : « Fils de Saint-Louis, montez au ciel ! » (1) et la tête du juste tomba sous le fer fatal !

Des cannibales se précipitèrent aussitôt sur la victime et trempèrent leurs armes dans son sang en vociférant des menaces contre tous les rois de la terre ; les bourreaux, de leur côté, trafiquèrent de ses dépouilles et vendirent même fort cher ses cheveux. Enfin, sa tête et son corps placés dans un panier, furent jetés, avec de la chaux vive, dans une fosse profonde, au cimetière de la Madeleine.

La Convention se vanta de ce que la tranquillité de Paris n'avait point été troublée, et elle en conclut que la mort du tyran était une expression du vœu national : mais cette prétendue tranquillité était due à la terreur qu'inspirait l'armée révolutionnaire, horde de pillards et d'égorgeurs, toujours appelée avec emphase, le Peuple français.

La nouvelle de la mort du Roi nous arriva à Versailles peu d'heures après l'exécution. J'étais encore bien jeune alors, mais je n'oublierai de ma vie l'impression que j'éprouvai en voyant l'état affreux de mon père, de ma mère, du petit nombre d'amis que nous recevions encore presque en secret.

Quant à la Convention elle proclama hautement son infâme triomphe ; elle voulut que le 21 janvier fut célébré désormais comme une fête nationale, afin de rendre la France complice de son crime. Elle annonça que de ce jour la patrie était sauvée, et de quelle manière, grand Dieu !

Le Roi voulait améliorer le sort du peuple, en

(1) Ce mot étant entré dans la légende, il sera fort difficile de le déraciner, et pourtant au dire de l'abbé Edgeworth lui-même, il n'a pas été prononcé.

étendant ses droits et ses libertés ; les révolutionnaires répondirent à cette pensée en se servant du peuple pour s'attribuer une domination absolue, et ils ne reculèrent ni devant la ruine de la France, ni devant les flots de sang qu'il fallut répandre pour atteindre ce but. Le régicide leur ayant paru un moyen, ils le saisirent avec acharnement, et ils le proclamèrent comme un grand acte de justice nationale, et comme la punition d'un grand coupable !... Oui, sans doute, Louis XVI fut coupable, mais dans un sens bien opposé à celui qui servit de prétexte à son jugement : il fut coupable, après l'appel des Etats-Généraux, d'avoir toléré la réunion factieuse du Jeu de paume ; plus tard, de n'avoir pas sévi contre l'insurrection du 14 Juillet, dont les révolutionnaires se sont fait un ridicule triomphe ; de s'être soumis les 5 et 6 octobre à la populace de Paris, au lieu de repousser la force par la force ; il fut coupable d'avoir éloigné ses défenseurs et de s'être livré, avec tant de confiance, à ces députés ingrats et perfides qui ne cessèrent de conjurer sa perte ; il fut coupable lorsque se voyant dans la nécessité de fuir, il se laissa arrêter à Varennes ; il fut coupable enfin, lorsque, par de continuelles concessions, il laissa consommer une révolution qui bouleversait l'ordre social et dont il devait être une des premières victimes, au lieu de la dompter, dès qu'elle se montra hostile.

Tels sont les reproches qu'on pourrait adresser à ce malheureux prince : s'il eut comme Roi trop de condescendance, il sut montrer, comme homme et comme chrétien, tout le courage et l'héroïque résignation des martyrs de la primitive église.

Je me suis étendu sur le procès et sur la mort du Roi au-delà, peut-être, du plan que je m'étais tracé ; mais cet événement a eu une si fatale et une si longue influence sur les destinées de la France, que

j'ai dû chercher à le montrer, avec assez de détails, pour le faire apprécier : cette appréciation m'a paru d'autant plus nécessaire que les agents des révolutions n'ont cessé de se perpétuer en France et de profiter de toutes les occasions pour égarer le peuple sur notre histoire contemporaine.

Plus d'un demi-siècle (1) s'est écoulé depuis la mort de Louis XVI, et il se trouve encore de prétendus historiens qui, restés sous le joug de l'esprit révolutionnaire, ou plutôt intéressés à le perpétuer, ne craignent pas de prostituer leur talent pour fausser toutes les idées du bien et du mal, en cherchant à justifier le plus odieux des crimes, et en présentant comme des héros les hommes qui avaient couvert la France de sang et d'échafauds ! Ils osent encore montrer la mort du Roi comme un malheur nécessaire pour assurer la conquête de la liberté. Mais on ne saurait trop le répéter, Louis XVI voulait doter la France des véritables libertés nationales qu'il avait parfaitement comprises. Les révolutionnaires, et la République au contraire, ont repoussé, étouffé la liberté dans des flots de sang.

Certes, si de tels hommes trouvent encore des apologistes, et si ces apologies avaient de l'écho, ce serait à désespérer de l'avenir de la France (2). Du reste, on va voir à l'œuvre ces prétendus grands hommes pendant l'ère de la Terreur.

(1) Ecrit vers 1850.

(2) Que dirait le général d'Hautpoul de la statue de Danton élevée boulevard Saint-Germain et de la rue Saint-Just, dont il est question en ce moment ?

CHAPITRE IV

Situation en France et à l'étranger. — Misère et famine. — Le père Loron. — A la Convention. — Le 31 mai et la Terreur. — Nous nous réfugions à Fontenay. — Le meurtre de Marat. — Guerre étrangère et guerre civile.

Après la mort de Louis XVI, toutes les factions révolutionnaires, Brissotins, Fédéralistes, Girondins, Jacobins, Cordeliers, Montagnards, si bien d'accord entre elles pour consommer le sacrifice de la personne royale, commencèrent à lutter avec acharnement pour se disputer le pouvoir. Chacun rivalisa d'audace pour dominer les autres, et les exaltés l'emportant bientôt sur les prétendus modérés (on ne me demandera pas de m'attendrir sur les « intentions pures » des Girondins qui firent autant de mal que les autres), la Terreur fut mise à l'ordre du jour ; le sang ruissela de toutes parts, et de ces luttes surgirent les hommes les plus féroces.

Les puissances qui s'étaient montrées si inhabiles à sauver Louis XVI, affichèrent une grande douleur de sa mort. L'Angleterre affecta d'en faire même l'objet d'un deuil public, renvoya l'ambassadeur français, M. de Chauvelin, et se prépara à la guerre (1).

Monsieur, à Hamm, en Westphalie, a pris le titre de régent, le comte d'Artois, celui de lieutenant général du royaume, tandis que l'infortuné Dauphin, toujours au Temple et livré aux odieux traitements du cordonnier Simon, reçoit de ses oncles

(1) Sur les rapports de l'Angleterre et de la France pendant la Révolution, on consultera avec fruit le livre du baron ERNOUF, *Maret, duc de Bassano* et surtout la *Correspondance* de l'anglais MILES, Londres 1890.

et des puissances le nom de Louis XVII, roi de France.

Je n'ai pas à suivre les préparatifs des hostilités qui bientôt devinrent générales; entraînés par l'Angleterre qui répandait l'or à profusion, tous les États de l'Europe centrale se coalisent. L'entrainement patriotique de 1792 qu'ont réchauffé les victoires de Valmy et de Jemmapes permet à la Convention de mettre sur pied huit armées.

Organisées à la hâte, ces armées étaient dénuées de tout : l'enthousiasme patriotique des soldats suppléait à leur mauvais équipement et aux privations qui en résultaient. Pour les vivres, on comptait sur les pays amis ou ennemis que les troupes auraient à parcourir. Il n'existait pas assez de fusils, et aux jeunes soldats on donnait des piques. Pour les munitions, le salpêtre surtout manquait; dans toutes les villes on mit les habitants en réquisition pour aller fouiller les caves, les caveaux des églises, les cimetières; les tombeaux furent violés pour s'emparer des ossements salpêtrés, et les caves qui renfermaient du vin furent souvent dégarnies par ceux qui exploitaient leurs murailles.

Pendant que les troupes françaises défendaient, reculaient même nos frontières et se couvraient de gloire, généraux et soldats, — on ne saurait flétrir assez, par contre, la conduite de Dumouriez, — le Gouvernement despotique et arbitraire de la Convention menée par quelques hommes sanguinaires voulait se débarrasser peu à peu de tous ceux qui entravaient sa marche; l'invention du tribunal révolutionnaire, l'envoi dans les départements de commissaires spéciaux chargés de stimuler le zèle révolutionnaire et de dresser la liste des suspects, pour de là les envoyer à l'échafaud, voilà qui devait organiser définitivement la Terreur et mettre pendant quinze mois la France entière à feu et à sang.

Il serait difficile d'énumérer toutes les turpitudes et les actes de cynisme et de férocité de cette époque appelée par excellence, *l'ère de la liberté* ; mais il fallait avant tout, démoraliser le peuple, et cette licence effrénée, ces saturnales impies servaient à merveille les projets révolutionnaires.

Une famine réelle ou factice vint encore en aide à cette désorganisation sociale ; l'excessif abus des assignats les avait tellement dépréciés que les marchands ne voulaient plus vendre et que bientôt les objets de première nécessité manquèrent totalement. La guerre avec l'Angleterre, en nous faisant perdre nos colonies, porta le sucre et le café à des prix exorbitants. La Convention fit de la misère publique un nouveau moyen de terreur ; elle lança ses anathèmes contre les accapareurs, et sous ce nom, signala à la vindicte du peuple, et les aristocrates, et les propriétaires, et les marchands qui pouvaient exciter l'envie de ceux qui ne possédaient rien. Dès la fin de février, on débuta, à Paris, par le pillage des épiciers ; quelques-uns d'entre eux ainsi que plusieurs boulangers furent même pendus dans leurs boutiques.

A l'imitation de Paris, nous eûmes aussi à Versailles notre pillage des épiciers ; nous vivions extrêmement retirés, espérant rester inaperçus au milieu d'une tempête que nous ne pouvions ni fuir ni conjurer ; nous n'osions même pas retourner dans notre modeste habitation de Fontenay, où nous avions à craindre de nous trouver plus en évidence, surtout après la visite de corps que mon père y avait reçue l'année précédente. Cependant nous commençons à éprouver, à Versailles, de pénibles privations. Mon père avait toujours eu l'habitude de prendre du café ; c'était un besoin pour lui, et nous faisons tous nos efforts pour ne pas l'en priver : une de mes sœurs était chargée de ce soin,

chaque jour elle préparait sa tasse de café ; mais il était devenu si rare et si cher que le lendemain elle employait le marc de la veille et souvent ce marc servait une troisième fois ; cette dernière préparation était peu du goût de mon père qui était de plus obligé de se servir de miel au lieu de sucre, mais comme cela le touchait seul, il en plaisantait au lieu de s'en plaindre.

La misère était menaçante ; chez les bouchers, les épiciers, les boulangers, aux marchés, on se disputait, on s'arrachait les moindres provisions et nous commençons à craindre la faim. Nous nous étions réduits à une servante, mais il avait fallu une nourrice pour ma nouvelle sœur, et avec mes parents et sept enfants y compris ma cousine de Saint-Cyr, nous nous trouvions onze personnes à nourrir, ce qui était une rude charge dans un pareil moment.

Enfin le pain manqua complètement, et à n'importe quel prix, il fut impossible de s'en procurer. Alors la Commune se chargea d'en faire confectionner chez les boulangers qui eurent chacun leur arrondissement assigné, et où il fallait présenter un bon portant le nombre des parties prenantes. Ces distributions avaient lieu à la même heure, de sorte que les portes des boulangers étaient assaillies et qu'on y étouffait pour arriver à son tour : on appelait cela la queue au pain. Ce fut moi qui me trouvais chargé de cette corvée ; j'y passai souvent des matinées entières. La ration allait toujours diminuant et elle finit par se réduire à une once de pain par personne, et encore quel pain ! C'était souvent de la boue d'une couleur dégoûtante ; je me rappelle, que, dans un moment d'impatience, un de mes collègues de queue jeta sa portion contre le mur ; elle s'y aplatit et y resta attachée.

Nous avions laissé à Fontenay notre jardinier, le

père Loron, homme de confiance, qui toutes les semaines nous apportait des provisions, surtout des haricots et des pommes de terre qui furent longtemps notre seule nourriture ; plusieurs fois il était parvenu à nous procurer de l'avoine, nous la réduisions en farine en la pilant et nous en faisons une espèce de bouillie qui de temps en temps variait nos modestes repas. Telle était notre vie pendant les derniers mois de notre séjour à Versailles. Nous étions disposés à supporter presque galement toutes ces privations ; dans notre intérieur, mes sœurs travaillaient, s'occupaient du ménage, parfois faisaient de la musique. Imprudents que nous étions, nous osions quelquefois entre nous nous moquer des sans-culottes et nous efforcions de distraire nos parents, affreusement tourmentés....

Tandis que le peuple affamé cherchait les moyens de se nourrir, les représentants chargés de veiller au salut de la République ne manquaient de rien et continuaient à édicter les lois qui leur étaient nécessaires pour consolider, au nom de la liberté, leur terrible puissance. Au nom de la loi, on confisquait les biens, pour contravention à la loi, on envoyait à l'échafaud, mais le peuple n'était-il pas libre, puisqu'il n'y avait plus de tyran, et que la loi seule régnait ?

La Vendée s'était soulevée pour venger son Dieu chassé des autels, son clergé traqué, son Roi guillotiné. Les populations de Bretagne et de Vendée dirigées par des chefs tels que d'Elbée, Lescure, Bonchamps, La Rochejacquelein, Cathelineau, Charette présentèrent une résistance qui aurait pu devenir fatale aux révolutionnaires si un chef supérieur, qui ne pouvait être qu'un prince de la maison de Bourbon, était venu centraliser leurs opérations et si, en

même temps, l'émigration à l'étranger n'avait pas été un obstacle à ce que la plupart des provinces suivissent un si imposant spectacle. La guerre civile est un malheur sans doute, mais celui qui la provoque en est responsable. Les révolutionnaires étaient des agresseurs ; la résistance devenait un droit, je dis même un devoir puisqu'il s'agissait de délivrer la France de ces hordes de cannibales qui l'opprimaient en l'exploitant. Or je le répète, sans l'émigration, il est plus que probable qu'une résistance semblable à celle de la Vendée aurait pu s'organiser dans plusieurs provinces, et la France se serait sauvée elle-même sans le secours inutile et perfide des étrangers.

Le 10 mai, la Convention avait quitté la salle du Manège où elle tenait ses séances pour aller régner dans le palais des Tuileries, et c'est là que se décida bientôt entre les différents partis révolutionnaires la grande querelle du pouvoir. Le 30 mai le conseil de la Commune de Paris et toutes les sections de Paris se rassemblent spontanément au son du tocsin, ils se déclarent puissance révolutionnaire centrale, se réunissent aux Montagnards, aux Cordeliers et aux Jacobins de la Convention pour demander la proscription de tous les députés désignés sous le titre de modérés. La lutte énergique de Lanjuinais, les menaçantes répliques de Barrère, de Chabot, de Legendre, les attaques véhémentes de l'ancien évêque Grégoire, les brigands armés remplissant les tribunes de la Convention, au dehors, Pache, Chaumette et Henriot provoquant la fureur du peuple, enfin après un tumulte indescriptible, les Girondins et Fédéralistes succombant devant les forcénés de la Montagne et un décret de proscription lancé contre vingt-neuf membres de la Convention, ... les détails de ces événements sont connus.

C'est de cette révolution du 31 mai que date le

règne de la grande Terreur. Toutes les prisons des environs de Paris se remplissaient tous les jours par centaines de malheureux de tout âge et de tout sexe... La France ne se composait plus en quelque sorte que de bourreaux et de victimes ; ces victimes restaient plus ou moins longtemps en prison suivant qu'en ordonnait le hasard. La guillotine était établie en permanence sur la place dite de la Révolution et fonctionnait sans relâche. Les journaux nous apportaient tous les jours les bulletins de ces sanglantes exécutions ; on les criait partout ; nous entendions souvent les noms de quelques amis, de quelques parents ; personne n'était épargné : c'étaient des vieillards et des jeunes gens, des femmes, des familles entières, de grands noms mêlés à quelques noms obscurs, dont les têtes tombaient au hasard, à la voix du féroce Fouquier-Tinville, accusateur public. Chaque jour on nous apportait de nouvelles causes d'effroi. Un vieil ami de mon père, le chevalier de Forget qui, comme nous, s'était retiré à Versailles, était à peu près la seule personne que nous vissions encore : il venait tous les soirs partager nos anxiétés ; pendant deux jours de suite nous ne le vîmes pas, et le troisième nous apprîmes qu'il avait été arrêté et traduit au tribunal révolutionnaire. Nous savions que le représentant du peuple, Lecointre, marchand de toiles de Versailles, et violent révolutionnaire, dénonçait impitoyablement tout ce qui avait le malheur de fixer son attention. Nous sûmes bientôt ainsi qu'il avait été question de nous à notre section, et qu'on paraissait disposé à nous signaler comme suspects. Notre terreur fut dès lors portée à son comble ; nous ne savions où nous réfugier puisque notre retraite n'était plus une sauvegarde : dans un premier moment de désespoir, ma mère pensait à fuir tous ensemble dans les bois, pour y vivre comme

des animaux sauvages, dont nous étions réduits à envier le sort.

Il nous restait encore pour refuge notre modeste habitation de Fontenay ; nous n'avions pas osé y retourner jusque là, espérant être plus en sûreté à Versailles, il fallait fuir, et la campagne était notre unique et dernière ressource ; le maire de cette commune était un jacobin forcené : pendant notre premier séjour, il avait eu des égards pour nous ; nous résolûmes d'aller franchement nous livrer à lui. Ma mère et moi fûmes chargés de cette mission : nous nous revêtîmes d'habits communs de nature à ne pas attirer l'attention, et nous partîmes à pied pour nous rendre directement chez lui. Le bonnet rouge qu'il avait adopté nous fit d'abord une certaine impression ; mais il n'y avait plus à reculer : nous lui exposâmes notre situation, les dangers que nous courions à Versailles ; nous lui fîmes comprendre qu'avec un père infirme et une nombreuse famille il nous était impossible de conspirer contre la République, enfin nous ajoutâmes que dans la position où nous étions, nous avions pensé ne pouvoir mieux faire que de nous abandonner à lui en toute confiance, et de venir mettre notre vie entre ses mains. Le ton de ma mère qui demandait grâce pour son mari et ses enfants, ce témoignage de confiance illimitée, peut-être un peu d'amour-propre d'être choisi comme protecteur, tous ces sentiments le touchèrent visiblement : « Eh ! bien oui, nous dit-il, venez tout de suite habiter votre maison et je réponds de vous ; mais à une condition, c'est que vous serez paysans comme nous. — Soit, lui dit aussitôt ma mère, nous serons paysans, nous travaillerons la terre, nous vivrons comme tous les habitants du village. »

De retour à Versailles après cet entretien, nous nous hâtâmes de préparer des vêtements grossiers,

nous primes chacun un paquet sur nos épaules, et nous nous rendîmes ainsi dans notre maison de Fontenay sous la protection du maire. Nous y avions laissé notre jardinier, le père Loron, le seul serviteur que nous gardâmes encore quelque temps. Là, avec le peu d'argent qu'avait conservé mon père, nous achetâmes deux vaches, nous montâmes une basse-cour assez complète pour suffire à nos besoins, et nous nous distribuâmes les fonctions que nous avions à remplir.

Mon père ne pouvait travailler ; il fut de droit le directeur de la communauté ; ma mère se chargea des approvisionnements du ménage et du soin des enfants ; ma sœur aînée fut cuisinière ; ma seconde sœur eut la direction de la basse-cour ; la jeune cousine que nous avions recueillie fut chargée de l'intérieur de la maison, et, dans leurs moments de loisir, chacune d'elles s'occupait de travaux à l'aiguille ; ma troisième sœur, fort jeune encore, aidait comme elle le pouvait, et moi je fis mon apprentissage de garçon jardinier sous le père Loron, que je devais remplacer bientôt.

Nous vivions de laitage, d'œufs, de légumes, de volailles, des cochons que nous engraissons ; mais nous manquions de pain, car la disette durait toujours et nous cherchions à y suppléer par des pommes de terre dont nous faisions notre principale nourriture. Près de notre demeure, un peu isolée du village, était une ferme tenue par une femme âgée, la mère Mercier, dont le fils aîné s'était fait jacobin, et dont un autre fils, parti comme volontaire, fut tué à l'armée ; ma mère se lia à cette bonne fermière ; elle avait quelques provisions cachées, et, de temps en temps, elle nous cédait un boisseau de farine que nous lui payions secrètement avec de l'or ; nous avions un four, et ma mère faisait elle-même le pain bis que nous étions heureux

de mêler parfois à nos autres aliments. Enfin notre boisson était du cidre, produit d'un pressoir que nous avions mis à la disposition des habitants du village, et dont je cumulai bientôt la direction avec mes fonctions de jardinier.

Mais toutes ces ressources laissaient encore bien des lacunes dans nos besoins journaliers ; notre réserve pécuniaire diminuait tous les jours et ne se remplaçait pas ; il fallut songer à gagner, sinon de l'argent, au moins des assignats. Nous avions en abondance des fruits, des légumes ; celle de mes sœurs qui était chargée de la basse-cour devint fort habile à traire les vaches, à faire du beurre et du fromage et à soigner la volaille, et ces produits de campagne excédèrent bientôt nos besoins ; il fallait en profiter ; nous achetâmes un âne, et toutes les semaines je fus chargé d'aller vendre au marché de Versailles l'excédant de nos provisions, ce qui me fournissait le moyen de rapporter une partie de ce qui nous manquait.

Au milieu de ces pénibles travaux d'où dépendait notre existence, et malgré les préoccupations de mon père et de ma mère, nous nous livrions souvent à la gaieté de notre âge. A la fin de nos journées, mes sœurs chantaient, ou jouaient de la harpe dans notre intérieur ; nous faisons des lectures, nous nous racontions des histoires ; notre fille de basse-cour avait adopté un sarrau de toile grise, qu'elle appelait son habit de cour ; elle avait donné à ses vaches les noms de Vénus et de Minerve ; j'allais quelquefois l'aider dans les travaux trop pénibles pour elle. Un accord parfait régnait entre nous tous par la seule pensée d'adoucir le sort d'un père et d'une mère qui étaient tout pour nous ; et dans notre misère nous nous trouvions heureux, quand les nouvelles extérieures ne venaient pas trop souvent renouveler nos anxiétés.

Ces nouvelles nous étaient apportées par le maire et par le fils de notre voisine la fermière, tous deux excellents jacobins. Ils nous communiquèrent le 24 juin la constitution dite de 1793, précédée de la fameuse *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen* : elle avait été bâclée en quelques jours par Hérault de Séchelles et plusieurs autres conventionnels commis à cet effet. C'était assurément une pure affaire de forme, puisque la Convention exerçait un pouvoir absolu, sans autre contrôle que sa volonté. C'est cette Constitution qui annonçait que tous les hommes étaient égaux par la nature et devant la loi ; devant la loi soit : mais par la nature il eût été curieux de le démontrer. Cependant la Convention le déclarait, il fallait rester convaincu, puisqu'elle était infaillible, sous peine de mort.

Le 13 juillet, nous apprîmes l'assassinat de Marat, par Charlotte Corday qui, en proie à une indignation exaltée, avait résolu de se sacrifier pour délivrer la France d'un tel monstre ; sa mort eut un grand retentissement ; les révolutionnaires voulurent faire de cet homme de sang une espèce de Dieu ; le peuple porta son corps en triomphe au Panthéon, le temple des grands hommes ; on fit de lui des statuettes que tous les habitants de Paris durent avoir dans leurs appartements et jusque sur leurs fenêtres. Charlotte Corday monta sur l'échafaud et mourut avec un courage remarquable. Quant à Marat, on se rappela l'année suivante qu'il s'était servi dans un numéro de son journal d'expressions peu flatteuses pour le peuple de Paris ; on en conclut qu'il aurait pu devenir aristocrate ; et ce même peuple qui lui avait décerné une apothéose, qui avait montré pour lui un enthousiasme frénétique, fit enlever ses restes du Panthéon et les jeta ignominieusement dans un égout, et toutes ses statues disparurent aussitôt. Ce fut un nouvel exemple de l'incons-

tance des enthousiasmes populaires et du peu de fond qu'on doit leur attribuer ; nous en verrons encore bien d'autres.

A cette même époque Robespierre, qui dominait déjà la Convention, entra au Comité de salut public ; ce Comité dirigeait le tribunal révolutionnaire, et il devint bientôt une puissance aussi redoutable que la Convention elle-même ; à ce titre la présence de Robespierre y était indispensable.

Cependant la guerre extérieure et intérieure se poursuivait toujours avec des succès variés. Mon père, quoique hors de cause sous ce rapport, y prenait un vif intérêt ; il admirait les Vendéens ; il voyait en eux des Français intrépides, de vrais patriotes qui cherchaient à délivrer leur patrie du joug de ces tyrans sanguinaires qui voulaient l'asservir, et il regrettait de ne pouvoir organiser une semblable résistance dans le midi. Mais il était indigné contre les puissances étrangères qui avaient laissé tuer le Roi, qui se jouaient de nos malheureux émigrés, et qui, au lieu de combattre les principes révolutionnaires, n'agissaient qu'en vue de profiter du désordre pour abaisser la France et s'agrandir à ses dépens. Aussi quoique l'affermissement de la révolution menaçât constamment nos têtes, mon père ne pouvait se défendre d'une certaine satisfaction des succès de nos armées contre les étrangers, en même temps qu'il était intérieurement blessé de leurs revers. Ce sentiment intime d'un vieux militaire français, était, certes, plus que désintéressé, et il prouvait un patriotisme bien autrement réel que celui de ces hommes qui usurpaient le titre de patriotes pour cacher leur tyrannique ambition et leurs passions égoïstes.

A l'intérieur, les Vendéens, combattant « pour Dieu et pour le Roi », avaient remporté quelques succès sur les armées républicaines à Doué, à Mon-

treuil, s'étaient emparés de Saumur et d'Angers et marchaient sur Nantes. Cathelineau, nommé généralissime, opérait sur la rive droite de la Loire, tandis que Charette tenait la rive gauche; Cartaux, qui commandait à Nantes, eut l'avantage après des combats acharnés les 28 et 29 juin, et, Cathelineau ayant été blessé mortellement, les Vendéens se retirèrent pourchassés par l'armée de renfort du général Biron. Je n'ai pas à les suivre à Châtillon, aux Pont de Cé, à Luçon; la résistance des Vendéens était si énergique que la Convention s'émut de la guerre de l'Ouest plus encore que de la guerre étrangère. Elle décrétait le 1^{er} août la mise hors la loi des pays insurgés, envoyait renforts sur renforts, et, aux généraux réguliers, aux Menou, Grouchy, Canclaux qu'elle jugeait trop portés à l'indulgence pour les « brigands, » elle substituait des généraux improvisés de l'armée révolutionnaire, des Sauterres, des Rossignol, des Ronsin, des Léchelle qui se montraient aussi imprévoyants qu'incapables; si les sous-ordres ne s'étaient pas appelés Marceau et Kléber, qui sait comment aurait tourné la guerre?

Il y avait une autre manière de ramener les Vendéens : l'incendie des villages et l'extermination des habitants, voilà la mission confiée aux « Colonnes infernales » de Turreau...

Et pendant ce temps, les Anglais bloquaient nos ports, s'emparaient de nos colonies en Amérique et aux Indes, encourageant la guerre civile, pour en profiter mais non pour faire triompher la cause royaliste; la Corse proclamait son indépendance, et Paoli la livrait à l'Angleterre.

Sur les frontières de Belgique, Dampierre, qui avait pris le commandement de nos armées après la défection de Dumouriez, devait reculer devant les forces réunies du Prince d'Orange, du duc d'York et du prince de Cobourg; il est tué le 10 mai au

combat de Famars et Custine est nommé à sa place. On sait quels débuts brillants avait eus Custine sur le Rhin ; mais la fortune l'abandonna ; les revers succédaient aux victoires, et bientôt Mayence capitulait presque en même temps que Condé et Valenciennes ; toutes les places de la Flandre étaient bloquées et menacées tandis, que sur le Rhin, les Prussiens pénétraient en Alsace jusqu'aux lignes de Wissembourg. Rendu responsable des désastres, Custine était traduit à la barre du tribunal révolutionnaire, et il portait sa tête sur l'échafaud le 28 août. Au même moment Lyon est en rébellion ouverte contre la Convention, Toulon s'est rendu aux Anglais et les Pyrénées étaient menacées, en Rousillon comme du côté de Bayonne. La France avait donc à lutter sur toutes les frontières envahies à la fois, pendant que la guerre civile la déchirait à l'intérieur.

CHAPITRE V

La Reine à la Conciergerie. — Mesures de rigueur. — La loi des suspects. — Les Muscadins. — Mon frère Alphonse et les Jacobins. — Les fouilles patriotiques. — Procès et mort de Marie-Antoinette. — Les Girondins et Philippe-Égalité. — Le Calendrier et le culte de la Raison. — Le temple de l'Agriculture à Versailles.

Pour remédier à la position critique de la France, la Convention employa des moyens de fureur, et la Terreur redoubla : l'arbitraire, la violence, une recrudescence d'arrestations en attendant la loi des suspects, voilà les moyens de régner de Robespierre et du Comité de Salut public.

On renouvela d'absurdes accusations contre l'infortunée Reine. Elle fut d'abord séparée de ses enfants, son unique consolation, et, le 1^{er} août, sur un rapport de Barère, elle fut transférée du Temple à la Conciergerie pour être livrée au tribunal révolutionnaire sous le nom de Veuve Capet. Le même décret décidait que les enfants Capet continueraient à être nourris aux frais de la République avec la frugalité des enfants du peuple. On renouvela en même temps l'ordre de déportation à perpétuité de tous les membres de la famille des Bourbons, excepté Mme Elisabeth dont le sort n'était pas encore fixé. Enfin, pour faire disparaître les vestiges de la royauté, les tombeaux de Saint-Denis devaient être détruits et les cendres des rois jetées au vent. Après les femmes et les enfants, les tombeaux ! Quelle gloire pour la Convention !

La Vendée est hors la loi ; par ordre de Bouchotte, ministre de la guerre, on expédie des matières combustibles qui doivent incendier les récoltes et les « repaires des brigands ». Pour ajouter au

charlatanisme de l'époque, la Convention décrétait la proscription du ministre anglais Pitt ; Garnier (de Saintes) faisait même appel à l'assassinat contre lui, comme acte méritoire. Les noms de Pitt et du prince de Cobourg étaient, parmi les étrangers, ceux que les démagogues livraient avec le plus de fureur à l'exécration publique, et un grand nombre de victimes du tribunal révolutionnaire ne furent frappées que sous l'accusation banale et pas justifiée d'être des suppôts de Pitt et de Cobourg.

Sur un rapport de Grégoire, la Convention supprime toutes les Académies scientifiques et littéraires (1). Elle pensait probablement que les hommes instruits pouvaient être dangereux pour la République, et pourtant il y eut des savants parmi les révolutionnaires.

Le 23 août, au plus fort des désastres de nos armées, la Convention, sur le rapport de Barère, décréta une levée en masse générale : tous les Français devaient être mis en réquisition permanente ; les hommes en état de combattre se rendraient immédiatement aux frontières, les autres seraient employés à la fabrication des armes ou conduiraient les approvisionnements de l'armée ; les vieillards étaient chargés de haranguer la jeunesse sur les places publiques, les femmes confectionnaient les habillements militaires, les enfants seraient occupés à faire de la charpie. Tous les chevaux étaient réquisitionnés ; les bâtiments de l'Etat étaient transformés en casernes ; enfin, pour subvenir aux frais énormes de cette levée, on décréta un impôt forcé et progressif sur tous les propriétaires.

Il y avait sans doute de l'énergie dans ces gigantesques préparatifs, dans cet appel de tout un peuple

(1) « La République n'a pas besoin de savants », dira un juré comme on jugeait Lavoisier.

aux armes, mais par son système d'intimidation à l'intérieur, la Convention détruisait elle-même le prestige de l'élan patriotique qu'elle voulait produire : là où il fallait exalter l'honneur national, elle déshonorait la France par le meurtre, la dévastation et l'immoralité. Son emprunt progressif était une nouvelle spoliation dirigée surtout contre ceux dont la fortune pouvait encore offrir quelques ressources au commerce.

On imagina aussi de créer une armée révolutionnaire ambulante ; cette armée devait être composée de la lie de la population, de tous les bandits les plus déterminés que l'on pourrait trouver ; elle était chargée de parcourir les environs de Paris et les départements, emmenant avec elle artillerie et guillotine afin de faire tomber promptement les têtes des ennemis de la République.

Arriva enfin, le 17 septembre, la fameuse loi des suspects, dont Merlin de Douai fut le rapporteur. Tous les suspects devaient être arrêtés dans toute la France : étaient déclarés suspects tous ceux qui par des relations quelconques avaient été partisans de la « tyrannie », c'est-à-dire de la monarchie, tous ceux qui ne pourraient pas justifier de l'accomplissement de leurs devoirs civiques et de leurs sentiments révolutionnaires, ou qui ne seraient pas porteurs de certificat de civisme en bonne forme ; enfin, tous les individus, hommes, femmes et enfants, qui appartiendraient à des familles nobles, ou qui auraient des parents émigrés. Tous les agents de la Convention avaient le droit de désigner les suspects, et la loi était assez large pour désigner qui l'on voulait. Elle allait plus loin encore : elle provoquait les dénonciations de tout le monde, et promettait aux dénonciateurs les biens des dénoncés.

Cette loi fut le complément de la Terreur. Bientôt les prisonniers encombrèrent les maisons de déten-

tion, et elles ne se désemplissaient qu'au moyen de l'échafaud. A Paris seulement, les têtes tombaient par centaines tous les jours sur la place de la Révolution dont le sol était imprégné de sang. Le tribunal révolutionnaire prononçait les condamnations sans écouter même les victimes, et le féroce Fouquier-Tinville accompagnait souvent ces condamnations des plus cyniques plaisanteries, ne respectant ni l'âge, ni le sexe, ni même les infirmités. Une dame sourde, la maréchale de Mouchy, ne répondant pas aux questions qu'on lui adressait, fut condamnée pour avoir conspiré sourdement : les aveugles étaient des conspirateurs dans l'ombre, etc., etc.

Cette loi du 17 septembre vint augmenter encore nos inquiétudes de tous les jours ; évidemment, nous étions suspects ; nous appartenions à une famille noble ; nous avions des parents émigrés ; mon père avait servi les tyrans, car avant l'établissement de la République, il n'y avait point eu de France, et ceux qui avaient versé leur sang pour sa défense n'étaient plus considérés comme ayant servi leur patrie ; enfin, nous n'avions pris part à aucun acte révolutionnaire, nous n'avions point tué d'aristocrates : en voilà plus qu'il n'en fallait pour être dénoncés comme suspects, et pour comparaître devant le tribunal révolutionnaire. Au milieu de nos privations et de nos pénibles travaux, cette pensée de la mort, sans cesse menaçante, nous jetait quelquefois dans un affreux découragement.

Le symbole de cette terrible liberté était toujours le bonnet rouge ; c'était la coiffure privilégiée des ardents républicains ; mais cette coiffure avait été aussi, de tous temps, celle des galériens ; un décret la supprima pour ces derniers. On ne s'explique pas trop ce scrupule, puisque l'armée révolutionnaire, ces janissaires de la Convention et du Comité de

salut public, était en grande partie composée de la population des bagnes.

Tous les hommes à chapeau, ou à bonnet, devaient en outre, sous peine d'être immédiatement arrêtés comme suspects, porter des cocardes tricolores, très ostensibles : les plus zélés la portaient d'une dimension à couvrir tout un côté de la tête. Les femmes mêmes furent tenues de mettre des cocardes tricolores sur leurs bonnets ou à leurs fichus, sous peine de prison, ou d'être déclarées suspectes. Cette obligation faisait le désespoir de ma pauvre mère ; elle s'en trouvait humiliée, et elle faillit être un jour sérieusement compromise parce qu'elle avait une cocarde assez petite pour être en partie cachée sous les plis de son bonnet.

Quelques élégants avaient adopté, à cette époque, des chapeaux finissant en pointe et garnis, au lieu de cocardes, d'une énorme touffe de rubans tricolores ; mais, en général, on se défilait des jeunes gens proprement vêtus, qu'on appelait toujours *muscadins*, et les muscadins étaient fortement soupçonnés d'être suspects. Quant aux jeunes révolutionnaires, quelques-uns portaient en bijoux de petites guillotines d'or ou d'argent.

J'allais toujours régulièrement à Versailles pour vendre l'excédant de nos produits ; j'avais adopté le costume des paysans, je portais des sabots, et j'avais une veste et un pantalon de toile ou de laine, selon la saison. Je ne sais comment je fus reconnu, malgré ce costume, mais je fus assailli un jour, en sortant de Versailles, avec l'apostrophe de *muscadin déguisé*, et ce ne fut qu'à grand peine que je parvins à me dégager et à rejoindre mon village, fort inquiet des suites de cette aventure.

Dans la position où nous nous trouvions, les moindres circonstances étaient pour nous des sujets de terreur : mon jeune frère Alphonse, âgé de cinq

ans, nous donna une alerte qui, peu importante dans un temps ordinaire, aurait pu alors devenir fatale. Nous le laissions aller souvent se réunir aux enfants du village : un jour, nous entendîmes de grands cris ; c'était lui que ses camarades furieux poursuivaient à coups de pierres ; nous courûmes à son secours et nous apprîmes son méfait. Il avait dit que les Jacobins étaient des coquins : le cas était grave ; nous dûmes avoir l'air de le maltraiter à notre tour, et ce ne fut qu'après bien des explications, avec les paysans mêmes du village, que nous parvîmes à calmer cette émeute enfantine. Il fallut ensuite sermonner le malheureux enfant ; nous évitions toujours de parler devant lui ; mais malgré nos précautions il avait recueilli sans doute les mots qu'il avait si malencontreusement répétés. Nous lui dîmes qu'il ne fallait jamais dire du mal des Jacobins, que c'étaient des gens qui voulaient notre bien : « Ah ! ils veulent notre bien, répondit-il, encore tout ému, il ne faut pas le leur donner. » Certes, le sens qu'il attribuait à nos paroles était bien plus vrai que ce que nous lui disions ; mais il fallait le détromper, ou plutôt chercher à le tromper sur les hommes qui désolaient la France.

Au milieu de ces lois de terreur mêlées de tracasseries mesquines, les mesures fiscales et spoliatrices n'étaient point oubliées. Une loi décida que tous les dépôts d'argent faits chez les notaires, seraient remis dans les caisses nationales. On continuait à faire tous les jours de nouvelles émissions d'assignats, et pour écouler des papiers qui n'avaient plus aucune valeur réelle, on faisait observer rigoureusement les lois du maximum sur toutes les denrées de première nécessité, de manière à ruiner complètement la propriété et le commerce. Plus tard, on assimila aux émigrés tous les Français qui, se trouvant en pays étrangers, n'étaient pas rentrés

depuis la Révolution, et tous leurs biens furent confisqués. Enfin un décret ordonna qu'il serait fait des visites domiciliaires chez toutes les personnes supposées riches ou suspectes, afin de s'emparer, au profit de la République, de tout le nécessaire et même de toutes les matières métalliques que l'on pourrait y trouver. On appelait ces opérations des *fouilles patriotiques*. Ainsi, après les confiscations, les spoliations, les emprunts forcés, les assignats, les taxes arbitraires de toutes sortes, venait le vol à domicile dûment organisé. Ma mère avait encore conservé ses bijoux qui devaient être bientôt notre dernière ressource. Nous nous empressâmes de les cacher avec tout ce qui nous restait de précieux, et pour cela nous pratiquâmes nous-mêmes, dans l'épaisseur d'une muraille, un réduit qu'il n'eut pas été facile de découvrir, à moins de démolir la maison.

Ce fut dans le mois d'octobre qu'eut lieu le procès de Marie-Antoinette ; nous le suivîmes avec anxiété, quoique ne pouvant nous faire illusion sur son résultat. Cette infortunée princesse fut traînée devant le tribunal révolutionnaire avec plus de brutalité qu'on n'eut osé le faire pour le plus vil criminel ; ses interrogatoires ne furent qu'une série continuelle des insultes les plus grossières et les plus révoltantes. Hébert, cet ignoble rédacteur du *Père Duchêne*, qui s'était fait ardent persécuteur de la Reine, fut un des commissaires municipaux chargés d'aller au Temple interroger ses enfants ; il exigea du dauphin alors âgé de huit ans et demi, de signer un papier qu'il lui présenta, et ce papier était une accusation infâme contre sa mère. Ces interrogatoires, basés sur les plus atroces calomnies, se prolongèrent avec un cynisme barbare, sans exemple dans les annales de la perversité humaine. On voulait faire précéder la condamnation des plus

horribles tortures que pouvait subir une femme, une veuve, une mère. Comme Reine elle répondit à toutes les questions avec résignation, mais avec une dignité pleine de noblesse, et elle n'opposa que le mépris et l'indignation à ce qui blessait particulièrement son cœur de mère. Mais qu'attendre d'un tribunal de sang et de prétendus juges qui n'étaient que d'ignobles bourreaux ? Fouquier-Tinville se hâta de soutenir l'accusation ; la sentence fut prononcée, et la malheureuse Reine fut exécutée le 16 octobre. Jusqu'au dernier moment on ne lui épargna aucune épreuve ; on la promena sur la fatale charrette dans plusieurs quartiers de Paris, aux acclamations d'une foule de forcenés qui l'accompagnaient en proférant de grossières injures mêlées de chants et de danses sauvages, comme ces peuplades de cannibales qui dansent autour de la victime qu'ils vont dévorer. Deux défenseurs s'étaient présentés au tribunal révolutionnaire : Chauveau-Lagarde et Tronçon-Ducoudray ; ils ne furent point écoutés et payèrent de leur liberté cette tentative de défense.

A la fin du même mois, la tyrannie ombrageuse de la Convention voulut se débarrasser définitivement des Girondins. « Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas » avait dit Barrère. Les Girondins, les Brissotins, les Fédéralistes vaincus le 31 mai par les Jacobins aux ordres de Robespierre et de Danton, avaient été proscrits, mis en surveillance, emprisonnés, et ils furent enfin traduits au tribunal révolutionnaire. Là se trouvèrent réunis Brissot, Vergniaux, Lasource, Gensonné, Guadet, Faucher, Sillery-Genlis et autres, au nombre de 21. La plupart d'entr'eux étaient régicides, et ils durent sans doute être fort étonnés de s'entendre accuser de royalisme. Vergniaud se défendit de manière à prolonger les débats et à inquiéter ses anciens amis de

la Convention ; aussitôt parut un décret prescrivant que l'instruction d'un procès au tribunal révolutionnaire ne pourrait durer plus de trois jours ; le tribunal se trouva dès lors suffisamment éclairé, et les 21 accusés furent condamnés et exécutés tous ensemble le 21 octobre.

Le 6 novembre vint le tour du duc d'Orléans Philippe-Egalité ; lui, premier prince du sang, abaissé jusqu'à renier son rang pour devenir Jacobin et conventionnel, avait prononcé la sentence de mort de son Roi, de son cousin, mais la Convention, soupçonnant sans doute quelques projets ambitieux, sous une telle exaltation révolutionnaire, l'avait fait arrêter peu de temps après la défection de Dumouriez, dans l'armée duquel avait servi son fils Louis-Philippe, duc de Chartres. Il fut transféré à Marseille, où il resta prisonnier ; mandé enfin à Paris, il fut traduit au tribunal révolutionnaire, et monta sur le même échafaud où son vote avait conduit Louis XVI. Ce fut pour lui une véritable application de la peine du Talion : la mort du Roi avait été un grand crime ; celle du duc d'Orléans fut une expiation.

L'ex-ministre Roland était parvenu à se soustraire à la proscription qui le frappait en restant caché à Rouen ; Mme Roland, sa femme, qui s'était rendue célèbre par son habileté politique, avait cru pouvoir rester à Paris ; elle y fut arrêtée, traînée au tribunal révolutionnaire où son interrogatoire ne fut qu'une série d'outrages. Le malheureux Roland, en apprenant cette mort, quitta brusquement sa retraite, et se tua de désespoir dans les environs de Rouen.

Peu de jours après, l'ancien maire de Paris, Bailly, qui depuis longtemps s'était retiré en province, fut reconnu et arrêté par l'armée révolutionnaire ambulante ; conduit à Paris et présenté à

l'implacable tribunal, il paya de sa tête, avec un atroce raffinement de barbarie, l'appel qu'il avait fait un des premiers aux passions humaines.

L'orateur Barnave, qui avait été vivre dans la retraite à Grenoble, fut poursuivi, arrêté, conduit à Paris et exécuté le 29 novembre, avec l'ancien ministre Duport du Tertre. Rabaud-Saint-Etienne, arrêté après avoir osé lutter contre la Montagne, était parvenu à se soustraire par la fuite au sort qui l'attendait ; poursuivi, mis hors la loi, et enfin arrêté de nouveau, il fut jugé et condamné à mort le 5 décembre.

C'est ainsi que les révolutionnaires eux-mêmes se décimaient successivement au milieu de tant d'autres victimes. La Terreur était en progrès ; aux plus féroces le pouvoir, et malheur à ceux qui se laissaient déborder.

Il est facile de concevoir qu'un tel régime était incompatible avec tout sentiment religieux ; aussi les persécutions contre les prêtres allaient toujours en croissant ; les prêtres étaient compris dans tous les décrets prononçant la peine de mort, et on la rendit exécutoire dans les vingt-quatre heures pour un grand nombre d'entre eux. C'était une guerre à outrance contre la religion, qui déjà n'existait plus ostensiblement ; mais ce n'était pas assez pour la Convention ; il fallait la détruire en fait et en droit ; il fallait en effacer les moindres traces. Dès le 5 octobre, un décret de la Convention avait prononcé l'abolition définitive de l'ère chrétienne, pour la remplacer par une ère dite républicaine ; la France ne datait plus son existence que du 22 septembre 1792, jour de la fondation de la République, par lequel devait commencer l'an 1^{er} du nouveau calendrier.

L'année fut divisée en douze mois égaux de trente jours, et les cinq ou six jours qui restaient pour

la compléter furent appelés *sans-culottides* : des jours sans-culottes ! C'était, il faut en convenir, une bizarre conception. Les noms des mois étaient moins ridicules, en ce qu'ils indiquaient, à peu près, les saisons : ainsi les trois mois d'automne commençant au 22 septembre furent nommés : *vendémiaire*, *brumaire* et *frimaire* ; les trois mois d'hiver : *nicôse*, *pluviôse* et *ventôse* ; le printemps : *germinal*, *floréal* et *prairial* ; enfin l'été : *messidor*, *thermidor* et *fructidor*. Chaque mois fut partagé en trois décades dont les jours prirent le nom des nombres : primidi, duodi, etc. jusqu'à décadi. Toutes les fêtes du christianisme furent supprimées, et les décadis devinrent les seuls jours fériés. On abolit aussi tous les noms des saints qui n'étaient pas dignes de l'égalité républicaine, et on les remplaça par des végétaux, des animaux et des outils ; les jours ordinaires étaient consacrés aux plantes, légumes et fruits ; les quintidis, ou demi-décades aux animaux ; et les décadis aux instruments aratoires ou machines d'économie domestique : ainsi il y avait les jours de la carotte et de l'ognon, du bœuf et du cochon, de la charrue et de la pioche. Quant aux jours sans-culottides, ils étaient destinés à la célébration des fêtes nationales et patriotiques.

Enfin, la Convention fut jusqu'à supprimer Dieu, et, par un décret du 7 novembre, elle abolit définitivement le culte catholique, comme fanatique, suranné, et ne pouvant plus convenir à un peuple libre qui avait vaincu tous les préjugés. Une commission fut nommée immédiatement pour s'occuper de l'organisation d'un nouveau culte, basé sur la raison et digne de la République. On vit à ce sujet l'évêque constitutionnel de Paris, Gobel, et plusieurs autres prêtres de son espèce, s'empressez de venir abjurer le christianisme au sein même de la

Convention et aux acclamations des assistants. Quant à la commission, elle ne fit pas attendre son travail, et, au bout de trois jours, elle présenta le projet du nouveau culte, dit de *la Raison*. Ce culte était fort simple et surtout très commode : à la place d'un Dieu suprême, éternel, tout puissant, d'un Dieu créateur de l'univers et révélé par l'existence même de toute la nature, la commission avait créé un certain nombre de déesses humaines fort accommodantes et très bonnes républicaines : ces déesses étaient recrutées chez les actrices, souvent aussi chez les prostituées de la capitale, et choisies parmi celles qui avaient le plus d'embonpoint et la plus grande taille. L'une d'elles était la déesse de la Liberté ; c'était ordinairement la plus matérielle ; il y avait les déesses de la Raison, de la Vertu, du Génie, du Travail, etc., et les jours sans-culottides furent particulièrement affectés à chacune de ces déesses. L'église cathédrale de Paris fut consacrée à la déesse de la Raison ; le jour de sa fête le peuple la portait sur une espèce de brancard, on la faisait asseoir sur l'autel ; là, chacun pouvait lui débiter son compliment, et les devoirs du culte étaient accomplis jusqu'à l'année suivante. Toutes les autres églises qui restaient encore à Paris furent profanées de la même manière ; chacune avait sa destination métaphysique, représentée par sa déesse très physique. Mlle Maillard, de l'Opéra, particulièrement protégée par Chaumette, fut l'une de ces déesses. Tel était le culte de la Raison : il fut adopté avec enthousiasme, et, dès ce moment, il ne fut plus permis de parler de Dieu et de lever les yeux au ciel ; tout était réduit à la matière et à la matière la plus impure. Il est vraiment humiliant de voir jusqu'où peut aller la démente de l'esprit humain, quand il est abandonné sans frein et sans direction à ses passions déréglées.

Ces ridicules saturnales furent ordonnées dans toute la France. A Versailles, dans la paroisse que nous avons habitée, l'église de Saint-Louis devint le temple de l'Agriculture; on avait détruit tout ce qui pouvait rappeler le culte catholique, et on y avait substitué un grand tableau représentant des charrues et des laboureurs en bonnets rouges. Dans notre village de Fontenay on faisait aussi des fêtes patriotiques, et le maire y mettait beaucoup de zèle; il savait que mes sœurs jouaient de la harpe; il vint un jour leur demander de porter leur bel instrument dans une fête du village; la proposition était fort épineuse; ma seconde sœur ne se déconcerta pas et nous tira de peine. Elle lui fit observer que ce bel instrument était aussi le plus incommodé, en ce que toutes les cordes cassaient dès qu'elles étaient exposées à l'air, et pour le lui prouver elle fut chercher sa harpe dont elle eut soin de monter les cordes outre mesure; elle la porta près du jardin en présence du maire, et se mit à jouer assez fort pour faire casser successivement cinq ou six cordes. Le maire resta convaincu et renonça heureusement à ses projets de musique.

Jetons maintenant un coup d'œil rapide sur les nouvelles de l'étranger. La levée en masse décrétée le 23 août et de nouvelles instructions données par Carnot, qui venait d'entrer au Comité de salut public vinrent rendre de l'élan aux armées républicaines. Houchard, qui commandait l'armée du Nord, remporta d'abord la victoire de Hondschoot contre les troupes réunies du duc d'York et des généraux Freytag et Walmoden, mais ne poursuivit pas l'ennemi; il défaisait encore le prince d'Orange à Menin, le 13 septembre; mais deux jours après, le général Beaulieu, de l'armée de Cobourg, le battait à Courtray. La Convention ne supportait pas l'idée d'un revers. On reprocha à Houchard de n'avoir pas

su profiter de ses victoires et de s'être laissé battre ; pour un général, alors, il fallait ou être vainqueur ou mourir sur le champ de bataille. Houchard fut traîné au tribunal révolutionnaire, convaincu *naturellement* de trahison et condamné à mort. Biron, Beauharnais et Luckner devaient avoir le même sort que Houchard et que Custine. Jourdan remplaça Houchard dans le commandement en chef de l'armée du Nord et reçut l'ordre de débloquer Maubeuge. Il marcha sur le prince de Cobourg, les deux armées se rencontrèrent à Wattignies, et après deux journées de bataille sanglante, Jourdan victorieux força le prince de Cobourg à battre en retraite ; la ville de Maubeuge, qui était réduite à la dernière extrémité, fut débloquée. Avec cette bataille qui fit la réputation de Jourdan, se termina la campagne de 1793 dans le Nord.

A cette époque, les représentants du peuple en mission eurent ordre d'expulser de l'armée tous les ex-nobles qui s'y trouvaient. Les deux parents de notre nom qui servaient à l'armée du Nord furent atteints par cette mesure. L'un d'eux était devenu colonel du 6^e de chasseurs à cheval, ci-devant chasseurs du Languedoc, et il s'était distingué dans les campagnes de 1792 et 1793 ; il n'en dut pas moins subir le sort commun et sa destitution fut prononcée ; mais le régiment en masse vint se ranger devant le représentant du peuple en réclamant son colonel et en déclarant formellement qu'il ne marcherait à l'ennemi que sous ses ordres. Malgré toutes les représentations faites, le régiment persista dans sa demande, et force fut de lui rendre son colonel qui devint depuis un de nos généraux de cavalerie les plus distingués (1). Mon père, qui en

(1) D'Hautpoul-Salette, un des grands cavaliers de l'empire qui fut mortellement blessé à Eylau.

voulait encore à ce parent de ce qu'il n'avait pas émigré, fut vivement touché de ce trait honorable pour le colonel autant que pour ses subordonnés et qui lui rappelait les adieux de son propre régiment, lorsqu'il avait pris sa retraite. L'autre parent était mon cousin germain, qui sorti fort jeune de l'école de Mézières, au moment de l'émigration, avait été obligé de rejoindre immédiatement l'armée ; entré dans le corps du génie, il y était capitaine et avait été blessé au siège de Valenciennes. Il dut quitter l'armée, et ne pouvant séjourner à Paris chez sa belle-sœur dont le mari était émigré, il se réfugia à Sens où, dépourvu de tout moyen d'existence, il se mit en apprentissage comme garçon menuisier.

Après les désastres de l'armée du Rhin, le Comité de salut public envoya des représentants pour réorganiser l'armée et choisir des généraux. Hoche fut désigné pour l'armée de la Moselle, Pichegru pour l'armée du Rhin ; ces jeunes généraux devenus tous deux célèbres combinèrent leurs opérations et reprirent bientôt l'offensive contre Brunswick, Wormser et Hohenlohe. Hoche combattit les Prussiens à Kaiserslautern et put opérer sa jonction avec Pichegru devant Haguenau ; les deux généraux rencontrèrent l'ennemi à Geisberg et le battirent ; les Autrichiens durent repasser le Rhin et les Prussiens se retirèrent sur Mayence.



CHAPITRE VI

L'anniversaire du 21 janvier. — Lois révolutionnaires. — L'Être suprême. — Mort de Madame Élisabeth. — Suite des événements politiques et militaires. — Vendée. — Italie. Allemagne.

La Convention s'était déclarée gouvernement révolutionnaire : toutes ses décisions avaient le titre de lois révolutionnaires, et cette qualification couvrirait tout, permettait tout ; les actes les plus iniques, les plus atroces devenaient un droit dès qu'ils étaient révolutionnaires. Tous les biens des condamnés étaient confisqués au profit de la République ; mais il arriva que plusieurs de ces malheureuses victimes eurent recours au suicide pour éviter l'échafaud. Aussitôt la Convention, qui ne voulait rien perdre, décréta que la confiscation aurait également lieu pour ceux qui par la fuite, ou par une mort volontaire, se seraient soustraits à la guillotine. Une autre loi décréta que les enfants des condamnés seraient mis à l'hospice des Enfants trouvés. Une autre séquestrait les biens des pères et mères qui auraient des enfants émigrés. La loi des suspects, malgré toute son étendue, fut jugée insuffisante. Un supplément autorisa l'arrestation de ceux-mêmes qui n'étaient pas désignés par la loi, de manière que tout individu, ayant qualité de révolutionnaire, pouvait faire arrêter et condamner qui bon lui semblait.

Tous les anniversaires des actes les plus sanglants de la Révolution étaient des jours de fêtes patriotiques ; ce n'était pas assez de commettre le crime, il fallait encore le glorifier. Le 21 janvier 1794, l'anniversaire de la mort du Roi fut déclaré à perpétuité un jour de fête nationale. Ce jour-là la Convention en corps, la Commune, toutes les sociétés

populaires, vinrent se réunir sur la place de la Révolution, au milieu d'un nombreux concours de populace ; la fête fut célébrée par de bruyantes réjouissances, par des danses et des chants patriotiques, autour même de la guillotine, toujours en permanence. Dans la matinée, le bourreau avait fait tomber quelques têtes, afin de ne pas laisser au peuple un seul jour d'intervalle, sans voir couler le sang ; c'était d'ailleurs un accompagnement bien digne d'une pareille fête.

Les lois révolutionnaires qui se succédaient journellement offraient toujours un odieux mélange de mesures atroces et fiscales, et d'un vandalisme poussé souvent jusqu'à l'absurde. L'une d'elles ordonnait la démolition de toutes les propriétés qui pourraient rappeler quelques souvenirs de l'ancienne France ; il fallait effacer jusqu'aux traces matérielles de l'histoire, et, sans l'imprimerie dont il eût été difficile de détruire les résultats, on aurait pu ignorer qu'il eût existé une France avant la République. On fit une nouvelle loi de maximum plus sévère encore que la précédente. Une autre loi déclarait acquis à la nation, non seulement le bien des prêtres condamnés ou déportés, mais même le bien de ceux qui étaient détenus, et plus tard on décréta la détention dans chaque département de tous les prêtres vieux ou infirmes, qui n'avaient pu être expulsés. Une loi déclarait traître à la patrie et devant être puni de mort tout individu soupçonné de corrompre et de tromper l'esprit public, en excitant l'inquiétude, ou en répandant de fausses nouvelles ; de chercher à entraver l'arrivage des denrées ; d'avoir donné asile aux émigrés, tous ceux enfin dont les manœuvres « tendaient à assassiner le peuple et la liberté » ; le mot *assassiner* était là singulièrement placé. Une autre loi ordonnait que dans toute la France, les individus accusés de conspirer contre le

peuple, ou de porter le moindre ombrage à la liberté, seraient envoyés à Paris pour être traduits au tribunal révolutionnaire. On décida en même temps que tous les ex-nobles qui se trouvaient encore dans la capitale ou dans les places frontières seraient immédiatement expulsés.

Au milieu de cette guerre à outrance contre tout ce qui avait appartenu aux classes élevées, nous nous trouvions réduits au dénuement le plus complet, lorsque mon père reçut un secours qui nous causa plus d'effroi que de bien-être.

Il avait fait une tentative près du représentant Ramel, notre compatriote, pour toucher sa pension de retraite, mais Ramel était devenu régicide, et mon père n'avait pas voulu le revoir. Un jour nous reçûmes le titre de cette pension signé du ministre Bouchotte ; on s'était souvenu que mon père avait commandé la garde nationale de Meudon en 1790, et ce commandement forcé de quelques jours avait fait accepter les trente années de services, les campagnes et les blessures d'un vieux militaire.

Le discrédit des assignats rendait ce secours à peu près illusoire, et il pouvait attirer sur nous une attention que nous nous efforcions de fuir de plus en plus.

Cependant Robespierre, qui tendait toujours au pouvoir absolu, cherchait à se débarrasser successivement de ceux de ses collègues et de ses agents qui pouvaient lui porter le moindre ombrage, ou ceux qui n'étaient pas assez complètement soumis à sa redoutable autorité. Il poursuivait de même tout ce qui aurait pu conserver un souvenir de la monarchie ; le maréchal de Lückner, malgré ses vieux services, monta sur l'échafaud ; le ministre Brienne, accusé, s'empoisonna pour éviter le même sort. Le 24 mars, Robespierre fit arrêter et exécuter immédiatement plusieurs Cordeliers qui avaient encouru sa disgrâce ; parmi eux se trouvaient

Anacharsis Cloots, Hébert, le dégoûtant auteur du *Père Duchêne*, Ronsin, général de l'armée révolutionnaire, Vincent, l'un des plus sanguinaires démagogues de l'époque, et autres énergiques de même force. Peu de jours après fut licenciée l'armée révolutionnaire ambulante, qui avait fonctionné depuis plus de six mois. On supprima aussi le conseil exécutif pour le remplacer par douze commissions prises dans le sein de la Convention.

Vers cette même époque, Condorcet, poursuivi depuis longtemps, fut enfin arrêté, et il s'empoisonna pour éviter l'échafaud qui l'attendait.

Danton se plaçait encore alors auprès de Robespierre comme un rival redoutable. Son audace et son éloquence populaire lui avaient acquis des partisans, et il s'était créé un parti parmi les anarchistes du club des Cordeliers. Robespierre et Danton s'étaient entendus pour détruire leurs adversaires communs ; mais bientôt la lutte s'engagea entre eux ; elle fut violente et prompte. Le parti de Robespierre l'emporta, et le 5 avril Danton monta sur l'échafaud, avec Camille Desmoulins, Chabot, Bazire, Lacroix, Héaut-de-Séchelles, Fabre d'Églantine et tous ceux qui s'étaient prononcés en sa faveur. Robespierre resta seul maître absolu, conservant pour auxiliaires Couthon, Saint-Just, Barrère, Collot d'Herbois, Merlin de Douai, Fouché, Carnot, Vadier et autres qui s'étaient soumis à son pouvoir despotique.

Cependant le procureur de la Commune, Chaumette, cherchait à se créer un nouveau parti parmi les plus forcés de la Montagne ; mais l'échafaud vint bientôt mettre un terme à ses projets.

On aurait dû penser que Robespierre, parvenu au but de son ambition, songerait à alléger le joug sanglant qu'il faisait peser sur la France ; nous verrons bientôt qu'il n'en fut pas ainsi.

Pour nous, nous allions encore être soumis à une nouvelle épreuve : ma jeune sœur Adèle tomba gravement malade ; ma mère voulut aller consulter à Versailles ; à nos risques et périls, nous revînmes dans notre appartement que nous avions conservé. Nous vîmes un médecin qui avait toute notre confiance ; mais malgré ses soins, ma jeune sœur succomba le 15 avril, et, après quelques jours donnés à la douleur, nous revînmes tristement à Fontenay reprendre nos travaux des champs.

Le triomphe du parti de Robespierre, sur les autres factions révolutionnaires, n'apaisa pas la fureur de ces hommes qui exploitaient, avec tant d'audace, l'ignorance et la crédulité du peuple. Nul n'était à l'abri du fanatisme révolutionnaire et la terreur était poussée à un tel degré, qu'au lieu de se rallier pour combattre les hommes sanguinaires, la malheureuse France se laissait décimer avec une résignation vraiment inexplicable.

Dans leurs orgies révolutionnaires, chacun de ces hommes se vantait de ces œuvres, ou de ses vœux : Couthon demandait que toutes les villes de France fussent rasées de fond en comble : Saint-Just voulait l'abolition de toute espèce de culte religieux et la mort des prêtres ; Merlin de Douai se glorifiait de la loi des suspects ; Collot d'Herbois se vantait de ses mitrailleuses ; Carrier, de l'invention de ses noyades ; Lebon, dans la mort des aristocrates, trouvait la plus pure satisfaction des sens ; Babœuf demandait la destruction de cette vermine qu'on appelle les riches ; Fouquier-Tinville se vantait de ses jugements révolutionnaires, sans preuves, sans discussions et sans témoins. Il n'y eut pas jusqu'à une femme, une furie, Théroigne de Méricourt, qui prétendait que le sang humain était une liqueur bienfaisante et d'une saveur exquise.

Cependant la guillotine était toujours en permanence sur la place de la Révolution ; les têtes les plus respectables tombaient comme les autres. Le 22 avril, on fit monter sur l'échafaud le vénérable Lamoignon de Malesherbes, avec sa sœur, sa fille, son gendre et ses petits enfants ! Le vieux maréchal de Rochambeau évita la mort ce jour-là par un hasard tout particulier ; la fatale charrette se trouva trop pleine à l'appel de son nom ; on le repoussa donc en le réservant pour le lendemain, et le lendemain son nom ne se trouvant point sur la liste, il fut oublié.

Le 7 mai, la Convention rendit un décret curieux : ce fut le rétablissement de l'Être suprême qu'elle avait supprimé six mois auparavant : à la majorité des voix, elle décida qu'elle reconnaissait l'existence d'un Être suprême et l'immortalité de l'âme. Cette apparence de retour contre l'athéisme ne laissa pas la moindre trêve aux exécutions. Dès le lendemain de ce décret, le célèbre chimiste Lavoisier et vingt-sept fermiers généraux fournirent une ample pâture à la guillotine. Parmi les victimes de cette journée se trouvait aussi M. de Boullongne, dont vingt-sept ans plus tard j'épousai l'une des filles.

Deux jours après, le 10 mai, on pensa à la sœur de Louis XVI, à Madame Elisabeth, restée prisonnière au Temple. Elle fut amenée devant le tribunal révolutionnaire et là, comme la reine Marie-Antoinette, elle fut soumise à d'infâmes accusations. S'adressant alors directement à M. Fouquier-Tinville : « Si le Roi, mon frère, eût été un tyran, lui dit-elle avec dignité, ni vous, ni moi, ne serions à la place que nous occupons. »

Condamnée immédiatement, elle fut jetée dans le même tombereau que les autres victimes de la journée et conduite à l'échafaud ; elle fut exécutée la dernière afin de prolonger son agonie.

Les provinces succombaient comme Paris sous le joug de ce despotisme sanglant. Dans le département de Vaucluse, le commissaire Maignet donna dans la journée du 11 mai un terrible exemple de ce zèle fatal. Un arbre, dit de la Liberté, se trouva cassé dans le bourg de Bédouin ; aussitôt le bourg fut cerné, les habitants refoulés dans l'intérieur ; et le feu y fut mis tout autour, de sorte que dans le jour même, maisons et population, hommes, femmes et enfants, tout fut dévoré par les flammes. Non content de cette expédition, on accusa les aristocrates de la ville d'Orange d'être complices des habitants de Bédouin, et plus de 4,000 personnes périrent à l'occasion de cet arbre cassé, et le commissaire Maignet reçut les félicitations du Comité de Salut public par l'organe de Barrère et de Billaud-Varennès.

La France n'était plus qu'un vaste champ de carnage et de destruction. Tous les moyens étaient mis en œuvre pour entretenir la fureur de la populace et des sans-culottes ; les pamphlets, des chants infâmes, d'horribles promesses, rien n'était négligé pour pousser la terreur à l'extrême.

Les théâtres venaient en aide à cette désorganisation sociale, et parmi les pièces les plus curieuses on peut citer : *Le Jugement dernier des Rois*, par Sylvain Maréchal. Le théâtre représentait une île déserte où était relégué depuis vingt ans un vieillard vénérable, victime du despotisme ; dans cette solitude il gravait sur tous les rochers : *liberté, égalité* ; lorsque tout à coup il entend un bruit de débarquement et il apprend que ce sont tous les despotes de l'Europe, tous les rois et princes souverains qui avaient été chassés de leur trône et qu'un sans-culotte de chaque nation conduisait la chaîne au cou dans cette île déserte. A peine abandonnés dans cet affreux séjour, tous les rois et reines, la

couronne en tête, se mirent à se disputer, puis à se battre à coups de poings pour s'arracher quelques rations du biscuit qu'on leur avait laissé par charité, lorsqu'enfin une éruption volcanique vint les engloutir tous à la fois dans le fond d'un abîme ; et le peuple de Paris applaudissait cette ingénieuse composition.

La Convention avait décrété l'existence d'un Etre suprême ; elle ne pouvait se dispenser de célébrer une fête patriotique en son honneur ; le 8 juin fut choisi pour cette cérémonie et pour inaugurer le culte dit de la Raison. Une immense estrade fut construite en avant du palais des Tuileries ; Robespierre y monta entouré de tous les membres de la Convention, et, un bouquet à la main, il prononça un discours de circonstance en faisant brûler devant lui deux mannequins, représentant le fanatisme et l'athéisme et la cérémonie fut terminée aux applaudissements des assistants.

Deux jours après, la Convention, par un décret, fit supprimer les interrogatoires des témoins et des défenseurs en décidant de s'en rapporter uniquement à la conscience et au patriotisme des juges.

Pendant ce temps, nos armées remplissaient au moins un devoir national en disputant la France à l'étranger. Les dispositions des coalisés jetaient les émigrés français dans un cruel embarras ; ils voulaient, eux, sauver la France de la tyrannie révolutionnaire, mais nullement la livrer aux étrangers. Il en résulta une défiance fatale entre les puissances et l'armée de Condé. Les Vendéens étaient, sous ce rapport, dans une situation bien plus favorable, car ils pouvaient agir librement dans leur lutte contre les révolutionnaires.

Cette Vendée qui après des prodiges de valeur avait été presque anéantie ne se laissa pas décourager et reparut avec une nouvelle énergie en 1794. Cha-

rette avait tenu la campagne pendant l'hiver contre le général Haxo, et de leur côté, La Rochejacquelein et Stofflet recommencèrent une lutte sérieuse avec les généraux Kléber et Marceau. Les trois généraux républicains avaient sous leurs ordres environ 60.000 hommes de troupes régulières ; mais malgré cette immense supériorité numérique, les Vendéens repoussèrent presque toujours les colonnes ennemies et parvinrent même à rentrer dans le Bocage, qui était une de leurs meilleures positions.

La Convention, inquiète de cette résistance opiniâtre, résolut d'employer là aussi son système de terreur. Elle envoya, dès le mois de janvier, le général Turreau prendre le commandement en chef de l'armée, avec ordre de faire agir les Colonnes Infernales, de mettre tout à feu et à sang et d'exterminer les populations entières. Les redoutables colonnes du général Turreau furent assaillies et battues dans toutes les rencontres ; mais dans l'un de ces combats, le 4 mars, l'intrépide La Rochejacquelein fut tué et cette perte fut vivement sentie. Stofflet le remplaça : il continua la guerre et s'empara de Chollet, le 10 du même mois. Les Vendéens se battaient en désespérés, et le 19, le général Haxo fut tué dans un combat contre Charette.

La Convention rappela Turreau qui fut remplacé par Vimeux et ensuite par Canclaux ; la guerre devint moins barbare, et enfin, après quelques arrangements, il y eut, au mois de juin, une sorte de pacification, ou plutôt une suspension d'armes.

A l'armée du Nord, les deux camps opposés étaient restés en observation pendant l'hiver, et, au printemps, les hostilités recommencèrent avec vigueur. Les corps du prince de Cobourg, du prince d'Orange et du duc d'Yorck, déjà maîtres de Condé, de Valenciennes et du Quesnoy, formaient une ligne formidable qui menaçait d'une invasion le centre

même de la France. Le généralissime prince de Cobourg avait aussi sous ses ordres les corps des généraux comte de Clerfayt et du prince de Kaunitz, ceux de l'archiduc Charles et du comte de Beaulieu. Enfin l'Empereur François II s'était rendu en personne au quartier général accompagné du général Mack. Cette coalition fut encore fortifiée par le traité de La Haye, signé le 19 avril, entre l'Angleterre, la Prusse et la Hollande, et les coalisés marchèrent d'abord sur Landrecies qui tomba en leur pouvoir, le 30 avril.

Le général Pichegru avait été envoyé pour prendre le commandement en chef de l'armée du Nord ; il éprouva d'abord quelques revers et ne put s'opposer à la prise de Landrecies. Il avait sous ses ordres les corps de Souham, de Moreau, de Bonneau et une division commandée par Macdonald, mais, se sentant en forces inférieur à l'ennemi, il résolut de changer les dispositions prescrites par le Comité de salut public et de tourner l'ennemi par sa droite. Les généraux Souham et Moreau rencontrèrent et battirent successivement les corps de Clerfayt et de Kaunitz à Cassel, à Courtray, à Menin, et ils parvinrent à reprendre l'offensive en poussant l'ennemi jusqu'à Tournai et en mettant le siège devant Ypres.

Le prince de Cobourg fit marcher des forces considérables contre les divers corps de l'armée de Pichegru, et il obtint d'abord quelques succès, mais une habile manœuvre de Moreau rejeta les coalisés à Tourcoing, où les attendaient Souham et Bonneau, et là eut lieu, le 18 mai, une bataille vivement disputée ; les Français y furent victorieux et les alliés durent se retirer.

Parmi les puissances coalisées, la Convention en voulait particulièrement à l'Angleterre, car elle prescrivit par un décret du 26 mai qu'il ne serait

plus fait de prisonniers Anglais et Hanovriens. Le prince de Cobourg détacha un corps sur l'extrême-gauche de Pichegru, dans le but de débloquer Ypres : l'ennemi fut culbuté, et, le 13 juin, la ville d'Ypres, après le combat d'Hooglède, tomba au pouvoir des Français.

Pendant ce temps l'armée des Ardennes ou de Sambre et Meuse, commandée en chef par Jourdan, vint prendre part aux opérations de l'armée du Nord. Jourdan avait sous ses ordres les généraux Championnet, Lefebvre, Kléber et Marceau : le 16 avril, après avoir pris la place d'Arlon, il était venu appuyer l'extrême-droite de Pichegru et faire le siège de Charleroi. Les corps de Beaulieu, du Prince d'Orange, de l'archiduc Charles vinrent l'attaquer ; la rencontre eut lieu à Fleurus, le 16 juin ; la victoire resta longtemps incertaine, et enfin Jourdan dut quitter le champ de bataille. Le représentant du peuple en mission auprès de lui était Saint-Just, l'ami et le confident de Robespierre, et ces redoutables proconsuls ne toléraient par les moindres revers, et les généraux commandant à Fleurus furent au moment d'en être les victimes ; mais la gravité des circonstances suspendit leur arrêt.

Dès lors Jourdan poussa vivement le siège de Charleroi qui tomba en son pouvoir le 25 juin. Le lendemain 26 une nouvelle bataille s'engagea dans les champs de Fleurus et cette fois la victoire fut complète pour les Français. Dès ce moment l'armée alliée, que l'Empereur avait déjà quittée, dut se mettre en retraite sur toute la ligne, où elle fut constamment harcelée par les divers corps de l'armée française.

Le général Jourdan s'empara de Mons le 1^{er} juillet, pendant que Pichegru, de son côté, s'emparait d'Ostende le même jour ; de Tournai le 2 juillet ; de

Gand le 6, et le 10 les deux généraux en chef firent leur jonction et entrèrent ensemble à Bruxelles.

Plusieurs divisions avaient été appelées de l'intérieur ; celle du général Harty était venue renforcer l'armée de Jourdan, et celles des généraux Charbonnier et Schérer furent placées en observation devant les places de Condé, de Valenciennes, du Quesnoy et de Landrecies qui étaient encore au pouvoir de l'ennemi. Un décret de la Convention, du 4 juillet, prescrivait de passer par les armes toutes les garnisons qui ne se rendraient pas dans les 24 heures de la première sommation. Landrecies se rendit le 16 juillet et les trois autres places dans le courant d'août.

Les deux généraux en chef continuèrent rapidement leur invasion en Belgique ; Pichegru s'empara de Nieuport le 17 juillet, puis du fort l'Ecluse et enfin d'Anvers le 27. pendant que Jourdan, de son côté, s'emparait de Namur le 17, et de Liège le 27, de sorte que, dans un espace de trois mois, toute la Belgique se trouva au pouvoir des Français.

Sur le Rhin, les Prussiens et une partie de l'armée autrichienne se contentaient de couvrir Mayence et d'observer la rive droite du fleuve ; mais les impériaux voulant profiter de l'éloignement de Jourdan, les corps du comte de Mollendorff et du prince de Hohenlohe vinrent attaquer les divisions françaises de Moreau et de Michaud ; la ville de Kaiserlauten fut attaquée et prise le 23 mai ; les Français furent battus dans plusieurs combats successifs et obligés de se retirer dans les lignes de Wissembourg où se trouvait le général Desaix ; mais ils se rallièrent bientôt et prirent l'offensive ; ils repoussèrent l'ennemi au combat d'Edenkoben, le 14 juillet, et, après avoir repris la ville de Kayserlauten, ils rentrèrent dans leurs premières positions.

Sur les frontières d'Italie, l'armée des Alpes commandée par le général Dumas avait enlevé le Petit Saint-Bernard, le 1^{er} avril, et le 14 mai elle s'empara du Mont-Cenis, tandis que Masséna, commandant en chef, se rendait maître d'Oneglia le 8 mai, et, après plusieurs combats, il s'était emparé du Col-de-Tende.

L'armée des Pyrénées Orientales, commandée par Dugommier ayant sous lui Pérignon et Angereau, attaqua les Espagnols au Boulou, le 1^{er} mai, les battit, enleva leur camp et les rejeta au delà des Pyrénées. On prit Collioure le 28, ensuite Port-Vendres.

Aux Pyrénées Occidentales, Moncey passa la Bidassoa, s'empara de la vallée de Bastan, à la fin de juillet, et s'ouvrit les entrées de la Navarre et de la Biscaye.

Les Français, victorieux sur toutes nos frontières, n'avaient éprouvé d'échecs que dans ce qui se passait outre-mer. Ainsi le 22 mai, les Anglais, appelés par Paoli et Pozzo di Borgo, s'emparèrent de la Corse et bientôt le Roi d'Angleterre en prit possession, en ajoutant à ses titres celui de Roi de Corse. Enfin le 1^{er} juin, l'escadre de l'amiral Villaret-Joyeuse fut complètement battue dans l'Océan par l'amiral anglais Howe.

Malgré la pacification momentanée de la Vendée, la France gémissait toujours dans l'intérieur sous le joug du despotisme. Les prisons se remplissaient de plus en plus et fournissaient à l'échafaud un aliment toujours croissant; non seulement les honnêtes gens ne vivaient plus qu'au jour le jour, mais les premiers révolutionnaires eux-mêmes continuaient à tomber successivement sous la proscription de leurs successeurs: Péthion et Barbaroux moururent misérablement au mois de juin, en fuyant l'échafaud.

Les malheureuses victimes de tout âge et de tout sexe qui encombraient les prisons, en étaient réduites à attendre la mort comme un bienfait. Dans notre retraite, au milieu de nos travaux des champs, nous éprouvions cette fatigue d'une existence sans cesse mise en question ; cette vie de craintes et d'inquiétudes nous jetait souvent dans le plus pénible découragement. Déjà le maire de notre commune avait repoussé plusieurs dénonciations faites contre nous ; telle était donc notre cruelle position.

A Paris le peuple lui-même commençait à se dégoûter de tant de sang répandu ; il fallut transporter la guillotine sur la place de la Bastille et ensuite à la barrière du Trône où le nombre des victimes allait toujours en augmentant.

Ce système de terreur poussé à l'extrême devait cependant avoir un terme, et ce terme arriva enfin par la journée du 9 Thermidor (27 juillet 1794).

Les principaux membres du Comité de salut public étaient Robespierre, Couthon, Saint-Just, Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Carnot, Prieur, Lindet, etc., et le Comité de sûreté générale qui en dépendait était dirigé par Cambacérès et Merlin de Douai. Henriot commandait la garde nationale. Mais bientôt quelques tentatives de rivalité se manifestèrent dans le sein du Comité de salut public. Barrère et Collot-d'Herbois osèrent résister à Robespierre et peu de jours après les partisans de Robespierre déclarèrent à la Convention qu'il existait encore quelques représentants du peuple à retrancher. On connaissait la signification de ce mot terrible ; la Convention entière s'en émut. Pendant ce temps Robespierre s'assurait du concours du club des Jacobins et de la Garde nationale, et le 27 il se présenta à la Convention entouré de ses partisans.

Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Tallien et autres s'étaient regardés comme particulièrement désignés pour être retranchés ; il fallait payer d'audace et prendre l'initiative de l'attaque, car une simple défensive leur eût été fatale. Tallien se lança le premier à la tribune et formula immédiatement un acte d'accusation contre Robespierre et son parti ; il fut vivement soutenu par Billaud-Varennes, Vadier, Fréron, Cambon, Bourdon de l'Oise. Robespierre leur répondit avec un dédain menaçant. La lutte fut terrible, car c'était pour les deux partis une question de vie ou de mort. Enfin des cris de : *A bas le tyran !* se firent entendre sur plusieurs points de la salle, et dès lors la puissance de Robespierre fut ébranlée. Séance tenante, on rendit un décret d'accusation contre lui et ses amis. Il resta cependant ferme sur son banc, paraissant encore défier l'assemblée ; il comptait sans doute sur le secours de la Garde nationale que commandait Henriot, sur le club des Jacobins, sur les Montagnards de la Convention, sur une insurrection populaire enfin ; mais on procéda immédiatement dans l'enceinte même de l'Assemblée à l'arrestation de Robespierre, de son frère et de ses partisans les plus forcenés, Couthon, Saint-Just, Lebas, de manière à ne pas leur donner le temps de s'entendre. On les plaça dans des voitures séparées pour les conduire dans diverses prisons ; Robespierre fut amené à celle du Luxembourg, mais le concierge était un de ses agents dévoués ; il le reçut et le fit évader peu d'instant après ; de là Robespierre se rendit rapidement à la Commune, où le maire Fleuriot et ses adjoints s'engagèrent à le défendre. On fit un appel à la Garde nationale pour marcher en masse contre la Convention : Henriot arriva, mais il perdit la tête dans ce moment décisif, et ses ordres ne purent être exécutés.

La Convention, restée en permanence, avait mis hors la loi Robespierre et ses partisans, plus Henriot, Dumas et une partie des membres du Club des Jacobins; elle envoya en même temps plusieurs commissaires, parmi lesquels se trouvait Barras, pour diriger la garde nationale. Une grande agitation se manifesta bientôt dans le peuple : des cris de : *à bas le tyran* le dirigèrent contre Robespierre, et la garde nationale, au lieu de marcher sur la Convention, vint attaquer la maison commune où se trouvaient Robespierre et Henriot.

Robespierre, se voyant alors définitivement perdu, se tira un coup de pistolet dans la bouche ; mais il ne fit que se briser la mâchoire sans se tuer (1). On se hâta de mettre sur sa blessure un léger appareil, et on le transporta aussitôt à la Conciergerie, où il passa la nuit en proie à d'horribles souffrances ; sa mâchoire était complètement fracassée.

La mise hors la loi dispensait de toutes formes judiciaires : aussi le lendemain 28 juillet, Robespierre, son frère, Saint-Just, Couthon, Henriot, Dumas et vingt autres de leurs plus zélés partisans furent conduits en charrettes sur la place de la Révolution où était dressée la guillotine. Ils traversèrent Paris au milieu des insultes et des cris de joie de cette même populace qui les encensait auparavant, et ils furent tous exécutés par la main du même bourreau qui leur avait obéi si longtemps : Robespierre fut exécuté le dernier, horriblement défiguré par son affreuse blessure. Le même jour, le club des Jacobins fut fermé, ses membres dispersés, et pendant les journées du 29 et du 30, plus de quatre-vingts Jacobins et autres partisans de Robes-

(1) Il y aurait là point à controverse. — Voir le récit du gendarme Merda qui se vanta d'avoir tiré sur Robespierre, et l'*Histoire de Robespierre*, par E. Hamel.

pierre le suivirent sur l'échafaud. Ainsi se termina le terrible mouvement du 9 Thermidor.

Barrère, Collot-d'Herbois étaient assez disposés à hériter de son influence sur le Comité de salut public ; mais la Convention se hâta de décréter que les membres de ce Comité seraient renouvelés tous les mois et elle prononça leur inviolabilité ; il fallait donc suivre une nouvelle voie, arrêter le cours des exécutions journalières, et la France put enfin jouir de quelque tranquillité : le règne de la grande terreur était fini, et chacun pouvait enfin espérer un lendemain.

Après la mort de Robespierre, on se vengea sur sa mémoire de ce qu'il avait fait souffrir à la France pendant sa domination ; on fit courir cette épitaphe pour être placée sur sa tombe :

Sous cette pierre
Ci-git Robespierre.
Passant ne pleure pas son sort
Car s'il vivait tu serais mort.

On vit paraître aussi un chant célèbre : *Le Réveil du Peuple* qui eut autant de vogue qu'avait eu celui de la *Marseillaise*. J'étais encore bien jeune à cette époque, mais je n'ai jamais pu oublier la terreur qui s'attachait au seul nom de Robespierre.



CHAPITRE VII

Après thermidor. — Les partis en présence. — Événements politiques et militaires aux frontières et à l'intérieur.

La chute des terroristes et la fin de leur règne furent accueillies avec acclamation dans toute la France et la Convention dut bientôt revenir sur les principales mesures de l'odieuse violence dont elle avait tant abusé.

Dès le 10 août, un décret modifia les attributions du tribunal révolutionnaire en rétablissant la libre défense, c'est-à-dire en permettant aux accusés de se pourvoir de défenseur ; l'autorité des Comités de salut public et de sûreté générale fut limitée et remplacée sous la dépendance de la Convention.

Bientôt enfin les plus ardents révolutionnaires, tels que Barrère, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Carnot sortirent du Comité de salut public qu'ils avaient si longtemps dirigé. Ce retour à un système plus modéré effraya les hommes de sang qui avaient survécu aux chefs de la terreur ; ils ne manquèrent pas de crier à la réaction et de faire de l'épithète de contre-révolutionnaire une injure et un épouvantail tout à la fois.

Deux têtes importantes tombèrent après le 9 thermidor : celles de Carrier et de Fouquier-Tinville, les deux hommes les plus féroces de cette époque. Cette réaction avait encore fait rentrer dans le sein de la Convention 73 députés exilés ou en fuite, et elle n'avait fait en cela qu'une œuvre de juste réparation ; mais la Convention n'était pas entièrement purgée d'anarchistes, et elle comptait encore parmi ses membres quelques-uns de ces incorrigibles révolutionnaires que le 9 thermidor avait

glacés d'épouvante et réduits momentanément au silence. Ils ne tardèrent pas à s'agiter pour ressaisir le pouvoir dont ils étaient dépossédés, et nous les retrouverons bientôt s'épuisant en nouvelles tentatives contre la paix que commençait à goûter la France.

La majorité de la Convention comprit si bien qu'elle n'en avait pas fini avec les agitateurs qu'elle vota successivement de nombreux décrets préservatifs. Ainsi le 16 octobre, elle défendit comme subversives du gouvernement et contraires à l'unité de la République, toutes affiliations, fédérations, correspondances en nom collectif entre Sociétés, sous quelque domination que ces Sociétés existassent.

Ce décret était un acheminement à la fermeture du club des Jacobins qui fut suspendu le 12 novembre pour être définitivement interdit le 24 janvier 1795. Ainsi le 24 décembre, toutes les lois portant fixation d'un maximum sur les prix des denrées et marchandises furent abrogées, et le 30 du même mois, le décret qui ordonnait de ne faire sur les Anglais et les Hanovriens aucuns prisonniers fut rapporté.

Après les horribles tempêtes dont la France avait tant souffert, le 9 thermidor sembla rendre le calme au pays, et ce calme ramena les esprits au culte des sciences, des lettres et des arts. Le 30 novembre, la Convention décréta l'établissement de l'Ecole normale destinée à former des instituteurs et à rendre l'enseignement uniforme, quand le 28 septembre, sur un rapport de Fourcroy, elle avait déjà définitivement fondé l'Ecole polytechnique.

On trouve dans les documents publiés la première trace de cette école libre, lors de l'installation de la *Commission des travaux publics* (21 ventôse, an II). Cette école centrale fut le berceau de l'insti-

tution d'où la France a tiré ses officiers les plus instruits, ses ingénieurs les plus distingués.

Avant de clore le récit des événements funestes ou heureux qui ont rempli l'année 1794, il est bon d'analyser rapidement les faits militaires de nos armées sur toute la ligne de nos frontières.

Après la réduction des places de la Flandre, Pichegru, toujours général en chef de l'armée du Nord, se porta sur Turnhout pour envahir le Brabant hollandais, et sépara, par cette marche hardie, les deux généraux qui lui étaient opposés, le duc d'York et le prince d'Orange. Le duc d'York prit position à Bois-le-Duc, cherchant à se lier, par Ruremonde, avec Clerfayt, et, le prince d'Orange, ne cherchant qu'à couvrir la Hollande prête à lui échapper, établit son quartier général à Gorcum. Pichegru fit contenir les Hollandais par une seule division et se porta sur Boxtel où il battit le duc d'York qu'il rejeta au-delà de la Meuse, à quinze heures de l'extrême-gauche des Impériaux.

Pour achever de séparer l'armée anglaise de l'armée hollandaise, Pichegru investit Bois-le-Duc qui capitula le 9 octobre, tandis que, la veille, Moreau avait brusquement mis le siège devant Venloo.

La conquête de la Hollande termina dignement cette année de victoires; l'armée de Sambre-et-Meuse sous les ordres de Jourdan, à qui Schérer s'était rallié, avait repris l'offensive, forcé le passage de l'Ourthe et l'Aivaille, culbuté Latour qui défendait ces deux rivières et s'avancait sur la route d'Aix-la-Chapelle.

Kléber, Schérer, Marceau, secondant le général en chef, attaquèrent Maestricht le 17 septembre et battirent les Impériaux au combat de Sprimont le 18; et livrèrent enfin le 2 octobre la bataille d'Al-denhoven, journée sanglante et glorieuse pour nos armes.

Jourdan conduisit le centre de notre armée, Lefebvre, l'avant-garde, Kléber la gauche et Schérer la droite. Les Impériaux firent des prodiges de valeur; le général Latour s'illustra par son audace et sa persistance à disputer le terrain, mais la victoire nous resta. Les généraux Clerfayt et Latour perdirent 4,000 hommes tués ou blessés et mille prisonniers de leurs meilleures troupes. Ils durent passer le Rhin à Cologne et à Bonn, entraînant dans leur retraite Mélas qui se replia par Coblenz et Andernach poursuivi par l'armée de la Moselle.

Marceau qui commandait l'extrême droite de Jourdan, entra dans Coblenz et Andernach, donnant la main à l'avant-garde de l'armée de la Moselle, et nos trois armées du Nord, de Sambre-et-Meuse et de la Moselle firent leur jonction sur le Rhin, se déployant de Spire à Dusseldorf.

Maestricht capitula devant Kléber le 4 novembre. Après la retraite des Impériaux, au-delà du Rhin, le duc d'York abandonna la Meuse et se replia sous le canon de Nimègue.

Moreau avait momentanément remplacé Pichegru dans son commandement; il franchit la Meuse à Tefelen, s'empara du pont de Thiel, et fit capituler Nimègne abandonnée à sa propre garnison. L'armée française était exténuée par les fatigues, les privations et l'insalubrité du sol; mais le rigoureux hiver de 1794 vint prêter à nos troupes un secours inespéré : tous les obstacles qui défendaient la Hollande disparurent et nous pénétrâmes dans l'île de Bommel, protégés par les glaces qui avaient affermi les marécages et les eaux de la Meuse. Pichegru entra dans Amsterdam, où sa présence fit éclater une révolution. Bientôt l'armée envahit la Zélande et le Brabant; Rotterdam, La Haye, reçurent garnison française et quelques escadrons

lancés jusqu'au Helder s'emparèrent de la flotte engagée dans les glaces au mouillage du Texel.

Cette brillante campagne fit de la Hollande une alliée de la République française, et la Prusse traita de la paix qui fut signée dans le mois de janvier 1795.

En Italie, nos troupes n'étaient pas restées inactives : Masséna avait attaqué et battu les Piémontais à Cairo.

Aux Pyrénées-Orientales Dugommier, brillamment secondé par Augereau, avait attaqué les lignes de Figières défendues par 50,000 Espagnols, et livré la bataille de la Montagne-Noire où il fut tué d'un éclat d'obus le 18 novembre. Pérignon le remplaça et Figières capitula après six jours de siège.

Aux Pyrénées-Occidentales, le général Moncey s'empara de Saint-Sébastien.

La guerre de la Vendée se poursuivait toujours ; la Convention avait fait arrêter le général Turreau qui avait si bien exécuté les ordres des terroristes, et lui avait donné pour successeur le général Vimeux qui s'était conduit avec humanité. La guerre avait donc changé de face ; la Convention fit plusieurs traités avec les différents chefs vendéens, et le 2 décembre, il fut décrété que toutes les personnes connues sous les noms de Vendéens ou de Chouans qui déposeraient les armes seraient amnistiées.

Ayant toujours conservé notre appartement à Versailles, nous résolûmes d'y venir passer l'hiver qui fut excessivement rigoureux. Nous avions laissé à Fontenay un homme de confiance qui était chargé de nous apporter des provisions. Je m'étais proposé d'étudier de mon mieux pendant ce séjour à Ver-

sailles, car je commençais à rougir de mon ignorance. J'avais entendu répéter sans cesse que les nobles étaient des sots, qui ne savaient rien et qui n'étaient bons à rien, et je m'étais bien promis de saisir la première occasion de faire mentir nos détracteurs. Malheureusement je tombai malade; j'eus la rougeole et cette maladie était grave par un hiver aussi rigoureux. Ma mère fit porter mon lit dans sa chambre et là elle ne me quittait ni jour ni nuit; ma maladie fut longue, et au printemps, nous retournâmes à Fontenay pour achever ma convalescence.

Cet hiver pénible et ma maladie avaient complètement épuisé nos faibles ressources; nous dûmes renoncer définitivement à conserver notre appartement de Versailles et nous nous résignâmes à reprendre à Fontenay nos travaux des champs. Il est vrai que ce sacrifice fut adouci par la sécurité qui semblait devoir nous entourer; nous n'étions plus obligés de nous cacher; nous n'avions plus à redouter les dénonciations; nous respirions enfin dans notre dénuement. Nous transportâmes à Fontenay quelques meubles, et parents et amis ne tardèrent pas à venir nous visiter.

Le commencement de l'année 1795, vit s'accomplir, le 3 janvier, un acte politique de la plus haute gravité, en ce qu'il consumma le partage de la Pologne par la Russie, l'Autriche et la Prusse. Ce partage fut une spoliation flagrante qui a rendu légitimes les divers soulèvements du peuple polonais pour reconquérir sa nationalité. Le 19 janvier, le ministre de Russie notifia au corps diplomatique à Varsovie, qu'il n'existait plus de royaume ni de république en Pologne, et cette notification fut suivie quelques mois après de l'acte d'abdication de Stanislas Poniatowski, dernier roi de Pologne qui, en échange, reçut de la Russie une pension alimentaire.

Le 9 thermidor avait ouvert les prisons à Paris et dans toute la France ; et cependant les enfants de Louis XVI étaient toujours enfermés dans la cour du Temple. Les Comités de salut public et de sûreté générale s'émurent de quelques bruits qui couraient sur la prochaine délivrance de ces augustes captifs, et ils chargèrent Cambacérès de faire à la Convention un rapport contre la mise en liberté des princes orphelins. Son rapport fut écouté et approuvé, ce qui dénote que le parti vaincu avec Robespierre était encore redoutable après la mort de son chef.

Cependant la majorité de la Convention s'efforçait d'affaiblir et même de détruire l'influence des minorités factieuses, et le 21 janvier elle décréta la division de la commune de Paris en douze arrondissements ou municipalités, mesure qui anéantit l'autorité des Jacobins et de leurs adhérents.

Le 2 mars, la Convention, triomphante de la victoire qu'elle venait de remporter sur les factieux, agit avec vigueur et décréta d'accusation et d'arrestation Barrère, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois et Vadier, principaux auteurs des mesures sanglantes et despotiques du Comité de salut public. Le sort de Robespierre leur était réservé s'ils n'eussent été vivement défendus par d'habiles collègues qui firent valoir en leur faveur toutes les raisons qu'ils avaient eux-mêmes combattues à l'époque du procès de Louis XVI. Ainsi Carnot s'opposa à ce que l'Assemblée s'érigeât en jury ; mais en dépit des efforts des accusés et de leurs amis, la Convention s'empara du procès et fit comparaître à sa barre les quatre inculpés le 1^{er} avril.

Barrère chercha à se disculper d'avoir mis la terreur à l'ordre du jour, en rejetant sur Robespierre tout l'odieux de cette mesure, il n'opposa que des hypothèses à des faits, des déclamations à des preuves. Carnot son complice le défendit ainsi

que ses co-accusés : mais leurs efforts n'excitant plus de sympathie, les agents des anciens comités soulevèrent la populace abjecte des faubourgs et une députation se présenta pour intimider les juges ; mais la Convention brava toutes les menaces de ces forcenés et décréta la déportation des quatre accusés, ainsi que l'arrestation de plusieurs autres conventionnels de la même faction. Paris fut mis en état de siège et Pichegru fut chargé du commandement en chef. La force militaire devient déjà nécessaire pour défendre l'autorité des législateurs.

Cette journée a pris dans l'histoire de la révolution le nom de journée du 12 germinal.

Le 7 avril, un décret établit l'uniformité des poids, mesures et monnaies suivant le système décimal destiné à simplifier tous les rouages de la comptabilité.

Le 9 du même mois, la Convention ordonne le désarmement des terroristes.

La mémorable journée du 1^{er} prairial (20 mai) s'annonça bientôt par de sourdes rumeurs. L'exécution en place de Grève de Fouquier-Tinville et de quinze juges de l'ancien tribunal révolutionnaire, avait enlevé toute illusion aux Jacobins, aux terroristes et ils comprenaient qu'une tentative hardie, désespérée pouvait seule les replacer au pouvoir. Ils eurent donc recours à leur armée de réserve, à la populace des faubourgs, et résolurent d'exploiter la disette, ce mobile puissant et terrible dont les révolutionnaires de tous les temps ont su tirer un si dangereux parti.

Le tocsin rassembla au milieu de la nuit des milliers de compagnons ouvriers qui se dirigèrent sur les Tuileries ; ces soldats de l'anarchie placèrent à leurs premiers rangs des femmes, des enfants pour faire hésiter les troupes chargées de les combattre, et brisant les portes de la salle des séances, ils

envahissent la Convention, demandant avec des cris menaçants : *du pain !! la Constitution de 93, et la liberté des patriotes !*

Le député Feraud fut tué d'un coup de pistolet en voulant s'opposer à ces excès ; sa tête fut placée au bout d'une pique et présentée à Boissy-d'Anglas, président de l'Assemblée qui, par un acte de froide intrépidité, se leva, et se découvrit avec respect devant ce trophée sanglant.

Le calme héroïque de Boissy-d'Anglas, dans cette journée qui fit la gloire de toute sa vie, sauva la Convention, sauva la France. Les vociférations, les menaces, les coups, les intimidations de toute espèce ne parvinrent pas à l'arracher de son fauteuil, et il sut maintenir par son noble exemple chacun de ses collègues sur son siège, pendant que la foule furieuse se livrait à toutes les orgies de sa démente.

Cette tempête ne dura pas moins de dix heures, et ce fut seulement vers minuit que les troupes des sections dédagèrent l'Assemblée mettant en fuite la horde des assassins qui pendant huit jours encore essaya de soulever la population de Paris. Ils amenèrent des canons aux Tuileries, mais ils furent repoussés jusque dans le faubourg Saint-Antoine qu'on désarma. La Convention décréta d'accusation trente de ses membres qui avaient trahi leurs projets anarchiques dans ces journées de désordres ; parmi ces inculpés, treize Jacobins furent condamnés à mort par une commission militaire et ils se rendirent justice en se frappant eux-mêmes aussitôt que leur arrêt leur fut signifié.

Le 30 mai la Convention décréta, sur un rapport de Lanjuinais, le rétablissement de la célébration des cultes et les familles chrétiennes purent retourner aux pieds des autels prier pour la France que tant de désastres avaient frappée. Puis le 31 mai,

elle supprima le tribunal révolutionnaire, et ce fut sur le rapport de Porcher de Richebourg que la loi expiatoire fut rendue aux applaudissements du peuple dans Paris.

Cependant les enfants de Louis XVI étaient toujours enfermés au Temple ; le jeune duc de Normandie, Louis XVII, fut séparé de sa sœur et surveillé avec une grande rigueur. Enfin, le 8 juin il mourut affaibli par les mauvais traitements qu'il eut à subir, par une nourriture malsaine et par le défaut d'air et d'exercice.

Vers la même époque la guerre se rallumait dans la Vendée : Charette s'était engagé, par promesse faite au comte d'Artois, à reprendre les armes, et il réunit 12.000 hommes à 15 lieues de Fontenay-le-Comte, dès le 24 juin.

Les Anglais préparaient, avec ostentation, dans leurs ports, une expédition destinée à jeter sur les côtes de la Bretagne, un corps d'émigrés dont ils devaient protéger le débarquement et soutenir les opérations. La Convention alors retira les décrets favorables aux émigrés et prit des mesures énergiques pour recommencer la guerre de Vendée.

Le général Hoche fut chargé du commandement des troupes destinées à s'opposer aux progrès des royalistes. Le conventionnel Tallien sollicita une mission à l'armée républicaine, et il y fut envoyé avec des pouvoirs supérieurs, en qualité de représentant du peuple.

Le 7 juin, l'escadre anglaise, composée de neuf vaisseaux ou frégates et autres bâtiments légers, vint aborder sur la plage de Carnac, entre le golfe du Morbihan et la presqu'île de Quiberon, et débarqua 6 000 royalistes qui se réunirent aux bandes vendéennes, commandées par MM. de Tenteniac et Georges Cadoudal. L'escadre anglaise était sous les ordres du commodore sir John Warren. Les chefs

de l'expédition royaliste furent le comte de Puitsaye et le comte d'Hervilly qui d'abord s'emparèrent du village de Locmaria ou Quiberon et du petit fort de Penthièvre.

Ce fut au nom de Louis XVIII que Penthièvre fut occupé et les émigrés se resserrèrent dans cette position sous la protection des batteries de la terre ferme. La lenteur que déployèrent les royalistes permit au général Hoche de rassurer ses troupes qui avaient été effrayées dès le débarquement par les quelques avantages de leurs ennemis; mais les succès des émigrés ne furent pas poursuivis et bientôt des dissensions éclatèrent.

En s'emparant de Penthièvre et de Quiberon, l'armée royaliste avait fait de nombreux prisonniers, et ces prisonniers, traités avec humanité, avaient pris la cocarde blanche et avaient renforcé les troupes de débarquement.

Quatre éléments bien distincts composaient donc les forces des royalistes qui comptaient dans leurs rangs des émigrés, des enrôlés à la solde de l'Angleterre, des enrôlés faits parmi les prisonniers sur le champ de bataille et des chouans, nom que les intrépides Vendéens prenaient avec orgueil.

Si les chefs royalistes se fussent résolument portés en avant, en se faisant suivre de la division de réserve, commandée par le comte de Sombreuil, nul doute que la Bretagne entière ne se fût couverte de soldats.

Or, pour atteindre ce résultat, il eût fallu qu'un prince de la maison de Bourbon se mit à la tête des troupes; mais l'absence du comte d'Artois, retenu par les Anglais sur un des vaisseaux de l'escadre, perdit une cause qu'environnaient cependant les plus brillantes espérances. Les 16 et 17 juillet, les émigrés attaquèrent les républicains à Sainte-Barbe, au débouché de la presqu'île, mais une

fausse manœuvre du comte de Vauban fit manquer cette attaque, où le comte d'Hervilly fut blessé mortellement.

L'indiscipline ne tarda pas à éclater parmi les troupes soldées ; quelques transfuges du parti républicain désertèrent le parti royaliste ; d'autres complotèrent pour livrer la garnison du fort de Penthievre, et ce poste tomba entre les mains des soldats de la république. Ceux qui tentèrent de le défendre furent égorgés. Les émigrés furent cernés de toutes parts, leur camp fut enlevé et ce fut à peine si deux mille hommes parvinrent à trouver un refuge sur quelques chaloupes anglaises.

Le comte de Sombreuil se dévoua au salut de ceux qu'il commandait ; il refusa de se rembarquer et lutta avec vigueur jusqu'au 22 juillet. Enfin, comptant sur l'honneur français, il traita avec les généraux Hoche et Humbert, et mit bas les armes afin de sauver la vie à ses soldats qui lui restaient.

Les royalistes avaient une si aveugle confiance dans la loyauté de leurs ennemis qu'ils ne voulurent pas profiter des occasions nombreuses que leur offraient pour s'évader les faibles escortes chargées de les conduire à Vannes et à Auray.

Tallien partit pour Paris aussitôt après le désastre de Quiberon et laissa à son collègue Blad le soin d'organiser les commissions militaires devant lesquelles les prisonniers devaient comparaitre. Tallien monta à la tribune de la Convention le jour même de l'anniversaire du 9 thermidor, et fit sur l'affaire de Quiberon un rapport emphatique et injurieux pour les vaincus ; dans ce rapport il demanda qu'on appliquât aux prisonniers les lois rendues contre les émigrés. La Convention adopta ses conclusions, malgré les avis du général Hoche, et comme les commissions militaires de Vannes s'y refusaient, on forma un nouveau Conseil dans la

petite ville d'Auray, et les prisonniers de Quiberon furent tous fusillés par fournées de cinquante et soixante dans une vallée voisine.

Personne ne fut épargné dans ce massacre ; le comte de Sombreuil, sommé de se mettre à genoux pour recevoir le coup mortel, répondit avec une intrépide fermeté : « Je fléchis le genou devant « Dieu dont j'adore la justice ; je me relève devant « vous, misérables assassins. » Ce héros du parti royaliste avait 26 ans (1).

L'évêque de Dôle, respectable vieillard fait prisonnier à Quiberon, voulut partager le sort de ses compagnons et périt comme eux. Le nombre des victimes fut de douze cents environ, parmi lesquels se trouvait l'élite de notre marine.

Cette sanglante catastrophe plongea ma famille dans la douleur. Parmi les royalistes fusillés à Auray, nous comptons de nombreux amis. Nous ne pouvions que flétrir la conduite des Anglais qui furent coupables, car non seulement l'escadre britannique n'appuya pas les opérations des émigrés, mais elle eut le déshonneur insigne de prendre le large lorsqu'il s'agissait de rembarquer les troupes qu'elle avait mises à terre et de protéger leur retraite.

Ce nouveau désastre des royalistes, les lois révolutionnaires rendues contre les émigrés et la disette nous firent croire que nous ne tarderions pas à revenir au régime de la terreur. Nous continuâmes de séjourner à Fontenay, toujours occupés de nos travaux, cherchant à nous pourvoir de quelques provisions et recevant ceux de nos anciens amis qui nous venaient visiter. Le maire de Fontenay venait toujours nous voir et nous le recevions avec plaisir,

(1) Sur l'affaire de Quiberon diversement jugée, voir les ouvrages, en sens contraire, de MM. Nettement et Chassin.

car nous ne pouvions payer d'ingratitude la protection qu'il nous avait donnée pendant les plus mauvais jours de 1793 et 1794.

Quoique nous fussions encore agités par de vives inquiétudes, notre famille se reposait un peu des terribles émotions des années précédentes, et nous nous faisons aider dans nos travaux par des journaliers. Nous vîmes souvent MM. Thoron qui, arrivant de notre province, nous apportèrent des nouvelles détaillées du département de l'Aude, où nous avions laissé notre plus jeune frère à la garde et aux soins d'un oncle et d'une tante, sœur de ma mère.

Notre cousin Charles d'Hautpoul, capitaine du génie, rayé des cadres de l'armée, par suite du décret rendu contre les nobles, vint aussi nous voir et par son esprit et sa gaité charma souvent notre retraite. Nous avons vu qu'après sa destitution il s'était retiré à Sens, où il avait l'état de garçon meublier, et il nous raconta les aventures de cette bizarre position. Il était doué d'une voix agréable et d'une tournure distinguée et, en maniant son rabot, il chantait des airs d'opéras qui attirèrent bientôt sur lui l'attention des habitants et amenèrent chez son patron de nombreux chalands, si bien qu'on faisait des commandes dans le seul but de faire apporter les objets confectionnés, uniquement pour voir l'ouvrier qui recevait de bons pourboires.

Le général Aubert du Bayet, étant devenu ministre de la guerre, le réintégra dans les fonctions de son grade et l'employa à Versailles d'où il venait nous visiter à Fontenay. Son aimable caractère nous procurait des distractions dont notre vie habituelle avait le plus grand besoin.

L'armée 1795 s'acheva donc pour nous assez paisiblement. Le 3 août la Convention, continuant sa protection aux sciences, aux lettres et aux arts, décréta l'établissement à Paris d'un Conservatoire

de musique. Le 23 du même mois, elle prononça la dissolution définitive des assemblées connues sous le nom de clubs, ou sociétés populaires ; mais ces décrets successifs furent presque tous accompagnés de lois rendues contre les prêtres, contre les émigrés, contre tous ceux enfin qu'on soupçonnait d'affection pour le régime monarchique. La Constitution de l'an III, adoptée le 22 août, fut elle-même appuyée d'un préambule qui déclarait que « jamais la nation ne souffrirait la rentrée des Français qui, ayant abandonné la patrie depuis 1789, ne seraient pas compris dans les exceptions portées aux lois contre les émigrés », et il fut interdit aux corps législatifs de faire de nouvelles exceptions sur ce point.

Nous devons donc concevoir des craintes sérieuses et voir des menaces dans les précautions de cette haine implacable des révolutionnaires contre les anciens amis et les défenseurs de la monarchie.

Après avoir conquis la Hollande nos armées étaient restées à peu près inactives aux frontières du Nord et de l'Est, pendant les mois de l'été de l'année 1793.

Les vaisseaux de la République livraient quelques combats sans résultats importants dans les deux mers.

Le 7 juin, la ville de Luxembourg, non soumise, fut prise par le général Jourdan, après un siège de 8 mois. La garnison forte de 12,000 hommes et commandée par le feld-maréchal Bender, se rendit par une capitulation qui assura sa liberté.

La République avait encore à combattre l'Autriche, et les princes de Saxe, de Souabe et de Bavière. Pour attaquer ces puissances, il fallait franchir le Rhin ; les Impériaux nous opposèrent deux armées commandées, l'une par Wurmser, l'autre par Clerfayt. Wurmser occupait avec plus de 80,000 hommes, toute la ligne de la Suisse au Neckar ; Clerfayt

avec près de 100,000 hommes, couvrait tout le Bas-Rhin et s'était posté de sa personne sur le Mein, faisant face à Mayence.

La République opposa aux Impériaux l'armée de Rhin-et-Moselle, commandée par Pichegru, occupant l'Alsace, le Palatinat et bloquant Mayence ; l'armée de Sambre-et-Meuse, sous les ordres de Jourdan et développée d'Essembourg à Bingen. Notre parent d'Hautpoul, alors général de brigade, commandait la cavalerie de Jourdan. Enfin l'armée du Nord, aux ordres de Moreau, contenait la Hollande et garantissait la neutralité de la Prusse.

Au lieu de porter la guerre au cœur de l'Allemagne, on se borna à entreprendre le siège de Mayence. En même temps Jourdan s'empara de Dusseldorf ; le 7 et le 8 le gros de l'armée républicaine franchit le Rhin après avoir culbuté le corps du général d'Erbach. Le prince de Wurtemberg et le général Wartensleben tentèrent de couvrir les hauteurs de Siegbourg, mais ils furent rejetés sur la rive droite de la Lahn par Marceau. Clerfayt vint au secours de ses lieutenants, mais Jourdan l'arrêta à Limbourg, le força à la retraite et prit possession de Manheim. Le général d'Hautpoul contribua puissamment au succès de la journée de Limbourg ; mais le général Clerfayt reprit bientôt tous les avantages de la campagne, au combat de Wielblingen (24 septembre) où il fut vainqueur et aux lignes du blocus de Mayence qu'il rompit le 10 octobre.

En Italie, notre armée n'avait obtenu aucun succès ; Kellermann avait tenté de s'opposer aux efforts des Impériaux et des Piémontais, commandés par les généraux Dewins et Colli ; elle se maintint jusqu'à l'arrivée de Schérer et d'Angereau qui changèrent la face des choses ; Kellermann fut remplacé par Schérer.

En Espagne les généraux Pérignon et Schérer

avaient enlevé la place de Roses et battu les Espagnols sur la Fluvia.

Aux Pyrénées Occidentales, Moncey avait pris Bilbao, assiégé Pampelune, battu l'ennemi à Vittoria, et se préparait à franchir l'Ebre, lorsque le Roi d'Espagne demanda et obtint la paix (22 juillet). Par ce traité, signé à Bâle, la France rendit les conquêtes en Biscaye et en Castalogne, et l'Espagne céda la partie de Saint-Domingue qu'elle possédait.

Pendant que ces faits militaires s'accomplissaient, la France se préparait à passer sous le régime d'une constitution nouvelle. Cette constitution, dite de l'an III, accorda le droit de voter dans les assemblées primaires à tout citoyen français âgé de vingt et un ans et elle confiait le pouvoir à cinq directeurs nommés par les conseils et rendait les ministres, choisis par le Directoire, responsables.

Cette constitution fut proclamée le 23 septembre, mais la Convention sentant faiblir entre ses mains l'action révolutionnaire, décréta le 13 fructidor, par mesure de précaution, que les assemblées électorales prendraient les deux tiers des membres que chacune d'elles avait à fournir au corps législatif.

Ce décret amena la journée du 13 vendémiaire.

Dès les 23 et 26 septembre des rassemblements tumultueux troublèrent Paris dans le but de faire rapporter le décret du 13 fructidor.

La Convention déclara de son côté que si son autorité n'était pas respectée, elle irait siéger dans une ville de province.

Le 5 octobre (13 vendémiaire) quelques bataillons des sections s'avancèrent pour dissoudre la Convention. Barras commandait les troupes qu'on leur imposa, et il avait sous ses ordres ce même Bonaparte que nous avons vu se distinguer au siège de Toulon et qui peu de temps après fut nommé général de brigade. Ce général fut envoyé au devant des

insurgés, les rencontra près de l'église Saint-Roch, les attaqua avec vigueur et les foudroya sans ménagement ; on porte à deux mille le nombre de ceux qui périrent dans cette journée. C'est de cette époque qu'il prit un rôle politique dans notre histoire.

Le 13 Vendémiaire est la date du dernier acte d'insurrection des masses populaires jusqu'à l'année 1830, et la Convention termina sa session par un décret d'amnistie, rendu le 26 octobre, pour tous les délits révolutionnaires ; les émigrés et les prêtres déportés furent seuls exceptés de cette amnistie. Ce même jour la Convention se constitua en corps électoral et, le 27 octobre, les Conventionnels, élus par le peuple, procédèrent à la division du corps législatif en deux conseils.

Le 28 octobre, les deux Conseils tinrent séance ; celui des Anciens aux Tuileries, dans la salle de la Convention ; celui des Cinq-Cents dans la salle dite du Manège. Le peuple fit de bonnes sélections, car il envoya au Conseil des hommes tels que Dupont de Nemours, Barbé-Marbois, Tronchet, Boissy-d'Anglas, Lanjuinais, etc. Forcé de faire son choix parmi les anciens Conventionnels, il eut le bon esprit d'accumuler ses votes sur ceux qui luttèrent contre le Jacobinisme.

Le 1^{er} novembre, les cinq membres du Directoire investis du pouvoir exécutif furent : Reveillère-Lepeaux, Letourneur, Rewbel, Barras et Carnot, tous conventionnels et régicides.

Le 4 novembre, le Directoire s'installa au Luxembourg et forma son ministère. Merlin de Douai fut nommé ministre de la Justice.

Après les terribles épreuves que la France avait eu à subir depuis l'établissement de la république, tout changement dans le gouvernement nous apparaissait comme une espérance d'aveuir.

Cependant les Conseils se trouvaient composés

en majorité d'hommes que la Convention avait rendus fatalement célèbres, et ce n'était pas là un gage de sûreté pour ceux qui aspiraient au repos du pays, au salut de la société.

Quant au Directoire, il devait nous inspirer de vives appréhensions pour ne pas dire plus, car ces cinq gouvernants révolutionnaires, violents et tous cinq régicides, nous étaient connus de longue date, par le mal qu'ils avaient fait à la France.

Ainsi Réveillère-Lepeaux avait fondé le club des Jacobins, qu'il avait déserté pour passer au club des Feuillants. Il s'était montré l'ennemi juré des prêtres non assermentés et s'était couvert de ridicule en devenant le grand pontife de la *Théophilanthropie*, culte bizarre et impie dont il fut l'inventeur et l'apôtre.

Ainsi Rewbel avait concouru à tous les actes insensés de la révolution et avait voulu s'associer au crime capital de la Convention, en demandant de Mayence, où il remplissait une mission « la tête de Louis Capet ».

Ainsi Letourneur avait donné par son peu d'énergie la mesure de son dévouement à la morale lorsque, par faiblesse et timidité, il avait suivi Carnot dans tous ses excès et voté la mort de Louis XVI sans sursis, pour plaire aux furieux qui souillaient la nation.

Quant à Barras et Carnot, nous avons eu trop d'occasion déjà de mettre leur conduite en évidence pour qu'il soit besoin d'y revenir et de les caractériser.

Le Directoire nous effrayait donc à juste titre, et nous ne cherchions réellement nos espérances et nos consolations que dans l'esprit populaire qui semblait s'être épuré, s'être affranchi des doctrines subversives dont les tyrans et les bandits politiques l'avaient nourri depuis 1789.

CHAPITRE VIII

Aux frontières. — Madame Royale délivrée. — A Fontenay et à Versailles. — Nouvelles de famille. — Mon professeur M. Liautard. — La sœur Jaubert. — Mort de ma mère. — Le dix-huit fructidor.

Ma famille qui avait eu à subir de si rudes épreuves, partagée, comme la France entière, les illusions que pouvait faire naître tout changement de gouvernement. La Convention nous avait inspiré une horreur trop profonde et trop bien fondée pour ne pas éprouver une sorte de soulagement à voir ce mot sinistre effacé des actes politiques. Cependant la situation n'était pas nette et nous devions redouter de nouvelles alarmes. Nous avions vu le peuple se soulever au 13 vendémiaire pour une cause légitime, mais nous ne pouvions que déplorer ces mouvements populaires dont les conséquences sont toujours fâcheuses. Enfin nous avons assisté à la défaite du peuple vaincu pour la première fois par l'épée d'un soldat dont nous ne pouvions alors prévoir la brillante destinée. Donc la Révolution prenait un nouveau cours et son développement s'offrait imprévu.

Au milieu de ces changements, la guerre continuait aux frontières et nos armées s'illustraient dans de mémorables combats. La retraite de Jourdan et de Pichegru était réparée par l'intrépidité intelligente de Marceau; le 16 et le 17 décembre, Jourdan ayant repris l'offensive, Marceau attaquait en même temps l'avant-garde de Clairfayt, le battait à Sulzbach et pointait jusqu'à Dusseldorf dont il se rendait maître. Un armistice était signé à la suite de ces faits d'armes.

En Italie, la libre communication avec Gênes était ouverte grâce aux efforts combinés de Schérer, d'Angereau, de Sérurier et de Masséna et à la vic-

toire de Loano (23 novembre). Schérer n'ayant pas profité d'un succès dont les résultats eussent pu être très grands fut bientôt disgracié.

Les Anglais qui avaient opéré un nouveau débarquement en Vendée, évacuaient bientôt l'île d'Yeu livrant ainsi Charette aux forces imposantes dont disposait le général Hoche.

Tels furent les faits militaires importants de l'année. Le dernier mois fut signalé par un événement dont se réjouirent non seulement les anciens amis de la monarchie, mais encore tous ceux dont la Révolution n'avait pas entièrement flétri le cœur. Le 19 décembre, Madame, fille de Louis XVI, la seule qui restât de l'infortunée famille royale sortit de la tour du Temple après une captivité de quarante mois. Sa délivrance fut négociée par le cabinet autrichien qui se promettait de faire épouser la princesse par un frère de l'Empereur, alliance qui, suivant la tactique de ce cabinet, devait faire, dans un temps donné, rentrer l'Alsace et la Lorraine dans l'héritage de la maison d'Autriche. Le 26 décembre Madame fut échangée près de Bâle contre les conventionnels Camus, Lamarque, Quinette, Bancal et le général Beurnonville livrés tous cinq aux Autrichiens par Dumouriez, contre Maret et Sémonville, députés diplomatiques arrêtés en 1793, et enfin contre l'ex-conventionnel Drouet, maître de postes à Sainte-Ménéhould, délateur de Louis XVI, qui avait été fait prisonnier en octobre 1792.

Nous passâmes tout l'hiver de 1795 à Fontenay, et il fut pour nous assez triste et assez pénible. Le mauvais état des chemins avait suspendu les visites que nous recevions de Versailles pendant la belle saison; nous n'avions donc pour toute compagnie que notre voisine la fermière, et quelques paysans du village; mais nos courses, tant aux environs qu'à Versailles, pour nous procurer des provisions et nos

rudes travaux employaient assez notre temps pour abrégér nos ennuis. Mes sœurs résignées à leur pénible position ne quittaient plus ce qu'elles avaient appelé plaisamment leurs habits de cour.

Au printemps, les visites se renouvelèrent et vinrent ranimer notre solitude. Mon cousin Charles, resté à Paris auprès du général Aubert du Bayet, vint nous revoir et nous sûmes par lui quelques détails sur les membres de la famille que nous avions perdus de vue. Son frère aîné, émigré dès 1791, était toujours à l'armée des Princes. Le château d'Hautpoul-Félines et toutes ses propriétés avaient été vendus. Sa femme, restée à Paris, avait par un acte de séparation sauvé sa fortune particulière et mis sa tête à l'abri; elle avait perdu son fils aîné l'année précédente, et le second s'était fait admettre comme élève artiste dans les ateliers du célèbre peintre David. Le second frère de Charles, dans l'état ecclésiastique, avait émigré en Espagne où il était mort. Enfin le troisième frère Prosper qui, au moment de la Révolution, était employé comme attaché d'ambassade, était entré au service de l'Angleterre, et après l'affaire de Quiberon, il se rendit à Malte où s'étaient réunis un grand nombre de chevaliers de l'ordre.

Nous eûmes aussi des nouvelles du Languedoc. Dans la branche de Seyre, l'aîné, ancien baron des états, était resté dans ses terres avec son fils aîné; il y fut assez tranquille, et conserva ainsi une partie de ses propriétés. Son second fils émigra en Espagne et fut tué au combat du Boulon près de Perpignan. Son troisième fils émigré resta au service d'Espagne jusqu'à la paix de 1795 et se rendit ensuite à Malte.

Dans la branche de Salettes, l'aîné demeura dans sa terre qu'il conserva. Le second, resté au service de la République, avait été nommé général de bri-

gade après le siège de Nimègue en 1794 ; il se distingua à la retraite du Mein, à l'affaire de Limbourg et plus tard à Altenkirchen, où il fut blessé, et devint général de division dans la campagne de 1796. Un troisième frère, d'état ecclésiastique, avait émigré et fut employé comme aumônier à l'armée de Condé ; il rendit de grands services en allant soigner et consoler les blessés jusque sous le feu de l'ennemi.

Enfin nous apprîmes que la troisième sœur de ma mère, Mme d'Aure, mariée en Gascogne, avait perdu son mari, massacré dans une émeute populaire près de Saint-Gaudens.

Telle était la position de ma famille, pendant que nous en étions réduits pour vivre au travail de nos mains ; je n'ai fait cette courte analyse que pour indiquer le désordre jeté dans les familles par la révolution. La branche de Félines à laquelle j'appartiens fut celle qui eut le plus à souffrir dans sa fortune.

Dès le printemps de 1796, nous reçûmes à Fontenay et assez fréquemment des visites qui, nous tenant au courant des événements, entretenaient à la fois nos pénibles inquiétudes et nos fugitives espérances.

Nous rendions nos visites avec les produits de notre basse-cour, de notre jardin et de notre pressoir à cidre, où j'étais parvenu à perfectionner cette boisson, d'abord assez médiocre, et à imiter les meilleurs cidres de Normandie.

Les salons de Paris, sortis de la stupeur révolutionnaire commençaient à se rouvrir, et mon cousin Charles, lancé dans le monde élégant, nous négligeait un peu. Sa sœur qui avait partagé toutes nos tribulations, s'en affligeait, tout en cherchant à l'excuser auprès de son oncle. Enfin, au mois de juillet, nous reçûmes de lui une lettre qui nous

faisait part de son mariage avec Mine de Beaufort, veuve du comte de Beaufort, tué à Quiberon l'année précédente.

Mon père, qui l'avait toujours traité comme un fils, fut un peu blessé de n'avoir point été consulté ; il fut plus mécontent encore quand il sut que M^{re} de Beaufort était beaucoup plus âgée que son mari et qu'elle avait un fils à peu près du même âge, c'est-à-dire n'ayant que huit ans de moins que son beau-père. Mais enfin la chose était faite, et, après les premiers moments d'humeur, il fallut pardonner. Bientôt il vint à Fontenay et il nous présenta sa femme et son beau-fils Edouard de Beaufort. Notre nouvelle cousine fit beaucoup de frais pour nous. Sans être jolie, il était impossible d'avoir plus de grâce, d'esprit et d'amabilité ; elle était femme auteur et jouissait sous ce rapport d'une réputation méritée ; elle nous fit hommage de plusieurs romans et surtout de poésies légères écrites avec un goût parfait (1). Enfin, nous qui n'étions plus que de bons paysans, elle finit par nous séduire. Son fils était aussi fort aimable, il avait le ton et la légèreté de la société parisienne, ce qui contrastait un peu avec ma grossière enveloppe de jardinier. Je me liai cependant avec lui, je cherchais à imiter ses manières, mais je suppose que je devais quelquefois faire comme l'âne de la fable qui veut imiter le chien.

Ce nouveau ménage resta quelque temps avec nous, et nous reçûmes, pendant son séjour, un assez grand nombre de visites ; notre maison paraissait s'agrandir pour les visiteurs. Dans plusieurs pièces nous étendîmes des matelas par terre

(1) Voici ses principaux ouvrages : *Zilia*, roman pastoral. *Contes et nouvelles de ma grand'mère*, 2 vol., *Alexis et Constantin*, 2 vol., *Childéric*, *Clémentine*, *Le Page* et la *Romance* 3 vol., *Séverine*, 6 vol. et des poésies.

où chacun s'entassait comme il pouvait. Parmi les visiteurs plusieurs nous apportaient des provisions, du pain surtout que nous n'aurions pu nous procurer en assez grande quantité. Ce mouvement égaya beaucoup notre intérieur, et nous fit passer fort agréablement notre été, en nous faisant oublier notre position personnelle et les événements politiques qui nous inquiétaient encore. Le nouveau ménage voulut même nous faire jouer la comédie ; nous organisâmes une espèce de théâtre dans la pièce la plus grande de la maison, à laquelle nous avions donné le titre de salon ; nous jouâmes *Le Sourd ou l'Auberge pleine*, pièce fort gaie qui nous amusa beaucoup, ainsi que notre auditoire campagnard composé du maire et de quelques voisins. Mon cousin et son beau-fils jouèrent les principaux rôles en acteurs consommés ; moi, on m'avait donné un rôle de père noble dont je me tirai comme je pus ; une de mes sœurs faisait l'orchestre, enfin tout se passa bien et mon père et ma mère étaient heureux de nous avoir procuré quelques distractions après la vie si triste et si pénible, que nous menions depuis plus de trois ans.

Nous eûmes à cette époque des nouvelles de la famille Raoul avec laquelle nous avions été liés à Meudon. M. Raoul avait été guillotiné ; Mme Raoul était morte de chagrin peu de temps après ; mais elle s'était hâtée de marier sa fille aînée à un peintre nommé Bouton que j'aurai occasion de retrouver en Espagne. Ce mariage avait été fait pour assurer un appui, une protectrice aux autres filles de Mme Raoul. La seconde sœur de Mme Bouton devint une des plus belles femmes de France et elle épousa M. Méchin, devenu préfet et baron de l'Empire. J'ai conservé avec cette famille des relations jusque dans ma vieillesse.

Le gouvernement du Directoire avait été peu

fécond en événements pendant le printemps et les mois d'été de 1796, si on excepte les brillants faits d'armes de nos armées en Italie. L'année s'était ouverte par la création d'un ministère de la police qui paraissait destiné à suppléer la terrible loi des suspects. Ce ministère fut un sujet d'inquiétudes pour un grand nombre de familles qui voyaient dans cette institution nouvelle, une sorte d'inquisition pour la vie intérieure, et ces craintes étaient d'autant mieux fondées que ce fut Merlin de Douai, le rapporteur de la loi des suspects, qui proposa et fit adopter cette nouvelle décision et qui, sur le refus de Camus, devint lui-même ministre de la police.

Le 2 janvier, la ville de Paris fut divisée en douze municipalités, ce qui donna au gouvernement une action plus efficace sur la population qu'il maîtrisa.

A l'intérieur, la guerre civile touchait à sa fin. Charette avait tenté de reprendre les armes en Vendée; il avait sollicité l'appui de Stofflet et essayé quelques coups de main heureux. Mais le 24 février, Stofflet qui, de simple garde-chasse, avait su devenir l'un des chefs de l'insurrection royaliste, fut surpris à Jalais et fusillé le lendemain à Angers. Charette ne survécut que de quelques jours à son compagnon d'armes, car le 23 mars il fut arrêté à Saint-Sulpice, près de Montaigu, avec 32 de ses partisans et fusillé le 29 du même mois à Nantes. Ce fidèle soldat de la foi et de la monarchie mourut avec la noble fierté qui convenait à son beau caractère, emportant dans sa tombe toute la force de son parti.

Au mois d'avril, le Berry tente bien de relever le drapeau royaliste, mais après quelques avantages Phélippeau d'Herbault, chef de cette nouvelle insurrection, est surpris et battu à Sens-Beaujeu par le général Canuel et la guerre civile s'éteint.

Quoique l'état de nos finances fût toujours déplorable, le commerce commençait à reprendre quelque essor. Dès le mois de juillet les assignats, entièrement discrédités, cessèrent d'avoir cours. On en avait émis pour 40 milliards de francs ! Sur ce chiffre énorme 32 milliards restèrent sans valeur aucune, dans les mains publiques : aussi combien de familles ruinées !

Cependant j'arrivais à ma seizième année et mon père souffrait cruellement de n'avoir encore pu faire de moi qu'un jardinier. Tout ce que j'avais conservé de ma première éducation était de savoir lire et écrire, et aussi un peu de géographie que j'étudiais constamment sur mon atlas. Dans mes moments de loisir, je m'étais occupé à faire ce que j'avais pompeusement intitulé *Cours complet de Géographie*, où j'indiquais les divisions de l'Europe avec les noms des villes qui s'y trouvaient. Cette passion pour la géographie était sans doute une sorte de pressentiment, car j'avais toujours les yeux fixés sur cette Europe que je devais tant parcourir plus tard, où j'ai fais plus de 32 mille lieues dans le cours de mes campagnes, et où j'ai vu la plupart des villes que j'inscrivais dans mon *traité*.

Mon père désirait vivement nous ramener à Versailles et nous faire sortir de la position que les événements nous avaient imposée. Mais notre fortune ne nous permettait guère d'avoir deux établissements ; le hasard nous fournit une circonstance heureuse. Nous trouvâmes à louer notre maison des champs ; mon père se hâta d'en profiter, et nous vîmes louer à Versailles, dans le haut de la rue Saint-Louis, une petite maison entière avec jardin, cour et même une basse-cour ; c'était dans le courant de septembre et notre établissement y fut bientôt fait.

Au moment de nous établir à Versailles, notre

cousine Adèle que nous avions recueillie à sa sortie de Saint-Cyr, nous fut réclamée par son frère Charles qui désirait qu'elle vécût près de sa belle-sœur. Nous nous quittâmes avec regrets, de part et d'autre, mais il fallut céder au vœu d'une parenté plus proche que la nôtre.

On venait de fonder à Versailles une école de cavalerie qui eut une certaine célébrité. Elle était établie aux *Grandes Ecuries* et on y avait réuni tous les chevaux de l'ancien manège des pages qu'on était parvenu à conserver. Le commandement de cette école, destinée à former des officiers de cavalerie et des instructeurs pour les régiments de cette arme, avait été donné à M. de la Barthe, ancien colonel, d'une famille de Languedoc, qu'avait connue mon père, et l'instruction était dirigée par les écuyers Jardin et Coupé, anciens maîtres d'équitation des pages.

Mon père demanda et obtint de M. de la Barthe mon admission dans cette école, à titre d'élève volontaire. Moi qui, depuis longtemps, n'enfourchais que le pauvre âne sur lequel je venais vendre mes provisions au marché de Versailles, moi qui ne savais manier que la bêche et le ratéau, je me trouvais passablement emprunté, quand je me vis à cheval, une cravache à la main. Pendant assez longtemps on me fit trotter à la longe; enfin on me lança dans les reprises libres du manège. Je pris un tel goût aux leçons que je recevais avec assiduité et fis des progrès si rapides qu'au bout d'un an ou quinze mois on me confia des sauteurs et des chevaux difficiles, que je montais en liberté. Cet apprentissage m'a été plus tard de la plus grande utilité, et il n'a pas peu contribué à développer en moi le désir d'embrasser la carrière militaire.

Nous avons retrouvé à Versailles plusieurs de nos connaissances épargnées par l'échafaud, et nous ne

tardâmes même pas à contracter des liaisons nouvelles. Parmi elles je citerai M^{me} de Galliffet, femme d'un officier général émigré, M^{me} de Maupeou, nièce de l'ancien chancelier de France, et qui devint pour nous une précieuse amie. Nous fîmes aussi la connaissance de la famille du Tillet, et je rapporterai, à ce propos, une anecdote assez plaisante.

J'avais rencontré, chez M^{me} du Tillet, une dame qui m'observait avec une attention qui m'avait souvent déconcerté. Un jour enfin elle vint à moi et me dit : « Je ne peux vous cacher combien vous me rappelez un jeune jardinier qui venait régulièrement à Versailles porter des provisions au marché ; il passait devant ma maison et m'intéressait tellement que j'avais chargé ma cuisinière de lui acheter directement tout ce dont elle pourrait avoir besoin. Votre ressemblance avec ce jeune homme est véritablement frappante, voilà longtemps déjà que je ne le vois plus, et j'en suis réellement inquiète. »

Je me mis à sourire en lui témoignant toute ma reconnaissance de l'intérêt qu'elle avait bien voulu me porter, « car, lui dis-je, c'était moi-même. »

De là une scène fort gaie et une occasion nouvelle de me faire raconter toutes nos aventures de la Terreur.

Je ne dois point oublier la famille de Lille qui avait une très bonne maison où elle recevait beaucoup de monde et qui fut fort agréable pour nous. Il y avait une jeune personne qui se lia avec mes sœurs, et trois jeunes gens assez rapprochés de mon âge avec lesquels j'allais souvent dans le parc de Versailles pour nous exercer à la course et à divers exercices gymnastiques. L'aîné entra bientôt à l'Ecole polytechnique, et je le trouvai plus tard ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées.

Je ne dois pas oublier encore la famille de Camelin, dont un des fils devint un ecclésiastique dis-

tingué, et où se trouvait une jeune personne qui fut pendant de longues années une amie intime pour ma plus jeune sœur.

Mon père et ma mère étaient fort aises de nous voir reprendre ainsi les usages du monde; mes sœurs aînées, à qui le travail et la souffrance n'avaient pu faire perdre les fruits d'une première éducation, obtinrent de grands succès; elles étaient d'une beauté remarquable, elles eurent souvent occasion de faire de la musique, et nous leur dûmes, en grande partie, de reprendre notre rang dans la société de Versailles.

Pendant mon père se préoccupait beaucoup de mon éducation; il ne pouvait se résoudre à me placer dans un collège: il redoutait, avec raison, l'enseignement funeste que j'y aurais reçu, car les collèges étaient imbus d'idées révolutionnaires, de maximes anti-religieuses et souvent immorales. D'un autre côté il était difficile de trouver un bon précepteur. Dans son embarras mon père s'ouvrit à un vieil ecclésiastique de nos amis, l'abbé de Viguier. Comme frappé d'une idée subite: « Pouvez-vous, dit l'abbé, répondre de la discrétion de votre fils? » — Oui, certainement. — Eh! bien je connais un jeune homme de vingt-deux ans qui a reçu la plus brillante éducation, qui est doué d'une haute capacité: ce jeune homme par suite de ses opinions monarchiques se trouve sous le coup d'une condamnation capitale et j'espère qu'il pourra répondre à vos désirs. »

C'était M. Liautard, devenu depuis célèbre comme ecclésiastique et voué à l'instruction publique. L'abbé de Viguier nous raconta qu'à l'époque de la première réquisition, il avait été obligé de se rendre à l'armée et qu'il avait été incorporé par force dans un régiment sous le titre de volontaire, que là il s'était montré fort mécontent et qu'il projetait

même de profiter d'une occasion pour émigrer, lorsqu'après la fondation de l'Ecole polytechnique, on vint demander dans les régiments des sujets capables d'y être admis. Il se présenta et vint à Paris où il fut bientôt reçu et classé comme un des plus forts élèves de cette école. Peu de temps après, on vint faire signer aux élèves un serment de fidélité à la République : M. Liautard refusa ; on voulut le forcer ; il résista avec énergie ; enfin on voulut l'arrêter, il s'évada ; et comme sa résistance avait eu un certain éclat, on voulut faire un exemple et il fut jugé et condamné par coutumace comme contre-révolutionnaire et déserteur. De là il s'était réfugié à Versailles et avait été recueilli chez un honnête épicier qu'il connaissait ; on l'avait introduit dans une espèce d'entresol dont l'escalier était dissimulé par une armoire.

L'abbé de Viguier nous dit que lui seul et les personnes qui l'avaient recueilli connaissaient sa cachette, et qu'il était persuadé qu'il serait heureux de trouver un élève qui, en adoucissant sa réclusion, lui fournirait le moyen de n'être pas à charge aux personnes qui lui donnaient asile. Le respectable abbé de Viguier fut notre intermédiaire ; je fus accepté et il fut convenu que je m'y rendrais tous les jours à des heures différentes pour ne pas éveiller l'attention et qu'il me donnerait une leçon d'une heure.

Je fus bientôt introduit dans le réduit mystérieux de mon jeune maître. Nos premières séances se passèrent en causeries sur ce que j'avais déjà fait, et M. Liautard jugea bientôt qu'il me fallait tout recommencer sur nouveaux frais, mais, en même temps, il augura bien de ma bonne volonté et de mon désir de m'instruire. Sa manière d'enseigner différa complètement de celle que j'avais suivie six ans auparavant. Ainsi pour les langues mortes, au

lieu de charger ma mémoire d'un rudiment auquel je ne comprenais rien, il composait des thèmes, des versions dans lesquels il introduisait des règles de grammaire qu'il désirait m'expliquer. Il avait divisé l'histoire par époques et par peuples, de manière à frapper et fixer mes souvenirs, et il me faisait lire les meilleurs historiens, en ayant soin de m'indiquer ce que j'en devais lire et laisser, en exigeant que je lui fissé chaque jour un extrait de mes lectures.

Approuvant ma manière d'étudier la géographie, il y ajoutait des descriptions et des faits historiques. En littérature, il m'indiqua, avec soin, les ouvrages sur lesquels je devais méditer, et ceux que je devais légèrement parcourir. Plus tard enfin, nous abordâmes les mathématiques.

Les leçons de M. Liautard m'intéressaient tellement que les heures me semblaient toujours trop courtes avec lui. De son côté il s'attacha vivement à son élève, de sorte que bientôt nos séances s'allongèrent et durèrent deux, trois heures et souvent des matinées entières, sans que nous nous aperçussions l'un et l'autre de la rapidité du temps. Avec un pareil maître, je ne pouvais que réparer promptement, et avec fruit, le temps perdu.

A cette époque encore assez peu religieuse, l'exercice du culte catholique fut cependant permis; quelques églises se rouvrirent; mais notre paroisse de Saint-Louis qui était toujours le temple de l'Agriculture ne fut pas de ce nombre. La Société catholique se cotisa alors pour louer un appartement qui fut métamorphosé en église et où plusieurs prêtres échappés au régime de la terreur venaient dire régulièrement la messe. Cette église improvisée était toujours encombrée et le public paraissait heureux de pouvoir se livrer à l'exercice du culte, dont on avait été privé si longtemps.

Parmi les personnes que nous vîmes à Versailles, pendant l'hiver de 1796 à 1797, je dois citer une femme célèbre par son courage et sa résignation religieuse, je veux parler de la supérieure des sœurs de la charité, sœur Françoise Jaubert. Cette femme, vraiment héroïque, sut traverser tous les plus mauvais jours de la révolution, sans quitter un seul instant son poste, et sans dévier en rien de ses convictions religieuses et de ses devoirs de charité. A l'époque de la constitution civile du clergé, on vint lui présenter le serment à signer ; elle le refusa avec énergie. Son refus provoqua une émeute qui assiégea l'établissement des sœurs avec des cris de mort et de dévastation. Elle sortit et se présenta seule au devant de la populace : « Vous voulez ma tête, leur dit-elle, eh ! bien la voilà : je viens vous l'apporter ; vous pouvez faire de moi tout ce que vous voudrez, me couper par morceaux, si cela vous convient, je suis toute prête, car j'espère en Dieu ; ainsi, je ne crains rien ; seulement je dois vous prévenir que vous y perdrez plus que moi, car vous n'aurez personne pour vous soigner dans vos maladies, et pour moi ce ne sera qu'avancer le moment d'un bonheur bien plus grand que celui de ce monde ». Ce ton calme et résigné arrêta la fureur des émeutiers ; cependant quelques voix s'écrièrent : le serment ! le serment ! « Pour cela c'est autre chose, leur dit-elle, si ma vie vous appartient, il n'en est pas de même de ma conscience ; celle-ci est à moi seule, et il n'y a pas de puissance humaine qui puisse en disposer. » De pareilles scènes se renouvelèrent souvent pendant la Terreur, et toujours les mêmes réponses courageuses dissipèrent les émeutiers.

On vint encore la sommer un jour de reconnaître les prêtres assermentés. « Ma vie est à vous, leur répétait-elle toujours, mais ma conscience est à

moi. » C'est ainsi qu'elle traversa toute la Révolution, allant porter des secours à ceux-mêmes qui lui avaient fait les plus violentes menaces.

L'admiration que nous inspirait sœur Françoise eut une grande influence sur la destinée de l'une de mes sœurs, comme nous le verrons bientôt. Longtemps après, je retrouverai cette sainte femme dans le chaos d'une nouvelle révolution qui bouleversera encore pour bien longtemps notre malheureuse France.

Dans le cours de l'année 1796 les événements politiques furent absorbés par les brillantes opérations de nos armées en Italie et sur le Rhin. Je ne fais que les rappeler brièvement.

A l'armée de Rhin et Moselle, Moreau avait remplacé Pichegru ; Jourdan commandait l'armée de Sambre et Meuse, Hoche était à l'armée de l'Ouest, Beurnonville à l'armée du Nord ; enfin Bonaparte venait de remplacer Schérer à l'armée d'Italie.

Moreau avait en face de lui Wurmser, à Jourdan était opposé l'archiduc Charles ; en face de Kellermann le duc d'Aoste ; contre Bonaparte, l'armée autrichienne de Beaulieu et le contingent sarde de Colli. Bonaparte avait sous ses ordres, Masséna, Augereau, Serrurier pour l'infanterie, Kilmaine et Steugel pour la cavalerie, Berthier, chef d'état-major, et encore, Lannes, Murat, Joubert, Victor, Suchet, Bessièrès : avec de tels lieutenants et son propre génie, il devait faire des prodiges. Montenotte, Millesimo, Mondovi, Lodi (victoire après laquelle les soldats donnèrent à Bonaparte le surnom de *Petit Caporal*) voilà les batailles où tour à tour Autrichiens et Sardes furent culbutés. Le 28 avril la cour de Sardaigne a demandé un armistice, le 15 mai elle obtenait la paix, nous cédant Nice et la Savoie.

Le Directoire est déjà jaloux et a donné l'ordre à Bonaparte de se porter sur l'Italie centrale, en faisant place à l'armée des Alpes chargée d'assiéger Mantoue; Bonaparte veut donner sa démission, demande des éclaircissements et en attendant la réponse vole à de nouvelles victoires, entre dans Milan, signe un armistice avec le Pape à Bologne, investit Mantoue.

Pendant ce temps l'armée de Sambre et Meuse est sortie de l'inaction; à Altenkirchen (4 juin) Jourdan bat les Autrichiens; les généraux Soult et Ney et mon cousin le général d'Hautpoul y font remarquer leur valeur. Desaix franchit le Rhin à la fin de juin et Moreau remporte sur l'archiduc Charles la victoire de Rastadt à laquelle concourent puissamment Gouvion Saint-Cyr, Lecourbe et Decaen.

Jourdan se rend maître de Francfort tandis que Moreau entre à Stuttgart. Quelques jours après le 5 août, les journées de Castiglione où s'illustrent Augereau, Junot et Marmont se terminent par une grande victoire. La conquête de l'Italie va être consommée.

Septembre marque pour l'armée de Sambre et Meuse un recul sensible de Jourdan, deux défaites successives sur le Mein, la mort à Altenkirchen du vaillant Marceau, le remplacement de Jourdan par Beurnonville. La situation de Moreau, engagé en pleine Bavière, devenait critique après la défaite de Jourdan; il imposa néanmoins un armistice à l'Électeur et put opérer cette fameuse retraite à laquelle il doit sa principale illustration militaire. Il se tira habilement du passage dans des pays difficiles, battit l'ennemi à Riberach et resta maître des ponts du Haut-Rhin.

Revenons encore en Italie où Bonaparte arrivé sur l'Adige, va porter aux Autrichiens des coups décisifs.

Le 3 et le 4 septembre, il met Wurmser et Davidowich en déroute à Rovoredò, fait occuper Trente, culbute, le 8, les Autrichiens à Bassano, disperse en quelques jours leur troisième armée. Une quatrième armée est confiée au général Alvinzy ; elle se rencontre à Arcole avec nos troupes. Après ce combat de trois jours, combat héroïque de part et d'autre, où les pertes furent immenses du côté des Autrichiens surtout et où s'illustrèrent Masséna, Augereau, Lannes et Belliard, se terminent les événements militaires de l'année 1796.

L'année 1797 s'ouvrit par la prise de Kehl que l'archiduc Charles fit capituler après quarante-huit jours de tranchée ouverte et après des pertes considérables en hommes, chevaux et munitions. Ce succès vivement disputé par Moreau, Gouvion Saint-Cyr et Desaix ne devait pas profiter aux armes autrichiennes, car l'archiduc Charles fut, bientôt, appelé en Italie pour lutter contre les victoires incessantes de Bonaparte, ce qui permit à Moreau de franchir le Rhin encore une fois.

Bonaparte ne laissa aucun repos au feld maréchal Alvinzy, l'attaqua à Rivoli sous Mantoue, et en trois journées meurtrières, 14, 16 et 17 janvier, lui tua 5.000 hommes, lui enleva 20 000 prisonniers ; Masséna, Brune, Augereau, Victor, Lannes, Joubert, Lasalle s'y distinguèrent particulièrement, et, le 2 février, Mantoue capitula. Le feld maréchal Wurmser, qui rendait la dernière forteresse des Autrichiens, mettait bas les armes avec 12.000 hommes et nous livrait 500 bouches à feu.

Le 9 du même mois, le général Victor s'empara d'Ancône, et, le 15, le général Bonaparte data des Marches d'Ancône une proclamation qui flétrit la conduite des autorités papales en ce qu'elles laissaient

dans la plus grande misère les prêtres français réfugiés dans les États de l'Église. Le général en chef ordonne que leur séjour soit régulièrement autorisé, qu'ils soient mis en subsistance dans les couvents et secourus en outre d'un traitement en argent.

La victoire permet à Bonaparte ce langage ferme et honorable ; Rome s'y soumet, et le 19 février, la République française et le Pape signent la paix de Tolentino. Le Pape renonce à ses prétentions sur Avignon et le Comtat Venaissin, cède Bologne, Ferrare, la Romagne, et s'engage à payer quinze millions à la France.

Alvinzy a été remplacé par l'archiduc Charles qui prend le commandement de la cinquième armée. Mais l'archiduc s'oppose en vain au passage du Tagliamento que Bonaparte força le 16 mars, puissamment aidé par Serrurier et Bernadotte ; ce dernier envahissait le territoire vénitien et entraît à Trieste. Enfin, le 15 avril, les Autrichiens, forcés sur toutes leurs lignes et considérablement affaiblis, signèrent, à Leoben, les préliminaires de la paix de Campo Formio que leur imposaient en même temps le triomphe de nos armes en Lombardie et en Toscane, la prise de Venise par Augereau, les succès de Hoche, successeur de Beurnouville et de Moreau sur le Rhin.

A la fin de l'année 1796, une expédition maritime avait été tentée contre l'Irlande. Une flotte sous les ordres du vice-amiral Morard de Galles, partie de Brest le 16 décembre, arriva sur les côtes d'Irlande d'où un coup de vent l'éloigna ; le général Hoche commandait les troupes de débarquement, mais cette expédition n'eut pas de résultat.

Le récit des brillantes campagnes de nos armées électrisait la jeunesse française et absorbait l'attention publique. Dans notre intérieur de famille, nous en étions vivement occupés et, en admirant la va-

leur de nos soldats, nous ne pouvions comprendre comment il se présentait à la fois tant de généraux pour les mener à la victoire. Au milieu de ces beaux faits d'armes, notre hiver de 1796 à 1797 se passa pour nous agréablement. La société de Versailles se réorganisait ; nous eûmes d'élégantes soirées où il fallut nous remettre tout à fait aux usages du monde ; il fallut aussi s'occuper des toilettes que nous avions longtemps négligées. Les femmes portaient alors des pierrots, espèce de veste ou de justeau-corps qui n'était pas sans élégance. Un grand nombre d'entr'elles étaient coiffées à la Titus. Les hommes portaient de petites redingotes de couleurs claires, très courtes et avec de larges revers. Ils mettaient avec cela des cravates énormes et des souliers excessivement pointus. Leurs cheveux étaient tressés et relevés sur le sommet de la tête, ce que l'on appelait *cadenettes*. Pour moi qui n'avais si longtemps porté que des sabots et la veste de paysan, je me complaisais assez dans mon costume de muscadin. On nous redonna des maîtres d'agrément ; ma sœur aînée s'appliquait plus particulièrement au dessin, la seconde à la musique, où elles continuèrent à faire de grands progrès. Moi j'en profitais de mon mieux au milieu de mes autres occupations.

Nous n'étions cependant pas sans inquiétude sur la marche que semblaient vouloir prendre le Directoire et les deux Conseils. Leur politique se traînait péniblement entre des vellétés de sagesse et des retours démagogiques ; il s'échappait souvent de leur sein des motions révolutionnaires qui rappelaient les plus mauvais jours de la Convention. C'était toujours aux malheureux nobles qu'on en voulait. Une proposition fut faite un jour de s'en débarrasser une fois pour toutes et de les envoyer tous à Cayenne pour peupler l'intérieur de l'Améri-

que. Cette proposition trouva de l'écho dans les Conseils, et finit par nous donner de sérieuses inquiétudes ; ma mère en causait souvent avec Mme de Maupeou, qui était devenue notre amie la plus intime. Elles se tourmentaient pour leurs familles ; elles s'inquiétaient du voyage, de la manière dont nous pourrions vivre dans les déserts où on voulait nous envoyer. Une pareille proposition venait souvent troubler les réjouissances de notre retour au monde.

Pendant le printemps de 1797, nous allâmes passer plusieurs jours à Paris, pour y revoir quelques parents et amis dont les événements nous avaient séparés. Nous vîmes mon cousin Charles, sa femme et sa sœur Adèle établie avec eux. Nous visitâmes aussi une autre cousine, Mme Alexandre d'Hautpoul, que nous n'avions pas vue depuis longtemps. Elle nous raconta toutes ses frayeurs et nous avoua que l'une de ses frayeurs avait été fatale à la famille entière, car elle avait brûlé beaucoup de papiers et de titres précieux dont son mari l'avait rendue depositaire en émigrant. Son fils était toujours élève peintre sans savoir encore quelle serait sa carrière. Nous vîmes aussi sa fille que nous retrouvâmes plus tard mariée en Languedoc. Nous fûmes visiter notre oncle, le marquis de Bermond et sa famille ; il avait été dénoncé plusieurs fois comme suspect ; mais il dut la liberté et la vie au conventionnel Bonnet, avec lequel il avait été en relations avant la révolution. Nous retrouvâmes aussi la famille Hervé, une de nos premières connaissances de Versailles.

A cette époque où l'ordre luttait encore péniblement contre le désordre, les jeunes gens proprement vêtus, surnommés d'abord *muscadins*, et désignés ensuite par le titre d'*incroyables*, peut-être à cause de leur costume un peu bizarre, étaient sou-

vent en butte aux insultes et même aux attaques des anciens sans-culottes, toujours revêtus de leurs carmagnoles. Aussi les incroyables avaient-ils adopté de petits pistolets de poche, qu'ils portaient toujours sur eux afin d'être en mesure de se défendre au besoin. J'ai encore conservé comme souvenir ceux que je portais à cette époque.

Malgré les distractions du monde, je suivais toujours avec ardeur, à Versailles, les exercices de l'école d'équitation et les leçons de M. Liautard. Au manège j'étais bien reçu chez le commandant, M. de la Barthe ; il avait un fils et une fille un peu plus âgés que moi, et avec lesquels je suis toujours resté en bonne relation depuis cette époque. Quant à M. Liautard, bientôt une amnistie vint le rendre à la liberté ; il put venir chez nous, il vit notre intérieur de famille si parfaitement uni et si heureux de cette union. Je lui parlais sans cesse de mon père, de ma mère, de mes sœurs, et chez lui, malgré le commencement de notre intimité, le plus profond silence à ce sujet ; jamais les noms de père, de mère, de famille ne sortaient de sa bouche. Dans les commencements je n'osais l'interroger, et plus tard quand nous nous donnâmes le titre d'amis, son extrême réserve m'embarrassait encore pour arrêter toutes mes questions. Son instruction était étendue, variée ; il avait étudié sous les célèbres professeurs ; il avait le ton, les manières, les usages de la plus haute société ; tout cela avec le nom qu'il portait et l'absence de tout rapport de famille était pour nous une énigme inexplicable. Il était d'une grande piété ; il étudiait à fond la théologie et paraissait vouloir se préparer à l'état ecclésiastique. Ce ne fut que bien longtemps après que nous fûmes sur la voie du mystère de sa naissance ; nous en parlerons alors.

Toutes nos préoccupations politiques devaient

bientôt s'évanouir devant une douloureuse catastrophe qui plongea ma famille dans le deuil et les larmes.

La santé de ma mère avait été fortement éprouvée pendant notre séjour à Fontenay ; tant de fatigues avaient usé ses forces ; elle s'affaiblissait tous les jours. Elle tomba enfin tout à fait malade au commencement de juin et fut forcée de garder le lit. Nous étions inquiets, mais sans prévoir cependant l'affreux malheur qui nous menaçait. Le mal s'aggravait de jour en jour : une consultation eut lieu et mon père en fut bouleversé ; lui et mes sœurs aînées ne quittaient pas la chambre de la malade ; j'y entraais à chaque instant pour aller l'embrasser ; ma jeune sœur et mon jeune frère Alphonse étaient dans une pièce voisine. Enfin dans la matinée du 20 juin, mon père exigea que mes sœurs fussent rejoindre les enfants. Un moment après il vint nous rejoindre également ; ses traits étaient décomposés, ses jambes tremblaient sous lui et il tomba anéanti dans un fauteuil. Nous l'entourâmes et il nous dit : « Vous n'avez plus de mère ! » Mes sœurs tombèrent à genoux comme foudroyées ; je me jetai sur elles, sur mon père ; les enfants restaient comme stupéfiés. Mon malheureux père ne cessait de répéter que c'était à lui à mourir le premier, et non à cette mère encore si jeune, si bonne, si tendre, si nécessaire à sa famille ; il nous déchirait ! Il fallut nous faire sortir de la maison, et ce fut l'excellente Mme de Maupeou qui nous recueillit. Nous rentrâmes au bout de deux jours dans cette malheureuse maison où nous n'avions plus de mère. Tous nos amis vinrent à notre secours : M. Liautard s'empara de moi ; la vénérable sœur Françoise soignait mes sœurs ; Mme de Maupeou décida mon père à quitter notre maison, et elle nous fit prendre un appartement dans celle qu'elle occupait rue Royale.

A cette époque les deux paroisses de Versailles avaient été rendues au culte ; mais celle de Saint-Louis aux prêtres assermentés et celle de Notre-Dame aux prêtres non assermentés et cette dernière devint la nôtre, malgré son éloignement. Mes sœurs aînées avaient déclaré solennellement qu'elles voulaient renoncer au mariage, au monde et à tous les plaisirs, pour se livrer aux soins des pauvres et des malades.

M. Liautard, qui devint depuis cette époque, l'ami intime de toute la famille, venait tous les jours me chercher ; il me faisait faire de longues promenades dans les bois de Satory, dans le parc de Versailles et il m'enseigne un cours de mythologie avec toutes les statues que nous rencontrions. Il menageait quelquefois des rencontres avec les jeunes de Lille, les jeunes du Tillet. Enfin je repris mes leçons régulières et mon père exigea que je reprisse aussi mes exercices de manège.

L'excellente Mme de Maupeou ne nous quittait presque pas ; elle avait une fille qui habitait Paris, Mme de Montchenu, femme d'un officier-général émigré ; elle venait souvent voir sa mère, et ce fut une aimable ressource pour mes pauvres sœurs.

Lorsque notre tante, Mme de Lamée, apprit la mort de sa sœur qu'elle aimait tendrement, elle nous pressa vivement d'aller tous la rejoindre en Languedoc ; mais il fallait régler quelques affaires, nous débarrasser de notre propriété de Fontenay, et tout cela demanda plus d'une année.

Nous étions tellement accablés par la perte cruelle que nous venions de faire, que les événements politiques nous touchaient beaucoup moins. Cependant plusieurs décrets, constatant une recrudescence de fureur contre la noblesse, nous alarmèrent sérieusement. Le Directoire, inquiet des réunions de la haute société, voulut encore avoir

recours à une sorte de terreur afin d'arrêter l'influence des salons ; le député Boulay de la Meurthe renouvela la proposition d'expulser tous les nobles du territoire français et de les déporter outre mer ; et cette fois sa demande fut prise en considération. Nous nous attendions à un sort rigoureux et ne pouvions former aucun projet. Mme de Maupeou partageait nos inquiétudes ; nous nous promîmes de ne pas nous séparer dans l'exil et d'y faire cause commune.

M. Liautard suivait toujours mon éducation ; nous avions déjà vu un bon nombre d'auteurs latins, quelques grecs ; les sciences exactes m'intéressèrent vivement : l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, la trigonométrie. Il me donnait souvent à résoudre des problèmes de sa composition et il exigeait que j'écrivisse toutes mes leçons. J'avais intitulé la réunion de mes cahiers : *Cours complet de mathématiques*, comme je l'avais fait pour la géographie.

Quoique les événements politiques à l'intérieur aient été étouffés en 1797 par la gloire de nos armées, le 18 fructidor (4 septembre) amena le coup d'Etat qui avait préparé ce retour de terreur dont nous venons de parler.

Le Directoire était composée de Carnot, Barthélémy, Rewbell, La Reveillère-Lepeaux et Barras. A l'occasion des élections faites au mois d'avril, pour remplacer le second tiers sortant du corps législatif, le vœu de la nation s'était déclaré par le choix de députés voués à l'ordre et à un régime de liberté positive. Mais la majorité des conseils se prononçant par des décrets pleins de sagesse, de justice et d'humanité, souleva bientôt contre elle la colère des restes de la Convention. Tallien, Lamarque, Garnier, Merlin de Thionville et autres qui siégeaient dans les Conseils, redoutèrent les ressenti-

ments d'un peuple qu'ils avaient ruiné, décimé, aveuglé, et cherchèrent un point d'appui dans le Directoire pour ramener la dictature d'un comité de Salut public.

Ce point d'appui fut bientôt trouvé : Rewbell, La Reveillère-Lepeaux et Barras préparèrent un coup d'Etat. Ces trois directeurs résolurent de se débarrasser de Carnot et de Barthélémy, leurs collègues : le premier blessait leur vanité par sa réputation et son mérite personnel ; le second leur était suspect ; ils imaginèrent d'ourdir un complot royaliste qui pût envelopper les députés influents qui les gênaient, ainsi que leurs deux collègues. Ils exploitèrent l'enthousiasme des troupes. L'armée d'Italie accusa, par de menaçantes adresses, les modérés des deux conseils, de trahir la patrie et de servir la royauté. L'armée de Moreau appuya cette manifestation que seconda le général Schérer, jacobin entreprenant qu'on avait appelé au ministère de la guerre ; les sociétés populaires se recomposèrent : Lyon fut mis en état de siège par le général Canuel ; Augereau fut investi du commandement de Paris. Tout fut prêt pour un coup de main, et le 18 fructidor, le canon d'alarme donna le signal. Les deux salles des Conseils furent envahies ; Augereau arrêta Pichegru de sa propre main ; les trois directeurs conjurés réunis à leurs complices, révoquèrent, en un quart d'heure, les lois portées depuis quatre mois et condamnèrent à la déportation Carnot, Barthélémy et cinquante-trois députés parmi lesquels figuraient Barbé-Marbois, Boissy d'Anglas, Portalis, Tronçon-Ducoudray, ainsi que les généraux Pichegru, Millot, Mathieu-Dumas. Barthélémy fut arrêté ; Carnot parvint à se sauver.

Les propriétaires et rédacteurs de quarante-deux journaux furent également condamnés en masse à aller expier sur les plages de la Guyane leur pré-

tendue conspiration. Les élections de quarante-neuf départements furent annulées, les autorités administratives suspendues, les prisons ouvertes de nouveau et les spoliations à l'ordre du jour.

Merlin de Thionville et François de Neufchâteau entrèrent au Directoire qui joignit le grotesque à la perversité en s'affublant d'un costume romain.

Les directeurs s'étaient servis de l'armée pour assurer le succès de leur entreprise ; ils se virent bientôt embarrassés de leur propre victoire, et les généraux Hoche et Bonaparte les inquiétèrent par leur illustration. Hoche mourut à vingt-neuf ans, laissant, par cette mort subite, planer de fâcheux soupçons sur la moralité du Directoire, accusé de l'avoir fait empoisonner.

La noblesse était toujours l'objet de toutes les diatribes ; la proposition de son expulsion en masse fut discutée avec chaleur. Enfin par un décret du 15 septembre, on se contenta de l'exclure de toutes les fonctions publiques, formant ainsi une nombreuse classe d'ilotes chez un peuple qui ne cessait de vanter son amour pour la liberté. Pour nous qui n'avions aucune prétention aux places, cette décision nous donna un peu plus de tranquillité.

Au commencement de 1798, mon cousin Charles, toujours employé dans l'intérieur comme capitaine du génie, vint passer quelque temps à Versailles avec sa famille, plus une petite fille dont sa femme venait d'accoucher. Nous pleurâmes ma mère avec lui et avec sa sœur Adèle. Mme de Beaufort-d'Hautpoul, car elle avait conservé ces deux noms pour ne pas rester inconnue dans la littérature, fut très bonne pour mes sœurs. Son fils Edouard allait souvent de Paris à Versailles ; présent, il était souvent de nos promenades ; absent, nous étions en correspondance et, pour imiter sa mère, il m'écrivait quelquefois en vers. Quoique M. Liautard m'eût

appris la versification, j'étais fort embarrassé pour lui répondre ; tant bien que mal je m'en tirai ; et cette correspondance m'inspira du goût pour la poésie. J'eus la bizarre fantaisie d'employer mes loisirs à mettre en vers mon *Cours de géographie*. M. Liautard s'en égaya beaucoup, tant c'était mauvais et j'eus le bon esprit de renoncer à mon projet.

Mon père avait toujours eu l'intention de m'envoyer à l'armée de Condé, dès que j'aurais atteint dix-huit ans. Il avait eu même la pensée de me faire entrer au service d'Autriche, à cause du feld-maréchal de Bellegarde, dont nous étions parents et qui nous avait promis sa protection ; mais la conduite du gouvernement autrichien envers la France, et la manière dont les armées autrichiennes se faisaient battre par les troupes françaises n'était pas d'un grand encouragement ; aussi mon père renonça à ce dernier projet et attendit pour le premier.

Sur ces entrefaites, le traité de Compo-Formio, le 17 octobre, vint assurer le triomphe des armes républicaines dans la première guerre continentale de la révolution ; l'Autriche céda les Pays-Bas à la France, Milan, Mantoue, Modène à la république Cisalpine.

Le général en chef de l'armée d'Italie fut présenté au Directoire, le 10 décembre, dans une réception solennelle ; ce fut Talleyrand, ancien évêque d'Autun, et alors ministre des relations extérieures, qui fut l'introducteur de Bonaparte, dont il fit un pompeux éloge.

Mais la gloire de Bonaparte, l'influence qu'avaient acquise les plus célèbres généraux, inquiétaient les directeurs qui cherchaient, depuis le coup d'Etat du 18 fructidor, à se débarrasser de ces rivaux redoutables. L'expédition d'Egypte avait été résolue, mais on en faisait mystère, pour ne pas donner l'éveil aux soupçons de Bonaparte à qui le commandement de l'armée expéditionnaire était destiné. Le

Directoire sembla s'occuper d'une descente en Angleterre, ordonna au général Berthier, qui avait remplacé Bonaparte en Italie, d'entrer dans Rome, pour venger l'assassinat du général Duphot tué dans une émeute, et pour favoriser la proclamation de la république romaine. Dès le 28 janvier 1798, le général Brune envahit la Suisse dont le gouvernement français voulait révolutionner les cantons. Le 15 février le peuple de Rome rejeta l'autorité du Pape, et Berthier reconnut la république romaine. Le 1^{er} mars, le congrès de Rastadt assigna la rive gauche du Rhin pour limite de la république française. Berne capitula le 5 mars; Bernadotte, ambassadeur à Vienne, fut assailli dans son hôtel par une foule mécontente d'y voir arboré le drapeau tricolore, surmonté d'un bonnet rouge, et la guerre redevint imminente entre la France et l'Autriche, lorsqu'elle avait déjà éclaté contre l'Angleterre.

Ce fut dans cette grave complication politique que le Directoire, de plus en plus effrayé de la popularité, du génie, de l'ambition de Bonaparte, se décida à attaquer l'Égypte dans le but de se défaire de lui. Bonaparte reçut son ordre de départ; il hésita comme s'il eut eu le pressentiment de sa destinée; il essaya de mener les affaires lentement pour mieux attendre les événements dont l'Europe était remplie; mais le Directoire s'empressa de faciliter l'armement imposant de la flotte, et Bonaparte quitta Toulon, le 19 mai, avec 19.000 hommes de troupes et des généraux qui déjà, sous ses ordres, avaient acquis une brillante réputation.

L'amiral Brueys commanda la flotte.

Mon cousin Charles fut désigné pour faire partie de l'expédition, à l'état-major du général Caffarelli (1);

(1) Maximilien Caffarelli du Falga né en 1756, commandant du génie en Égypte, mort le 6 avril 1799, à Saint-Jean d'Acre des suites d'une amputation.

il proposa à mon père de m'emmener en qualité d'adjoint du génie, ce qui m'eût valu au bout de peu de temps, le grade d'officier. Mon père, toujours antipathique au gouvernement révolutionnaire, et toujours en proie à son chagrin, ne pouvait se décider à se séparer de l'un de ses enfants, surtout pour une expédition que son but, indéterminé, rendait inquiétante.

Je restai donc à Versailles continuant de me livrer à mes études, mais ne prévoyant pour moi, ni carrière, ni avenir.

CHAPITRE IX

Prosper d'Hautpoul à Malte. — Nouvelles d'Egypte, d'Italie et d'Allemagne. — Vente de Fontenay et départ pour Carcassonne. — La Société de Carcassonne. — Je me présente à l'Ecole polytechnique. — Les journées de Brumaire. — Arrivée à Paris.

La flotte française, partie de Toulon le 19 mai, rallia en mer plusieurs divisions sorties des ports de Bastia, de Gênes et de Civita-Vecchia, et, forte de 36.000 hommes de troupe et de 10.000 matelots, elle se présentait devant Malte le 10 juin. Après un simulacre de défense, l'île tombait au pouvoir de l'armée expéditionnaire. Parmi les émigrés français qui avaient trouvé un refuge auprès des chevaliers de Malte, mon cousin Charles rencontra son frère Prosper d'Hautpoul, et il obtint sans peine l'autorisation de le garder près de lui sans aucune fonction officielle et de le mener en Egypte. Plus tard il saisit l'occasion de lui faire confier une mission pour la France, et ce fut à cette circonstance que notre cousin Prosper dut d'être effacé de la liste des émigrés.

Nous n'avons pas à suivre la flotte quittant Malte organisée à nouveau, Bonaparte entrant dans la rade d'Alexandrie dès le 1^{er} juillet ; les projets des Anglais déjoués et Nelson se trouvant pris de court par l'activité du général en chef ; Alexandrie emportée de vive force, le gouvernement des Mamelucks renversé et les populations arabes acclamant leur libérateur. Tout le monde connaît et les expéditions de Kléber et de Desaix, et les travaux de l'importante commission scientifique que Bonaparte avait emmenée avec lui : les noms de Monge, Berthollet, Denon, Champy, Fourrier ont

justement survécu au milieu d'autres trop tôt oubliés.

Je n'ai à rappeler ni la défaite de Mourad Bey à Chobrakir, ni l'arrivée de l'armée française devant Le Caire ; l'étonnement des soldats devant les Pyramides et la phrase du général en chef ; la lutte sanglante où Desaix et Reynier culbutèrent les héroïques cavaliers d'Ibrahim, l'entrée de Bonaparte au Caire le 25 juillet, les colonnes dirigées sur Damiette et Suez,.... un commencement d'expédition rapidement et victorieusement conduit. Puis le revers de la médaille : notre flotte embossée à Aboukir, attaquée par Nelson et partie capturée et partie détruite, l'amiral Brueys tué ; la Porte changeant de tactique et s'alliant avec l'Angleterre et la Russie contre nous, nous déclarant la guerre.

A Versailles, nous vivions fort retirés, partageant l'anxiété publique à l'occasion de l'armée d'Égypte. Les nouvelles officielles étaient rares ; pourtant nous apprîmes que le capitaine d'Hautpoul s'était distingué à l'attaque d'Alexandrie. Ainsi cette campagne où il devait s'élever rapidement en grade, s'annonçait favorablement pour lui dès son début.

Nous ne recevions que quelques intimes, mes sœurs avaient même renoncé à faire de la musique ; et tant bien que mal chacun poursuivait son instruction et aidait à faire celle de mon frère Alphonse.

Cependant ma tante de Lamée nous pressait de plus en plus de la rejoindre à Carcassonne. Mon père avait mis en vente notre propriété de Fontenay ; et un acquéreur s'étant enfin présenté, il se hâta de conclure le marché.

Dès lors nous faisons nos préparatifs de départ, non sans regrets, car nous quittions de bons amis qui nous avaient donné des preuves multiples d'intérêt. Madame de Maupeou, particulièrement, était désolée. Je regrettais vivement aussi M. Liautard.

Mes sœurs et moi eûmes l'idée de lui laisser un petit souvenir et comme les jeunes gens, alors, portaient des gilets avec des fleurs brodées, nous imaginâmes de remplacer ces fleurs par des figures de géométrie que je dessinaï et que mes sœurs brodèrent à merveille. Nous y ajoutâmes des devises grecques et latines. Ainsi bariolé, ce vêtement était plus bizarre que joli, mais M. Liautard s'en amusa beaucoup. Il comprit que la reconnaissance de l'élève l'emportait sur son enfantillage, et il m'avoua depuis avoir gardé longtemps notre petit cadeau.

Une partie de nos meubles vendus, le reste expédié par roulage, nous pensions à nous mettre en route au commencement de septembre au nombre de six : mon père, mes trois sœurs, mon jeune frère et moi. Les diligences étaient fort mauvaises à l'époque, et la fatigue eût été trop grande pour mon père; voyager par la poste eût été trop dispendieux. Il fut donc résolu que nous partirions comme nous étions venus; mon père loua donc un voiturin, et le 13 septembre nous partions pour voyager à petites journées. Pour complaire à M. Liautard j'avais pris des notes jour par jour, ce qui me permettrait de refaire notre route étape par étape.

En dehors de quelques petites aventures inévitables dans un aussi long voyage, notre route de dix-huit jours s'accomplit sans trop de fatigue et d'ennui.

Nous arrivions à Toulouse le 28 et nous y trouvions une de nos tantes, madame d'Aure, dont j'ai déjà parlé. Son mari avait été massacré dans une émeute en Gascogne; elle nous présenta son jeune fils qui est devenu un écuyer célèbre (1). Le 30, à trois heures de l'après-midi, nous faisons notre

(1) Sur le comte d'Aure, qui acquit une véritable célébrité d'écuyer, voir les Mémoires contemporains, notamment les *Souvenirs du Général comte Fleury*.

entrée à Carcassonne avec une voiture fort délabrée. Nous trouvions madame de Foucauld, ma grand'mère, en bonne santé, et auprès d'elle M. et M^{me} Thoron de Lamée et mon frère César (1). Madame de Lamée fut pour nous une seconde mère et voulut que nous nous établissions dans sa maison où nos appartements étaient préparés.

Lorsque j'avais quitté Carcassonne dans mon enfance je trouvais cette ville superbe et j'étais resté sous cette impression... Ma désillusion fut cruelle.

Comme il s'agissait de me faire une carrière, mon père prit le parti de me faire entrer dans l'une des écoles centrales nouvellement instituées dans chaque département, écoles par lesquelles il fallait nécessairement passer pour pouvoir concourir à une carrière quelconque. L'école centrale de l'Aude jouissait alors d'une réputation méritée, car le hasard y avait réuni des professeurs fort distingués. Je fus proposé et admis à cette école au mois de novembre. Une certaine appréhension me saisit, car j'avais entretenu plusieurs jeunes gens de cette école, et ils m'avaient paru très fiers de leur instruction et de leur science ; moi qui n'avais encore eu aucun point de comparaison avec d'autres étudiants, j'étais effrayé de me trouver en contact avec un si grand nombre de concurrents et rivaux. Je n'avais eu que des leçons en tête à tête avec M. Liautard et j'étais embarrassé d'assister à un cours public où il fallait écouter, sans pouvoir faire répéter les explications.

L'impression que j'éprouvai alors m'a toujours convaincu depuis de la nécessité d'habituer les jeunes gens à l'éducation publique afin de stimuler leur émulation et, en même temps, de leur former le caractère en les mettant en contact avec les gens

(1) Resté à Carcassonne pendant la Révolution, César d'Hautpoul entra dans la marine comme aspirant et fut blessé mortellement à Trafalgar (1805).

de leur âge. Bientôt quelques succès dans mes interrogatoires et quelques explications que je pus donner à mes camarades me rendirent la confiance en moi-même et je me mis au niveau des autres élèves.

Je n'en poursuivais pas moins pour cela ma correspondance avec M. Liautard. Je recevais de lui au moins une lettre par semaine et il continuait de loin à me donner d'utiles leçons ; j'ai conservé toutes ses lettres fort intéressantes, et je regrette que leur volume m'empêche de les donner ici, car elles forment un cours complet de morale et d'éducation.

La société de Carcassonne avait bien changé depuis dix ans après les différents bouleversements de la France. Nous retrouvâmes cependant quelques familles, entre autres la famille Thoron qui était celle de mon oncle, les familles Dupré et Laperrine qui, ayant conservé de la fortune, tenaient le premier rang. Ma tante recevait beaucoup, et mes sœurs, contre leur gré, étaient obligées de se trouver à ces réunions. Elles furent recherchées par des jeunes gens qui auraient pu relever notre fortune, mais elles persistèrent dans leur résolution de renoncer au monde.

Nous allions de loin en loin passer quelques jours dans une métairie que ma tante possédait à deux lieues de la ville.

Au printemps de 1799, ces promenades se renouvelaient plus souvent pendant les périodes d'examens où les cours de l'école étaient suspendus. C'est ainsi qu'un jour nous allâmes jusqu'à Limoux pour voir le marquis du Parc de Bellegarde, vieil ami de mon père ; ses filles se lièrent avec mes sœurs. De Limoux nous nous rendîmes à Rennes, lieu célèbre par ses eaux minérales et un vieux château situé au sommet d'un pic fort élevé. Ce château était alors possédé par une vieille tante, mademoiselle d'Hautpoul de Rennes, dernière héritière de la branche aînée de ma

famille, et le domaine en devait revenir à mes cousins Alexandre, Prosper et Charles. Pour aller visiter notre vieille parente, il nous fallut tourner dix fois autour de la montagne que couronnait son logis. Nous vîmes une habitation fort délabrée et la châteline très originaire nous reçut assez frugalement. Nous n'y restâmes qu'un jour et demi et jouîmes d'un beau spectacle : un orage s'était formé au-dessous de nous, et il pleuvait à torrents au pied de la montagne tandis que nous étions inondés de soleil.

Un peu plus tard, avec quelques jeunes gens de Carcassonne, j'entrepris un autre voyage très intéressant. Aux environs de la petite ville de Quillan se trouve un magnifique établissement de forges que nous visitâmes en détail ; là je m'initiai avec curiosité aux divers secrets de la fabrication du fer.

A l'entrée des Pyrénées nous vîmes un site très extraordinaire qu'on appelle la Pierre-Lisse ; c'est un endroit où la rivière d'Aude est resserrée pendant environ une lieue entre deux énormes rochers entièrement à pic et paraissant formés d'un seul bloc de pierre. On avait pratiqué d'un côté un étroit sentier, en partie taillé dans le roc qui n'était fréquenté que par les montagnards ; je le franchis avec un seul de mes compagnons de voyage ; les autres n'osèrent s'y engager, et ils firent bien, car arrivé à une certaine hauteur je me sentis pris d'une espèce de vertige et fort mal à l'aise. Ce passage était d'autant plus effrayant qu'au sommet de la montagne pointait une forêt de sapins ; cette forêt n'ayant d'autre débouché que la rivière, les bois y étaient entraînés par le torrent et ils frappaient le roc avec un bruit épouvantable.

Les cours de l'Ecole centrale étant à peu près volontaires me permettaient ces excursions et même quelques séjours à l'habitation de campagne de ma tante. Je m'étais fait pendant cette année l'institu-

teur de mes jeunes frères César et Alphonse ; ils étaient assez rapprochés d'âge, et lorsqu'ils s'étaient retrouvés sans se connaître, ils s'étaient observés comme ces deux jeunes chiens qui ne savent s'ils doivent jouer ou se mordre. Ils finirent par se lier intimement, mais en se disputant sans cesse, sans pouvoir se passer l'un de l'autre. Un de mes moyens de punition était de les séparer pendant les récréations ; mais réunis, ils finirent par devenir un peu insubordonnés envers un maître qui n'était pas assez imposant pour eux et il fallut les mettre en demi-pension.

Enfin arriva l'époque du concours et de la distribution des prix de l'Ecole centrale. J'hésitais à me présenter, persuadé que je n'en sortirais qu'avec des blessures d'amour-propre, car je n'y avais pas beaucoup travaillé. Mon père l'exigeant, je passai pourtant l'examen. Quel ne fut pas mon étonnement, après les examens, de recevoir plusieurs premiers prix, entr'autres ceux de mathématiques et de dessin, et les seconds prix de presque tous les autres cours ! J'étais très fier de mes succès et me hâtai d'en faire hommage à M. Liautard.

Pendant ce temps, les événements se précipitaient ; la France livrée à l'impéritie d'un gouvernement sans consistance, disputait avec peine ses conquêtes et ses frontières à l'Europe de nouveau coalisée contre elle. Nos meilleurs généraux étaient dispersés ou tenus en suspicion ; notre marine en partie détruite à Aboukir, éprouvait de graves échecs, en septembre, en sortant de Brest pour aller soutenir l'expédition du général Humbert en Irlande. 200.000 jeunes soldats sont mis sous les ordres de Jourdan, de Bernadotte, de Masséna en Allemagne et en Helvétie tandis que Joubert, Championnet, Macdonald et Brune opéraient en Italie. Moreau toujours suspect

restait en inactivité, tandis que Bonaparte était maintenu en Égypte.

En Italie, à la période d'hésitation succédait une série de marches en avant victorieuses ; c'est Championnet et Macdonald battant Mack le cinq décembre 1798 à Civita Castellana, c'est Kellermann entrant dans Turin et le roi de Sardaigne obligé de se retirer à Cagliari, c'est Rey s'emparant de Gaëte le trois janvier 1799 ; c'est Championnet occupant Naples quelques jours après, le roi de Naples réfugié en Sicile, la république parthénopéenne fondée.

En Helvétie, Masséna mit en fuite les Autrichiens de l'Archiduc Charles à Coire et dans les Grisons, mais le 25 mars Jourdan est battu à Stokach malgré la valeur déployée par Gouvion Saint-Cyr et d'Hautpoul. Jourdan, pour justifier sa défaite, accusa cependant le général d'Hautpoul de n'avoir pas exécuté ses ordres et le suspendit même de ses fonctions ; celui-ci vint sur le champ à Paris demander des juges, et bientôt après il fut remplacé à la tête de la cavalerie de l'armée du Rhin (ancienne armée du Danube) et Jourdan fut remplacé par Masséna.

Jourdan dut en partie sa défaite à sa passive obéissance aux injonctions du Gouvernement et il se trouva porter seul le poids de cet échec qu'il aurait dû partager avec le pouvoir dont il avait reçu les ordres. Masséna en s'emparant de la Valteline rétablit un peu nos affaires, mais Scherer se fit battre devant Vérone et la série des revers commença...

Effrayé, le Directoire appela Moreau à la tête de l'armée d'Italie ; mais les fautes de Scherer n'étaient guère réparables ; Moreau fut battu par Souwarow à Cassano tandis que Sérurier était contraint de capituler. A cette époque furent assassinés les plénipotentiaires français du Congrès de Rastadt (1) ;

(1) Du moins Roberjot et Bonnier ; Jean Debry put s'en tirer.

ils avaient été assaillis au sortir de la ville par des hommes revêtus de l'uniforme autrichien. On ne connut jamais les vrais auteurs du crime et bien que le Directoire en ait accusé l'archiduc Charles, les plus grands doutes demeurent sur cette affaire (1). Moreau d'un côté, Masséna de l'autre, avec des forces inférieures luttent contre Souwarow et l'archiduc Charles, tandis qu'à l'intérieur, le Gouvernement ne jouit d'aucune confiance. En prairial (juin) les conseils renouvellent les membres du Directoire; en place de Treilhard, de La Réveillère-Lepaux et de Merlin de Douai sont nommés Gohier, Roger-Ducos et le général Moulins, hommes assez inconnus jusqu'alors; Barras et Sieyès sont maintenus au pouvoir.

Au changement directorial succède une révolution ministérielle : Cambacérès entre au ministère de la justice, Quinette à l'Intérieur, Bernadotte à la Guerre quoique le général Clarke conserve dans ce département la direction des opérations militaires; Fouché, dit de Nantes, l'exterminateur des Lyonnais est chargé de la police. Les dispositions de prairial donnent une recrudescence aux idées démagogiques, les clubs recommencent leurs déclamations et le Directoire devient la dernière expression du jacobinisme aux abois. La France, honteuse du joug qui lui est imposé, doit nécessairement se livrer au premier audacieux qui osera la prendre d'assaut.

En Italie les revers reprennent : Championnet et Joubert ont été destitués pour avoir voulu s'opposer aux malversations des commissaires dans les pays conquis, Macdonald qui remplace Championnet s'est mis en marche pour rejoindre Moreau; emporté par son ardeur il livre bataille inconsidérément à Souwarow sur les bords de la Trébbia, et après trois

(1) Actuellement encore; voir le livre du commandant Oscar Criste, *Rastatt*, récemment traduit de l'allemand.

jours de lutte indécise, (17 au 20 juin) il est obligé de battre en retraite. Malgré la victoire de Moreau à Tortone, les Autrichiens rentrent à Turin. Au mois de juillet les forces austro-russes sont mattresses de la Haute Italie tandis que le roi de Naples reprend possession de sa capitale.

Nouveau changement dans le commandement : Moreau doit céder la place à Joubert qui aussitôt attaque à Novi, les armées de Souwaroff, de Mélas et de Kray. Joubert est tué au commencement de l'action; Moreau reparait, soutient la bataille engagée dans de mauvaises conditions, dispute la victoire et finit par céder au nombre. Pérignon, Grouchy, Partonneaux sont blessés et faits prisonniers, les Français font des pertes considérables.

Il était réservé à Masséna de sauver la France à la bataille de Zurich. Cette victoire qui séparait les Russes des Autrichiens et amenait le rappel dans l'empire de l'armée russe, eut des résultats immenses. Après cette campagne notre frontière était délivrée, tandis qu'au même moment, Brune, vainqueur du duc d'York dans la presqu'île du Helder, garantissait la Hollande de l'invasion anglaise.

Durant ce temps, Bonaparte tournait ses armes contre la Syrie où s'était réfugié Ibrahim-Bey, emportait la citadelle d'El Arisch, puis la ville de Jaffa, Victoire coûteuse car nos soldats contractèrent la peste dans les murs qu'ils avaient conquis; tout le monde connaît la conduite courageuse du général en chef dans sa visite aux malheureux pestiférés de Jaffa.

Pressé d'en finir avec l'ennemi, Bonaparte vint mettre le siège devant Saint Jean-d'Acre, où l'énergie de Djezzar Pacha, l'habileté du commodore Sydney Smith et surtout l'intelligence d'un Français, Phelipeaux, ancien officier d'artillerie et compagnon d'études de Bonaparte, firent éprouver au

général en chef le premier échec de sa vie militaire. Kléber et Junot chargés de reconnaître les rives du Jourdain ont soutenu avec une poignée d'hommes un combat au Mont Thabor ; Bonaparte arrive à temps de Saint Jean d'Acre pour les dégager. Enfin le 21 mai, après soixante jours de tranchée ouverte, après avoir livré huit assauts infructueux et perdu le savant et brave général Max Caffarelli (1), Bonaparte se décida à abandonner le siège d'Acre pour s'opposer au débarquement d'une armée turque en Egypte. En effet une flotte anglaise jeta dans les premiers jours de juillet dix-huit mille Turcs sur la plage d'Aboukir, et Bonaparte eut la gloire de venger le vingt-cinq du même mois, la défaite sanglante et désastreuse de l'amiral Brueys sur ces côtes où nous avions perdu notre flotte. L'armée turque fut détruite ; Lannes, Murat, Kléber eurent avec le général en chef les honneurs de ce combat qui fut le dernier fait d'armes de Bonaparte en Egypte.

La France écœurée, dégoutée par son triste gouvernement, commençait à appeler un sauveur, et instinctivement les yeux se tournaient vers Bonaparte. Celui-ci ne l'ignorait pas, et pensant l'heure venue de mettre son génie au service de son ambition, il prit rapidement son parti. Laissant le commandement en chef de l'armée à Kléber, il s'embarqua le vingt-deux août à ses risques et périls, avec Berthier, Lannes et Marmont, traversa la Méditerranée sillonnée de toutes parts par des vaisseaux anglais, et aborda enfin, le neuf octobre, après une pénible traversée à Saint-Raphaël, près de Fréjus. De grands événements allaient en peu de temps se préparer.

Durant ce temps, je me disposais modestement à

(1) Un des six frères Caffarelli du Falga, qui s'illustrèrent dans les armes ou brillèrent dans les emplois civils.

suivre une carrière que ma position rendait indispensable. Un concours allait s'ouvrir pour l'admission à l'Ecole polytechnique; mon père exigea que je m'y présentasse; cette épreuve m'effrayait bien autrement que celle de l'Ecole centrale de l'Aude. A cette époque, l'Ecole polytechnique fournissait à quelques services publics, mais elle était considérée aussi comme une école de savants destinée à alimenter l'Institut. Le concours, pour la partie du Midi que j'habitais, devait avoir lieu à Toulouse, et l'examineur désigné était le frère du célèbre Monge, qui était lui-même un savant distingué.

Je me rendis à Toulouse où je fis connaissance avec plusieurs de mes parents, et où je logeai chez ma tante, madame d'Aure qui s'y trouvait alors. Je fus me faire inscrire; nous nous trouvâmes environ quatre-vingts concurrents parmi lesquels le nombre des admis ne pouvait guère dépasser cinq ou six. L'aléa était donc effrayante; j'étais convaincu que je ne pourrais réussir, et ce fut peut-être cette conviction qui me sauva. Le jour indiqué, je me présentai à l'examen avec une sorte d'indifférence qui détruisit en moi le trouble qu'on éprouve toujours en pareille circonstance.

Mes examens terminés, après avoir satisfait mieux que je ne l'avais espéré aux questions qui m'avaient été adressées, je fus avec madame d'Aure en Gascogne, visitant quelques châteaux des environs de Saint-Gaudens; puis je traversai le fleuve et fus visiter la petite ville de Rieux que je trouvai dans un émoi extraordinaire; toute la population était sur pied. Un courrier venait de passer annonçant le retour d'Egypte du général Bonaparte et son débarquement à Fréjus.

Cette arrivée inattendue apparaissait à la France comme une ère nouvelle qui devait la délivrer de ce gouvernement toujours flottant entre l'ordre et

le désordre, entre l'immoralité de la faiblesse et des velléités de terreur, et qui était devenu un sujet d'inquiétude pour le pays tout entier. On conçoit dès lors l'espèce d'enthousiasme avec lequel cette nouvelle fut reçue. Je revins à Toulouse, et de là à Carcassonne où je trouvai toutes les populations dans les mêmes dispositions.

J'attendais, presque avec indifférence le résultat de mes examens de Toulouse, tant j'étais convaincu que je ne pouvais être reçu, et je dus croire en effet que j'avais complètement échoué car la lettre qui devait m'annoncer mon admission à l'Ecole polytechnique n'arrivait pas. J'expliquais ce retard à mon désavantage lorsqu'il n'était que trop bien justifié par les grands événements qui se passaient à Paris.

Débarqué à Fréjus le neuf octobre, le général Bonaparte violait avec audace les lois de la quarantaine et se rendait rapidement à Paris.

Le Directoire surpris de cette brusque arrivée sans ordre, s'en inquiéta non sans raison. On ne lui obéissait plus qu'en murmurant. La loi de l'emprunt forcé (1798) avait ruiné le travail ; celle du douze juillet 1799 qui autorisait les administrations départementales à prendre les parents d'émigrés et les nobles comme otages en cas de troubles et à séquestrer leurs biens, faisait trembler tous les citoyens paisibles. Notre gloire militaire s'était ternie par plusieurs revers qui avaient attiré l'étranger aux portes de la France. Tous les partis, à l'exception de quelques effrénés jacobins, aspiraient à être délivrés de ce pouvoir ; aussi tous les regards se tournèrent-ils vers Bonaparte dès qu'il fut arrivé à Paris.

Les Conseils s'alarmèrent de quelques mouvements survenus dans la capitale, ainsi que du grand nombre d'étrangers qui accouraient de la province. Sur un rapport de la commission de surveillance au Conseil des Anciens, il fut décrété que le Corps

Législatif serait transféré à Saint-Cloud, le général Bonaparte fut chargé de l'exécution de ce décret.

Après avoir installé le Corps Législatif, Bonaparte passa la revue des troupes aux Tuileries et le lendemain 19 brumaire (12 novembre) le jeune général entre inopinément dans la salle des Cinq-Cents accompagné d'un détachement de grenadiers. Les députés, qui pour la plupart appartiennent au parti jacobin, veulent proscrire par un décret l'audacieux qui se présente pour leur dicter des lois ; ils s'agitent, le menacent, l'apostrophent des noms de César et de Cromwell, et Bonaparte arraché par ses soldats à leur fureur se retire pendant que Lucien, son frère, qui préside l'Assemblée, tient en respect par son attitude énergique les agitateurs un instant victorieux. Bientôt un bataillon de grenadiers se précipite au pas de charge dans la salle (1) et les députés fuient de toutes parts....

Le vingt brumaire, les séances des deux Conseils sont reprises et Lucien, ayant eu l'habileté de rassembler ceux qui approuvent l'expédition militaire de Bonaparte, fait décréter l'abolition du Directoire, et l'institution d'un Gouvernement provisoire composé de trois Consuls, Bonaparte, Sieyès, Roger-Ducos. Le Corps s'ajourna au 20 février 1800 ; une commission de cinquante membres pris également dans l'un et l'autre Conseils fut chargée de l'intérim et soixante-deux membres du parti renversé furent exclus des assemblées (2).

Dès le treize novembre, les Consuls provisoires rapportèrent la loi des otages, et ce premier acte acheva de leur gagner les sympathies. Enfin, le

(1) C'était l'Orangerie située dans le parc en prolongement du Château, côté de la galerie d'Apollon.

(2) Sur ces journées de brumaire, voir les récits des témoins Sébastiani, Cornet, Savary, Jourdan, Arnault et le travail définitif de M. Albert Vandal, paru cette année-même.

treize décembre, la nouvelle Constitution de l'an VIII fut soumise à l'acceptation des Départements et proclamée le 24 du même mois. Cette Constitution établissait : un tribunal composé de cent membres chargés de discuter les lois proposées par le Gouvernement ; un Corps législatif de trois cents membres chargé d'admettre ou de rejeter les lois ; un Sénat permanent dont la mission était de veiller à la conservation de ces mêmes lois. Le Gouvernement fut confié à trois consuls nommés pour dix ans et rééligibles. Bonaparte fut proclamé premier consul, et il eut pour collègues l'ancien conventionnel Cambacérès et l'ex-constituant Lebrun qui tous deux avaient joué un grand rôle dans les assemblées. Cambacérès avait fait partie du Comité de sûreté générale sous le règne de Robespierre, Lebrun était un ancien secrétaire du chancelier de Maupeou, resté d'idées modérées ; de cette opposition d'origines et de tendances, Bonaparte devait se servir utilement pour dominer à la fois les royalistes et les jacobins. Il fut parfaitement secondé dans ses projets par Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures, et Fouché, devenu ministre de la police. L'heure n'est pas venue de faire le portrait de ces deux hommes, célébrés à des titres divers, que les uns admirent en raison de leur habileté et que leur duplicité fait mépriser de la plupart....

En Languedoc ces événements nous apparaissaient sous forme favorable ; dans Bonaparte les royalistes voyaient déjà ressusciter un général Monck. les jacobins, se berçant de chimères, ne croyaient pas la république menacée, parce que certains d'entre eux étaient demeurés dans les emplois du gouvernement, surtout parce que l'épithète avait été conservée.

Pour moi, je me bornais pour le moment à espérer bien petitement mon admission à l'Ecole poly-

technique. Aussi grande fut ma joie lorsque je reçus une lettre du ministre de l'Intérieur qui était alors le célèbre mathématicien Laplace. Cette lettre, datée du 4 frimaire, m'annonçait que, d'après le classement du jury, j'étais nommé élève de l'École polytechnique. Sur les quatre-vingts candidats examinés à Toulouse, je le sus plus tard, le jury n'en avait admis que quatre : Bruel, Vézian, Picot de Lapeyrouse et moi.

J'étais très fier d'avoir entre mes mains une lettre ministérielle : une seule chose m'embarrassait beaucoup : c'était un post scriptum annonçant que mon admission serait considérée comme non avenue, si je n'apportais pas avec moi un certificat de civisme.

Les autorités de Carcassonne étaient encore très révolutionnaires, et mon père était toujours un peu considéré comme aristocrate. Enfin par la protection de mon oncle, M. de Lamée, qui jouissait d'une grande considération dans tous les partis, j'obtins mon certificat et je disposai mon départ.

Mon père ne me voyait pas sans inquiétude entreprendre seul ce grand voyage ; il craignait forcément pour moi la vie de Paris, car les élèves de l'école alors étaient libres. Les conseils touchants qu'il me donna sont restés gravés dans ma mémoire car ils m'aidèrent à traverser les épreuves de la jeunesse.



CHAPITRE X

Entrée à l'Ecole polytechnique. — La vie à l'Ecole. — Mes professeurs et mes camarades. — Evénements militaires. — Voyage dans le Midi.

Pendant que la France allait entrer dans une ère nouvelle, une vie nouvelle se préparait aussi pour moi. Je me disposais à quitter ma famille et j'allais me trouver désormais livré à moi-même et seul. Mes préparatifs de départ furent pénibles; je quittais pour la première fois tout ce que j'avais de plus cher. Si les terribles épreuves que nous avons eu à subir m'avaient rendu raisonnable dès l'âge de dix ans, l'habitude de la vie de famille m'avait laissé enfant à dix-neuf; et je m'effrayais d'avance de ma solitude, qui devait être complète, car il ne me restait pas même l'espoir de me réunir à M. Liautard, qui habitait Versailles et s'y trouvait fort occupé.

Je partis enfin de Carcassonne le 15 décembre 1799. Mon père m'avait remis les fonds nécessaires pour mon voyage et mon premier équipement, mais je savais que c'était un sacrifice pour lui, et je pris la résolution de vivre avec le faible traitement que recevaient les élèves de l'Ecole.

Je m'arrêtai deux jours à Toulouse, chez Mme d'Aure; j'y rencontrai le poète Baour-Lormian (1), qui avait déjà une certaine célébrité, et plusieurs de ses amis, apprentis poètes, se rendant

(1) Baour-Lormian, 1770-1854, poète toulousain, de l'Académie française, traduisit la *Jérusalem délivrée* et Ossian, dont il mit les poèmes à la mode; il publia des satires, des odes sur le premier empire, des fabliaux et des ballades, des romans historiques et des opéras. Dans ses dernières années il donna une traduction du poème de Job.

tous à Paris; nous convînmes de partir ensemble et nous recrutâmes un autre jeune homme pour compléter notre diligence. A cette époque, les voitures publiques s'arrêtaient tous les jours trois fois, pour diner, souper et coucher; notre voyage fut donc un peu long, mais fort gai, surtout pour mes compagnons de voyage, car, pour moi, je regrettais ce que je quittais et je redoutais ce que j'allais trouver. Mes compagnons poètes eurent une pensée bizarre : ce fut de ne parler qu'en vers aux hôteliers et aux filles d'auberge; on convint d'une amende pour tous ceux qui y manqueraient, de sorte que nous passâmes, en plusieurs endroits, pour une bande de fous. Nous suivîmes la route ordinaire par Limoges, et Orléans, et arrivâmes à Paris le 23 décembre.

En arrivant, je m'installai dans une petite chambre garnie, rue de Courty, près de l'Ecole, et je m'empressai d'aller voir tous les parents et amis pour lesquels j'avais reçu des lettres de recommandation. Je me présentai à l'Ecole Polytechnique(1), alors établie rue de l'Université, dans les dépendances du Palais-Bourbon appelé alors Maison de la Révolution, et j'y fus admis sur-le-champ, sous le nom du « citoyen Hautpoul ».

Quoique les cours fussent déjà commencés, ils n'étaient pas assez avancés encore pour que je ne pusse pas les suivre et on me plaça dans la 6^e brigade de la 2^e division. L'Ecole était partagée en deux divisions d'environ cent cinquante élèves;

(1) On sait que l'Ecole Polytechnique, d'abord appelée Ecole centrale des travaux publics, fut organisée sur le rapport de Fourcroy à la Convention et que la loi fut votée le 28 septembre 1794. L'ouverture des cours eut lieu sous la direction de Monge, le 19 décembre 1794, mais l'Ecole végéta jusqu'au Consulat. Bonaparte fit triompher le programme de Monge et le 25 frimaire an VIII (16 décembre 1799) il réorganisa l'Ecole par une loi qui est restée la loi définitive d'organisation de l'Ecole polytechnique.

chacune de ces divisions suivait des cours particuliers, et il y avait, en conséquence, peu de rapports entre elles. Chaque division était, en outre, répartie en brigades ou salles d'étude de vingt à vingt-cinq élèves. On ne devait passer qu'un an dans chaque division, mais on avait la faculté de redoubler les cours, de façon qu'on pouvait passer quatre ans à l'Ecole. En entrant, il fallait se faire inscrire pour la carrière à laquelle on se destinait; mon rang d'admission me permettait de choisir, et, mon père ne pouvant encore se résoudre à me laisser servir un gouvernement qu'il regardait toujours comme révolutionnaire, je choisis les Ponts-et-Chaussées, par complaisance filiale, bien que n'ayant que fort peu de vocation pour cette carrière.

A cette époque, je l'ai dit, les élèves étaient libres; ils avaient le grade de sergent d'artillerie et en touchaient la solde, c'est-à-dire vingt sous par jour. Le costume consistait en un pantalon bleu, un gilet jaune, et une redingote bleue à châle, pareille à celle des membres de l'Institut mais avec cette différence que ces derniers la portaient brodée en soie bleu de ciel et que la nôtre était sans broderies, avec des boutons jaunes portant ces mots: Ecole Polytechnique ».

Le citoyen Guyton-Morveau était directeur de l'Ecole (1), et avait pour adjoints les citoyens Gay-

(1) Monge, 1746-1818, géomètre illustre, un des organisateurs de l'Ecole; Berthollet (comte), 1748-1822, professeur de chimie non moins illustre que son confrère Monge et que Fourcroy et Guyton-Morveau; Laplace (marquis de), célèbre géomètre, 1749-1827; Lacroix, mathématicien, 1765-1843; Chaptal (comte), 1756-1832, chimiste, écrivain, administrateur, ministre de l'intérieur en 1800, a écrit des mémoires publiés récemment; Prony (baron de), ingénieur, directeur de l'Ecole des Ponts-et-Chaussées, professeur de mécanique, 1755-1839; Legendre, géomètre, successeur de d'Alembert à l'Académie

Vernon et Larminat. Nos professeurs en titre étaient : Monge, Berthollet, Laplace, Lacroix, Chaptal, Fourcroy, Prony, Labbey, Fourier, Legendre. Les professeurs-adjoints se nommaient : Garnier, Hassenfratz, Hachette, Dinet, Vauquelin et Thénard. L'inspecteur des études était le citoyen Lebrun, homme sévère, mais qui avait su acquérir notre estime par l'intérêt qu'il nous portait et par sa dignité.

Les élèves qui n'avaient point de ressources suffisantes du côté de leurs familles recevaient un supplément de solde de quinze francs par mois. Il en coûta à mon amour-propre de me placer dans cette catégorie, mais je le fis dans le but de ne pas être à la charge de mon père, qui avait déjà fait de grands sacrifices pour moi ; je touchais donc, au total, quarante-cinq francs par mois pour me loger, nourrir et entretenir, etc.

Je m'étais empressé d'aller revoir, à Versailles, mon ancien maître, M. Liautard ; j'avais retrouvé à Paris, mon oncle, M. de Bermond, et sa famille, et mes cousines Alexandre et Charles d'Hautpoul : la première était une femme fort aimable, qui réunissait chez elle la meilleure compagnie et qui avait formé, en outre, ce qu'on appelait alors un bureau d'esprit ; la seconde, en sa qualité de femme auteur, ne le cédait en rien à sa belle-sœur. Au nombre des amis que je retrouvai étaient la présidente d'Arconville, alors fort âgée ; Mme de Lierville, qui recevait beaucoup de monde en de brillantes soirées ; Mme de Montchenu, fille de Mme de Maupeou, notre meilleure amie de Versailles ; la famille Hervé, dont deux filles étaient mariées à MM. Pajot et d'Orville, depuis référendaires à la Cour des

des sciences, 1752-1833 ; Vauquelin, chimiste de premier ordre, 1763-1829 ; Thénard (baron) 1777-1857, successeur de Fourcroy.

Comptes. Dans toutes ces maisons j'étais invité plusieurs fois par semaine, c'est-à-dire par décade ; car les dimanches et fêtes étaient encore inconnus, surtout à l'Ecole Polytechnique, où nous avions une demi-journée de congé le quintidi et une journée entière le décadi.

Lorsque je dinais en ville, je faisais honneur au repas, et, quand l'état de mes fonds ne me permettait pas de manger chez le restaurateur, je dinais chez moi avec du pain, du fromage et un verre d'eau fraîche. Chez moi aussi, je travaillais le soir dans mon lit avec une modeste chandelle sur ma table ; je ménageais mes vêtements avec un soin extrême. Enfin, je calculai si bien mon budget de recettes et de dépenses que, pendant trois ans que dura mon séjour à l'Ecole, ma famille peut me rendre cette justice que je n'ai pas fait un sou de dettes ; et, cependant, on verra plus tard que je ne me suis nullement privé de la société et des plaisirs du monde.

Chaque brigade avait un chef et un sous-chef, choisis parmi les élèves des promotions précédentes ; le chef de la 6^e brigade, à laquelle j'appartenais, était un nommé Carnay que j'ai retrouvé depuis professeur de mathématiques à Toulouse. J'étais tellement prévenu contre les élèves de l'Ecole que je les considérais tous comme de francs mauvais sujets, de sorte que, tout en restant bon camarade, j'étais résolu à ne me lier avec aucun d'eux. Dans chaque brigade il y avait des anciens et des nouveaux, et l'usage voulait que les uns fussent oppresseurs et les autres opprimés ; j'étais, par conséquent, de cette dernière catégorie. L'épreuve dite « de la bascule » était la plus terrible des vexations à subir : l'élève le plus vigoureux de la salle saisisait le patient à-bras-le-corps, pendant que d'autres s'emparaient de ses jambes, puis on l'élevait et

le faisait retomber sur un tabouret avec tant de violence que souvent le tabouret se brisait sous lui. Quoique la brutalité de ces jeux occasionnât souvent des accidents graves, les chefs de brigade n'osaient ni les empêcher, ni les dénoncer ; des vedettes, postées avec soin, nous prévenaient de l'arrivée des inspecteurs qui nous eussent pris en flagrant délit ; le mal était donc sans remède. De pareilles épreuves ne me tentaient nullement ; aussi fis-je de mon mieux pour me maintenir en bonnes relations avec mes camarades. Plusieurs jours se passèrent ainsi ; tout-à-coup, j'entendis une voix s'écrier un jour : — « La bascule à d'Hautpoul ! » Aussitôt, l'un des plus forts de la salle me saisit à m'étouffer pendant que d'autres se baissaient pour m'enlever. Je fus assez adroit, ou plutôt assez heureux pour donner un croc-en-jambe à mon redoutable adversaire ; il perdit l'équilibre, tomba tout de son haut et demeura étourdi sur le coup. Relevé avant lui, je le plaisantai de manière à mettre les rieurs de mon côté, et, bientôt après, je sortis de la catégorie des vexés, grâce à la manière dont s'était passée ma première épreuve, plus heureux en cela que d'autres de mes camarades, qu'un début malheureux rendit victimes pendant toute l'année.

L'esprit de l'École se ressentait encore de la fougue révolutionnaire de ses fondateurs. Nos murs portaient partout la devise funèbre : « Liberté, Égalité, Fraternité, ou la Mort ; » et je me souviens que, depuis l'assassinat des plénipotentiaires de Radstadt, on avait affiché jusque dans nos salles d'études cette phrase : « Les citoyens Bonnier, Roberjot et Jean Debry ont été lâchement assassinés par les tyrans. Leur sang fume ; il demande, il obtiendra vengeance (1). »

(1) Radstadt ou mieux Rastatt où furent assassinés, on n'a

On tenait beaucoup aux traditions républicaines, et je fus mis aux arrêts pour avoir, un jour, répondu : « Oui, Monsieur » au lieu de : « Oui, Citoyen » à l'un de nos professeurs.

On nous parlait tant de la liberté, de l'égalité, de l'indépendance républicaine, que nous étions, en général, fort insubordonnés ; je puis même dire que nous poussions cette insubordination jusqu'à manquer d'égard envers nos professeurs. Quelques-uns avaient cependant trouvé grâce devant nous : Monge, surtout, était écouté dans le plus profond silence ; Lagrange, Laplace, Fourier, Fourcroy, nous trouvaient aussi élèves dociles. Pour les autres professeurs, et particulièrement pour les répétiteurs, nous étions parfois impitoyables. Si leurs démonstrations ne nous paraissaient pas assez claires, nous les leur faisons répéter ; nous allions même jusqu'à les siffler. Si, dans la chaleur de la démonstration, il leur échappait quelques incorrections de langage, nous y répondions par des rires et des chants ironiques, qui les forçaient assez souvent d'interrompre les leçons, ou bien, le lendemain, nous écrivions, en grosses lettres, la phrase incorrecte sur le tableau.

Guidé par les raisons que j'ai données plus haut, je me tins sur la plus grande réserve pendant toute la première année de mes études ; j'étais assidu aux leçons, mais faiblement appliqué. Sachant que mon père avait eu pour objet principal, en me faisant entrer à l'Ecole, de me soustraire au service militaire, je ne travaillais que pour me maintenir dans le rang de mon admission, beaucoup plus par amour-propre que par zèle ou par ambition.

jamais éclairci par qui, Roberjot et Bonnier. Jean Debry échappa au massacre. Voir un livre récent : *Raslatt* par le capitaine Oscar Criste, traduit de l'allemand, Chapelot 1900.

Je ne parlerai pas des cours de cette première année ; comme je dus la redoubler, je n'en parlerai qu'à la seconde ; je dirai seulement qu'avec les livres de science qu'on nous fournissait pour suivre les cours, l'Ecole était infestée de tous les livres philosophiques et des romans les plus licencieux ; c'étaient les ouvrages de Voltaire, de Rousseau, de Diderot, etc..., enfin tous les livres les plus capables de pervertir les jeunes gens. J'évitais de les lire, mais je les entendais lire et commenter sans cesse autour de moi, de manière que je ne pouvais ignorer tout ce qu'ils contenaient de dangereux et de contraire à mes principes. Je me tenais en garde contre les livres licencieux, immoraux ou grossièrement irreligieux ; mais, je dois l'avouer, je me laissais déconcerter par des raisonnements qui me paraissaient justes.

Le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire m'en fournit plusieurs occasions ; il citait des passages et les réfutait avec ironie et d'une manière très logique ; j'en demeurais ébranlé. Je ne pouvais cependant penser que ma famille, M. Liautard et les personnes respectables avec lesquelles j'avais été en relations eussent voulu me tromper en m'inspirant du respect pour les livres saints, et j'étais étonné que ces traductions, qu'on donnait comme textuelles, ne m'eussent pas frappé à la lecture de la Bible.

J'en causai enfin avec M. Liautard ; nous recherchâmes le texte latin, pour le comparer à la traduction. Cette traduction était assez littérale, mais avec cette différence que le mot latin était rendu par une expression ridicule au lieu de lui donner son véritable sens. Cette découverte m'indigna contre ces philosophes qui étaient obligés de torturer la langue pour se donner raison ; j'aurais voulu avoir le temps et le talent de réfuter Voltaire,

de dévoiler de pareilles perfidies ; mais le temps et le talent m'ont toujours manqué.

Je vivais toujours en bonne intelligence avec les élèves de ma brigade, où nous avions conservé quelques victimes pour nos menus-plaisirs. Notre brigade était placée entre la cinquième et la septième, et toutes les trois avaient un escalier commun, ce qui les mettait constamment en rapport. Nous vécûmes toute l'année en bonne intelligence avec la septième, mais il n'en fut pas de même avec la cinquième, qui renfermait plusieurs mauvaises têtes. entre-autres Bougainville (1), Gourgaud (2), Plazanet et autres. Un de leurs envoyés étant venu dans notre salle, nous lui appliquâmes la bascule : il se plaignit, et aussitôt toute sa brigade vint nous demander raison ; nous convinmes des conditions du combat, et les deux brigades entières durent y prendre part. Il ne s'agissait de rien moins que de pénétrer d'une salle dans l'autre, pour bouleverser nos tables et nos travaux ; nous primes pour armes défensives et offensives nos cartons de dessin, que nous attachâmes avec des cordes en guise de boucliers, et nos règles pour nous servir de sabres. Le combat engagé, et après bien des horions reçus et donnés et plusieurs d'entre nous mis hors de combat, la victoire demeura incertaine et la paix fut proclamée, pour recommencer un autre fois. C'est ainsi que se passait souvent un temps que nous aurions pu mieux employer.

Je me livrais, comme les autres, à ces jeux souvent un peu rudes, mais j'étais toujours très réservé dans mes liaisons avec des jeunes gens dont j'avais

(1) Fils du célèbre navigateur, voyageur célèbre lui-même, et devenu officier général.

(2) Gourgaud (général-baron), l'ami fidèle et jaloux de Napoléon, dont MM. de Grouchy et Guillois ont publié récemment le *Journal de Sainte-Hélène*.

la plus mauvaise opinion. Je me persuadais que je devais être le seul, dans l'École, qui eût conservé quelques bons principes ; mais une circonstance que je dois rapporter me prouva bientôt que je me trompais.

La célébration du dimanche était toujours prohibée dans notre École, où l'on affichait hautement l'irrégion. Je tenais cependant, d'après les conseils de mon père, à aller à la messe ces jours-là et à profiter de ce que plusieurs églises étaient ouvertes. Je me levais donc de meilleure heure les jours fériés, et je me rendais dans une église avant l'heure de l'appel du matin ; j'avais alors soin de me cacher de mon mieux, car, si j'avais été découvert, ma position à l'École n'aurait plus été tenable. Un jour, m'étant rendu à Saint-Roch, je me blottissais contre un pilier, lorsque j'aperçus de l'autre côté de l'église un autre élève de l'École. Dominé par mes préoccupations, je crus qu'il venait pour m'observer et je me regardai comme perdu ; je tournai souvent les yeux vers ce malencontreux camarade, et je le vis, comme moi, rester jusqu'à la fin. Quoi ! pensai-je en moi-même, est-ce que nous serions deux ? Enfin, il sortit de son côté, moi du mien, et nous nous rencontrâmes sur le perron ; nous ne nous connaissions que de vue, car il était d'une brigade éloignée de la mienne. Nous nous accostâmes : — « Est-ce que vous venez de la messe, lui dis-je ? » — « Oui. Et vous ? » — « Moi aussi ». Et nous cheminâmes ainsi, en causant, jusqu'à l'École. Ce camarade, qui m'avait tant effrayé, était le citoyen Clermont, autrement dit le marquis de Clermont-Tonnerre, depuis pair de France et duc, lieutenant-général et ministre sous la Restauration. A dater de ce jour, nous ne nous perdîmes jamais de vue et sommes toujours restés liés ; il me fit connaître dans sa brigade plusieurs élèves du même

esprit que nous. J'en découvris aussi dans la mienne, entre autres deux amis, MM. de Lockart et de Tascher ; ce dernier, dont le père était cousin germain de la future Impératrice Joséphine et qui fut nommé sénateur, devint après lui pair de France. Je me liai avec eux, et je me rappelle que nous nous réunissions quelquefois pour aller dîner ensemble les vendredis et les samedis, afin de nous faire servir un diner maigre. Je dois encore citer, dans ma brigade, Evain, devenu depuis colonel d'artillerie, et Vandenzande, entré dans l'administration des douanes ; ils étaient doués d'une grande force physique et étaient assez souvent les exécuteurs de nos sentences de bascule. Lockart, de Tascher et un nommé Desjobert furent ceux avec lesquels je me liai le plus.

Je me suis étendu un peu longuement peut-être sur l'esprit intérieur de l'Ecole polytechnique, mais j'ai tenu à la faire connaître telle qu'elle existait alors, et à montrer la vie peu régulière que nous menions et combien les élèves profitaient mal de la liberté dont ils jouissaient. Il est temps de revenir maintenant aux grands événements qui se pressaient autour de nous (1)....

..... A cette époque se préparait une expédition maritime autour du monde, confiée au capitaine Baudin, célèbre navigateur. On avait demandé à l'Ecole polytechnique des élèves de bonne volonté pour faire partie de cette expédition ; plusieurs s'étaient déjà présentés, et j'avoue que cela me tentait aussi ; mais mon père s'y refusa et je dus y renoncer. Parmi ceux qui furent choisis se trouvaient des noms qui s'étaient déjà illustrés dans la marine française, tels que Bougainville,

(1) Campagne d'Italie : Gênes et Marengo. — Fin de la campagne d'Egypte.

devenu depuis amiral et célèbre voyageur comme son père, et Picot-Lapeyrouse, un de mes compatriotes, qui mourut dès le commencement de l'expédition. Le premier, après avoir fait de nombreux voyages autour du monde, est mort à Paris, membre du Conseil de l'amirauté, et je suis resté jusqu'à la fin en relations avec lui.

Les cours de ma première année d'études à l'Ecole polytechnique se terminèrent au mois d'octobre 1800, et nous eûmes un mois pour nous préparer aux examens. Je subis les miens au commencement de novembre, j'en manquai plusieurs et l'on me classa parmi les élèves qui durent recommencer une année dans la seconde division. Si j'en fus un peu humilié sous le rapport de l'amour-propre, je n'en étais pas autrement contrarié à cause de la carrière des ponts et chaussées que j'avais été obligé de choisir, car je me sentais beaucoup plus disposé à être militaire qu'ingénieur. Je profitai de ce petit congé de fin d'année pour aller passer quelque temps à Versailles, chez M. Liautard. Je voyais beaucoup, chez lui, deux ecclésiastiques d'une haute distinction : l'abbé Froment et l'abbé Borderie, depuis évêque de Versailles. Je trouvai aussi dans cette ville M^{mes} de Maupeou, de Camelin, ma sœur Françoise, et tous les amis que nous y avions laissés et avec qui j'étais si heureux de parler de ma famille.

Je fis ma rentrée à l'Ecole le 25 novembre, et je recommençai mes cours de la première année d'études. Ils se composaient de : un cours de stéréotomie ou géométrie descriptive, un d'analyse appliquée à la géométrie descriptive et divers cours d'application de cette même science à la coupe des pierres, à la charpente, à la théorie des ombres, au lavis, à la perspective, à la construction des cartes, et au levé des plans, par Monge et Hachette ; un

cours d'analyse algébrique et de calcul différentiel et intégral, par Garnier et Dinet; un cours de chimie, par Fourcroy, Vauquelin et Thénard; un cours de mécanique statique et dynamique, par Labbey; un cours de physique, d'électricité et de galvanisme, et un cours d'astronomie, par Hassenfratz; et, enfin, un cours de dessin, qui avait lieu le soir.

Ces cours étaient interrompus ordinairement les quintidis par des courses instructives dans Paris. Ainsi, dans le courant de l'année, nous fûmes visiter en détail l'hôtel et le dôme des Invalides, et surtout la collection des places fortes en relief qui s'y trouve; puis ce fut le tour de l'Observatoire, où l'on nous fit appliquer les leçons d'astronomie que nous avions reçues. Nous visitâmes la manufacture de glaces du faubourg Saint-Antoine, la manufacture des Gobelins, le cabinet des Mines, la pompe à feu de Chaillot, les carrières et les catacombes de Paris, la manufacture de porcelaines de Sèvres; et dans chacun de ces établissements on nous exerçait à utiliser les théories qui nous avaient été enseignées. Enfin, on nous fit visiter l'établissement des sourds-muets et assister à tous leurs exercices, qui nous intéressèrent vivement.

La liberté dont jouissaient les élèves fut fatale à un grand nombre d'entre eux; plusieurs de ceux qui avaient redoublé furent renvoyés, et d'autres renoncèrent même à se présenter aux examens.

Le dérèglement des mœurs amené par l'époque du Directoire était porté à son comble et ne contribuait que trop à perdre de malheureux jeunes gens livrés à eux-mêmes, sans guides, sans direction, et à qui on ne cessait d'inculquer les principes les plus dangereux du philosophisme et d'une liberté que chacun pouvait interpréter à sa fantaisie. Plusieurs quartiers de Paris, notamment le Palais-Royal, dit

Palais-Egalité, et les abords de divers théâtres, étaient encombrés de femmes tarées qui se livraient ostensiblement et avec impudence à leur industrie, que l'inconvenance de leur costume ne désignait que trop ; c'est tout ce qu'on en peut dire.

Ce qui paraîtra le plus étonnant, c'est que les modes de la société se ressentaient aussi de ce relâchement des mœurs : les femmes élégantes avaient adopté un costume soi-disant grec ; il se composait d'une robe fort légère, assez étroite, à taille très haute, et sans aucun autre vêtement au-dessous, ce qui dissimulait fort peu la nature. Parmi les élégantes de cette époque, on peut citer Mme Tallien et Mme Récamier, remarquables aussi par leur beauté. Ces robes à la mode étaient ordinairement assez longues, et quelques femmes s'étaient imaginé de les tenir relevées d'un côté avec une agrafe placée à la hauteur du genou. Les hommes avaient aussi adopté un costume assez bizarre : au lieu du pantalon, ils avaient repris la culotte, mais avec une forme toute particulière ; la jarretière descendait jusqu'au mollet et la ceinture montait jusqu'à la poitrine, de sorte que le gilet n'avait que quelques pouces de longueur. Il a toujours été assez difficile de s'expliquer les caprices de ce que l'on appelle la mode.

Les cours de l'Ecole polytechnique furent donc repris le 25 novembre. Je restai dans la même brigade ; mais la plupart des élèves avec lesquels je m'étais lié avaient disparu, les uns pour passer dans la première division, les autres en abandonnant l'Ecole ; Lockart et Tascher furent de ces derniers. De tous ceux dont je m'étais fait des amis, je ne retrouvai que Desjobert, qui redoublait comme moi. Nous étions les anciens, et nous vîmes arriver les nouveaux venus des départements ; nous les regardions comme bien inférieurs à nous, et j'avoue

que je ressentis un redoublement d'humiliation en songeant que j'allais recommencer les mêmes cours avec eux et trouver peut-être en eux des rivaux. Parmi ces nouveaux se rencontra un cousin de Desjobert, et du même nom ; c'était un jeune homme fort aimable et avec lequel je me liai, malgré mon ancienneté ; du reste, la plupart des tapageurs de ma brigade et des brigades voisines étaient partis ; j'étais du nombre de ceux qui faisaient la loi, et cette seconde année fut un peu moins bruyante que la première.

Pendant ce temps d'importants événements militaires s'étaient passés ; les armistices d'Alexandre et de Parsdorf avaient suspendu la guerre pendant quelques mois.....

..... A l'Ecole, le récit de ces brillants faits d'armes, la marche glorieuse de Moreau sur la capitale de l'Autriche, la nouvelle et rapide conquête de l'Italie, avaient exalté au plus degré nos jeunes imaginations. Nous n'entendions parler que de canons et de drapeaux enlevés à l'ennemi, de prisonniers tombés en notre pouvoir ; nous voulions tous être militaires, et notre séjour à l'Ecole nous paraissait du temps perdu. Pour ceux mêmes qui, comme moi, auraient voulu être appelés à combattre la Révolution, nous ne voyons plus que notre pays : l'armée de Condé était annulée, et la Vendée n'existait plus. Il était évident que les puissances alliées voulaient toujours abaisser la puissance de la France et n'avaient rien fait contre la Révolution ; nos scrupules étaient levés sous ce rapport : ne pouvant plus être royalistes, nous voulions être Français. Je regrettais de me trouver dans les ponts et chaussées, et je comptais bien faire tous mes efforts pour en sortir.

Nous avons vu Madame Royale, fille de Louis XVI, quitter la France par suite d'un échange contre

plusieurs représentants du peuple. Elle avait été habiter Mittau, auprès de son oncle Louis XVIII, et, là, elle avait épousé, le 10 juin 1799, son cousin germain, le duc d'Angoulême. La famille royale avait été parfaitement traitée jusque-là par l'empereur Paul I^{er}, qui avait signé le contrat de mariage de la duchesse d'Angoulême. Mais, le 23 janvier 1801, Louis XVIII et sa famille furent inopinément obligés de quitter le territoire russe et de se réfugier à Königsberg et à Varsovie, sans qu'on ait pu expliquer les motifs d'un aussi brusque départ (1).

Après les armistices qui avaient suspendu les hostilités, un congrès avait été réuni à Lunéville, le 1^{er} janvier 1801, pour entamer des négociations entre la France et l'Autriche; et enfin, le 9 février suivant, fut signé entre les deux nations le traité de Lunéville, par lequel il fut convenu que les cessions stipulées à Campo-Formio seraient confirmées. En outre, le Rhin, jusqu'au territoire hollandais, deviendrait la limite de la France; la Toscane serait cédée à l'infant de Parme; l'indépendance des Républiques batave, helvétique, ligurienne et cisalpine serait confirmée.

Pendant ce temps, le gouvernement français s'occupait à régulariser, par de nouvelles lois, la justice et l'administration intérieure du pays.

Un grand événement vint fixer l'attention publique, à cette époque, sur la Russie: le czar Paul I^{er} mourut subitement dans la nuit du 23 au 24 mars, à l'âge de quarante-sept ans. On voulut expliquer sa mort par le fait d'une attaque d'apoplexie, mais il est certain qu'il fut étranglé par quelques

(1) Ces motifs étaient d'ordre multiple, outre le caractère fantasque de Paul I^{er}. Lire le livre de M. Ernest Daudet, *les Bourbons et l'Émigration*, et *l'Europe et la Révolution française*, dans Sybel et Albert Sorel.

courtisans (1). L'empereur Paul I^{er} semblait disposé à devenir favorable au gouvernement français, ce qui, dès lors, fit penser que la politique de l'Angleterre n'avait pas été étrangère à sa mort. Son fils, Alexandre I^{er}, alors âgé de vingt-quatre ans, lui succéda.

La valeureuse armée de Condé, qui aurait pu être si utile aux puissances alliées pour combattre la Révolution française, fut presque toujours tenue en suspicion par l'Autriche, qui avait un tout autre intérêt dans sa guerre contre la France; aussi, elle ne s'était servie du courage et du dévouement des émigrés que dans les moments critiques où elle avait eu à se défendre elle-même. Cette armée de Condé, qui avait passé, successivement et plusieurs fois, de la solde de l'Autriche à celle de la Russie et de la Grande-Bretagne, fut enfin définitivement licenciée le 11 juin 1801, peu de mois après le traité de Lunéville, et, dès lors, le prince de Condé se retira en Angleterre.

Dans cette même année 1801 se termina l'expédition d'Egypte, à la suite d'une convention signée entre le général Baird et le général Menou...

A l'Ecole polytechnique, les cours de l'an IX, c'est-à-dire de la fin de 1800 à la fin de 1801, avaient commencé le 27 novembre. Les jours précédents, l'inspecteur Lebrun nous avait réunis pour la formation des brigades et pour proclamer les noms des élèves admis dans les services publics; puis le directeur, les professeurs et tous les fonctionnaires de l'Ecole furent solennellement convoqués sous la présidence du citoyen Chaptal, alors ministre de l'Intérieur. Le ministre, le directeur, Guyton-Morveau, et quelques professeurs pronon-

(1) Voir le livre récent du général de Schilder, *Histoire anecdotique de Paul I^{er}*, et un récit curieux publié dans le *Carnet*, tome VI.

cèrent des discours d'apparat, tendant à exciter notre zèle pour le travail et à exalter notre républicanisme. Les cours commencèrent ensuite ; ils différèrent peu de ceux de l'année précédente, ce qui me permit de les suivre avec assez de facilité ; je pus même remplir quelquefois le rôle de répétiteur auprès des nouveaux élèves. J'en profitai aussi pour aller beaucoup plus dans le monde. Mes cousins Alexandre et Charles d'Hautpoul, les familles de Lierville et de Montchenu recevaient la meilleure société, et j'avoue que je trouvais plus de charmes à ces réunions qu'à mes études. Il y avait des soirées de conversations vives et spirituelles, des soirées dansantes, où je me hasardai quelquefois, malgré ma gaucherie. Les familles Hervé et Pajot donnaient aussi des soirées fort agréables, et je reçus bientôt de nombreuses invitations. Mon embarras était parfois de m'y rendre ; mais, sur les fonds de mon équipement, j'étais parvenu à me faire faire un costume de soirée, et je m'étais précautionné d'un manteau et de larges bottines que je mettais par-dessus mes chaussures, de manière à aller à pied par tous les temps et à arriver aussi convenablement que ceux qui avaient des voitures. Je voyais souvent aussi mon oncle, M. de Bermond, que mon père avait en quelque sorte chargé de ma tutelle ; je faisais chez lui de bons dîners. Mon père, à cette époque, était rentré dans quelques fonds, et, touché de la résolution que j'avais prise de vivre avec mes modiques ressources, il me faisait passer par M. de Bermond quelques suppléments dont je me trouvais fort bien.

Au milieu de ce premier entraînement du monde, je n'oubliais pas Versailles ; j'y allais revoir souvent mes anciens amis et surtout M. Liautard, que j'étais toujours heureux de retrouver. Ce voyage était alors assez pénible ; on ne pouvait le faire

qu'en ces mauvaises petites voitures appelées « coucous » (1); il fallait attendre longtemps pour en comptéter le chargement, et l'on faisait une forte halte à Sèvres, de sorte que ce voyage durait au moins trois heures. On était loin de penser alors qu'un temps viendrait où on le ferait en moins d'une demi-heure (2).

Pendant l'été de 1801, les élèves eurent une sorte de fureur pour la natation. Une école destinée à cet exercice existait à côté du pont dit « de la Révolution », et nous nous y rendions pendant tous les intervalles de nos études. Je ne savais pas nager et me contentais de me baigner dans les endroits les moins profonds. Un jour, m'étant trop avancé, je perdis pied et je disparus; heureusement, quelques-uns de mes camarades, bons nageurs, vinrent à mon secours et me ramenèrent au bord avant que l'asphyxie fut complète. Je demeurai un peu étourdi et déconcerté de mon aventure, et je résolus, d'après cela, d'apprendre à nager. Dès le lendemain, je me mis entre les mains d'un des maîtres nageurs; il me plaça sur des sangles pour m'apprendre tous les mouvements que j'avais à faire, et, au bout de quelques instants, il me mit dans l'eau en me tenant au bout d'une corde avec une ceinture autour du corps. Le maître nageur, s'apercevant que je faisais bien les mouvements, lâcha peu à peu la corde, et j'arrivai ainsi jusqu'à l'extrémité de l'école sans m'apercevoir que je n'étais plus soutenu; mais, voyant tout à coup que j'étais abandonné à moi-même, je commençai à

(1) M. Paul Fromageot a publié récemment une spirituelle plaquette illustrée : *les Voitures publiques à Versailles, sous l'ancien régime*. Versailles, imprimerie Aubert.

(2) Cette partie des *Souvenirs* du général d'Hautpoul a été écrite en 1850. Le « moins d'une demi-heure » est malheureusement resté à l'état de règle non appliquée

battre l'eau et à m'enfoncer, lorsque le maître nageur vint à mon secours en me disant que j'avais fait tout le trajet à moi tout seul, ce qui ranima ma confiance, et j'en conclus même que nous saurions tous nager naturellement si la peur ne paralysait nos facultés.

Le Premier Consul, tout en ménageant les intérêts révolutionnaires, qu'il n'aurait encore pu heurter de front, cherchait cependant à rétablir les principes de l'autorité et à atténuer peu à peu la violence des haines républicaines contre les gouvernements monarchiques. Les lois de rigueur sur l'émigration n'étaient point encore rapportées, mais déjà des émigrés obtenaient des autorisations pour rentrer isolément en France ; c'est ainsi que je vis Louis d'Hautpoul, chevalier de Malte, qui avait servi quelque temps en Espagne ; il vint me voir assez souvent pendant son séjour à Paris, ainsi que plusieurs jeunes gens de ma province ; je citerai, entre autres, le jeune Pech, de Carcassonne, un de mes amis d'enfance.

Bientôt, voulant profiter des petits secours que me donnait mon père, je quittai mon triste réduit de la rue de Courty pour prendre un appartement plus aéré, et, afin de ne pas trop augmenter la dépense, je me réunis à mon camarade, et nous nous établîmes, près de la Madeleine, dans une grande maison qui n'existe plus et qui faisait face aux boulevards. Notre appartement, situé au sixième étage, se composait de deux pièces : l'une prenant son jour par en haut, l'autre donnant sur une terrasse d'où l'on avait une vue magnifique. Au moment de notre installation dans cet appartement, je pris quelques jours de congé pour faire un voyage assez curieux jusqu'à Ermenonville, avec mon cousin Louis, un de ses amis, M. de Guérin, et le jeune Pech. Nous partîmes tous les quatre par la

diligence, le 4 août, en passant par le Bourget, Boissy, où étaient situés le château et le parc de M. de Caraman, Dammartin, où nous quittâmes la voiture pour aller à pied jusqu'à Ermenonville. Nous parcourûmes le château et le parc, qui nous parurent magnifiques, et nous visitâmes aussi ce qui rend ce lieu célèbre : le tombeau de Jean-Jacques Rousseau.

En examinant ce tombeau, il m'arriva un accident fort singulier : pris d'un étourdissement, je tombai sans connaissance sur les marches du monument. On me rapporta à l'auberge, où une fièvre s'empara de moi, et ce fut le surlendemain, 6, qu'on me ramena avec peine à Paris, dans mon nouveau logement. Ma maladie se prolongea assez longtemps et devint même fort grave. Je reçus les soins du docteur Chaussier, qui était, en même temps, l'un des professeurs de l'Ecole polytechnique.

Pendant ma convalescence, je reçus des lettres de Carcassonne qui m'annonçaient un nouveau chagrin pour mon père : mes deux sœurs aînées avaient persisté dans leur résolution de renoncer complètement au monde. Elles avaient refusé plusieurs mariages avantageux, et la seconde, dominée par sa vocation pour entrer dans la congrégation des Sœurs de la Charité, résolut de quitter sa famille pour se rendre au Noviciat central, qui était à Paris. Je reçus une lettre d'elle, qui m'annonçait son arrivée, et une de la Sœur Duleau, supérieure du Noviciat, établi alors rue du Vieux-Colombier. Je m'empressai de m'y rendre, aussitôt après son arrivée.

Ma maladie ne me permettait pas encore de reprendre mes études, et j'en profitai pour demander un congé de convalescence. J'avais aussi un autre but, celui d'aller consoler mon père du

départ d'une de ses filles, qu'il ne devait plus revoir. Je partis de Paris le 14 septembre, aussitôt après l'arrivée de ma sœur.

Je revins à Paris le 4 novembre et rejoignis mon camarade Desjobert dans notre logement du boulevard de la Madeleine. Je me hâtai de me disposer à mes examens, ce qui ne m'empêcha pas d'aller plusieurs fois jusqu'à Versailles, chez M. Liautard. Je lus enfin mandé à l'Ecole, et je subis tous les examens nécessaires pour passer en seconde division. Plusieurs furent assez médiocres ; ma maladie et mon voyage m'avaient fait perdre beaucoup de temps et je n'avais pu me préparer suffisamment. Je fus cependant plus heureux que certains de mes camarades, qui furent encore renvoyés cette année, et je passai en seconde division, dans un rang qui ne fut ni bon ni mauvais. Le commencement des cours pour l'an X eut lieu le 22 septembre.

Pendant mon séjour au Languedoc, j'avais demandé à mon père de changer définitivement la carrière que j'avais choisie. Il n'était plus question de la Vendée ni de l'armée de Condé. Il n'existait plus aucun moyen de servir la royauté, et, comme Français, on ne pouvait plus songer qu'à servir la France et à la défendre des invasions étrangères dont elle avait été si souvent menacée.



CHAPITRE XI

Consulat à vie. — Mon cousin Charles d'Hautpoul. — M^{me} Pourrat. — Le général d'Hautpoul. — La Garde consulaire. — Eugène de Beauharnais. — La Légion d'honneur. — Prise d'habit de ma sœur Rose. — Mariage de ma sœur Pauline. — Parents et amis. — Nommé sous-lieutenant.

Pendant ce temps, le traité d'Amiens était venu compléter, par la paix générale, la gloire que le général Bonaparte s'était acquise par les armes; le Concordat avait réglé les relations de l'Eglise romaine et de la France...

Suivant la Constitution de l'an VIII, Bonaparte avait été nommé Premier Consul pour dix ans, et cette nomination, soumise à un vote national, lui avait donné 3,001,007 voix, sur 3,012,560 votants. Par un sénatus-consulte, dit organique, du 8 mai, le Sénat prorogea de dix années ses fonctions de Premier Consul, voulant lui donner ainsi un témoignage de la reconnaissance nationale.

Revenant maintenant à mes souvenirs de famille, je dois d'abord parler de mon cousin Charles.

Ayant été chargé de porter au Premier Consul la capitulation du général Menou, il était arrivé à Paris dans l'automne de 1801. Sa femme (1) l'attendait avec une vive impatience; elle comptait encore sur l'ascendant de son esprit, mais ce qu'avait prévu mon père arriva : le jeune et brillant colonel se trouva embarrassé d'une femme dont l'âge était trop disproportionné avec le sien. Après deux ans d'absence, la première entrevue fut froide; cette froideur conduisit à l'éloignement, et finit enfin par

(1) On se rappelle que Charles d'Hautpoul avait épousé la comtesse de Beaufort, poète et romancier.

une rupture et une séparation complète. Je fus souvent témoin des chagrins de la femme, des torts du mari, et j'en étais péniblement affecté pour eux.

Depuis mon retour du Languedoc, j'allais voir assez souvent ma sœur Rose dans son noviciat. Elle se livrait à ses exercices de dévotion et à son apprentissage de sœur de charité avec un zèle que la plus sincère vocation pouvait seule lui donner ; elle paraissait inspirée ; elle regrettait sans doute son père sur la terre, mais elle voyait sa mère dans le ciel, et elle jouissait d'avance d'un bonheur parfait en pensant que ses prières contribueraient à la réunir un jour avec toute sa famille dans le séjour des bienheureux. Cette bonne sœur me donnait souvent d'excellents conseils sur le monde ; je les recevais avec reconnaissance ; j'aurais voulu les suivre, mais j'étais loin d'avoir atteint sa perfection et son détachement des choses d'ici-bas.

L'hiver qui commença l'année 1802 fut très animé dans la société parisienne ; et, pour ma part, je dois avouer que je me laissai quelquefois entraîner aux plaisirs du monde jusqu'à compromettre un peu mes études, car, après avoir passé une nuit au bal ou dans d'élégantes soirées, je me surprénais le matin, à l'Ecole, sommeillant pendant les leçons et surtout sur mes livres.

La danse, à cette époque, était devenue un art, même dans la société : jeunes gens et jeunes femmes cherchaient à rivaliser avec les danseurs de profession. Pour me rapprocher d'eux, j'eus l'idée de me donner un maître de danse, mais le malheureux manqua m'estropier en voulant faire de moi un artiste ; je le quittai bientôt, préférant danser pour m'amuser plutôt que pour me faire admirer.

Ma cousine Alexandre avait chaque semaine de fort agréables réceptions. Je voyais chez elle : la famille d'Avessens, de Toulouse ; M. et M^{me} de

Turenne : M. de Turenne se fit remarquer à la cour impériale (1), et je restai longtemps en relations avec lui ; M. Carion de Nizas, ancien militaire, qui, s'étant fait auteur dramatique, fut cruellement mal-traité par les élèves de l'Ecole polytechnique ; M. de Mac-Carthy ; M. Pasquier (2) ; M^{me} de La Pérouse, femme du célèbre navigateur, qui, depuis douze ans, ignorait encore si elle était veuve ; M^{me} Vigée-Lebrun, femme célèbre par son talent pour la peinture et aussi par son esprit.

Je vis aussi très souvent, chez ma cousine Alexandre : M^{me} Hocquart et sa mère, M^{me} Pourrat (3), remarquables par leur amabilité. M^{me} Pourrat, surtout, avait de grands succès par son esprit, ce qui avait donné lieu à ce jeu de mots sur son nom : « M^{me} Pourrat... tout ce qu'elle voudra ». — Je trouvai un jour, chez ma cousine, M^{me} de Staël ; jusque-là, les femmes d'esprit que j'avais rencontrées avaient ce genre d'amabilité qui fait valoir leurs interlocuteurs ; M^{me} de Staël, au contraire, ne cherchait qu'à dominer, à montrer sa supériorité, et j'avoue qu'elle ne me plut pas du tout.

Ma cousine recevait aussi les hautes notabilités de la littérature, et je rencontrai chez elle : l'abbé Delille, MM. de La Harpe, Fontanes, Michaud, Legouvé, Denon ; ce dernier avait un cabinet de curiosités et d'antiquités très remarquable et que je visitai avec un grand intérêt.

Ma cousine Charles, voulant se dédommager de ses chagrins intérieurs, donnait souvent de jolies soirées dansantes, dont son fils Edouard de Beaufort faisait les honneurs avec elle. J'y voyais la famille

(1) Comte de Turenne d'Aynac, chambellan de Napoléon I^{er}.

(2) Futur garde des Sceaux, chancelier de France et duc.

(3) On se souvient qu'André Chénier fréquentait beaucoup la maison de M^{me} Pourrat. La *Fanny* du poète est M^{me} Lecoul-tuex, fille de M^{me} Pourrat et sœur de M^{me} Hocquart.

de Lameth, dont la mère était remarquable par une barbe d'homme, qu'il lui fallait faire tous les jours; les poètes Lebrun, Lormian et autres. Ma cousine était en guerre poétique fort spirituelle avec le premier, au sujet des femmes auteurs. Je voyais aussi la veuve du général Joubert (1), jeune femme charmante, qui nous donna un soir une pénible émotion. Les femmes avaient adopté, à cette époque, des robes à queue, même pour le bal; un soir, en valsant avec le jeune de Beaufort, M^{me} Joubert laissa échapper sa robe, qu'elle tenait sous le bras; cette robe enveloppa les pieds des danseurs, qui firent une chute affreuse; M^{me} Joubert resta sans connaissance, il fallut la transporter sur un lit et son état inspira de vives inquiétudes pendant plusieurs jours.

Je retrouvai aussi à Paris un ancien avocat de Carcassonne, devenu depuis le comte Fabre de l'Aude; il était alors président du Tribunat, et comme tel, il donnait de nombreuses et brillantes soirées. Sa femme était remarquable par une fécondité peu commune; elle avait eu vingt-quatre enfants dont presque tous des filles, et elle ne conserva de garçon que le dernier-né, c'est-à-dire son vingt-quatrième enfant.

La famille Pajot m'offrait aussi d'agréables ressources de société; les deux frères étaient lancés dans les hauts grades de la franc-maçonnerie; ils me parlaient souvent de leurs brillants banquets, et même des fêtes du soir, où les dames étaient admises. Ils m'engagèrent à me faire recevoir dans leur loge, celle de la *Parfaite Union*. Je n'y voyais que des banquets et des soirées; j'acceptai; après toutes les formalités et les épreuves d'usage, je fus

(1) Née de Montholon, épousa plus tard le maréchal Macdonald.

reçu franc-maçon, avec le grade d'apprenti, et cela me fournit encore une nouvelle distraction.

J'avais aussi été recommandé à M^{me} de Poulpry, femme âgée et fort riche. Elle possédait une belle terre près de Carcassonne, et on prétendait qu'elle pouvait venir de Paris à Carcassonne avec ses chevaux, en couchant tous les soirs dans une de ses propriétés; mais sa maison n'offrait aucun agrément, et j'avoue que je la négligeai beaucoup.

C'est à la même époque que je fis connaissance avec le général de division d'Hautpoul, qui, depuis la paix, était venu passer quelque temps à Paris. Connaissant les opinions de mon père, il me reçut d'abord assez froidement, mais je lui parlai de mon désir d'être militaire; il me questionna sur mes études de l'Ecole polytechnique et m'encouragea avec bienveillance dans ma résolution.

En parlant de toutes les personnes que je fréquentais le plus, je ne dois pas oublier encore, chez mon oncle, M. de Bermont, une de ses filles, mariée avec M. d'Hulst; une fille de M. de la Barthe, sous les ordres duquel j'avais été à l'Ecole d'Equitation de Versailles, et qui était M^{me} de Fourmont; la famille du Roure, qui recevait beaucoup de monde, dont une des filles devint M^{me} de Sainte-Aulaire, et dont une autre épousa M. Scipion d'Hulst, beau-fils de ma cousine.

Mes anciens camarades Tascher et Lockart venaient aussi quelquefois à Paris avec leurs familles, et je les voyais beaucoup. Je dois citer une anecdote assez piquante dont je fus témoin chez M^{me} de Lockart mère.

Elle recevait souvent l'archevêque de Paris, Mgr de Belloy, alors âgé de quatre-vingt-dix-neuf ans; il était encore fort gai, fort aimable, et jouissait de toutes ses facultés. Un soir, un jeune homme qui se trouvait dans notre réunion, voulant

lui faire sa cour, lui adressait force compliments et finit par lui dire : « Ah ! Monseigneur avec votre santé, vous vivrez certainement jusqu'à cent ans ! » L'archevêque se retourna d'un air assez plaisant, et répondit : « Une belle grâce que vous me faites là, Monsieur ! Vous ne voulez donc m'accorder qu'un an d'existence ? » On conçoit l'embarras du malheureux complimenteur.

Tout en poursuivant mes études à l'Ecole, je cherchais toujours à changer ma carrière civile ; j'étais encore incertain entre le génie, à cause de mon cousin Charles, et l'artillerie, qui s'était si souvent distinguée pendant la guerre. Je dois raconter ici les circonstances qui arrêterent définitivement mon choix.

A l'époque du Consulat, une garde consulaire avait été formée, qui fut l'origine de la garde impériale. Au commencement des guerres de la Révolution, on avait créé une artillerie légère ou artillerie à cheval, qui avait acquis une grande réputation par un genre de service beaucoup plus actif que celui de l'artillerie ordinaire et qui contribua puissamment à la plupart de nos victoires. Cette nouvelle artillerie, composée d'hommes pris dans tous les régiments de l'arme, fut animée d'un esprit de corps qui lui procura une grande renommée ; une batterie de cette artillerie à cheval faisait partie de la garde des Consuls. Le général Bonaparte, qui avait épousé, en 1796, M^{me} de Beauharnais, née Tascher de la Pagerie, avait un beau fils, Eugène de Beauharnais, qui commandait les guides ou chasseurs à cheval de la garde consulaire. J'assistai, un jour, à une revue aux Tuileries ; j'aperçus Eugène de Beauharnais, qui avait à peine mon âge, revêtu du plus riche uniforme, défilant à la tête de ses chasseurs et suivi de la batterie d'artillerie à che-

val et je finis par trouver une permutation qui m'ouvrit cette nouvelle carrière.

Le Premier Consul s'occupait toujours d'améliorer les diverses branches de l'administration intérieure, et bientôt, malgré la répulsion qu'avait témoignée la République pour toutes les distinctions honorifiques, il avait compris la passion des Français pour les marques distinctives; et, dès lors, il eut la pensée de fonder un nouvel ordre destiné à récompenser les mérites, tant civils que militaires : cet ordre fut celui de la « Légion d'honneur », créé par une loi du 19 mai. Cette nouvelle institution parut d'abord extraordinaire à ceux qui avaient été témoins de la violence avec laquelle on avait supprimé les anciens ordres; elle fut vivement combattue au Tribunat, particulièrement par MM. Savoie-Rollin et Chauvelin, qui voyaient une sorte d'incompatibilité entre la République et un ordre de chevalerie. Cette loi n'obtint qu'une faible majorité dans les autres corps de l'Etat, mais l'ordre fut définitivement institué. Cette nouvelle distinction, qui avait été d'abord fort controversée, eut bientôt un grand succès et fut vivement recherchée par ceux-là même qui s'y étaient opposés et par ceux qui avaient le plus contribué à détruire les anciennes distinctions. L'ordre de la Légion d'honneur dut subir plusieurs modifications dans sa forme et dans ses statuts, suivant les différentes phases de la puissance de son fondateur. M. de Lacépède, alors président du Sénat, en fut nommé grand chancelier l'année suivante, et, plus tard encore, le Premier Consul choisit une occasion pour en faire une distribution solennelle.

Pour moi, tout en continuant à partager mon temps entre mes études et le monde, je repris pendant l'été, avec plusieurs de mes camarades, nos exercices de natation; je devins habile nageur, et

même assez bon plongeur pour faire quelques tours de force en allant explorer le fond de la rivière.

Dans le commencement de cette année 1802, je reçus la visite d'un jeune homme de Carcassonne qui était d'un grand intérêt pour moi et pour ma famille : c'était le jeune Laperrine, fils unique d'un des plus riches et des plus honorables négociants de cette ville ; il venait de faire d'excellentes études au collège de Sorèze. De retour dans sa famille, il connut ma sœur Pauline, âgée de dix-huit ans ; il en devint vivement épris, et ses parents vinrent bientôt la demander en mariage pour leur fils. Mais le futur n'avait que vingt ans, et mon père le trouvait bien jeune pour lui confier le bonheur de sa fille ; sans refuser un mariage aussi avantageux dans notre position, mon père exigea que le prétendu fût mis à l'épreuve, qu'il voyageât, qu'il vînt à Paris. Le jeune homme s'empressa de venir chez moi, et bientôt nous nous vîmes tous les jours ; il ne me parlait que de ma sœur. Je le présentai dans les sociétés où j'étais admis et où il eût beaucoup de succès. Je lui fis connaître Paris et aussi Versailles où j'allais tous les décadis ; nous nous rendions dans les bons spectacles, nous dînions ensemble, et, pendant tout son séjour à Paris, sa conduite demeura irréprochable ; j'en rendais compte à mon père, et bientôt le mariage fut résolu. Il fit un excellent mari, et, en devenant mon beau-frère, il devint aussi le meilleur de mes amis (1).

Dans le même temps, ma sœur Rose, que nous allions voir souvent, termina son noviciat et fut admise dans la congrégation des Sœurs de la Charité ; j'assistai à la touchante cérémonie de sa prise d'habit, qui eut lieu le 9 mai, et, dès le 10, elle fut

(1) Ses descendants portent le nom de Laperrine d'Hautpoul.

envoyée dans un vaste hôpital situé à Dourdan. Par les soins assidus et empressés qu'elle prodiguait aux malades, elle devint le modèle de la communauté. Je fis plusieurs fois le voyage de Dourdan pour aller la voir ; je n'entendais que des éloges sur son compte, et il était difficile, un effet, de ne pas être édifié de son zèle et d'un dévouement que la religion seule peut inspirer.

Mon cousin Charles, alors à Paris, avait la plus belle carrière ouverte devant lui ; il était jeune et déjà colonel. Le général Bonaparte avait été à même de reconnaître son mérite ; il se rappelait l'avoir vu à l'Ecole de Brienne ; il lui proposa de l'attacher à sa personne en qualité d'aide de camp, mais ce titre ne lui parut pas en rapport avec le grade de colonel. Il n'accepta pas, et, dès lors, sa carrière fut brisée, tandis qu'il aurait pu partager la faveur des généraux Duroc, Le Marois, Lauriston, Savary, Rapp, Caffarelli, Caulaincourt et autres.

Moi, je suivais de mon mieux les cours de l'Ecole polytechnique, car j'avais le plus grand désir d'être reçu à la fin de l'année, et cependant je ne pouvais plus m'astreindre à travailler le soir chez moi. Mon camarade Desjobert me querellait souvent à ce sujet ; nous nous étions promis de ne pas nous séparer, de nous faire recevoir ensemble, et il me prédisait qu'il serait reçu et que je ne le serais pas ; j'en avais parfois l'inquiétude, et ce fut cependant le contraire qui arriva ; mais je dois avouer que je fut plus heureux que raisonnable. Le cercle de mes connaissances s'était tellement agrandi, que je n'avais pas une soirée à moi, soit en parties de spectacle, soit en réunions de salons. Le spectacle attirait alors toute la bonne compagnie, d'abord par un choix de pièces charmantes et du meilleur ton, qui avaient remplacé les pièces révolutionnaires ; et puis par une réunion aussi complète d'acteurs

remarquables telle qu'on n'en avait point encore vues et qu'on n'a pu retrouver depuis.

Au milieu de ces distractions, je n'étais pas sans faire quelques réflexions sur ma position; j'approchais de mes vingt-deux ans et je n'étais encore qu'élève, tandis que des amis et des camarades, plus jeunes que moi, étaient déjà employés; ces réflexions m'humiliaient parfois. J'ai dit l'impression produite par Eugène de Beauharnais, déjà à la tête d'un corps d'élite; le jeune Edouard de Beaufort, que son beau-père avait fait nommer adjoint du génie, était à l'Ecole d'application de cette arme à Metz. Plusieurs de mes camarades m'avaient devancé d'un an dans cette même école et dans celle d'artillerie de Châlons, entre autres Clermont-Tonnerre, Gourgaud, Evain et Bruel.

Je retrouvai à Paris la famille de Lille, avec laquelle j'avais été lié pendant mon enfance, à Versailles : la fille était richement mariée, et, des trois fils, deux arrivaient d'Egypte, où ils avaient rempli des emplois civils. Enfin, je retrouvai aussi M. de Barante, qui avait été préfet de Carcassonne; son fils, entré comme moi à l'Ecole polytechnique, occupait un emploi auprès du Conseil d'Etat; c'est lui qui s'est fait remarquer depuis dans la carrière de l'administration, de la diplomatie, et comme auteur distingué.

Ces rapprochements piquaient mon amour-propre et me faisaient sentir le besoin d'être reçu, d'autant plus qu'à cette époque je dus me faire inscrire pour la conscription.

..... Je suis encore à me demander comment, au milieu de tant de distractions, je pus suivre les études de l'Ecole polytechnique. J'assistais assez exactement aux leçons; je prenais des notes, mais je ne travaillais pas, car, non seulement, je passais toutes mes soirées dans le monde, au spec-

tacle, quelquefois même dans diverses réunions publiques fort à la mode alors, telles que les élégants salons et les jardins de Frascati et du pavillon de Hanovre, mais la plupart de mes matinées se passaient en visites, en promenades, en dîners; on dinait, à cette époque, entre deux et trois heures; à cinq heures, on devait rentrer à l'Ecole, mais j'y allais rarement.

A l'Ecole, nous perdions souvent un temps précieux dans les luttes de force et d'adresse que nous engagions entre nous; notre chef de brigade, Soalhat, élève comme nous, ne pouvait rien empêcher. Quant aux inspecteurs de l'Ecole, les citoyens Lebrun, Durand, Larminat et Gay-Vernon, nous ne les voyions guère que pour les appels.

Malgré cette vie passablement agitée, je trouvais encore le temps de remplir la promesse que j'avais faite à ma famille et à mes anciens amis de ne pas négliger mes devoirs religieux. J'allais souvent dans diverses églises de Paris, et j'assistais même aux grand'messes et aux offices complets. Les églises que j'avais le plus particulièrement adoptées étaient Saint-Roch et la Conception; cette dernière n'existe plus depuis longtemps; elle était située rue Saint-Honoré, à l'endroit où débouche maintenant la rue Richepanse. En parlant d'une église détruite, je dois en mentionner aussi une autre qui s'élevait: de mon logement, qui était en face des boulevards, je pus voir, en effet, les transformations qu'eut à subir la Madeleine. Ce devait d'abord être une église, et de vastes constructions avaient été élevées en conséquence; quand elle fut destinée, plus tard, à devenir le temple des grands hommes, je vis démolir ces premières constructions pour faire place à d'autres, tracées sur un nouveau plan, lesquelles ont été interrompues pendant longtemps. C'est au milieu de ces fluctuations que ce monument

s'est enfin terminé tel qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire en magnifique temple plutôt qu'en véritable église.

Les cours de l'an X, à l'Ecole, se terminèrent à la fin d'août; les examens durent avoir lieu en octobre, et il nous resta le mois de septembre pour nous préparer. J'avais obtenu définitivement de concourir pour l'artillerie; je désirais beaucoup, comme on le pense, être reçu, mais j'étais fort inquiet, et avec raison, sur le résultat de mes examens. J'avais réussi à achever à l'Ecole tous mes travaux graphiques, très nombreux cette année, ce qui était déjà un grand point.

Les cours que j'avais à suivre se composaient de : cours d'art militaire, de tactique, de fortifications, d'attaque et de défense des places, de défilement et d'artillerie, par Gay-Vernon; cours d'analyse algébrique, de calcul différentiel et de calcul intégral, par Garnier, Fourier et Dinet; cours d'analyse appliquée à la géométrie descriptive, coupe des pierres et constructions, par Monge et Hachette; cours de mécanique appliquée, statique et dynamique, par Rouy; cours de physique appliquée, électricité, galvanisme, magnétisme, optique, acoustique, par Hassenfratz et Francœur; cours de chimie pratique, manipulations et expériences de chimie, par Guyton-Morveau, Thénard et des Ormes; cours de mines, forges et fonderies, par Hassenfratz; cours de travaux publics, ponts et chaussées, canaux et ports, par Sganzin; cours d'architecture, par Durand. Enfin, le cours de dessin de Neveux et Lemire; et, comme l'année précédente, nous fûmes visiter tous les établissements curieux de Paris. Les plans en reliefs des Invalides nous intéressèrent davantage cette fois, car nous avons suivi un cours complet de fortifications.

Au mois de septembre, je fus un peu malade et je dus consulter le docteur Chaussier. Pendant le reste du mois et au commencement d'octobre, je restai davantage chez moi et me mis à travailler sérieusement, jusqu'à passer quelquefois des nuits. Les notes que j'avais prises durant les leçons me furent d'un grand secours et m'aidèrent beaucoup à repasser rapidement tous mes cours.

Enfin, le 16 octobre, les examens commencèrent. Ils furent divisés en trois séries : les sciences mathématiques, par Legendre ; les sciences appliquées et les travaux géographiques, par Ferry ; les sciences chimiques, par Barruel. Mes examens, sans être brillants, me laissèrent cependant quelque espérance, et je sus, en effet, dès le premiers jours de novembre, que je me trouvais parmi les admis ; on peut juger de ma joie. Mon camarade Desjobert ne fut pas si heureux ; il dut redoubler, et, dans son désespoir, il partit sur-le-champ pour aller se consoler dans sa famille.

L'École d'application du génie était depuis longtemps à Metz, et celle de l'artillerie à Châlons. A la fin de l'an X, le Premier Consul décida que ces deux écoles seraient réunies en une seule à Metz, sous le titre d'École d'application de l'artillerie et du génie, et formeraient seulement deux sections séparées.

Ma nomination officielle ne se fit pas attendre : je reçus une lettre du ministre de la Guerre, Berthier, qui m'annonçait ma promotion au grade de sous-lieutenant d'artillerie, en date du 1^{er} frimaire ou 22 novembre 1802, avec ordre de me rendre à Metz. Le temps passé à l'École polytechnique, et employé aux études préliminaires, était compté aux militaires pour quatre années de service, de sorte qu'à la réception de la lettre ministérielle, je pus dater mon entrée à l'armée du 22 novembre 1798.

CHAPITRE XII

L'abbé Liautard. — Départ pour Metz. — L'École et la société.
— Nouvelles militaires. — Le complot de Cadoudal. — Proclamation de l'Empire.

Dans cette année 1802, je dus remplir les formalités exigées pour la conscription, mais ma réception à l'École de Metz les rendit inutiles.

Peu de carrières avaient été jusque-là plus incertaines que la mienne. Destiné d'abord, dès l'enfance, à l'état ecclésiastique, puis à devenir page et à préluder par la vie de cour à la carrière militaire, tombé de là à l'état de paysan et réduit à travailler la terre pour vivre; entré ensuite comme élève dans une école de cavalerie, mais sans but, ne sachant pas si je devais prendre du service en France ou hors la France; puis, ayant eu occasion d'étudier les sciences, admis à l'École Polytechnique en choisissant une carrière civile qui ne me convenait pas, car je voulais reprendre l'état militaire, je fus quelque temps indécis entre le génie et l'artillerie, et ce fut enfin cette dernière arme qui, avec l'espoir d'y servir comme artilleur à cheval, mit un terme à tant d'irrésolution.

Ce fut pendant mes examens, c'est-à-dire au mois d'octobre, que M. Liautard fixa aussi sa destinée. Sa vocation pour l'état ecclésiastique s'était complètement prononcée; il m'écrivit à ce sujet une lettre extrêmement touchante; il me parlait de sa détermination définitive, en m'annonçant qu'il allait entrer au séminaire de Paris, et que, devant se soumettre à une retraite assez longue avant son ordination, nos relations seraient nécessairement interrompues pendant quelque temps.

Ma sœur Rose avait déjà suivi sa vocation et

j'appris enfin que le mariage de ma sœur Pauline avec M. Laperrine avait été célébré à Carcassonne, le 23 novembre; ainsi elle était devenue dame en même temps que moi officier.

Pendant mes examens, j'avais été témoin d'un événement qui mit tout Paris en émoi, l'incendie de la Halle au blé, qui ne put être réparée que longtemps après.

Libre enfin de mes examens, je profitai de ma liberté pour aller faire quelques parties de campagnes. Je fus d'abord à Chambly, dans une terre de M^{me} de Lockart; j'y trouvai la famille de Marogues et d'autres visiteurs qui rendirent le séjour fort agréable; nous nous réunîmes plusieurs jeunes pour faire une partie de cheval jusqu'à Ermenonville, en passant par Senlis. Là, nous visitâmes en détail le château, le parc, la tour de Gabrielle, et le tombeau de J.-J. Rousseau, où je ne fus pas aussi malade que lors de mon premier voyage. De là, nous revînmes gaiement à Chambly, en passant par Morfontaine.

Après mon retour à Paris, je fis encore un nouveau voyage chez Mme de Lierville, dans son château du Bouleau, dépendant de la commune de Lierville, près de Pontoise; j'y passai une huitaine fort agréable, parmi beaucoup de personnes des châteaux voisins, chez qui l'on allait rendre visite; je pourrais citer, entre autres, les familles de Saint-Souplet et de Forget.

C'est en revenant de cette promenade que je trouvai ma lettre de réception, Je m'occupai immédiatement de mon uniforme, avec plusieurs de mes camarades admis comme moi, dont Levavasseur et Normand. Cette épaulette de sous-lieutenant fut certainement celle de toute ma carrière qui fit le plus d'effet sur moi. Aussi, dès que je fus habillé, je faisais toutes mes visites en uniforme, et, avec mon

camarade Levasseur, nous passions avec affection dans tous les lieux où il y avait des factionnaires, pour nous faire porter les armes.

Pendant la fin de mon séjour à Paris, je fis aussi quelques voyages à Dourdan, puis voir ma sœur Rose le plus souvent possible avant de m'éloigner d'elle.

J'attendais mon ordre de départ pour me rendre à ma nouvelle destination, et durant ce temps-là, les réunions et les plaisirs de l'hiver recommençaient à Paris. J'y avais pris un tel goût, et j'étais si reconnaissant de la manière dont j'avais été reçu chez toutes les personnes de ma connaissance qu'il m'en coûtait beaucoup de m'éloigner précisément quand les soirées commençaient. Cependant j'eus le temps d'avoir encore de brillantes réunions; je continuai d'aller chez ma cousine Alexandre, dans les familles de Bermond et d'Hults, chez Mesdames de Lierville et du Roure, dans les familles Hervé et Pajot, où j'avais fait connaissance avec Mesdames de Gadbois et de Launay, qui donnaient de fort jolies soirées. Avec MM. Pajot, j'assistai à de brillantes réunions de Franchs-Maçons. Parmi les personnes que je rencontrai, je dois citer encore: M. Dupré de Carcassonne; M. de la Panouse, qui, arrivant de l'émigration dans un dénuement complet, dut à son travail et à son mérite de devenir l'un des plus riches capitalistes de Paris; MM. de Pontsevez, de la Forcade, d'Alais; M^{me} Bouton, l'aînée des demoiselles Raoul, que nous avions connues à Meudon. Je voyais aussi, chaque jour, tous les camarades de ma promotion, presque tous fort impatients de partir. Le cousin de Desjobert, avec qui j'étais fort lié, venait de quitter l'Ecole pour suivre la carrière des consulats. Enfin, je retrouvai M. Rebilly, un de mes anciens professeurs de Versailles, qui était devenu l'un des administrateurs du théâtre

Feydeau. Il m'engagea un jour à un grand diner et à une soirée où je ne trouvai que des acteurs ou des actrices que j'avais vus sur le théâtre; il y en avait parmi eux de très curieux à rencontrer, mais dans cette réunion, dont le ton était si différent de celles dont j'avais l'habitude, je me sentais mal à l'aise, et j'évitai d'y retourner.

Enfin, l'ordre définitif de départ arriva. Je dus prendre ma feuille de route et je partis de Paris par la diligence, avec Even et Levavasseur, le 17 janvier 1803.

Nous nous arrêtâmes un instant à Meaux et fûmes coucher à la Ferté-sous-Jouarre. Le lendemain, nous dinâmes à Château-Thierry et couchâmes à Dormans; le jour suivant, diner à Epernay, glte à Châlons. Voulant profiter de notre voyage pour voir du pays, nous avions pris une diligence passant par Nancy. Nous eûmes après Châlons une portion de chemins de traverse où nous marchâmes souvent à pied. Nous fûmes coucher à Heiliz-le-Maurupt, et, de là, à Bar-le-Duc, puis à Saint-Aubin, et nous arrivâmes à Nancy le 23 janvier. Je m'y arrêtai un jour pour parcourir toute la ville; nous prîmes, le lendemain, la diligence de Metz, dinâmes à Pont-à-Mousson, et arrivâmes à destination le 24.

Je fus de suite, avec Even et Levavasseur, à Saint-Arnoult, où était établie l'Ecole. On nous assigna les logements que nous devons occuper; le mien fut dans l'un des pavillons de la citadelle, où je m'installai immédiatement. Le commandant des deux Ecoles était le colonel d'artillerie de La Martinière. Tous les élèves arrivèrent successivement, et les cours commencèrent le 5 février.

Mon grade de sous-lieutenant me donnait alors 4.100 fr. d'appointements; j'étais logé aux frais de l'Etat dans un bâtiment militaire; la vie était alors très bon marché à Metz, car nous avions arrêté une

pension où nous étions fort bien nourris à raison de 30 francs par mois pour déjeuner et dîner. Aussi je me trouvais fort riche et bien satisfait de ma nouvelle position.

Le bâtiment de Saint-Arnould était un ancien e vaste couvent, très bien disposé pour recevoir les deux écoles réunies. Ma promotion d'artillerie se composait de 40 élèves : 13 venant de la dernière promotion de Châlons, pour faire une seconde année à Metz, et 27 venant directement de l'Ecole Polytechnique. Les élèves sous-lieutenants du génie étaient au nombre de 56, partagés en deux divisions, tant de l'année précédente que de la promotion actuelle ; j'indiquerai dans le courant de l'année ceux avec lesquels je me suis trouvé le plus en rapport.

Si j'avais quitté Paris avec regret, j'arrivais à Metz au moment le plus animé des plaisirs de l'hiver. J'avais beaucoup de lettres de recommandation ; le jeune Edouard de Beaufort (1), qui, plus avancé que moi, venait de quitter l'Ecole, avait eu de grands succès à Metz et m'avait annoncé comme son parent et son ami, de sorte que, dès mon arrivée, je fus parfaitement accueilli, et bientôt même je n'eus plus à regretter la société de Paris. Celle de Metz, comme dans la plupart des villes de province, variait souvent, et pendant l'année 1803 elle se trouvait composée de la plus séduisante manière. Dans la plupart des familles où j'avais été recommandé, il y avait des jeunes personnes charmantes, et, dans la ville, se trouvait une nombreuse réunion de jeunes femmes, toutes aimant le monde, le plaisir, et donnant ainsi une grande animation dans la société. J'aurai souvent à parler de ces nouvelles connaissances, dont plusieurs sont devenues des liaisons fort agréables pour moi.

(1) Fils du 1^{er} mariage de M^{me} Charles d'Hautpoul.

Avant d'entrer dans tous les détails de mes études et de mon séjour à Metz, je dois revenir sur les événements politiques de la France.

Le Premier Consul s'occupa de la médiation pour terminer les différends qui divisaient les cantons suisses, acte qui imposait à la Suisse un nouveau pacte fédératif, et déterminait, en outre, la constitution particulière de chaque canton, ce que le Gouvernement fit appuyer par une armée de 30.000 hommes.

Bonaparte, marchant toujours vers le pouvoir suprême, était gêné par les droits qu'avait à faire valoir Louis XVIII; aussi eut-il la pensée de lui proposer d'y renoncer en lui offrant une compensation avantageuse. Mais Louis XVIII refusa toute négociation à ce sujet, voulant toujours réserver pour l'avenir le principe qu'il représentait.

A cette époque, le roi d'Angleterre, inquiet des préparatifs qui se faisaient dans les ports de France et de Hollande, adressa, dès le commencement de mars, plusieurs messages aux Chambres dans le but de demander à organiser des forces nécessaires pour mettre ses Etats à l'abri des attaques d'un gouvernement dont les intérêts leur étaient opposés.

Dès lors, le Premier Consul demanda et obtint des Chambres une nouvelle levée de conscrits, tant pour être mis en activité que pour la formation d'une armée de réserve.

Bonaparte, prévoyant que la rupture avec l'Angleterre devenait imminente, aurait voulu entraîner les Etats-Unis dans son alliance; mais ce gouvernement, au lieu d'entrer dans cette voie, et voulant se débarrasser du voisinage des Français, proposa l'acquisition de la Louisiane, moyennant une somme considérable que le Premier Consul finit par accepter, et qui fut stipulée dans une convention signée le 30 avril.

Bonaparte, cherchant toujours à arriver à une autorité absolue émanant de lui seul, se trouvait gêné par les principes de liberté sur lesquels se basait le gouvernement anglais; il regardait l'Angleterre comme une puissance rivale, la plus dangereuse pour lui et qu'il lui fallait renverser à tout prix : tel était le but de toutes ses pensées. Enfin, le 13 mai, l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, ne pouvant plus se faire illusion sur la mésintelligence des deux gouvernements, demanda ses passeports, et la rupture définitive du traité d'Amiens eut lieu le 20, par un manifeste du roi d'Angleterre immédiatement suivi de la reprise des hostilités ; et la France, après ce court intervalle de paix dont elle venait de jouir, se vit entraînée dans un nouveau système de guerres continuelles qui ne se termina qu'avec la chute de Bonaparte. Deux jours après la rupture avec l'Angleterre, les hostilités commencèrent par une sorte de violation du droit des gens : tous les Anglais qui se trouvaient en France furent arbitrairement arrêtés, considérés comme prisonniers de guerre et internés dans plusieurs villes de l'intérieur de la France, notamment dans celle de Verdun.

Aussitôt une armée nombreuse fut dirigée sur les côtes de la Manche et disséminée dans les différentes places des départements de la Somme, du Nord et du Pas-de-Calais. Le quartier général de cette armée fut établi à Boulogne, où on s'occupa avec la plus grande activité des préparatifs d'une descente formidable en Angleterre.

En même temps, le général Mortier fit une irruption dans l'Electorat de Hanovre, et en prit possession au nom de la France. L'Empereur de Russie s'étant présenté comme médiateur entre la France et l'Angleterre, dans le courant du mois d'août, cette dernière puissance refusa toute médiation à cause de la prise de possession du Hanovre.

A l'Ecole de Metz, où nous étions encore pleins du souvenir des brillantes campagnes de Bonaparte et de Moreau, nous avons regretté la paix dont se félicitait la France, et ce ne fut pas sans une sorte de joie que nous vîmes la reprise des hostilités qui nous permettait d'aspirer à marcher sur les traces de ceux qui nous avaient précédés dans la carrière de la gloire. Je dois parler ici de la composition de l'Ecole, de mes nouvelles études et de mon séjour à Metz, pendant que se faisaient les préparatifs d'une guerre où nous allions être admis à prendre part.

L'Ecole était, comme je l'ai dit, commandée par le colonel de La Martinière, ayant sous lui les capitaines Emy, Bigot, Bonnet, Joulain et le lieutenant Aubert, tant pour le génie que pour l'artillerie.

Nous eûmes à suivre un cours de mathématiques appliquées par Ferry et Persy ; un cours d'architecture, de fortifications et constructions militaires, par Dobenheim et Vallot ; un cours de dessin linéaire et de levers de plans, par Boudier et Tirmann ; études et expériences chimiques par Chevreuse. Il y avait, en outre, un manège attaché à l'Ecole et dirigé par Brandt, et une salle d'escrime dirigée par un nommé Belamour. Nous étions ensuite exercés aux manœuvres d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et aux exercices du tir ; et, enfin, une partie de l'été fut consacrée aux levers de plans et aux reconnaissances militaires. Les examens de fin d'année furent confiés au mathématicien Legendre.

La division militaire de Metz était commandée par le général Férino, devenu sénateur sous l'Empire, et le général Dutheil commandait alors la place.

Je restai fort bien avec tous mes camarades, tant de l'artillerie que du génie. Ceux avec qui je fus le

plus en rapports, alors et depuis, furent, dans le génie :

— Tholozé, devenu lieutenant-général d'état-major, et avec lequel je me trouvai membre de la Commission d'inspection de l'Ecole de Saint-Cyr; Desprez, devenu aussi lieutenant-général sous la Restauration, et que je fus appelé à remplacer dans le commandement de l'Ecole d'Etat-Major; Christin, qui fut avec moi officier d'ordonnance de l'Empereur; Riencourt, devenu riche propriétaire, et avec qui je suis toujours resté en relation; Plazanet, d'abord commandant des sapeurs-pompiers de Paris, puis commandant en second de l'Ecole militaire de Saint-Cyr; Vésian, avec qui j'avais été reçu à Toulouse; Soleyrol, qui fut longtemps attaché à l'Ecole de Metz; Marion de Beaulieu, colonel du génie, avec qui je suis resté constamment lié; Maublanc; Clouet, qui, n'étant pas passé par l'Ecole Polytechnique, n'était qu'un élève surnuméraire; il avait un talent remarquable pour le chant, ce qui lui procura des succès mondains. Il devint maréchal-de-camp du génie;

Dans l'artillerie :

— Clermont-Tonnerre, d'abord aide-de-camp du roi Joseph Bonaparte; il devint, sous la Restauration, je l'ai déjà dit, duc et pair de France, ministre et lieutenant-général; Gourgaud, officier d'ordonnance de l'Empereur, son aide-de-camp à Sainte-Hélène, et depuis aide-de-camp du Roi Louis-Philippe et lieutenant-général; Laguet de Mornay qui se distingua à Wagram; Tugnot de Lanoy, devenu lieutenant-général d'artillerie; La Villette, aide-de-camp du premier Inspecteur-général Laroisière; Lévassieur, avec qui je suis resté longtemps en relations; Pastoureau et Normand, devenus

colonels d'artillerie; Even, dont j'aurai à citer la mort à la bataille de Wagram; Bonneau, que je connus de longues années.

Je dois parler aussi avec quelques détails de la société de Metz où je me laissai entraîner, au risque même de compromettre mes études. Du reste la première année de mon séjour à Paris, et celle que je passai à Metz sont à peu près les seules où je me livrai à l'entraînement du monde. Auparavant j'avais été bien jeune et bien malheureux, et depuis j'ai été constamment absorbé par mes campagnes et mes devoirs militaires, jusqu'à l'âge où commencent à disparaître toutes les illusions. Le préfet de Metz était alors M. Colchen, devenu depuis sénateur; il donnait souvent de brillantes soirées dont sa sœur et sa nièce, M^{me} et M^{lle} Barthélémy faisaient parfaitement les honneurs. J'avais été recommandé aux familles de Marsillac et du Hautoy, et j'y fus fort bien accueilli, quoique l'on s'y montrât fort réservé pour recevoir les élèves de l'Ecole. Je fus admis aussi dans les familles de Chérizy, d'Hunolstein, du Coëtlosquet, de Briey.

Parmi les jeunes femmes élégantes qui animaient si bien la société, je citerai : M^{me} de Fréhaut, née de Batilly, dont le mari, alors capitaine du génie, devint aide-de-camp du roi Joseph Bonaparte et lieutenant-général, M^{me} de Scitiaux, née de Greische; M^{me} d'Aumont. Ces trois dames avaient été surnommées par nous : les trois Grâces. Venaient ensuite : M^{me} de Saint-Ignon, née d'Agrain; M^{me} de Julvécourt, M^{me} Boyer, M^{me} de La Martinière, femme de notre colonel, et plusieurs autres. Des hommes non militaires fréquentaient la société; je me rappelle : M. Héron de Villefosse, devenu ingénieur en chef des Mines; M. de Serres, alors apprenti avocat, et devenu, sous la Restauration, ministre de la Justice; MM. d'Haros, d'Egremont,

de la Vieuville, ce dernier surtout remarquable par son esprit.

En arrivant à Metz, je dus, comme tous les élèves, prendre un abonnement au théâtre; le spectacle était très bon alors, et offrait une ressource quotidienne à ceux qui n'allaient pas dans le monde. Il y eut aussi, pendant le carnaval, plusieurs bals masqués. Outre les réunions dans les maisons particulières, qui étaient nombreuses et fréquentes, il y avait souvent des concerts publics, et on avait organisé dans le vaste hôtel de l'ancienne intendance de très beaux bals par souscription où se réunissait la meilleure compagnie.

J'étais fort assidu à toutes ces réunions publiques; j'étais, en même temps, invité dans les soirées particulières; enfin, dans les fréquentes visites que j'avais à faire, j'étais accueilli avec la plus indulgente bienveillance. Il serait difficile, d'après cela, que je n'eusse pas toujours conservé de mon passage à Metz de fort agréables souvenirs.

J'avais toujours une correspondance très suivie avec mon père, mes sœurs, avec mes parents de Carcassonne et de Paris, avec les amis, enfin, que j'avais dû quitter, et surtout avec M. Liautard; mes anciens camarades Tascher et Desjobert furent aussi de ce nombre.

Ma sœur Rose m'avait fait recommander à Metz aux excellentes sœurs de Saint-Nicolas; j'allais les voir souvent; c'est là que je me rendais ordinairement pour suivre mes exercices religieux et que je cherchais à ne pas me laisser dominer entièrement par les plaisirs trop séduisants du monde.

Malgré les distractions que nous offrait la société de Metz, je suivais assez exactement les cours de l'Ecole; ils consistaient surtout en travaux graphiques qui étaient d'un grand intérêt pour nous. Nos professeurs, particulièrement Ferry et Dobenheim,

nous faisaient appliquer toutes les sciences mathématiques, mécaniques, chimiques, physiques, géologiques, à toutes les branches d'instruction qui pouvaient nous être utiles, tant dans l'artillerie que dans le génie. On nous fit faire des levés de bâtiments à la caserne de la Haute-Seille; des levés de fortifications, surtout au fort Bellecroix, citadelle de Metz, qui est un modèle dans ce genre. L'été, nous allions faire sur le terrain des levés de plans à la planchette, à la boussole, à vue, et des reconnaissances militaires; et, comme alors plusieurs personnes de la société de Metz habitaient leur maison des champs, nous profitions de nos excursions pour aller les voir et faire souvent de fort jolies parties de campagne.

Dans une de ces parties, je me rappelle avoir eu un mauvais tour à me reprocher. Je traversais la Moselle dans un bateau, avec plusieurs dames; il faisait très chaud, et, sous ce prétexte, je ne m'étais vêtu que fort légèrement. Au milieu de la rivière, très profonde en cet endroit, je me penchai un moment au bord du bateau; puis, tout à coup, je fis semblant de perdre l'équilibre, et, tombant la tête la première, je disparus sous les eaux. Reparaissant un peu plus loin, je vins rejoindre le bateau à la nage; mais ces dames avaient été horriblement effrayées; l'une d'elles était même complètement évanouie, et je dus me confondre en excuses sur une plaisanterie dont, certes, j'aurais dû mieux calculer l'effet.

C'est dans ces excursions que nous visitâmes tous les jolis sites qui se trouvent dans les environs de Metz, et parmi lesquels on peut citer surtout le délicieux parc de Colombey, Montigny, l'aqueduc de Jouy, etc.

Les agréments de notre séjour à Metz ne furent un peu troublés que par notre colonel, M. de La

Martinière. Très bon, sans doute, pour commander des soldats, il n'était nullement propre à conduire des jeunes gens. Il était reçu dans toutes les maisons de la ville ; toutes les fois qu'il rencontrait l'un de nous dans un salon, il l'examinait minutieusement, et, s'il lui trouvait la plus légère irrégularité de tenue, il lui ordonnait de sortir en le mettant aux arrêts, de sorte que nous avions fini par prendre l'habitude de nous retirer dès qu'il entra dans un salon. De leur côté, les maîtresses de maison, préférant notre société à la sienne, lui faisaient parfois fermer leur porte, ce qui l'indisposa encore davantage contre nous.

Il venait souvent visiter nos salles d'études, mais c'était toujours pour nous adresser des paroles dures et chercher l'occasion de punir quelques-uns de nous, si bien que, poussés à bout, nous finîmes un jour par nous révolter, en lui interdisant l'entrée de nos salles et le forçant à se retirer.

Un tel acte d'insubordination eut un grand retentissement. Des rapports furent adressés au commandant de la division et au Ministre. Le fait eût été assez grave pour licencier l'Ecole, mais le Ministre se contenta de nous infliger les arrêts en masse. A la levée de ces arrêts, le général Férino, commandant de la division, nous réunit tous chez lui et nous adressa une allocution sévère, mais dans un si mauvais français que nous pûmes difficilement nous empêcher de rire, ce qui eut dû provoquer une nouvelle punition ; mais, enfin, tout en resta là et nous reprîmes nos travaux.

On nous fit faire des manœuvres d'infanterie avec le maniement des armes, et je me rappelle, à ce sujet, un vieux sergent-instructeur qui était tout émerveillé de ce que nous apprenions dans quelques heures ce qui demandait plusieurs mois aux simples conscrits. Pour compléter notre instruction sous ce

rapport, on nous incorpora même dans un régiment d'infanterie afin de nous faire exécuter les manœuvres en grand.

Puis vinrent les exercices d'artillerie, que l'on nous fit pratiquer comme simples canonniers, et enfin les exercices du tir au polygone, qui nous intéressaient beaucoup et où nous devînmes fort habiles.

Ce fut ensuite le tour du manège. Je me trouvai posséder sur tous mes camarades l'avantage d'avoir été à l'École d'équitation de Versailles, et j'en obtins une sorte de réputation d'écuyer.

Enfin, après avoir achevé nos excursions dans la campagne, on nous fit terminer nos travaux graphiques par des levés d'usines et de machines, un projet de route et un simulacre de siège.

Les personnes avec lesquelles je me liai le plus intimement furent M^{me} de Marsillac, M^{me} Marie et M^{me} de Scilivaux. La dernière dut bientôt quitter Metz pour aller habiter Paris. M^{me} Marie allait fréquemment passer quelque temps chez sa mère, M^{me} de Batilly, qui possédait à Lunéville une charmante habitation ayant vue sur le parc du château. Dans l'intervalle des soirées, plus rares pendant l'été, nous eûmes l'idée, chez M^{me} de Marsillac, de jouer entre nous les tragédies de Racine. Nous nous en distribuâmes les rôles ; nos seuls spectateurs étaient les personnes de la famille, et ce fut pour nous un exercice de mémoire qui nous amusa beaucoup.

Le colonel de La Martinière n'aimait pas les jeunes gens trop répandus dans le monde, et, sous ce rapport, je devais lui déplaire plus qu'un autre, puisque j'étais engagé dans toutes les maisons de la ville. Il m'avait déjà mis une fois aux arrêts forcés pour avoir été, dans un moment où je me trouvais libre, au devant d'une dame qui revenait

seule de la campagne, afin de l'accompagner jusqu'à Metz. Une autre occasion se présenta bientôt d'exercer sa sévérité.

Il m'avait accordé huit jours pour faire un relevé de reconnaissance assez éloigné de Metz ; j'exécutai ce travail très rapidement et je voulus profiter du reste de mon temps pour aller à Lunéville, chez M^{me} Marie et de Batilly. J'y passai trois jours, pendant lesquels je mis la dernière main à mon travail, et je revins à Metz, au jour fixé pour ma rentrée. Mais quel fut mon désappointement lorsqu'au moment de l'appel je me vis arrêter et conduire en prison pour avoir quitté la division sans permission. Cette punition, qui dura cinq jours fit beaucoup d'effet dans la ville. Jusque-là, les élèves avaient été mis aux arrêts simples ou aux arrêts forcés, mais je fus le premier à goûter de la prison. Aussi me témoigna-t-on le plus grand intérêt, et la répugnance que l'on avait à recevoir le colonel de La Martinière ne fit-elle qu'augmenter.

J'ai dit que je recevais souvent des nouvelles de ma famille. Je sus ainsi que mon frère César s'était présenté aux examens pour entrer dans la marine, et qu'il avait été reçu comme élève aspirant et embarqué presque aussitôt ; ce brusque départ causa beaucoup de chagrin à ma tante de Lamée. Olivier d'Hautpoul, fils de ma cousine Alexandre, qui avait atteint l'âge de la conscription, venait de prendre le parti de s'engager comme simple soldat dans un régiment de dragons. J'appris aussi que ma sœur Pauline était accouchée de son premier enfant ; que le jeune Edouard de Beaufort, qui avait épousé, l'année précédente, M^{lle} de Budé, fille du propriétaire de Ferney-Voltaire, venait aussi d'avoir un fils. Enfin j'appris avec peine la mort de ma grand'mère, M^{me} de Foucauld, déjà fort âgée. Bientôt

aussi, ma tante, M^{me} d'Aure, me fit part de son second mariage, à Paris, avec M. Pons.

Dans la nuit du 13 octobre, la ville de Metz fut tout à coup mise en émoi par l'incendie du vaste hôtel de l'Intendance. Réveillés en sursaut par le tocsin et la générale, nous courûmes tous sur le lieu du sinistre. Le souvenir des plaisirs dont nous avions joui dans ces beaux salons nous fit travailler avec une ardeur extrême. Pour mon compte, je faillis me faire engloutir sous les décombres de la salle du bal ; mais le feu avait pris une telle intensité, que, malgré tous nos efforts, nous ne pûmes arrêter l'incendie qu'après les plus grands désastres. Ce bâtiment de l'Intendance a été reconstruit plus tard et est devenu l'Hôtel de la Préfecture.

Cependant, nous entendions parler sans cesse des préparatifs de guerre que poursuivait le premier Consul, de la réunion de l'armée, de l'établissement du camp de Boulogne. Plusieurs généraux auxquels nous avions dû faire des visites de corps ne nous avaient entretenus que de faits militaires. De sorte que, malgré l'enivrement des plaisirs de Metz, malgré nos charmantes soirées et nos séduisantes parties de campagne, nos réunions de spectacle (où nous eûmes, pendant notre séjour, plusieurs acteurs de de Paris, entr'autres Fleury (1) et M^{me} Saint-Aubin), nous arrêtions souvent nos pensées sur ce que nous appelions la gloire, et c'est dans cette disposition que nous attendions l'époque des examens.

Déjà, nos camarades anciens, dont le classement était arrêté depuis l'année précédente, avaient rejoint l'armée ; je sus que le général d'Hautpoul se trouvait au camp de Boulogne ; le capitaine Marie, un de nos amis de Metz, avait reçu l'ordre de s'y rendre. Outre l'armée active, on organisait des

(1) Bénard-Fleury, dont Laflite a écrit les mémoires.

armées d'observation autour de la France; mon cousin Charles avait été envoyé à l'armée d'Italie, et, de là, employé comme directeur du génie à Naples.

Il y eut, en même temps, un traité de neutralité entre la France, l'Espagne et le Portugal; tout se disposait donc pour de grands événements.

Ce fut, enfin, au commencement de novembre que nous vîmes arriver le général d'artillerie Hanique et le mathématicien Legendre, chargés d'examiner nos travaux et d'arrêter notre classement. Le jury d'examen se composait, en outre, de MM. Ferry, Dobenheim, du colonel de La Martinière et des autres officiers de l'Ecole. Je subis mon examen le 18 novembre, et bientôt après je reçus une lettre du ministre de la guerre Berthier, en date du 21 frimaire an XII (13 décembre 1803), qui m'annonçait ma nomination au grade de lieutenant au 2^e d'artillerie à cheval, avec l'ordre de rejoindre à Douai ce régiment, qui faisait déjà partie de l'armée des côtes de l'Océan, ce qui put me faire compter mon entrée en campagne de ce même jour.

On sait combien je désirais l'artillerie à cheval; j'étais donc au comble de mes vœux. Je m'occupai immédiatement de faire confectionner mon nouvel uniforme, d'acheter un cheval et compléter mon équipement.

Je fus, avant mon départ, faire un voyage à Lunéville, chez M^{mes} Marie et de Batilly, et, cette fois, en passant à Nancy, je retrouvai M. et M^{me} Gérard, nos anciens amis de Versailles, au temps de la Terreur, et que j'eus beaucoup de bonheur à revoir. De retour à Metz, je vis arriver plusieurs des élèves qui allaient nous remplacer, entre autres Desjobert et Laporte. Nous eûmes plusieurs dîners d'adieu de camarades anciens et nouveaux, et quelques-uns de ces repas furent peut-être un peu trop animés.

M^{me} Marie revint à Metz et me donna des commissions pour son mari, à Boulogne. Je fis mes adieux à toutes les dames qui m'avaient si bien accueilli, qui étaient devenues pour moi de véritables amies et avec lesquelles je restai longtemps en correspondance; aussi regrettai-je Metz plus encore, peut-être, que je n'avais regretté Paris. Enfin, j'envoyai d'avance mon cheval avec un domestique, et je partis moi-même par le courrier, le 11 janvier 1804, en suivant la route directe de Paris. J'eus à franchir les hauteurs pittoresques qui, par Gravelotte, Mars-la-Tour et Harville, séparent les vallées de la Moselle et de la Meuse, et je passai le soir à Verdun. Cette ville était encombrée d'Anglais encore tout stupéfaits de se trouver soudain prisonniers de guerre, après être venus profiter de la paix pour visiter la France en simples touristes. Le lendemain 12, je passai à Sainte-Menehould, à Châlons, où nous nous arrêtâmes pour dîner; puis à Epernay, à Château-Thierry. Le 13, je traversai Meaux et j'arrivai à Paris vers onze heures.

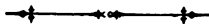
Je m'empressai d'aller voir les parents et amis qui m'avaient témoigné tant de bienveillance pendant mon séjour à l'Ecole polytechnique. Je commençai par aller voir ma tante d'Aure, devenue M^{me} Pens; elle me présenta à son mari, ancien avocat, jouissant à Paris d'une haute considération. Je trouvai chez ma tante plusieurs jeunes gens du Languedoc, entre autres MM. de Luppé et de Voisins; elle voulut bien me donner l'hospitalité pendant mon passage à Paris. Je vis aussi ma cousine Alexandre d'Hautpoul, chez qui j'avais connu plusieurs de nos principales célébrités littéraires; son fils était à son régiment, sa fille Eléonore demeurait toujours près d'elle, et je revis aussi sa mère, M^{me} Lenoir, qui me trouvait toujours grandi chaque fois qu'elle me revoyait.

Je retrouvai M. et M^{me} de Bermond et leur fille, M^{me} d'Hultz ; puis encore : M^{me} de Lierville, dont la fille venait d'épouser M. Rouiller de Fontaine. M^{mes} de Montchenu, de Fourmont, Hervé, Pajot et Lockard. Je rencontrai plusieurs de mes camarades, parmi lesquels Desprès, qui, comme moi, se rendait à l'armée.

On pense que je n'oubliai pas M. Liautard. Je fus le voir dans sa retraite ; il avait été ordonné prêtre pendant mon absence. Il était heureux de sa nouvelle position, tant il y avait de sincérité dans sa vocation.

Je me rendis enfin chez la Supérieure des sœurs de la charité, pour avoir des nouvelles détaillées de ma sœur Rose, que le temps ne me permit pas d'aller voir à Dourdan. Je fus seulement quelques moments à Versailles, où je retrouvai la bonne Mme de Meaupou, Mmes de Camelin, de Lile, les abbés Formentin et de Grandpré, ainsi que la bonne sœur Françoise. J'aurais bien voulu revoir, à Paris, Mme d'Arconville, mais elle était âgée et fort malade, et j'appris sa mort l'année suivante.

Je n'avais perdu de vue aucune de mes anciennes connaissances. J'aimais beaucoup écrire et recevoir des lettres, de sorte que j'entretenais de nombreuses correspondances, non seulement avec ma famille, en Languedoc, avec mes anciens camarades, mais encore avec les personnes de la société, tant à Paris qu'à Metz, chez qui j'avais été accueilli avec le plus de bienveillance. J'ai conservé un grand nombre de ces correspondances...



CHAPITRE XIII

Étapes de route. — Soissons et Saint-Quentin. — En garnison à Douai. — Le Régiment et la Société. — Le capitaine Cabrié. — Événements politiques. — Le duc d'Enghien. — Cadoudal et Moreau. — Proclamation de l'Empire.

Enfin je quittai Paris, le 17, pour rejoindre ma nouvelle destination. Le dépôt de mon régiment était à Valence, mais l'état-major à Douai, et les compagnies de guerre se trouvaient disséminées depuis cette ville jusqu'à Boulogne. C'était donc à Douai que je devais me rendre, et je voyageais avec mon cheval, que j'avais retrouvé à Paris.

Mon cousin Olivier d'Hautpoul était à son régiment à Villers-Cotterets, et je savais que M^{me} de Scitivaux, qui avait quitté Metz l'année précédente, était maintenant établie à Soissons; ces deux villes se trouvaient à peu près sur ma route, et je pris la direction qui m'y conduisait. Le premier jour, je passai à Dammartin et couchai à Nanteuil. Le lendemain, je passai à Villers-Cotterets, où casernaient des corps de l'armée de Boulogne; cette petite ville est remarquable par un ancien château et par la vaste forêt dont elle est entourée. Je m'y arrêtai pour aller voir Olivier d'Hautpoul, alors simple dragon, qui fut très flatté de recevoir la visite d'un cousin à épaulettes de lieutenant. Je fus, le soir même, coucher à Soissons chez M^{me} de Scitivaux, qui voulut bien me donner l'hospitalité. J'y demurai deux jours; nous parlâmes beaucoup de notre jeune temps, c'est-à-dire de l'année précédente, et de nos agréables soirées de Metz. Le 21, je partis de Soissons, toujours à cheval; je passai à Saint-Gobain, lieu remarquable par une riche manufacture de glaces,

et à La Fère, où je ne m'arrêtai pas, puis j'allai coucher à Vendeuil.

Le lendemain, je passai à Saint-Quentin, ville de commerce où il y avait beaucoup de mouvement, et je me rendis, pour y passer la nuit, à Cambrai, première ville flamande, qui me parut assez remarquable. Enfin, le 23 janvier, je traversai le Catelet et parvins à Douai dans la matinée.

J'avoue que ce n'était pas sans quelques inquiétudes que j'arrivais ainsi dans un régiment d'artillerie à cheval. L'organisation de cette arme avait eu lieu pendant les dernières guerres de la Révolution, et, pour la première formation, on avait choisi dans tous les régiments de cavalerie les hommes les plus énergiques et les plus aventureux ; une fois réunis, il s'était formé entre eux un esprit de corps qui leur avait valu la plus brillante réputation. Fiers de leurs succès sur les champs de bataille, ils ne voyaient d'autre mérite que la bravoure et faisaient même assez peu de cas de l'instruction. La plupart des officiers, jusqu'aux grades supérieurs, sortaient déjà de cette classe ; aussi voyaient-ils avec répugnance, et avec une sorte de dédain, des jeunes gens de l'Ecole venir se mêler dans leurs rangs et les primer peut-être pour l'avancement. Je devais donc m'attendre à une réception peu bienveillante ; j'y avais réfléchi, et je m'étais disposé à payer franchement de ma personne, à la première occasion qui se présenterait.

Le colonel Mossel, qui commandait le régiment, était alors absent. Je fus donc, en arrivant, me présenter chez le major ou lieutenant-colonel, M. d'Aboville, qui était le second fils de l'ancien premier Inspecteur-Général de l'arme de l'artillerie. Il me reçut avec dignité et bienveillance en même temps, me dit que j'étais classé dans la quatrième compagnie commandée par le capitaine Cabriè,

dont je devais prendre les ordres. Je m'y rendis immédiatement ; là, je trouvai un homme haut de près de six pieds, avec d'énormes moustaches noires qui rejoignaient presque les deux épaules, un regard dur et sévère, des traits sacadés et dont l'ensemble avait un aspect vraiment effrayant. Je n'étais pas autrement enchanté de me trouver sous la dépendance d'un tel homme, mais force était de me soumettre. Il me posa plusieurs questions sur mes antécédents et parut étonné que je n'eusse pas encore fait mes preuves sur les champs de bataille ; puis, me demandant d'où j'étais, il se trouva que nous étions compatriotes, car il avait pour lieu de naissance un village très voisin de l'ancien château de ma famille. Tout à coup, il me dit : « Seriez-vous parent d'un certain marquis d'Hautpoul que j'ai connu ? » Aux diverses indications qu'il me donna, je vis qu'il s'agissait de mon père, et je dus donc le lui dire : « Quoi ! s'écria-t-il alors, vous seriez mon petit marquis ! » Cette apostrophe me déconcerta un peu ; les titres étaient encore sévèrement pros-crits, et celui de marquis avait, en outre, le fâcheux inconvénient d'avoir été livré au ridicule, de sorte que je ne savais trop si l'expression de mon capitaine était une mauvaise plaisanterie ou un souvenir d'intérêt. Il me dit ensuite qu'avant d'être reconnu dans mon grade de lieutenant, il me fallait monter, successivement, les grades de canonnier, de brigadier et de maréchal-des-logis.

Je vis aussi mon capitaine en second, Ragmey, et mon premier lieutenant Lebau.

La ville de Douai était alors remplie de détachements de divers régiments d'artillerie qui faisaient partie du camp de Boulogne. Je m'y trouvai avec plusieurs officiers de ma promotion, Levavasseur dans mon régiment, Even dans le 5^e à cheval, Buvée et Lecoursonnois de l'artillerie à pied ; nous

fîmes ensemble la plupart de nos visites, nous parlions de nos nouveaux camarades, et ce fut un motif de liaison de plus. Nous dûmes nous présenter chez les généraux d'artillerie Tirlet et Hanique, qui étaient alors à Douai. Je fus voir successivement aussi tous les officiers d'artillerie qui se trouvaient dans cette ville ; ils me reçurent bien, mais je soupçonnai cependant qu'on se disposait à me plaisanter, après ma réception, sur le titre de « petit marquis. » Mon capitaine le sut, et c'est à cette occasion que je pus reconnaître ses bonnes intentions à mon égard, car, dans une réunion où se trouvaient les officiers les plus tapageurs, il leur déclara que si l'un d'eux avait le malheur de me chercher querelle à ce sujet, c'est à lui qu'il aurait affaire. De la part d'un homme comme le capitaine Cabrié, cet avertissement leur suffit.

Pour moi, je montai de mon mieux mes trois gardes consécutives, et je fus reçu, suivant les formalités d'usage, à la tête de ma compagnie ; dès ce moment, je vécus dans la meilleure intelligence, non seulement avec les officiers de mon régiment, mais aussi avec ceux des autres détachements qui se trouvaient à Douai.

Je me liai même particulièrement avec plusieurs d'entre eux ; je citerai en autre le lieutenant Bernard et le capitaine Ragmey, de mon régiment (le premier, officier très aimable et spirituel, avait été surnommé par nous Gentil-Bernard), puis les capitaines Farjon, Beauvisage et Gorges ; le lieutenant Mabru, de l'artillerie à pied, et un nommé Guibal, qui, sans appartenir à l'artillerie, vivait constamment avec nous.

J'étais arrivé à Douai, comme à Metz, au moment des plaisirs de l'hiver, mais je n'y connaissais personne ; je n'avais point eu de recommandation, de manière que je m'en trouvais réduit aux spectacles

et aux bals publics, et le reste de mon temps, dans les intervalles du service, se consacrait à la vie de café avec mes camarades, ce qui était peu dans mes habitudes. Je m'en dédommageais en jouant aux échecs, distraction qui me plaisait fort.

A Douai, les officiers étaient, en général, peu reçus dans la bonne compagnie. L'habitude qu'ils avaient contractée de ne parler qu'en jurant, de fumer et, parfois, de s'enivrer, les en tenait éloignés; je dus, pendant quelque temps au moins, subir le sort commun, bien que cet exemple, au lieu de m'entraîner, m'ait constamment préservé de ces mauvaises habitudes. Le spectacle du soir était assez bon et me fournissait une ressource; de plus, il y avait les bals de la comédie et les bals masqués, ceux-ci très nombreux, mais où ne régnait pas toujours le meilleur ton, ce qui en éloignait la plupart des personnes de la société.

Le général Tirlet donna quelques soirées dansantes, où il invitait les officiers d'artillerie et où nous pûmes voir quelques personnes de la ville. J'y remarquai la famille Duquêne, qui recevait beaucoup; M^{lle} Maillard, sœur d'un officier d'artillerie, et d'autres jeunes personnes; M. et M^{me} de Lalande, qui tenaient fort bonne maison à Douai. M. de Lalande était vénérable d'une loge maçonnique qui avait la réputation d'être bien composée; plusieurs de mes camarades, et entre autres mon capitaine, y avaient été admis, et on me propose de m'y affilier, ce qui fut encore une ressource pour moi.

Le sous-préfet Dieudonné nous invitait aussi à ses soirées. Je dînais, en outre, assez souvent chez le major d'Aboville, qui était un homme fort distingué.

J'avais trouvé un assez joli logement, et nous avions formé deux pensions d'officiers, l'une d'artillerie à pied, l'autre d'artillerie à cheval; je faisais

donc partie de cette dernière, où l'on était d'une gaité qui dégénérait quelquefois en orgie. Le capitaine Cabrié, qui était en ménage, me donnait de temps en temps à dîner chez lui ; sa femme, excellente personne et ayant dû être assez belle, était aussi sa cuisinière. Il l'appelait « sa vieille Gangan », mot qui, dans sa bouche, exprimait l'amitié et non une familiarité dédaigneuse. Lorsque je dînais chez lui, sa femme faisait tout le service ; elle préparait et apportait les plats, puis elle s'asseyait auprès de nous pour en prendre sa part, et allait chercher ensuite les mets constituant la fin du repas. Cette simplicité sans prétention annonçait une grande bonhomie, et, en effet, malgré son apparence rude, le capitaine Cabrié fut toujours pour moi le meilleur des hommes et je pourrais même dire un ami.

La garnison de Douai fut mise en émoi, le 11 février, par le passage du général Marmont, qui, de premier inspecteur-général de l'artillerie, venait d'être nommé général en chef de l'armée de Hollande. Toutes les troupes prirent les armes, et nous lui fîmes une visite de corps où nous eûmes à lui exprimer simultanément nos regrets et nos compliments.

Pour moi, pendant que je cherchais toujours à m'introduire dans la société de Douai, je fus frappé d'un nouveau malheur de famille. J'appris, par des lettres de Paris et du Languedoc, la mort de ma bonne sœur Rose, à l'hôpital de Dourdan. Une épidémie grave s'était déclarée dans cet établissement ; ma sœur n'avait fait que redoubler de zèle et de soins envers les malades, mais elle fut atteinte de la maladie et mourut le 7 février. On ne pouvait la regretter pour elle-même, car elle avait tout ce qu'elle avait désiré ; c'était une sainte de plus dans le ciel. Je fus très affligé de cette perte, et désolé

surtout de n'avoir pas pris quelques jours de plus dans mon voyage de Paris pour aller la voir une dernière fois. Elle n'avait que 27 ans d'âge.

Je tombai fort malade moi-même, à la fin de ce mois, d'un mal de gorge qui prenait un caractère assez grave. Le chirurgien-major Champigny, du 5^e à cheval, me soigna parfaitement ; cette maladie ne fut pas longue, et me procura la satisfaction de voir mes supérieurs et mes camarades me témoigner un intérêt dont je leur fus extrêmement reconnaissant.

Avant de reprendre mon service, je visitai en détail la ville de Douai. Les rues y sont larges et bien pavées ; une place vaste et élégamment tracée, entourée de belles constructions, forme ce que l'on appelle la Place d'Armes. Les fortifications sont dans le meilleur état, et la promenade des remparts, qui règne tout autour, forme un boulevard très fréquenté par les habitants. Le fort de Scarpe est aussi un but de promenade.

Douai étant une garnison d'artillerie, il s'y trouve un fort bel arsenal, une fonderie de canons que je visitai avec intérêt, et un polygone où nous faisions la plupart de nos exercices.

L'année 1804, où tout se disposait pour une formidable descente en Angleterre, fut signalée, dans l'intérieur, par de grands événements politiques.

Dès le commencement de l'année, on se préoccupa beaucoup de la conspiration des généraux Moreau, Pichegru et Georges Cadoudal. Le général Moreau avait été le plus redoutable rival de Bonaparte ; or, dans l'état où se trouvait la France, après l'atroce despotisme de la Convention et sous le joug humiliant du Directoire, alors qu'il ne lui restait plus d'espoir que dans l'épée d'un soldat pour la sauver de l'abîme où la plongeaient les révolutionnaires, il est probable que si Moreau se

fût présenté le premier, il eut été accepté comme l'avait été Bonaparte. Moreau n'osa pas ; Bonaparte, plus entreprenant, accourut et profita des circonstances pour s'emparer rapidement du pouvoir. Devenu chef de l'Etat, l'armée et presque tous les généraux se soumirent à lui. Moreau fut, pour ainsi dire, le seul à ne pas le reconnaître ; il se retira dans une de ses propriétés et voulut vivre dans l'obscurité ; il devint, dès lors, un objet de défiance pour le premier Consul.

Le général Pichegru, qui était parvenu à s'échapper de son exil de Sinnamary, se rendit en Angleterre où il se mit en relations avec le général vendéen Georges Cadoudal, si connu pour son zèle en faveur de la monarchie des Bourbons. Ils rallièrent autour d'eux un grand nombre de royalistes et entamèrent des communications en France avec le général Moreau. Ces trois chefs jouissaient encore d'une grande influence, et ils résolurent de réorganiser contre le premier Consul un parti royaliste que les puissances de l'Europe avaient beaucoup plus contribué à abattre qu'à soutenir. Ce vaste projet se préparait depuis l'année précédente, et, dès les premiers jours de janvier 1804, Pichegru et Georges Cadoudal vinrent débarquer secrètement en France avec un assez grand nombre de leurs adhérents, qui se dispersèrent pour rallier les royalistes de l'intérieur.

Le premier Consul ne tarda pas à avoir connaissance de ces démarches, et toute la police, dirigée en ce moment par le Ministre de la Justice Régnier, fut aussitôt mise en mouvement. Moreau, dont le domicile était connu, fut arrêté le premier, le 13 février, et, pendant trois mois, il fut rigoureusement tenu au secret. On se mit en même temps sur les traces de Pichegru, qui fut arrêté le 28 février et conduit au Temple. Enfin, le 9 mars suivant, on

s'empara de Georges Cadoudal, dans Paris, au moment où il montait dans une voiture publique.

On fit grand bruit en France de cette conspiration, que nous apprîmes, à Douai, peu de jours après l'arrestation de Moreau, mais on ne la présenta pas d'abord comme un projet de mouvement en faveur des Bourbons, probablement afin de ne pas éloigner ceux des royalistes que le premier Consul voulait rallier autour de lui ; on chercha à la montrer comme le résultat d'une rivalité jalouse de la part de Moreau contre Bonaparte. La grande majorité des Français savait gré au premier Consul d'avoir sauvé le pays de l'anarchie révolutionnaire ; on accusa Moreau d'avoir voulu troubler l'ordre, et cette considération suffit pour affaiblir l'intérêt que devait inspirer sa haute réputation militaire.

On procéda en même temps à un assez grand nombre d'autres arrestations ; je puis citer, entre autres, les deux frères de Polignac, Armand et Jules, M. de Rivière, et M. de Puivert, que j'ai eu occasion de revoir depuis.

Au cours de tous ces événements, le premier Consul fut vivement frappé de la présence du duc d'Enghien sur les bords du Rhin. Le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé, dernier rejeton de cette branche illustre de la maison de Bourbon, avait obtenu, dès l'année précédente, l'autorisation de résider à Etthenheim, dans le grand-duché de Bade. La coïncidence de ce rapprochement avec le grand mouvement royaliste qui se préparait en France, donna des inquiétudes au premier Consul, qui avait conquis le pouvoir et voulait le conserver. Son ambition le porta, dans cette circonstance, à un acte qui est resté comme une tache fatale à sa mémoire. Irrité de la présence d'un prince français sur les bords du Rhin et ne doutant pas de sa complicité dans le complot décou-

vert en France, il envoya immédiatement le général Caulaincourt en mission secrète à Strasbourg; et, sans perdre un instant, un détachement parti de cette ville, sous les ordres du général Ordener, vint surprendre le duc d'Enghien dans son domicile, durant la nuit du 15 au 16 mars, et l'enleva. Emmené à Strasbourg et transporté rapidement au château de Vincennes, il y comparut devant un Conseil de guerre réuni aussitôt sous la présidence du général Hullin, alors commandant de Paris. Le jugement et la condamnation se poursuivirent avec rapidité, et le 21 mars, le prince fut fusillé dans les fossés de Vincennes, cinq jours après son enlèvement.

L'extrême précipitation avec laquelle fut conduite cette terrible affaire fit considérer la mort du duc d'Enghien comme un assassinat plutôt que comme le résultat d'un jugement.

Cette affreuse catastrophe passa, longtemps, quelque peu inaperçue en France, et les détails n'en furent connus que successivement. Le général Caulaincourt lui-même, après avoir joui d'une grande faveur auprès du général Bonaparte, se défendit énergiquement en 1814 d'avoir pris part avec connaissance de cause à l'enlèvement du duc d'Enghien. Les officiers qui faisaient partie du détachement chargé de cette mission en ignoraient également le motif; l'un d'eux, que j'avais connu à Lunéville, le capitaine de Berckheim, tomba dans une sombre mélancolie dès qu'il sut le résultat de l'acte auquel il avait coopéré; sa raison s'égara, et il mourut bientôt dans une maison de santé. Il n'y eut pas jusqu'au général Hullin qui ne se défendit de la rapidité avec laquelle l'exécution avait eu lieu. On assure, à ce sujet, que M^{me} Bonaparte était venue, pendant le jugement, se jeter aux pieds du premier Consul pour lui demander la grâce du

prince et que le général Bonaparte paraissait ébranlé, lorsqu'on vint lui rendre compte que tout était consommé.

Au commencement du Consulat, un assez grand nombre de révolutionnaires s'étaient ralliés à Bonaparte ; le bruit courut en même temps que celui-ci était disposé à protéger la cause des Bourbons, ce qui lui avait alors rallié une grande quantité de royalistes. Les révolutionnaires, inquiets de cette prétendue disposition, usèrent de toute leur influence pour hâter l'exécution du duc d'Enghien, afin de rendre impossible désormais tout rapprochement royaliste. On prétend même que Talleyrand fut un des principaux instigateurs de cette précipitation.

Du reste, la mort du duc d'Enghien fut plus fâcheuse qu'utile pour Bonaparte. Ce prince n'était plus dangereux, dès le moment où la conspiration venait d'être découverte et poursuivie en France, et sa mort éloigna du premier Consul un grand nombre de royalistes et même d'émigrés ; ce qui fit prononcer à Fouché ces singulières paroles : « Cette mort est plus qu'un crime, c'est une faute ».

Pour nous, à l'armée, nous étions fort préoccupés de la conspiration de Moreau, mais on nous laissa ignorer complètement la catastrophe du duc d'Enghien. Nous sûmes seulement, d'une manière vague, qu'un prince de la maison de Bourbon se trouvait compromis dans cette conspiration, sans en connaître aucun détail ; mais, à mesure que ce sanglant événement fut connu en France, il y produisit une pénible impression, même chez les amis du premier Consul.

Ce fut alors que commença le procès de la conspiration de Moreau, Pichegru et Georges. L'instruction en fut longue ; on cherchait des complices, ce qui jeta quelque temps la France dans une sorte de

terreur. Bientôt on sut que Pichegru avait été trouvé étranglé, le 6 avril, dans sa prison du Temple. On présenta cette mort comme le résultat d'un suicide ; mais l'inspection du cadavre fit croire plutôt à une strangulation forcée. Beaucoup de bruits circulèrent à cet égard, mais sans qu'ils pussent être appuyés sur des preuves ; on pensa seulement que Pichegru aurait pu faire de fâcheuses révélations, qu'il fallait arrêter, tant sur les exils de la Guyane que sur l'expédition de Saint-Domingue contre Toussaint-Louverture.

Au sujet de Saint-Domingue, je dois dire un mot de ce qui s'y passait depuis la mort de Toussaint-Louverture. Le nègre Dessalines s'était emparé du pouvoir, et, dès la fin de novembre 1803, la partie française de Saint-Domingue dut être évacuée. Le 1^{er} janvier 1804, l'indépendance de Saint-Domingue fut proclamée, et, enfin, le 28 avril, le féroce Dessalines fit massacrer avec une atroce barbarie tous les blancs qui se trouvaient dans l'île. Ce fut pour cette colonie ce qu'avaient été à Paris les journées de septembre 1792.

Pendant tous ces événements, je me trouvais toujours à Douai, occupé toute la journée, avec mes camarades, de manœuvres à cheval, de manœuvres à pied, de manœuvres de canon. Nous avions souvent des parades, des revues, et un conseil de guerre permanent dont je me trouvais presque toujours rapporteur, ce qui ajoutait encore beaucoup à mes autres occupations. Ces conseils étaient ordinairement présidés par le commandant de place d'Aubenton et par plusieurs des officiers d'artillerie qui se trouvaient à Douai ; je citerai surtout les majors d'Aboville et de Moncabrié, tous deux officiers d'une haute distinction.

Dans le commencement de mars, je fus chargé d'une mission pour La Fère, et, sachant que

M^{me} Marie était venue de Metz pour rejoindre à Soissons son amie M^{me} de Scitivaux, j'obtins une permission de quelques jours pour aller revoir les personnes qui m'avaient laissé de si bons souvenirs de mon séjour à Metz. Je fis connaissance chez ces dames avec M. Octave de Ségur et j'y trouvai mon ancien camarade Clouet, qui possédait une propriété dans les environs.

De retour à Douai, dont je connaissais encore peu la société, j'eus pour ressource la loge maçonnique où j'avais été affilié comme apprenti, et où je fus bientôt reçu compagnon et maître. Je ne voulus pas aller plus loin : j'ai toujours eu de fortes préventions contre les sociétés secrètes, et je n'avais alors d'autre but que de me mettre en rapport avec quelques-unes des notabilités de la ville.

Je ne tardai pas à voir arriver le colonel Mossel, commandant de mon régiment ; j'avais hâte de faire connaissance avec lui. C'était un homme d'esprit, qui avait de l'instruction, mais qui s'était peut-être trop mis au ton de l'artillerie à cheval de cette époque. Il nous recevait beaucoup, et son salon était une sorte de tabagie où la conversation allait parfois jusqu'à une liberté peu mesurée.

Dans le courant d'avril, nous eûmes à recevoir à Douai le général Songis, premier inspecteur-général de l'artillerie, qui avait remplacé le général Marmont, et à qui il nous fallut rendre tous les honneurs dûs à son rang. La ville de Douai était un lieu continuel de passage d'officiers d'artillerie qui se rendaient au camp de Boulogne. La moitié de ma compagnie était partie, dès le commencement du mois, sous les ordres du lieutenant Lebeau, tandis que je demurai encore à Douai, avec le capitaine Cabrié et l'autre demi-compagnie.

Parmi les officiers supérieurs que je vis passer à cette époque, je citerai particulièrement les colonels

Pernetty et Aubry, les majors Hazard, Lenoury, et le chef de bataillon Neigre, lesquels comptèrent presque tous parmi nos généraux de division. Je vis, de plus, le lieutenant Pertusier, avec lequel j'entretins plus tard de nombreuses relations.

Malgré les efforts du premier Consul pour rendre possible une descente en Angleterre, il trouvait encore le temps de s'occuper, dans l'intérieur, de plusieurs lois d'intérêt public, telles que celles relatives aux droits réunis, au code civil et à la conscription.

Nous apprîmes aussi à cette époque la mort de l'ancien ministre Necker, si diversement jugé, qui pouvait faire tant de bien et qui se laissa entraîner par les idées subversives de son temps, ainsi que le retour de l'expédition du capitaine Baudin qui ramenait plusieurs de mes anciens camarades de l'Ecole polytechnique, entre autres le fils de l'amiral Bougainville.

Je commençai à m'introduire alors dans la société de Douai; mais les réunions y étaient loin d'avoir les agréments que j'avais trouvés à Metz. La grande ressource des assemblées consistait dans le jeu, reversis, boston ou bouillotte. Il fallait jouer ou se résigner à l'isolement; je me mis donc à jouer comme les autres, mais, malgré toute ma prudence, je perdais constamment, au point même de me mettre à la gêne, ce qui m'a dégoûté du jeu pour le reste de ma vie.

Les principales assemblées se faisaient chez M^{me} Duquéne, Dronsart et Cantin, chez lesquelles on rencontrait plusieurs jeunes personnes fort agréables. Je me liai aussi, à cette époque, avec plusieurs jeunes gens de la ville, entre autres MM. d'Haubersart et de Wavrechin. Dans ces soirées de jeu souvent fort fréquentées, on ne comptait pas le nombre des personnes, mais celui des

tablés. J'en me souviens cependant d'un bal, chez M. de Lalande, où nous dansâmes, sans désespérer, depuis huit heures du soir jusqu'à huit heures du matin.

J'allais souvent, enfin, explorer les environs de Douai. Je me rappelle particulièrement le château et le parc de Bernicourt, qui était un de nos buts de promenade. Il se donnait aussi, dans toute la Flandre, des fêtes de village appelées kermesses ; elles étaient extrêmement suivies, et je remarquai surtout la kermesse de Flers, où se rendait toute la ville de Douai. J'étais ordinairement toutes mes excursions à cheval ; celui que j'avais amené avec moi était fort calme ; mon capitaine, au contraire, en possédait un qu'il ne pouvait plus monter tant il était vicieux. J'avais toujours eu des prétentions à l'équitation ; je proposai donc un échange qu'il s'empressa d'accepter, et je parvins enfin, quoiqu'avec peine, à dompter ma nouvelle monture, ce qui flatta beaucoup mon amour-propre d'écuyer.

C'est ainsi que je partageais mon temps entre mes occupations militaires, les réunions de camarades et la société de la ville.

Le premier Consul n'avait pas encore quitté Paris pour diriger lui-même les opérations du camp de Boulogne. Il était toujours vivement préoccupé de la conspiration de Moreau et de l'influence que ce nom pouvait avoir conservé dans l'armée. Malgré le vote qui lui avait conféré le consulat à vie, il crut voir dans le procès qui s'instruisait un acte de rivalité de pouvoir de la part de celui qui avait été son rival de gloire. De plus, il existait encore dans l'armée plusieurs célébrités militaires qui auraient pu avoir la prétention de disputer à leur tour le simple titre de consul. D'un autre côté, tous les souverains des grands États de l'Europe étaient rois ou empereurs, et le souverain de la France sentait le

besoin de devenir leur égal, d'autant plus que le gage sanglant que les révolutionnaires avaient obtenu de lui ne l'empêchait pas de voir dans la maison de Bourbon un titre supérieur au sien et qui aurait pu séduire un jour les Français. Il résolut donc de profiter de sa puissance actuelle pour prendre lui-même un titre plus imposant que celui de consul ; ce titre fut celui d'Empereur et d'Empereur héréditaire. Il espérait ainsi rendre impossible toute rivalité militaire, et, en se faisant le fondateur d'une nouvelle dynastie, satisfaire l'orgueil national, éloigner la pensée de tout autre prétendant et détruire plus facilement tout ce qui restait encore des tendances révolutionnaires.

La proposition de ce nouveau titre fut faite, d'abord, au Tribunal, le 30 avril, et adoptée dès le 3 mai suivant ; le Corps législatif la vota aussi immédiatement. Dans tous les corps de l'armée, on fit signer des adresses au premier Consul pour lui demander de se faire Empereur ; elle nous fut présentée à Douai dès le 7 mai, et on en fit signer de semblables dans toutes les communes et par tous les conseils d'arrondissement et de département. Enfin, comme pour le Consulat de dix ans et le Consulat à vie, on fit appel au vote populaire, et sur 3.624.244 électeurs, 3.572.675 se prononcèrent en faveur du titre d'Empereur. Puis, le Sénat, muni de toutes ces approbations, fit paraître à la date du 18 mai 1804 (28 floréal, an XII) un sénatus-consulte qui proclamait le premier Consul Empereur des Français et consacrait le principe héréditaire dans sa famille. La Constitution de l'an VIII, qui avait fondé le Consulat de dix ans et qui avait déjà été modifiée par le Consulat à vie, fut encore changée et devint la Constitution de l'an XII ou de l'Empire, et eut à subir, de plus, de nouvelles modifications en rapport avec le gouvernement impérial.

Le nouvel Empereur prit les noms de Napoléon-Bonaparte, et bientôt après, selon les usages monarchiques, celui de Napoléon I^{er}.

Au sujet de la proclamation de l'Empire, il y eut de nombreuses réjouissances publiques en France, et, à l'armée, des revues et des parades solennelles; nous eûmes la nôtre, à Douai, le 14 mai.

Cependant le procès de la conspiration de Moreau se poursuivait toujours. Georges Cadoudal avait été condamné à mort le 11 mai, avec un assez grand nombre de ses adhérents. L'un de MM. de Polignac fut de ceux-ci, et il y eut à ce propos entre les deux frères un combat extrêmement touchant, chacun d'eux s'accusant d'être le plus coupable, afin de sauver l'autre; on ne les condamna cependant tous deux qu'à une détention illimitée. Quant à Georges Cadoudal, il obtint seulement un sursis et fut exécuté le 23 juin suivant.

Moreau fut aussi sur le point de se voir condamner à mort, mais on craignit l'influence de son nom, et il fut condamné, le 10 juin, au bannissement perpétuel.

L'élévation du premier Consul à l'Empire se trouva ainsi placée au milieu de circonstances fâcheuses. Précédée par la mort du duc d'Enghien, et celle du général Pichegru, suivie de l'exil de Moreau et de l'exécution de Georges Cadoudal, elle ne produisit pas tout l'enthousiasme qu'on aurait pu en attendre en tout autre moment. Plusieurs personnes regardèrent même ces circonstances comme un mauvais présage; mais l'Empire nous offrait une garantie de plus contre l'anarchie révolutionnaire, et ce fut assez pour lui faire obtenir de la part des Français une approbation presque unanime.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

DEUXIÈME PARTIE

(1804-1807)

CHAPITRE PREMIER.

Avènement de l'Empire. — La revue de Compiègne. — Douai et Boulogne. — La partie de chasse du prince Joseph. — L'ordre de la Légion d'honneur. — La distribution des croix au camp de Boulogne.

Au moment de l'avènement de Napoléon à l'Empire, le ministère se trouvait composé ainsi qu'il suit : Régnier, à la Justice ; Caillard, par intérim, aux Affaires Etrangères (il n'y eût de ministre titulaire que quelques temps après) ; Berthier, à la Guerre ; Decrès, à la Marine ; Gaudin, aux Finances ; Chaptal, à l'Intérieur, où il fut remplacé par Champagny peu de temps après. Le ministère de la police, qui avait été supprimé, fut rendu à Fouché au mois de juillet suivant.

Les serments faits à toutes les Constitutions et à tous les Gouvernements qui s'étaient succédé jusque-là n'étaient plus admissibles ; il fallut donc en faire encore un nouveau. Ce fut le 27 mai que le Sénat fut appelé en grande cérémonie pour prêter entre les mains de l'Empereur un serment qui fut imposé à toutes les autorités de la France.

L'Empereur s'occupa bientôt de s'entourer d'une cour brillante. Il savait que les peuples, les Français surtout, aiment à être éblouis par le faste et les hautes dignités ; il pensait qu'il se grandirait lui-

même en grandissant tout ce qui était autour de lui. Les grands officiers de la couronne furent : son oncle, le cardinal Fesch, grand aumônier ; Talleyrand, grand chambellan ; le général Duroc, grand maréchal du palais ; Berthier, grand veneur ; M. de Ségur, qui avait connu les usages de l'ancienne cour, grand maître des cérémonies ; le général Caulaincourt, grand écuyer ; enfin, Daru, intendant général de la maison impériale.

En montant sur le trône, l'Empereur prit le titre de Majesté ; ses frères, excepté Lucien, et ses sœurs reçurent celui d'Altesse Impériale ; les grands dignitaires de l'Empire furent qualifiés de princes et d'excellences. Après ces hautes qualifications, nous verrons distribuer bientôt d'autres titres et d'autres distinctions honorifiques, et l'Empereur entourer ainsi son trône d'une nouvelle aristocratie.

Les trop fameux titres de Jacobins et de Sans-Culottes furent remplacés par ceux de princes et de ducs ; et parmi ceux qui s'étaient affublés des premiers avec tant d'ardeur, on en vit paraître des hommes fiers de posséder les seconds. Les excès de la liberté avaient conduit à l'absolutisme, et cet absolutisme était devenu l'ancre de salut de la France. A la place du faisceau républicain surmonté du bonnet de la liberté, l'Empereur adopta comme emblème de la France et en même temps comme armoiries un aigle à ailes déployées et tenant la foudre dans ses serres ; il conserva les trois couleurs dites nationales, mais il en modifia les dispositions ; la cocarde révolutionnaire était composée de trois cercles d'égale épaisseur, bleu, blanc et rouge, les trois cercles de la cocarde impériale furent bleu, rouge et blanc, en donnant au blanc un peu plus de largeur.

Nous assistions avec une vive curiosité à toutes ces métamorphoses qui s'opéraient en France. On

y voyait la fin définitive des bouleversements révolutionnaires; et pour moi, qui en avais été si cruellement victime, j'avoue que j'observais ces grands changements avec une certaine satisfaction.

Nous espérons toujours l'exécution des projets d'une descente en Angleterre, j'étais très impatient d'aller camper sur les bords de la mer. En attendant, je me livrais tous les jours à mon service ordinaire, que j'entremêlais un peu trop souvent peut-être de distractions mondaines. Dans le courant du mois de juin, je demandai un congé de quinze jours, et je fis un petit voyage qui m'offrit assez d'intérêt pour que je le rapporte ici avec quelques détails.

Les personnes de Metz avec lesquelles j'avais été le plus lié, Mmes Marie et de Scitivaux, étaient toujours à Soissons; elles m'écrivirent qu'il allait y avoir une grande revue de l'Empereur à Compiègne, et qu'on se disposait à donner des fêtes dans plusieurs châteaux des environs, où devait se rendre a société de Soissons; il m'était difficile de résister à une telle invitation. Muni de ma permission, je partis de Douai le 7 juin, à cheval, étant bien aise de faire valoir une nouvelle monture et pensant, d'ailleurs, qu'elle me serait utile dans les excursions que nous aurions à faire. Je fus, le premier jour, dîner à Cambrai et coucher à Saint-Quentin, dans les auberges où j'étais déjà connu. Le lendemain, je m'arrêtai à La Fère; j'y vis plusieurs officiers d'artillerie, entre autres Bonafos et Montlebert, anciens élèves de l'Ecole polytechnique, avec lesquels je fus souvent en rapports depuis. Je fus, de là, coucher à Coucy, où je parvins d'assez bonne heure pour aller visiter les hautes tours et les ruines curieuses de l'ancien château des sires de Coucy. Le jour suivant, je passai à Crespy, et j'arrivai à Soissons, chez M^{me} de Scitivaux et Marie, que

j'étais toujours heureux de retrouver. Je vis chez elles toute la société de Soissons, fort brillante à cette époque; je citerai particulièrement M^{me} de Sabran, M^{me} de Remiremont, M^{me} de Puységur, M^{me} Octave de Ségur, jeune femme fort agréable; je retrouvai mon ancien camarade Clouet et d'autres jeunes gens avec lesquels je me liai, tels que M. de Reiset, jeune officier de cavalerie (1), et M. Clément de Ris. Toutes nos journées se passaient en promenades, le matin, et le soir en réunions nombreuses, entremêlées de danse et de musique; nous eûmes mêmes, chez M^{me} de Sabran, de Ségur et de Puységur, de fort brillantes soirées. Puis vinrent les parties de campagne, plus éloignées, aux environs de Soissons; les dames étaient en calèches découvertes, et quelques jeunes gens à cheval escortaient les voitures; il est inutile de dire que j'étais de ce nombre et très fier de me faire remarquer. Nous visitâmes le beau château de Villeeneuve, chez M^{me} Duhalloy, femme d'un de nos généraux d'artillerie; cette personne était remarquable par sa taille et sa beauté. Nous fûmes aussi au château de Vic-sur-Aisne, chez M. et M^{me} Clouet, à qui leur fils me présenta en qualité d'ami et de camarade. Nous trouvâmes chez eux, le ministre des Finances Gaudin; M. Clouet le père, le frère aîné de M. de Reiset, de même que M. de Scitivaux, étaient tous les trois dans les hautes fonctions financières.

Le 17 juin était le jour fixé pour la grande revue de l'Empereur à Compiègne. Nous partîmes de grand matin, les dames dans leurs voitures et moi toujours à cheval à leurs portières. Nous arrivâmes d'assez bonne heure pour visiter en détail le château, où nous pûmes remarquer les dévastations du

(1) Le futur lieutenant-général de Reiset dont les curieux Mémoires viennent d'être publiés par son petit-fils.

vandalisme révolutionnaire; nous nous rendîmes de là sur l'esplanade, où beaucoup de troupes en grande tenue se trouvaient réunies. Enfin, l'Empereur arriva, suivi d'un nombreux et brillant état-major. Là, je pus observer, et voir même de très près, cet homme qui, de simple lieutenant d'artillerie, était devenu l'un des plus grands capitaines de notre époque, et le chef suprême de la France, cet homme dont allaient dépendre les destinées de mon pays. Je remarquai sa figure calme et cependant expressive, son profil romain, son regard pénétrant, et j'avoue qu'il produisit sur moi une profonde impression. La mode était alors, pour les officiers, de porter des chapeaux à bords très élevés; l'Empereur, au contraire, en avait adopté un de forme tout opposée, ce qui le faisait distinguer facilement au milieu même de son état-major. Plusieurs officiers vinrent visiter ces dames, entre autres MM. de Reiset, Philippe de Ségur et Lefebvre des Nouettes, devenus tous trois généraux.

La revue terminée, nous eûmes le temps de parcourir le beau parc de Compiègne; et, de là, tout le cortège soissonnais se remit en route vers le château de Vic-sur-Aisne, où M. et M^{me} Clouet nous avaient préparé un immense dîner et une fête magnifique. Le temps était superbe; le bal eut lieu en plein air et se termina dans les salons à une heure très avancée de la nuit. Notre cortège repartit au point du jour pour revenir à Soissons; quant à moi, dont le congé approchait de son terme, je dus quitter mes aimables compagnes et continuer ma route immédiatement, seul, à cheval, pour revenir à Douai.

Je passai le matin même au château de Carlepont, appartenant au comte Batoryski; j'étais loin de prévoir alors que ce seigneur polonais deviendrait un jour mon cousin. Je fus, de là, dîner à Noyon, et, le même jour, coucher à Ham, petite ville pos-

sédant un château-fort devenu prison d'Etat. Certes, il m'eût été difficile de penser, à cette époque, qu'un neveu de l'homme que je venais de voir dans tout l'éclat de la puissance aurait à subir dans ce château une longue détention, avant de devenir à son tour chef du Gouvernement français; le lendemain, je passai à Saint-Quentin. Mon cheval était exténué de fatigue; je le laissai dans cette ville et continuai ma route avec un cheval de louage. Je traversai Le Catelet; je vis, en passant, l'ancien château de Crèvecœur, et je fus coucher à Cambrai. J'arrivai enfin à Douai le lendemain, 20 juin, plein de souvenirs de mon intéressant voyage.

Je retrouvai le colonel Mossel et les autres officiers du régiment, avec lesquels j'eus beaucoup à raconter. J'envoyai en même temps chercher mon cheval, laissé par moi à Saint-Quentin, et qui, après quelques jours de repos, me revint en fort bon état.

Nous approchions de la fête de Saint-Jean, qui est un jour de solennité pour les Francs-Maçons. Il est d'usage, à cette époque, d'envoyer des députations dans les loges des villes voisines, pour fraterniser et s'adresser des félicitations; nous eûmes une grande réunion à ce sujet, à la loge de Douai, et là, mon camarade Bernard et moi, nous fûmes nommés députés pour nous rendre à la loge de Lille. Le 24, jour de la fête, nous partîmes ensemble par la diligence, et, arrivant à Lille, nous nous présentâmes chez le Vénérable et les dignitaires de la loge de « la Fidélité ». Nous y fûmes admis avec le cérémonial d'usage; il y eut une brillante réunion, un somptueux banquet, des toasts et des compliments dont je me tirai comme je pus. Le banquet fini, nous sortîmes avec Bernard, pour aller au spectacle, que nous trouvâmes bien meilleur que celui

de Douai. De là, nous nous rendîmes au cirque, lieu de réunion très suivi; il y avait de fort beaux salons, bien décorés, un joli jardin anglais, une vaste rotonde; nous y trouvâmes plusieurs officiers de la garnison que nous avions vus à la loge, et nous y primes du punch jusqu'à une heure assez avancée.

Le lendemain, je parcourus la ville, que je trouvai fort belle. Je visitai avec un grand intérêt les fortifications et la citadelle, me rappelant le fameux siège de Lille en 1792; le soir, nous nous réunîmes au spectacle avec nos nouvelles connaissances. Le jour suivant, il y eut encore une grande réunion maçonnique et un nombreux banquet à l'occasion de l'arrivée de nouvelles députations; d'où force discours et compliments nouveaux, que je commençai à trouver un peu longs.

Le 27, nous quittâmes Lille pour revenir à Douai, où nous assistâmes encore à une réunion de notre loge et à un banquet, pour rendre compte de notre mission et de notre réception à Lille. J'assistai aussi à quelques réceptions, entre autres à celle de mon camarade Montlebert, récemment arrivé de La Fère.

Toutes ces excursions terminées, je repris mon service comme à l'ordinaire; nous avions toujours beaucoup de manœuvres et le tir du polygone, où les canonniers de ma compagnie se distinguaient particulièrement.

Je dus m'occuper aussi de compléter mon équipement de grande tenue, qu'on n'avait pas encore entièrement exigé jusque-là. Cet uniforme était fort riche; il se composait : d'un pantalon bleu, dit hongroise, garni de galons d'or, dont ceux du devant indiquaient les grades; de bottes hongroises plissées sur le cou-de-pied et garnies, par le haut, d'une bordure et d'un gland en or; d'un dolman bleu et or, avec une large ceinture

tressée rouge et or ; d'une pelisse, bleu et or, bordée de fourrures ; d'un schako, avec cordon et garnitures en or ; enfin, d'une riche sabretache bordée d'or, pendante à côté du sabre. Les canonniers portaient le même costume, avec les garnitures en laine rouge au lieu d'or ; ils avaient, de plus, les cheveux longs avec des tresses et un catogan, tandis que les officiers avaient adopté l'usage des cheveux courts.

Les officiers supérieurs que je voyais le plus à Douai étaient le colonel Mossel et les majors d'Aboville et de Moncabré, qui, malgré la différence des grades, avaient bien voulu m'admettre dans leur intimité. Leur intérêt me donnait du zèle pour mon service ; mais, au moment où je venais de le reprendre, après mes courses de Soissons et de Lille, le colonel Mossel, accompagné du capitaine Ragmey, dut faire un voyage à Boulogne pour visiter les compagnies du régiment, dispersées sur les côtes, et, lorsque j'allai prendre congé de lui, il me demanda si je serais bien aise de faire partie du voyage ; il est facile de penser avec quelle joie j'acceptai. Je préparai mon équipement de grande tenue, que je venais de terminer, et nous partîmes, le 1^{er} juillet, dans une voiture de louage, ayant aussi avec nous le capitaine Rhaindre, lequel devait rester à Saint-Omer. Nous nous arrêtâmes pour déjeuner dans la petite ville de Lens ; nous passâmes à Béthune, assez jolie ville bien fortifiée ; nous fûmes dîner à Aire, autre place forte, et nous arrivâmes à Saint-Omer assez tard pour n'obtenir l'ouverture des portes qu'après d'assez longues formalités.

Saint-Omer est une ville suffisamment grande et belle, avec des fortifications importantes. Nous y étions attendus, pour assister encore à une réunion maçonnique ; on vint nous y engager le matin dans

notre auberge, ce qui nous obligea à passer la journée entière dans cette ville. Nous fûmes reçus dans la loge de Saint-Omer en qualité de députés de celle de Douai; il y eut, comme à Lille, une grande réunion et un banquet splendide, qui se prolongea fort tard.

Le lendemain, nous partîmes tous trois par la diligence de Boulogne; nous eûmes à passer un grand nombre de villages, en nous arrêtant pour déjeuner et pour dîner. Le pays que nous parcourûmes était fort accidenté, assez bien boisé, mais très exposé aux vents de mer; les arbres n'y pouvaient atteindre leur croissance normale, et, par cela même, offraient un assez triste aspect.

Nous arrivâmes à Boulogne de bonne heure. Nous descendîmes à un hôtel qui avait pris pour enseigne « Au Lion d'or »; mais au lieu de la représentation ordinaire de cette enseigne, on y voyait un homme endormi dans un lit, ce qui voulait dire : « Au lit, on dort »; nous admirâmes l'esprit de notre aubergiste. Mais j'avais déjà aperçu la mer et les camps qui entouraient la ville; j'étais pressé de voir cet Océan que nous espérions bientôt franchir; nous allâmes donc, immédiatement, nous promener sur le port. La ville de Boulogne offrait un aspect très animé; les troupes de terre, les marins et les habitants se croisaient de tous côtés. C'étaient le maréchal Soult qui commandait l'armée, et l'amiral Bruix la marine. Je revis sur le port un grand nombre de mes camarades; le colonel Mossel rencontra deux inspecteurs-aux-revues de sa connaissance, MM. Lambert et Lebarbier de Tinan. celui-ci avec sa femme; ils avaient à leur disposition le canot de l'amiral Bruix, et ils nous proposèrent une promenade en mer que nous nous empressâmes d'accepter. Bien que la mer fût un peu agitée, nous pûmes voir toute la flottille de Boulogne, composée

déjà d'un très grand nombre de bâtiments. De retour au port, je trouvai les capitaines Ragmey, Georges et Colin; nous fûmes nous promener sur les côtes, et nous vîmes la baraque de l'Empereur, celle de l'amiral et le camp de droite, composé de petites baraques de bois exactement pareilles, formant des rues bien alignées, et ressemblant à une petite ville d'un genre tout particulier. Nous aperçûmes de loin les vaisseaux anglais qui observaient notre flottille et que nous regrettions de ne pouvoir aborder.

Le lendemain de notre arrivée, je me mis en grande tenue et fus me présenter chez le général d'Hautpoul, qui commandait la cavalerie de l'armée; il avait fait un riche mariage, à Paris, l'année précédente (1), mais ne s'était point encore fait accompagner de sa femme. Ne m'ayant pas vu depuis l'Ecole polytechnique, il parut d'abord surpris de mes deux galons de lieutenant; mais il me reçut à merveille, m'engageant à mériter bientôt le troisième galon; il m'invita à dîner pour le jour même avec plusieurs officiers supérieurs et quelques dames.

Dans les intervalles de mes visites au général d'Hautpoul, j'allais me promener sur le port; j'y rencontrai un grand nombre de mes camarades, Lavillette, Tugnot, Quémizet, Brivée, mon premier lieutenant Lebeau; je fis connaissance avec Destutt de Tracy, officier du génie, ami d'Edouard de Beaufort, tous deux sortis de l'Ecole avant moi. Nous fûmes parcourir les batteries de côtes du camp de droite, jusqu'au fort de La Crèche, puis le camp de gauche, où je vis la baraque du prince

(1) Le 17 septembre 1803, le général d'Hautpoul épousait Alexandrine Suzanne Daumy qui lui apportait une belle fortune. De ce mariage naquit un fils que le général d'Hautpoul eut à peine le temps de connaître. Ce fils épousa une fille du maréchal Berthier, prince de Wagram, qui vit encore.

Joseph Bonaparte, alors colonel du 4^e régiment de ligne. De là, nous visitâmes le camp particulier de l'artillerie, où je retrouvai encore beaucoup de camarades. N'ayant pas rencontré dans mes courses le capitaine Marie de Fréhaut, je me rendis chez lui et j'appris qu'il était allé chercher sa femme à Soissons, ce qui me fit espérer de la revoir à Boulogne.

Le jour suivant, je me rendis encore sur le port, qui était, en quelque sorte, un lieu de rendez-vous pour les officiers. J'y retrouvai les camarades que j'ai déjà cités, plus Normand, Estevou, Lebouvier, Larminat, Oudin ; j'avais aussi lié connaissance avec un aspirant de marine nommé Pierre, qui commandait un petit bâtiment de la flottille. Il nous conduisit sur ce bâtiment, y compris Lavillette et Normand ; nous le visitâmes avec intérêt, mais avec un certain étonnement en voyant ces frêles embarcations se disposer à affronter les gros vaisseaux de la marine anglaise.

De retour au port, où je trouvais toujours un grand nombre de camarades, j'allai chez le général d'Hautpoul qui me donna rendez-vous le soir afin de me présenter au maréchal Soult. Je rejoignis le colonel Mossel pour dîner ; nous eûmes le temps de nous promener encore, et même d'aller un moment au spectacle ; là, je retrouvai, avec un grand plaisir, mon ancien camarade Bougainville, qui, pendant mon temps d'école de Paris et de Metz, avait déjà fait un voyage autour du monde. Je me rendis bientôt chez le général d'Hautpoul, et nous fûmes ensemble trouver le maréchal Soult, qui me reçut avec beaucoup de bienveillance ; nous étions compatriotes, et le lieu de sa naissance se trouvait fort rapproché de nos anciennes propriétés.

Le lendemain, 6 du mois, fut encore une journée assez curieuse pour moi. Le prince Joseph Bonaparte

donnait un grand déjeuner aux officiers de son régiment et à plusieurs états-majors de l'armée; le général d'Hautpoul y était invité, et il voulut me présenter au prince-colonel. Nous montâmes à cheval ensemble, et nous nous rendîmes au camp de gauche, dans la baraque du Prince, qui, d'une façon très gracieuse, me pria de rester à déjeuner. Je fus frappé de la ressemblance de Joseph avec l'Empereur; les deux frères étaient très rapprochés d'âge; Joseph, l'aîné, avait trente-six ans, et l'Empereur trente-cinq; mais quelle différence dans les carrières! L'un se trouvait prince et simple colonel, uniquement par circonstance; l'autre, dans un espace de dix ans, avait déjà rempli le monde de son nom, et comme général et comme souverain de la France.

Après le déjeuner, je remontai à cheval avec le général d'Hautpoul pour revenir à Boulogne, où nous fûmes voir ensemble le général Vandamme. De là, j'allai me promener sur le port avec Tracy, et je rencontrai Clermont-Tonnerre, qui venait d'arriver et que j'eus grand plaisir à revoir. Le colonel Mossel partit ce même jour pour Montreuil, où il devait continuer sa tournée; pour moi, j'allai dîner chez le général d'Hautpoul; j'y vis les préparatifs d'une grande partie de chasse qu'il donnait le lendemain au prince Joseph; puis je rejoignis au spectacle mes amis Tracy, Clermont et Bougainville.

La journée du lendemain, 7 juillet, m'offrit encore un grand intérêt par la partie de chasse que le général d'Hautpoul avait préparée pour le prince Joseph, et à laquelle le maréchal et tous les généraux du camp se trouvaient invités; cette chasse devait avoir lieu dans une belle forêt, à quelques lieues de Boulogne. Je partis à cheval dès la pointe du jour, et me dirigeai vers le lieu du rendez-vous, où une immense tente était dressée; j'y rencontrai

le capitaine Petit et plusieurs officiers d'état-major, chargés de surveiller les préparatifs d'un splendide déjeuner; je les secondai de mon mieux. Bientôt cette partie de la forêt fut encombrée de voitures, de chevaux, de meutes; et je vis arriver ensuite, successivement, d'abord le général d'Hautpoul, puis le maréchal Soult, les généraux Andréossy, Suchet, Vandamme, et enfin le prince Joseph. Aussitôt, les chasseurs se mirent en mouvement, au bruit des cors et des aboiements des chiens; je restai avec plusieurs officiers pour terminer les apprêts du festin. Au premier retour de la chasse, nous nous mîmes à table; nous étions soixante convives, parmi lesquels je me trouvais le seul de mon grade. Le déjeuner terminé, la chasse recommença et se prolongea assez longtemps. Enfin, après cette reprise, chacun vint retrouver chevaux et voitures, et nous retournâmes en grand cortège à Boulogne, où je rejoignis plusieurs de mes camarades pour leur raconter tous les détails de cette brillante partie.

Le jour qui suivit, je parcourus la ville de Boulogne; je visitai l'église de Saint-Nicolas. Puis, je fus au camp d'artillerie, où j'étais invité à un grand dîner dans la baraque des officiers du 6^e à pied. Je n'aimais pas beaucoup ces repas de corps, qui, à cette époque, dégénéraient trop souvent en orgies; plusieurs des capitaines, surtout, qui étaient d'anciens soldats, se grisèrent de la manière la plus complète, ce qui ne nous empêcha pas de revenir encore à Boulogne et d'aller encore au café prendre du punch à profusion; je m'échappai enfin avec plusieurs jeunes officiers, et nous fûmes voir un fort joli bal champêtre, tout près de la ville. A mon retour, je passai chez M. et M^{me} Marie, qui venaient d'arriver de Soissons; je fus très heureux de les revoir, et ma soirée me parut plus agréable que la journée.

Le reste de mon séjour à Boulogne fut toujours aussi animé ; j'étais constamment en mouvement. Outre mes promenades de camarades, j'avais la maison du général d'Hautpoul, et, de plus, celle de M^{me} Marie, où j'allais sans cesse, je déjeûnais et je dînai tous les jours alternativement dans l'une ou dans l'autre. J'eus encore un grand bal, où je fus présenté par le général d'Hautpoul chez M^{me} d'Arcambal ; le souper fut fort beau ; j'y revis la plupart des généraux du camp, et, parmi les dames, je pourrais citer M^{mes} Ledoux, Marie, Lebarbier de Tinan, La Neuville, Vandamme. J'assistai aussi à une brillante soirée chez le général et M^{me} Vandamme ; j'y retrouvai à peu près les mêmes personnes, mais j'y fis connaissance avec le général Bertrand et le général d'artillerie Foucher de Careil.

Enfin, le 12, le colonel Mossel revint de sa tournée avec Ragmey et voulut partir le lendemain pour retourner à Douai. Je regrettais Boulogne ; j'y laissais d'excellents amis ; le général d'Hautpoul, ordinairement dur et sévère, avait été très bon pour moi. Enfin, je fus, en ville et au camp, prendre congé des personnes chez qui j'avais été reçu ; je passai la soirée chez M. et M^{me} Marie, regrettant d'avoir si peu profité de leur séjour ; le lendemain, de bonne heure, nous partîmes pour Saint-Omer. Nous nous arrêtâmes chez le capitaine Rhaindre ; nous vîmes le général Bourcier, qui commandait une des divisions de l'armée, et le colonel Guyot, devenu bientôt général.

Le 14, nous nous remîmes en route en passant par Béthune, et nous arrivâmes à Douai ; je retrouvai le major d'Aboville, le capitaine Gabrié, et je repris enfin tout à fait mon service, que mes courses m'avaient fait interrompre pendant près de six semaines.

L'Empereur était toujours à Paris, occupé à orga-

niser son nouveau gouvernement, à compléter son ministère, sa cour, et à choisir dans tous les partis les hommes les plus capables de le seconder, de manière à se les attacher en flattant leur amour-propre.

Il avait créé en 1802 l'ordre de la Légion d'honneur, mais il n'avait point encore distribué de décorations. Il termina l'organisation de cet ordre, qui fut divisé en cinq grades ; ceux de simple légionnaire, d'officier, de commandant, de grand-officier, de grand-cordon ou grand-aigle. La décoration se composait d'une étoile à cinq branches, ayant d'un côté l'effigie de Napoléon, avec les mots : Napoléon, Empereur, et de l'autre un aigle avec les mots : « Honneur, Patrie » ; elle était suspendue par un ruban moiré rouge. La première décoration était en argent, les autres en or, et la dernière était accompagnée d'un grand cordon et d'une plaque. Les cinq branches de l'étoile étaient d'abord sans ornement ; mais, un peu plus tard, elles furent surmontées de la couronne impériale. L'Empereur voulut faire l'inauguration de cet ordre avec une pompeuse solennité ; elle avait été fixée au 14 juillet, mais elle eut lieu le lendemain, 15, 26 messidor, an XII, qui était un dimanche, dans l'église de l'Hôtel des Invalides. Lacépède en fut nommé Grand-Chancelier ; tous les grands dignitaires de l'Empire, plus le maréchal Kellermann et le général Dejean, firent partie du Conseil de l'Ordre, dont l'Empereur se réserva la présidence ; tous les membres du Conseil furent immédiatement décorés du Grand-Aigle et prêtèrent serment entre les mains de l'Empereur. Tous les officiers et soldats qui, pendant les guerres de la Révolution, avaient reçu des armes d'honneur, furent, de droit, créés membres de l'Ordre ; ils reçurent, dans cette brillante cérémonie, les décorations à eux attribuées, et, comme les grands digni-

taires, prêtèrent serment en présence de l'Empereur. Pour distinguer les membres de droit des promotions suivantes, on fit remonter les nominations des premiers à la date du 1^{er} Vendémiaire, an XII.

Des discours d'apparat furent prononcés au cours de cette solennité; on remarqua celui du grand-chancelier Lacépède, qui, pour séduire sans doute quelques révolutionnaires, chercha à établir une singulière comparaison entre le 14 juillet de 1789 et celui de 1804.

Il fut attribué un traitement à chacun des grades de la Légion d'Honneur. Celui de simple légionnaire, que ne devait pas dépasser les sous-officiers et soldats, fut fixé à 250 francs; celui des officiers à 1,000 francs; les grades suivants éprouvèrent quelques variations, et celui du grand-aigle ou de grand-cordon fut porté jusqu'à 20.000 francs.

A Douai, je partageai mon temps entre mon service, des parades, des revues et la société où j'avais fini par m'introduire tout à fait. J'y trouvai M^{me} de la Martinière, femme de l'ancien commandant de l'Ecole de Metz; elle avait fait partie de nos agréables réunions de cette ville, et j'allai beaucoup chez elle; je vis aussi M^{me} Fabre et de Buzelet, femmes de deux officiers supérieurs d'artillerie. J'avais les soirées de M^{me} Duquesne, d'Haubersart, de M^{me} Pigalle, qui nous donna un soir un très beau bal, de M^{me} Larcher, chez qui on dansait aussi quelquefois. J'allais fort souvent chez M^{me} Cantin; elle avait deux filles charmantes, et je trouvai chez elle M^{lle} Maillard, leur amie; ces dames recevaient moins de monde, et j'aimais beaucoup leurs petites réunions. Le colonel Mossel était pour nous presque un camarade; nous nous trouvions souvent avec lui, ainsi qu'avec le major d'Aboville et mon capitaine Cablié. Je me liai particulièrement avec les capi-

taines Ragmey, Farjon et Beauvisage, ainsi qu'avec le professeur Guibal. Douai était un passage continuél de troupes d'artillerie ; je vis passer mon ancien camarade Tiran de Burg. Je fis connaissance avec le capitaine Sirodot, et j'assistai bientôt à son mariage avec l'aînée des demoiselles Cantin ; ce mariage fut célébré en grande cérémonie à l'église Saint-Jacques. Je vis aussi les capitaines Delpire et Desalles, dont j'aurai à reparler plus tard.

Outre les réunions de la ville, nous eûmes pendant tout l'été des kermesses dans tous les villages des environs, où il y avait de très jolis bals champêtres ; ce qui nous procurait d'agréables parties de campagne. Dans les intervalles que me laissaient toutes ces réunions, j'allais au café, avec mes camarades, jouer au billard, au tric-trac, aux échecs ; j'avais aussi la ressource du spectacle, et, enfin, de mes nombreuses correspondances, qui m'occupaient beaucoup.

L'Empereur, après l'inauguration de la Légion d'honneur, se rendit au camp de Boulogne à l'époque du 13 août, fête de l'Assomption et en même temps celle de sa naissance et de Saint-Napoléon, dans le but de faire une distribution solennelle de croix de la Légion d'honneur à toute l'armée, distribution qui eut lieu le lendemain 16, 28 thermidor an XII. Le colonel Mossel, le major d'Aboville et le capitaine Cabrié, de mon régiment, y furent appelés ; j'aurais vivement désiré assister à cette solennité ; mais je me trouvais seul pour commander la compagnie et dus rester à Douai.

La veille même de cette distribution était la fête de la ville de Cambrai ; plusieurs dames de Douai devaient s'y rendre, et je ne pus résister à l'envie de les accompagner. Nous visitâmes l'église de Notre-Dame, où nous vîmes de curieux tableaux en relief. Le soir, il y eut feu d'artifice et grand bal à

à l'Hôtel-de-Ville ; le lendemain, tout notre cortège se remit en route pour Douai.

Bientôt, nous vîmes revenir le colonel Mossel, le major d'Aboville et le capitaine Cabrié ; le premier avec la croix d'officier de la Légion d'honneur, les deux autres avec celle de légionnaire. Ils nous racontèrent en détail la pompeuse solennité avec laquelle l'Empereur venait de distribuer les croix aux militaires du camp de Boulogne et à ceux qui y furent appelés pour cette circonstance. Le maréchal Soult avait reçu le grand-cordon ; le général d'Hautpoul avait été nommé grand-officier, ainsi que plusieurs autres généraux de l'armée.

Après la cérémonie de la distribution des croix au camp de Boulogne, l'Empereur voulut aller visiter la ville d'Aix-la-Chapelle, où il devait trouver de nombreux souvenirs de Charlemagne ; c'était celui des souverains de la France qu'il avait pris pour modèle et dont il voulait suivre les traces. Dans ce voyage, il dut passer par Douai, le 31 août. Toute la ville fut mise en émoi à l'occasion de ce passage ; on dressa un arc-de-triomphe magnifique hors de la ville, où toutes les troupes, en grande tenue, furent l'attendre. Arrivé à midi avec un nombreux cortège, il entra à Douai par la porte d'Arras ; nous l'escortâmes à cheval, et toujours au galop, au bruit du canon et de toutes les cloches de la ville, au milieu d'un immense concours de population, accourue sur son passage, et qui l'accueillit avec le plus grand enthousiasme. Il s'arrêta un instant sur la place d'armes, pour recevoir les autorités, et repartit aussitôt. Il sortit par la porte de Valenciennes, et nous l'escortâmes encore pendant plusieurs lieues. Nous revînmes à Douai, couverts de poussière, et sous l'impression que cette rapide apparition nous avait laissée.

L'Empereur continua sa route jusqu'à Aix-la-

Chapelle, où il s'arrêta pour visiter le tombeau et les reliques de Charlemagne, dont il se considérait comme devant être le successeur ; et, de là, il retourna à Paris, reçu toujours en grande pompe dans toutes les villes qu'il avait à traverser.

Toutes les distributions de croix pour l'armée n'ayant pu avoir lieu à Boulogne le jour de la grande solennité, il y eut des distributions partielles dans les diverses divisions militaires ; une, entre autres, et très nombreuse, à Lille, le 16 septembre ; j'y fus avec le capitaine Ragmey, qui reçut la décoration de légionnaire. Je trouvai à Lille le général Vandamme ; la distribution des croix fut faite par le général Gérard, dit Vieux. J'y rencontrai quelques officiers d'artillerie, et, par leur intermédiaire, je fis connaissance avec les officiers d'un régiment de hussards en compagnie desquels il me fallut parcourir tous les cafés de la ville ; mes nouveaux amis ne cessaient de manger et surtout de boire, et c'est tout au plus si, dans mon séjour, je pus aller au spectacle, au cirque, et voir quelques-unes des personnes que j'avais connues dans mon premier voyage.

On rencontrait partout des officiers décorés, très fiers de porter leur ruban rouge, qui les signalait comme ayant déjà servi avec distinction. De retour à Douai, je vis le général d'artillerie Macors, qui avait la croix de commandant, ainsi que les généraux de brigade Tirlet et Hanicque. M. de la Martinière, devenu général, avait la croix d'officier. Je vis aussi les colonels Fabre, Villentrois, Aubry, Demarçay, Duchenoy, directeur à Douai, tous officiers de l'Ordre, et le commandant Buzelet, sous-directeur, le commandant Neigre, légionnaires, ainsi que d'autres officiers de divers grades ; je fis aussi connaissance, à la même époque, avec le général Boyer.

L'Empereur, tout en cherchant à éblouir la France par le faste, les solennités, les distinctions honorifiques, et à détruire ainsi ce qu'il restait encore des tendances révolutionnaires, s'occupait aussi des moindres détails d'intérêt public. Il avait jeté les yeux sur l'Ecole Polytechnique, et en modifia complètement l'organisation. Jusque là, les élèves avaient été libres et logeaient chez eux ; il en résultait que si plusieurs d'entre eux devenaient des savants célèbres, des membres de l'Institut, si quelques-uns, aussi, se distinguaient dans leur carrière, un très grand nombre se perdaient à Paris et devenaient complètement nuls pour les services publics. Un décret du 16 juillet décida que l'Ecole serait transportée dans un vaste local près du Panthéon ; que les élèves y seraient casernés, vivraient en commun aux frais de l'Etat, et qu'au lieu de toucher une solde, trop souvent perdue pour eux et pour le gouvernement, ils paieraient une pension. Cette nouvelle organisation donna peut-être moins de célébrités scientifiques ; mais tous les élèves, ou presque tous, purent être employés avec fruit dans les services publics. Ce fut donc un bien, et pour l'Etat et pour les familles.

Les préparatifs de l'expédition d'Angleterre se poursuivaient toujours avec activité. Après plusieurs attaques infructueuses des vaisseaux anglais contre la flottille française, la marine britannique lança contre nous, le 2 octobre, douze brûlots formidables qui ne produisirent pas l'effet qu'espérait l'ennemi. Cependant notre flottille s'augmentait tous les jours à Boulogne et dans les divers ports environnants ; l'Empereur voulait la porter jusqu'à deux mille bâtiments, capables d'être montés par seize mille marins et une armée de seize mille hommes, avec tout son matériel. Nous verrons plus tard ce qui rendit nuls ces préparatifs extraordinaires.

CHAPITRE II

Relations civiles et manœuvres militaires. — Le Sacre de Napoléon. — Nouvelles politiques. — Le royaume d'Italie. — Dernier séjour à Douai. — Saint-Omer. — Encore le projet de descente en Angleterre. — Le camp de Saint-Léonard. — L'entreprise est ajournée.

Cependant, mon séjour à Douai se prolongeant toujours, j'en profitai pour suivre les manœuvres et le tir du polygone, où nous fîmes d'intéressantes expériences sur le mortier du colonel Villentroy ; j'allais à l'arsenal, à la fonderie, et je pus ainsi suivre toutes les opérations de la fonte des pièces d'artillerie. J'avais aussi le conseil de guerre, où nous eûmes un jour une condamnation à mort dont je conservai une pénible impression. Il y avait toujours beaucoup de mouvements de troupes à Douai ; je vis passer mes anciens camarades Desprez et Goussard ; ce dernier était employé à Arras, et j'en profitai pour aller un jour visiter cette ville avec le capitaine Farjon. J'aimais à tout voir aux environs ; aussi, je ne manquais ni une seule des kermesses ni un seul des bals champêtres qui les suivaient. La ville de Douai eut aussi sa foire annuelle du commencement d'octobre, qui attira beaucoup de monde. Je me liai avec de nouveaux officiers, qui vinrent résider à Douai : Coffinet et Jeanrenaud, de mon régiment, Gardel, Lambrechts, Faivre, Bouleux, que je retrouvai plus tard au service de Pologne, et Maillard, frère de M^{lle} Maillard, que je voyais très souvent avec les dames Cantin.

Le cercle de mes connaissances s'agrandissait aussi tous les jours ; je fus admis chez M^{me} de Bernicourt et de Lagrange, qui recevaient peu les officiers ; j'eus des soirées chez M^{mes} Duchenois et de

Buzelet, femmes du directeur et du sous-directeur d'artillerie, chez M^{me} de Beaumel, M. et M^{me} Dumont, M^{me} Neigre, M^{me} de Montille, en outre des personnes que j'ai déjà nommées et chez lesquelles les bals recommencèrent bientôt ; on se promettait de grands plaisirs pour l'hiver qui s'approchait.

Mais tous ces projets de réjouissances furent bientôt interrompus pour moi, à la suite d'un bien pénible malheur de famille : ce fut la perte de mon excellent père : il était mort à Carcassonne le 20 novembre. Plusieurs lettres successives de ma famille m'avaient donné des inquiétudes sur sa santé, et ce ne fut que le 5 décembre que j'eus la nouvelle positive de sa mort par une lettre extrêmement touchante de mon beau-frère Laperrine. Je regrettais vivement mon père ; mais, je dois avouer ici, à la honte de la nature humaine, qu'il y a de l'égoïsme jusque dans le malheur : certes, j'aimais autant mon père que ma mère ; j'avais perdu ma mère, étant auprès d'elle, au moment où tous ses enfants avaient le plus besoin de son affection et de ses soins, et l'impression que j'en éprouvai fut affreuse ; je perdais mon père, étant éloigné de lui, à une époque où j'étais tout préoccupé de mon service et d'une carrière ne dépendant plus que de moi, et l'impression de cette perte fut moins profonde. D'ailleurs, ma mère était morte à 43 ans, et mon père en avait près de 80. Il me fut impossible de m'absenter alors pour aller en Languedoc assister au partage de famille ; mais telles étaient l'intimité et la confiance qui régnaient entre nous que ce fut à mon beau-frère lui-même que j'envoyai ma procuration.

Napoléon avait été élevé à l'Empire par un sénatus-consulte basé sur le vœu des autres corps de l'État, de toutes les autorités de la France, et sur des votes presque unanimes. Dans cette proclama-

tion, il avait été question d'hérédité ; mais l'Empereur avait voulu recourir à de nouveaux votes et à un nouvel acte du Sénat qui établît l'hérédité dans sa famille comme un principe désormais invariable et qu'on ne pût contester. Enfin, il voulut encore consacrer son titre par un grand acte religieux et un sacre solennel ; Charlemagne avait été sacré par un pape, et il fallait que Napoléon reçût aussi l'onction d'un Souverain-Pontife. L'Empereur avait écrit dans ce but au pape Pie VII ; celui-ci s'était d'abord excusé sur son grand âge et sur la longueur du voyage ; mais l'Empereur tenait à ce que la cérémonie eût lieu à Paris, et, sur ses instances répétées, le Pape se décida à venir dans la capitale de la France. Il y fut reçu au milieu de vives acclamations mêlées du plus profond respect ; le retour aux idées religieuses était tel, à cet époque, que tout le monde s'agenouillait sur son passage pour recevoir sa bénédiction. Le pape fut logé au palais des Tuileries ; et, le jour de la cérémonie du sacre et du couronnement dans l'église cathédrale de Notre-Dame fut fixé au 2 décembre. Ce jour-là, tout l'éclat de la puissance et toutes les pompes de la religion furent déployés, tant dans le cortège parti des Tuileries que dans l'église Notre-Dame. Napoléon s'y rendit avec l'impératrice Joséphine, suivi de tous les corps de l'Etat, des grands dignitaires de l'Empire, de sa cour, et le pape entouré d'un nombreux clergé. La cérémonie du sacre terminée, Napoléon prit sur l'autel la couronne impériale et la plaça lui-même sur sa tête ; il plaça aussi lui-même sur la tête de Joséphine la couronne qui lui était destinée ; puis le cortège se remit en marche pour revenir aux Tuileries. Cette cérémonie, l'une des plus imposantes qu'on ait encore vues à Paris, est assez connue pour que je n'aie pas besoin de rentrer ici dans de plus longs détails ; tout ce que je

puis dire, c'est que je regrettai beaucoup de n'avoir pu en être témoin.

L'Empereur d'Allemagne François II, qui, vu l'agitation existant encore en Europe, pouvait craindre de perdre la suprématie qu'il exerçait sur les divers états de l'Allemagne, ajouta à ses titres celui d'Empereur héréditaire d'Autriche, qui remplaça celui d'archiduc.

Quant à l'Angleterre, inquiète, gênée par les préparatifs immenses que faisait contre elle l'Empereur Napoléon, elle cherchait sans cesse à lui susciter des embarras sur le continent ; elle commença par une convention avec la Suède, d'après laquelle le gouvernement anglais s'engageait à lui payer des subsides considérables pour lui faire déclarer la guerre à la France.

De son côté, Napoléon employa son influence sur l'Espagne pour faire déclarer par cette puissance la guerre à l'Angleterre. Nous allons voir bientôt toutes ces conflagrations que produisirent en Europe et l'or de l'Angleterre et la valeur des soldats commandés par Napoléon.

A la fin du mois de décembre eut lieu l'ouverture de la session du corps législatif, auquel le ministre de l'intérieur Champagny fit l'exposé de la situation actuelle de l'Empire. Ainsi se termina cette année 1804, qui avait été si fertile en grands événements politiques et où s'était opérée la transformation de la France de république en empire.

Pour moi, je passai cette fin d'année sans quitter Dobai, uniquement occupé de mon service, de quelques réunions d'amis et de mes correspondances.

L'année 1805 ne fut pas moins remarquable sous d'autres rapports ; elle vit le commencement de ces guerres mémorables qui portèrent au plus haut degré la gloire de nos armes et qui nous firent par-

courir l'Europe dans toutes les directions et d'une extrémité à l'autre.

L'Empereur renforçait tous les ans par de nombreuses levées de conscrits l'armée du Camp de Boulogne et les garnisons des places qui en étaient une dépendance. Toutes ces troupes dont le fond se composait d'anciens soldats commandés par des officiers qui presque tous avaient déjà fait leurs preuves sur les champs de bataille, sans cesse occupées de manœuvres, de marches militaires, exercées à la fatigue et soumises à la plus exacte discipline, devenaient, entre les mains de l'Empereur surtout, une puissance formidable. La distribution des croix avait produit un grand effet sur la masse de l'armée ; on les avait données aux plus dignes, et chacun aspirait au moment où il pourrait se rendre digne de la mériter à son tour.

La marine n'était pas, à beaucoup près, dans des conditions aussi favorables. Certes, nos marins étaient animés du meilleur esprit ; la flottille était déjà considérable et s'augmentait chaque jour, mais il eut été difficile de lui faire franchir la Manche sans être soutenue par quelques vaisseaux de guerre capables d'occuper et de détourner les vaisseaux anglais. Or, presque tous nos vaisseaux étaient bloqués dans nos ports par des croisières anglaises auxquelles il était difficile d'échapper. L'amiral Missiessy parvint cependant, au mois de janvier à sortir du port de Rochefort, et il se rendit à la Martinique, chargé de débarquer des armes et des munitions de guerre ; il effectua ensuite une descente dans l'île anglaise de La Dominique, fut ravitailler la Guadeloupe, et, après plusieurs expéditions contre d'autres possessions anglaises, il revint en France sans avoir rencontré l'ennemi. Cette campagne de l'amiral Missiessy, si heureuse-

ment terminée, avait donné quelque espérance sur l'action de nos vaisseaux contre l'Angleterre.

L'Empereur écrivit alors au Roi d'Angleterre une lettre de souverain à souverain pour lui proposer de faire cesser un état d'hostilité si fatal aux deux nations. Le roi fit répondre par son ministre des Affaires étrangères qu'avant de rien décider, il devait s'entendre avec les autres souverains de l'Europe ; mais, de la part de l'Angleterre, cette expression consistait à fomenter et à soudoyer des guerres continentales, de manière à ruiner la France et à détruire en même temps le commerce de l'Europe entière dont elle voulait se réserver le monopole.

L'Empereur cherchait toujours à éblouir la France par de pompeuses solennités, avec l'intention même de leur donner du retentissement à l'extérieur : tous les grands dignitaires, tous les personnages de la Cour étaient revêtus de brillants costumes. Il cherchait, en outre, à attirer à lui tous les partis ; il avait déjà séduit de violents révolutionnaires par de hauts emplois ; par les titres de chambellans, d'écuyers, de dames du palais, il finit par attirer à sa cour une grande partie de l'ancienne noblesse. Il avait été un admirateur de l'héroïque résistance des Vendéens pendant le temps de la Terreur ; il fit construire une ville près de La Rochelle, l'appela Napoléon - Vendée (1), et en fit un chef-lieu de département, associant ainsi son nom à celui des Vendéens.

La cérémonie du couronnement de l'Empereur, consacrée par le Souverain-Pontife, avait eu un grand retentissement en France, et toutes les villes du nouvel Empire donnèrent des fêtes brillantes en

(1) Sur les restes de la ville de La Roche-sur-Yon, presque détruite en 1793. La ville porte aujourd'hui son ancien nom.

commémoration de cette solennité, ces fêtes durèrent même tout l'hiver. Elles commencèrent, à Douai, au mois de janvier ; il y eut d'abord une grande cérémonie religieuse dans l'église cathédrale de Saint-Pierre, grand'messe en musique, Te Deum, et puis des mariages de jeunes filles pauvres dotées par le gouvernement. Toutes les autorités s'y trouvaient, et, parmi les militaires, le général Boyer, le général Hanicque et tous les officiers de la garnison. Vinrent ensuite les bals d'apparat ; le premier fut donné au nom de toute la ville ; le capitaine Farjon et moi fûmes nommés commissaires pour les militaires, et MM. d'Hauliersart et de Wavrechem pour les habitants. Il y eut ensuite un second bal donné par les officiers d'artillerie seuls, un autre donné par les autorités civiles, et enfin un quatrième par la bourgeoisie. Outre tous ces bals officiels, chaque maison de la ville voulut avoir aussi des bals particuliers. Enfin pendant le Carnaval, il y eut de brillantes mascarades, ce qui rendit cet hiver de 1805 extrêmement animé et en fit, en quelque sorte, une fête perpétuelle. Il y eut aussi beaucoup de mouvements de troupes et d'officiers ; nous avions un escadron d'artillerie italienne qui nous quitta cet hiver, et, parmi les officiers, je citerai les capitaines Fourey, Bosc, Pion, Henrion, avec lesquels je fus souvent en rapport depuis, et Folard, jeune homme extrêmement aimable, devenu premier lieutenant de ma compagnie en remplacement de Lebeau ; il avait avec lui une jeune femme fort agréable, qui fut présentée et fort bien accueillie dans la société, et ce ne fut que longtemps après que l'on sut qu'elle n'était point sa femme ; j'aurai à reparler plus tard de ce fâcheux incident. Pour les personnes de la ville que je vis en outre de celles que j'ai déjà nommées, je citerai MM. de Brefeuille, de Guerne, de Cambronne, le jeune de Lagrange, sa sœur,

M^{me} de Mortagne, M^{me} de Gauval, Lolliot, de Waringhien, Varlet, Plégeot, M. et M^{me} Michel.

Nous avons vu l'Italie suivre toutes les phases de la Révolution Française. Après le coup d'Etat du 18 brumaire, la République italienne avait demandé au Premier Consul d'accepter la présidence de la République. Lorsque l'Empire fut proclamé, cette république voulut prendre le titre de royaume et envoya des ambassadeurs à l'Empereur pour le prier de se faire roi d'Italie. Napoléon, qui tenait toujours à se grandir aux yeux de l'Europe, avait lui-même négocié cette demande, afin de réunir sur sa tête le double titre d'Empereur et de Roi. Il soumit cependant, le 18 mars, cette demande au Sénat, en assurant qu'il conserverait toujours l'intégrité du territoire français avec les limites fixées par le traité d'Amiens, sans y faire aucune adjonction nouvelle. Mais il n'hésita pas à accepter la proposition des ambassadeurs Italiens, et, dès le 4 avril, il se mit en route avec l'Impératrice et un nombreux cortège, pour franchir les Alpes et se rendre à Milan en traversant la plaine de Marengo, qui lui offrait de si grands souvenirs. Arrivé dans la capitale de la Lombardie, tout fut disposé pour la consécration de sa nouvelle dignité. N'ayant pu s'entendre, cette fois, avec le Pape pour être assisté par lui dans cette nouvelle cérémonie, quoique celui-ci eût été retenu à Paris, et ne fût parti que le 5 avril pour revenir directement à Rome, l'Empereur fut sacré roi d'Italie, le 26 mai, par le Cardinal Caprara ; et, comme à Paris, il plaça lui-même sur sa tête la couronne des anciens rois lombards. Il créa en même temps l'ordre de la Couronne de Fer, et fit de la décoration de cet ordre de nombreuses distributions.

Il avait déjà nommé Eugène de Beauharnais, prince de Venise, et, le 8 juin, après le couronne-

ment de Milan, il le créa vice-roi d'Italie et reçut son serment pour cette nouvelle dignité. L'Empereur partit deux jours après, se rendit à Gènes, qu'il réunit à l'Empire ainsi que les Etats de Parme, malgré ses engagements avec le Sénat, et revint plus tard à Paris, où il eut à observer les grands événements qui se préparaient en Europe à l'instigation de l'Angleterre.

Pendant les derniers temps de mon séjour à Douai, ma vie fut assez uniforme et se partageait toujours entre le service, la société, le café et le spectacle, où nous eûmes pendant quelque temps des danseurs de corde fort habiles. Ayant déjà donné les noms de la plupart des personnes chez qui j'étais reçu, je dois terminer cette énumération par les noms de celles que je connus successivement depuis : M^{me} de Courcelles, de Campenon, de la Buquière, de Vaux, de Lespinasse, de Coupigny.

J'eus le temps de revoir encore une fois la belle Kermesse de Flers.

Le 12 mai, nous vîmes passer le prince Joseph Bonaparte avec une suite nombreuse dont faisait partie mon ancien camarade Clermont-Tonnerre, et le 23 nous eûmes grande parade, fête et feu d'artifice à l'occasion des préparatifs du couronnement de l'Empereur à Milan comme roi d'Italie.

Il y eut à cette époque, et dans la prévision d'une nouvelle guerre, une promotion extraordinaire des élèves de l'école de Metz, et je vis arriver l'élève Dulièvre comme lieutenant dans mon régiment. J'en vis plusieurs autres encore, et parmi eux Chambray, avec qui j'eus depuis de nombreuses relations. Ce fut à la fin du mois que la compagnie à laquelle j'appartenais reçut l'ordre de quitter Douai pour se rendre d'abord à Saint-Omer. Après nos préparatifs de départ et nos adieux, je partis de Douai avec le capitaine Cabrié, le 30 mai. Nous

fûmes coucher à Lens, à Béthune, à Aire, et nous arrivâmes à Saint-Omer, le 2 juin, où nous devions rester jusqu'à nouvel ordre. Nous trouvâmes à Saint-Omer le chef de bataillon d'artillerie Pellegrin, la compagnie du capitaine Richard du 4^e d'artillerie à cheval, et les lieutenants Pertuisier et Baudin, avec lesquels je ne tardai pas à me lier.

Nous dûmes faire une visite au général Bourcier, qui commandait une division de cavalerie stationnée à Saint-Omer. Notre compagnie fut logée au faubourg du Hautpont et passée en revue par l'inspecteur Lebarbier, que j'avais connu à Boulogne. Nous nous occupâmes ensuite avec Cabrié de notre établissement particulier dans un logement militaire appelé le pavillon du Cygne.

La ville de Saint-Omer est assez grande, bien percée, et entourée de très bonnes fortifications, avec plusieurs forts détachés. Un canal qui longe le faubourg du Hautpont et qui réunit les rivières de l'Aa et de la Lys, donne beaucoup de vie au commerce. Ses principaux monuments sont : l'Hôtel-de-Ville sur la place d'Armes, et l'ancienne cathédrale, de style gothique. Les environs de Saint-Omer offrent d'agréables et curieuses promenades, telles que les sites riants de Tatinghem, les rives du canal, le château de Salpervick, lieu de rendez-vous dans les parties de campagne. Enfin, sur un vaste étang, espèce de lac situé assez près de la ville, se trouvent les îles flottantes ; ce sont des portions de terre couvertes d'une forte végétation et séparées des bords du lac. Il paraît que la partie inférieure de ces îles, qui était de nature bourbeuse, a été détachée par les eaux, et que la partie supérieure, composée de terre végétale fortement liée par des racines, est restée flottante ; de sorte que l'on peut monter sur ces portions de terrain et traverser le lac comme sur un bateau. Tel fut souvent

le but de nos promenades pendant mon séjour à Saint-Omer. De vastes plaines, situées assez près de la ville, offraient, en outre, de très beaux champs de manœuvre où nous allions souvent, comme spectateurs ou comme acteurs.

De même qu'à Douai, il y avait souvent, aux environs de Saint-Omer, des kermesses qui attiraient beaucoup de monde ; je me souviens particulièrement de celle de Blendecques, l'une des plus suivies.

Saint-Omer nous présentait un aspect extrêmement animé, autant par le nombre des troupes qui y stationnaient que par le passage continu de celles qui se rendaient sur les côtes. J'y fis connaissance avec de nouveaux officiers d'artillerie, le sous-directeur Fournier, les capitaines Chapuis, Romangin, Forgeot, Martinot, les lieutenants Delord, Paillhon, Fabvier, Payan, les commandants du train Vivien-Beauvoir et Ciéters, et l'officier du génie Fleury, avec lequel je fus longtemps lié. J'y connus bientôt aussi les officiers des 9^e et 10^e régiments de hussards et 13^e de chasseurs, qui s'étaient réunis à Saint-Omer, et commandés par les colonels Guyot, Lasalle, devenu célèbre comme général de cavalerie (1), et Beaumont. Je trouvai dans le 10^e de hussards le capitaine Debar, le lieutenant du Coëtlosquet, d'une famille que j'avais connue à Metz et avec qui je demeurai toujours intimement lié et qui devint depuis un général distingué.

Je fus bientôt présenté chez le sous-préfet, M. Bernard-Lagrange, et sa femme, qui donnaient de fort agréables soirées. J'y rencontrai les généraux Fauconnet, Treillard, et un grand nombre d'officiers de la garnison ; j'y remarquai aussi Mesdames de Castelnau, Lemoine, Guilmost, et plusieurs femmes d'officiers.

(1) Tué à Wagram.

L'Empereur ayant rétabli les cérémonies extérieures du culte catholique, l'usage des messes militaires, depuis si longtemps supprimées, fut également repris, et quoique l'armée en ait eu peu l'habitude, elle s'y rendait exactement sous la conduite de ses chefs, et même avec un certain recueillement.

Tous les corps de cette armée étaient sans cesse occupés de manœuvres, partout où ils stationnaient. Les environs de Saint-Omer nous offraient de grandes ressources sous ce rapport et nous en profitions tous les jours. Tantôt nous allions à la manœuvre avec l'artillerie seule, tantôt nous combinions ces manœuvres avec celles de la cavalerie ; c'étaient des simulacres de guerre qui m'intéressaient extrêmement. J'eus aussi, comme à Douai, une autre occupation personnelle, celle de rapporteur du conseil de guerre ; les procédures m'étaient souvent envoyées de Boulogne par le général Foucher, avec lequel je me trouvais ainsi en rapport direct.

Au milieu de mes occupations, je dus faire un petit voyage à Lille et à Douai ; je partis de Saint-Omer, le 4 juillet. Ayant d'abord manqué la diligence, je la rejoignis bientôt à cheval ; je passai à Cassel, à Hailleul, à Armentières, et j'arrivai le même jour à Lille, où j'avais de l'argent à toucher chez le banquier Roué-Mathon. Je rencontrai deux de mes amis de Douai, d'Hauversart et Mahru ; je vis aussi un jeune frère de mon ancien ami Tascher, qui venait d'entrer au service ; et le soir, au spectacle, je retrouvai avec un bien grand plaisir Mesdames du Hautoy, qui avaient fait partie de nos réunions intimes à Metz ; elles étaient venues se fixer à Lille. Je vis aussi Madame de Vidampierre, sœur de M. du Hautoy. Je passai dans cette ville la journée du lendemain, et le 6 je me rendis à Douai, où je retrouvai toute la société que j'y avais laissée,

Mesdames de Lagrange, Cantin, Maillard, Duquesne et autres, qui m'avaient si bien accueilli pendant mon séjour.

J'arrivais à Douai à une époque assez curieuse, celle des fêtes de Gayan, qui ont lieu tous les ans au commencement de juillet et que je n'avais pu voir l'année précédente à cause de mon voyage de Boulogne. D'après une vieille tradition, Gayan était un héros, qui, à une époque très reculée, aurait sauvé la ville de Douai d'une irruption de barbares. On ne manquait pas de célébrer tous les ans la fête de ce grand homme, et cette grandeur était représentée par un mannequin ayant à peu près trente pieds de haut ; on le promenait dans toute la ville, entouré de sa famille, femme et enfants, ces derniers en dimensions proportionnées ; le plus jeune de ces enfants, encore à la mamelle et appelé le petit Binbin, avait environ dix pieds de haut ; il était conduit en lisières par sa nourrice et avait un bourrelet sur la tête. Cette promenade grotesque était une véritable joie pour les habitants de Douai, et elle était suivie de grands bals publics, dans la salle de la comédie, où j'eus le temps d'assister. Enfin, le 12 juillet, je revins par la route directe à Saint-Omer, où je repris mes travaux ordinaires.

Nous avons vu que l'Empereur, après son couronnement à Milan et l'installation du prince Eugène de Beauharnais comme vice-roi, était parti pour visiter quelques Etats d'Italie dont on avait fait des républiques, et qui, ou bien devinrent des départements français, ou furent métamorphosés en principautés et en duchés : entre autres, la république de Lucques et de Piombino, érigée en principauté et donnée, le 23 juin, à Madame Bacciocchi, sœur de l'Empereur ; une autre de ses sœurs, la princesse Borghèse, fut créée duchesse de Parme et princesse de Guastalla. Napoléon fit quelque séjour

à Gènes et à Turin, où il déploya beaucoup de faste et donna des fêtes brillantes. Il traversa ensuite rapidement la France, arriva à Fontainebleau le 11 juillet, et enfin à Paris, après une absence qui avait duré plus de trois mois.

Dès son retour à Paris, les préparatifs de l'expédition de Boulogne furent repris avec la plus grande activité, et cependant il était difficile de se faire illusion sur les éventualités d'une guerre continentale. L'Angleterre avait déjà conclu un traité avec la Russie, d'après lequel la première de ces puissances fournirait des subsides considérables, et la seconde ferait de nombreuses levées d'hommes. De son côté, l'Empereur d'Autriche, inquiet de la suprématie que Napoléon prenait sur toute l'Italie, préparait des armements immenses. Jusque-là, cependant, nous n'étions en guerre qu'avec l'Angleterre, mais nos vaisseaux se montraient rarement. Depuis l'expédition de l'amiral Missiessy à la Martinique, nous n'avions eu de nouvelles maritimes que celle d'une constitution impériale, que l'empereur Des-salines, à l'instar de Napoléon, avait donnée à ses états d'Haïti ; de sorte que nous restions pour ainsi dire dans le vague, ne sachant si nous étions destinés à une guerre de terre ou de mer.

Le passage des troupes se renouvelait sans cesse ; je vis même arriver des corps de la Garde impériale, le régiment des dragons et l'escadron d'artillerie à cheval sous les ordres du commandant Cousin ; j'y fis connaissance du lieutenant Lafond, avec qui j'eus plus tard de nombreux rapports de service. Je vis aussi passer la division de dragons qui était à Villers-Cotterets, et je retrouvai mon cousin Olivier d'Hautpoul, devenu maréchal-des-logis.

Le 24 juillet, je reçus l'ordre de me rendre à Ardres, où se trouvait un vaste magasin à poudre et de nombreux approvisionnements de munitions que

je fus chargé d'expédier sur Boulogne. Je me rendis à Ardres à cheval, et là, n'ayant pu trouver assez de chariots du train, je dus mettre en réquisition un nombre important de charrettes ; je les fis charger de barils de poudre, et je les expédiai, par convois successifs de 12 à 15 voitures chacun, sous l'escorte de détachements d'artillerie et du train. Parti avec le dernier convoi, je les réunis tous à Marquisé, et, le 26, j'arrivai à Boulogne. Le tout se composait de 56 voitures chargées de 44.000 kilogrammes de poudre, destinés aux approvisionnements de la flottille. Je le fis parquer, sous la garde des escortes, et je me rendis chez les généraux d'artillerie Faultrier et Taviel, à qui je rendis compte de ma mission, en leur faisant la remise du convoi.

Je trouvai à Boulogne les généraux Hanique et Foucher, le colonel Fabre, le colonel Mossel et sa femme, le chef d'escadrons Pellegrin et le capitaine Churlaud, de mon régiment, les capitaines Chauveau, de la Garde impériale, Georges, Ragmey, et mes anciens camarades Tholozé, Gourgaud, Normand, Clémencerie, et le capitaine Marié, dont la femme était retournée à Metz. Je dus faire une visite au général d'Hautpoul.

Le prince Berthier, ministre de la Guerre, était alors à Boulogne ; je le rencontrai avec un grand nombre de généraux, occupés activement des préparatifs de la grande expédition. Je fus revoir le parc, le port, couvert de bâtiments, et je quittai Boulogne le 28. Voulant profiter de mon voyage, je fus visiter les ports de Wimereux et d'Ambleteuse, le cap Gris-Nez, et je poussai jusqu'à Wissant, village bâti sur le sable, au milieu des dunes. J'avais longé les batteries de côtes, qui échangeaient souvent des boulets avec les vaisseaux anglais pour les empêcher d'approcher de nos flottilles ; et, de Wissant,

je pus apercevoir distinctement les côtes d'Angleterre, où nous espérions aborder bientôt.

Partout je retrouvais des officiers de connaissance : Bonneau, Desprez, Leclerc, Chenin, Clermont, Follard ; je couchai à Wissant, où j'avais trouvé Follard. Les maisons de ce village sont excessivement basses, à cause des vents ; durant la nuit que j'y passai, il y eut une bourrasque qui couvrit entièrement de sable la petite maison que j'habitais. Fort étonné de me trouver ainsi bloqué, je voulus essayer de me frayer un passage, mais, bientôt, un nouveau coup de vent vint, heureusement, me dégager. Je revins ensuite, par Guignes, à Ardres, et rentrai le 29 à Saint-Omer. Je dus rendre compte de ma mission au commandant Pellegrin, et je retrouvai le capitaine Cabrié, mes conseils de guerre et mes manœuvres.

J'avais toujours beaucoup de correspondances, et je dois donner ici un aperçu de quelques-unes des nouvelles qui pouvaient le plus m'intéresser.

Ma tante, M^{me} de Lamée, fort malade depuis la mort de son mari, avait été se faire soigner à Montpellier avec ma sœur aînée. Mon frère César, reçu aspirant de marine, était embarqué sur le vaisseau *le Scipion*, faisant partie de l'escadre de l'amiral Villeneuve. Mon frère Alphonse et un de mes cousins, Félix d'Hautpoul, terminaient leurs études pour se faire recevoir à l'Ecole Militaire de Fontainebleau. Mon cousin, le colonel Charles d'Hautpoul, était à l'armée d'observation d'Italie avec son beau-fils Edouard de Beaufort, qui habitait souvent aussi Ferney et Genève.

Ma correspondance avec l'abbé Liautard était toujours très suivie. Je sus qu'il avait fondé à Paris une maison d'éducation qui eut une certaine célébrité, et qui est devenue depuis le collège Stanislas.

Mon ancien camarade Tascher était auditeur au

Conseil d'Etat, et son père, proche parent de l'Impératrice Joséphine, avait été nommé sénateur. Toutes mes correspondances de camarades m'apprenaient des mutations continuelles, qui s'étendaient depuis la Picardie jusqu'à la Hollande. Des deux cousins Desjobert, l'un était sur les côtes, et l'autre, qui avait suivi la carrière des consulats, m'écrivait souvent de Cadix, où il était employé.

Quant à nous, nous nous attendions chaque jour à quitter Saint-Omer. Au commencement d'août, je fus chargé de conduire un détachement de chevaux à Hesdin ; je m'arrêtai à Fruges, et le lendemain, seulement, j'arrivai à Hesdin, petite place forte, où je fis la remise de mes chevaux au capitaine Baillod, de mon régiment, et, le jour suivant, je revins à Saint-Omer. La division de cavalerie venait de partir, et je vis le capitaine Marillac, chargé de porter des ordres dans diverses garnisons. Ma compagnie dut partir le 8, et, le lendemain, nous la rejoignîmes avec le capitaine Caprié pour nous rendre ensemble à Boulogne. En arrivant, nous reçûmes pour destination le camp de Saint-Léonard, et je fus chargé d'aller reconnaître les baraques destinées à notre établissement ; j'y trouvai les capitaines Charlier, de l'artillerie à pied, Forgeot, Martinot, les lieutenants Pertuisier, Baudin, Delord, Alis et autres.

De retour à Boulogne, je vis le colonel Mossel, le capitaine Churlaud, Folard, Dulieuvre, et le capitaine Marie. Dès le lendemain, nous fîmes notre établissement au camp Saint-Léonard, peu éloigné de Boulogne, du côté du camp de gauche.

Cependant l'Empereur, malgré l'attitude menaçante prise par l'Europe, ne reculait pas devant ses projets d'agrandissement en Italie. Dès le 21 juillet, il avait organisé l'administration des Etats de Parme comme une annexe de l'Empire Français. De

son côté l'Empereur d'Autriche avait accédé d'une manière favorable au traité d'alliance de l'Angleterre et de la Russie, ce qui équivalait à peu près à une déclaration de guerre. Pendant ce temps-là, il y eut un combat naval à la hauteur du cap Finistère, en Espagne, entre l'amiral Villeneuve, commandant les flottes française et espagnole, et l'amiral anglais Robert Calder ; ce combat n'eut d'autre résultat que la perte de deux vaisseaux espagnols.

Au milieu de ces prévisions d'une guerre continentale, nos préparatifs d'armement se poursuivaient toujours avec la plus grande activité ; tous les jours, des généraux et des officiers supérieurs arrivaient à Boulogne. Je vis notre premier inspecteur-général Songis, les colonels Fabre et Sénarmont, les commandants Bathus et Pellegrin, le capitaine Simonni, de mon régiment, les lieutenants Laguelle, Even et Desjobert, les officiers du génie Tholozé et Morlaincourt, et mon ancien camarade Bougainville à qui je dus bientôt faire mes adieux. Je voyais souvent le général d'Hautpoul et ses aides-de-camp Petit et Berthemy, le général Cambacérès et autres.

Dans mes journées de loisir, j'allais souvent me promener sur les côtes, et je voulus même m'essayer à nager dans la mer. J'eus bientôt tout mon temps occupé, ayant été chargé de la confection des munitions destinées aux approvisionnements de la flottille.

On fit, en même temps, la désignation des bateaux que chacun de nous devait monter. Je fus visiter le mien ; il portait le n° 176, et faisait partie de la 8^e escadrille, 17^e division. Ce bateau avait une seule pièce de canon et une escouade de ma compagnie.

Le 18, nous fûmes témoins d'un petit combat entre une partie de la flottille et quelques vaisseaux

anglais que nos batteries de côtes eurent bientôt forcés à prendre le large.

L'Empereur venait d'arriver au camp de Boulogne, et y avait établi son quartier-général au Pont-de-Briques; et, le 16 août, lendemain de sa fête, il passa la revue d'une partie de l'armée et, en particulier, de toute l'artillerie. Il était entouré d'un grand nombre de Maréchaux et d'officiers généraux; j'eus encore là l'occasion de le voir de très près, ainsi que le prince Murat. Le soir il y eut une grande illumination à l'occasion de la fête et de la revue.

L'expédition avec la flottille ne pouvait employer beaucoup de cavalerie. On désigna les régiments qui devaient restés montés, et je vis embarquer les chevaux dans des bateaux particuliers disposés à cet effet; on les enlevait au moyen d'une grue avec des sangles passées sous le ventre et on les déposait ensuite sur les bateaux. Ces malheureux animaux, durant leur enlèvement, avaient la tête et les jambes pendantes et paraissaient souffrir beaucoup de cette opération. La plus grande partie de l'artillerie à cheval destinée à être embarquée dut être démontée; nos chevaux de troupe furent remis aux compagnies qui devaient rester en observation sur la côte, et je dus aussi me débarrasser de mon cheval, que je vendis avec regret à mon camarade Gourgaud, qui était alors employé comme adjoint auprès du général Foucher.

Enfin, le 21 août, la générale se fit entendre dans tous les camps; l'armée prit aussitôt les armes et chaque corps se porta vers le lieu où il devait s'embarquer. Je me dirigeai aussi avec mon détachement de canonnières, tous à pied, mais dans l'espérance de nous remonter bientôt en Angleterre, vers l'escadrille où se trouvait notre bateau; mais je reçus en même temps un ordre particulier pour

aller occuper la batterie impériale, où je rejoignis le commandant Fontenay et le capitaine Churlaud, ayant mission d'éloigner les vaisseaux ennemis qui observaient nos mouvements; je trouvai là l'occasion d'échanger quelques boulets avec les Anglais.

L'embarquement s'exécutait partout avec la plus grande régularité; mais, le soir même, on reçut contre ordre, et une nouvelle décision portait que l'embarquement ne serait que suspendu. Je restai près de trois jours à la batterie impériale; dans les moments de loisir, j'allais, à la marée basse, sur la plage très sablonneuse en cet endroit, et semée de petits rochers remplis de crabes et de coquillages que nous ramassions pour les rapporter au camp.

Dans une de ces promenades, j'aperçus une portion de rocher ayant une excavation assez grande; j'y introduisis le bâton que j'avais à la main, pour la sonder: quel fut mon étonnement lorsque je sentis mon bâton tiré fortement à l'intérieur. J'appelai un camarade, qui, ayant aussi introduit son bâton éprouva le même effet. Nous réunîmes nos forces, et nous entraînâmes hors de cette excavation un animal fort extraordinaire que je ne connaissais pas encore: c'était un poulpe, semblable à une araignée monstrueuse, dont le corps arrondi était à peu près de la grosseur d'une tête d'enfant, entouré d'espèces de bras d'un pied et demi de long et garnis de suçoirs extrêmement forts. Nous apportâmes en triomphe cet animal à la batterie, où nos canonniers en firent un très bon repas.

Le 23, je reçus l'ordre de retourner au camp de Saint-Léonard. Deux jours après, nous reçûmes encore un ordre de départ, suivi d'un nouveau contre-ordre. Le 26, on commença à parler d'un changement de destination, d'après lequel nous devions abandonner l'expédition d'Angleterre pour nous mettre en marche sur Strasbourg. Je fus plu-

sieurs fois à Boulogne où je vis le général d'Hautpoul se disposant à partir le lendemain ; je vis aussi le colonel Mossel et un grand nombre d'officiers d'artillerie, tous incertains sur ce que nous allions faire. Je fus enfin prévenu que la compagnie allait reprendre ses chevaux et que je devais me remonter aussi. Je fus trouver Gourgaud pour lui redemander mon cheval ; il en était fort satisfait, et l'on conçoit qu'il ne voulut point y consentir. La plupart des officiers démontés cherchaient aussi des chevaux, et je pus craindre un moment de ne pas en trouver pour moi. Je rencontrai enfin le major d'artillerie Hazard, qui voulut bien me céder l'un des siens, qu'il avait acheté récemment à Pertusier, et cela me tira d'un grand embarras.

Enfin, la partie de l'armée qui était déjà embarquée reçut l'ordre définitif de revenir à terre. Je retournai du camp de Saint-Léonard à Boulogne ; là, en présence du général Songis, du colonel Mossel, des commandants Bathus, Pellegrin, Villeneuve, on réunit trois compagnies de mon régiment, celles des capitaines Cabrié, Churlaud et Quaglia, trois compagnies d'artillerie à pied, une de pontonniers et deux d'ouvriers, et nous fûmes chargés de la conduite d'un convoi d'artillerie de 40 pièces de canon avec tous les accessoires. L'approvisionnement de cartouches destiné à la flottille avait été renfermé dans des caisses qui faisaient partie de notre convoi, et nous partîmes ainsi de Boulogne le 29 pour nous diriger sur le Rhin, abandonnant cette expédition d'Angleterre dont nous avions été si occupés jusque-là ; et nous laissâmes à la garde de quelques batteries de côte cette immense flottille qui avait occasionné de si nombreux travaux, de si grandes dépenses, et qui se réduisit à une menace sans résultat contre l'Angleterre, mais qui entraîna la France dans une série de guerres continuelles avec l'Europe.

CHAPITRE III

Départ de Boulogne. — Formation de la Grande-Armée. —
Étapes de route. — Débuts de la Campagne d'Ulm.

L'Empereur avait déjà quitté Boulogne depuis quelque temps, et dès que le débarquement des troupes destinées à la descente en Angleterre eut été définitivement résolu, tous les corps de l'armée de Boulogne reçurent l'ordre de se mettre en marche vers le Rhin. Les départs furent successifs et chaque colonne dut suivre un itinéraire particulier, afin d'éviter autant que possible les encombrements de troupes sur les routes et dans les étapes.

Je ne donnerai ici que l'itinéraire de la colonne dont je faisais partie.

Étant chargés de l'escorte d'un nombreux convoi de matériel, notre marche fut lente ; nous ne faisons que de courtes étapes, l'établissement de notre parc d'artillerie exigeant tous les jours un temps considérable jusqu'à ce que les batteries eussent été formées et que nous eussions pu nous débarrasser de l'excédent de notre matériel.

Nous avons vu que notre départ de Boulogne avait eu lieu le 29 août ; nous fûmes coucher le même jour à Surques, grand village très dispersé. Nous logeâmes partout par billets de logement, tantôt bien, tantôt mal ; à Surques, je fus réduit à coucher tout habillé sur un banc avec plusieurs de mes camarades. Le général Foucher et son adjoint Gourgaud, le colonel Mossel, les commandants Balthus et Pellegrin, formaient l'état-major de notre convoi ; le colonel Mossel, le capitaine Cabrié et plusieurs autres officiers avaient aussi leurs femmes, ce qui, dans les petites étapes, augmentait encore la difficulté des logements ; mais ces dames quitté-

rent bientôt la colonne, à mesure que nous arrivions dans les lieux d'où elles devaient se diriger vers leurs résidences habituelles.

Le 30, nous fûmes coucher à Saint-Omer : là, nous fûmes tous bien logés. Je pus même choisir mon logement dans la maison de M^{me} Dongeon, chez qui j'avais été reçu pendant mon séjour dans cette ville, et où je trouvai M^{me} de Saint-Hilaire. Je rencontrai aussi le capitaine et M^{me} Chapuis, l'officier du génie Fleury, le colonel Vaudrey et le major Hasard. Une nouvelle compagnie du régiment, celle du capitaine Baillod, venant de Hesdin, nous rejoignit à Saint-Omer et fut réunie à notre convoi ; nous avions ainsi quatre compagnies du même régiment, celles des capitaines Cabrié, Churlaud, Baillod et Quaglia, et, en outre, les capitaines en second Simonin et Lebeau. Parmi les lieutenants de notre colonne avec lesquels je me trouvais le plus souvent en rapport, je citerai Folard, Levavasseur, Desjobert, Dulieuvre, Coger, le capitaine Vassal, des pontonniers, et l'officier du train Latapie.

Nous étions chargés à tour de rôle des divers services qu'exigeait notre voyage ; tantôt nous allions en avant avec les fourriers pour faire le logement de la colonne. C'était le service que nous préférions, parce que nous arrivions les premiers, en évitant la lenteur de la marche, et que nous nous arrangions de manière à être bien logés. Un autre service était celui de l'établissement et de la garde du Parc ; celui-là était le plus pénible ; notre parc était si considérable qu'il fallait quelquefois aller à une demi-lieue et même à une lieue de l'étape, pour trouver un emplacement convenable, ce qui nous procurait souvent de fort mauvais gîtes. Nous avions encore le service de l'arrière-garde, mais celui-là n'avait d'autre inconvénient que de nous faire arriver les

derniers. Dans les lieux d'étape, nous nous arrangeions ordinairement entre nous pour vivre ensemble dans une auberge. Tant que le colonel Mossel et le capitaine Cabrié restèrent en ménage, ils nous engageaient quelquefois alternativement à dîner avec eux ; enfin, souvent aussi, nos hôtes nous invitaient individuellement à manger chez eux. Telle était, à peu près, la vie ordinaire de notre voyage.

De Saint-Omer, nous allâmes coucher à Aire ; de là, à Béthune, à Lens, et le 3 septembre à Douai, où nous fîmes notre premier séjour depuis notre départ de Boulogne. Je m'arrangeai pour prendre mon billet de logement chez des personnes de ma connaissance ; ce fut chez M^{me} Maillard. J'y trouvai sa fille et la famille Cantin, qui ne formaient presque qu'une même maison ; j'y rencontrai de nouveau avec plaisir mon ancienne société, les familles de Lalande, de Lagrange, Duquesne, de Buzolet, Goval, Dumont ; mes anciens amis Wavrechin, Guibal, Guardel, Lambrecht, etc... Le 5, notre convoi se remit en marche pour aller coucher à Cambrai, où je le rejoignis le soir ; n'étant point de service, j'étais parti plus tard pour prolonger mes derniers adieux à Douai.

De Boulogne à Cambrai, j'avais suivi une route que je connaissais déjà ; notre itinéraire nous en fit ensuite parcourir une nouvelle. Nous passâmes à Cateau-Cambrésis, petite ville, et nous fûmes coucher à Landrecies, place forte, où je remarquai encore quelques désastres du siège qu'elle eut à soutenir en 1794. De là nous fûmes coucher à Avesnes, puis au bourg de Hirson. Dans les lieux d'étape où nous ne pouvions tous être logés, il fallait nous disperser et aller en cantonnements dans les villages des environs, ce qui nous donnait souvent de fort mauvais gîtes et augmentait beaucoup les fatigues du voyage en nous obligeant à

revenir sur nos pas pour la réunion de départ du lendemain.

De Hirson, nous nous rendîmes à Maubert-Fontaine, petit bourg, d'où l'on m'envoya en cantonnement au village de Rimogne. Ce détour ne fut pas sans intérêt pour moi ; près de ce village se trouvaient des ardoisières ou carrières d'ardoises en exploitation ; je fus les visiter ; je descendis même dans l'une d'elles, qui avait 1,200 pieds de profondeur, et j'en vis extraire de beaux blocs d'ardoise. Le 10 septembre, nous arrivâmes à Mézières, assez grande ville près de la Meuse, où nous devons faire notre second séjour ; mais cette ville était tellement encombrée de troupes qu'il nous fallut encore aller en cantonnement. Le mien fut au village de Saint-Laurent avec le commandant Pellegrin ; nous étions logés chez des dames de Mézières qui habitaient la campagne et nous y passâmes nos soirées fort agréablement. Le jour du repos, je vins à Mézières voir notre état-major ; j'en profitai pour parcourir la ville dans tous ses détails. Je fus aussi à Charleville, place forte qui n'est séparée de Mézières que par la Meuse. Repartis le jour suivant, nous passâmes à Donchery, à Sedan, jolie ville renommée pour son commerce de draps, et nous fûmes coucher à Mouzon, petite ville sur la Meuse ; de là à Stenay, petite place forte d'où je fus en cantonnement au village de Neuville, près duquel se trouvait le château de M. de Failly, père d'un de mes anciens camarades de l'Ecole polytechnique. Le jeune de Failly venait de se marier et se trouvait réuni dans ce moment à toute sa famille ; je fus engagé à aller loger au château, où je passai une soirée extrêmement agréable.

Le jour suivant, je vins rejoindre le convoi à Stenay ; nous traversâmes la petite ville de Dun et nous nous arrêtâmes au bourg de Sivry, d'où je fus

en cantonnement au village de Consenvoye. Nous parvinmes, le 13, à Verdun, où nous retrouvâmes la grande route ordinaire ; cette ville était toujours remplie d'Anglais prisonniers. J'eus un billet de logement chez une personne de la société, M^{me} de la Lance, avec laquelle je fus le soir au spectacle. Le lendemain, notre colonne devait s'arrêter à Mars-la-Tour ; je demandai une permission pour prendre les devants, et je partis en diligence pour me rendre directement à Metz. Je me faisais un grand plaisir de revoir cette ville, mais je fus un peu désappointé de n'y retrouver aucune de mes anciennes connaissances. J'y rencontrai cependant la famille du Hautoy, que j'avais vue depuis peu à Lille et qui était revenue momentanément à Metz pour en repartir bientôt. J'y trouvai M^{me} Halcote, M^{me} Rouillon, que j'avais connues mais qui n'étaient pas de notre société intime. Je rencontrai aussi, parmi mes anciens amis, MM. de Puymaigre et d'Haros, et je fus avec ce dernier chez sa mère qui habitait toujours le joli village de Longeville ; j'étais logé chez M^{me} Morand que j'avais peu connue. Il y avait à Metz de grands mouvements de troupes, et l'Ecole était aussi mise en agitation par une nouvelle promotion sortante, où se trouvaient plusieurs élèves de ma connaissance, Le Carron, Reboulh, Hortet ; ces deux derniers venaient de l'Ecole centrale de l'Aude. Je vis le général de Lamartinière, ancien commandant de l'Ecole, et sa femme, les capitaines d'artillerie Bigot, Marillac, Fourey, et les officiers du génie Cossigny et Desprez.

Le 17, je vis arriver le général Foucher et le colonel Mossel avec notre convoi, qui devait séjourner à Metz le lendemain ; là ce convoi fut divisé, et l'artillerie à cheval dut marcher seule avec son matériel particulier.

Je savais M^{me} de Batilly et M^{me} Marie établies à

Lunéville, et je n'aurais pu me résoudre à passer si près d'elles sans aller les voir. Je demandai donc encore la permission de devancer le régiment et je partis le soir même à cheval pour aller coucher au village de Solgne. Le lendemain, je passai par les petites villes de Château-Salins et de Vic, et j'arrivai à Lunéville, au petit château du prince Charles, qu'habitaient ces dames ; mais je les trouvai l'une et l'autre fort malades, et M^{me} Marie surtout d'une manière très grave. Je vis une de leurs amies, M^{me} de Châteaufort, qui les soignait de son mieux, et la petite Adeline, fille de M^{me} Marie, jeune personne déjà charmante, qui voulait aussi donner des soins à sa mère. Le lendemain, je vis arriver M. Marie, inquiet de la santé de sa femme ; je ne pouvais prolonger mon séjour, je repartis le jour suivant, et cette petite course de Lunéville, dont je m'étais fait une fête, fut fort triste pour moi.

Le 20, je me rendis à Vic, où je trouvai le général Foucher et un parc de pontons ; la plus grande partie de mon régiment était restée à Château-Salins et nous nous réunîmes le lendemain en passant à Moyen-Vic ; ce jour-là, notre parc fut établi au village de Mézières, et je fus en cantonnement à Arrondange. Le jour suivant, nous fîmes à Sarrebourg, où nous trouvâmes une division d'infanterie ; nous allâmes cantonner au village de Niderville, où je commençai à entendre parler tout à fait allemand. De là, nous nous rendîmes à Phalsbourg, jolie ville renommée pour ses liqueurs, mais nous ne fîmes qu'y passer. Nous eûmes ensuite à traverser des forêts et la chaîne de montagnes qui sépare la vallée du Rhin de celles de la Moselle et de la Meurthe, et nous descendîmes à Saverne, ville assez curieuse par les belles ruines de l'ancien château des princes de Rohan ; l'état-major y resta, et j'allai cantonner au village de Schhweinheim ; je

logeai dans une maison de paysans. Là on ne parlait plus qu'allemand; on n'entendait pas même le français, et pour moi, qui ne savais pas encore un mot de la langue allemande, je me trouvai un peu déconcerté. Le 24, nous traversâmes la petite ville de Wasselanne, et nous arrivâmes enfin à Strasbourg, après vingt-sept jours d'une marche assez fatigante.

Strasbourg est une grande et belle ville, une place forte importante que j'aurais bien voulu parcourir en détail, mais que j'eus à peine le temps de voir. Nous nous arrêtâmes au Faubourg-Blanc, où furent établies les compagnies, et j'allai loger en ville, par billet, chez M^{me} Conrad, où je vis M^{me} Valette, que j'avais connue à Metz. Nous trouvâmes à Strasbourg le premier inspecteur général Songis, le général Pernety, et nous apprîmes en même temps que le colonel Mossel venait d'être nommé général de brigade; tous les officiers du régiment s'empressèrent d'aller lui exprimer leurs compliments et leurs regrets de nous séparer de lui. Je trouvai à Strasbourg un grand nombre d'officiers de toutes armes, entr'autres les capitaines Jacques et Lebel de l'artillerie à cheval, Saint-Firmin et Cieters, du train d'artillerie, et mes anciens camarades de Bury, de Vanoise et Cahottet.

L'Empereur était toujours à Paris, s'occupant activement de l'organisation de toutes ses armées. A l'époque où il fit partir celle du camp de Boulogne, la guerre continentale était déjà imminente, mais ce ne fut que le 8 septembre que l'empereur d'Autriche la déclara formellement en acquiescant à la troisième coalition européenne qui se formait contre la France. Aussitôt un corps autrichien passa l'Inn sous les ordres du général Klenau; une armée de 90,000 hommes, commandée par l'archiduc Ferdinand, et sous la direction du général

Mack, envahit toute la Bavière, qui était encore alliée de la France. En même temps, un corps de 30,000 hommes, sous les ordres de l'archiduc Jean, vint prendre position dans le Tyrol, et l'archiduc Charles, à la tête d'une troisième armée, s'avança en Italie jusqu'à l'Adige.

L'Autriche entraînait en outre avec elle tous les petits Etats de l'Allemagne. L'Empereur de Russie traversait rapidement la Pologne avec le général Kutusow à la tête d'une nombreuse armée. La Prusse restait en observation, mais dans le même état d'hostilité. Enfin l'Angleterre fit un nouveau traité avec la Suède pour la faire entrer dans cette formidable coalition contre la France.

Napoléon n'avait plus d'autres alliés que le roi d'Espagne, Charles IV, qui ne pouvait lui présenter que de bien faibles ressources; il fit en même temps un traité avec le roi de Naples Ferdinand IV, dont il ne tira d'autres avantages que de pouvoir disposer de quelques corps de l'armée d'observation d'Italie.

Dans cette position, l'empereur Napoléon se présenta solennellement au Sénat le 23 septembre. Il y fit l'exposé de la situation de l'Europe, déclara qu'il allait prendre en personne le commandement de ses armées et demanda de nouvelles et nombreuses levées d'hommes. Un sénatus-consulte fit aussitôt un nouvel appel des conscrits des années 1801 à 1805. Un autre sénatus-consulte ordonna une levée anticipée de 80,000 hommes sur la classe de 1806, et une troisième décision organisa la garde nationale de manière à suffire au maintien de l'ordre dans l'intérieur de la France.

J'observerai ici que je ne me servirai plus dorénavant des indications du calendrier républicain, dont l'an 14 commençait et qui dans nos rapports avec l'Europe ne faisait que jeter de la confusion

dans les dates. L'Empereur avait déjà décidé, par un sénatus-consulte, qu'il serait définitivement supprimé au 1^{er} janvier 1806 pour être remplacé officiellement par le calendrier grégorien. On conçoit, en effet, que l'ère républicaine n'était plus guère en rapport avec l'état actuel de la France, et d'ailleurs l'Empereur tenait à faire disparaître peu à peu toutes les innovations révolutionnaires.

Napoléon s'occupa immédiatement de l'organisation de ses armées; celle qui était déjà réunie sur le Rhin et qu'il devait commander en personne fut désignée sous le nom de Grande-Armée; elle fut divisée en sept corps, composé chacun de plusieurs divisions. Ces corps furent commandés : le 1^{er}, par le maréchal Bernadotte, et composé des divisions Rivaut, Drouet, et de deux divisions bavareses qui étaient venues se rallier à l'armée française, sous les généraux de Wrède et Deroi; le 2^e, par le général Marmont, avec les divisions Boudet, Grouchy, Dumonceau; le 3^e, par le maréchal Davoust, avec les divisions Boursier, Friant, Gudin; le 4^e, par le maréchal Soult, avec les divisions Saint-Hilaire, Legrand, Vandamme et Milhaud; le 5^e, par le maréchal Lannes, avec le corps des Grenadiers-Réunis sous les ordres d'Oudinot et la division Suchet; le 6^e, par le maréchal Ney, avec les divisions Malher, Loison, Dupont, Baraguay-d'Hilliers; le 7^e, par le maréchal Augereau, qui fut dirigé vers le Haut-Rhin contre l'armée du Tyrol.

Il y avait en outre une forte réserve de cavalerie placée sous les ordres du maréchal prince Murat, et composée de cinq divisions commandées par les généraux Nansouty, d'Hautpoul, Klein, Beaumont et Walter. Venait enfin la Garde Impériale, sous le commandement supérieur du général Bessièrès. Les forces totales de la Grande-Armée s'élevaient à peu près à deux cent mille hommes.

L'armée d'Italie, sous les ordres du maréchal Masséna se dirigeait eu même temps sur l'Adige au-devant de l'archiduc Charles, et fut bientôt renforcée par la division du général Gouvion Saint-Cyr, qui avait quitté le royaume de Naples, ce qui portait les forces de Masséna à près de cent mille hommes. Enfin, il fut créé en outre plusieurs armées d'observation sur les côtes de Boulogne et de la Vendée, sur le Bas-Rhin, près de Mayence, et dans le royaume d'Italie où se trouvait aussi le vice-roi Eugène de Beauharnais avec l'armée italienne.

Telle était l'organisation de l'armée lorsque j'arrivai à Strasbourg, le 24 septembre; j'y reçus immédiatement ma destination. Ma compagnie dut être employée avec la cavalerie du prince Murat et divisée en deux parties : la première partie, avec Cabrié et moi, fut attachée à la division Nansouty, et la seconde moitié, avec Folard et Coger, à la division d'Hautpoul. J'aurais sans doute préféré cette seconde destination, mais je ne fus pas maître du choix. Nous quittâmes Strasbourg le lendemain même de notre arrivée; le capitaine Cabrié, avec le détachement d'artillerie et le matériel qui en dépendait, partit le premier et je les rejoignis bientôt en passant à Brampt, à Haguenau, petite place forte où nous couchâmes et où je rencontrai Comni, Desjobert et Kermorvan. Le jour suivant, continuant notre marche sur la rive gauche du Rhin, nous passâmes à Ellichenheim, et nous nous arrê tâmes à Wissembourg, place forte dont je parcourus avec intérêt les remparts et les lignes de défense qui avait rendu cette place célèbre pendant les guerres de la Révolution.

Le 27, nous passâmes à Bergrabern, et nous fûmes à Landau, place forte importante où se trouvait l'Etat-Major de la division à laquelle nous étions attachés. Le capitaine Cabrié et moi, nous

nous présentâmes chez le général Nansouty pour prendre ses ordres; il nous reçut fort bien et nous incorpora immédiatement dans sa division. Cette division était composée de six régiments de grosse cavalerie : les deux de carabiniers et les 2^e, 3^e, 9^e et 12^e de cuirassiers, dont on avait formé trois brigades de deux régiments, lesquelles étaient commandées par les généraux Piston, La Houssaye et Saint-Germain, l'adjudant général Pélissard remplissant les fonctions de chef d'Etat-Major; les commandants des régiments étaient les colonels Cochois et Morin pour les deux régiments de carabiniers, et les colonels Ywendorff, Préal, Doumerc et Belfort pour les quatre régiments de cuirassiers. Notre artillerie fut envoyée en cantonnement au village de Bessingen, d'où je revins plusieurs fois à Landeau prendre de nouveaux ordres. Je rencontrai dans mes courses le commandant d'artillerie Pellegrin, le capitaine Petitdidier et les lieutenants Cleireau et Bonneau; je fis connaissance avec plusieurs officiers de cavalerie, et avec le capitaine Thiébault, de l'Etat-Major du général Nansouty.

Le lendemain, nous traversâmes plusieurs bourgs et villages; nous nous arrêtâmes un moment à Hasslach, à Oggersheim, où je rencontrai le major Lenoury du 5^e d'artillerie à cheval, les capitaines Pons, Serruzier, Graillat, le lieutenant Laporte et le chirurgien-major Champigny, qui m'avait soigné à Douai; nous cantonnâmes à Friesenheim. Le jour suivant, nous continuâmes notre marche, mais nous reçûmes ensuite l'ordre de revenir à Friesenheim.

J'avais acheté, à Landau, quelques livres allemands, et j'employais tous mes loisirs à l'étude d'une langue qui me devenait tous les jours plus nécessaire.

Enfin, le 30 septembre, toute la division reçut

l'ordre de se réunir sur les bords du Rhin, près d'Oggersheim où se trouvait un pont volant établi en face de la ville de Mannheim. Nous franchîmes le fleuve dans le plus grand ordre; les deux régiments de carabiniers et le 2^e de cuirassiers passèrent les premiers, puis l'artillerie, puis les trois autres régiments de cuirassiers, et nous arrivâmes ainsi à Mannheim, grande et très jolie ville parfaitement bâtie, avec des rues larges et bien percées, et un beau château, l'une des résidences des grands ducs de Bade. Je retrouvai à Mannheim plusieurs officiers du 5^e d'artillerie à cheval, le capitaine Sérurier, les lieutenants Paulinier, Rieusec, Laporte; nous vîmes aussi le lieutenant du train Dumailis, qui fut attaché à notre batterie.

Après l'envahissement de la Bavière par la principale armée autrichienne, l'archiduc Ferdinand et le général Mack s'étaient établis dans la place d'Ulm, d'où ils se disposaient à marcher directement sur le Rhin, afin de prendre l'initiative de l'attaque contre la France, pendant que l'archiduc Jean se dirigerait vers la Suisse et que l'archiduc Charles pénétrerait dans le royaume d'Italie.

Mais l'Empereur Napoléon, par des marches rapides et habilement combinées, vint bientôt déjouer les plans des généraux autrichiens et prendre lui-même l'initiative d'une attaque formidable, avant même que le général Mack eût eu le temps de reconnaître la position critique dans laquelle il allait se trouver. Dès le 23 septembre, les divers corps de la Grande-Armée avaient commencé à passer le Rhin sur plusieurs points, depuis Strasbourg jusqu'à Mayence. Bernadotte, à la tête du 1^{er} corps, était venu prendre position, à douze lieues de Nuremberg, à Wissembourg, Marmont à Neubourg, Davoust à Oettingen, Soult à Donawerth, Ney à Kessingen, Lannes à Heresheim, et Murat, avec sa

cavalerie, bordait le Danube ; de sorte que l'armée française occupait toute la rive gauche de ce fleuve, sur le flanc de l'armée autrichienne, avec des forces supérieures à celles du général Mack, et menaçait même de couper ses communications avec l'Autriche et avec le corps du général Kienmayer, qui venait renforcer son armée.

La division Nansouty prit part à ce mouvement, comme tous les autres corps de l'armée, et, après nous être arrêtés un jour à Mannheim, nous en partîmes le 2 octobre.

Nous traversâmes plusieurs villages et nous passâmes à Heidelberg, ville sur le Neckar, curieuse par les vastes ruines de l'ancien château électoral au sommet d'une hauteur qui domine la ville ; on y voit aussi, sur le Heiligenberg, les ruines d'un fort et d'un ancien couvent, et enfin la colline pittoresque de Geisberg, dont le point le plus élevé portait le nom de *Königstuhl* (siège royal, trône). Je ne fis que traverser la ville et allai cantonner avec mon artillerie à la petite ville de Neckergemund. Le lendemain, après avoir traversé plusieurs villages et passé le Neckar sur un pont de bateaux, nous nous arrêtâmes dans la petite ville de Mosbach. De là, nous eûmes à suivre des chemins de traverse, montueux et fatigants ; nous passâmes dans les petites villes de Mockmühl et de Sindringen et nous fûmes coucher au village de Ensbach. Le jour suivant, nous nous arrêtâmes quelques moments dans la petite ville d'Ingelfingen ; nous continuâmes à suivre un chemin très montueux, traversâmes Langenbourg, dominé par un château, et couchâmes à Illzhoffen. Le lendemain, nous eûmes à franchir une portion du territoire prussien ; et, en passant à Kreisheim, nous vîmes quelques détachements des troupes de cette nation, avec lesquelles nous nous observâmes sans savoir encore si nous

étions amis ou ennemis. Nous passâmes par la petite ville de Dinkelsbühl pour aller coucher au village de Meinschweth, dont nous repartîmes le lendemain pour nous arrêter quelques instants dans la ville d'Oettingheim, où nous vîmes défilér plusieurs divisions d'artillerie et de cavalerie et où nous trouvâmes un parc d'artillerie sous les ordres du colonel Geoffroy. De là nous traversâmes Weindingen, petite ville fortifiée, et nous nous rendîmes à Monheim.

Le 8 octobre, à Monheim, nous reçûmes l'ordre pressé de nous porter en avant; nous passâmes à côté de la grande abbaye de Kaisersheim, et nous arrivâmes à Donawerth, assez grande ville sur la rive gauche du Danube, au moment où le corps du maréchal Soult venait de franchir ce fleuve après un combat de peu d'importance qui fut soutenu par notre artillerie; le maréchal Soult prit immédiatement la direction d'Augsbourg, sur les derrières de Mack.

La ville de Donawerth est assez bizarre : les maisons sont couvertes de peintures représentant des bois et des jardins, ce qui donne aux principales rues l'aspect d'une promenade. En arrivant, nous vîmes le général Mossel; il avait été nommé commandant de l'artillerie des divisions de réserve du prince Murat, qui se trouvait aussi à Donawerth; nous fûmes présentés à ce dernier, qui nous assigna les positions que nous devions occuper. Je vis aussi le général Songis, le général Pernety, le capitaine Ragmey, adjoint au général Mossel, et d'autres officiers d'artillerie, attachés aussi aux réserves de cavalerie. Le prince Murat, avec plusieurs divisions de cavalerie, et le maréchal Lannes franchirent le Danube; bientôt, nous entendîmes devant nous une vive canonnade : c'était le combat de Wertingen, livré par le prince Murat et le maréchal Lannes aux premières troupes autrichiennes qui venaient

au-devant de nous; nous vîmes en même temps passer l'Empereur au milieu de son état-major et suivi de la Garde Impériale. Nous nous mîmes en mouvement pour aller soutenir le combat, mais les troupes françaises étaient déjà victorieuses et nous revînmes bivouaquer auprès de Donawerth.

Le 9, nous reçûmes l'ordre d'aller à Wertingen pour réunir toute l'artillerie prise la veille sur l'ennemi; j'y trouvai le prince Murat et le général Mossel; nous parcourûmes le terrain du combat, couvert de morts et de débris. C'était la première fois que je voyais un champ de bataille complet, et j'avoue que la vue de tous ces hommes tués et de quelques mourants qui étaient encore dans les contorsions de l'agonie, fit une assez vive impression sur moi. Cette mission terminée, nous ramenâmes le matériel à Donawerth, où nous restâmes encore au bivouac.

Tous les corps de l'armée avaient passé le Danube sur différents points, de manière à envelopper presque entièrement l'armée autrichienne. Après le combat de Wertingen, les Autrichiens se retirèrent en déroute de l'autre côté du Lech et se rallièrent à Gunzburg; Soult prit possession d'Augsbourg, où se réunirent aussi les grands parcs d'artillerie; Marmont et Davoust vinrent prendre position entre Ulm et Augsbourg. En même temps, Ney fit sa jonction avec les corps qui avaient déjà combattu à Wertingen; ces corps réunis vinrent attaquer les Autrichiens à Guntzburg et les mirent encore une fois en déroute.

Les Autrichiens perdirent beaucoup de monde, et ils abandonnèrent la ville de Burgau pour se retirer encore dans la direction d'Ulm.

Le 10, nous partîmes de Donawerth jusqu'à Holsheim, en passant par Rain; le 11, nous étions à Aulzausen et le 12 à Augsbourg, grande et belle

ville, où nous reçûmes de nouveaux ordres de la division Nansouty pour aller coucher à Zusmarshausen.

Bernadotte et Davoust s'étaient mis à la poursuite de Kienmayer, qui dut se retirer sans combattre, et, le 14, ils firent leur entrée à Munich.

Ney, Murat, Lannes, Marmont et Soult se déployèrent contre Mack des deux côtés du fleuve et commencèrent à investir la place d'Ulm, pendant que la Garde marchait en réserve par la chaussée d'Augsbourg.

Le 13, nous quittâmes Zusmarshausen pour nous diriger vers Ulm ; nous passâmes à Burgau, à Guntzbourg, où nous rejoignîmes la division Nansouty ; nous trouvâmes encore sur le champ de bataille des morts qu'on n'avait pas eu le temps d'enterrer, et nous fûmes coucher au village de Grosskottz. Il était tombé une forte pluie durant toute la journée, et la campagne était complètement inondée ; dans cette position, nous ne pouvions rester au bivouac ; aussi cavaliers, fantassins, artilleurs, nous nous jetâmes pêle-mêle dans toutes les maisons du village, que les paysans avaient abandonnées.

Mack, se trouvant presque entièrement enveloppé dans Ulm, voulut essayer de se ménager un passage : le 14, il envoya un corps d'environ 10.000 hommes du côté de Memmingen, dans la direction du Tyrol ; mais ce corps fut attaqué presque immédiatement dans cette ville par le maréchal Soult, et il fut obligé de mettre bas les armes.

Sur la rive gauche du Danube, l'archiduc Ferdinand sortit d'Ulm avec 25.000 hommes, mais il fut attaqué à Elchingen par le maréchal Ney, qui, après un combat très-vif, força une partie de son armée à rentrer dans Ulm, le forçant à lui laisser un grand nombre de prisonniers ; l'archiduc, seul, parvint à se sauver avec une partie de sa cavalerie, en se diri-

geant vers la Franconie. Ce combat d'Elchingen fut décisif : Mack se trouvait désormais complètement enveloppé dans Ulm par des forces très supérieures et sans espoir d'aucune espèce de secours.

Ce même jour, nous repassâmes à Guntzbourg; on s'arrêta dans une plaine avec notre division et la Garde Impériale; de là nous reprîmes la marche par Leipheim, où nous rencontrâmes un grand nombre de blessés et de prisonniers autrichiens, et nous demeurâmes pour la nuit au village de Niesenheim toujours par un temps affreux, et cherchant dans les maisons un mauvais abri, comme nous avions fait la veille.

Le lendemain, nous repartîmes de Niesenheim en nous rapprochant d'Ulm; nous rencontrâmes l'Empereur avec toute sa Garde; je vis, dans cette marche, mes camarades Clermont, Desjobert et Trémiolles. Nous traversâmes le Danube, sur un pont coupé la veille par les Autrichiens et réparé à la hâte, et nous vîmes un grand nombre de morts sur le champ de bataille d'Elchingen. De là, nous passâmes dans la plaine, de l'autre côté d'Ulm, et nous trouvâmes la Garde Impériale en bataille sur les hauteurs qui dominaient la ville; une vive canonnade commença dès lors contre les remparts de la place, et nous manœuvrâmes toute la journée dans les champs pour y prendre part. Pendant cette même journée il tomba une pluie torrentielle, et nous avions grand'peine à conserver nos mèches allumées et à manœuvrer nos pièces dans le terrain détrempé; nous étions nous-mêmes tellement mouillés que nos manteaux ne représentaient plus pour nous qu'un poids inutile; le peu de chemins que nous rencontrions étaient aussi difficiles que les champs labourés. La nuit devint très sombre et nous vîmes prendre quelque repos au village de Dolfingen, où nous souffrîmes beaucoup du bain

glacial au milieu duquel nous nous trouvions ; il y eut aussi là un encombrement de troupes de toutes armes cherchant un abri.

Ce fut ce même jour qu'une première armée russe arrivait, un peu tard, sur l'Inn, au secours de l'armée autrichienne, et déjà Bernadotte se trouvait au-delà de Munich, en position d'arrêter sa marche,



CHAPITRE IV

Difficultés de ravitaillement. — Canonnade devant Ulm. — Ney et Mack. — Passage de l'Inn. — Devant Vienne. — Marche des corps détachés. — Nouvelles de Trafalgar. — Occupation de Brunn. — Victoire d'Austerlitz.

Depuis notre entrée en Allemagne, la marche de nos corps d'armée avait été si rapide et si variée que toute distribution de vivres était devenue absolument impossible; aussi, dans tous nos cantonnements, il nous fallait vivre presque entièrement aux dépens des habitants. Le malheureux village de Dolfingen, qui était depuis plusieurs jours le refuge d'une partie de l'armée, fut bientôt complètement épuisé; dès la journée du 15, il n'y restait plus que quelques pommes de terre que nous commençons à nous disputer; au moment de notre départ, le 16 au matin, ce fut même le sujet de désordres assez graves. Cependant nous allâmes recommencer sous les murs d'Ulm la canonnade des jours précédents; la Garde Impériale était déjà en position. L'Empereur dirigeait en personne tous les mouvements de ses corps d'armée; il avait hâte d'en finir avec Ulm pour marcher au-devant de l'armée russe. Le prince Murat venait d'être lancé avec plusieurs divisions de cavalerie et une autre division commandée par le général Kellermann à la poursuite de l'archiduc Ferdinand; ils atteignirent son arrière-garde à Langenau, et lui firent un grand nombre de prisonniers, mais l'Archiduc, ayant une assez grande avance, leur échappa encore. Notre canonnade sur Ulm continuait toujours avec vigueur, mais nous nous aperçûmes bientôt que le feu de la place commençait à se ralentir; Mack, resserré de toutes parts et se voyant dans l'impossibilité d'opérer

même une sortie, songeait déjà à une capitulation. A la nuit, nous nous retirâmes encore pour chercher un abri au village de Dolfingen, qui n'était plus qu'un désert, depuis la fuite de ses habitants.

Les trois journées que nous venions de passer avaient été extrêmement pénibles par suite du mauvais temps, des fatigues et privations de tout genre. Le capitaine Cabrié, affaibli déjà par ses anciennes guerres, commençait à jurer avec assez d'énergie sur notre position actuelle; notre officier du train Du Mailly souffrait sans oser se plaindre. Pour moi, qui aimais tout ce qui était nouveau et mouvement, j'observais avec curiosité cette position, et quoique la trouvant un peu rude, je la supportais fort bien.

Enfin, le 17, au moment où nous venions de recommencer notre attaque, on nous apprit que Mack entrait en négociations pour capituler; dès lors le feu cessa, nous revînmes à Dolfingen, où nous sûmes que la capitulation était terminée, et que Mack avait fait mettre bas les armes à son armée, bien qu'elle se trouvât encore forte de 30.000 hommes, qui furent tous faits prisonniers; un immense matériel fut, en même temps, remis entre nos mains.

Cette campagne d'Ulm peut être citée comme une des plus habiles de l'empereur Napoléon. Nous étions arrivés à Donawerth le 8 octobre, et dans l'espace de dix jours, la principale armée autrichienne fut détruite et toute la Bavière reconquise; cela par suite de quelques combats partiels, sans avoir dû en venir à une bataille rangée.

Sans doute, Mack, avec les forces qui lui restaient, aurait pu tenir plus longtemps dans la place d'Ulm, et empêcher ainsi Napoléon de disposer de tous ses corps d'armée; il aurait pu, aussi, tenter une sortie pour venir soutenir la retraite de l'archi-

duc Ferdinand; mais privé de toute communication, frappé de la vigueur avec laquelle le maréchal Ney avait remporté la victoire d'Elchingen, il se laissa aller au découragement et se hâta de conclure une capitulation qui a souvent été critiquée depuis. L'Empereur, libre alors de ses mouvements, fit aussi marcher toute l'armée dans la direction de l'Inn.

Le 18, nous abandonnâmes les environs d'Ulm et, après nous être réunis à la division Nansouty, nous repassâmes à Elchingen et prîmes la direction qu'avait suivie l'archiduc Ferdinand; nous vîmes à Langenau des prisonniers autrichiens et des morts du combat de la veille, et, ayant traversé Heidenl-seim, nous nous arrêtâmes au village d'Aufhausen.

Le lendemain, 19, nous repartîmes et nous arrivâmes à Neresheim, à la fin d'un combat livré par le prince Murat et dans lequel le général Warneck, commandant un corps d'infanterie qui soutenait la retraite de l'archiduc Ferdinand, fut battu et fait prisonnier avec toute sa division; de là, nous continuâmes notre marche jusqu'à Kleinerthingen. Quant à l'Archiduc, réduit à un faible corps de cavalerie, il se dirigea à marches forcées vers Nuremberg et la Bohême, et parvint ainsi à échapper à notre poursuite.

Après la défaite complète de l'armée du général Mack, l'empereur Napoléon dut entreprendre une nouvelle campagne contre les Russes et les Autrichiens réunis sur l'Inn, et il disposa ses corps d'armée de la manière suivante :

Augereau fut chargé d'envahir le Vorarlberg, jusqu'à Bregentz; Ney fut envoyé dans le Tyrol, à Innsbruck, pour arrêter l'archiduc Jean et se lier à l'armée d'Italie. Les divisions Baraguay-d'Illiers et Kellermann fils furent détachées pour observer l'archiduc Ferdinand; le maréchal Mortier fut

appelé à former un huitième corps composé des divisions Gazan et Dupont. Les autres corps marchèrent en trois colonnes sur les coalisés : Bernadotte, par Rosenheim ; Lannes et Marmont, par Landshut ; Napoléon avec sa garde, Davoust, Soult, Mortier, Mural, par la chaussée de Munich à Muhlendorf.

Après le combat de Neresheim, nous continuâmes notre marche par Nordlingen, où nous vîmes encore des prisonniers autrichiens ; nous y trouvâmes le général Faultrier, et un parc d'artillerie, où nous remplaçâmes tout ce nous avions trouvé jusque-là ; nous fîmes halte au village de Mattingen, avec une division d'infanterie. Le lendemain, nous vîmes passer le corps des grenadiers d'Oudinot, et je rencontrai MM. Pellegrin, Churlaud, Even, Lefrançais, Dulieuvre, Commin et Gourgaud. Nous partîmes en avant avec la brigade du général Saint-Germain, passâmes à Harbourg, petite ville bâtie sur un rocher, et ensuite à Donawerth, où s'étalait un encombrement de troupes de toutes armes. Nous passâmes le Danube et le Lech et arrivâmes à Rain. La division séjourna le jour suivant dans cette dernière ville, et nous fîmes, l'artillerie seule, cantonner au village de Handheim. Je logeai avec Cabrié et du Mailly chez le curé qui nous reçut fort bien et nous procura des lits où nous pûmes enfin nous déshabiller, ce qui ne nous était pas arrivé depuis longtemps. Le lendemain, nous rejoignîmes le général Nansouty, traversâmes Neubourg, assez belle ville sur le Danube, que nous franchîmes et allâmes cantonner à Riedn. Le 24, la division se remit en marche et nous passâmes à Ingolstadt, belle cité sur le Danube, où se trouvaient des troupes bava-roises et hollandaises ; et, ayant encore une fois traversé le fleuve, on s'arrêta au village d'Ebenhausen. Nous rencontrâmes, au jour suivant, les corps des

grenadiers d'Oudinot et une division de hussards ; et, laissant à droite la route de Munich, nous passâmes dans la petite ville de Geisenfeld puis au bourg de Engebbrecht-Munster. Le lendemain, nous continuâmes notre marche par de mauvais chemins de traverse ; nous passâmes à Mainbourg, en parcourant un pays inégal, couverts de bois de sapins, et nous couchâmes à Orth, qui était encombré de troupes. Le jour suivant, nous fûmes à Landshut, où plusieurs corps de l'armée étaient déjà réunis et y reçûmes les ordres du général de Nansouty. Je rencontrai dans cette ville les commandants Saint-Loup et Balthus, et les officiers d'artillerie Laguelle, Ducros et Pailhou, et nous couchâmes au petit village de Kechsdorf.

A mesure que nous approchions du but que nous devions atteindre pour le passage de l'Inn, tous les corps de l'armée se concentraient aussi et il en résultait bientôt de tels embarras sur les routes, et de tels encombrements d'artillerie et de bagages, qu'il nous fallut souvent marcher à travers champs ; mais ces encombrements sévissaient encore plus dans les villages où nous devions nous arrêter ; il était devenu à peu près impossible d'assigner à chaque corps des cantonnements réguliers, de sorte que nous arrivions souvent dans le même lieu par masses d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie ; les habitants épouvantés fuyaient à notre approche, et les villages étaient aussitôt pillés, dévastés, parfois même brûlés par l'imprudence des soldats qui cherchaient des vivres. Dans toute autre saison, le bivouac eut été une ressource pour nous ; mais par ce froid, ces temps de pluie et de neige, nous cherchions un abri et nous nous disputions souvent avec assez d'aigreur les moindres baraques de paysans ; on y couchait, tout habillé, sur des banes de bois, mobilier ordinaire de ces

maisons, ou sur de la paille étendue à terre, quand nous en trouvions ; dans ce dernier cas, on se couchait en masse et côte à côte ; mais malheur à ceux qui ne s'endormaient pas les premiers, car les ronflements sonores de tous ces hommes fatigués produisaient un bruit discordant qu'un sommeil commençant ne pouvait supporter. Telle fut à peu près notre marche jusqu'à notre arrivée sur l'Inn.

Le 28, nous partîmes avec la division, au milieu des encombrements ordinaires, et nous nous arrêtâmes au bourg de Gankoffen, où, par extraordinaire, je trouvai un abri passable. Ce même jour la Grande-Armée commença de passer l'Inn, et le maréchal Lannes attaqua et prit la ville de Braunau, où l'on trouva de nombreux magasins de munitions et d'approvisionnements de toute espèce.

Le jour suivant, nous passâmes à Eggelfelden, et nous fûmes coucher à Hirschhorn, chez le curé du lieu. Le 30, nous repartîmes avec la division, défilâmes devant la ville de Braunau, sans nous y arrêter, et remontant la rive gauche de l'Inn, nous nous rendîmes, pour y coucher, dans le village d'Erlach, complètement pillé. Le lendemain, en repassant, nous allâmes trouver le général Nansouty, logé dans un château, et passâmes la nuit au village de Bildenheim où nous séjournâmes toute la journée suivante.

Le 2 novembre, nous passâmes à Tring ; nous nous arrêtâmes devant Scharding, assez grande ville sur la rive gauche de l'Inn, et nous revînmes coucher au village de Mittisch. Enfin, le 3, nous traversâmes Scharding, franchîmes l'Inn sur un pont de bois qui venait d'être réparé, et marchâmes avec la division et plusieurs autres qui suivaient la même direction, nous passâmes à Benbach et à Efferring, et revînmes coucher à Riedling.

Nous nous étions attendus à une vive résistance

de la part des Austro-Hongrois pour le passage de l'Inn, mais ils ne le défendirent que faiblement. Ce passage avait commencé le 28 octobre, par la prise de Braunau et se termina le 3 novembre par l'occupation de Scharding; la Grande-Armée, transportée ainsi sur la rive droite de l'Inn, devenait déjà menaçante pour la capitale de l'Autriche.

Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III persistait à rester dans un état de neutralité armée, malgré une entrevue qu'il avait eue avec l'empereur Alexandre le 25 octobre et une nouvelle convention signée par ces deux princes le 3 novembre.

Quant à la Grande-Armée, elle continua sa marche directement sur Vienne.

Le 4, nous repassâmes à Efferding avec la division Nansouty; nous cotoyâmes le Danube, qui, coulant entre deux chaînes de coteaux pittoresques, est très large et très important dans cette partie de son cours. La route que nous suivions était couverte de verglas, ce qui rendait notre marche assez pénible. Enfin, nous arrivâmes à Lintz, assez grande et belle ville sur la rive droite du fleuve, où se trouvait une forte partie de l'armée. Nous y rencontrâmes le général Foucher et son aide-de-camp Gourgaud, l'Empereur avec toute sa Garde, ainsi que le prince Murat; nous passâmes la Trauw sur un pont de bois qui venait d'être réparé après un léger combat de la veille, traversâmes Ebersberg, Arten, et cantonnâmes au petit village de Kafferstetten.

Le 5, nous trouvâmes réunies les deux divisions Nansouty et d'Hautpoul; en passant à Erms, je rencontrai le lieutenant Follard, qui commandait l'autre portion de ma compagnie attachée à la division d'Hautpoul. Nous franchîmes la petite rivière de l'Erms, et rencontrâmes dans la ville de Strenberg des morts et des prisonniers russes et autrichiens, débris d'un combat d'arrière-garde qui

avait eu lieu la veille. Nous entendîmes en même temps la canonnade très vive du combat d'Amstetten, livré par le maréchal Lannes et le prince Murat à une partie de l'armée coalisée. Nos deux divisions marchèrent rapidement dans cette direction pour prendre part au combat, mais à notre arrivée la victoire s'était déjà déclarée en faveur des Français, et nous revînmes coucher au village d'Ædt.

Le lendemain, nous restâmes à Ædt, et, le 8, nous rejoignîmes la division à Zeillern; nous passâmes sur le champ de bataille d'Amstetten, encore couvert de morts et de blessés et où le corps des grenadiers d'Oudinot s'était particulièrement distingué; ce combat d'Amstetten nous ouvrait définitivement la route de Vienne. Continuant notre marche, nous traversâmes Neumarck, franchîmes à gué les deux petites rivières de l'Ips et de l'Ellebach, et allâmes pour la nuit dans le bourg de Pochlern, au bord du Danube.

Le lendemain, nous repartîmes avec la division; nous passâmes encore une petite rivière à gué, car les Autrichiens, en se retirant, brûlaient tous les ponts où nous devions passer. Nous traversâmes la ville de Melk, célèbre par une vaste et riche abbaye bâtie sur une hauteur. Arrivés à Sierming et les Autrichiens ayant fait des démonstrations défensives, nous marchâmes à eux en bataille, avec une division de dragons; mais à notre approche et après quelques coups de canon seulement, ils ne tardèrent pas à se retirer et nous revînmes passer la nuit au village de Losdorf, que nous avions traversé dans la journée; j'y rencontrai Levasseur et un de mes amis, Scipion d'Hultz, que j'avais beaucoup vu à Paris.

Le 9, nous nous mîmes en marche avec les deux divisions de cavalerie, et passâmes à Saint-Pölten,

ville assez considérable où un grand nombre de troupes se trouvaient réunies ; j'y vis le général Mossel et plusieurs officiers d'artillerie. De là, nous allâmes à Pottenbrunn, avec les deux divisions de cavalerie, et nous y éprouvâmes beaucoup de difficultés pour trouver un abri. Le jour suivant, nous repartîmes, toujours avec la division ; nous arrivâmes au village d'Abstetten, où nous dûmes encore faire une démonstration offensive contre quelques corps autrichiens, et nous revînmes passer la nuit dans ce village avec ces deux divisions.

Le 11, nous continuâmes notre marche avec une grande partie de l'armée ; nous rencontrâmes le prince Murat et son état-major ; je retrouvai Scipion d'Hultz, Ragmey et d'autres officiers. Nous passâmes à Hwiteldorf, puis nous parcourûmes la plaine, devant la ville de Vienne, où toute l'armée se développa en ligne de bataille ; nous restâmes assez longtemps dans cette position. Je vis Follard, Levavasseur et beaucoup d'autres officiers de ma connaissance, et nous revînmes ensuite coucher à Hwiteldorf.

L'empereur d'Autriche n'ayant pu réussir à arrêter la marche de l'armée française, prit la résolution d'évacuer Vienne, afin d'éviter à sa capitale les calamités d'un siège ou d'une prise de vive force. Les armées coalisées passèrent donc le Danube, en restant en observation sur la rive gauche ; mais Kutusoff, avec la plus grande partie de ses forces, voulut tenter une diversion en arrière de l'armée française, dans le but de la forcer à rétrograder. Il remonta le Danube et vint attaquer la ville de Diernstein ; le maréchal Mortier, avec les divisions Gazan et Dupont, vint soutenir cette attaque ; le combat fut vivement disputé, mais, malgré la supériorité de leur nombre, les Russes furent repoussés. Napoléon s'était arrêté un jour pour observer ce

mouvement, puis il reprit ses préparatifs pour faire son entrée à Vienne.

Le 12, nous restâmes à Hwitteldorf; je fus un moment à Baumgarten, où étaient le général Mossel, Ragmey, Metzinger, mais je rejoignis bientôt ma compagnie.

Le 13 novembre fut pour nous une véritable solennité, puisque nous entrâmes ce jour-là dans la capitale de l'Autriche. Partis de bonne heure avec les deux divisions de grosse cavalerie, nous repassâmes à Baumgarten, nous nous y arrêtâmes le temps nécessaire pour revêtir nos habits de parade, et prîmes notre rang de bataille avec le reste de l'armée, devant le faubourg de Vienne par lequel nous devions entrer.

Le maréchal Lannes et le prince Murat avaient pénétré les premiers dans la ville et s'étaient immédiatement dirigés sur le pont du Danube. Dans cette partie de son cours, le fleuve se divise en plusieurs bras séparés les uns des autres par des îles très boisées, de sorte que le pont est d'une assez grande longueur. Les Français vinrent à l'entrée de ce pont, les Autrichiens, sous les ordres du général Merfeld, occupant l'autre extrémité. Là, le mot de paix fut prononcé; il y eut des pourparlers; quelques parlementaires furent envoyés de part et d'autre; mais nous n'étions pas maîtres du pont, et il était important pour nous qu'il ne fût pas détruit. Sous prétexte d'un froid assez rigoureux, nos soldats frappaient du pied contre le sol, et, dans ce mouvement, ils avançaient insensiblement sur le pont; lorsque les Autrichiens s'en aperçurent et firent quelques observations à ce sujet, nos soldats pressèrent le pas. Grâce à cette ruse, et tout en continuant à parlementer, ils arrivèrent au point où nous fûmes assez maîtres du pont pour qu'il ne pût être détruit, et l'armée autrichienne continua son mouvement de retraite.

Pendant ce temps-là, le reste de notre armée faisait son entrée triomphale dans Vienne, au bruit de la musique et des fanfares de chaque régiment; tous les habitants étaient aux fenêtres pour nous voir passer. La ville de Vienne est composée de trois parties distinctes : de vastes faubourgs l'entourent de tous côtés; puis viennent des jardins et des terrains vagues qui séparent les faubourgs de la ville; enfin la ville proprement dite se découvre, renfermée dans une enceinte fortifiée. Nous traversâmes ces diverses parties et j'eus le regret de ne pas m'y arrêter; ma division fut immédiatement dirigée vers le pont, que nous passâmes pour aller nous établir à Strebersdorf.

En décrivant les opérations de la Grande-Armée, nous devons indiquer aussi la marche et la position des corps détachés qui appuyaient nos mouvements. Ainsi le maréchal Masséna, à la tête de l'armée d'Italie, avait passé l'Adige le 29 octobre, et, le lendemain, il livrait à l'archiduc Charles le combat de Caldiero, où après des pertes considérables de part et d'autre, la victoire demeura incertaine; mais, peu de jours plus tard, un corps autrichien, commandé par Hillingher, ayant capitulé près de Vérone, cela provoqua la retraite de l'archiduc Charles, et l'armée d'Italie prit possession de Vienne le 4 novembre.

D'un autre côté, le maréchal Bernadotte s'était emparé de Salzbourg le 31 octobre; le même jour, le maréchal Davoust était entré dans Steyer et avait été victorieux peu de jours après au combat de Marienzell, pendant que le maréchal Ney s'emparait des villes d'Innsbruck et de Hall, dans le Tyrol, et que Marmont occupait Léoben en Styrie.

Ces divers mouvements avaient forcé les archiducs Jean et Charles à abandonner le Tyrol et l'Italie; et dès qu'ils eurent connaissance des opérations de la

Grande-Armée, ils se retirèrent tous deux à marches forcées sur la Hongrie, afin d'être en mesure de se réunir au reste de l'armée autrichienne. De son côté l'archiduc Ferdinand cherchait à recruter des troupes en Bohême pour venir aussi rejoindre son armée.

Quant à l'empereur Napoléon, il dirigeait tout ; on le voyait sans cesse à cheval au milieu de l'armée. Son nom seul était devenu une puissance magique : ses soldats se considéraient comme invincibles sous lui ; tandis que les ennemis se regardaient comme vaincus avant même de combattre ; cela peut expliquer la rapidité de notre invasion, qui n'avait été, pour ainsi dire, qu'une marche militaire de Strasbourg à Vienne. En effet, dans l'espace de six semaines, nous avions conquis la Bavière et toute l'Autriche du Danube à l'Italie ; nous venions d'anéantir ou de disperser les armées qu'on nous opposait ; des corps nombreux avaient mis bas les armes devant nous, et la France se trouvait encombrée de prisonniers autrichiens au lieu de cette invasion dont les souverains coalisés nous avaient menacés. Tous ces succès nous avaient tellement exaltés que nous ne demandions plus qu'à marcher en avant avec un chef qui nous conduisait toujours à la victoire.

Au milieu de nos succès sur le continent un désastre fatal vint frapper la France à l'autre extrémité de l'Europe : ce fut la bataille de Trafalgar, livrée le 21 octobre sur les côtes d'Espagne, près de Cadix, entre le célèbre amiral anglais Nelson et l'amiral Français Villeneuve réuni à la flotte espagnole, commandée par Gravina.

Nelson fut tué, mais les flottes française et espagnole furent presque entièrement anéanties, ce qui porta un dernier coup à notre marine. Ce terrible combat fut pour ma famille la cause d'un nouveau malheur particulier : mon frère César, alors aspi-

rant de marine, fut grièvement blessé et transporté comme prisonnier en Angleterre; il mourut en arrivant à Plymouth, le 11 novembre, au moment où nous nous disposions à faire notre entrée dans Vienne. Ce ne fut que longtemps après que je sus cette triste nouvelle. L'amiral Villeneuve et un grand nombre de nos marins furent aussi faits prisonniers dans cette malencontreuse affaire. (1) Le contre-amiral Dumanoir parvint seul à se sauver avec quelques vaisseaux de ligne; mais attaqués le 4 novembre, à la hauteur du cap de Villano, par des forces supérieures, il dut se rendre avec les bâtiments qu'il était parvenu à conserver.

Nous avons vu qu'après notre passage à Vienne, le 13 novembre, nous étions venus, le capitaine Gabrié, Dumailly et moi, nous établir au village de Strebersdorff avec notre division et notre artillerie. Le lendemain, nous nous mîmes à la poursuite d'un corps russe se retirant vers Hollabrünn; nous passâmes à Kornenbourg, et nous nous arrêtâmes au village de Leizersdorf avec la brigade de carabiniers; nous vîmes le général Piston et nous couchâmes tous sur de la paille.

Le 15, nous continuâmes notre poursuite en traversant la petite ville de Stockerau; je vis passer le prince Murat, et rencontrai les généraux Foucher et Mossel. Nous passâmes à Ober-Hollabrünn où se trouvaient déjà réunis plusieurs corps d'infanterie et de cavalerie. Nous vîmes bientôt l'armée russe devant nous, paraissant disposée à accepter le combat; nous allâmes immédiatement, avec les deux divisions de grosse cavalerie, prendre notre rang de bataille à la droite du village de Guttenbrunn. Là, les Russes nous envoyèrent des parle-

(1) On sait que l'amiral Villeneuve se donna la mort à Rennes six mois après.

mentaires, et le combat dut être suspendu jusqu'au lendemain. Nous passâmes la nuit autour de Gutttenbrunn, et, pour me mettre à l'abri d'un froid déjà très rigoureux, je pénétrai dans une grange encore remplie de paille où je me blottis de mon mieux ; mais la grange ne tarda pas à être envahie, et la paille fut enlevée pour les bivouacs, ce qui me fit passer une assez mauvaise nuit.

Le 16, nous revînmes à Ober-Hollabrünn où nous eûmes à nous interposer dans quelques désordres provoqués par des soldats de diverses armes et nous entendîmes le commencement d'une canonnade du côté de l'armée russe ; leurs parlementaires, qui n'avaient d'autre but que de gagner du temps pour attendre des renforts, furent congédiés, et nous reçûmes l'ordre de revenir rapidement nous mettre en ligne avec les corps de Murat, des maréchaux Soult et Lannes, près de Gutttenbrunn où se trouvaient Ragmey, Follard et Levavasseur. Les Russes avaient mis le feu au village de Schönggrabern, qui se trouvait sur la route entre leur armée et la nôtre ; cet obstacle gêna beaucoup notre passage, mais nous le franchîmes cependant et l'attaque commença. Le combat fut vif et meurtrier, et le général Oudinot y fut légèrement blessé ; les Russes, réunis alors sous le commandement en chef de Kutusoff se défendirent avec vigueur ; mais bientôt, repoussés de toutes parts, ils se mirent en retraite, laissant un grand nombre de morts et de prisonniers sur le champ de bataille. Nous les poursuivîmes jusqu'à la nuit, et, d'après les ordres du général Nansouty, nous revînmes coucher à Ober-Hollabrünn, où nous trouvâmes l'adjudant-commandant Allain.

Le lendemain, nous repassâmes à Gutttenbrunn et sur le champ de bataille d'Hollabrünn, encore couvert de morts et de blessés ; nous continuâmes

notre route avec nos corps d'armée réunis, en traversant un pays très varié; nous franchîmes la Theya à gué, et nous arrivâmes à Znaïm, assez grande ville dont les Français venaient de s'emparer après un combat d'arrière-garde, et où nous rencontrâmes déjà la Garde impériale. Nous reprîmes notre marche jusqu'au village de Mramotiz, où nous couchâmes et où nous fîmes séjour le lendemain; nous y eûmes un moment d'alerte, donné par les Autrichiens, et nous vîmes arriver une division du corps de Bernadotte. Ce village fut brûlé, comme beaucoup d'autres, par suite de l'agglomération des troupes.

Le jour suivant, nous rejoignîmes la division; nous continuâmes notre marche par Austerlitz et Porlitz, et nous nous arrêtâmes à Weichstetten.

Le 20, nous repassâmes à Porlitz pour rejoindre la route de Vienne. Nous traversâmes de grandes plaines, et nous entrâmes à Brünn, grande et assez belle ville, capitale de la Moravie, avec un château-fort situé sur une hauteur dominant la ville. Nous trouvâmes la Garde impériale et nous nous portâmes en avant au moment d'un combat avec l'arrière-garde des Russes et où se trouvait déjà l'empereur Napoléon. Nous revînmes sur nos pas avec les divisions de la cavalerie pour chercher des cantonnements. Je fus détaché avec une partie de ma compagnie pour aller à Schlapanitz; mais nous ne pûmes avoir de guide et la nuit était tellement sombre que nous nous égarâmes au milieu des champs. Après avoir marché quelque temps d'une manière extrêmement pénible, nous aperçûmes quelques feux, vers lesquels nous nous dirigeâmes; c'était le village d'Evrecovitz, où nous trouvâmes un régiment de carabiniers. Là, un guide nous conduisit avec beaucoup de peine jusqu'à Schlapanitz; ce village venait d'être occupé par les Russes, qui,

heureusement pour nous, s'éloignèrent à notre approche, et nous entrâmes dans un village absolument désert. Mes sous-officiers et moi nous prîmes possession de la maison de plus belle apparence, et quel fut notre étonnement d'y trouver du feu et des provisions, que les Russes venaient d'abandonner précipitamment. Nous étions exténués de faim et de fatigue, et ce fut une bonne fortune pour nous que cette ressource inattendue.

Je repartis de Schlapanitz avec mon détachement ; et, après avoir rejoint le parc et la division, nous continuâmes notre marche en avant ; je rencontrai le général La Houssaye, le général Mossel et Ragney, et nous fîmes, de concert avec la brigade du général Saint-Germain, coucher à Welspitz, village pillé par les Russes.

Le lendemain je fus envoyé à Brünn, à l'état-major du général Belliard, pour prendre des ordres ; je retrouvai le général Mossel et d'autres officiers d'artillerie, et je vins, par une nuit très sombre, rejoindre ma compagnie à Welspitz, où nous demeurâmes en station les deux journées suivantes avec les cuirassiers ; j'y vis le colonel Belfort, du 12^e, et plusieurs autres officiers.

Le 25, on nous mit en mouvement à l'occasion d'une rencontre de cosaques avec un régiment de hussards ; je vis le général d'Hautpoul et nous revînmes sur nos pas jusqu'à Welspitz. De là, avec le chef d'esadrons de cuirassiers d'Oudenarde, nous partîmes à Brünn ; j'y couchai chez le général Mossel, auprès duquel je restai plusieurs jours, occupé de diverses affaires concernant ma compagnie.

Ici encore, nous devons jeter un coup d'œil sur les corps détachés de la Grande-Armée. Le maréchal Masséna avait passé le Tagliamento le 13 novembre, était arrivé sur l'Isonzo, et s'était emparé

de Gradisca, d'Udine et de Palma-Nova. Pendant ce temps-là, le maréchal Ney se rendait maître de Trente ; Davoust, qui avait marché sur la Hongrie, commandait à Presbourg ; Augereau s'était emparé de Daernberg après avoir fait capituler un corps autrichien aux ordres de Jellachich, Marmont occupait toujours la Styrie ; enfin Masséna mit la main sur Trieste, et le général Gouvion-Saint-Cyr, ayant attaqué un corps autrichien commandé par le prince de Rohan, le contraignit à capituler. A la suite de ces affaires, l'armée d'Italie se trouvait opérer sa jonction par Klagenfurth avec les corps qui pouvaient la souder à la Grande-Armée, et, en même temps, ces divers corps suivaient les mouvements de l'archiduc Charles pour l'empêcher de rejoindre l'armée de Moravie, tandis que les divisions Baraguey-d'Illiers et Kellermann retenaient l'archiduc Ferdinand en Bohême, et que le maréchal Mortier demeurait en observation sur la rive gauche du Danube, près de Vienne.

Aussitôt après l'occupation de Brünn, l'empereur Napoléon se porta en avant et établit son quartier général à Wirschau avec toute la Garde impériale commandée en chef par le maréchal Bessières. L'armée réunie entre ces deux villes se composait des divisions de cavalerie du prince Murat et des corps des maréchaux Lannes, Bernadotte, Soult et Davoust, formant en tout un effectif de quatre-vingt mille hommes.

L'armée autrichienne, aux ordres du général Kienmayer, et l'armée russe, toutes deux réunies sous le commandement en chef du général Kutusoff, et où se trouvaient les empereurs d'Autriche et de Russie, étaient fortes de cent mille hommes. Ces armées occupaient d'excellentes positions choisies par le général en chef, la droite appuyée à la petite ville d'Austerlitz et la gauche s'étendant jusqu'à la

route de Wischau à Olmutz. C'est dans cette position que le général russe se préparait enfin à livrer une bataille générale.

Napoléon, de son côté, faisait de nombreuses reconnaissances entre Brünn et Wischau, dans le but de chercher une position plus avantageuse pour lui et d'y entraîner son adversaire, avant d'accepter une bataille contre des troupes qu'il savait supérieures en nombre.

Pendant ce temps-là, je m'occupai à Brünn des diverses missions dont j'avais été chargé ; je fus au parc de réserve, à Medritz, trouver le commandant Neigre pour prendre tous les objets de rechange nécessaires à notre batterie ; j'assistai avec du Mailly à une distribution d'effets militaires pour la compagnie, et j'eus aussi l'occasion de voir le général d'Hautpoul, le comte polonais Krazinsky, l'ordonnateur Mathieu, Favier, Greiner, Marillac, Gourgaud et Scipion d'Hulst.

Le 28, il y eut un combat en avant de Brünn ; on battit la générale dans toute la ville. Je passai prendre des ordres à l'état-major du prince Murat ; n'ayant pas de cheval avec moi, j'étais fort embarrassé pour rejoindre ma compagnie ; lorsque je vis le général Mossel revenant de ce combat qui n'avait été qu'une fausse attaque. Le lendemain, il me prêta un de ses chevaux, et je partis avec lui ; je me hâtai de rejoindre Gabrié et ma compagnie, que je trouvai sur la route. Nous vîmes l'Empereur et le prince Murat ; je rencontrai aussi le colonel Senarmont, Collin et Graillat ; nous fîmes à Schlapanitz avec la division. Revenus encore près de la route, nous aperçûmes plusieurs fois l'Empereur s'occupant de concentrer les divers corps de son armée. Je fus envoyé de nouveau à Brünn pour chercher les effets destinés à la compagnie, que je rejoignis ensuite à Schlapanitz, où nous passâmes la nuit.

Tout se préparait pour une bataille générale. Le 30, nous partîmes avec la division et prîmes notre place de bataille avec tous les corps de l'armée. Nous ne vîmes que des tirailleurs sur toute la ligne, ce jour-là, et l'armée coalisée ne changea pas de position; nous revînmes donc coucher à Schlapanitz. Le 1^{er} décembre, toute l'armée se réunit en bataille vis-à-vis des coalisés; les tirailleurs commencèrent le feu, ainsi que plusieurs de nos batteries; mais bientôt Napoléon donna l'ordre d'une retraite générale. Ce mouvement nous étonna, car c'était la première fois que nous nous retirions devant l'ennemi; mais vu la confiance à nous inspirée par l'Empereur, nous ne nous laissâmes pas décourager; ce n'était, en effet, de sa part, qu'une manœuvre habile; il avait reconnu une ligne de bataille qu'il voulait occuper, s'appuyant à gauche sur une hauteur appelée le Sauton, d'où il pouvait voir tous les mouvements de l'armée, et s'étendant à droite jusqu'au lac de Ménitz, en occupant des coleaux très favorables pour le tir de l'artillerie, et ayant devant lui une vaste plaine sans aucun abri. A la vue de notre mouvement de retraite, le général ennemi se crut sûr de la victoire pour le lendemain, et Napoléon disposa son armée de la manière suivante :

Le corps du maréchal Lannes occupait l'extrême-gauche avec le général Suchet et les grenadiers du général Oudinot; venait ensuite la Garde impériale, sous les ordres du maréchal Bessières, mais dont le général Junot commandait une partie; puis les divisions de cavalerie du prince Murat; au centre, était le corps du maréchal Bernadotte; à sa droite, celui du maréchal Soult, en arrière du lac de Menitz, soutenu sur son flanc droit par le maréchal Davoust, arrivé depuis peu de la Hongrie.

L'armée demeura au bivouac, et ma batterie

auprès du village de Schlapanitz, déjà presque entièrement démoli. Cette soirée et la nuit qui suivit offrirent un curieux spectacle ; c'était la veille de l'anniversaire du couronnement, et toute l'armée voulut le célébrer. On fit de grands feux dans tous les bivouacs, des fagots et des bottes de paille furent allumés au bout de longues perches, et il en résulta une illumination et des réjouissances d'un genre tout particulier.

Vint enfin la célèbre journée du 2 décembre. Le froid était rigoureux, mais un soleil brillant et un temps superbe nous empêchèrent d'en souffrir. Le maréchal Kutusoff, et les empereurs François et Alexandre, pleins d'illusions sur le simulacre de combat de la veille et sur la retraite de Napoléon, firent un mouvement en avant. Kutusoff voulut, de suite, frapper un coup décisif ; il détacha un corps considérable vers notre droite, dans le but de se faire un passage et de nous couper la retraite sur Brünn. Le maréchal Soult soutint vigoureusement le premier choc, parfaitement secondé par la division Legrand et par la division Friant, du corps de Davoust ; le corps ennemi étonné d'une telle résistance, se retira un moment pour se rallier, et, dans ce mouvement, une division russe se trouva stationner tout entière sur le lac de Menitz. Le maréchal Soult s'en étant aperçu, dirigea plusieurs batteries, les faisant pointer sur la glace ; après plusieurs décharges, la glace se rompit et la division fut engloutie presque entière dans les eaux du lac. Ce désastre ennemi permit au maréchal Soult de prendre rang de bataille avec les autres corps de l'armée. Pendant ce temps-là, l'Empereur entamait une attaque générale sur toute la ligne. Le général Kutusow, se voyant prévenu, fit avancer à l'instant toutes ses réserves, et la bataille s'engagea immédiatement.

Les batteries d'artillerie à cheval des divisions du

prince Murat furent envoyées en avant sous les ordres du général Mossel, et commencèrent un feu très vif sur les batteries ennemies. La nôtre se trouva en face du village de Blascowitz, où étaient réunies trois batteries ennemies dont elle parvint à ralentir le feu ; nous eûmes plusieurs sous-officiers et canonniers tués ou blessés. J'eus moi-même mon cheval légèrement blessé, mais assez cependant pour me forcer à en monter un autre. Dans cette attaque, nous nous trouvâmes un moment assez éloignés de la cavalerie qui devait nous soutenir, et je vis bientôt arriver sur nous un détachement de cavalerie ennemie. La position me parut critique, et j'en prévins le capitaine Cabrié ; il me répondit avec le plus grand sang-froid qu'il le voyait bien, et il commanda aussitôt, d'une voix forte, de cesser le feu, ce qui me parut assez extraordinaire. En même temps, il ordonna de charger à mitraille, attendit que la cavalerie fût presque à portée de pistolet et fit tirer toutes ses pièces à la fois. Je compris alors cette tactique : s'il avait continué à tirer pièce par pièce, la cavalerie fût arrivée sur nous ; tandis qu'en surprenant les chevaux des cavaliers ennemis, après un moment de silence, par une détonation inattendue, tous ces chevaux firent demi-tour malgré leurs cavaliers, et nous eûmes le temps de recharger nos pièces avant que le détachement ait pu se rallier. Ce fut pour moi une instruction dont je profitai en d'autres circonstances.

Le général Mossel parcourut souvent nos batteries, et j'eus lieu de remarquer, à cette occasion, deux sortes de courage : celui du capitaine Cabrié était calme ; froid, observant avec attention tout ce qui se passait ; celui du général Mossel était, au contraire, animé, bruyant et cherchant à exciter ; le courage du premier me parut produire beaucoup plus d'effet et inspirer plus de confiance.

Quand l'artillerie eût commencé à éteindre le feu de l'ennemi, toute l'armée se mit en mouvement pour charger. Le maréchal Lannes eut bientôt enfoncé l'aile droite des Russes ; les Gardes impériales russe et autrichienne furent culbutées par la Garde impériale française après un combat acharné. Les divisions de cavalerie du prince Murat s'ébranlèrent pour charger les réserves de l'ennemi ; les deux divisions Nansouty et d'Hautpoul, qui formaient une seule ligne de bataille à la gauche de ma batterie, offraient l'aspect d'une muraille de fer, et en s'avancant sur les lignes ennemies, elles les renversèrent du premier choc. Les maréchaux Bernadotte, Soult et Davoust attaquèrent en même temps la gauche de l'armée coalisée et l'eurent bientôt mise en déroute. Kutusoff ayant employé toutes ses réserves, la défaite de son armée devint une déroute complète ; toute la cavalerie et l'artillerie à cheval se mirent sans relâche à sa poursuite pour l'empêcher de se rallier. Parti au galop avec ma batterie, je m'arrêtais pour tirer une salve, et je repartais de plus belle pour recommencer plus loin. Cette poursuite dura jusqu'à la nuit, et l'ennemi laissa entre nos mains un très grand nombre de blessés, de prisonniers et de matériel d'artillerie.

Jusque-là, je n'avais vu que des combats partiels plus ou moins animés ; aussi cette bataille, gagnée d'une manière si brillante, m'avait exalté au point de dire à mon capitaine que je voudrais me trouver tous les jours à pareille fête ; mais lui qui commençait à être fatigué de la guerre, trouva mon enthousiasme guerrier assez peu de son goût.

Nous revînmes ensuite, avec la division et plusieurs autres corps, bivouaquer au village de Blascowitz, où je trouvai aussi Churlaud et Dulièvre.

Les villages de Moravie sont remarquables par

leur propreté ; les maisons y sont très blanches et chacune d'elles a un perron qui l'élève un peu au-dessus du sol. Mais tous ces villages étaient dévastés, et plusieurs même démolis en partie pour fournir du bois au feu des bivouacs ; tous les habitants avaient fui, de sorte que nous étions privés de toute ressource. Les distributions administratives étaient insuffisantes et très irrégulières ; mais la Moravie est peuplée d'un grand nombre de faisans d'une espèce particulière, beaucoup plus gros que les faisans ordinaires ; on en tua une grande quantité, que nous nous disputons avidement. Le jour de la bataille, je n'eus pour toute nourriture qu'un de ces faisans, mais je manquais de pain, aliment que j'eusse préféré à tout.

La victoire que Napoléon venait de remporter d'une façon si éclatante avait été désignée par l'armée sous le titre de bataille des trois empereurs, mais on lui donna le nom de bataille d'Austerlitz, qui lui est définitivement resté.

Ces deux expéditions d'Ulm et d'Austerlitz avaient été si rapides et produisirent de si grands résultats que l'Empereur décida qu'elles compteraient pour deux campagnes à tous ceux qui s'y étaient trouvés bien qu'elles eussent à peine duré deux mois.

Nous repartîmes sur les traces de l'ennemi, dès le lendemain de notre victoire ; nous traversâmes un côté du champ de bataille, où nous vîmes beaucoup de morts et de malheureux blessés qu'on n'avait pas encore eu le temps de transporter et qui nous tendaient les bras avec des cris lamentables. Il nous était impossible de les prendre sur nos pièces, et nous ne pûmes que prévenir les ambulances. L'armée ennemie, dans sa retraite précipitée, avait abandonné une grande partie de son artillerie ; je vis le général Foucher et ses officiers occupés à chercher des moyens de transport pour rassembler

ce matériel et le diriger sur Brünn. Nous passâmes à Bausnitz, à Wischau ; là, nous sûmes que l'armée coalisée s'était divisée pour se retirer de l'autre côté de la March, les Russes prenant la route d'Olmütz, les Autrichiens celle de Kremsir ; nous avions rejoint nos divisions de cavalerie, et nous suivîmes cette dernière route, où je me trouvai réuni à mon camarade Follard. En sortant de Wischau, nous avions rencontré un nombreux troupeau de bœufs et un convoi d'approvisionnements que les Russes avaient abandonnés ; ce fut une heureuse ressource pour nous, dans un moment où les vivres commençaient à nous manquer. Après de bien mauvais chemins, nous vîmes coucher au village de Seltsch.

Le lendemain, 4 décembre, nous continuâmes notre marche par Elwanowitz. Le capitaine Cabrié, avec une partie de la division, se rendit à Kremsir, et je revins sur mes pas, avec la brigade Saint-Germain, coucher à Postupeck.

Par suite de la retraite des armées coalisées, l'Empereur d'Autriche se trouvait dépossédé de la plus grande partie de ses Etats ; il prit alors la résolution de demander une entrevue en personne à l'Empereur Napoléon, et vint le trouver à son bivouac : un armistice fut conclu entre les deux souverains. Sur ces entrefaites, un envoyé de la cour de Prusse était arrivé en Moravie avec l'intention probable de complimenter les empereurs d'Autriche et de Russie ; mais voyant la victoire déclarée en sens inverse de ses prévisions, c'est à Napoléon qu'il vint adresser ses félicitations ; celui-ci n'en fut pas dupe et se laissa même aller à quelques plaisanteries sur cette circonstance.

L'armistice une fois conclu entre les Français et les Coalisés, la campagne put être considérée comme terminée et l'armée française ne tarda pas à revenir sur ses pas.

De Postupeck, je continuai ma route et vins coucher dans la petite ville de Kojetein.

Le lendemain 6, le capitaine Cabrié vint nous y rejoindre, après avoir quitté Kremsir, nous y fîmes séjour, fort occupés de l'entrevue de l'empereur d'Autriche avec Napoléon.

Le jour suivant, nous dûmes faire des réquisitions de chevaux pour notre parc, et nous revînmes, par Elwanowitz, coucher au village de Topalau.

Le lendemain, nous passâmes à Wischau, au petit bourg de Bausnitz, où Desprez s'occupait à lever le plan du champ de bataille du 2, et vîmes, pour la nuit, au village de Krug.

Le 9, nous arrivâmes à Brünn, où j'allai visiter à l'hôpital des blessés de ma compagnie. Je trouvai des carabiniers et le commandant Sanctuari, ainsi que mon ancien camarade Christin, revenu d'une mission à Cadix. A Brünn, nous eûmes connaissance de la proclamation de l'Empereur sur la bataille d'Austerlitz, et, prenant la route directe de Vienne, nous revînmes à Latz.

Nous passâmes le lendemain à Pohrlitz, à Mariahulf et nous arrivâmes au village de Muschau, entièrement pillé. Cette partie de la Moravie est couverte de vignes; la route se borde de caves en souterrains où se fait un grand commerce de vins, et l'armée ne se fit pas faute de visiter ces caves en passant. Les soldats défonçaient les pièces de vin, buvaient souvent outre mesure, et laissaient couler le reste de la pièce sur le sol, où l'on trouva plusieurs d'entre eux noyés dans le vin.

Le village de Muschau nous avait été assigné pour cantonnement. Nous étions très fatigués et après souper, nous fîmes un bon lit de paille, le capitaine Cabrié et moi, dans l'espoir de passer une bonne nuit. Mais un régiment d'infanterie arriva bientôt pour partager notre cantonnement; une

douzaine de soldats entrèrent dans la maison que nous occupions. Le capitaine Cabrié les reçut fort bien, les engagea à prendre leur repas et à dormir près de nous sur la paille ; mais ils avaient, malheureusement, apporté un peu trop de vin avec eux, et, sous l'influence d'un commencement d'ivresse, ils se mirent à chanter fort bruyamment. Mon capitaine, exténué de fatigue, leur dit plusieurs fois de se calmer et de se coucher, mais ils n'en tinrent aucun compte. Enfin, après de nombreuses injonctions, il leur donna l'ordre positif de se taire ; les soldats répondirent avec insolence, et alors Cabrié n'y tint plus. Il se lève brusquement, saisit son sabre, et du plat de cette arme, il les frappe avec tant de force et de rapidité qu'ils n'ont pas le temps de se mettre en défense ; quelques-uns d'entre eux se dirigent vers les faisceaux qu'ils avaient faits de leurs fusils, mais je les empêche d'en approcher en leur montrant la pointe de mon sabre, tandis que les coups portés par le bras vigoureux de mon capitaine continuent à pleuvoir sur eux. Complètement déconcertés, ils quittèrent la maison et nous barricadâmes la porte en les prévenant que nous gardions leurs fusils et que nous saurions réprimer leurs désordres. Le lendemain, nous voulions porter plainte contre eux, mais ils vinrent réclamer leurs armes en faisant des excuses et tout en resta là. J'ai cité cet épisode pour faire apprécier le caractère de mon capitaine, aussi énergique quand il le fallait qu'il était bon et bienveillant dans les relations ordinaires.

Le lendemain, continuant à marcher avec la division nous passâmes à Nicholsburg, ville et château et fûmes coucher à Wetzoldorf.

Au jour suivant, nous nous trouvâmes quelque temps sur la route avec le colonel Belfort et le commandant Sanctuari, et passâmes la nuit à

Kollenbrunn ; de là, nous traversâmes Volkersdorf, pour aller, le soir, à Stumersdorf.

Enfin, le 14, nous traversâmes Florisdorf, le pont du Danube, et arrivâmes à Vienne. Je passai chez le général Mossel où je rencontrai Rugmey, Metzinger, Levavasseur, qui était blessé, et le commandant Dessales. Cette fois encore, à mon grand regret, nous ne fîmes que traverser la ville, dont nous sortîmes par le village d'Inzersdorf. Nous passâmes à Laxemburg, où se trouve un château impérial, et nous cantonnâmes à Guntramsdorf.

Notre division était logée dans les environs ; comptant demeurer assez longtemps à Guntramsdorf pour nous reposer de nos fatigues, nous utilisons notre journée du lendemain à nous occuper de notre établissement et à nous mettre en mesure de réparer notre matériel et notre équipement. C'est ce même jour, 15 décembre, que s'arrêtaient et se concluaient à Vienne toutes les conditions dictées par Napoléon pour les conditions préliminaires du traité de paix à intervenir entre la France et l'Autriche.

Nous fûmes, le jour suivant, un peu troublés dans nos espérances de repos ; les cantonnements n'avaient pas été régulièrement distribués ; un corps d'infanterie fut dirigé sur le nôtre, et nous reçûmes l'ordre de lui céder la place ; mais n'ayant pas eu d'autre destination, un contre-ordre nous fit seulement partager nos logements avec l'infanterie. Je fus envoyé à ce sujet auprès du général Nansouty, établi à Laxemburg. Je partis de là pour aller reconnaître de nouveaux cantonnements ; je passai par Petramsdorf, Radaum et je m'arrêtai à Laab, village non encore occupé, où je m'entendis avec le bourgmestre. J'allai visiter de même le village de Brutenfurth et celui de Kaltenleitgeben, où je passai la nuit. De là, je revins à Guntramsdorf

rendre compte de ma reconnaissance, et nous repartîmes aussitôt avec le capitaine et la compagnie pour aller nous établir à Laab.

Le 19, je fus chargé d'une mission pour Vienne, où je devais rester quelque temps. Je me mis en route immédiatement, enchanté de pouvoir m'arrêter un peu dans cette capitale que je tenais beaucoup à visiter. J'y arrivai le jour même après avoir côtoyé le château impérial de Schœnbrunn ; l'officier du train de Mailly vint me rejoindre peu après.

A Vienne, j'allai voir le général Mossel, chez qui je me rendis tous les jours, et où je revis les capitaines Ragmey, Metzinger, Henrion, Clerc, Bontemps, Collin, Lebeau, Simonni, Chauveau, et mes camarades Follard, Even, Levavasseur, Lefrançais, Lecoursonnois, Dulieuvre, Quemizet, Lebouvier, Clérault, De Chambray ; je les retrouvais presque tous les jours et nous visitâmes les curiosités de Vienne. J'étais chargé de toucher la solde arriérée de ma compagnie, et je dus voir à ce sujet le commissaire-général Pétiot et le payeur de l'armée ; on nous paya en billets de la banque de Vienne, qui perdaient beaucoup sur le numéraire et que je me vis cependant obligé de faire changer. Je devais aussi m'occuper des objets de rechange, armes et approvisionnements de ma batterie, ainsi que des effets d'habillement nécessaires à ma compagnie. Il me fallut, à ce sujet, voir, outre le général Mossel, les généraux Pernety et Hanicque, les colonels Senarmont et Duchesnoy, les commandants Neigre et Devaux. Je dus aussi me présenter, pour d'autres affaires de service, à l'état-major du général Belliard et chez le général Hulin, commandant de la place. Les premiers jours de mon arrivée, n'ayant point de billet de logement, je m'établis chez Levavasseur ; mais les billets de logement étant une formalité nécessaire, je dus m'en procurer un,

et je fus envoyé dans une maison déjà occupée, où je ne pus rester malgré de nombreux pourparlers. J'en obtins toutefois un second, et j'allai m'installer chez M. Mischel, ancien jurisconsulte, qui possédait un très bel appartement sur le Graben, une des plus jolies places de Vienne ; je n'eus ce logement que le 25, et j'y fus parfaitement reçu. J'eus occasion de rencontrer aussi à Vienne les officiers du génie Marie, Tholozé, Teuiller, Morlaincourt, Clouet, Christin, Riollay, Chazelles et mes anciens amis Clermont et du Coëtlosquet. Sur ces entrefaites, ma division vint passer une grande revue à Schœnbrunn, résidence choisie par l'Empereur Napoléon, et je revis le commandant d'Oudenarde qui était venu quelques instants à Vienne.

Pendant nos marches, j'étais resté longtemps sans recevoir de lettres des personnes qui m'intéressaient, quoique j'eusse toujours eu soin de leur écrire exactement. J'en fus dédommagé dans mon séjour à Vienne, et je trouvai plusieurs lettres de ma famille ; on ne connaissait point encore le sort de mon frère César, mort en Angleterre au mois de novembre ; la santé de ma tante de Lamée ne se rétablissait pas ; on en était inquiet non sans raison, car je sus plus tard que nous l'avions perdue le 20 décembre, lendemain de mon arrivée à Vienne, au moment où je me réjouissais de mon séjour dans cette ville. J'eus aussi des lettres de mon cousin Charles d'Hautpoul et de son beau-fils Elouard de Beaufort ; ils étaient tous deux à Alexandrie, très occupés des immenses travaux de fortification que l'Empereur faisait exécuter autour de cette ville. Enfin, je reçus des lettres de Paris, de Metz, de Lunéville, de Douai, et de plusieurs autres amis me donnant des nouvelles de France ; j'y répondis par quelques détails sur nos campagnes et ce que je voyais d'intéressant ; cette correspondance me fut une occupation supplémentaire.

J'étais toujours amateur de cartes géographiques ; la ville de Vienne avait une grande réputation pour ce genre de commerce, et je profitai de mon séjour et de l'argent que j'avais reçu pour en faire une assez précieuse collection.

Je demurai quinze jours à Vienne ; et tout en m'occupant des affaires à moi confiées pour le service, je parcourus la ville avec mes camarades. Je visitai l'Arsenal qui m'offrit beaucoup d'intérêt ; il est extrêmement curieux pour l'immense collection d'anciennes armures qui y sont rangées dans le plus grand ordre ; toutes celles qui ont appartenu aux anciens chevaliers germains sont de dimension colossale et suggèrent cette réflexion que le genre humain a dû dégénérer depuis cette époque, car aucun homme de notre temps n'aurait pu revêtir de pareilles cuirasses. Je visitai aussi la manufacture d'armes, puis la fonderie qui est très considérable et où l'on venait de fondre une statue équestre de Joseph II, empereur d'Autriche, statue fort belle et destinée à l'ornementation d'une des places de la capitale.

Pendant mon séjour, j'allai au spectacle presque tous les soirs. Au Grand-Théâtre, je vis jouer « *La Caravane du Caire*, » en allemand ; au Théâtre Italien, j'entendis le célèbre chanteur Crescentini et Mlle Campi ; au Théâtre de la porte de Carinthie, j'assistai à un grand concert ; à la Salle Impériale des Redoutes, j'entendis un magnifique oratorio de Haydn. Les Allemands, les habitants de Vienne surtout, sont de grands amateurs de musique, et c'est en général leur divertissement le plus recherché.

Parmi les monuments que je visitai, je dois citer le Palais Impérial, appelé Burg ; il est très vaste, mais assez irrégulier, mais, n'offrant point de façade principale, il a moins d'apparence qu'il ne devrait

en avoir. Il existe près du Palais une très riche bibliothèque, mais je n'eus pas le temps de la voir en détail.

Comme églises les plus remarquables, je citerai la cathédrale de Saint-Étienne, dont on admire la richesse et la vaste étendue; elle a un clocher d'une hauteur prodigieuse et visible d'une très grande distance; l'église de Saint-Pierre; celle des Augustins, où l'on remarque le tombeau de l'archiduchesse Marie-Christine qui est un chef-d'œuvre de sculpture de Canova; celle des Capucins, où sont les tombeaux des empereurs d'Autriche. Il y a aussi plusieurs places remarquables; celle que l'on appelle le « *Hof* » est la plus grande; le « *Graben*, » où j'étais logé est au centre de la ville et forme un carré long fort bien bâti, orné de fontaines, qui sert souvent de promenade aux habitants.

La ville proprement dite n'est pas très étendue, et s'entoure complètement d'une ceinture de fortifications susceptibles d'une très bonne défense; on trouve ensuite des jardins et des terrains vagues qui isolent l'enceinte fortifiée et d'où on entre dans la ville par des portes voûtées; enfin, viennent de vastes faubourgs, beaucoup plus beaux et considérables que la ville même; les rues en sont larges, et la plupart sont remplies d'hôtels et de palais. Je parcourus les principaux de ces faubourgs; celui de Léopoldstadt, près du Danube, d'où l'on voit la magnifique promenade du Prater, située dans une île du fleuve, très à la mode en été, mais à peu près déserte pendant la saison où nous nous trouvions alors; le faubourg de Landstrass est aussi fort beau, et j'y visitai le palais du Belvédère dont le musée est fort curieux. Je parcourus de même le faubourg de Wieden, celui de Mariahülf, qui conduit au palais de Schœnbrunn, celui de Josephstadt; c'est dans un autre faubourg moins vaste que se trouve la

manufacture de porcelaine de Vienne, l'une des plus célèbres de l'Europe.

Nous attendions tous les jours le traité définitif qui devait suivre les conventions arrêtées à Vienne. Les plénipotentiaires de France et d'Autriche s'étaient réunis à Presbourg, et le traité officiel fut signé le 26 décembre entre les deux puissances. Ce traité de Presbourg, qui mettait fin à la guerre, fut bientôt connu à Vienne et donna lieu à des réjouissances publiques. On le célébra le 28 par une grande solennité à la cathédrale de Saint-Etienne; dans le logement que j'habitais nous nous en félicitâmes, mon hôte et moi, avec la plus grande cordialité.

Ce traité dut paraître bien pénible à l'Autriche. Déjà, et dès le commencement de la guerre, Napoléon avait réuni définitivement les Etats de Gènes à la France; par le traité de Presbourg, les Etats de Venise, y compris la Dalmatie et l'Albanie, furent cédés au royaume d'Italie; la principauté d'Eichstett, une partie de l'ex-évêché de Passau, la ville d'Augsbourg, le Tyrol, toutes les possessions de l'Autriche en Souabe, dans le Brisgau et l'Ortenau, furent donnés à la Bavière, au Wurtemberg et à Bade.

En même temps, l'électorat de Bavière et le duché de Wurtemberg furent érigés en royaumes, et le margraviat de Bade en Grand-Duché, en faveur de leurs souverains qui étaient restés alliés à Napoléon. Ainsi fut dissous l'ancien empire germanique et commença ce qu'on a appelé depuis la Confédération du Rhin. Ce fut le 1^{er} janvier 1806 que l'électeur de Bavière et le duc de Wurtemberg prirent définitivement le titre de rois. De plus, la République Helvétique fut déclarée indépendante. Enfin, déjà depuis l'armistice demandé par l'Empereur François, il avait été convenu que l'armée russe évacuerait immédiatement le territoire autrichien, ce qui fut exécuté aussitôt.

Bientôt l'armée française dut songer à quitter Vienne, et je le regrettai. J'étais toujours fort bien traité chez mon hôte, M. Mischel; je voyais tous les jours sa fille et son gendre, un de leurs amis, M. Konopacek et plusieurs autres personnes. J'allai aussi chez M^{me} Nezersta, jeune femme d'une société fort agréable, et pendant le peu de temps que je restai dans cette réunion, je passai de fort jolies soirées animées par la musique et la valse. Le premier jour de l'an, nous fûmes jusqu'à échanger de petits cadeaux d'étrennes. Je commençais à me faire entendre passablement en allemand, et j'obtins de mes hôtes la promesse d'entretenir une correspondance dans cette langue.

L'armée se mit bientôt en mouvement, et je partis de Vienne le 3 janvier 1806 pour aller rejoindre mes division et compagnie, et reprendre la direction de la France.

CHAPITRE V.

Cantonnements en Allemagne. — Evénements de Naples. — Les d'Hautpoul. — Mon admission dans la Garde Impériale. — Séjour à Paris. — L'abbé Liautard et les anciens amis. — Nouvelles militaires et politiques.

Ce fut après avoir pris les ordres du général Mosse que je quittai Vienne, le 3 janvier. Je partis seul avec l'officier du train Dumailly et quelques canonniers qui nous avaient accompagnés à Vienne, devant suivre jusqu'à l'Inn la route parcourue précédemment dans la marche en avant. La division Nansouty et ma compagnie étaient parties en même temps de leurs cantonnements en se dirigeant sur la même route où je devais les rejoindre. Notre voyage, cette fois, ne fut pas très pénible; depuis notre premier passage, les villages s'étaient repeuplés, et les corps de l'armée marchant isolément, nous ne vîmes ni pillage ni trop d'encombrement, et nous pûmes nous loger presque toujours passablement.

Le jour de notre départ, nous allâmes coucher à Sighartskirchen. Le lendemain, nous traversâmes Saint-Polten et poussâmes jusqu'à Melk pour y passer la nuit; de là, nous nous rendîmes à Amstetten, où nous rencontrâmes le capitaine Farjon, venant de France, et couchâmes à Ems. Le jour suivant, nous arrivâmes à Lintz, où nous eûmes, pour la première fois, des nouvelles de la division, qui y était passée le matin; à Lintz, qui est une assez grande ville, je fus le soir à un spectacle allemand.

Continuant notre route par Efferding, nous couchâmes à Bayerbach, où nous eûmes encore des renseignements sur la marche de notre division.

Le 9, nous nous dirigeâmes à gauche sur Raab, où nous rencontrâmes des carabiniers et des cuirassiers. A Riedau, j'envoyai prendre les ordres du général Nansouty, et nous arrivâmes à Neumarck, où je fus bientôt rejoint par le capitaine Cabrié et sa compagnie. Le lendemain, envoyé en avant, je me présentai chez le général Nansouty. Je rejoignis la grand'route après Raab, je traversai plusieurs villages occupés par les carabiniers et je fus jusqu'à Scharding, ville où nous avons passé l'un en venant de France. Le jour suivant, en quittant Scharding, je rencontrai un corps wurtembergeois et je fus rejoindre le capitaine Cabrié au village de Schwend; on nous y logea fort bien dans un joli château où nous séjournâmes pendant neuf jours.

Nous y fûmes parfaitement traités par notre hôte, qui était le bailli du lieu; il y avait plusieurs jeunes gens, avec lesquels je fis souvent des parties de campagne dans les environs, et je profitais aussi d'eux pour continuer à étudier la langue allemande. Nous étions presque devenus des amis; en général, les Allemands sont excellents pour les étrangers: alors même que nous vivions à leurs frais, que nous étions, par conséquent, une charge onéreuse pour eux, si nous leur témoignions des égards, si nous usions de bons procédés envers eux, ils en étaient reconnaissants et nous le prouvaient par les soins les plus empressés. Lorsque nous reçûmes l'ordre de départ, nos hôtes de Schwend nous en exprimèrent de réels regrets.

Nous quittâmes Schwend le 20 janvier; j'allai seul en avant jusqu'à Scharding, où je dus voir le commissaire des guerres et le payeur pour les affaires de ma compagnie. Je me présentai aussi chez le général Nansouty, pour prendre des ordres; je rencontrai chez lui son aide-de-camp, Laloyère, et un employé de son état-major, Larian-

dené, avec lesquels j'eus bientôt occasion de me lier.

C'est à Scharding que je reçus la confirmation des nouveaux malheurs qui venaient de frapper ma famille, et que je redoutais déjà depuis quelque temps; je n'en connus tous les détails que plusieurs jours après, par une longue lettre de mon beau-frère Laperrine; mais je puis les donner ici, puisque je parle de ces nouvelles épreuves de famille.

Ce ne fut qu'après de longues démarches, faites en Angleterre, que l'on sut enfin exactement la mort de mon frère César, qui avait succombé à ses blessures en arrivant à Plymouth, le 11 novembre. Notre excellente tante, Mme de Lamée, qui avait été pour nous une seconde mère, toujours malade depuis la mort de son mari, était décédée le 11 décembre entre les bras de mes sœurs. Ma tante aimait extrêmement mon frère César, qu'elle avait élevé et considérait comme son fils adoptif; dans son testament, elle l'avait institué son légataire universel, mais, inquiète en même temps de sa vie de marin, elle lui avait substitué ma sœur aînée. Dans l'état de santé où était ma tante, on lui laissa ignorer la mort de mon frère, et ma sœur Henriette dut recevoir directement la succession; mais cette bonne sœur se considéra dès ce moment comme mère de famille, et les revenus de son héritage furent employés à venir au secours et de moi et de mon frère, toutes les fois que nous en avons eu besoin. Ma famille avait été cruellement éprouvée, surtout depuis deux ans, et ces derniers malheurs, après tant d'autres, me produisirent une très pénible impression; il ne fallait rien moins que le tourbillon dans lequel je me trouvais engagé par la guerre, la vie fatigante et agitée que j'étais forcé de mener, pour m'aider à supporter cela et pour m'obliger quelquefois à m'en distraire.

Après cette digression familiale, je dois reprendre le cours de mon itinéraire militaire. Parti de Scharding le 21, avec ma division et mon artillerie, et souvent seul en avant pour la distribution des logements et des cantonnements, je me trouvai un moment avec le général Nansouty et son état-major. Je passai à Obernberg, et, de là, à Braunau, où je rencontrai le général La Houssaye; je fus chez le commandant de la place, mais la ville étant déjà suffisamment occupée par la cavalerie, mon artillerie dut aller en cantonnement à Bandshoven; à côté de ce village se trouvait une vieille abbaye où je fus logé avec le capitaine Cabrié. Je vis tous les abbés, et, le soir, nous soupâmes très bien à la table du doyen, avec plusieurs officiers qui y demeureraient déjà depuis quelques jours.

Le lendemain, nous retournâmes à Braunau, et nous passâmes l'Inn pour continuer notre route, pendant laquelle je me trouvai souvent avec le général Nansouty. Après avoir traversé plusieurs villages, nous arrivâmes à celui de Hirsch-Horn, où mon capitaine et moi fûmes logés chez le curé, il nous reconnut pour nous être déjà arrêtés chez lui, lors de notre marche en avant, et nous accueillit parfaitement. Reparti seul le jour suivant, je traversai la petite ville de Eggenfelden, et je poussai jusqu'au village de Hannendorf, où nous logeâmes encore chez le curé de Léon.

Je marchai, le jour suivant, avec la compagnie, à la suite de notre division; nous traversâmes Landau, petite ville sur l'Iser, passâmes auprès du château de Honhart et vîmes coucher au village de Schneiding, toujours chez le curé; c'était ordinairement le logement des officiers, le presbytère étant toujours très bien établi dans les villages. Nous nous arrêtâmes trois jours à Schneiding, et je trouvai là une excellente occasion de changer mes

chevaux, qui tombaient de fatigue. On m'en proposa deux très bons, pour moi et mon domestique, et je me hâtai de profiter de cette circonstance.

Reparti le 27, toujours avec notre division, je passai à Straubing, en longeant le Danube, j'établis alors notre artillerie au village de Acholfing, et nous couchâmes, Cabrié et moi, au château de Busch. Le 28, nous arrivâmes à Ratisbonne (en allemand Regensburg), grande et belle ville sur le Danube. Ayant parqué notre artillerie en dehors, je me rendis en ville pour différentes emplettes que j'avais à faire; je me logeai dans une très bonne auberge. Je parcourus de mon mieux cette ville, le faubourg de Stadthamof qui lui est relié par un beau pont de pierre sur le fleuve; mais je n'eus pas le temps de voir tout ce que j'aurais voulu, et je rejoignis notre artillerie le lendemain pour continuer la route. Nous passâmes à Abach et couchâmes à Obersaal, encore chez le curé du lieu; nous y séjournâmes le lendemain et je fis quelques promenades dans les environs avec Cabrié et Dumailly.

Reprenant ensuite notre chemin, nous traversâmes Abensberg et Neustadt et cantonnâmes à Münchomunster, village et château qui était une commanderie de Malte et où plusieurs commandeurs de cet ordre se trouvaient réunis; le capitaine Cabrié y logea seul et je restai dans le village avec Dumailly. J'allai passer ma soirée chez les hôtes de mon capitaine, et mon nom leur étant connu comme ayant eu un oncle commandeur de Malte, j'en fus fort bien accueilli.

Partis le lendemain, nous passâmes à Vohburg, traversâmes le Danube, et couchâmes à Mœring.

Le 2 février, nous passâmes à Ingolstadt, place forte sur le Danube, à Richstaedt, jolie cité sur l'Atmuhl, et nous arrivâmes au village de Breit où nous logeâmes chez le curé, pendant que l'état-

major de la division s'établissait à Aichstaedt. La principauté d'Aichstaedt était un des états de l'Autriche qui, d'après le traité de Presbourg, avaient été cédés à la Bavière, et la division fut chargée de l'occuper jusqu'à ce que cette cession fût consommée. Nous demeurâmes trois semaines dans cette principauté, l'artillerie toujours dans son cantonnement de Breit. C'est là que je reçus de nouvelles lettres de mon beau-frère, qui me donnaient de longs détails sur nos nouveaux malheurs de famille, et, d'après les pertes que nous avions faites depuis deux ans, je ne pus m'empêcher de lui répondre que je n'ouvrais plus qu'avec inquiétude les lettres venant de Carcassonne.

Pendant notre séjour à Breit, nous allâmes très souvent à Aichstaedt, auprès du général Nansouty ; je revis, à son état-major, Laloyère, Larianderiz, Monbadon, de Marnes ; nous rencontrâmes souvent aussi les généraux Piston et Pélissard. Nous dûmes, en outre, nous mettre en rapport, pour les affaires de la compagnie, avec le commissaire Dieudonné, l'inspecteur Choppin et le payeur Cantarel. C'est à Aichstaedt que nous vîmes pour la première fois le colonel Forno, appelé au commandement du 2^e régiment d'artillerie à cheval, en remplacement du général Mossel, notre ancien colonel, et nous dûmes lui faire notre visite officielle. J'eus encore occasion de rencontrer à Aichstaedt le général Eblé, l'un des principaux chefs de l'artillerie (1).

Notre établissement à Breit fut souvent troublé par de nombreux passages d'infanterie. Tous les

(1) 1758-1812. Devint ministre de la guerre du royaume de Westphalie, fut employé sous Masséna en Portugal, puis en Russie où il rendit les plus grands services, mourut des fatigues endurées après le passage de la Bérézina. Voir sur ce chef d'artillerie, trop peu connu, l'excellent livre de M. M. Girod de l'Ain : *Les Grands Artilleurs*.

officiers vinrent chercher leur gîte chez le curé, de sorte que le presbytère devint souvent une véritable caserne d'officiers, et notre malheureux curé dut plusieurs fois quitter la place pour aller demander l'hospitalité ailleurs. Lorsque les grands passages furent terminés, nous eûmes un bataillon d'infanterie qui vint résider quelque temps avec nous. Le chef de bataillon, M. Meilliet, avait sa femme avec lui, et ils vinrent s'établir chez le curé, où il fallut naturellement leur céder le meilleur appartement. Mme Meilliet était une femme agréable, et elle apporta quelque diversion dans notre vie ordinaire, car nous étions peu habitués à avoir des dames avec nous dans nos stations purement militaires.

Le colonel Forno, qui resta quelque temps à Aichstaedt, voulut voir en détail une compagnie de son nouveau régiment; il vint donc un jour nous passer en revue à Breit; il nous traita avec beaucoup de bienveillance, et je pense aussi qu'il fut content de nous, car nous nous quittâmes en paraissant tous fort satisfaits de cette revue.

Ce fut enfin le 3 février que la division Nansouty quitta Aichstaedt et que nous partîmes de Breit pour prendre une autre direction. Les habitants du pays d'Aichstaedt avaient été mécontents de changer leur nationalité d'Autrichiens en celle de Bavares; mais la charge qu'ils avaient eue à supporter pendant assez longtemps d'une partie de l'armée française finit par leur faire paraître moins pénible ce changement de patrie.

En quittant Breit nous passâmes à Aichstaedt et traversâmes le petit comté et la ville de Pappenheim où était le château des comtes de ce nom. Je marchai quelques instants avec l'état-major de la division; nous passâmes la petite ville de Treutlingen, sur le territoire prussien, en suivant de très mauvais chemins de traverse, et nous fûmes coucher au vil-

lage de Windischausen. Le lendemain, nous rencontrâmes, à Heydenheim, le colonel Belfort ; ayant été jusqu'à Gunzenhausen, nous reçûmes du général Nansouty l'ordre de rétrograder pour aller cantonner à Gnotzheim. De là, nous fûmes à Wurmbach, où nous trouvâmes un rassemblement d'une partie de la division, puis, à travers de fatigants chemins de traverse, nous vîmes passer la nuit à Sachsbad ; nous y demeurâmes, le lendemain, à faire des parties de chasse. Nous allâmes ensuite cantonner à Daun, où nous restâmes quatre jours et où nous rencontrâmes encore des chasseurs. Pendant ce séjour, je fus envoyé au quartier général de la division à Leuchtershausen, en passant par Herrieden. A Daun, je visitai les ruines d'un vieux château et j'allai reconnaître de nouveaux cantonnements dans les environs.

Le 3 mars, par un temps et des chemins affreux, nous nous mîmes en route pour Geslau, assez grand village où nous couchâmes dans une auberge la première nuit. Ce village était déjà occupé par le commandant d'Oudenarde et des cuirassiers, et, après leur départ, nous logeâmes chez le pasteur protestant, leur ancien hôte, qui habitait avec son fils une fort jolie maison ; tous deux parlaient très bien français, et ils nous reçurent avec beaucoup de politesse. Après notre établissement chez le pasteur où nous étions destinés à demeurer assez longtemps, je fus encore à l'état-major du général Nansouty, à Leuchtershausen, et de là à Anspach, assez grande et jolie ville, chef-lieu d'une ancienne principauté de Franconie, donnée à la Bavière par le traité de Presbourg. J'y logeai dans une auberge et rencontrai là MM. Laloyère, Thierry, Thiébauld, Larianderie, de Marne, de l'état-major de la division ; je vis aussi le colonel Doumerc, le colonel Forno, le commandant Lepin, et je visitai encore le

général Eblé, logé dans l'ancien château des seigneurs d'Anspach. Reparti de cette ville, je revins à Geslau chez le pasteur, où nous demeurâmes jusqu'au 16 juin.

En raison de la vie active et agitée dont j'avais pris l'habitude, notre séjour à Geslau, le plus long que nous ayions fait depuis longtemps, m'aurait paru insupportable si je n'avais trouvé l'occasion de l'animer, soit par des occupations intérieures, soit par de nombreuses courses, de plaisir ou de service, dans les environs. Le repos était devenu une véritable fatigue pour moi; aussi puis-je me vanter d'avoir bien connu le pays d'Anspach, que nous étions chargés de maintenir.

Nous étions parfaitement établis chez le pasteur, M. Obermeyer; son fils, un peu plus âgé que moi, fut bientôt nommé vicaire auprès de son père. J'étais logé chez eux avec le capitaine Cabrié, et nous vécûmes ensemble pendant tout le temps de notre séjour. Nous faisions habituellement trois repas complets, déjeuner, dîner et souper, et nous finîmes par être liés avec nos hôtes comme avec de vieux amis. Le pasteur avait une assez belle bibliothèque dont je profitai pour mes lectures; je m'arrangeai aussi avec mes hôtes pour étudier à fond la langue allemande et je trouvai en eux de très bons professeurs. Le soir, nous jouions aux échecs ou à différents jeux de cartes; enfin, dans les moments libres de la journée nous allions faire des promenades aux environs.

La contrée que nous habitions était très peuplée de gibier; le capitaine Cabrié et le fils du pasteur étaient fort bons chasseurs, et nous allions presque tous les jours à la chasse. Je n'avais jamais eu le temps de me livrer à cet exercice; aussi me fis-je assez longtemps remarquer par ma maladresse; je finis cependant par rapporter quelquefois ma quote-part.

Je devais encore en même temps seconder mon capitaine et m'occuper avec lui de notre compagnie, qui cantonnait dans le village ; nous allions voir nos canonniers et nos chevaux et passer même de petites revues de détail. Nous allions souvent aussi voir du Mailly et notre train d'artillerie, cantonnés au village de Windelsbach, peu éloigné de Geslau.

Le quartier général de ma division était établi à Leutershausen, et en partie dans la ville même d'Anspach. Nous avions, en outre, un grand parc d'artillerie cantonné à Lehrberg ; enfin se trouvait près de nous la petite ville de Rothenbourg, où nous allions faire les emplettes qui nous étaient nécessaires, et aussi le bourg et les bains de Wildbad, rendez-vous de plaisir pendant l'été et but de promenade pour nous. Tous les lieux que je viens de citer et tous les villages intermédiaires étaient occupés non seulement par les troupes de notre division, mais aussi par d'autres corps d'infanterie et de cavalerie. Dans nos diverses courses au quartier général et dans les villes voisines, nous eûmes bientôt fait connaissance avec les officiers de tous les cantonnements, et nous finîmes même par nous faire presque tous les jours des visites réciproques. C'est ainsi que je me trouvai souvent avec les capitaines Peyronnet et Brocard et un assez grand nombre d'autres officiers qui venaient de temps en temps dîner avec nous à Geslau, de même que nous allions aussi passer des journées avec eux dans leurs cantonnements ; dans ces réunions, la chasse et le jeu étaient notre principale récréation, et le soir le punch n'était pas épargné. Nos hôtes se prétaient de leur mieux à tous ces mouvements de visites ; au lieu de quatre, nous étions parfois huit ou dix à table, et jamais nous ne manquions de rien.

De ces fréquentes promenades, je me souviens

particulièrement du pasteur de Buch et de celui de Kirnberg, où je trouvais des jeunes personnes fort gaies et aimables. J'allais très souvent aussi à Rothenbourg, surtout avec le fils du pasteur; devenu vicaire et devant succéder à son père, il se disposait à se marier, et sa prétendue appartenait à une famille de Rothenbourg où il y avait plusieurs dames et jeunes filles de société fort distrayante. Notre jeune vicaire m'y présenta, et, dès ce moment, Rothenbourg devint un des principaux buts de nos promenades; nous y eûmes même de temps en temps quelques soirées dansantes.

A Geslau, j'eus la curiosité d'aller quelquefois entendre le prêche et l'office des protestants; la morale qu'on y expliquait était fort bonne, sans doute, mais ce culte me parut bien froid et bien insignifiant auprès du culte catholique. Je me trouvai à Geslau pendant la semaine sainte et le jour de Pâques, et c'est à peine si je m'aperçus de quelque différence avec les autres temps de l'année.

Pendant toute la durée de notre séjour, nous avions presque continuellement des relations de service avec l'état-major de la division et le grand parc d'artillerie; j'étais, ordinairement, chargé de ces relations. Mes courses avaient toujours lieu à cheval; cependant, aux premiers moments de notre séjour, le froid fut assez vif pour que je dusse me servir d'un traîneau. J'allais donc très souvent à Leutershausen, où était le général Nansouty, et où je voyais fréquemment le général Pélistard, le colonel Doumerc, MM. de Laloyère, de Marne, Thiébaud et sa femme, nouvellement arrivée près de lui, Larianderie, chargé des fonctions de directeur de la poste, l'inspecteur Diendoné, le sous-inspecteur de Fajac et les autres employés de la division; je vis aussi quelquefois le général La Houssaye. Je retrouvai la plupart de ces officiers dans mes

voyages à Anspach, où j'allais presque toujours en quittant Leutershausen. J'y voyais, en outre, le colonel Forno, le général Eblé et le capitaine Valazé. Nous avions de plus de fréquents rapports avec le parc d'artillerie cantonné à Lehrberg, où je trouvais le colonel Navelet, les commandants Juvigny, Cachardy, et les officiers attachés au parc, Guériot, Pinondelle, Houdard, Putheau et autres. Je rencontrai les capitaines de houzards de Villers et de Bar, que j'avais connus à Saint-Omer. La plupart de ces officiers, que je voyais presque chaque jour à Anspach, Leutershausen ou Lehrberg, venaient souvent jusqu'à Geslau en parties de campagne, et cet échange continu de visites animait beaucoup notre cantonnement.

C'est dans mes voyages au quartier général, et surtout à Anspach, que j'apprenais les divers événements qui se passaient en Europe. L'Empereur, en quittant Vienne, était retourné directement à Paris, et la Garde Impériale, ainsi que plusieurs autres corps, avaient déjà passé le Rhin pour rentrer en France.

Nous apprîmes aussi que Pitt, le plus violent ennemi de notre patrie, était mort le 23 janvier 1806, et que, vers la même époque, avaient eu lieu quelques essais de combats sur mer, qui ne furent plus que les derniers soupirs de notre marine.

Le 28 du même mois, un sénatus-consulte avait décrété l'érection d'un monument à Napoléon, monument qui est devenu la magnifique colonne de la place Vendôme, à Paris. Nous connûmes aussi les récompenses que l'Empereur avait accordées à l'armée. Quoique je n'eusse pas vu le général d'Hautpoul depuis longtemps, je sus qu'il avait été élevé au titre de grand cordon de la Légion d'honneur; quant au général Nansouty, il avait été nommé grand officier. Le prince Marat fut nommé grand duc de

Berg et de Clèves. Après la conclusion de la paix avec l'Autriche, le maréchal Masséna, avec les généraux Saint-Cyr et Régnier, fut envoyé dans le royaume de Naples, sous prétexte de la violation, par Ferdinand IV, du traité du 21 septembre 1805; je reçus, en effet, une lettre d'Edouard de Beaufort, qui faisait partie de cette expédition avec mon cousin Charles d'Hautpoul. Joseph Bonaparte, au profit duquel avait lieu cette expédition, fit son entrée à Naples le 15 février. Le roi Ferdinand, expulsé de sa capitale, se retira en Sicile, et, le 30 du même mois, Joseph Bonaparte fut proclamé roi de Naples.

Bientôt le capitaine Gabrié reçut sa nomination au grade de chef d'escadrons, et alors il se déchargea sur moi du commandement de la compagnie et me remit tous les papiers la concernant; ce fut pour moi une occupation de plus et m'obligea d'aller plus souvent encore à Leutershausen et à Anspach, où je me trouvais en rapport direct avec le général Nansouty. A Geslau, j'eus aussi à distribuer de l'avancement et quelques décorations à mes sous-officiers et canonniers.

La belle saison approchait et nos courses de plaisir se renouvelaient de plus en plus, surtout à Wildbad où se réunissait ordinairement la meilleure compagnie des environs; il y avait un château avec de vastes allées, et nous y eûmes de nombreuses réunions et même de fort jolis bals. Je me trouvais aussi à Anspach à l'époque d'une foire qui attirait beaucoup de monde et j'y rencontrai beaucoup d'officiers venant partager cette nouvelle distraction avec les habitants.

Parmi les récompenses que j'avais vu distribuer, on m'avait fait espérer que je pourrais être proposé pour la croix de la Légion d'honneur; mais ne l'ayant pas reçue en même temps que quelques-uns de mes officiers, je n'y pensais plus, lorsque, me

trouvant à Anspach chez le colonel Forno, je reçus par lui une lettre du Ministre de la Guerre qui me nommait lieutenant dans l'artillerie à cheval de la Garde Impériale à la date du 1^{er} mai; ce qui me donnait le rang de capitaine que je recevais ainsi bien avant les officiers de ma promotion. Je sus aussi par une lettre de Folard qu'il avait été nommé en même temps que moi dans la même Garde. Je revins annoncer ces nouvelles à l'Etat-Major du général Nansouty et à Geslau; je reçus de nombreuses félicitations, et je pensai bientôt à mon départ pour Paris. J'eus cependant à régler toute la comptabilité et les affaires de la compagnie, et cela m'attira encore plusieurs fois à Leutershausen et à Anspach. Je fis dans cette dernière ville une rencontre que je regrettai bien de n'avoir pas faite plus tôt : celle de M^{me} de Cherisey, une de mes anciennes connaissances de Metz, et qui se trouvait là avec une des demoiselles du Hautoy. M^{me} de Cherisey avait émigré et habité Anspach pendant longtemps; retournée à Metz au milieu de sa famille, elle était revenue passer quelque temps à Anspach pour y revoir d'anciens amis. Nous parlâmes beaucoup de nos réunions de Metz, et l'on conçoit combien cette rencontre me fut agréable.

Pendant mon séjour à Anspach, j'eus occasion de voir aussi le maréchal Bernadotte, le baron de Seckendorf et la femme du général Maison, qui allait rejoindre son mari. Enfin je pris congé du colonel Forno, du général Nansouty et de tous les officiers de son état-major; je reçus une feuille de route et je revins à Geslau pour préparer mon départ. Je me mis en route à cheval et sortis de Geslau, le 17 juin, suivi d'un canonnier de ma compagnie; je fus accompagné par le commandant Cabrié et mes hôtes jusqu'à Rothenbourg, où nous nous séparâmes en nous témoignant les plus vifs regrets et la promesse de rester en correspondance.

Durant les derniers temps de mon séjour à Geslau, j'avais écrit au général d'Hautpoul, à ma famille en Languedoc et à mes anciens amis de Paris, de Metz et de Douai, pour leur faire part de ma nouvelle position.

Après nos adieux de Rothenbourg, je continuai ma marche seul et vins, le même jour, coucher au village de Brettheim. Le lendemain, je passai à Kirchberg, village et château situés dans une contrée pittoresque, et je fus à Hall, assez belle ville dans une gorge de montagnes, sur le Kocher ; cette ville est montueuse, et elle a même des rues en escalier ; je visitai les salines assez célèbres qui en dépendent. Le jour suivant, j'eus à parcourir de mauvais chemins de traverse et un terrain accidenté ; je passai dans des villages avec châteaux, et j'arrivai à Backnang, petite ville sur la Muhr. Je trouvai là un parc d'artillerie, et j'y vis le commandant Villeneuve et les officiers Jault, Leclerc et Chazelles.

Le 20, je partis avec Jault et Leclerc, et ayant rejoint une route, nous traversâmes Wienenden, Weiblingen, Canstatt, et nous allâmes à Stuttgart, capitale du royaume de Wurtemberg, Nous parcourûmes toute la ville, visitâmes les promenades, le musée d'histoire naturelle, le cabinet de sculpture, le palais du Roi, et nous nous rendîmes, le soir, au spectacle allemand.

Reparti seul de Stuttgart le lendemain, je rencontrai mes camarades Rieussec et Durbach, qui venaient d'être admis comme moi dans la Garde Impériale. Continuant ma route avec Rieussec nous passâmes à la petite ville de Léonberg ; là, nous nous arrêtâmes pour aller faire une visite au comte d'Hunoldstein, grand veneur du roi de Wurtemberg, et dont j'avais connu la famille à Metz ; il nous présenta à sa femme et à sa fille, et après nous être

arrêtés une partie de la journée, nous fûmes coucher à Pfortzheim, assez grande ville sur l'Entz.

Le jour suivant, nous fûmes rejoints par Durbach ; nous traversâmes la petite ville d'Ettinghen, et après être descendus dans la vallée du Rhin, nous fûmes à Radstadt, jolie ville sur le Murg ; nous la parcourûmes et visitâmes le château électoral et le parc.

Le 23, nous passâmes à Liechtenau, à Bischoffsheim, et nous arrivâmes au fort de Kehl, sur la rive droite du Rhin ; nous traversâmes ce fleuve sur un pont de bateaux, et nous étions contents de nous retrouver sur le territoire français. Nous arrivâmes à Strasbourg, du côté de la citadelle, et on nous logea, par billets, à l'hôtel de la « Lanterne ». Nous nous y arrêtâmes trois jours, pendant lesquels j'eus le temps de parcourir la ville et les fortifications. Je visitai la cathédrale, célèbre par son clocher ; aux quartiers d'artillerie Saint-Nicolas et du Dauphin, je rencontrai les officiers Florimer, Lefrançais, Hortet, Butor, Thomas, Ducros, Barré, Drionville. Je visitai aussi la fonderie ; j'espérais y retrouver M^{me} Valette, femme du directeur, que j'avais connue à Metz, mais elle était absente. Je rencontrai en outre à Strasbourg M. et M^{me} Sirodot, à qui j'avais servi de témoin lors de son mariage à Douai ; je vis aussi le commandant Pelletier, dont j'aurai occasion de reparler plus tard. Enfin, j'allai voir le spectacle et la promenade du Contades.

Le 26, je repartis de Strasbourg avec Rieussec ; nous passâmes à Saverne, où nous vîmes les restes du célèbre château de cette ville ; nous franchîmes ensuite la chaîne de montagnes qui ferme la vallée du Rhin, et prenant la direction de Lunéville, nous arrivâmes à Phalsbourg, que nous parcourûmes ; et ayant vu un jardin dont l'enceinte offrait quelques ouvertures, nous y entrâmes et trouvâmes le maître

de la maison avec sa femme et plusieurs jeunes personnes qui voulurent bien prendre en bonne part notre visite passablement indiscreète et nous invitèrent même à une soirée fort agréable. De Phalsbourg, nous passâmes par Sarrebourg, Blamont, et nous parvînmes à Lunéville, où nous logeâmes à l'auberge. Je visitai le beau parc et le château de Lunéville. Le lendemain, nous nous remîmes en route vers Nancy, par Saint-Nicolas. A Nancy, je rencontrai le capitaine Georges, et j'allai voir M. de La Vieuville, ainsi que M. et M^{me} Gérard, mes anciens amis de Versailles pendant la Terreur; je parcourus ensuite la belle promenade de la Carrière, et terminai la journée au spectacle.

Le 29, ayant laissé mon canonnier et mes chevaux avec Rieussec, je partis seul par la diligence; je passai à Pont-à-Mousson et j'arrivai à Metz, où je m'arrêtai huit jours dans l'intention d'y revoir mes anciennes connaissances. Je rencontrai les anciens officiers attachés à l'Ecole, les capitaines Emy, Bigot, Teulier, Aubert, et mes camarades Gresset, Verdon, Merlis, Moisson, Gardel, Huot, Bobilier, Solomiac; je retrouvai M^{me} Marie, chez qui je me rendis à peu près tous les jours, M^{me} de Vaublanc, du Coudray, Valette, Chevery, de Briey, d'Halcott, Rouillon, de Lardemelle, M. et M^{me} de Rozières et M^{lle} de Fiquemont, et une demoiselle du Hautoy. Je rencontrai, enfin, MM. de Batilly, d'Hunolstein et d'Haros. Je regrettai fort de ne plus y retrouver la famille de Marsillac, qui avait déjà quitté Metz depuis quelque temps, mais je sus employer mon temps d'une manière très agréable durant mon séjour en cette ville.

Je repartis de Metz par la diligence de Paris le 8 juillet. On s'arrêta, pour dîner, à Mars-la-Tour, et l'on coucha à Verdun. Le lendemain, déjeuner à

Clermont, dîner à Sainte-Menehould et gîte à Châlons, car les diligences s'arrêtaient alors plusieurs fois par jour. Ensuite nous déjeunâmes à Epernay, passâmes à Dormans, dinâmes à Château-Thierry et couchâmes à La Ferté-sous-Jouarre. Le 11, enfin, après avoir dîné à Meaux, nous arrivâmes à Paris. Je descendis à l'hôtel des Bains, rue de Richelieu, appelée alors rue de la Loi, où je retrouvai mes camarades Rieussec et Durbach. Après quelques instants de repos, nous nous rendîmes à l'Ecole militaire chez le général Coin, commandant l'artillerie à cheval de la Garde.

Jusque là, l'artillerie de la Garde Impériale n'avait été composée que d'un seul escadron, c'est-à-dire deux batteries. L'Empereur, satisfait des services qu'avait rendu cette arme à Ulm et à Austerlitz, en forma un régiment de trois escadrons et composé de six batteries. Les premiers officiers de cette artillerie étaient presque tous d'anciens soldats, et, dans l'augmentation que fit l'Empereur, il choisit des officiers sortant de la classe des élèves et qui avaient fait les dernières campagnes; mais pour conserver les prérogatives de la Garde, les premiers furent placés en tête des six batteries et eurent ainsi un très grand avancement; tandis que les entrants, quelle que fût leur ancienneté, furent placés après eux, et de cette façon, sous le rapport de l'avancement réel, mon entrée dans la Garde ne fut pas très avantageuse. J'y avais bien le rang supérieur, mais mon service de lieutenant fut beaucoup plus prolongé qu'il n'eût été dans la ligne. Parmi les officiers nouveaux, un seul entra d'emblée comme chef d'escadrons, cinq comme capitaines, et tous les autres avec le grade de lieutenant et classés même après plusieurs sous-officiers nommés peu de jours auparavant; tandis que, parmi les premiers, il y en eut quelques-uns qui passèrent presque

immédiatement du grade de lieutenant en second à celui de capitaine-commandant.

Le soir même de mon arrivée dans la capitale, je me rendis chez M^{me} de Scitivaux, qui avait quitté Soissons pour se fixer à Paris ; j'avais quelques commissions de Metz à lui remettre. Je rencontrai chez elle MM. d'Aigremont et de La Vieuville, et je commençai à faire toutes mes visites. Ma tante, M^{me} Pons, se trouvait à Toulouse et je ne vis que son mari qui la rejoignit bientôt. De là, j'allai chez mes cousines M^{mes} d'Hautpoul-Félines et d'Hautpoul-Beaufort, chez M. de Bermond et chez M. et M^{me} d'Hultz. Parmi mes anciens amis laissés à Paris, un grand nombre se trouvait encore à la campagne ; je retrouvai cependant les familles Hervé, Pajot et d'Orville, M. et M^{me} de Fourmont, M. et M^{me} Fabre de l'Aude, M^{me} Lockaert, la famille de Badens, M^{me} de Failly, M^{me} de Montchenu, M. et M^{me} de Lierville, M. Colchen, ancien préfet de Metz, M. et M^{me} Barthélémy, M^{me} d'Aumont, aussi de la société de Metz, et encore ces personnes, pour la plupart, ne se trouvaient à Paris que momentanément.

Au milieu de toutes ces visites je m'occupai de chercher un logement et je m'établis enfin rue Saint-Dominique, n° 102, où mon camarade Folard vint, bientôt après, loger avec moi.

Après avoir fait mes visites officielles à tous les officiers du régiment, je fus reçu, suivant les formalités d'usage, dans la 6^e compagnie commandée par le capitaine Couin.

Je m'occupai aussi, et activement, de mon nouvel uniforme. Il était à peu près le même que celui de l'artillerie à cheval de la ligne, mais beaucoup plus riche. Nous avions pour coiffure le kolback au lieu du shako ; nous portions de même le dolman, la pelisse et la hongroise et tous les accessoires, mais

bien plus chargés d'ornements que nous ne les avions dans la ligne. L'équipement du cheval n'était pas moins remarquable par son luxe : la schabraque, au lieu d'être en drap, était en peau de tigre garnie de galons d'or. Ce nouvel équipement m'occupa assez longtemps et je pus me mettre en mon nouvel uniforme pour la première fois à une grande revue passée le 26 juillet, au Champ-de-Mars, par l'Empereur.

Tout le régiment étant réuni à l'Ecole Militaire, nous étions occupés souvent de manœuvres de cavalerie et d'artillerie ; et bientôt mes journées se partageaient ainsi entre le service militaire et la vie passablement mondaine que j'avais interrompue quelque temps et que je recommençai avec mes anciennes connaissances. Comme plaisirs de l'été, on avait alors les promenades au bois de Boulogne avec son bel établissement du Ranelagh, et, dans Paris, les soirées de Frascati et les divers spectacles, où j'allais quand je n'avais pas de réunions particulières.

M^{me} de Scitiaux, qui sortait fort peu le soir et qui, par conséquent, avait toujours du monde, était souvent une grande ressource pour la fin de mes journées. Je fis connaissance chez elle avec M. et M^{me} Lemonnier, qui donnaient, pendant l'hiver, de brillantes soirées ; j'y vis aussi M^{lle} de Goumoens, d'une ancienne famille suisse, M^{lle} Duplan, M^{me} Dédier, la famille de Tracy, chez laquelle je fus fort bien reçu, M. Clément de Ris et autres. Chez ma cousine d'Hautpoul-Félines, qui recevait toujours sa société ordinaire, je retrouvai sa mère, M^{me} Lenoir, qui suivant son habitude me trouva encore grandi, et sa fille Eléonore que je trouvai, à mon tour, très grande en réalité. Je vis aussi chez elle M. et M^{me} de Parry, avec qui je fus fort aise de faire connaissance. Chez ma cousine d'Hautpoul-Beaufort, outre les personnes de ses réunions habituelles, je rencontrai le prince Ferdinand de Wurtemberg, qui

était un des admirateurs de son esprit. J'aurais bien voulu revoir aussi une autre cousine, la femme du général d'Hautpoul, mais une maladie grave qui avait suivi ses premières couches ne me le permit pas.

Dès les premiers temps de mon retour à Paris, je m'empressai d'aller voir M. Liautard. Il avait fondé, rue Notre-Dame-des-Champs, une maison d'éducation qui avait un grand succès et qu'il me fit visiter dans tous ses détails. Cette institution fut classée plus tard parmi les collèges de Paris sous le nom de collège Stanislas.

Outre les officiers du régiment, je retrouvai un grand nombre de mes anciens camarades : MM. Marion, Lévêque, Lambert, Maletette, Fabre d'Eglantine, Plazanet, Héron, de Villefosse, ingénieur des mines, Sircigne, Mescure et un M. Rabilly, dont j'ai déjà parlé.

Les nouveaux venus dans la Garde, qui se trouvaient plus nombreux que les anciens, durent donner à ceux-ci un grand repas de corps ; nous nous réunîmes environ quarante, et on doit penser que, dans ce banquet militaire, les vins de toute espèce ne furent pas épargnés.

Après mes occupations de Paris, je voulus revoir aussi mes anciens amis de Versailles. J'y retrouvai M^{me} de Maupeou, les familles de Lile et de Camelin, le vieil abbé de Viguier, MM. Grandpré et Formentin et enfin la bonne sœur François, qui me rappelaient tous de si bons et de si pénibles souvenirs. Je voulus aussi visiter le manège où j'avais pris mes premières leçons d'équitation ; j'y vis l'un de mes instructeurs, M. Coupé ; l'autre, M. Jardin, était employé dans la maison de l'Empereur. Le hasard me fit rencontrer aussi mes anciens camarades Vanoise et Saint-Vincent.

De retour à Paris, nous étions tous excessivement

occupés de manœuvres, d'instructions, de théories et de revues passées ordinairement par l'inspecteur Daru. L'artillerie de la Garde avait été presque triplée par des officiers et canonniers sortant de tous les régiments de la ligne ; il était indispensable, par conséquent, de nous réunir souvent pour mettre de l'ensemble dans nos manœuvres. C'était ordinairement le colonel Dogereau qui nous dirigeait, car il commandait le régiment beaucoup plus réellement que le général Couin.

J'avais contracté l'habitude d'une vie tellement active que, même dans les intervalles du service, j'étais toujours en mouvement, soit pour des visites dans les divers quartiers de Paris, soit pour des parties de campagne, et bientôt aussi toutes mes soirées furent constamment employées.

Outre les personnes que j'ai déjà nommées, je voyais le général d'Harville, membre du Sénat, et le père de mon ancien ami de Tascher, qui était aussi sénateur. Chez M^{me} de Scitivaux où je continuais d'aller très souvent le soir, je fis connaissance avec M. et M^{me} Mick de Scitivaux, ses neveu et nièce, avec M^{me} Foucher, femme du général d'artillerie, qui était citée pour sa beauté à la cour de Napoléon, comme M^{me} Dulauloy, femme aussi d'un général d'artillerie ; j'y rencontrai encore M^{lle} du Barail, M^{lle} de Montillet, personne fort aimable dont les parents étaient infirmes et qui s'était mise sous la protection de M^{me} de Scitivaux. J'y connus également M^{me} Roger, femme d'un financier fort riche et mère de l'auteur Roger de Beauvoir.

Je retrouvai avec grand plaisir à Paris M. et M^{me} Gervillers de Frazé. M. de Frazé était le petit-fils de notre ancienne amie de Meudon, M^{me} d'Arconville. Je vis aussi M^{me} de Briey, que j'avais connue à Metz, M^{me} Goral, de Douai, et c'est ainsi que j'étais tous les jours le cercle de mes connaissances.

Chez ma cousine d'Hautpoul-Félines, je connus encore M^{me} de Lapeyrouse, M. de Catelan ; quant à ma cousine d'Hautpoul-Beaufort elle avait été passer la fin de l'été à la campagne chez son oncle, M. de Marsollier, et je fus ainsi quelque temps sans la voir ; elle s'occupait alors de son roman de Childéric qui eut un assez grand succès.

Parmi mes camarades, je rencontrai encore Hurtrelle, Lasnon et le jeune de Marcillac qui venait d'entrer dans l'artillerie. Enfin avec MM. Pajot je revins encore de temps en temps aux séances de la loge de l'Union.

A cette époque, je vis arriver à Paris le général d'Hautpoul, qui venait d'être élevé à la dignité de sénateur ; il était fort affligé de l'état de santé de sa femme, qu'il eut à peine le temps de voir. Il se trouva à la fête de l'Empereur, qui fut célébrée, comme à l'ordinaire, par des illuminations et des feux d'artifice.

Je n'ai point encore parlé de mon jeune frère Alphonse, qui avait été admis vers la fin de l'année précédente à l'Ecole militaire de Fontainebleau avec une dispense d'âge de quelques mois ; il m'écrivait souvent et j'allai le voir à son école. J'eus l'idée de m'y rendre dans ma grande tenue ; l'arrivée d'un officier de la Garde revenant d'Austerlitz et de la Grande-Armée produisit un effet prodigieux parmi ces jeunes aspirants militaires.

J'avais été voir, en arrivant, le général Bellavène pour obtenir une exemption de travail pour mon frère et je passai deux jours avec lui à Fontainebleau ; il n'avait alors que seize ans et demi et fut très fier de montrer à ses camarades un frère aussi brillant, ce qui m'amusa beaucoup en pensant qu'un simple lieutenant produisait un si grand effet sur cette masse de jeunes gens.

A mon retour à Paris, les anciens officiers de

l'artillerie de la Garde voulurent rendre aux nouveaux venus le repas que nous leur avions donné. Ce banquet fut splendide, mais dégénéra un peu en orgie, et je m'en échappai, dès que je le pus, pour retourner dans mes soirées habituelles.

La plupart des corps de la Grande-Armée étaient restés en cantonnement en Allemagne, surtout dans les provinces qui avaient été enlevées à l'Autriche; ils étaient, en même temps, chargés de surveiller la Prusse, dont les intentions paraissaient toujours fort suspectes à notre égard. L'Empereur avait fait avec la Prusse, dès le 8 mars, un traité ratifiant la convention de Vienne, du 15 décembre 1803. Le 1^{er} avril, le roi de Prusse fit de son côté une proclamation relative à la possession du Hanovre. L'Angleterre et la Russie avaient déjà adressé de vifs reproches au roi de Prusse sur son inaction pendant la campagne de 1803, et, le 20 avril, l'Angleterre lança un manifeste menaçant contre cette puissance, ce qui rendait toujours notre position fort incertaine en Allemagne.

Le 20 juin, l'Empereur forma le royaume de Hollande, dont il nomma roi son frère Louis, et il fit en même temps Talleyrand prince de Bénévent.

Ce fut à cette époque que l'Empereur Napoléon s'occupa de la Confédération des Etats du Rhin, par un traité conclu le 12 juillet avec la plupart des princes de l'Allemagne. Ils furent détachés de l'ancien Empire pour former la Confédération du Rhin, dont l'Empereur se proclama le « protecteur »; par ce traité, notifié le 1^{er} août à la diète de Ratisbonne, l'empereur François II se résigna à n'être plus que l'empereur d'Autriche, sous le nom de François 1^{er}.

En même temps, le général Marmont prenait possession de Raguse, et, dans le royaume de Naples, les généraux Saint-Cyr et Régnier ache-

vèrent de soumettre les Calabres près de Sainte-Euphémie, tandis que Masséna s'emparait de Gaëte après un siège long et difficile. Mon cousin Charles s'y distingua et y reçut la croix de commandeur de la Légion d'honneur.

Le 20 juillet, des préliminaires de paix furent conclus entre la France et la Russie, mais ces puissances n'étaient de bonne foi ni l'une ni l'autre. La Russie voulait seulement gagner du temps pour recruter ses armées; aussi chercha-t-elle bientôt un prétexte pour rompre les préliminaires de ce traité.

L'Empereur, tout en observant les dispositions des puissances d'Europe, s'occupait à Paris des lois intérieures de la France, et ce fut alors qu'il promulgua son code de procédure civile. Vers cette même époque nous reçûmes des nouvelles d'outre-mer, qui, depuis plusieurs années, ne nous annonçaient que de fatales catastrophes; cette fois, nous apprîmes que le nègre Dessalines avait fait massacrer tous les blancs qui se trouvaient au camp français; mais, entièrement occupés des affaires du continent, les nouvelles maritimes nous étaient devenues presque étrangères.



CHAPITRE VI

Continuation du séjour à Paris. — Bruits de guerre avec la Prusse. — Le général d'Hautpoul. — En route pour le Languedoc. — En famille. — Le choléra à Carcassonne. — J'échappe à la mort. — Ma convalescence. — Nouvelles de la campagne de Prusse. — Retour à Paris. — L'hiver de 1806-1807. — Nouveau départ pour l'Allemagne.

A Paris, quelques bruits de guerre avec la Prusse commençaient à se répandre. Les jeunes officiers nouvellement promus dans la Garde impériale s'en félicitaient, et l'on pense bien que j'étais de ce nombre.

En attendant, je ne négligeais aucune occasion de profiter de mon séjour à Paris. Je voyais souvent M. Liautard, et il m'invita à assister à la distribution des prix de sa maison d'éducation, qui fut célébrée en grand apparat; je retrouvai là les abbés Borderiès et Froment, avec lesquels j'avais été lié.

Je faisais souvent aussi des parties de campagne à Nogent-sur-Marne, chez M^{me} Fabre de l'Aude, à Vaugirard chez M^{me} de Fourmont, à Meudon et à Versailles. Un jour, de Versailles, j'allai, par Pontchartrain et Neauphle, jusqu'à Marcq, où se trouvait la famille de Lile; j'avais fait ce petit voyage avec Auguste de Lile, et je rencontrai sa sœur, alors M^{me} Pinsot.

De là, je me rendis à Goupillières chez M^{me} de Marsollier, où je trouvai ma cousine d'Hautpoul-Beaufort.

De retour à Paris, les nouvelles de guerre me furent confirmées, et quelques préparatifs se faisaient déjà.

Le 11 septembre, l'Empereur passa une revue

solennelle de toute la Garde dans la plaine des Sablons. Cette revue fut extrêmement pénible ; une pluie torrentielle tomba toute la journée, et le terrain était si détrempé que nous fûmes en même temps inondés et couverts de boue. C'était la première fois que je mettais mon grand uniforme en représentation ; il était tout neuf, et le soir on aurait cru qu'il avait fait plusieurs campagnes. Un grand nombre de recrues était arrivé à l'École Militaire ; l'Empereur voulut les voir le même jour et je fus chargé d'aller les chercher, ce qui prolongea encore pour moi cette pénible revue. Rentré enfin chez moi, je dus faire sécher mon uniforme et y faire procéder même à quelques réparations assez dispendieuses. Malgré les fatigues de cette journée, je me rhabillai en bourgeois pour aller dîner et passer ma soirée en ville, suivant mon habitude. J'allai aussi chez le prince Ferdinand de Wurtemberg pour lui donner des nouvelles de ma cousine d'Hautpoul-Beaufort. A cette époque, M^{me} de Scitivaux quitta Paris pour retourner à Metz.

Après notre revue en grande tenue, nous en passâmes une autre en tenue de route, et, la guerre paraissant positive bien que la déclaration n'en eut point encore paru, la Garde commença de se mettre en mouvement. La 1^{re} compagnie de mon régiment, commandée par le capitaine Marin, partit le 15 septembre avec une division de la Garde, et, trois jours après, la 4^e compagnie, sous les ordres du capitaine Sandras, partit aussi avec une autre division de la Garde ; ces deux compagnies formaient le 1^{er} escadron du régiment ; les 2^e et 5^e compagnies, formant le 2^e escadron, partirent le 21, sous le commandement des capitaines Pommereuil et Lafond ; le 3^e escadron, composé des 3^e et 6^e compagnies, dont je faisie partie, fut désigné pour rester

à Paris; j'étais désespéré. Je voulais changer de compagnie, mais je ne pus l'obtenir et il fallut me résigner; je cherchai à me dédommager par la société et les distractions de Paris.

Je me rappelle avoir vu à cette époque un petit théâtre très ingénieux, le spectacle mécanique de Pierre. Je visitai aussi l'Exposition, qui fut très brillante cette année. Je rencontrai encore quelques anciens amis et camarades qui passaient à Paris, Clouet, Gresset, Scipion du Roure, etc...

Le général d'Hautpoul partit aussi pour retourner à l'armée; je lui fis mes adieux, ne pensant guère alors que je ne devais plus le revoir; je retrouvai chez lui le général Vandamme, qui se disposait aussi à se mettre en route. Je recevais assez souvent des nouvelles de mon ancien capitaine Cabrié, qui ne me parlait aussi que des préparatifs d'une nouvelle campagne, et je ne pouvais que me désoler du numéro de ma compagnie qui me retenait à Paris. Je voulus au moins profiter de ce repos forcé en demandant un congé pour aller revoir ma famille en Languedoc. Tout en faisant mes préparatifs de départ, j'allai prendre les commissions de M. et M^{me} Fabre de l'Aude, à Nogent-sur-Marne, et je vis chez eux une de leurs filles, M^{me} Cagnard, que j'eus occasion de rencontrer plusieurs fois dans mes voyages. Je fis aussi mes adieux à mes connaissances de Versailles, où je reçus également beaucoup de commissions et de témoignages de souvenir pour ma famille.

Le 1^{er} octobre, je partis de Paris par la malle-poste, en suivant la route directe du Limousin, par Orléans, Limoges, Cahors, et en marchant nuit et jour. Les malles-postes, à cette époque, se composaient d'une grande caisse couverte en cuir et montée sur deux roues, en devant de laquelle était fixé un cabriolet à rideaux où se plaçait le conduc-

teur et un seul voyageur. J'arrivai à Toulouse le 5, et m'y arréтай une journée; je trouvai M. et M^{me} Pons établis chez M^{me} Dejean, où je logeai. Je voulais voir aussi mes autres parents de Toulouse, mais ils étaient tous à la campagne, et, le lendemain, je pris la diligence de Carcassonne, où j'arrivai le 7. Je trouvai mon beau-frère Laperrine à la descente de voiture, et il me conduisit chez lui, où jé trouvai son père, sa mère et sa femme. Ma sœur Henriette n'ayant pu se trouver à mon arrivée, j'allai la rejoindre à sa campagne de Foucaud, d'où nous revînmes ensemble à Carcassonne. J'étais heureux de me retrouver dans ce petit cercle de famille; mais les premiers moments furent rendus pénibles par le souvenir de tout ce que nous avions perdu depuis mon dernier voyage; nous formions alors une réunion nombreuse, tandis qu'il nous manquait maintenant ma grand-mère de Foucaud, mon père, une sœur, un frère, mon oncle et ma tante de Lamée; enfin, mon jeune frère était à l'Ecole militaire de Fontainebleau. Aussi, de cette nombreuse réunion, je ne retrouvais que mes sœurs et mon beau-frère. Ma sœur Pauline avait déjà deux petites filles et était enceinte de son troisième enfant, et les moments que je passai auprès de mes deux bonnes sœurs me firent oublier mes regrets de n'être pas des premiers partants pour la Grande-Armée.

Mon arrivée à Carcassonne produisit une sorte de sensation. Le prestige attaché aux mots de Garde Impériale, de Grande-Armée, d'Austerlitz, rejaillissait sur moi; pendant tout mon séjour, je ne cessai de recevoir et de faire des visites dans toute la ville, et à chacune d'elles il me fallait raconter les plus minutieux détails de mes campagnes. Je retrouvai à Carcassonne beaucoup de mes anciennes connaissances et de mes amis d'enfance, entr'autres M^{me} Thoron et ses filles, M^{me} Salces, M^{me} Cadalven

et son mari, alors commissaire des guerres, et M^{lles} Sabine et Charlotte. Je vis aussi M^{mes} Dupré et Pech et leurs fils, qui avaient été pour moi d'anciens camarades. M. Trouvé était alors préfet de Carcassonne ; je lui rendis souvent visite, ainsi qu'à sa femme et à ses filles, personnes dont l'amabilité donnait beaucoup d'animation à la société ; je fis connaissance avec son secrétaire-général, M. Ferrand. Je vis souvent aussi l'évêque de Carcassonne, Mgr de la Porte, homme des plus remarquables pour l'amabilité de son esprit et sa haute piété. Je citerai encore parmi les personnes que je retrouvai : M^{me} de Grave, M. et M^{me} de Miégevillle, M^{me} Bénazet, M^{me} Desboques, M^{me} de la Bastide, M^{lle} Cicéron, M. Georges, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, et sa femme, le docteur Fréjaque et sa femme, M^{me} de Pelletier, MM. Pinel, Mandoul, de Gaulegeac, Reboult, du Cup, Birot, mon ancien professeur de mathématiques, Rolland, Fourtou, Bourlat, Bonnery, et je pourrais même citer toute la ville. Chez le préfet, je rencontrai de plus le savant Berthollet, qui se trouvait momentanément à Carcassonne.

Huit jours après mon arrivée, je fis, avec ma sœur Henriette, un voyage à Limoux, et j'y retrouvai M^{me} de Bellegarde, M^{me} de Mauléon et la famille Guiraud. Je voulus voir aussi mon cousin Alexandre d'Hautpoul, qui habitait alors avec sa sœur Adèle le château de Monthaut, dont il avait hérité d'une de ses tantes ; je m'y rendis seul. Ce château était situé sur une hauteur assez escarpée et se trouvait alors fort délabré ; mon cousin et sa sœur m'y reçurent à merveille. On me conduisit pour coucher dans une vaste chambre située dans l'une des extrémités du château, à peu près abandonnée, où l'on arrivait par des corridors presque en ruines. L'ameublement de cette chambre rappelait un peu celui du moyen-âge ; j'y dormis tant bien que mal, et, à la

petite pointe du jour, j'entendis un bruit confus qui se dirigeait de mon lit à la fenêtre. Je cherchais à deviner ce que cela pouvait être, lorsque je m'aperçus enfin que c'était une compagnie de pigeons, qui, par un carreau cassé de la fenêtre, était venue former son établissement sur le ciel de mon lit; on pense que nous en rîmes beaucoup le lendemain avec mon cousin. De retour à Limoux, je repartis avec ma sœur Henriette pour revenir à Carcassonne.

Je logeais dans la maison de ma sœur aînée, qui était un peu éloignée de celle de la famille Laperrière. J'aurais voulu pouvoir rester plus souvent avec mes sœurs, mais j'étais constamment occupé à recevoir et à rendre des visites. A mon retour, je vis M^{me} Bouton, l'aînée des demoiselles Raoul que j'avais connues à Meudon; son mari venait d'être nommé premier peintre du roi d'Espagne, et sa femme passait à Carcassonne pour se rendre à Madrid.

Je fis aussi plusieurs parties de campagne avec ma sœur Henriette, entre autres à Serres, chez M^{me} Labastide, où nous eûmes de fort agréables soirées; à Grèze, chez M. et M^{me} Roques. Avec M. Laperrine, je visitai en détail sa propriété de Beaudrigues. On s'était occupé depuis quelque temps de grands travaux sur le canal pour le faire passer à Carcassonne; je visitai aussi ces travaux. Le plus curieux était celui où le canal traverse le ravin au fond duquel roule la Fresquel, encaissée à une très grande profondeur; le canal se continue ainsi sur un pont auquel on a donné assez de largeur pour le diviser facilement en deux parties, l'une formant le canal et l'autre une route; de sorte que l'on peut y voir un bateau et une voiture cheminant à côté l'un de l'autre.

A cette époque on commençait à revenir de la

campagne, ce qui me procura encore une nouvelle série de visites. Je revis les fils de M^{me} Thoron, Dupré et Pech, mes anciens amis d'enfance. Je citerai, parmi ces nouvelles visites, M^{me} Mahul, David, Laur. d'Onfroy, Don, d'Estaville, de Mont-haut, de Mongascon. Je continuais à fréquenter souvent à la Préfecture, où je vis la sœur de M. Trouvé, M^{me} Leroy, et une dame Lawless, riche Anglaise qui était venue s'établir à Carcassonne pour entreprendre une grande spéculation dans laquelle elle entraîna plusieurs habitants de la ville; il s'agissait du dessèchement du vaste étang de Marseillette. Après beaucoup de travaux, l'opération réussit, mais, par la suite, M^{me} Lawless s'y ruina, ainsi que quelques-uns de ses actionnaires.

J'eus encore occasion de voir MM. de Bénavent, de Fabrezan, du Damène, Saurine, Valot, Guillard, de la Barthe, Escaraguel, un de mes parents, M. de Varnon, et le docteur Stribaut, qui jouissait, comme M. Frésacque, d'une grande réputation.

A cette époque, nous apprîmes la déclaration de guerre définitive de la Prusse à la France; cela eut lieu par un manifeste daté du 9 octobre, et, comme les armées se trouvaient en présence, les hostilités commencèrent le même jour par le petit combat de Schleitz, où se trouvait le maréchal Bernadotte et où le général Maison se distingua. Le 10, eut lieu le combat de Saalfeld, où le général Suchet, du corps du maréchal Lannes, battit le prince Louis de Prusse, qui faisait partie de l'avant-garde de l'armée prussienne et qui y fut tué. Malgré le plaisir que j'avais à me trouver au milieu de ma famille et de nos anciennes connaissances, ces nouvelles de guerre renouvelèrent mes regrets de me voir si loin de la Grande-Armée; j'étais pressé de quitter

Carcassonne et je lisais avec avidité les journaux et les bulletins qui nous arrivaient d'Allemagne.

J'eus à ce moment la visite de mon cousin Prosper d'Hautpoul, qui habitait ordinairement Limoux, et, peu de jours après, celle de son frère Alexandre, qui vint de Monthaut passer quelque temps avec nous. Je lui cédai l'appartement que j'occupais chez ma sœur pour aller habiter une petite chambre au deuxième étage, et c'est pendant son séjour près de nous que je fus saisi d'une maladie terrible, fort rare alors, et qui fit tant de ravages en France vingt-cinq ans plus tard ; c'était le choléra-morbus.

Je me trouvai, la veille encore, dans un très bon état de santé ; j'avais passé une soirée fort agréable à la Préfecture, et, au milieu de la nuit, je me réveillai avec des vomissements affreux, qui se continuèrent jusqu'à rendre beaucoup de sang, et je fus saisi, en même temps, de coliques atroces. Je voulus me lever pour demander du secours, mais aussitôt des crampes violentes m'empoignèrent de toutes parts, et je tombai sur le plancher avec des membres tellement contournés que je n'avais plus forme humaine. Le bruit que je fis en tombant provoqua l'arrivée d'un domestique, qui, me voyant en pareil état, donna l'alarme dans la maison et dans celle des Laperrine. Mon cousin Alexandre, ma sœur Henriette et toutes les personnes qui furent prévenues accoururent ; on me transporta dans une salle du premier étage et on m'étendit sur un lit, tandis qu'on courait chercher le docteur Fréjacques ; il reconnut aussitôt la maladie.

Il fallut quatre personnes pour me tenir les membres étendus et me faire des frictions continuelles ; on me couvrit tout le corps de cataplasmes d'herbes émollientes et on me fit prendre en même temps de nombreuses doses de laudanum. Cet état violent dura vingt-quatre heures, ce qui est ordinairement

le terme de cette maladie. Au bout de ce temps, on parvint à me mettre dans un bain, toujours en prenant du laudanum et d'autres potions calmantes. Le docteur Fréjacques ne me quitta pas d'un instant. Les douleurs commencèrent enfin à diminuer, et on put bientôt me regarder comme sauvé. En effet, pendant plusieurs jours que dura encore mon traitement, une amélioration visible se fit sentir progressivement, et en moins d'une semaine, je pus reprendre ma vie ordinaire; je fus bien touché, dans cette circonstance, de l'intérêt que toute la ville de Carcassonne me témoigna. Notre maison ne désemplassait pas des personnes qui venaient savoir de mes nouvelles, et qui offraient même de partager leurs soins avec ceux de ma famille.

Pendant ma convalescence, nous reçûmes à Carcassonne, le bulletin d'Iéna, qui décida du sort de la Prusse.

Napoléon partit de Paris et se rendit directement à Bamberg le 6 octobre. L'armée prussienne partagée en trois corps principaux, commandés par le maréchal Blücher, le duc de Brunswick et le prince de Hohenlohe, avec les corps détachés des généraux Kalkreuth et Mallendorf, s'était concentrée dans la direction d'Iéna. Les Prussiens avaient, en outre, une réserve sous les ordres du prince de Wurtemberg qui couvrait Berlin, et avaient encore dans l'intervalle plusieurs corps détachés. L'Empereur fit marcher dans cette direction les corps de Bernadotte, Davoust, Soult, Lannes, Ney et Augereau, tandis que le corps de Mortier manœuvrait sur notre extrême gauche; nous avions, de plus, un corps de troupes alliées sous les ordres du maréchal Lefebvre.

De Bamberg, Napoléon porta son quartier général d'abord à Wurtzbourg, puis à Géra, avec la Garde Impériale et la cavalerie de réserve du prince

Murat. Le 14 octobre la bataille fut décidée. Les corps de la Grande-Armée attaquèrent de toutes parts l'armée prussienne, et après des combats très vifs où les corps ennemis furent repoussés, l'Empereur, par d'habiles manœuvres sur leurs flancs, changea leur retraite en une déroute complète. Le roi de Prusse avait établi son quartier général à Auerstaedt, où était le général Kalkreuth, le maréchal Davoust s'y porta avec les généraux Gudin, Friant et Morand, et, après un combat qui fut, en quelque sorte une bataille distincte de celle d'Iéna, il mit l'ennemi en pleine déroute. Le duc de Brunswick, qui remplissait les fonctions de généralissime, fut tué, ainsi qu'un assez grand nombre de généraux prussiens ; la déroute fut telle que l'armée ennemie abandonna toute son artillerie, tous ses bagages, et ne put parvenir à se rallier. Le roi Frédéric dut renoncer à défendre sa capitale et se retirer dans la Prusse orientale.

Une ancienne rivalité, qui existait entre l'Autriche et la Prusse depuis le Grand Frédéric, fut fatale à ces deux puissances. En 1805, la Prusse resta neutre pendant les désastres de l'Autriche, et, en 1806, l'Autriche demeura impassible, à son tour, devant les désastres bien plus grands de la Prusse. Ces deux puissances réunies n'auraient peut-être pas empêché les succès de la Grande-Armée française, mais il est tout au moins probable qu'elles les eussent rendus moins décisifs.

J'arrivais à la fin de mon congé, et ma sœur Pauline, qui était au terme de sa grossesse, accoucha le 4 novembre de son premier garçon, Charles Laperrine, dont j'aurai l'occasion de parler souvent dans la suite. Nous eûmes à ce sujet une réunion complète de toute la famille Laperrine ; je vis un moment mon oncle de Foucault ; je restai autant que je le pus auprès de ma sœur, mais j'avais aussi un déjeuner

d'amis et des visites d'adieu à faire dans toute la ville. Le jour suivant, le baptême de l'enfant eut lieu en grande cérémonie, puis on donna un repas de famille chez mon beau-frère. Je terminai mes visites d'adieu dans la ville, passai encore quelques instants auprès de ma sœur, et enfin, le soir à six heures, je quittai Carcassonne par le courrier de Toulouse, dix jours après avoir été atteint du choléra, et regrettant beaucoup de quitter ma sœur le lendemain de ses couches.

Je passai à Castelnaudary et je m'arrêtai une demi-journée à Toulouse, où j'eus des nouvelles de M^{me} Pons, qui était retournée à Paris, et où je vis M^{mes} Marié et Dejean. Je continuai ma route par le courrier de Bordeaux, en marchant nuit et jour ; je passai à Montauban, à Agen, Tonneins, Marmande, Langon, et j'arrivai à Bordeaux le 8 au matin ; je descendis à l'hôtel de la Providence. Je me hâtai de visiter la ville, surtout le quartier du Chapeau-Rouge, la Bourse, la salle de spectacle, la Place Royale, le port, les allées de Tourny, l'église Notre-Dame, la place Dauphine. Je repartis le même jour par le courrier de Paris avec le commissaire-ordonnateur d'Intrans. Nous traversâmes la Garonne dans un bac, et allâmes coucher à Chiersac ; le lendemain, nous trouvâmes de mauvais chemins et continuâmes notre route nuit et jour en passant par Barbezieux, Angoulême, Poitiers, où je vis M. de Marsillac, Chatellerault, Tours, Blois, Orléans, où, le courrier s'étant arrêté quelque temps, je fus dîner chez mon ancien camarade Ferdinand de Tascher, et j'arrivai à Paris le 12 novembre au matin.

Je m'empressai d'aller revoir tous les membres de ma famille, M. et M^{me} Pons, arrivés depuis peu de Toulouse, mes cousines d'Hautpoul-Félines et d'Hautpoul-Beaufort, M. de Bermond et ses enfants,

M. et M^{me} d'Hultz, et enfin toutes mes anciennes connaissances. Je retrouvai à l'École militaire les compagnies des capitaines Berthier et Couin, qui formaient le dépôt du régiment et dont je faisais partie. Me trouvant condamné à rester encore à Paris, je me décidai à faire un établissement plus complet au numéro 85 de la rue de Lille. A mon arrivée, j'appris par les bulletins de la Grande-Armée tous les événements qui avaient suivi la bataille d'Iéna.

Depuis cette bataille, la Prusse, qui avait commencé la guerre avec tant de jactance, n'avait réellement plus d'armée; cependant, plusieurs corps ayant été ralliés par les généraux qui avaient combattu à Iéna, il fallut continuer à les poursuivre. Quelques débris de ces corps s'étaient renfermés dans la forteresse de Magdebourg, et cette place fut bientôt investie par le maréchal Ney. Le 16, le maréchal Soult ayant atteint le corps du général Kalkreuth, qui avait escorté le roi de Prusse, le mit en déroute au combat de Greussen; en même temps, la ville d'Erfurth fut attaquée, et le général Mœllendorf, le prince d'Orange et plusieurs autres généraux furent faits prisonniers avec quatorze mille hommes, laissant un immense matériel entre nos mains. Le maréchal Bernadotte, lancé à la poursuite des réserves prussiennes commandées par le prince Eugène de Wurtemberg, les atteignit le 17 à Halle, où elles furent entièrement battues. Le 18, le maréchal Davoust compléta la déroute du maréchal Blücher, et s'empara de Leipsick, où il trouva d'immenses approvisionnements de toute espèce, et, le 19, le prince Murat prit possession de la ville d'Halberstadt. Le 20, les maréchaux Davoust et Lannes forcèrent le passage de l'Elbe à Witemberg et à Dessau; le 24, le maréchal Lannes occupa Potsdam, pendant que Bernadotte s'empara de

Brandebourg. Lannes attaqua et prit en même temps la ville de Spandau, et l'armée française entra triomphalement, le même jour, 25 octobre, à Berlin. L'armée, continuant sa poursuite, Murat atteignit à Prentzlow le prince de Hohenlohe et lui fit mettre bas les armes avec un corps de seize mille hommes, parmi lesquels le prince Auguste de Prusse et le prince de Mecklembourg-Schewerin. Les généraux Milhaud et Lasalle, détachés sur Passwalk et Stettin firent capituler ces deux places par leur seule présence. Le général Becker s'empara d'Anklam, et le maréchal Davoust de la ville de Custin, l'une des plus fortes places de la monarchie prussienne et qui capitula sans se défendre, bien qu'elle en eût tous les moyens. Dans le même temps, l'électeur de Hesse-Cassel, attaqué par le maréchal Mortier, se vit dépossédé de ses états. Nous sûmes bientôt aussi que Blücher, poursuivi à outrance, s'étant réfugié à Lubeck, y fut attaqué par les maréchaux Bernadotte, Soult et Murat, qui le forcèrent à capituler avec le reste de ses troupes. Le commandant en chef, le duc de Brunswick-Oels, un grand nombre de généraux, d'officiers et de soldats et un matériel immense restèrent au pouvoir des Français. Enfin, le 8 novembre, eut lieu la reddition de Magdebourg, place forte de la plus grande importance et où le maréchal Ney fit mettre bas les armes à un corps de 20.000 hommes parmi lesquels se trouvaient plus de vingt généraux ; nous nous emparâmes encore dans cette place d'un matériel immense. Le général d'Hautpoul, qui faisait toujours partie des réserves de cavalerie du prince Murat, se distingua particulièrement dans cette campagne.

C'est là que se termine à peu près la campagne de Prusse. L'Histoire offre peu d'exemples d'une suite aussi rapide de défaites et de déroutes aussi

honteuses. Généraux, officiers et soldats étaient complètement démoralisés ; le roi de Prusse n'avait plus d'états, et ne pouvait conserver d'espoir que dans le secours de la Russie, qui l'avait excité à commencer une guerre si désastreuse.

Peu de jours avant cette campagne rapide qui n'avait duré qu'un mois, le général Marmont, toujours à Raguse, eut à soutenir le combat de Castelnovo contre un corps russe réuni aux Monténégrins et qu'il battit complètement.

Le maréchal Masséna occupait toujours le royaume de Naples, et maintenait ainsi le trône du roi Joseph.

Jusque-là le roi d'Espagne Charles IV avait été l'allié de la France et lui paraissait même complètement soumis ; mais le prince de la Paix, ministre dirigeant et tout-puissant, ayant pensé que cette nouvelle coalition des cours du Nord contre Napoléon lui permettrait de secouer une alliance qu'il considérait comme un joug, fit une proclamation hostile à la France ; l'Empereur ne s'en effraya point, mais ce devint pour lui un prétexte de faire plus tard la conquête de l'Espagne, qu'il convoitait depuis longtemps.

Avant le manifeste de la Prusse, il avait été question de quelques préliminaires de paix avec l'Angleterre, mais la mort du principal ministre les refroidit et la conquête de la Prusse les fit rompre complètement.

En arrivant à Paris, je ne retrouvai plus mon frère Alphonse ; il avait quitté l'Ecole de Fontainebleau, et, nommé sous-lieutenant au 59^e d'infanterie de ligne, il avait reçu l'ordre de rejoindre son régiment, dans le corps dirigé par le maréchal Ney ; il y arriva au moment de la reddition de Magdebourg. Je sus aussi que mon cousin Olivier, qui avait fait les campagnes précédentes comme sous-

officier, avait été nommé sous-lieutenant, le 4 novembre, au 20^e régiment de dragons. Enfin, un autre de mes cousins, Félix d'Hautpoul, neveu du général de division, était venu remplacer mon frère à l'Ecole de Fontainebleau.

Je recevais souvent des lettres de ma famille me donnant des nouvelles de mes bonnes sœurs. Je continuais aussi à être en correspondance avec plusieurs de mes camarades, disséminés dans une grande partie de l'Europe et qui me tenaient au courant des événements dont ils étaient témoins. Pour moi, n'étant point encore désigné de retour à l'armée, je m'en dédommageai en partageant mon temps entre le service et les distractions du monde. J'avais retrouvé à Paris M^{me} de Scitiaux, établie dans un quartier fort éloigné alors, l'extrémité de la rue de Monceau; elle y avait un appartement très vaste, un beau jardin, et y menait ce qu'on appelle ordinairement la vie de château. On y trouvait plusieurs logements disponibles, où l'on pouvait passer des journées et des semaines entières, et il m'arrivait parfois d'en profiter, lorsque mon service me le permettait. Ses réunions étaient extrêmement agréables; j'y revis sa nièce, M^{me} Mick de Scitiaux, M^{me} Roger, M^{me} Foucher, femme du général d'artillerie, M^{me} de Julvécourt, M^{me} d'Aumont, M^{me} Deldier, M^{lle} de Goumoëns, de Montillet et Duplan, personnes fort gaies et et fort aimables, et enfin plusieurs hommes, MM. Tronche, de Villefosse, de Failly, de Bonstetten et son fils Tancrede, qui, étant encore en pension, profitait de ses congés pour venir dans nos réunions, et promettait déjà de devenir un très bon sujet.

Je me rencontrais tous les jours à l'Ecole militaire avec les officiers de la 3^e et de la 6^e compagnies, qui attendaient impatiemment, comme moi, leur départ pour l'armée. Celui avec lequel j'étais

le plus lié, Folard, eut dans sa vie un épisode que je ne puis me dispenser de raconter, et qui refroidit notre liaison, tant il fut pénible.

Je reçus un jour une lettre de sa femme qu'il nous avait présentée à Douai. Je me rendis chez elle et la trouvai logée dans un petit appartement en face des fenêtres de celui de son mari et d'où elle pouvait voir tout ce qui se passait chez lui ; il vivait là dans un état de dissipation exagérée, même pour un jeune homme. Elle me fit douloureusement la confidence qu'appartenant à une très bonne famille elle avait été enlevée par Folard, avec promesse de mariage ; qu'elle était devenue mère sans être mariée, et qu'enfin son séducteur l'avait complètement abandonnée. Elle me raconta cette cruelle position avec un désespoir déchirant, et me demanda, presque à genoux, d'intervenir pour elle et son enfant. J'essayai, en effet, d'en parler à Folard, sans lui dire d'abord que j'avais vu la pauvre femme ; il me répondit qu'elle ne cessait, depuis longtemps, de le tourmenter pour se marier, mais qu'il voulait rester libre et continuer à jouir de la vie de garçon ; il ajouta que si elle n'était pas contente, elle pouvait aller chercher fortune ailleurs. Je revis plusieurs fois cette malheureuse abandonnée, et, quoi que j'eusse pu dire à Folard sur son épouvantable désespoir, je ne parvins pas à le faire revenir à de meilleurs sentiments, et je lui reconnus à la fin un cœur égoïste et sec, ce qui me fit m'éloigner beaucoup de lui. Il reçut, peu après, un ordre de départ ; un frère de la triste victime vint la chercher pour la ramener à sa famille, et depuis lors je la perdis complètement de vue.

J'avais soigné mon nouvel établissement de manière à y recevoir décemment quelques personnes de ma famille, quelques amis, et même quelques-unes des dames avec lesquelles j'étais le

plus lié et qui ne dédaignèrent pas de se rendre à mes déjeuners et dîners, et même à de petites soirées chez moi.

Nous nous occupions toujours de manœuvres et nous passions des revues à l'Ecole Militaire, où j'étais avec les capitaines Berthier, Couin, Montlebert, et les lieutenants Faivre, alors fort malade, Coustard et Durbach.

Chez M^{me} Pons, je fis connaissance avec M. d'Aure, cousin de son premier mari et oncle de son fils Léo d'Aure, alors en pension. J'y vis aussi M. de Vissée, d'une ancienne famille du Languedoc, M. Belloc, M^{lle} Sainte-Marie et M^{lle} Rivière ; cette dernière possédait un assez joli talent de peintre, dont elle faisait même son état, et elle me fit bientôt, sur ma demande, mon portrait en grande tenue pour l'envoyer à ma famille.

J'eus l'occasion d'aller souvent, avec ma cousine d'Hautpoul-Félines chez M. et M^{me} de Parny, dont la société me plaisait beaucoup ; je revis aussi chez elle M^{me} de Lapeyrouse, M^{me} Pourrat et Hocquart, qui donnèrent dans le courant de décembre un bal magnifique où je fis connaissance avec M^{me} de Beaurepaire, de Lostanges, de Caumont ; j'y trouvai MM. de Saint-Simon, d'Estourmel, de Saint-Aulaire et du Tertre, avec qui je restai en relations.

Je retrouvai de plus à Paris le sénateur de Tascher, le général sénateur Canclaux, qui s'était fait connaître dans les guerres de la Vendée, le sénateur Colchen, M^{me} Barthélemy et son mari, et M. et M^{me} Fabre, de l'Aude. J'eus aussi d'assez brillantes soirées chez M. et M^{me} Lemonnier et chez M^{me} Régnier, qui faisaient partie de la société de M^{me} de Scitivaux.

Mon voyage avec M. d'Intrans me procura aussi la connaissance de sa femme ; enfin, je voyais quelquefois encore M^{me} de Pourpry, à qui j'avais été

recommandé. Je dus aller aussi chez M^{me} Dogereau, femme et sœur des colonels Dogereau et Digeon, qui commandaient mon régiment sous le général Couin. Tel fut à peu près, jusqu'à la fin de cette année, le cercle de mes connaissances.

Ce ne fut que le 7 décembre que l'on célébra, dans l'église Notre-Dame, à Paris, le double anniversaire du couronnement de l'Empereur et de la bataille d'Austerlitz; j'y assistai avec le dépôt de mon régiment, et là je vis, réunis, le prince Cambacérès, le prince Lebrun, le cardinal du Belloy et presque tous les grands dignitaires de l'Empire.

Les nouvelles reçues de la Grande-Armée nous apportaient tous les jours une série de victoires ou la prise de possession de villes ou de provinces entières.

Le 9 novembre, l'Empereur avait frappé une contribution de 150 millions sur les États prussiens et les alliés de la Prusse; le 10, le maréchal Mortier prit possession du Hanovre au nom de la France, pendant que notre avant-garde entra à Posen, capitale de la Prusse polonaise. Ce fut alors seulement que l'on apprit l'apparition à Varsovie des troupes russes, qui arrivaient, un peu tard, au secours de la Prusse, et cela donna lieu à une portion de campagne d'hiver.

L'Empereur avait établi son quartier général à Berlin, d'où il signa quelques décrets relatifs à l'intérieur de la France, entre autres celui sur l'organisation des gardes nationales. Ce fut aussi de là qu'il lança, le 21 novembre, le fameux décret du système continental, d'après lequel les Iles Britanniques étaient déclarées en état de blocus, tout commerce et correspondance interdits avec les Anglais, et les marchandises venant d'Angleterre brûlées ou saisies comme de bonne prise; il déclarait, en outre, que tout sujet de l'Angleterre, de

quelque état ou condition qu'il fût, trouvé dans les pays occupés par les Français ou leurs alliés, serait fait prisonnier de guerre.

Pendant ce temps, Mortier s'emparait de Hambourg, de Brême, faisait capituler les villes de Hameln, sur le Weser, de Nieubourg, et prenait possession des duchés de Mecklembourg.

De son côté, le prince Murat continuant sa marche en Pologne, s'empara de Varsovie le 28 novembre. Toute l'Allemagne septentrionale se trouvait ainsi au pouvoir de la France, malgré les efforts de la Prusse, qui avait eu jusque-là la réputation de l'une des puissances les plus guerrières de l'Europe.

La Silésie fut attaquée à son tour, et le général Vandamme fit capituler, le 2 décembre, la forte place de Glogau, où il trouva un matériel considérable ; le 6, Ney força le passage de la Vistule en s'emparant de Thorn, tandis que le maréchal Davoust forçait celui du Bug, près de Varsovie, et où se livra ensuite le combat de Czarnowo par la division Morand, Bernadotte, s'étant dirigé vers Morhungen, battit les Russes près de cette ville, pendant que Lannes les mettait en déroute au combat de Pultusk et Augereau à celui de Golymin, Cette portion de campagne d'hiver fut très pénible pour nos troupes à cause du mauvais temps et des boues qui rendaient tous les chemins impraticables.

Le 11 décembre, l'Empereur avait fait un traité de paix particulier avec l'Electeur de Saxe, qui se séparait de la Prusse pour devenir l'allié de la France ; par suite de cette alliance, l'Electorat de Saxe fut érigé en royaume, et l'Electeur Frédéric-Auguste déclaré roi de Saxe, le jour même de la signature du traité, 11 décembre 1806.

C'est ainsi que Napoléon était parvenu à une

puissance telle qu'il expulsait de leurs Etats les souverains ennemis et faisait des rois de ses alliés, comme il l'avait déjà fait pour le Wurtemberg et la Bavière.

La lutte allait maintenant s'engager entre la France et la Russie. L'Autriche et la Prusse conquises en deux campagnes avaient mis toute l'Europe en émoi ; et la Turquie, par une déclaration de guerre à la Russie, le 17 décembre, vint seconder encore les vues de Napoléon.

Tels furent les événements qui terminèrent l'année 1806 et après lesquels commença la campagne de 1807, qui porta Napoléon à l'apogée de sa gloire.

La campagne d'hiver qui avait commencé en Pologne entre les armées russe et française fut suspendue momentanément d'un commun accord, mais seulement à cause de la rigueur de la saison, sans qu'il fût convenu de trêve ou d'armistice. Napoléon avait réuni à la Grande-Armée les contingents de la Hollande et des petites principautés d'Allemagne qui s'étaient ralliées à lui. Les autres corps détachés de la Grande-Armée occupaient toujours le Frioul, la Dalmatie et le royaume d'Italie.

La conquête de la Silésie, qui avait commencé par la prise de la forteresse de Glogau, fut seule continuée pendant l'hiver. Le 5 janvier, les généraux Vandamme et Hédouville prirent possession de Breslau ; le 16, on s'empara de la ville de Brieg et, quelque temps après, de Schweidnitz.

Après six semaines d'une espèce de suspension d'armes dont les armées belligérantes avaient profité pour se ravitailler, l'armée russe marcha rapidement sur Eylau, où était le quartier général de l'armée française avec les corps des maréchaux Davoust, Soult, Ney, Lannes et Augereau. Les

Russes comptaient sur une surprise pour repousser l'armée française de l'autre côté de la Vistule ; mais tous les corps de la Grande-Armée furent bientôt en ligne, et le combat engagé avec vigueur le 7 février, ne tarda pas à devenir un véritable carnage. Le jour de ce rude combat, il faisait un temps affreux ; la neige tourbillonnait avec une telle abondance qu'on distinguait à peine ce qui se passait sur le champ de bataille ; il en résulta que plusieurs corps ne suivirent pas exactement la direction qui leur avait été assignée, et cela compromit quelques instants le sort de la bataille. Les corps des maréchaux Lannes et Augereau, entre autres, qui occupaient à peu près le centre de l'armée, dévièrent l'un à droite et l'autre à gauche, laissant ainsi entre eux un espace vide. Les Russes, s'en étant aperçus, lancèrent dans cet espace une masse considérable de leurs réserves d'infanterie, dans le but de couper l'armée française. Napoléon vit le danger, donna l'ordre au prince Murat de se porter avec sa cavalerie au-devant de cette masse d'infanterie, qui se forma bientôt en carré pour soutenir l'attaque dont elle était menacée. La division d'Hautpoul, s'étant trouvée la première en ligne, chargea impétueusement ce formidable carré ; n'ayant pu l'enfoncer du premier choc, le général d'Hautpoul se retira pour se reformer, et, revenant à la charge à plusieurs reprises consécutives, il finit enfin par pénétrer dans cette masse d'infanterie, où il fit un horrible carnage. Il sauva ainsi l'armée française de la position la plus grave, mais il trouva la mort dans ce brillant fait d'armes : il fut atteint d'un biscaten qui lui fracassa la hanche ; on essaya vainement l'amputation, et il mourut quelques jours après dans d'épouvantables souffrances. L'Empereur, en apprenant sa mort, témoigna un vif regret de ne pouvoir l'élever à la dignité de maré-

chal d'Empire, et décréta en même temps que les canons pris à Eylau seraient destinés à faire une statue équestre au général d'Hautpoul, qui devait être élevée sur l'une des places de Paris. Les événements, qui se succédèrent si rapidement depuis cette époque, empêchèrent ce décret de recevoir son exécution. Le cœur seulement du général d'Hautpoul fut transporté dans le caveau des Invalides et on lui éleva un monument sur le champ même de la bataille d'Eylau.

Un de mes camarades de régiment, le lieutenant Rieussec, fut tué à cette bataille, et d'une manière assez extraordinaire pour être rapportée : un obus ayant pénétré dans le corps de son cheval éclata en même temps, et, par le résultat de l'explosion, le cavalier fut lancé à une assez grande hauteur et retomba raide mort, sans laisser voir aucune trace de blessure et seulement par l'effet d'une asphyxie momentanée.

Après la bataille d'Eylau, qui fut l'une des plus meurtrières de cette campagne où les Russes avaient dû abandonner en désordre le champ de bataille, eut lieu, le 16 février, le combat d'Ostrolenka, sur la Narew, livré par le maréchal Oudinot et le général Suchet au général russe Essen, qui y fut battu après une vigoureuse résistance.

Le 26 du même mois, le maréchal Bernadotte attaqua l'ennemi à Braunsberg, sur la Passarge, près de son embouchure dans le Frisch-Haff, à six lieues d'Elbing, et le culbuta complètement. Les positions de l'armée française se trouvèrent ainsi assurées pour les opérations ultérieures tant sur l'extrême droite que sur l'extrême gauche.

A Paris, nous étions étourdis par cette série de victoires que nous apportaient les bulletins de la Grande-Armée. J'étais vivement contrarié, pour mon compte, de me trouver officier de dépôt,

n'ayant à faire que des manœuvres sans intérêt, ou à passer des revues, fort insignifiantes, de notre inspecteur Chadelas. Je ressentais le besoin d'une vie active et animée; aussi, en attendant le moment d'être appelé à l'armée, je me livrais plus que jamais au mouvement du monde, et, pour suffire à toutes mes courses journalières, je dus bientôt me donner un cheval et un cabriolet, dont je me servais sans ménagement.

L'hiver 1806-1807 fut très brillant et très animé à Paris. Dès l'époque des visites du premier de l'An, les salons s'ouvrirent par des soirées et des bals qui se prolongèrent sans interruption jusqu'au printemps; j'en pris ma bonne part. Outre mes soirées habituelles, où j'étais fort assidu, je me trouvais invité dans un grand nombre de bals, et il m'arrivait parfois d'aller jusqu'à trois ou quatre d'entre eux dans la même soirée.

En plus des salons particuliers, nous eûmes aussi des cérémonies publiques et des grandes fêtes officielles chez toutes les autorités.

Le 25 janvier, tous les grands dignitaires, le prince Cambacérès, le prince Lebrun, tous les ministres, les officiers de la Garde présents dans la capitale, se rendirent chez l'Archevêque de Paris, le cardinal de Belloy et nous nous rendîmes tous en grand cortège à Notre-Dame, où un *Te Deum* solennel fut chanté par le cardinal Caprara pour célébrer les dernières victoires de l'Empereur.

L'impératrice Joséphine, qui, après avoir accompagné l'Empereur, était restée sur nos frontières, revint à Paris le 1^{er} février, et je fus chargé de me rendre sur la terrasse des Tuileries pour célébrer son arrivée par trois salves d'artillerie. Dès son retour, les grands dignitaires et les ministres donnèrent en son honneur des fêtes splendides; j'y étais invité en qualité d'officier de la Garde, et je

me rappelle encore les fêtes de l'Archichancelier prince Cambacérès, de l'Architrésorier prince Lebrun, du ministre de l'Intérieur Champagny, du ministre de la marine Decrès, et autres, qui rivalisaient tous de luxe et de parures. J'eus occasion d'y voir chaque fois l'Impératrice Joséphine, ainsi que ses belles-sœurs la princesse Murat et la princesse Borghèse.

Outre ces réunions d'apparat, j'étais toujours très assidu à mes soirées particulières, d'où j'étendais chaque jour le cercle de mes connaissances. Une des maisons où j'allais presque tous les soirs était toujours celle de M^{me} de Scitivaux, où j'étais sûr de trouver une réunion fort agréable. J'y rencontrai de plus M^{mes} de Vienne, du Coëtlosquet d'Hédouville, Dulauloy, d'Hunolstein, M. Laquante et le jeune de Céransville. J'accompagnais souvent M^{me} de Scitivaux chez M. et M^{me} Lemonnier, qui donnèrent plusieurs bals très fréquentés. Je voyais aussi les personnes de ma famille, M. et M^{me} Pons, MM. et M^{mes} d'Hautpoul-Félines et d'Hautpoul-Beaufort, M. de Bermond, M. de Vernon et M^{me} de Brisée, M. et M^{me} de Badens. Je trouvai, dans ces diverses maisons, M^{mes} de Presles, de Rozières, de Montgeron, de Châteauneuf, Haller, Lebrun, M. et M^{me} de Nerveaux, MM. d'Arragon, de Fréville, de Marnésia et deux jeunes gens de Carcassonne, MM. de la Barthe et Rivals. Je me rendis souvent avec ma cousine d'Hautpoul-Félines à de fort beaux bals chez M^{me} Hocquart, où je rencontrai M^{mes} du Rouvre et de Castellane, MM. de Vauxer et d'Alvimar.

Je me retrouvai aussi avec les familles de Montchenu, de Lierville, Hervé, Pajot et Dorville, et je fus invité à de fort jolies soirées chez M^{mes} Delaunay et Galbois. Je vis encore M^{me} Pinsot, fille de M^{me} de Lile, de Versailles, qui avait, dans la Chaussée-d'Antin, une maison fort remarquable par son élé-

gance, et M^{me} Roger, chez qui je fis connaissance avec M^{me} Kellermann. C'est ainsi que dans toutes les soirées où j'allais, je trouvais de nouvelles invitations que j'acceptais toujours, sans calculer ni mon temps ni les distances ; aussi n'étais-je réellement chez moi que pour mes correspondances, et le reste de mes journées s'écoulait en visites, dîners et soirées.

J'assistai encore à plusieurs fêtes semi-officielles chez M. Fabre de l'Aude, alors président du tribunal, où je vis M. et M^{me} Dupré-Saint-Maur et leur frère ; chez le sénateur Colchen, chez M. et M^{me} Barthélemy, chez M. et M^{me} de Fontanes, où je rencontrai M^{mes} de la Barthe et de Beauharnais, M. et M^{me} de Caulaincourt, et enfin chez le sénateur d'Harville. Je finis par recevoir un si grand nombre d'invitations que je pouvais à peine y répondre, d'autant plus qu'il y avait plusieurs maisons particulières où je tenais à aller régulièrement tous les soirs.

Je retrouvai encore à Paris mon ancien précepteur, M. Bodard de la Jacopière, alors médecin, qui me présenta à sa femme. J'allais souvent aussi visiter M. Liautard (1), toujours fort occupé de sa maison d'éducation. Je fis, en outre, plusieurs voyages à Versailles, où je revoyais de bons et anciens amis : MM. de Maupeou, de Camelin, de Lile, sœur Françoise, les abbés de Viguier et Formentin. Dans un de ces voyages, je me rendis au bal de la préfecture, chez M. et M^{me} de Laumond ; j'y rencontrai M^{mes} de Tournon, de l'Epinoy, de Boursonne et la mère du capitaine de Montlebert, de mon régiment.

A Paris, je revis plusieurs de mes camarades, dont quelques-uns avaient abandonné leur carrière,

(1) On se rappelle qu'il avait fondé la maison qui devint le collège Stanislas.

entre autres : Lockart, Tascher, Desson de Saint-Agnan, Duval de Mondeville, puis Trémoles, Ange-lier, Montluisant, Bougainville...

Malgré la guerre, on s'occupait d'embellir Paris, et c'est à cette époque que l'on commença le pont d'Austerlitz que tout le monde allait voir avec curiosité.

Je me rappelle que cet hiver de 1806 à 1807 fut extrêmement pluvieux, et il y eut à Paris des inondations telles que l'on fut obligé d'aller en bateau dans un grand nombre de rues, ce qui fit sentir plus tard le besoin de réparer et de compléter le système de quais qui borde la Seine.

En recevant les bulletins de la bataille d'Eylau, j'appris la mort glorieuse du général d'Hautpoul ; je le regrettai beaucoup, bien que notre parenté fût éloignée ; il s'était montré très bon pour moi et je comptais sur lui comme sur un protecteur puissant. Je dus prendre son deuil et renoncer pendant quelque temps aux soirées dansantes, mais je me rendis de plus belle dans mes réunions intimes. Celles de M^{me} de Scitivaux étaient de ce nombre, et je dois rapporter ici un épisode relatif au jeune de Céransville.

M. de Céransville, appartenant à une très bonne famille des frontières de Suisse, près du Jura, voyageait pour compléter son éducation ; il avait alors vingt-deux ou vingt-trois ans, était fort aimable, de tournure et de figure charmantes. Il rencontra chez M^{me} de Scitivaux M^{lle} de Gumoëns, sa compatriote ; âgée de trente-six à trente-huit ans, elle avait toujours été très disgraciée de la nature, ce qui lui avait fait renoncer depuis longtemps au mariage ; mais elle rachetait sa laideur par beaucoup d'amabilité et surtout de bonté. A notre grand étonnement, M. de Céransville en devint vivement épris, et venait régulièrement chaque jour dans toutes les réunions où il pouvait la rencontrer. Il finit enfin

par lui faire des ouvertures de mariage ; elle les repoussa bien loin en lui faisant même observer qu'elle ne croyait pas avoir mérité une aussi mauvaise plaisanterie de sa part. Mais il ne se laissa pas décourager ; il revint plusieurs fois à la charge, et, recevant toujours les mêmes réponses, il finit par se présenter un jour chez elle et lui demanda, d'une manière absolue, un « oui » ou un « non » définitifs, en lui annonçant que, si elle persistait à le refuser, il allait se brûler la cervelle en sa présence. M^{lle} de Gumoëns, vivement effrayée, se hâta de prononcer le « oui » et dès lors tout se prépara pour le mariage qui fut bientôt consommé. Puis ils retournèrent dans leur patrie commune, où ils vécurent fort heureux jusqu'à la mort de M. de Céranville, qui eut lieu peu d'années après.

Enfin, après un hiver passé dans le monde parisien, il fut question de faire partir l'un des dépôts de la Garde, et, malgré les plaisirs de la capitale, j'attendais ce départ avec impatience. Le 14 mars, tous les corps de la Garde Impériale qui étaient restés en France furent passés en revue par le général Junot, alors gouverneur de Paris ; il fut formé un détachement de toutes les armes pour aller rejoindre la Grande-Armée, et je fis partie de celui de l'artillerie. Ce détachement se mit en route le 17 ; et, après avoir fait rapidement mes adieux à ma famille et à toutes les personnes de ma connaissance, je quittai Paris le 18 et rejoignis mon détachement à Claye.

Notre colonne se composait d'un détachement de gendarmerie, commandé par le capitaine Weber ; d'un détachement de grenadiers à cheval, avec le lieutenant Barton ; d'un de chasseurs à cheval, avec les lieutenants Barbanègre et Charrel ; et enfin de celui d'artillerie à cheval avec Coustard et moi. Nous avions aussi quelques portions d'infanterie,

mais que l'on fit partir en poste en avant, et nos différents corps de cavalerie firent leur voyage par journées d'étape. Le capitaine Weber commandait notre petite colonne, et les autres officiers leurs armes respectives.

Ce voyage, quoique fort long, ne fut pas pénible. Notre troupe n'était pas nombreuse et ne donna lieu à aucun encombrement, et nous n'étions que six officiers vivant ensemble en fort bonne intelligence.

Le lendemain, en passant à Meaux, nous y ralliâmes plusieurs de nos détachements qui avaient été disséminés dans divers villages, et nous couchâmes à la Ferté-sous-Jouarre ; et de là à Château-Thierry, puis à Dormans, où je rencontrai Durbach passant en diligence. Nous nous arrêtâmes ensuite à Epernay, où j'eus l'occasion de voir M. Moët, maire de la ville, et dont les caves avaient une si grande célébrité. Les jours suivants nous nous arrêtâmes à Châlons, à Sainte-Menehould et à Verdun. De Verdun, je partis seul, par la diligence, pour me rendre à Metz avant nos détachements ; j'y arrivai le 7 mars et descendis à l'hôtel de la Petite-Croix-d'Or.

J'aimais extrêmement à me retrouver à Metz, où j'avais laissé beaucoup d'amis. Je rencontrai un assez grand nombre d'officiers d'artillerie, entre autres : Bontemps, Reguis, Normand, Moisson, Paris, Vézian, le commandant Legriel ; je fus visiter Saint-Arnoud, où je retrouvai encore les capitaines Emy, Bigot, Bonnet, Teuillié. J'eus le regret de ne pas voir M^{me} Marie, qui se trouvait alors à Lunéville, mais je vis M^{mes} Valette, du Coudray, de Cherizy, de Briey, la famille du Hautoy, et quelques anciens amis, de Serre, de Pimègue, d'Haros, Saint-Simon.

Depuis mon départ de Paris, et surtout pendant

mon séjour à Metz, je conservais une correspondance très suivie avec toutes les personnes que j'avais quittées, ainsi qu'avec mes anciens camarades, car tous mes moments de repos étaient consacrés à écrire. Nous eûmes à Metz quatre jours de repos au cours desquels nous terminâmes toutes nos dispositions pour notre grand voyage, et nous en repartîmes le 31. Nous nous dirigeâmes sur Mayence en passant par Saint-Avold, Sarrebrück, petite ville et ancien château, par Hornbourg, en traversant un pays pittoresque au pied des montagnes qui forment la vallée du Rhin ; de là à Küssel, à Meisenheim, où j'eus occasion de connaître M. et M^{me} Fiès et M. Peurard, possesseur d'un cabinet de minéralogie que je visitai en détail ; M. Peurard était en rapport avec M. de Villefosse, alors inspecteur des mines. De Meisenheim, nous fûmes à Kreuznach ; nous passâmes à Bingen, jolie petite ville sur la rive gauche du Rhin, nous couchâmes à Oberingelheim et arrivâmes, le 9 avril, à Mayence, où je descendis à l'auberge du Parc.

A peine installé, je parcourus la ville, et poussai jusqu'au fort de Cassel, en traversant le Rhin sur un beau pont de bateaux ; je vis mon ancien camarade Goussard et je visitai avec lui toutes les fortifications, tant de Cassel que de Mayence. J'admirai la magnifique vue du Rhin, qui est fort large en cet endroit, surtout depuis l'embouchure du Mein.

Je trouvai à Mayence un nouveau corps organisé par l'Empereur sous le nom de Gendarmes d'ordonnance. Ce corps était tout exceptionnel ; il n'appartenait ni à l'armée ni à la Garde Impériale, et sa formation eut un but au moins aussi politique que militaire. Une certaine partie de la noblesse de France ne s'était pas complètement ralliée à l'Empire, et beaucoup de jeunes gens de ces familles avaient trouvé moyen d'éviter le service militaire ;

l'Empereur voulut les y attirer par l'appât d'un corps privilégié. Plusieurs de ces jeunes gens se présentèrent et obtinrent des grades ; d'autres, un peu plus récalcitrants, reçurent des brevets qu'ils n'osèrent refuser ; certains grands seigneurs étrangers, qui s'étaient soumis à Napoléon, vinrent aussi servir comme officiers dans les gendarmes d'ordonnance, et parmi eux se trouvaient le prince de Salm et le prince de Carignan.

Je connaissais M. de Serviès, déjà officier dans ce corps. Il me mit en relations, ainsi que mes camarades de la Garde, avec les deux princes que je viens de nommer et avec MM. de Forbin, de Murat, de Manez, de Pommené, de Gasc, qui fraternisèrent avec nous dans un fort beau repas où le vin ne fut pas épargné. Ce corps n'exista pas longtemps, mais il remplit son but en attirant au service de jeunes officiers qui, bientôt employés dans divers corps de l'armée, y servirent avec distinction.

Nous repartîmes de Mayence le 11, et Durbach se joignit à notre petite colonne. Nous passâmes à Hœchst et arrivâmes à Francfort, grande et célèbre ville sur le Mein. Cette ville était très animée, au moment de notre passage, par l'une des foires les plus considérables de l'Allemagne. Je visitai le pont du Mein et quelques restes de fortifications que l'on détruisait et qui sont devenues depuis de magnifiques promenades.

Continuant notre marche, nous traversâmes le pays de Hesse-Darmstadt par une très belle route et un pays riche et pittoresque, et nous arrivâmes dans la petite cité de Friedberg. De là nous passâmes auprès des salines de Butzbach, et nous fûmes à Giessen, petite ville sur la Lahn. Toujours par une fort belle route, nous traversâmes le pays de Hesse-Cassel et arrivâmes à Marbourg, ville bâtie dans un site charmant sur le penchant d'une montagne, au

bord de la Lahn. J'y visitai un ancien château électoral sur le haut de la montagne, d'où l'on a une vue magnifique. Je logeai chez M. et M^{me} Flemmung, qui nous donnèrent une assez jolie soirée musicale.

Le lendemain, ayant rencontré une colonne d'infanterie, nous allâmes, par des chemins de traverse sur la droite, coucher au petit village de Monberg. De là nous rejoignîmes la grande route à Wabern, où se trouve un château, rendez-vous de chasse de l'électeur de Hesse-Cassel, belle ville, résidence des anciens électeurs.....

Ici se terminent les souvenirs sur l'empire du général d'Hautpoul. Nous avons expliqué dans la préface comment l'approche de la cécité lui avait fait interrompre le récit de ces campagnes comme officier subalterne, alors que d'autres phases postérieures de sa vie avaient été contées par lui en but d'une future publication. L'important morceau qui suit sur la Révolution de 1830, compensera dans une certaine mesure aux yeux du lecteur les lacunes involontaires laissées dans ses mémoires par le général d'Hautpoul.



**LA RÉVOLUTION
DE 1830**

LA RÉVOLUTION DE 1830

CHAPITRE PREMIER

L'école d'Etat-Major. — Le ministère Villèle. — MM. de Martignac et de Caux. — Le ministère Polignac. — Royer-Collard et l'Adresse. — Le gouvernement et l'opposition. — M. de Champagny et le duc d'Angoulême. — Préparatifs de l'expédition d'Alger. — Mon frère directeur de l'administration de la guerre. — Découverte d'un comité libéral. — Situation des partis. — Le roi et la reine de Naples. — Le roi au Palais-Royal. — L'émeute dans le jardin. — Victoires d'Algérie. — Calomnies colportées contre Charles X. — La domination anglaise.

A l'époque où éclata la Révolution de 1830, je commandais depuis plusieurs années l'Ecole Royale d'Etat Major, et j'habitais avec ma famille l'hôtel de cette école, situé rue de Grenelle Saint-Germain, près de l'Esplanade des Invalides. C'était sous le ministère Villèle que j'avais été appelé à ce commandement, le marquis de Clermont-Tonnerre étant alors ministre de la guerre. En prenant la direction de l'Ecole d'Etat-Major, je quittai le commandement de l'Ecole d'Artillerie de la garde Royale qui m'avait été donné sous le ministère du maréchal duc de Bellune; je perdais ainsi l'avantage assuré qui avait été réservé jusque là à tous les maréchaux de camp de la Garde; cependant on m'accordait un emploi de confiance; je n'avais donc ni à me plaindre, ni à me féliciter, seulement je n'étais pas sans quelques inquiétudes en quittant des fonctions dont j'avais l'habitude pour en prendre d'autres qui étaient nouvelles pour moi : j'y vins donc, non par

choix, mais par une sorte de règle de conduite que je m'étais faite dans le courant de ma carrière, de ne jamais rien demander, et de ne rien refuser, de ce qui, toutefois, pouvait s'accepter honorablement.

Lorsque le marquis de Clermont-Tonnerre m'appela au commandement de l'Ecole d'Etat-Major, il nomma en même temps mon prédécesseur, le général Desprez, inspecteur général de cette école et président du Comité d'Etat-Major dont je devenais membre en quittant celui de l'Artillerie. Par cette combinaison, je me trouvai placé dans une position fort délicate et fort embarrassante par rapport au général Desprez dont j'étais loin de partager toutes les opinions : pour faire mieux comprendre cette position, je dois indiquer ici quels étaient et le ministre et l'inspecteur dont j'allais dépendre directement : MM. de Clermont, Desprez et moi, nous nous étions trouvés ensemble à l'Ecole Polytechnique, à l'Ecole d'Artillerie et du Génie de Metz, et nous étions sortis ensemble de cette dernière école pour entrer dans les rangs de l'armée, M. Desprez dans le Génie, M. de Clermont et moi dans l'Artillerie. Depuis cette époque j'avais fait, sans interruption, toutes les campagnes dans la Grande Armée, et mes deux collègues avaient été attachés au Roi Joseph Bonaparte à Naples et en Espagne. Après nous être perdus de vue pendant assez longtemps dans des carrières aussi différentes, nous nous étions retrouvés à Paris après la Restauration de 1814, tous les trois avec le grade de colonel, eux au service d'Espagne et confirmés en France par Louis XVIII et moi sortant de la vieille Garde Impériale. Dans les Cent jours M. de Clermont suivit, ainsi que moi, le sort de la maison du Roi et il se fit remarquer par de nobles sentiments de fidélité et de résignation. M. Desprez, au contraire,

quitta les fonctions que lui avait confiées Louis XVIII auprès de la Garde Nationale parisienne et se vint de nouveau au service de la famille de Napoléon. Depuis la seconde Restauration, l'un était devenu ministre, et tous les deux, malgré la différence de leurs opinions, avaient été faits lieutenants généraux, commandeurs de Saint-Louis, grands officiers de la Légion d'Honneur, en un mot, toujours placés en évidence, ils avaient été initiés à toutes les faveurs. M. de Clermont possédait toutes les manières de l'homme de Cour, il était fier de l'aristocratie que représentait son nom, mais il l'était avec politesse et simplicité, de plus il était pénétré des sentiments les plus religieux, ses opinions étaient franchement monarchiques et, comme ministre, il s'était prononcé contre l'opposition. M. Desprez, au contraire, avait les formes assez communes, ses opinions tendaient au républicanisme, ses sentiments étaient démocratiques au point d'avoir toujours repoussé un titre que ses grades et ses emplois le mettaient à même d'obtenir; en outre il était philosophe et libéral dans l'acception que la politique a donnée à ces deux qualifications, et il frondait souvent avec aigreur les actes de l'autorité royale. Malgré cette différence d'opinion et de caractère, ces deux officiers généraux étaient liés de la manière la plus intime depuis leur service auprès du Roi Joseph. M. de Clermont s'était créé, au ministère, une espèce de cour, et il n'était pas insensible à la flatterie que provoquent toujours les hautes positions sociales. M. Desprez avait de l'esprit, de l'instruction, de l'adresse, il connaissait le faible du ministre et il avait pris un tel ascendant sur son esprit qu'on a souvent pensé qu'il n'était pas étranger à la direction des affaires de la guerre.

Le général Desprez avait été appelé à l'Ecole d'Etat-Major par le maréchal Saint-Cyr, sous le minis-

tère Decazes ; c'était lui qui avait formé cette école et qui y avait placé tous les officiers et les professeurs qui la composaient, et la plupart de ces officiers partageaient ses opinions et ses sentiments. Or, lorsque j'y arrivai mon intention était de donner une toute autre impulsion à l'Ecole, de la diriger dans un sens franchement monarchique, basé sur des sentiments religieux ; il est facile de concevoir dès lors les difficultés de ma position ; je n'avais rien à désirer sous le rapport de l'instruction qui était parfaitement réglée, mais il n'en était pas de même de la direction politique dont la tendance vers l'opposition me paraissait peu convenable dans une réunion de jeunes officiers. Cependant je ne pouvais rien changer sans me mettre en opposition avec celui qui devait m'inspecter, et toutes les fois que j'en parlais en particulier au ministre il ne décidait rien dans la crainte sans doute de n'être pas d'accord avec celui qui exerçait sur lui une si grande influence.

C'est dans cette position que je vis tomber le ministère Villèle, sans avoir pu obtenir aucune des améliorations que je désirais. Ce ministère Villèle, qui avait inspiré une si grande joie et une si grande confiance aux royalistes, ne sut pas profiter d'une position unique, peut-être, sous un gouvernement représentatif ; à peine y avait-il dans les Chambres une faible opposition, et il ne sut pas tirer parti d'une majorité imposante et assurée pour proposer les lois organiques qui devaient asseoir la monarchie sur des bases solides et mettre un frein aux empiètements de la démocratie ; il négligea surtout de s'occuper de cette loi si importante des élections qui, plus tard, devait perdre le Roi et la royauté, de cette loi démocratique de M. Decazes qui livrait la France aux exigences d'une classe essentiellement perturbatrice et ennemie de l'ordre et qui,

pour rendre possible la marche du gouvernement, ne laissait de ressources que dans l'emploi d'une honteuse corruption. Au lieu de fonder un véritable gouvernement constitutionnel, au lieu de rendre la charte monarchique, le ministère Villèle usa son crédit, sa puissance, ses talents pour une foule de lois qui, bonnes sans doute en elles-mêmes, n'étaient ni urgentes, ni peut-être même encore opportunes. M. de Villèle ébranla lui-même son autorité en voulant la rendre trop personnelle, en éloignant des hommes honorables et habiles qui l'auraient fortifiée en la partageant. Le renvoi de M. de Montmorency fut une faute ; ceux de M. de Bellune et de Chateaubriand une plus grande encore, surtout après l'expédition d'Espagne, où le premier avait créé une armée et où le second avait rendu à la France sa prépondérance diplomatique ; Mais M. de Villèle, financier, resta dans sa spécialité à la présidence du Conseil, et il ne voulait dans les autres administrations que des commis et non des collègues ; il fallait être villélisme plutôt encore que royaliste ; c'est ce qui l'usa, et il se perdit enfin par une boutade contre la garde nationale qui aliéna contre la royauté elle-même la population de la capitale. En résumé, M. de Villèle avait pris la France toute monarchique, et après une administration de sept années, il la laissa toute libérale. Certes, sans passer en revue tous les actes de son ministère, un tel résultat a quelque chose d'accablant.

Le ministère Martignac qui lui succéda se trouva dans une position fort embarrassante ; on lui laissa voir qu'il n'avait pas la confiance de la Cour ; et en présence d'une opposition devenue redoutable, il crut devoir entrer dans la voie des concessions pour se créer une majorité : or, s'il est quelquefois utile de faire des concessions volontaires, il est tou-

jours dangereux de se les faire arracher, et c'est ce qui arriva à M. de Martignac. Le vicomte de Caux était alors ministre de la guerre, et, par ses opinions personnelles, il fut peu favorable à la direction monarchique dont l'armée avait encore besoin et par conséquent à celle que je désirais donner à mon école.

Cette administration ne fut pas de longue durée, et elle fut remplacée d'une manière soudaine le 8 mai 1829 par le trop célèbre ministère Polignac. Le comte de Bourmont eut le ministère de la guerre; le comte de Labourdonnaye et plus tard M. de Peyronnet celui de l'intérieur; ces noms, trop significatifs peut-être pour les circonstances où l'on se trouvait, excitèrent chez quelques royalistes de la joie et de l'étonnement, mais, en général, ils produisirent une grande irritation sur les masses. Les autres ministres furent, après quelques modifications, MM. de Montbel, de Chantelauze, Capelle, d'Haussez et Guernon de Ranville. Le choix d'un tel ministère, au moment où l'opposition se montrait plus imposante que jamais, devenait une espèce de coup d'Etat, dans un gouvernement où l'on considérait les majorités comme une loi suprême; c'était fronder d'une manière évidente la majorité des Chambres, et il eut fallu une grande force et une grande habileté pour résister à la lutte qu'on allait provoquer. C'est ainsi que s'ouvrit la session des Chambres convoquées pour le 2 mars. Le Roi, dans son discours d'ouverture, annonçait avec dignité l'intention de résister aux exigences des mauvaises passions et demandait le concours des Chambres pour opérer le bien qu'il voulait faire, et, dans l'adresse votée le 16 mars, à la majorité de 221 contre 181, la Chambre des députés refusa son concours. Cette séance du 16 fut très orageuse et se prolongea jusqu'à la chute du jour, ce qui fit dire à

M. de Puymaurin que l'adresse votée serait une œuvre de ténèbres. Le refus de concours de la Chambre des députés fut une véritable déclaration de guerre contre la royauté, et en cela la Chambre outrepassa ses droits constitutionnels ; elle pouvait sans doute refuser les lois présentées par un ministère qui n'avait pas sa confiance, mais elle ne pouvait pas d'avance refuser son concours ; c'était porter atteinte à la prérogative royale en lui enlevant, en quelque sorte, le droit de choisir ses ministres. Le droit de la Chambre était de juger leurs actes et non de s'opposer à leur nomination. L'adresse fut présentée au Roi le 18. M. Royer-Collard, président de la Chambre, la lut d'une voix altérée ; le Roi l'écouta avec calme, il en fut affligé, mais sa réponse fut digne et énergique, et, le lendemain, la Chambre fut prorogée. Dès ce moment, la guerre fut ostensiblement déclarée entre la révolution et la monarchie, et c'est dans cette position que plusieurs royalistes, par haine pour le ministère, eurent l'imprudence de prêter leur appui aux révolutionnaires ! On s'était attendu à la dissolution immédiate de la Chambre des députés, mais ce ne fut que le 16 mai que parut l'ordonnance qui prononçait cette dissolution. Les collèges électoraux furent convoqués et, en présence d'une opinion menaçante, en présence de cette fatale loi d'élection que M. de Villèle avait trop négligée, le Roi persista à conserver un ministère que la majorité de la Chambre regardait comme hostile à ses intérêts : c'était rendre la position de plus en plus grave. Il fallait sans doute casser la Chambre pour satisfaire la dignité royale, mais il eût fallu en même temps renvoyer un ministère qui avait débuté sous d'aussi fâcheux auspices, afin de donner satisfaction à l'opinion publique ; peut-être eût-on conjuré ainsi l'orage qui se préparait d'une manière

formidable. Partout l'opposition quittait son rôle parlementaire pour se montrer hostile et menaçante ; elle avait organisé un comité directeur qui avait des ramifications dans toute la France et qui formait un véritable gouvernement occulte ; la presse libérale attaquait directement le trône, forte qu'elle était d'une concession du ministère Martignac qui interdisait la censure, et déjà elle parlait hautement de la révolution d'Angleterre en 1688 ; tous les chefs de l'opposition qui, depuis longtemps, avaient déserté la cour des Tuileries, avaient adopté celle du Palais-Royal où ils étaient parfaitement accueillis et où l'on frôndrait avec aigreur tous les actes du gouvernement du Roi. Aux yeux de tous les gens réfléchis, l'horizon politique se rembrunissait d'une manière effrayante : les ministres seuls paraissaient calmes et pleins de confiance dans leurs forces.

Dès le ministère précédent, Monsieur le Dauphin s'était approprié la principale prérogative du ministre de la guerre, celle des nominations, et, à cet effet, il avait placé à la direction générale du personnel un de ses aides de camp, le vicomte de Champagny, qui resta sous M. de Bourmont et devint même alors sous-secrétaire d'Etat : M. de Bourmont ne dirigeait ainsi que les affaires générales de la guerre, et Monsieur le Dauphin s'occupait directement avec M. de Champagny de toutes les promotions ; cette position était fautive pour le Prince, puisqu'il assumait sur lui une responsabilité qui ne devait tomber que sur le ministre. Un Prince, l'héritier du trône surtout, doit rester le redresseur des fautes des agents du pouvoir, il doit être l'espoir de ceux qui croient avoir à se plaindre, surtout dans une affaire aussi difficile que les propositions d'avancement, mais il ne doit jamais s'exposer à faire directement des mécontents. En outre de la

partie du ministère que s'était attribuée Monsieur le Dauphin, M. de Bourmont créa une direction générale de l'administration qui fut d'abord confiée au général baron Clouet, puis au général comte d'Hautpoul, mon frère.

Sous le ministère Polignac, on reprit avec activité les projets d'une expédition contre Alger, et ce fut là la principale occupation du ministre Bourmont ; aussi rien ne fut terminé dans les améliorations qu'on désirait pour l'armée ; deux commissions dont je fis partie avaient été formées, l'une sur l'Etat-Major général de l'armée, ayant pour but de déterminer d'une manière positive l'état des officiers généraux ; l'autre sur des modifications à apporter à la loi du recrutement et surtout au mode de remplacement dans l'armée. Ces deux importantes questions, après avoir été longuement élaborées, restèrent dans les cartons du ministère : un seul acte important fut consacré, c'est l'amélioration des retraites militaires, dont l'armée est redevable à M. de Bourmont. Quant à mon école, il n'en fut pas même question.

Lorsque tous les préparatifs de l'expédition d'Alger furent terminés, lorsque les troupes furent désignées et les généraux nommés, le ministre Bourmont lui-même en prit le commandement en chef, et quoiqu'en entrant au ministère il fut fortement prévenu contre les opinions libérales du général Desprez, ce fut lui qu'il choisit pour son chef d'Etat-Major en partant pour l'Afrique. M. de Bourmont ne fut point remplacé comme ministre. L'intérim du ministère de la guerre fut donné, pour la forme, au prince de Polignac, M. de Champagny restant chargé du personnel et M. d'Hautpoul de l'administration.

Les trois ministres que j'avais vus se succéder ne s'étaient nullement occupés de mon Ecole et

m'avaient tout à fait abandonné à moi-même sous l'inspection du général Desprez; n'ayant rien pu améliorer dans la direction primitive donnée à cet établissement, j'avais cherché à m'occuper surtout de mes élèves; je les recevais beaucoup chez moi, je les attirais par des soirées et des bals dans le but de les détourner de la vie de café et des sociétés dangereuses, et de leur donner le goût et l'habitude de la bonne compagnie. Je profitais aussi de ces soirées pour causer en particulier avec eux, et pour leur tracer les principes et la règle de conduite qu'ils devaient suivre dans l'armée. Dans la journée j'assistais souvent à leurs leçons afin de rectifier les insinuations fâcheuses qui leur étaient données quelquefois par des professeurs qui partageaient entièrement les opinions politiques de l'opposition. C'est par ces moyens que je maintins ces jeunes officiers dans la foi royaliste au milieu de cette atmosphère qui l'était si peu.

Par ma position au comité d'Etat-Major et auprès du dépôt de la guerre, dont mon école était en quelque sorte une annexe, j'avais de fréquents rapports avec le ministère de la guerre; et c'est ce qui me fournit l'occasion d'être initié dans une découverte dont les circonstances méritent d'être rapportées. M. de Bourmont avait auprès de lui, comme secrétaire particulier, un homme adroit, rusé, très actif, qui exerçait même de l'influence sur sa personne, et qu'il avait laissé au ministère pendant l'intérim de M. de Polignac. Depuis longtemps le gouvernement était convaincu de l'existence d'un comité directeur qui centralisait l'action du parti libéral; on voyait tous les jours, de plus en plus, les effets de son influence en France, mais il mettait une telle adresse dans son action destructive, qu'on n'avait pu parvenir encore à avoir des données positives sur son organisation. L'homme dont je viens de parler avait

été mis à sa recherche ; il s'assura d'abord de l'existence réelle de ce Comité, il sut qu'il se réunissait souvent, mais jamais deux fois de suite dans le même lieu. Enfin à force d'argent et de ruse, il était parvenu à découvrir « d'avance » le lieu d'une réunion, et je me trouvai un jour au Ministère de la guerre quand il rendit compte de la découverte curieuse qu'il avait faite : la pièce où avait eu lieu cette réunion était une chambre à coucher, il s'y était introduit avant la séance, et au risque d'étouffer il s'était blotti entre deux matelas du lit ; là il avait vu arriver tous les membres du Comité et il avait assisté à leur conférence. Ce Comité se composait de douze membres dont il donna les noms. C'étaient, autant qu'il m'en souvient, MM. Laffitte, La Fayette, Dupont de l'Eure, Benjamin Constant, Casimir Périer, Bignon, d'Argenson, Dupin, Mangin, Gérard, Sébastiani et Lamarque, tous membres de la Chambre des députés. J'entendis citer aussi parmi les personnages qui devaient jouer un rôle dans les projets de ce gouvernement occulte les noms de MM. Clauzel, Lobau, Guizot, Louis, Schonen, de Puyraveau, Bérard, de la Chambre actuelle ; et MM. Odillon Barrot, Baude, Arago, Thiers, Barthe, nommés députés plus tard. La Chambre des pairs fournissait aussi son contingent dans cette vaste conspiration ; les maréchaux Jourdan et Maison en faisaient partie, les ducs de Broglie et de Choiseul n'y étaient point étrangers, pas plus que les coteries de MM. Pasquier, Molé, Decazes et d'Argout.

Tous les membres du Comité directeur nommaient parmi eux, à la majorité des voix, un président pour l'année seulement. C'était M. Dupont de l'Eure qui avait été élu président pour l'année 1830. Ce Comité formait à Paris le gouvernement central ; il était entouré pour les affaires de détails de plusieurs comités spéciaux qui représentaient chacune des

administrations du gouvernement du Roi ; ils avaient des intelligences dans tous les ministères ; le Comité particulier de la guerre avait aussi des agents dans tous les régiments de l'armée, même dans la Garde Royale ; celui de la justice dans la magistrature ; celui de l'intérieur dans la police et dans l'administration civile, et les présidents de ces Comités étaient choisis par le Comité directeur, soit dans son sein, soit en dehors, et ils lui rendaient compte de leurs opérations. Il y avait en outre, dans tous les départements de France, des Comités de département présidés par des personnages influents de chaque localité ; ils correspondaient avec le Comité central au moyen d'agents revêtus de la qualité de commis voyageurs. Ces Comités de départements avaient pour mission de faire des prosélytes en déversant le blâme et la défiance sur tous les actes du gouvernement du Roi, de discréditer tous les dépositaires de son autorité et de diriger toujours les élections dans le sens le plus hostile. Enfin ce gouvernement occulte était parvenu, à la longue, à se donner l'ensemble et la régularité d'une organisation légale ; tous ses agents étaient parfaitement bien disciplinés et tout marchait en France d'après une volonté et une impulsion unique qui était celle de la majorité du Comité directeur. Dans la séance où assista l'homme qui nous rendait compte, on se félicita des progrès qu'avait faits l'opinion antimonarchique, de l'assurance où on était des dispositions des électeurs et par conséquent de la nouvelle Chambre, de la direction progressive qu'il fallait donner à la presse ; on jugea enfin que l'opinion était assez mûre pour permettre d'agir et on décida qu'on attendrait la réunion des Chambres pour en finir avec la direction qu'avait prise le gouvernement du Roi. Toutes ces questions furent conclues à l'unanimité ; quelques membres élevèrent

ensuite une discussion qui ne fut point approfondie : il s'agissait de savoir si on conserverait Charles X, en lui imposant la loi du Comité directeur, ou si on le renverserait pour choisir un autre roi à sa place, ou si enfin on établirait un gouvernement à l'américaine. Cette incertitude sur le résultat, laissé sans doute à dessein, paraissait avoir pour but de rallier en un même faisceau d'opposition : les royalistes mécontents du ministère qui furent assez dupes pour prêter leur appui aux ennemis déclarés du Roi ; les républicains et les révolutionnaires proprement dits qui voyaient dans M. de Lafayette une garantie pour leurs utopies ; les bonapartistes qui espéraient qu'un bouleversement quelconque pourrait ramener le Duc de Reichstadt ; enfin les partisans de la maison d'Orléans qui s'augmentaient sans cesse par l'accueil bienveillant et empressé que les mécontents de toutes les nuances recevaient au Palais-Royal.

Ce rapport, avec tous les détails qui y furent joints, paraissait revêtu de tous les caractères de la vérité ; il fit une grande impression sur ceux qui l'entendirent. M. de Polignac seul n'eut pas l'air d'y attacher une grande importance, et rien ne fut changé, ni dans la marche des affaires, ni dans les précautions qu'il eût peut-être été convenable de prendre. Il ne fut point fait aucune recherche, il n'y eut pas une arrestation, pas même une destitution, quoiqu'un grand nombre d'individus employés aient été signalés nominativement. La Cour et les ministres restaient uniquement occupés de l'expédition d'Afrique et paraissaient oublier tout ce qui se passait dans l'intérieur de la France. C'est le 20 avril que M. de Bourmont avait été nommé commandant en chef de cette expédition ; peu de temps après, il s'était rendu à Toulon, et après toutes les dispositions pour la réunion des troupes et les préparatifs de débarquement, l'expédition avait mis à la voile

du port de Toulon le 25 mai. L'ordonnance du 16 mai, qui avait cassé la Chambre des Députés, prescrivait la réunion des collèges électoraux pour le 23 juin et le 3 juillet, et convoquait la nouvelle Chambre pour le 3 août.

Le ministère comptait beaucoup sur l'influence que le succès de la campagne d'Afrique pourrait avoir sur l'esprit des électeurs; les libéraux le craignaient de leur côté, aussi faisaient-ils tous leurs efforts pour la blâmer, pour jeter des inquiétudes sur un succès qu'ils montraient comme impossible, ils publiaient partout que cette armée était sacrifiée, que l'expédition était désastreuse et ruineuse pour la France; ils ne tarissaient pas en injures sur le général qui la commandait; ils cherchaient en vain à prévenir même le bon effet que pouvait produire un succès. Quelques moments d'inquiétude qui furent produits par l'absence de nouvelles, pendant une relâche que l'expédition dut faire dans l'île de Majorque furent exploités avec avidité pour faire courir les bruits alarmants et jeter du blâme sur le Gouvernement. On a peine à concevoir que des manœuvres aussi antinationales aient pu trouver de l'écho en France; mais les esprits étaient trop bien préparés depuis longtemps, trop d'ambitions étaient en expectative pour que les meneurs ne fussent pas en mesure de tout dénaturer. La presse libérale, dans son incroyable délire, allait jusqu'à publier tous les documents qu'elle pouvait recueillir sur la force et les plans de campagne de l'armée expéditionnaire, de manière à instruire exactement l'ennemi de tout ce qui se préparait. Dans un Etat régulier, l'homme qui ferait un aussi vil métier serait fusillé, et la presse libérale se disait éminemment française, et se qualifiant ainsi, elle prenait parti pour le Dey d'Alger contre le Roi de France.

Sur ces entrefaites, le Roi et la Reine de Naples

vinrent faire un voyage à Paris; ils revenaient d'Espagne où ils s'étaient rendus à l'occasion du mariage de la princesse Christine, leur fille, sœur de la duchesse de Berry, avec Ferdinand VII. Le Roi de Naples, arrivé le 15 mai, reçut un brillant accueil à la Cour des Tuileries; les fêtes, les revues, les promenades, se succédèrent sans interruption pendant son séjour à Paris. Le duc d'Orléans, qui était beau-frère du Roi, voulut aussi avoir son tour, et le 31 mai il donna une fête magnifique au Palais-Royal. D'après une ancienne règle d'étiquette, les Rois de France n'assistaient point aux fêtes données par les Princes, mais Charles X, qui avait déjà donné le titre d'Altesse Royale aux Princes de la famille d'Orléans, renonça en leur faveur à cette étiquette, et il se rendit à la soirée du Palais-Royal avec Monsieur le Dauphin, Madame la Dauphine et Madame la duchesse de Berry. Le Roi et la Reine de Naples, qui étaient l'objet de la soirée, le prince de Salerne, frère du Roi, qui les accompagnait, furent éblouis de la magnificence de cette fête; le Palais-Royal était métamorphosé en un véritable palais de fée; on circulait dans tout le contour des bâtiments et sur la grande terrasse du jardin qui les réunissait; l'éclat des illuminations, la richesse des parures, l'élégance des décorations faisaient de cette fête tout ce qu'on peut imaginer de plus brillant et de plus solennel.

J'avais été invité à cette soirée avec ma femme; nous y fûmes parfaitement accueillis par les princes et les princesses d'Orléans, quoique déjà, depuis plusieurs années, les personnes que nous y rencontrions trop souvent eussent rendu nos visites beaucoup plus rares. Quel fut bientôt notre étonnement en voyant dans les salons, où avaient été invités le Roi et la famille royale, tous les chefs de l'opposition, ceux-là mêmes qui s'étaient montrés les plus hostiles envers la personne du Roi. Lorsqu'on rece-

vait un pareil hôte, le mettre en présence de ses ennemis déclarés nous parut une inconvenance qui ne pouvait être faite sans motifs et sans intentions ; elle nous frappa péniblement. Une scène de désordre vint encore attrister cette solennelle soirée, il y eut une espèce d'émeute dans le jardin du Palais-Royal. Le peuple, qui y était entré en foule pour jouir du spectacle des illuminations, se rua tout à coup sur les gardiens et sur les détachements de la Garde Royale qui étaient réunis pour maintenir le bon ordre. On brisa les chaises du jardin, on y mit le feu, des cris de : « *A bas Polignac !* » furent proférés ; et cela sous les fenêtres, au pied de la terrasse où se trouvait le Roi. Ce mouvement était sans doute le prélude de ce qui, un peu plus tard, devait s'exécuter en grand. Ce désordre jeta une grande agitation dans la soirée, et c'est un moment après que, me trouvant auprès de ma femme dans l'un des salons, un groupe de personnages les plus marquants de l'opposition se trouva réuni devant nous en causant d'une manière assez animée ; ma femme ne put y tenir, et en s'exprimant assez haut pour être entendue d'eux : « Allons-nous-en, me dit-elle, nous sommes ici en trop mauvaise compagnie » ; et nous retournâmes chez nous, frappés de tout ce que nous avions vu, comme d'une sorte de pressentiment funeste.

A cette même époque, plusieurs provinces de France, et particulièrement celles qui avoisinent la capitale, furent agitées par ces événements inexplicables dans un pays civilisé, et qui sont souvent les avant-coureurs des grandes catastrophes. Je veux parler des incendies qui désolaient les campagnes de la Normandie, de la Picardie, d'une partie de la Champagne et jusque dans le Berry, sans qu'il fût possible d'en découvrir ni la cause, ni les auteurs : tout gouvernement ayant pour mission d'assurer et de garantir l'ordre public, de tels événements

avaient nécessairement pour résultat d'exciter le mécontentement du peuple contre le gouvernement du Roi. On envoya des troupes dans ces provinces afin de chercher à intimider les incendiaires ; on envoya même en Normandie, où ils faisaient le plus de ravages, plusieurs des corps de la Garde Royale qui formaient la garnison ordinaire de Paris ; et c'est ainsi que le ministère, dans sa présomptueuse confiance, laissait la capitale sans défense.

Bientôt on apprit le débarquement de l'expédition de Toulon sur les côtes d'Afrique : il eut lieu le 14 juin, et l'établissement de l'armée dans la presqu'île de Sidi-Ferruch en fut le résultat. Les libéraux déconcertés de ce premier succès, cherchèrent pour se dédommager à en donner tout l'honneur à la marine seule, parce qu'elle était commandée par l'amiral Duperré qui appartenait à leur opinion ; et ils n'en persistèrent pas moins à prédire des désastres pour l'avenir, afin de jeter toujours de la défaveur sur le gouvernement, sur le général de Bourmont, et afin d'atténuer le bon effet qui pouvait résulter de cette nouvelle.

Alors arriva le moment des élections ; elles eurent lieu dans toute la France sous l'influence du ministère le plus impopulaire de la Restauration, que l'opinion repoussait avec effroi comme hostile aux intérêts nationaux. Ce ministère avait déjà échoué devant les Chambres, et il n'avait su prendre aucun ascendant sur les esprits, ni par ses actes, ni par ses paroles. Il concentrait tout le gouvernement du Roi dans l'intérieur des Tuileries ; c'était engager sous de dangereux auspices une lutte décisive. Le comité directeur de l'opposition et tous les comités de département en profitèrent pour s'emparer partout de l'esprit public et pervertir l'opinion ; ils avaient établi dans un grand nombre de villes des journaux à bas prix qui agissaient sur les masses avec un

merveilleux ensemble. Les calomnies les plus ridicules, les contes les plus absurdes étaient colportés d'un bout de la France à l'autre et jetaient l'effroi dans les populations sur les intentions du Roi : on montrait Charles X voulant rétablir l'absolutisme du moyen âge et l'autorité du bon plaisir; on le montrait entouré de jésuites dont on avait fait un épouvantail, s'occupant lui-même à dire la messe, et pensant à faire revivre jusqu'à l'inquisition. On ne parlait au peuple que de dîmes, de droits féodaux et de l'esclavage qui allait le réduire à la condition des bêtes de somme. Plus les contes étaient absurdes et plus on y croyait, car cette aveugle crédulité envers ceux qui le trompent est dans la nature du peuple. Et les ministres ne s'occupaient point de ces manœuvres perfides, ils laissaient dire et ne contredisaient rien, et ils se crurent assez forts pour entrer en lice contre toute une nation qu'ils avaient laissé pervertir ainsi par d'habiles ennemis.

L'opposition craignait cependant encore l'effet d'un succès décisif en Afrique, sur lequel les ministres comptaient trop, peut-être; aussi les libéraux ne cessaient de blâmer cette expédition et de jeter du ridicule sur les motifs qui l'avaient fait entreprendre, et tel est le point où ils étaient parvenus dans leur système de démoralisation, que cette nation française, jadis si sensible à la gloire, se moquait d'une insulte qui portait atteinte à l'honneur national, elle trouvait mauvais qu'on en tirât satisfaction, et allait même jusqu'à regarder comme injuste la destruction de la piraterie, qui était depuis tant de siècles la honte de la civilisation européenne. C'est sous de telles influences que furent faites les élections, elles devaient ramener et elles ramenèrent en effet une chambre plus hostile encore que celle qui avait refusé son concours au Roi. Les 221 qui avaient voté la fatale adresse repa-

rurent avec de nombreux auxiliaires; la presse révolutionnaire, forte alors de ce nouvel appui, ne garda plus aucune mesure, elle ne parlait que d'oppression et excitait hautement le peuple à la résistance, c'est-à-dire à la révolte; et cette résistance était nommée légale; les comités de départements l'organisaient partout, partout des associations se formaient pour le refus de l'impôt, et la conspiration contre le trône marchait, ostensible et flagrante. La famille royale de Naples quitta Paris le 1^{er} juillet au milieu de ce mouvement électoral, elle dut sans doute en être effrayée, et certes de telles manœuvres ne lui montraient pas sous un aspect séduisant les formes du gouvernement représentatif.

C'est dans cette position critique qu'on reçut à Paris la nouvelle de l'entrée triomphante de l'armée française dans la ville d'Alger. C'était le 14 juin que le général de Bourmont était débarqué sur les côtes d'Afrique, et vingt jours après, le 5 juillet, il était maître de la capitale de la Régence; la victoire avait été rapide, heureuse et complète. Un tel résultat jetait un grand reflet de gloire sur la France, et l'armée expéditionnaire s'était montrée digne de la réputation guerrière de ses devanciers. A la réception de cette nouvelle, il y eut en France un moment d'enthousiasme; à Paris on tira le canon des Invalides, on chanta des *Te Deum*, la Cour était à Saint-Cloud et le Roi reçut dans cette résidence de nombreuses félicitations. Je m'y trouvai un jour où les corporations des forts de la halle, des charbonniers et autres vinrent en corps, avec le drapeau blanc en tête, offrir leurs compliments, en faisant retentir le cri de Vive le Roi!

Les ministres se laissèrent éblouir par ces protestations isolées, trop concentrés en eux-mêmes, ils ne tinrent pas compte des racines profondes que les manœuvres des ennemis du trône avaient jetées dans

l'opinion publique; ils ne virent pas davantage que l'Angleterre, jalouse de la prospérité que la Restauration avait donnée à la France, jalouse surtout de cette conquête d'Alger qui ajoutait de la gloire à cette prospérité intérieure : que l'Angleterre, dis-je, soutenait l'opposition et cherchait par tous les moyens possibles à bouleverser de nouveau la France par quelques secousses révolutionnaires, afin d'arrêter ses progrès, de la diviser pour l'affaiblir et de rabaisser sa puissance au profit de la puissance anglaise. Telle doit être en effet la politique de l'Angleterre; elle ne peut conserver sa prépondérance maritime et commerciale que par le désordre du continent et en particulier par celui de la France, sa rivale naturelle; aussi a-t-elle cherché sans cesse à susciter des guerres continentales, ou à fomentier des révolutions. Pourquoi faut-il que l'Europe, la France surtout aient été toujours dupes d'une telle position ? et aient toujours eu un parti à la disposition des intérêts de l'Angleterre ?

Les libéraux, forts du soutien de cette puissance, marchaient toujours avec audace à leur but destructeur, ils étaient parvenus à fasciner les yeux des classes inférieures de la société, par ces mots magiques et inintelligibles de liberté, d'égalité, de souveraineté populaire; avec le système électoral, avec la nouvelle chambre, avec la licence de la presse et des associations, ils étaient parvenus à rendre impossible la marche du gouvernement, ce gouvernement étant acculé de telle sorte qu'un acte de vigueur était devenu inévitable; l'autorité royale était compromise, elle était menacée par une démocratie en délire, et le cas était arrivé de sauver le peuple de ses propres erreurs et d'invoquer l'article 14 de la Charte, qui dans un danger imminent donnait au Roi une sorte de dictature,

~~~~~

## CHAPITRE II

Le Coup d'Etat résolu. — Les ordonnances. — Convocation des Chambres. — Effectif des troupes de Paris. — Agitation de Paris. — M. de La Bouillerie. — Mon allocution aux élèves de l'Ecole. — Sur le toit. — L'insurrection du 28. — Le duc de Raguse. — Un maître des cérémonies d'enterrement. — Officiers et Elèves. — La fusillade. — La Ligne et la Garde. — A la Manutention. — J'envoie femmes et enfants aux Invalides. — Préparatifs de défense. — Bivouac dans la Cour des Invalides.

Que fit le Ministère dans cette grave occurrence? Comprenant la nécessité de se défendre, il résolut un coup d'État; mais il crut qu'avec du mystère il remplacerait la force et l'énergie devenues si nécessaires au gouvernement du Roi, il crut que la signature de sept ministres paraissant inopinément suffirait pour dompter un parti qui s'était emparé des masses de la population. Les Chambres étaient convoquées pour le 3 août, et c'est le 25 juillet que les ministres signèrent trois ordonnances; l'une cassant la Chambre des Députés avant qu'elle eût été réunie, une autre établissant un système d'élection différent de la loi, que les ministres précédents n'avaient osé changer légalement, et la troisième suspendant la liberté de la presse que le ministère Martignac avait consacrée par une loi. Ces trois ordonnances furent insérées au *Moniteur* sans qu'aucune autorité autre que la personne des ministres en eût été prévenue, sans qu'aucune disposition ait été prise pour résister à l'effervescence qu'une telle mesure ne pouvait manquer de provoquer dans les circonstances où l'on se trouvait.

C'est le 26 juillet que le *Moniteur* fit connaître ces ordonnances dans tout Paris; je les lisais au moment

où les officiers de service de l'école vinrent chez moi au rapport du matin; quoique mûs par des sentiments divers, nous fûmes tous effrayés d'un acte aussi grave de la part d'un ministère qui n'avait encore donné aucune preuve de son habileté politique. Le considérant de ces ordonnances, attribué à M. de Chantelauze, était un modèle de raisonnement et de logique, dont il est fâcheux, sans doute, qu'on n'ait pas plutôt adopté les principes; peut-être au point où on en était venu, la violence des attaques dirigées contre le gouvernement du Roi, était-il nécessaire d'y mettre promptement un terme en procédant par ordonnances; c'était un droit de légitime défense. Mais quand on est forcé de recourir à un coup d'État, il faut le rendre utile, et ce n'est point ainsi, en cachette et comme par surprise, qu'un gouvernement doit faire un acte de rigueur.

Et dans quelles circonstances et avec quelle inconcevable imprévoyance frappait-on un coup d'État qui avait un si grand besoin d'être appuyé par la force? Le ministre de la guerre, chef naturel de l'armée, était en Afrique, et le prince de Polignac qui connaissait tous les fils de la conspiration, ignorait, de son propre aveu, le nombre des troupes présentes à Paris; et le vicomte de Champagny qui dirigeait le personnel de la guerre, et le comte d'Hautpoul qui en dirigeait l'administration ne surent rien que par le *Moniteur*. Le préfet de la Seine et le préfet de Police même dont l'intervention pouvait être si nécessaire n'en surent pas davantage. En un mot toutes les autorités, autres que la personne des sept ministres, ne reçurent aucune instruction et furent complètement prises au dépourvu dans les devoirs qu'elles avaient à remplir. Le lieutenant-général comte Coutard, commandant la première division militaire, était en congé; des quatre lieutenants-généraux commandant les Divi-

sions de la Garde Royale, trois étaient absents et le seul qui restait était le général Bordesoulle. Au sujet de ces titulaires absents, une observation se présente sur M. de Bourmont. En allant en Afrique conquérir le bâton de maréchal de France, il avait conservé le ministère de la guerre et le commandement d'une division de la Garde; et la vacance de ces deux emplois eut un résultat fatal.

Enfin pour comble d'imprévoyance, une grande partie de la Garde Royale qui formait la garnison ordinaire de la capitale, avait été envoyée dans les provinces contre les incendiaires. La garnison de Paris ne se composait que de 4,700 hommes de la Garde Royale, sur lesquels 1,300 étaient journellement de service à Saint-Cloud, ce qui réduisait les troupes disponibles de la Garde à 3,400. Il y avait en outre quatre régiments d'infanterie de ligne dont l'effectif total était d'environ 4,400 hommes, mais ces régiments étaient depuis trop longtemps à Paris, et on avait employé pour les pervertir tous les moyens de séduction que pouvait fournir la capitale (1). On avait établi en principe qu'un soldat ne devait, dans aucune circonstance, tirer sur le peuple, et on ne donnait le nom de peuple qu'aux hommes qui appartenaient à l'opposition, à ceux qui préconisaient la révolte et l'insurrection contre l'autorité légitime. Le gouvernement lui-même avait sanctionné ce singulier principe quelque temps auparavant. Une émeute avait eu lieu dans la rue Saint-Louis, une bande de révoltés armés commençaient à se barricader en déparant les rues. Le général baron de Montgardé, employé dans la première division militaire, fut envoyé sur les lieux avec des troupes; arrivé en présence de l'émeute il

(1) Le chiffre total semble être exactement de 11,500. — Voir *la Garde Royale en 1830*, par un officier d'Etat-Major (Dentu 1830).

fit faire trois sommations consécutives, les révoltés y répondirent par des coups de fusil. Il fit alors charger sa troupe, la barrière fut enlevée, l'émeute fut dissipée et, d'après l'expression consacrée, force resta à la loi. Pour ce fait où il avait rempli son devoir, le général Mongardé fut accablé d'injures par l'opposition libérale, et, qui le croirait, le gouvernement, pour satisfaire cette opposition, le fit mettre en jugement au lieu de le récompenser; certes un tel précédent devait être funeste dans la première insurrection qui viendrait à éclater. On avait si bien faussé toutes les idées reçues, qu'on était parvenu à mettre la révolte en honneur et à faire un crime du dévouement, de la fidélité et de la défense légale de l'autorité légitime.

C'est en présence d'un tel bouleversement d'idées, c'est avec sept ou huit mille hommes de troupes qui se trouvaient à Paris, et dont la moitié était déjà pervertie, que le ministère provoquait une lutte à outrance dans une ville d'un million d'âmes, dans une ville où tout ce qu'on appelle populace était aux ordres du gouvernement occulte parfaitement organisé, où cent mille gardes nationaux licenciés étaient restés mécontents et armés; et on engageait cette lutte en laissant à l'ennemi toute liberté d'agir et de s'entendre. On connaissait le Comité directeur d'où émanaient tous les ordres. Certes, si un coup d'Etat était nécessaire, il fallait au moins le rendre efficace, il fallait commencer par arrêter l'action des chefs ennemis; au lieu de les aider en leur fournissant un prétexte pour exciter les masses, et de les laisser faire ensuite, en se reposant uniquement sur l'effet d'une publication insérée dans le *Moniteur*.

Je n'entreprendrai pas de retracer ici tous les détails de cette catastrophe inouïe, où la populace d'une telle ville a renversé en trois jours la plus

belle monarchie de l'Europe. Plusieurs relations d'un grand intérêt ont été publiées sur ce fatal événement. Je ne raconterai de ces journées que les épisodes dont j'ai été témoin, les positions dans lesquelles je me suis trouvé et les faits qui m'étaient rapportés par des témoins oculaires qui serviront à lier la succession des événements.

Les ordonnances, connues le 26 au matin, répandirent dans tout Paris une vive inquiétude, une agitation sourde qui ne se manifestèrent d'abord que par des conversations animées; chacun discutait et commentait cette mesure suivant ses opinions. Quelques royalistes se félicitaient de voir entrer le gouvernement dans une voie de rigueur et d'autorité, mais le plus grand nombre d'entr'eux n'approuvaient pas ce genre de coup d'Etat, et craignaient que le ministère ne fût pas de force à le soutenir. Quant à l'opposition de toutes les nuances et à la population de Paris qui avait été entraînée dans les rangs du libéralisme, on voyait une grande agitation, une irritation ostensible se manifester de toutes parts. J'avais ce jour-là un rendez-vous chez M. de la Bouillerie, intendant général de la Maison du Roi; je le trouvai vivement préoccupé, nous ne parlâmes que des ordonnances, de la nécessité de les soutenir, et il ne put me cacher ses craintes et ses inquiétudes. Je fus le même jour parcourir les boulevards, tous les cafés étaient encombrés de groupes nombreux; on se disputait les journaux en discutant avec vivacité; des hommes animés péroraient le peuple, lui distribuaient des écrits incendiaires. On rencontrait déjà de ces figures sinistres qu'on ne voit apparaître qu'aux approches des grandes catastrophes. L'orage n'éclatait point encore, mais on pouvait entendre déjà des propos animés et menaçants. Je rentrai chez moi péniblement affecté, l'agitation m'avait paru générale et j'atten-



dais avec inquiétude les jours qui allaient suivre. Cependant les ministres étaient tranquilles et on ne prenait aucune mesure de précaution, on ne donnait aucun ordre, aucune instruction. Le Roi devait, ce jour-là, faire une chasse à courre dans la forêt de Rambouillet; incertain s'il devait s'éloigner dans une telle circonstance, il consulta le Conseil des Ministres, sur cette futile question. Le Conseil fut d'avis qu'il pouvait s'absenter, et le Roi et M. le Dauphin passèrent la journée à chasser à Rambouillet, pendant que le Comité directeur organisait à Paris une attaque formidable, quand tout s'agitait dans la capitale, et qu'on exploitait les ordonnances pour en faire un texte, un motif d'insurrection, quand tous les journaux de l'opposition lançaient des protestations énergiques, excitaient à la résistance et qu'un président de tribunal déclarait qu'on ne pouvait légalement les poursuivre.

Dès le 27, au matin, tous les éléments de révolte préparés la veille commencèrent à se montrer, des rassemblements tumultueux eurent lieu dans plusieurs quartiers; les grands fabricants de Paris qui appartenaient à l'opposition et M. Ternaux, en particulier, fermèrent leurs ateliers pour lancer leurs ouvriers sur la place publique; l'ordonnance sur la liberté de la presse laissait tout à coup sans travail des milliers d'ouvriers imprimeurs qui perdaient ainsi leurs moyens d'existence, et les ministres n'avaient pas songé à prévenir ce dangereux résultat. Les banquiers de l'opposition, parmi lesquels M. Lafitte doit être cité en première ligne, firent de grands sacrifices pour jeter avec profusion de l'argent dans les cabarets, dans le but d'exciter la population; et c'est ainsi que l'armée du Comité directeur fut mise sur pied avec la plus grande rapidité. Le pillage des boutiques d'armuriers, de l'Arsenal et même du Musée de l'artillerie, le désar-

mement des compagnies de fusilliers sédentaires qui étaient restés disséminées par petits postes dans tous les quartiers de Paris, enfin bon nombre de fusils de l'ancienne garde nationale, eurent bientôt servi à armer cette populace en délire. Des troupes furent dirigées contre ces premiers rassemblements, mais d'après le principe consacré, elles eurent l'ordre de ne point tirer sur les insurgés qui, de leur côté, ne s'astreignaient point à la même réserve envers les soldats, surtout envers ceux de la Garde Royale. C'était une singulière lutte que celle qui s'engageait ainsi entre une petite troupe fidèle et la population d'une immense ville insurgée, entre des soldats qui n'étaient pas même un contrecent et qui devaient recevoir des coups, sans qu'il leur fût permis de les rendre : cette position était par trop forte.

Lorsque je vis la lutte engagée, je réunis mes élèves, je les invitai à ne plus quitter l'école, à ne point se montrer dans les rues et à attendre les événements, afin de se tenir prêts suivant les circonstances. Aucun d'eux ne manqua à la consigne que je leur avais donnée et ne me quitta pendant les trois journées. L'insurrection qui avait commencé vers le quartier Saint-Denis n'était point encore arrivée jusqu'à celui que j'habitais. Je fus plusieurs fois dans la journée au ministère de la guerre ; je ne pus voir M. de Champagny qui avait été appelé auprès des ministres aux Tuileries, et je ne reçus aucun ordre, aucune instruction. Je restai dès lors à mon poste dans un état pénible d'inquiétude et d'incertitude sur tout ce qui se passait.

Dès cette première journée l'insurrection prit un développement effrayant, on commença à dépaver les rues pour faire des barricades ; le soir on brisa les réverbères, on attaqua les postes isolés qui n'avaient reçu aucun ordre pour se rallier. On nous

annonça plus tard que le feu avait été mis à la Bourse; je montai avec mes élèves sur les combles de l'Hôtel, nous vîmes en effet un incendie dans cette direction, nous sûmes depuis que c'était seulement celui d'un corps de garde. De tous côtés nous entendions des coups de fusil : j'avais quelques émissaires que j'envoyais pour recueillir des nouvelles : mais leurs rapports ne m'apprenaient rien de positif et je ne recevais d'avis d'aucune autorité. Nous passâmes ainsi la nuit dans la plus grande inquiétude; nous étions persuadés cependant que tout ce qui se passait ne devait être considéré que comme une émeute, dont quelques déploiements de forces auraient bientôt fait justice. On circulait encore librement dans un grand nombre de quartiers de Paris. Pendant la journée nous avons reçu plusieurs visites, et le soir mon frère qui avait dîné à Saint-Cloud, nous avait dit qu'on y était fort tranquille et que rien n'avait été changé dans les habitudes de la Cour. L'insurrection avait paru en effet se calmer pendant la nuit, mais ce n'était que pour se mieux organiser, et les ministres annonçaient déjà que tout était fini.

Le lendemain 28, dès la pointe du jour, l'insurrection reparut avec violence dans tous les quartiers à la fois; plusieurs corps de garde qui étaient restés en station, furent attaqués avec fureur, et une fusillade soutenue se faisait entendre dans toutes les directions. J'appris bientôt que Paris était mis en état de siège, et que le maréchal duc de Raguse qui était de service comme major général de la garde, avait le commandement en chef des troupes chargées de la défense de la capitale. Cette nouvelle me fit éprouver une sensation pénible. Sans doute le duc de Raguse était un de nos maréchaux les plus distingués, mais il avait toujours été malheureux dans les grandes circonstances, il s'était toujours

trouvé en évidence au moment de la chute des souverains qu'il avait servis. Je me rappelai qu'en 1812, en Espagne, il avait perdu la bataille de Salamanque qui précipita le roi Joseph de son trône éphémère ; qu'en 1814, sous les murs de Paris, il avait été accusé, par Napoléon lui-même, d'avoir été la principale cause de la catastrophe qui lui enleva sa capitale et l'Empire. Je me rappelais surtout qu'en 1815 il avait commandé en chef toute la maison du Roi pour emporter la monarchie hors de France ; son nom m'inspira un effroi involontaire quand je le vis apparaître au moment où il s'agissait encore d'une monarchie ; il produisit sur moi l'effet de ces maîtres des cérémonies que l'on voit figurer à tous les enterrements.

Parmi les officiers qui composaient l'Etat-Major de mon école, deux seulement restèrent constamment près de moi : le colonel marquis de Clermont-Tonnerre, commandant en second, et le capitaine Naudet qui se trouvait de service de semaine. Ce dernier était très prononcé dans le sens de l'opposition au gouvernement du Roi, il avait à se plaindre du retard de son avancement ; cependant dans la position où il était placé, l'honneur militaire l'emporta sur ses opinions et jusqu'à la fin de la lutte, il resta fidèle à son devoir. Les autres officiers de mon Etat-Major étaient le chef de bataillon Caminade et les capitaines Valcry et Larouvière ; le premier était à la campagne près de Paris, il ne me rejoignit pas et m'écrivit pour m'annoncer qu'il n'avait pu franchir la barrière ; le second était en permission et ne revint qu'après les événements. Le capitaine Larouvière était malade et ne pouvait quitter son lit. De tous les professeurs militaires attachés à l'Ecole, je ne vis que le chef de bataillon Kock, je le savais entièrement dévoué à l'opposition, il vint cependant me trouver plusieurs fois et il

m'apportait des nouvelles de ce qui se passait dans Paris. Les autres professeurs, les chefs de bataillon Angoyat et Poumet, les carabiniers Levillain, Lecamus, Hanus, Michaud, Lonclas ne parurent pas. Tous ces Messieurs étaient des officiers fort distingués, mais à l'exception de M. de Clermont-Tonnerre ils étaient tous dans les rangs du libéralisme.

Je ne parle pas ici des professeurs civils qui dans la position où nous étions n'auraient pu m'être utiles.

Mes élèves étaient beaucoup moins nombreux que ne le portait l'organisation de l'Ecole, parce que la promotion de 1830 avait été réduite à la moitié de celles des années précédentes. Leur conduite a été si parfaite pendant les trois journées, ils ont montré tant de courage et de soumission en même temps que je leur dois de rappeler ici leurs noms comme un témoignage de mon estime pour eux : ces jeunes officiers étaient MM. Périgot, de Vougy, de Baroncelli, Lion, de Nenchèze, de Bouglon, Beaugendre, Delaville, Rouaud, de Martimprey, d'Allonville, Anselme, Gouraud, de Lorgénil, Trisson, de Bournet, de Badereau, de Valdan, de Marguerit, de Radepont, Lahure, Sabatier, Daurelle, Tabuteau. Dans ce nombre M. de Montholon était malade chez son grand-père, le marquis de Semonville et MM. de Radepont et de Badereau étaient en permission. Ce dernier devait rejoindre le 30 juillet. Il ne put pénétrer dans Paris, il sut que la Cour était à Saint-Cloud, il s'y rendit et se réunit à l'escorte qui accompagna le Roi à Rambouillet et ensuite à Cherbourg.

Le colonel de Clermont-Tonnerre avait avec lui un jeune homme, nommé Wallon, qui allait et venait dans Paris pour nous apporter des nouvelles, mais il mettait une telle exaspération dans ses récits,

qu'il ne pouvait m'inspirer une entière confiance. J'avais de mon côté un de mes neveux, le jeune Charles Laperrine (1) qui terminait ses cours à l'Ecole de Droit, et qui venait à chaque instant me rendre compte de ce qui se passait, avec beaucoup d'exactitude et de discernement. J'envoyais enfin quelqu'un des employés de l'Ecole pour chercher à bien connaître tous les progrès de l'insurrection. C'est ainsi que j'appris que les Gardes nationaux en costume et des officiers sans emploi commençaient à se montrer dans les groupes qui parcouraient la capitale. J'appris que la plupart des élèves de l'Ecole de droit et de médecine, où depuis longtemps on professait le libéralisme et la haine de l'autorité, s'étaient joints aux bandes insurgées; que les élèves de l'École Polytechnique avaient rompu leur consigne et se montraient en uniforme à la tête de ces bandes qu'ils dirigeaient avec la folle ardeur de leur âge. On nous dit enfin que les généraux Gérard, Lamarque, Lobau, Pajol, Dubourg, commandaient en chef l'insurrection dans les divers quartiers de Paris, et que M. de Lafayette avait renouvelé cette fatale sentence de 1789 : l'insurrection est le plus saint des devoirs.

Bientôt quelques militaires et quelques jeunes gens des diverses écoles, vinrent communiquer avec mes élèves et sous prétexte de leur donner des nouvelles dont nous étions tous si avides, ils firent tous leurs efforts pour les séduire et les entraîner dans l'insurrection; ils leur parlaient de liberté, de défense légale contre l'autorité; mes élèves eux-mêmes les repoussèrent avec indignation, et pas un seul ne répondit à leur appel; dès lors l'école fut menacée. J'envoyai un émissaire au quartier général du duc de Raguse que l'on m'avait dit être établi au

(1) Fils de M<sup>lle</sup> d'Hautpoul et de M. Laperrine.

Carrousel, afin de rendre compte de la position dans laquelle je me trouvais et de demander des instructions ; je ne reçus aucune réponse. Je me déterminai en conséquence à suivre la consigne prescrite aux militaires qui n'ont point reçu d'ordres, laquelle consiste à rester à son poste pour les attendre. Cependant nous pouvions être attaqués, il fallait songer à la défense. Je profitai d'un moment où l'avenue de l'Ecole militaire était libre par le passage des troupes qu'on appelait et j'envoyai chercher des cartouches qui m'arrivèrent à bon port. Je distribuai à mes élèves les fusils de munition que je conservais pour les exercices ; je fis rentrer le poste de vétérans qui était à ma porte et je me renfermai ainsi dans la cour de l'Hôtel, je dis à mes élèves que n'étant pas un corps combattant, nous ne devons pas sans un ordre particulier sortir dans les rues de Paris, mais que si on nous attaquait, j'espérais que nous saurions nous défendre ; ils m'en donnèrent tous l'assurance d'un ton qui ne me laissa aucun doute sur leur résolution et sur leur dévouement.

Nous ne tardâmes pas à entendre la fusillade se rapprocher de nous. On m'avait annoncé que deux batteries de l'artillerie de la Garde avaient été appelées, et bientôt en effet le canon gronda dans plusieurs quartiers de la capitale ; mais de même que les premiers feux de mousqueterie furent dirigés en l'air, je sus que les premiers coups de canon furent tirés à poudre. Ce fut une faute grave ; sans doute, dans une émeute populaire, il ne faut pas se hâter de frapper avant d'avoir employé tous les moyens qui peuvent ramener à la raison les hommes égarés, il faut se montrer à eux d'une manière imposante, les avertir plusieurs fois pour leur donner le temps de la réflexion ; mais dès que l'emploi de la force est reconnu inévitable, il faut l'appliquer franche-

ment afin d'empêcher l'émeute de se propager. En un mot il ne faut pas tirer du tout, ou il faut tirer tout de bon si l'on n'obtient rien par le raisonnement ; la philanthropie même commande cette manière d'agir, car c'est en frappant les instigateurs de la révolte qu'on empêche l'accroissement du nombre des coupables et qu'on diminue par conséquent celui des victimes. Or tirer à poudre sur les insurgés ne pouvait avoir d'autre résultat que de les exciter, de les rendre plus nombreux et plus entreprenants ; aussi une grande partie de la population de Paris fut-elle bientôt en mouvement, tandis que quelques mutins frappés la veille eussent peut-être évité des flots de sang pour le lendemain. Cette mesure était aussi fatale pour les troupes et devait les démoraliser. Quel est le courage qui peut tenir à recevoir des coups sans en rendre ? Aussi les régiments de la ligne qui, malgré tous les moyens de séduction qu'on avait employés pour les égarer, eussent sans doute fait leur devoir s'ils avaient été bien dirigés, abandonnaient bientôt une lutte trop difficile à soutenir. Honneur aux troupes de la Garde qui ont pu y résister jusqu'à la fin.

Cependant le bruit de l'insurrection allait toujours croissant ; bientôt des bandes insurgées se présentèrent devant mon hôtel et sommèrent mes élèves de se réunir à elles ; nous les repoussâmes avec indignation et avec une attitude menaçante qui leur en imposa, car elles se contentèrent de vociférer sans oser nous attaquer. Mon frère, directeur de l'administration de la guerre et qui n'avait reçu aucun ordre, aucune instruction, vint me voir dans l'intervalle des diverses sommations qui me furent faites. Je sus par lui que la cavalerie de la Garde, commandée par les maréchaux de camp Saint-Chamans et Talon, avait été envoyée par petits détachements dans divers quartiers. Je sus que des



détachements entiers engagés dans des rues étroites et populeuses avaient été écrasés sans pouvoir même se défendre. J'appris enfin que la plupart des corps de la garde avaient été disséminés dans Paris, sans avoir même entr'eux aucune communication. J'avoue que je ne compris rien et que je n'ai jamais rien compris depuis, à des dispositions aussi contraires à toutes les règles militaires. La force des soldats consiste dans leur union et leurs manœuvres : disséminés ils ne sont pas plus forts que les hommes du peuple armés contre eux, et c'est dans une ville immense où ils étaient en petit nombre qu'on les plaçait dans une position aussi désavantageuse ! Dès que l'insurrection parut avoir pris un développement sérieux, il fallait abandonner les rues, réunir tous les corps de troupes sur les points où ils pouvaient agir et se développer et rallier à eux tous les postes isolés qu'on a si malheureusement abandonnés à la merci des insurgés. Ces troupes massées sur les grandes places, fut-ce même hors de la ville si cela était devenu nécessaire, auraient conservé toute leur valeur et auraient donné le temps de faire arriver des renforts. Dans le cas même de l'évacuation de Paris, un blocus de quelques jours eût bientôt mis dans un grand embarras cette population en délire. Au lieu de cela on laissa les troupes par détachements isolés et en contact avec les gens qui cherchaient à les démoraliser et à ébranler leur fidélité. On les fatigua par des marches et des contremarches inutiles, on les usa enfin jusqu'à ce qu'elles fussent dans la nécessité de fuir.

Dans le moment où mon frère était encore près de moi, on vint nous annoncer que la Manutention de la rue de Sèvres, où il y avait un grand approvisionnement de pain et de farine, allait être attaquée par les insurgés ; mon frère sortit à l'ins-

tant, il courut rapidement auprès du maréchal Marmont pour lui demander un bataillon d'infanterie, en se faisant fort de reprendre la manutention, ou de rapporter des vivres qui y étaient conservés pour les distribuer aux troupes. Je sus depuis que ce bataillon lui avait été refusé. La Manutention fut pillée par le peuple, et cependant depuis la veille les troupes de la Garde et de ligne n'avaient reçu aucune distribution, et pendant les trois jours elles manquèrent de pain dans les rues de la capitale. Certes si on ne l'avait vu, cette assertion serait difficile à croire.

Tant que mes émissaires purent circuler, j'envoyai plusieurs fois au quartier général pour indiquer le danger de ma position, et surtout pour demander un point de ralliement sur lequel je pus me diriger avec mes élèves et me réunir à quelques-uns des corps de la Garde. Malgré mes instances répétées, je ne pus obtenir aucune réponse et je me trouvai ainsi complètement abandonné à moi-même. Bientôt je reçus des sommations d'un autre genre que les premières; les insurgés n'ayant pu séduire mes élèves se présentèrent de nouveau en demandant que nous eussions à leur livrer nos armes. Je répondis que des militaires français n'étaient point dans l'usage de rendre leurs armes, et que si on les voulait il fallait les prendre. Mes élèves auraient voulu charger ces bandes, je les retins; et les insurgés se retirèrent en proférant de violentes menaces. Dès lors une guerre à outrance fut déclarée: mon neveu, Charles Laperrine, voyant le péril augmenter et ne pouvant plus m'être utile à l'extérieur, me demanda un fusil et une giberne, et il prit rang parmi mes élèves dont il partagea depuis tous les dangers.

Ce qui rendait ma position doublement critique, était la manière dont je me trouvais entouré. J'avais auprès de moi ma femme, sa fille Mme de Crève-

cœur (1), qui était venue passer quelque temps avec nous, pendant que son mari, lieutenant-colonel d'artillerie, était en congé pour affaires particulières. Mme de Crèvecœur avait deux petits enfants dont l'un était encore avec sa nourrice, et ces dames avaient en outre plusieurs femmes avec elles. Cette réunion de femmes et d'enfants était peu favorable pour les dispositions défensives que je pouvais avoir à prendre, et bientôt en effet je l'éprouvai d'une manière bien pénible. Nous venions de dîner lorsque je fus prévenu, par mon concierge qui avait été à la découverte, que les diverses bandes qui n'avaient osé nous attaquer dans la journée, étaient convenues de se rallier le soir au nombre de deux à trois mille pour venir faire le siège en règle de mon école. A cette nouvelle ma première idée fut de mettre à l'abri tout ce qui m'entourait et qui ne pouvait combattre. Je songai à l'hôtel des Invalides qui était assez près de chez moi, je pensai que cet établissement serait respecté, qu'un vaste hôpital militaire devait être un refuge assuré, et je profitai d'un moment de calme dans ma rue pour envoyer demander l'hospitalité au vénérable gouverneur, marquis de La Tour-Maubourg, pour les femmes et les enfants que j'avais avec moi. Il me l'accorda à l'instant; je fis part à ma femme que je croyais convenable, nécessaire même qu'elle s'éloignât avec ses enfants. Elle comprit que cette proposition devait être basée sur de graves motifs, et elle me prouva son courage par son silence, mais cette résignation même lui fit éprouver une révolution dont sa santé s'est toujours ressentie depuis. Ces dames et leurs enfants prirent chacun un paquet

(1) Née du premier mariage de Mme d'Hautpoul, née Tavernier de Boulogne de Magnanville, veuve de M. de Walkiers. De son second mariage, Mme d'Hautpoul eut deux fils, Amand et Jules, morts jeunes.

sous le bras; elles se chargèrent des enfants; mon beau fils, Ferdinand de Walkiers, les accompagna et c'est ainsi que je mis toute ma famille hors de chez moi, au milieu des barricades qui obstruaient déjà les environs de mon hôtel. Cette séparation était devenue indispensable, mais elle fut bien cruelle, au point où en était l'insurrection : pouvions-nous prévoir si nous nous retrouverions ? J'observai la marche de cette triste caravane afin d'aller à son secours si on l'inquiétait dans le trajet qu'elle avait à parcourir. Quelques coureurs isolés seulement adressèrent à ces dames quelques observations ; elles répondirent qu'elles rentraient chez elles à l'Hôtel des Invalides, et on les laissa passer. Lorsque je les vis en sûreté, je me renfermai dans mon école pour prendre toutes les dispositions défensives contre l'attaque formidable que j'attendais. Mes élèves étaient pleins de résolution, et j'étais sûr qu'ils étaient tous disposés à se faire tuer dans la cour de l'hôtel, plutôt que de m'abandonner. Le colonel de Clermont-Tonnerre avait pris un fusil et se tenait dans les rangs ; le capitaine Naudet malgré ses opinions resta honorablement à son poste.

Entièrement abandonné à moi-même, je calculais les moyens de résistance et les moyens de retraite que je pouvais avoir, si nous étions forcés dans la cour de l'Hôtel. Cette retraite ne pouvait avoir lieu qu'en escaladant une barrière du jardin qui nous ramenait dans la rue de Grenelle, sur un point un peu plus rapproché des Invalides. Au milieu de ces préparatifs, j'étais en proie aux plus pénibles réflexions. J'étais pénétré de ce principe que des militaires doivent savoir mourir à leur poste, et nous n'en connaissions pas d'autre que l'hôtel de l'Ecole. D'un autre côté j'avais avec moi une masse de jeunes gens qui m'avaient été confiés dans le but de surveiller la direction de leurs études militaires, j'étais

responsable de leur sort envers la France et envers leurs familles. Devais-je abuser de leur courage, prendre sur moi de les faire tuer et cela pour rien? Certes si le Roi eût été derrière nous, s'il eût fallu le sauver, il n'y aurait pas eu même à réfléchir et nous aurions défié tout ce qui aurait pu se présenter; mais ici nous n'avions à défendre que nos logements; tous mes élèves pouvaient être massacrés, sans que ce sacrifice pût être utile en rien à la cause que nous servions. Cette alternative était accablante.

Dans mon anxiété je profitai de la seule communication qui me restait encore par moments, avec l'Hôtel des Invalides, pour m'adresser au général marquis de Latour-Maubourg; j'envoyai près de lui un de mes élèves, M. Renault, qui était fils d'un des officiers de son état-major, afin de lui faire part de la position dans laquelle j'allais me trouver et pour lui demander si dans le cas où je serais forcé dans mon école, il me permettrait d'effectuer ma retraite sur les Invalides. M. de Latour-Maubourg me répondit à l'instant, que non seulement il me permettrait de me retirer dans son Hôtel, mais qu'il me demandait de venir le plus tôt possible me réunir à lui avec mes élèves. Il me fit dire en même temps que le quartier du Gros-Caillou était en pleine insurrection, que ses communications étaient coupées avec l'Ecole Militaire, que les Invalides étaient menacés, et que toutes les demandes qu'il avait faites au quartier général, dans le but d'être protégé, étaient restées sans réponse. Il ajoutait enfin qu'il m'attendait avec ma petite troupe pour réunir nos moyens de défense. Cette réponse fut décisive pour moi, et je me déterminai à abandonner l'hôtel de l'école.

Ce départ me déchargeait d'une responsabilité terrible envers mes élèves, mais il compromettait

assez gravement mes intérêts particuliers ; je laissais dans l'Hôtel et à la merci d'un pillage auquel je devais m'attendre tout ce que je possédais en mobilier, argenterie et objets précieux. J'avais en argent blanc d'abord la caisse de l'école dont j'étais responsable ; un dépôt assez considérable que m'avait fait un de mes parents, le comte Batowski qui avait quitté Paris depuis peu de temps ; enfin un dépôt du même genre que m'avait confié mon gendre, M. de Crèveœur. Disposé pour combattre, je ne pouvais emporter toutes ces valeurs. Je laissai un domestique intelligent avec recommandation de tout cacher de son mieux, et il s'acquitta fidèlement de sa mission.

Dès que ma résolution fut arrêtée, je réunis mes élèves ; leurs fusils étaient chargés, ils avaient chacun leur approvisionnement de cartouches, et je partis à leur tête vers dix heures du soir, emmenant avec nous le poste de vétérans qui est peut-être le seul qui n'ait pas été désarmé par le peuple. En débouchant sur l'esplanade des Invalides, nous rencontrâmes plusieurs bandes d'insurgés qui étaient occupés à abattre des arbres pour faire des barricades ; elles se retirèrent précipitamment à notre approche et nous entrâmes aux Invalides par la grille de l'Esplanade sans avoir tiré un coup de fusil.

M. de Latour-Maubourg vint me recevoir lui-même : je lui présentai ma petite troupe et je lui demandai à me placer désormais sous ses ordres. Il me reçut avec la plus grande bienveillance et il confia sur le champ à mes élèves le poste le plus périlleux, c'est-à-dire la garde des fossés qui entourent la cour principale vers l'Esplanade où sont placés les canons et vers le boulevard des Invalides. Il me donna pour consigne de surveiller les mouvements des insurgés, de ne pas tenir

compte de leurs vociférations, et de ne faire feu que dans le cas où ils tenteraient de franchir. Je distribuai mes élèves sur la ligne indiquée et je leur recommandai de ne commencer le feu que lorsque j'en donnerais le signal.

Dès que ces dispositions furent prises, je cours un moment rassurer ma femme qui était retirée avec ses enfants dans un petit appartement que lui avait donné M<sup>me</sup> de Latour-Maubourg ; je la trouvai dans les plus mortelles angoisses. Depuis notre séparation le bruit du canon et la fusillade n'avait cessé de se faire entendre dans Paris et les insurgés s'étant emparés de la plupart des églises, le bruit sinistre du tocsin était venu se mêler de tous côtés au fracas de l'insurrection et augmenter encore l'effroi des habitants inoffensifs. En arrivant aux Invalides j'avais vu le chef de bataillon Koch, il m'avait annoncé que l'insurrection faisait des progrès toujours croissants. Elle avait commencé aux cris de Vive la Charte ! à bas les Ministres : maintenant on criait vive la République ! à bas les Bourbons ! Partout on renversait les insignes de la Royauté et les bandes insurgées avaient adopté le drapeau tricolore. L'insurrection prenait enfin tous les caractères d'une révolution.

Je restai toute la nuit auprès de mes élèves qui bivaquèrent dans la cour en se relevant successivement pour garder le poste qui leur était confié. Vers minuit l'insurrection parut se calmer, le bruit cessa et il y eut quelques instants de repos ; mais en me promenant dans les cours j'aperçus plusieurs groupes d'invalides qui causaient entr'eux d'une manière animée. Je les entendis se plaindre avec aigreur de ces jeunes étrangers qui venaient les compromettre avec le peuple ; je compris qu'ils cherchaient les moyens de s'en débarrasser et qu'ils convenaient entr'eux de les attaquer à coups de piques, s'ils

avaient le malheur de tirer un seul coup de fusil sur les insurgés. Cette découverte était grave, je fus en faire part à M. de Latour-Maubourg qui en fut vivement affecté; il envoya sur le champ plusieurs officiers pour dissiper les groupes en les invitant à aller se reposer et ces mêmes officiers restèrent dans les cours pour surveiller ceux des Invalides qui étaient disposés à la révolte.





### CHAPITRE III

Invalides et élèves de l'Ecole d'Etat-Major. — Les insurgés au Gros-Caillou. — Le colonel de Clermont-Tonnerre et la cocarde tricolore. — Courage et sang froid du général de La Tour-Maubourg. — L'hôtel des Invalides pris d'assaut. — L'élève de l'Ecole polytechnique. — A la recherche de ma famille.

Dans le courant de cette nuit, je sus que les bandes qui devaient attaquer l'Ecole s'y étaient présentées; en effet, une demi-heure après mon départ, en apprenant que nous n'y étions plus, les insurgés s'étaient répandus dans les cours, avec des cris de fureur et de vengeance. Mon concierge, qui partageait leur opinion, se trouva en connaître plusieurs; il était intéressé à maintenir l'ordre dans l'hôtel, et il montra, dans cette circonstance, de l'adresse et de la présence d'esprit. Sur l'intention manifestée par les insurgés de se livrer à la recherche des armes que nous aurions laissées, il leur déclara que nous les avions toutes emportées avec nous, mais que, si on ne le croyait pas sur parole, il les priaient de désigner quelques hommes, s'offrant à conduire ces derniers partout où ils voudraient, afin de procéder avec ordre à la recherche qu'ils devaient faire; il ajouta que des gens comme eux, se dévouant avec tant de courage « pour défendre la sainte cause de la liberté », étaient incapables de vouloir autre chose que des armes. Ces paroles produisirent leur effet, et l'hôtel fut sauvé du pillage.

Ce fait prouve que, parmi les insurgés, il se trouvait beaucoup plus d'hommes égarés par les fausses doctrines dont on les avait imbus que par leur propre perversité; il prouve aussi que l'on

aurait pu conjurer l'orage si l'on avait su combattre ces doctrines et ceux, surtout, qui les propageaient avec tant d'audace.

Le 29 juillet, dès trois heures du matin, le tocsin se fit entendre de nouveau dans tout Paris; il avait pour but d'appeler les populations de la banlieue et de donner le signal d'une attaque générale dans les divers quartiers de la capitale. Le feu de l'artillerie et celui de la mousqueterie se renouvelèrent bientôt d'une manière effrayante.

Mes élèves reprirent tous leurs postes. Ils s'étaient aperçus eux-mêmes de l'espèce de conspiration formée par une partie des invalides pour les assaillir par derrière. Ils avaient devant eux, sur l'esplanade, des bandes nombreuses qui les accablaient d'injures et de menaces; ces bandes s'accrurent bientôt au point de représenter une masse formidable à laquelle il était évidemment impossible de résister. Dans cette position terrible, où, de tous côtés, une mort inévitable les attendait, pas un de ces jeunes gens ne songea à quitter un poste aussi périlleux, pas un ne montra la moindre hésitation; tous, au contraire, avaient l'œil fixé sur moi pour attendre le signal du feu qui devait les faire tous massacrer. Quelques-uns, même, étaient impatients de commencer l'attaque au lieu de rester sur la défensive; et, comme une telle position exigeait une sorte d'exaltation, je pouvais craindre quelque imprudence; mais ils montrèrent tous autant de subordination que de courage, car aucun ne recula et aucun, non plus, ne devança mes ordres. Certes, une semblable conduite mérite d'être citée, et je me plais à la signaler ici, car il y eut vraiment de la gloire pour ces jeunes gens d'avoir su résister à une pareille épreuve.

Vers sept heures du matin, l'esplanade des Invalides se dégarnit un instant des bandes qui l'occu-

paient. Je montai chez M. de Latour-Maubourg ; il continua à me prescrire de rester sur la défensive tant que je ne serais point attaqué.

Je profitai de ce moment pour aller voir ma femme dans l'appartement où elle s'était réfugiée avec sa famille ; les fenêtres de cet appartement donnaient sur le boulevard des Invalides. Tout-à-coup, nous entendîmes une vive fusillade et des cris affreux dans cette direction ; des bandes d'insurgés parcouraient le boulevard en courant et en tirant des coups de fusil au hasard ; quelques balles arrivèrent jusque dans la chambre où nous étions réunis. Ma femme saisit à l'instant ses enfants et les emporta dans un corridor intérieur pour les mettre à l'abri.

La fusillade m'ayant paru se rapprocher des fossés, je descendis rapidement pour rejoindre mes élèves, car je croyais le moment venu de commencer un combat désespéré. Je trouvai ces jeunes gens à leur poste et prêts à faire feu ; mais, ayant reconnu que le fossé n'était point attaqué, je les maintins sur la défensive.

Cependant, le bruit allait toujours croissant du côté du boulevard ; c'était la caserne de la rue de Babylone que l'on attaquait. On y avait imprudemment laissé un détachement de garde avec le dépôt d'un régiment suisse ; ces malheureux soldats abandonnés s'étaient vu assaillir par des bandes nombreuses, et après leur avoir opposé une vigoureuse résistance, ils avaient été presque tous massacrés. Nous vîmes bientôt revenir, par le boulevard des Invalides, des troupes d'insurgés portant les armes, les habits et les schakos des Suisses qu'ils venaient d'égorger ; en passant, ils nous accablèrent d'injures, en nous menaçant d'un sort pareil.

Le marquis de Latour-Maubourg, revêtu de son

grand uniforme, décoré de son Cordon Bleu, des grandes croix de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, appuyé sur sa jambe de bois qui n'était pas la moins honorable de ses décorations, vint plusieurs fois se mêler à nous et aux invalides qui se groupaient encore dans le but de s'opposer à la défense de l'hôtel ; sa seule présence doublait le courage des uns et imposait tellement aux autres, par l'ascendant qu'il avait pris sur eux, que les invalides les plus disposés à fraterniser avec le peuple n'osaient plus dire un mot.

Pendant une partie de la matinée, l'esplanade se remplit et se dégarnit à plusieurs reprises des bandes nombreuses qui s'agitaient autour de nous. Dans l'un des moments où le passage semblait libre, M. de Latour-Maubourg essaya d'envoyer un émissaire au quartier général pour avoir des nouvelles et faire connaître notre position ; mais cet émissaire revint sans avoir pu parvenir à sa destination. Un instant après, arriva à l'hôtel un caisson escorté de quelques cavaliers de la garde ; on envoyait demander au gouverneur des Invalides tout le pain dont il pouvait disposer, avec invitation d'en faire confectionner le plus promptement possible pour faire des distributions aux troupes. Mais cette prévoyance était trop tardive, et, bientôt elle fut inutile ; les malheureux soldats de cette escorte étaient épuisés de fatigue et de faim, et il fallut les faire manger pour les mettre en état de repartir ; ils nous racontèrent la défection des régiments de la ligne, les désastres éprouvés par les corps de la garde disséminés dans Paris ; ils nous parurent très découragés, et nous ne sûmes pas ce qu'ils devinrent depuis. Il nous arriva aussi quelques soldats blessés qui parvinrent à se réfugier aux Invalides ; ils furent remis aux soins du docteur Yvan.

Dans un moment où plusieurs bandes d'insurgés

étaient revenues, occupant les abords du Gros-Caillou et du faubourg Saint-Germain et travaillant à couper des arbres sur l'esplanade, nous aperçûmes un escadron de lanciers qui passait sur le quai, se dirigeant vers le pont Louis XVI. L'occasion était belle pour envoyer un émissaire au quartier général; mais il fallait franchir l'espace qui nous séparait du quai, c'est-à-dire toute la longueur de l'esplanade, et cela au milieu des insurgés. Je témoignai à M. de Latour-Maubourg le regret de ne pouvoir envoyer quelqu'un vers ce détachement de lanciers; à l'instant même, plusieurs de mes élèves se présentèrent de bonne volonté pour courir cette chance périlleuse. J'hésitai un instant, et je choisis enfin le premier qui avait parlé, c'était le jeune d'Allonville : on ouvre la grille, et je me mets en disposition d'aller à son secours s'il était pris. Il part comme un trait, essuie plusieurs coups de fusil qui ne l'atteignent pas, franchit l'espace en courant et je le vois rejoindre le détachement de cavalerie dont nous apercevions encore les derniers hommes; cet acte de hardiesse fait honneur à ce jeune officier. Nous espérions avoir, par lui, des secours ou des nouvelles; mais nous ne le revîmes pas, et j'en étais inquiet. Je sus depuis que, n'ayant pu revenir, il s'était joint à la garde; qu'il avait été à Saint-Cloud, à Rambouillet, et que, de là, il avait accompagné le Roi avec son camarade le jeune Badevau, qui s'était vu dans l'impossibilité de rentrer dans Paris. Depuis ce moment nous ne vîmes plus paraître aucunes troupes.

Le général de Latour-Maubourg ne s'expliquait pas comment on n'avait pas pris l'Esplanade des Invalides et le Champ-de-Mars comme points de ralliement des troupes de la Garde. Les insurgés s'y établirent sans être inquiétés; nous les vîmes bientôt s'occuper à briser, à coups de hache et de

marteau, une fleur de lis colossale qui ornait la fontaine de l'Esplanade. Mes élèves, indignés de cette mutilation qui se passait sous leurs yeux, demandaient à sortir pour aller l'empêcher : il n'y avait aucune chance de succès, et je dus les retenir dans notre position tristement défensive.

Un moment après, l'Esplanade se trouva libre encore une fois, et, dans cet instant de repos, nous eûmes l'espoir d'avoir quelques nouvelles du quartier général ; on avait demandé du pain aux Invalides, nous devons penser que l'on enverrait des troupes pour en protéger le transport. Tout ce que je désirais, de mon côté, était de recevoir des ordres pour rallier mes élèves à quelques uns des corps de la garde, soit au quartier général, soit à Saint-Cloud, où leur zèle eût pu s'employer plus utilement ; nous attendîmes en vain, notre abandon fut complet.

Depuis l'heure du déjeuner, ma famille était réunie dans les appartements du gouverneur, où elle était comblée de soin et de prévenances ; M. de Latour-Maubourg avait près de lui sa femme, sa sœur, M<sup>me</sup> de Maisonneuve, une de ses nièces. Au milieu de nos inquiétudes communes, ces dames cherchaient à consoler ma femme, à rassurer sa fille, surtout, qui éprouvait les plus vives inquiétudes sur le sort de son mari ; elles s'occupaient des enfants avec une bonté toute particulière. Pendant cette époque critique, toute la famille de Latour-Maubourg a acquis des droits éternels à notre reconnaissance.

Je montais quelquefois chez le gouverneur. Un de ses neveux, le maréchal-de-camp Latour-Maubourg, vint le voir et nous donna quelques nouvelles. Aucun des officiers généraux présents à Paris n'avait été appelé près du roi ni au quartier général ; quelques uns d'entre eux s'étaient rendus à Saint-

Cloud, de leur propre mouvement, pour offrir leurs services, et ils avaient été remerciés ; on ajouta même qu'on n'avait pas besoin d'eux. Le maréchal duc de Bellune, le lieutenant-général comte du Coëtlosquet, si positifs dans leur dévouement, furent de ce nombre.

Au quartier général du duc de Raguse, on s'occupait à parlementer avec les chefs de la révolte ; MM. Laffitte, Casimir-Périer, Gérard, Mauguin, envoyés en députation, y étaient reçus librement, ainsi que M. Arago, ami du maréchal. Le duc de Raguse était en rapports avec M. d'Argout, M. de Sémonville, et il paraissait beaucoup plus occupé, avec eux, des moyens de renverser le ministère que des mesures à prendre pour défendre la royauté ; il fut même question entre eux, pendant un moment, de faire arrêter les ministres du Roi. Nous sûmes que, pendant ces pourparlers intempestifs, l'Hôtel-de-Ville, vivement attaqué à plusieurs reprises, était resté au pouvoir des insurgés et qu'un gouvernement provisoire s'y était déjà installé au nom des chefs de la révolte : on désignait M. de Lafayette, on parlait des généraux Gérard, Lamarque, Lobau, on citait une proclamation d'un gouvernement provisoire composé de MM. de Lafayette, Gérard et du duc de Choiseul ; on sut depuis que cette proclamation provenait de M. Baudé seul, qui s'était établi l'un des premiers à l'Hôtel-de-Ville.

Tous ces noms provoquaient parmi nous une confusion désespérante. La prise de l'Hôtel-de-Ville, surtout, nous préoccupait ; nous nous rappelions que, dans toutes les grandes catastrophes, un ancien préjugé de la population parisienne donnait à la possession de cet édifice une importance décisive.

Au milieu de ces réflexions pénibles, et tandis que tout paraissait cependant plus calme autour des Invalides, nous entendîmes tout-à-coup, dans

la direction du Carousel, une effroyable fusillade à laquelle le bruit du canon vint bientôt se mêler. Nous courûmes aux fenêtres; M. de Latour-Maubourg avait un télescope, et nous cherchions à découvrir ce qui se passait de l'autre côté de la Seine. Pendant que nous entendions la fusillade se rapprocher du jardin des Tuileries, j'aperçus, par une éclaircie des Champs-Élysées qui est vis-à-vis de l'Esplanade, un régiment de cavalerie courant dans la direction opposée au feu; je ne m'expliquais pas cette marche dans le moment où un combat acharné paraissait avoir lieu aux Tuileries. On nous avait dit, peu de temps auparavant, que l'Ecole militaire était attaquée; je pensai d'abord que ce régiment allait à son secours; mais, un moment après, je vis, par cette même éclaircie des Champs-Élysées, des masses confuses de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie, qui fuyaient en désordre dans la même direction.

Interdit de ce qui se passait devant nous, je m'approche de M. de Latour-Maubourg :

« Général, lui dis-je avec émotion, ceci est une déroute. »

« Oui, me répondit-il sans pouvoir en dire davantage. » Et il regardait encore.

Bientôt après, des bandes insurgées se répandirent dans les Champs-Élysées et sur les quais. Nous savions que le drapeau tricolore avait déjà été arboré sur tous les édifices de la capitale, et nous le vîmes enfin flotter sur le dôme des Tuileries. Ce moment fut affreux : tout était donc fini, la victoire se déclarait pour la révolte; désormais nous restions seuls, abandonnés au milieu de cette ville immense; plus de secours à espérer, plus de retraite possible. Il faut s'être trouvé soi-même dans une position pareille pour comprendre notre désespoir.



M. de Latour-Maubourg reprit bientôt son sang-froid ordinaire; il vint à moi :

« Maintenant, me dit-il, toute résistance matérielle est devenue impossible et inutile. Vos jeunes gens ont donné des preuves suffisantes de leur courage et de leur dévouement; faites les rentrer: il faut les réserver pour un meilleur avenir. Désormais, ajouta-t-il, nous devons nous borner à une défense morale. »

Je ne comprenais pas bien le sens de ces dernières paroles; mais l'illustre général, dont je partageais le sort, me l'apprit bientôt.

Je rappelai mes élèves, qui ne pouvaient se résoudre à quitter leur postes; je les réunis dans l'intérieur et leur communiquai les intentions de M. de Latour-Maubourg. Les malheureux pleuraient de rage en obéissant; il ne pouvaient se consoler de ce que plusieurs d'entre eux, au moins, n'eussent pas été tués en défendant le roi; ils me reprochaient presque de ne pas les avoir conduits à Saint Cloud au lieu d'être resté aux Invalides. Mais le pouvais-je, dans l'ignorance où on nous avait laissés de ce qui se passait? Pouvais-je penser qu'un maréchal de France userait les troupes qui lui étaient confiées, sans avoir su en tirer parti pour défendre ou contenir la ville où il commandait en chef? Pouvais-je prévoir, enfin, qu'à Saint-Cloud même on resterait, jusqu'à la fin, tranquille spectateur d'événements aussi graves?

Je raisonnai mes élèves tout en déplorant que leur dévouement n'ait pas eu un meilleur résultat; je profitai du calme momentané qui nous entourait pour envoyer à l'Ecole chercher, par des gens de service, des vêtements bourgeois. Mes élèves laissèrent aux Invalides leurs armes et leurs uniformes, devenues inutiles désormais; je les fis sortir isolément de l'hôtel, en les engageant à ne pas rentrer

à l'Ecole, où leur réunion aurait encore pu les faire attaquer, mais à se retirer chacun chez des parents ou des amis; et je leur donnai rendez-vous à l'hôtel de l'Ecole, dès qu'il serait possible d'y reparaitre sans danger. Après les trois journées d'épreuves que nous venions de passer ensemble, de tels adieux furent bien pénibles.

M. de Clermont-Tonnerre me quitta aussi pour aller rejoindre sa mère, qui logeait avec lui à l'Ecole et qui y était restée enfermée dans son appartement; le capitaine Naudet partit de son côté, et je demurai seul avec ma famille et celle de M. de Latour-Maubourg. Mon neveu, Charles, qui avait partagé jusqu'à la fin le sort de mes élèves fit plusieurs courses dans Paris; il venait, de temps en temps, me rendre compte de ce qu'il apprenait. Je l'avais chargé d'aller à la recherche de mon frère dont j'étais fort inquiet, n'ayant plus entendu parler de lui depuis qu'il m'avait quitté à l'Ecole; mais je ne pus avoir de ses nouvelles que le surlendemain.

Nous étions tous réunis chez M. de Latour-Maubourg, livrés à de tristes réflexions sur le sort qui nous était réservé. Au milieu de l'anxiété générale, nous éprouvions de grandes inquiétudes au sujet de M. de Crèveœur, dont nous ne pouvions prévoir la destinée; sa malheureuse femme n'y tenait plus. Tout-à-coup, nous le voyons entrer dans le salon: il était méconnaissable, tant la fatigue et l'inquiétude avaient altéré ses traits. Il avait appris, en Normandie, la révolte de Paris, et s'était immédiatement mis en route par la diligence; arrêté à Saint-Germain, il avait été, à pied, à Versailles, d'où une petite voiture l'avait conduit jusqu'à Sèvres. Là, il n'avait pu passer; obligé de se déguiser et de faire plusieurs détours, il s'était dirigé à pied par Vaugirard et n'avait pu pénétrer dans Paris que par la barrière du Maine. Contraint de franchir plusieurs

barricades, il avait rencontré un grand nombre de bandes d'insurgés dans sa marche, vers l'Ecole d'Etat-Major; ayant su, de là, que nous étions aux Invalides, il nous y avait enfin rejoints. L'excès de sa fatigue était facile à expliquer.

Nous dinâmes tous ensemble, et cette soirée se passa plus tranquillement que nous ne pouvions l'espérer. M. de Latour-Maubourg avait placé à la grille de l'Hôtel un poste d'invalides commandé par un officier intelligent; il avait donné consigne que, si quelques bandes insurgées se disposaient à faire des tentatives hostiles, on prévint leur chef que le gouverneur des Invalides demandait à s'entretenir avec eux, dans le but d'éviter toute effusion de sang.

Cependant, le drapeau blanc flottait toujours aux Invalides; c'était le seul qui restât dans Paris, et M. de Latour-Maubourg avait pris la résolution de le maintenir jusqu'à la dernière extrémité. Quelques bandes passèrent sur l'Esplanade; elle exhalèrent leur fureur contre le drapeau de la fidélité par des vociférations et des menaces, mais elles n'attaquèrent pas. L'une d'elles, seulement, fut placer un drapeau tricolore sur la fontaine de l'Esplanade, à l'endroit même de la fleur de lys renversée; les insignes de la royauté et de la révolte se trouvaient ainsi en présence.

Dans la soirée, le bruit courut que les troupes de la Garde, ralliées à Saint-Cloud et renforcées des régiments appelés des garnisons voisines, se disposaient à venir faire une attaque générale sur Paris; nous ne doutions pas qu'il en fût ainsi, et nous espérâmes encore. Nous sûmes que les insurgés en étaient tellement effrayés que plusieurs commençaient déjà à se décourager; toute la nuit, ils travaillèrent sans relâche à augmenter les barricades, tant ils craignaient une attaque décisive; on

abattait à force les arbres des boulevards, et presque toutes les rues furent dépavées. Cette fatale journée se termina ainsi, et nous pûmes prendre quelques heures de repos.

Le 30 au matin, j'allais savoir des nouvelles de M. de Crèvecœur, lorsque j'appris qu'il était parti seul, avant le jour, pour aller à Saint-Cloud offrir ses services au Roi. Cette résolution était belle ; elle était méritoire dans la position critique où il laissait sa famille. Mais, connaissant tous les refus déjà faits à des offres de ce genre, je craignis que cette démarche fût inutile ; et ce ne fut en effet pour nous qu'une inquiétude de plus. Cependant nous espérions encore le retour de l'armée royale ; nous pensions que la vue de notre drapeau blanc serait pour elle un point de ralliement, comme le phare qu'on aperçoit au milieu des tempêtes. Mais, vain espoir ; rien ne parut ; déjà même, au contraire, on songeait à abandonner Saint-Cloud, on se disposait à laisser le champ libre aux chefs de l'insurrection.

Dans cette matinée et à l'heure du déjeuner, nous vîmes entrer le colonel de Clermont-Tonnerre, qui nous avait quittés la veille : Quel fut notre étonnement en apercevant à son habit un nœud de rubans tricolores ! M. de Latour-Maubourg allait lui adresser des paroles sévères, lorsque le colonel nous raconta qu'à son départ des Invalides il avait pensé à sauver l'Ecole, qui était encore menacée, et sa mère qui y était restée ; qu'ayant su qu'un grand nombre d'individus se réunissaient dans les mairies pour former une garde nationale improvisée, afin de protéger les habitations et d'arrêter les excès de la populace, il s'était rendu aussi à sa mairie et fait nommer sergent de cette garde ; puis, en cette qualité, il avait pu venir placer à l'école d'Etat-Major un poste avec lequel il avait passé la nuit. Quelque

extraordinaire que nous parût cette détermination, nous cessâmes nos observations, et il nous quitta un moment après pour rejoindre son nouveau poste.

L'insurrection marchait toujours, mais ici la scène va changer pour nous : désormais, c'est un homme seul qu'on verra défendre les Invalides contre toute une population révoltée et énivrée de ses succès ; et cet homme est le marquis de Latour-Maubourg. Il a donné, dans cette circonstance, un grand exemple à toutes les sommités sociales ; un exemple que les rois eux-mêmes ne doivent pas dédaigner, car il a montré tout l'ascendant, toute la puissance que l'homme peut exercer sur ses semblables, quand il est doué de cette fermeté d'âme, de ce courage moral qui lui donne la force d'affronter avec calme tous les dangers et de ne jamais reculer devant un devoir.

Dans cette mémorable journée où je n'ai plus quitté M. de Latour-Maubourg, j'ai vu plusieurs fois se retracer devant mes yeux la belle scène de « Coligny » décrite par Voltaire ; à plus d'une reprise, j'ai pu faire l'application de ces vers si connus :

A cet air vénérable, à cet auguste aspect,  
Les meurtriers, surpris, sont saisis de respect :  
Une force inconnue a suspendu leur rage.

Les insurgés, maîtres de tout Paris, vinrent bientôt se réunir sur l'esplanade des Invalides. La liberté qu'ils proclamaient ne pouvait plus souffrir ni contradiction, ni résistance ; furieux de voir encore un drapeau blanc, ils exigeaient avec menaces que le gouverneur des Invalides eût à se soumettre à l'instant à leur tyrannique volonté. D'après la consigne donnée par M. de Latour-Maubourg, on invita les chefs de ces bandes à venir se concerter avec lui en leur demandant de ne point attaquer pendant les pourparlers.

Plusieurs chefs se présentèrent et on les fit entrer; ils étaient armés de sabres, d'épées, de pistolets; M. de Latour-Maubourg les attendait tranquillement dans un cabinet attenant au grand escalier; ces chefs de bandes s'avançaient vers lui, le sommant, avec hauteur, au nom du peuple, de reconnaître le gouvernement provisoire établi à l'Hôtel-de-Ville et d'arborer les couleurs qu'ils nommaient nationales. M. de Latour-Maubourg leur répondit avec fermeté que, le Roi lui ayant confié le gouvernement des Invalides, son devoir était d'y maintenir l'ordre; qu'il avait prêté serment de fidélité au Roi et qu'ils devaient comprendre qu'un vieux soldat comme lui était incapable de manquer à sa parole: « Plutôt la mort, mille fois! ajoutait-il »; que, dès lors, ce qu'ils lui demandaient demeurerait impossible, puisque l'honneur lui interdisait de faire aucun changement aux Invalides sans les ordres du Roi. Il prononçait ces paroles d'une manière si positive, il appuyait avec tant de dignité sur les mots d'honneur, de devoir, de fidélité, que ces mêmes hommes qui l'avaient abordé avec insolence restaient immobiles et déconcertés devant lui. Quelques-uns se retirèrent sans rien répondre; d'autres s'inclinèrent devant l'homme qui savait leur résister avec tant de calme et de courage; il y en eut, enfin, qui allèrent même jusqu'à lui adresser des excuses.

Dix fois dans la matinée, je vis se renouveler des scènes du même genre, et toutes eurent le résultat que je viens d'indiquer. Parmi ces porteurs de sommations, se présenta un jeune homme revêtu d'un uniforme de fantaisie et s'exprimant d'une façon distinguée; il se disait aide de camp du général Gérard et envoyé par lui pour prier le Gouverneur des Invalides de ne pas s'exposer plus longtemps à la fureur du peuple. M. de Latour-Maubourg, après lui avoir répété qu'il ne reconnaî-

trait jamais que l'autorité du Roi, ajouta qu'il connaissait le général Gérard et que, puisqu'il était son aide de camp, il le priait de lui demander une lettre qui pût l'instruire de ce qui se passait ; il verrait alors ce qu'il aurait à faire. L'aide de camp, un peu embarrassé, lui demanda de vouloir bien écrire lui-même au général Gérard, promettant de rapporter la réponse. M. de Latour-Maubourg écrivit aussitôt une lettre dans laquelle il déclarait qu'aucune puissance humaine ne le ferait s'écarter un instant de son devoir, et il remit cette lettre à l'aide de camp pour avoir une réponse de son général.

Pendant ce temps, comme les bandes devenaient de moment en moment plus nombreuses et plus menaçantes sur l'Esplanade, M. de Latour-Maubourg dit à cet officier qu'il le rendait responsable, en sa qualité d'aide de camp du général Gérard, des désordres qui pourraient survenir aux Invalides ; et il lui demandait de prendre des mesures pour contenir les insurgés. L'officier le promit et tint parole : nous le vîmes donner des ordres et placer une garde en dehors de la grille.

Je me rendis jusque là, pendant quelques instants. Rien n'était bizarre comme cette espèce d'ordre au milieu du désordre le plus affreux : un factionnaire se promenait fièrement devant la grille ; c'était un homme grand et fort, couvert de sueur, de sang et de poussière ; vêtu d'un simple pantalon de toile et d'une chemise aux manches retroussées jusqu'à l'épaule, il avait à la main une de ces anciennes estocades d'une longueur démesurée, qui provenait, sans doute, de quelque pillage au musée de l'artillerie et avec laquelle il repoussait rudement tous ceux des siens qui voulaient s'approcher de la grille.

Au bout d'une heure environ, le même officier

revint comme il l'avait promis. Il n'apportait point de réponse écrite du général Gérard ; mais il venait demander de sa part à M. de Latour-Maubourg sa parole d'honneur de ne rien entreprendre contre le peuple de Paris, disant qu'au moyen de cette promesse on pourrait le laisser tranquille. M. de Latour-Maubourg le regarda en souriant : — « Quoi, lui dit-il, est-ce que vous me feriez l'honneur d'avoir peur de moi ? Soyez tranquille : avec des bras de moins et des jambes de bois vous n'avez rien à craindre de l'offensive ; mais quant à la défensive, la voilà ! » Et il lui présentait sa poitrine couverte des insignes de l'honneur.

L'officier garda un moment le silence, frappé d'admiration, sans doute, pour l'homme qui parlait ainsi ; puis, revenant encore : — « Général, lui dit-il, je conçois que vous avez horreur de cette république dont on parle ; mais, soyez tranquille : avant huit jours nous aurons un roi et nous pourrons crier ensemble « Vive le Roi ! » — « De qui parlez-vous ? Que signifient ces paroles, lui répliqua vivement M. de Latour-Maubourg ? » — « Je ne puis vous en dire davantage aujourd'hui, répondit l'officier. » Et il se retira.

La Garde qui était hors de la grille disparut bientôt, et les sommations se renouvelèrent plus violentes les unes que les autres ; M. de Latour-Maubourg les repoussait toujours avec la même fermeté et avec cette imposante dignité qui déconcertait tous ceux qui portaient la parole.

Cependant, toute la population insurgée de Paris, rassurée sur la crainte du retour des troupes royales et n'ayant plus rien à faire dans la vaste enceinte de la capitale, reflua vers les Invalides où elle avait appris qu'on résistait encore ; elle se montrait exaspérée de voir ce point seul conserver encore les insignes de la royauté. Les cris, les me-



naces, les imprécations se succédaient avec une violence toujours croissante, et tout faisait présager une affreuse catastrophe de la part de cette populace en fureur. Vingt-quatre heures s'étaient déjà écoulées depuis l'abandon de Paris ; nous étions seuls, et je ne crains pas d'exagérer en évaluant à trente ou quarante mille âmes les masses qui étaient venues s'agglomérer sur l'esplanade des Invalides. A la vérité, je n'aurais pas craint de les affronter avec quelques bons régiments de cavalerie ; mais ici c'était un homme seul qui leur résistait ; la situation devenait trop violente pour se prolonger davantage, et il ne fallait rien moins que le grand caractère de M. de Latour-Maubourg pour avoir tenu jusque-là.

Bientôt nous vîmes que l'on travaillait à ébranler la grille ; le moment fatal approchait. Déjà, dans l'intérieur de l'hôtel, chacun ne s'occupait plus qu'à chercher un refuge pour éviter le premier choc. J'étais dans une inquiétude affreuse sur le compte de ma femme et de ses enfants ; M. de Latour-Maubourg le comprit. Il m'indiqua une petite porte de service donnant sur le boulevard des Invalides et communiquant derrière ses appartements par un escalier particulier ; il m'en donna la clef. Je la portai à ma femme ; je lui dis qu'il fallait encore fuir avec ses enfants, afin de leur chercher un meilleur asile. Pour tout au monde, j'aurais voulu les suivre, les diriger, partager leur sort ; cette séparation fut encore plus cruelle que les précédentes, puisque j'ignorais quel serait leur refuge au milieu des rues de Paris. Mais pouvais-je abandonner dans le moment le plus critique celui qui m'avait donné l'hospitalité et sous les ordres duquel je m'étais placé ? M<sup>me</sup> de Latour-Maubourg, elle-même, m'avait demandé avec instances de ne pas quitter son mari : je le rejoignis donc, et, au même instant, la grille

qui nous séparait de ces masses furieuses fut enfoncée avec fracas. Nous étions pris d'assaut.

Je ne puis mieux comparer l'effet qui se produisit alors qu'à celui d'un torrent impétueux devant lequel une digue vient de se rompre. En moins de quelques secondes, toutes les cours furent envahies par une cohue de forcenés brandissant, avec des cris de mort, des armes de toute espèce. Je courus un moment m'assurer que ma famille était partie ; elle avait attendu jusqu'au dernier moment, ne pouvant se résoudre à cette nouvelle séparation ; elle put voir les bandes qui envahissaient les cours et l'intérieur de l'hôtel. Enfin je la vis sortir, et je revins rapidement chez M. de Latour-Maubourg. Mais ses gens venaient de barricader la porte de ce côté et les insurgés en enfonçaient une autre derrière moi ; j'allais me trouver pris dans cette position critique. On m'ouvre enfin et j'accours près de M. de Latour-Maubourg.

Seul de toutes les personnes présentes à l'hôtel, il avait conservé ce calme et ce sang-froid annonçant une grande résolution. Il quitta sans rien dire sa femme et sa sœur ; je le vis prendre son chapeau et sortir seul pour aller au-devant de cette effroyable cohue. Je le suivis. Nous devions croire que nous marchions à la mort ; je me résignais, en pensant qu'il y aurait de la gloire à mourir aux côtés de ce nouveau chevalier sans peur et sans reproches.

Nous nous trouvâmes bientôt en présence de ces masses désordonnées ; à l'aspect de M. de Latour-Maubourg elles nous entourèrent mais s'arrêtèrent, tant sa seule présence était capable d'imposer. Il veut leur parler ; mais une foule de voix s'élèvent, le sommant, au nom du peuple, d'arborer le drapeau tricolore sur le fronton des Invalides, cette sommation était appuyée par une masse innombrable de forcenés en armes. M. de Latour-Mau-

bourg les regarda avec calme et prononça d'une voix ferme ces paroles qui ne sortiront jamais de ma mémoire : « Messieurs, leur dit-il, je n'ai point affronté la mort dans cent batailles pour consentir aujourd'hui à déshonorer la fin de ma carrière. Je vous déclare que je ne le ferai point. » Et il appuyait sur ce dernier mot avec un accent qui annonçait une décision irrévocable.

Ce refus d'un seul homme, opposé à l'ordre énoncé par quarante mille furieux, produisit sur ces derniers un moment d'étonnement, une sorte de stupéfaction; tant est grande la puissance de de l'homme de cœur qui sait commander le respect et l'admiration. Moi-même j'éprouvai, à cet instant, une véritable fascination; la grandeur morale devint pour ainsi dire physique à mes yeux, et M. de Latour-Maubourg m'apparut avec une taille de géant. Cependant, il ne fallait qu'un mot, qu'un geste pour que nous fussions écharpés.

J'observais donc cette scène terrible, ce moment suprême, lorsque j'aperçus un jeune homme, élève de l'Ecole Polytechnique; il en portait l'uniforme et tenait à la main un petit sabre d'infanterie. Je le vois élever son arme et faire un pas en avant sur M. de Latour-Maubourg. C'était le geste fatal, le signal de mort. Il n'y avait plus rien à ménager; je me jette sur son bras, et, le saisissant avec force : « Malheureux, m'écriai-je, que faites-vous? » Et, par une sorte d'inspiration, j'ajoutai : « Quel que soit le parti que vous servez, si vous avez le malheur de le souiller du sang de ce général illustre, votre parti est perdu à jamais ! » Il jeta sur moi des yeux égarés et parut interdit; voyant que cette idée l'ébranlait, je dis encore : « Vous, élève de l'Ecole Polytechnique, vous devez savoir raisonner; vous devez comprendre que ce que vous exigez de nous est impossible; et si vous vous faites les assas-

sins d'un tel homme, je vous le répète, vous déshonorez, vous perdez votre cause. »

Ces paroles produisirent de l'effet. M'adressant alors à plusieurs de ceux qui m'entouraient, je leur dis : « Vous voulez un drapeau tricolore : nous n'en avons pas. Vous êtes les maîtres ici, nous ne sommes plus rien ; c'est à vous de faire ce que vous voulez. » Le même élève de l'Ecole Polytechnique à qui j'avais parlé le premier, et qui paraissait exercer de l'influence sur ses voisins, donna des ordres : une troupe se détacha, et, guidée par quelques invalides qui avaient déjà fraternisé avec les insurgés, s'en alla planter le drapeau révolutionnaire sur le fronton de l'Hôtel.

Aussitôt, les masses qui nous entouraient nous quittèrent ; quelques-uns des chefs invitèrent M. de Latour-Maubourg à rentrer chez lui, en lui promettant que l'intérieur de ses appartements serait respecté. C'est ainsi que se termina cette scène, l'une des plus horribles que j'ai vues de ma vie ; il est difficile de concevoir, en effet, un spectacle plus hideux que celui que présentait cette masse populaire dans le délire de sa révolte. Tous ces hommes à demi-nus, ivres de vin et de sang, l'œil fixe et hagard, porteurs d'armes de toutes sortes qu'ils agitaient avec des cris discordants, ressemblaient beaucoup plus à des hordes de sauvages qu'à un peuple élevé dans la civilisation.

M. de Latour-Maubourg ne pouvait se résoudre à borner là sa résistance ; il en avait assez fait cependant, ayant eu la gloire de maintenir, à lui seul, les Invalides et de conserver les insignes de la royauté vingt-quatre heures de plus que dans tout le reste de la capitale. Qu'eût-il fait s'il avait eu à sa disposition les troupes de la Garde?... Il rentra chez lui, sa famille s'y trouvait dans un état d'anxiété difficile à décrire ; il s'occupa immédia-

tement à disposer ses affaires pour partir dès le lendemain, ne voulant plus rester dans un lieu où il ne pouvait continuer à dicter les lois de l'honneur et de la fidélité.

Les bandes d'insurgés s'étaient répandues dans tout l'hôtel, sauf dans les appartements du gouverneur ; elles pillèrent la salle d'armes et se jetèrent dans les cantines avec les invalides.

Pour moi, n'étant plus utile à rien, je pris congé de l'illustre général qui m'avait inspiré une si profonde admiration, pour aller de mon côté à la recherche de ma famille. Je dois avouer que j'éprouvai là un moment de désespoir, et sur le présent et sur l'avenir ; je me rappelle que je jetai à terre mon habit, mes épaulettes et mon épée, avec la résolution de ne les reprendre jamais.

Je sortis par la petite porte du boulevard. Voyant le passage libre du côté de la rue de Grenelle, je me dirigeai vers l'Ecole d'Etat-Major. Mon concierge était sur la porte ; aussitôt qu'il me vit, il m'annonça que ma famille était rentrée à l'hôtel et qu'elle y serait en sûreté. Je trouvai dans la cour le poste de la garde nationale que M. de Clermont y avait installé la veille ; j'aperçus le drapeau tricolore arboré sur ma porte, et cette vue me fit mal. J'avais cependant porté ces couleurs du temps de l'Empire ; mais alors elles étaient entourées du prestige de la gloire ; elles avaient perdu leur origine révolutionnaire. Aujourd'hui elles étaient devenues les couleurs de la révolte et de la trahison : elles me firent horreur.

Je trouvai ma femme en proie aux plus cruelles angoisses ; et, réuni à elle, nous restâmes dans la tristesse et l'abattement, résultat de toutes les émotions que nous avions éprouvées. Elle et ses enfants me racontèrent qu'ils avaient dû faire un assez grand détour avant d'oser revenir à l'hôtel. Ils

avaient eu de la peine à franchir plusieurs barricades, et s'étaient heurté à quelques coureurs du parti insurgé. L'un d'eux, s'adressant à M<sup>me</sup> de Crèveœur, lui demanda assez rudement ce qu'elle faisait dehors en de telles circonstances : « Je promène mes enfants, répondit-elle. » Et cette réponse naïve le désarma. Un autre, armé d'un long fusil, voyant ces dames embarrassées pour passer une barricade, vint leur offrir la main en disant : « Ceci est comme le chemin du Paradis, n'est-ce pas ? » Ma femme fut tentée de lui répondre que c'était plutôt celui de l'enfer, mais elle se contenta de le remercier. Enfin ils étaient tous arrivés sans accident et le poste de garde nationale improvisé, qui se composait de bourgeois des environs, leur avait promis protection.

Pendant cette soirée, passée dans un état de repos pénible et fatigant, nous vîmes M. de Clermont-Tonnerre et le capitaine Naudet ; ce dernier s'était muni d'une sauvegarde signée de M. de Lafayette, et il m'annonça que par ce moyen l'Ecole serait respectée. Ce n'est pas sans un bien lourd sentiment d'humiliation que je me voyais ainsi placé sous la protection du principal chef de la révolte.

J'aurais voulu fuir à l'instant un pareil séjour. Mais où conduire ma famille ? J'aurais désiré aussi, puisque je n'avais plus rien à défendre, me rendre à Saint-Cloud, auprès du Roi ; mais je ne pouvais me dispenser d'attendre mes élèves, à qui j'avais donné rendez-vous, je me devais à eux. J'avais, en outre, une comptabilité dont j'étais personnellement responsable ; il me fallut rester. La nuit, je dormis quelques heures tout habillé, attendant avec impatience que la journée du lendemain vint éclaircir ma position : et c'était au cours de cette nuit-là que le Roi quittait Saint-Cloud, s'appêtant à abandonner la France.

---

#### CHAPITRE IV.

Ce qui s'était passé à Saint-Cloud et à Paris. — MM. de Mortemart et de Lafayette. — Irrésolutions du maréchal Marmont. — L'affaire du Carrousel. — Quiétude du Roi à Saint-Cloud. — MM. de Sémonville et d'Argout. — L'Hôtel de Ville et le Palais-Royal. — Départ du Roi. — L'armée parisienne se dirige sur Rambouillet. — Les abdications. — Nouvelles Ordonnances. — Lettre au duc d'Orléans.

Le lendemain 31 juillet, j'ignorais encore les détails de ce qui s'était passé depuis l'évacuation de Paris ; je ne sortis point de chez moi ce jour-là, et j'eus la visite de plusieurs des officiers attachés à l'Ecole. Ils portaient déjà le signe d'adhésion à la révolution qui s'opérait, lequel consistait en un nœud de rubans tricolores passé à la boutonnière ; ils m'inspirèrent de pénibles réflexions. Je les questionnai sur les événements qu'ils pouvaient connaître mieux que moi.

J'appris que les ministres, qui étaient d'abord restés en permanence aux Tuileries, avaient quitté Paris le 29, vers neuf heures du matin, pour se rendre à Saint-Cloud ; le Roi s'était alors décidé à révoquer les ordonnances du 25, et il avait renouvelé la convocation des Chambres pour le 3 août. Une autre ordonnance renvoyait le ministère Polignac, nommait le duc de Mortemart président du Conseil, le général Gérard, ministre de la guerre, et M. Casimir Périer ministre des finances. Ces deux derniers choix auraient pu sauver la monarchie, si on les eût faits plus tôt, volontairement et non comme une concession forcée ; M. Casimir Périer surtout, car c'était un homme capable, un homme monarchique, dont il est vivement à regretter que la Restauration se soit toujours fait un ennemi. Je

l'avais rencontré quelques années auparavant en Bourgogne, chez mon beau-frère, M. de Chauvelin, et j'ai toujours déploré depuis la persistance qu'on avait mise à le repousser : mais de combien d'hommes de mérite, de combien d'hommes habiles la Restauration n'eut-elle pas le malheur de se priver par suite des intrigues et des coteries de cour ! Ne pourrais-je pas citer ici M. de Chauvelin lui-même, qui aurait pu rendre de si utiles services si, par la fausse marche que l'on suivait, si, en le repoussant et en l'abreuvant de dégoûts, on ne l'eût contraint, en quelque sorte à se jeter dans l'opposition ?

Les concessions tardives, auxquelles on venait de se décider, auraient pu être utiles encore, si on eût été le plus fort ; mais, après le recul devant l'émeute, elles plaçaient la monarchie dans une position bien grave : aussi parlait-on en même temps de l'abdication du roi Charles X en faveur de Monsieur le Dauphin. Pendant ce temps-là, M. de Lafayette s'était établi à l'Hôtel de Ville avec un pouvoir dictatorial ; il avait immédiatement ordonné le rétablissement de la Garde Nationale parisienne, et s'était nommé commandant général de toutes les Gardes Nationales de France ; il avait réuni autour de lui quelques-uns des membres de l'opposition les plus connus par leurs opinions républicaines, et il formait ainsi le centre d'un gouvernement provisoire.

Le maréchal Marmont s'occupait encore à parlementer avec quelques-uns des chefs de l'insurrection, lorsqu'arriva la déroute de la Garde au Carrousel, événement qui s'emporta lui-même jusqu'à Saint-Cloud. Le duc de Mortemart, chargé d'apporter les nouvelles ordonnances du Roi, échoua complètement dans sa mission, soit qu'il y eût mis trop de lenteur ou de timidité, soit qu'il ait été



forcément retardé ; M. de Lafayette eut le temps de prononcer le fameux mot : « Il est trop tard ! »

Il eût fallu, dans cette circonstance, un homme à grand caractère, et M. de Mortemart, par l'incertitude de ses opinions, n'était pas de force à supporter cette immense mission. Je l'avais beaucoup connu autrefois ; nous nous étions trouvés ensemble en 1812, officiers d'ordonnance auprès de l'Empereur Napoléon ; et par un singulier rapprochement, nous avions été nommés ensemble, à Moscou, barons de l'Empire. J'avais reconnu en lui d'excellentes qualités, de la sagesse, de la modération, mais non ce caractère énergique et cet esprit de résolution qu'auraient désirés les circonstances où on le faisait ministre. Du reste, il a été facile de se convaincre plus tard du peu de fixité des opinions de M. de Mortemart ; lorsque après avoir été désigné comme premier ministre de Charles X, il s'empressa d'accepter une ambassade de Louis-Philippe. Quant à M. de Lafayette, il régna en maître à Paris pendant deux jours, et n'osa cependant pas proclamer cette République, idée fixe de toute sa vie.

Dans la matinée du 30, quelques pairs et quelques députés de l'opposition, effrayés des progrès de l'insurrection et des projets de l'Hôtel de Ville, s'étaient réunis dans le lieu de leurs séances. Ces députés étaient au nombre de soixante seulement ; après avoir fait une protestation violente contre l'ordonnance de dissolution, ils se déclarèrent légalement institués, bien que leur convocation n'eût été fixée qu'au 3 août ; dans une autre réunion moins nombreuse, reconnaissant l'urgence d'avoir une autorité à opposer aux républicains, ils choisirent le duc d'Orléans et le proclamèrent immédiatement lieutenant général du royaume.

Le duc d'Orléans s'était tenu à l'écart pendant la tourmente ; mais il avait soigneusement évité de se

compromettre pour la cause royale, qu'il finit même par abandonner ouvertement, quoique sa position de premier prince du sang lui fit un devoir de se rendre auprès du Roi. Dès que la proposition des députés lui fut communiquée dans la retraite où il s'était enfermé, il s'empressa de répondre à leur appel et se rendit au Palais-Royal. Dès lors, le parti d'Orléans et le parti républicain se trouvèrent en présence.

Mais la Garde Nationale, dans les rangs de laquelle la plupart des marchands de Paris étaient venus se placer, crut entrevoir plus de garanties contre le pillage et l'anarchie dans la Lieutenance-Générale du duc d'Orléans, et elle fit accueil à la proposition de la fraction des Chambres qui soutenait ce parti. M. de Lafayette, qui avait lui-même appelé la Garde nationale, se trouva dès lors trop faible pour accomplir son utopie d'un gouvernement à l'américaine. Il fut là ce qu'il avait toujours été : fort pour détruire, à cause de son éternelle sympathie pour l'insurrection, mais impuissant et inhabile à rien créer, même à son profit ; il n'était que le drapeau de la révolte.

La commission municipale établie à l'Hôtel de Ville fut modifiée ; et, en laissant M. de Lafayette à la tête de ses gardes nationales, elle resta définitivement composée de MM. Laffitte, Casimir Périer, comte de Lobau, Schonen, Audry de Puyraveau, et Mauguin. Le général Gérard fut nommé commandant en chef des troupes qu'on pouvait rallier, et le général Pajol, commandant en second. Les journaux annoncèrent avec emphase que M. Laffitte avait donné six cent mille francs pour les premiers besoins de la commission municipale.

Malgré toutes ces autorités improvisées, la populace avait été tellement remuée qu'une anarchie complète régnait dans Paris. L'action gouverne-

mentale ne pouvait se faire sentir au milieu de ces rues déparées, sans réverbères et parcourues de tous côtés par des hommes armés, représentants de la force brutale. Cependant, on aurait pu craindre de plus graves désordres ; mais l'instinct de sa conservation retint le peuple après une victoire dont il demeurait lui-même effrayé, et lui fit sentir le besoin de remplacer promptement l'autorité qui n'avait su lui résister. Les rues de Paris furent placardées de proclamations ; les journaux, imprimés d'un seul côté, s'appliquaient sur les murs ; les simples individus même faisaient des affiches, dans le but d'avoir un gouvernement. Les uns demandaient la république, quelques-uns le duc de Reichstadt ; mais il était déjà facile de s'apercevoir que le parti d'Orléans devait l'emporter à l'aide de quelques flatteries envers les idées républicaines.

Les officiers de l'Ecole me demandaient des ordres sur la reprise de leur service. Je leur répondis que je n'en avais plus à leur donner ; qu'ils ne devaient plus me considérer comme leur chef, tant que le gouvernement dont je tenais mes pouvoirs n'existerait plus. Ils combattirent vivement cette résolution ; ils craignaient la suppression de l'Ecole d'Etat-Major, et auraient tenu à s'appuyer sur moi pour conserver leur position. Mais, tout en leur promettant de prendre la défense de leurs intérêts, je persistai dans une détermination que je regardais pour moi comme un devoir. Le commandant en second, M. de Clermont-Tonnerre, était absent depuis la veille au soir : je pensais, d'ailleurs, que les mêmes motifs qui m'engageaient à m'abstenir du commandement de l'Ecole devaient exister pour lui comme pour moi ; dès lors, je remis le commandement à M. le chef de bataillon Caminade. Je tenais à ne faire aucun acte d'autorité au nom

d'un gouvernement que je ne pouvais ni ne voulais reconnaître en aucune manière.

Le capitaine Naudet me demanda la permission de se présenter au général Gérard, dont il avait été aide de camp; je lui eus gré de cette déférence dont il pouvait se dispenser maintenant. Je lui dis que, connaissant ses opinions, je n'oublierais jamais le courage qu'il avait eu de faire son devoir dans les moments difficiles où nous nous étions trouvés, et que désormais je n'avais plus aucun droit pour l'empêcher de faire ce qu'il voudrait.

Nous apprîmes aussi dans cette triste journée que décidément le Roi avait quitté Saint-Cloud dans la nuit, et M. le Dauphin dans la matinée. Nous étions dans une grande anxiété au sujet de mon frère et de mon gendre; enfin, dans la soirée, nous vîmes arriver M. de Crèvecœur; il nous dit qu'il était revenu de Saint-Cloud avec mon frère, mais que, n'ayant pas voulu entrer ensemble afin de n'être pas remarqués, mon frère attendait à la petite porte du jardin de l'Ecole; je m'empressai d'aller le recevoir.

Mon neveu Charles Laperrine était aussi venu nous rejoindre, et nous passâmes ainsi la soirée, tous réunis en famille; nous aurions dû être heureux de nous retrouver ensemble après tant d'inquiétudes, mais nous étions accablés par des événements que nous ne pouvions nous expliquer. De plus, nous nous trouvions tous exténués d'une fatigue qui avait été encore augmentée par une chaleur excessive et peu habituelle au climat de Paris.

Ces derniers jours de juillet furent remarquables par un soleil brûlant qui avait frappé tous les cerveaux, y faisant éclore une sorte de démence; et excitant la fureur des uns il avait, probablement aussi, fait perdre la tête à beaucoup d'autres.

Mon frère nous raconta qu'après nous avoir quittés, à l'Ecole, le 28, pour aller au secours de la Manutention, le maréchal Marmont lui avait refusé le bataillon qu'il demandait, et que, dès lors, il était resté au quartier général pour y être utilisé d'une autre manière. A ce moment, il vit plusieurs des individus qui étaient venus parlementer au nom de l'insurrection. Le maréchal paraissait embarrassé, gêné dans sa position, irrésolu sur le parti qu'il avait à prendre, comme on l'avait déjà vu à Lyon, en 1817, lors des événements qui troublèrent cette ville ; il se rappelait aussi qu'une opinion, bien ou mal fondée, l'accusait d'avoir contribué à la reddition de Paris en 1814 ; il cherchait à se réhabiliter aux yeux de cette opinion en ménageant le peuple insurgé de la capitale, et pour ménager ce peuple il sacrifiait les troupes à lui confiées : comme si les soldats ne faisaient pas aussi bien partie du peuple français que les insurgés qui tiraient sur eux. D'un autre côté, ennemi du ministère, il était bien aise de le renverser, et pour cela, il crut pouvoir impunément se servir du peuple en le flattant ; dispositions fausses, dans la situation où il se trouvait, et qui contribuèrent à tout perdre.

Mon frère se morfondait encore au quartier général le 29, après le départ des ministres. Toutes les troupes de la Garde, exténuées de fatigue par les courses inutiles qu'on leur avait fait accomplir dans tous les quartiers de Paris, venaient se rallier sur la place du Carrousel, où l'on avait enfin jugé, mais trop tard, qu'il fallait les concentrer ; les Tuileries et le Louvre présentaient, en effet, une bonne position.

On avait placé un bataillon suisse devant la colonnade du Louvre pour en empêcher les approches ; ce bataillon tirait avec les insurgés qui s'étaient installés à toutes les fenêtres des maisons situées

vis-à-vis, sur la place. Dans la cour du palais, un autre bataillon de réserve, n'ayant point à combattre, demeurait au repos. On avait accordé le même repos à toutes les troupes qui se réunissaient sur la place du Carrousel ; l'artillerie n'était point en batterie, et la cavalerie avait mis pied à terre ; les armes de l'infanterie étaient formées en faisceaux. On leur avait annoncé des distributions, on parlait même d'une suspension d'armes, d'après les pourparlers entamés au quartier général.

Dans cette position, on annonça au maréchal qu'un régiment de ligne, laissé tout seul sur la place Vendôme et en contact complet avec le peuple, se disposait à reconnaître l'insurrection. L'ordre est envoyé à l'instant au bataillon qui défendait la façade du Louvre de se porter sur la place Vendôme, et on ne prévient même pas les autres troupes, pas même celles qui se trouvaient dans l'intérieur de la cour. Les insurgés, ne voyant plus d'obstacles, escaladèrent la colonnade du Louvre et pénétrèrent en foule dans les appartements ; ayant aperçu le bataillon installé tranquillement dans la cour, ils l'assallirent à coups de fusil par toutes les fenêtres. Ce corps, surpris, sans savoir d'où venait ce feu, se sauva en désordre vers la place du Carrousel. En même temps, les insurgés se précipitèrent dans la galerie des tableaux et jusque dans les appartements des Tuileries ; une fusillade aussi vive qu'imprévue, partant à la fois de toutes les fenêtres, vint jeter le plus épouvantable désordre dans cette masse de troupes épuisées, qui se reposaient en attendant leurs distributions ; tout se jeta pêle-mêle vers le guichet de l'Horloge, pour fuir dans le jardin. Le maréchal et son état-major se sauvèrent par la rue de Rivoli, en rejoignant le bataillon suisse, dont la retraite de la colonnade avait causé tout le mal ; plusieurs postes placés vers la rue Saint-Honoré

furent abandonnés et en partie massacrés. Mon frère se jeta sur la place du Carrousel pour tâcher de rallier quelques troupes ; mais il fut emporté par la foule qui se précipitait dans la cour des Tuileries vers le guichet de l'Horloge ; on s'y étouffait, on s'écrasait pour passer plus vite, et mon frère ne parvint à franchir ce défilé qu'en saisissant la queue d'un cheval de cuirassier qui l'entraîna dans le jardin. Là, la fusillade avait continué par les fenêtres du château, les troupes ne purent se rallier, et le désordre continua jusque dans les Champs-Élysées : telle est cette fatale déroute que, M. de Latour-Maubourg et moi, nous avons vu des Invalides.

Les troupes, après s'être à peu près ralliées, continuèrent leur marche et sortirent de Paris par la barrière des Bons-Hommes. Elles furent assaillies, en passant sur le quai, par plusieurs bandes d'insurgés embusquées sur les hauteurs de Chaillot ; elles y perdirent encore assez de monde. Un capitaine de la Garde, avec lequel mon frère causait, fut atteint d'une balle dans la poitrine, et tomba en ne proférant d'autre cri que celui de : « Vive le Roi » ; mon frère ne fut point blessé, et il arriva jusqu'à Saint-Cloud avec les débris de la Garde.

Jusqu'au moment de l'arrivée des ministres, le 29 au matin, rien n'avait été modifié dans les habitudes de la résidence royale. On y était resté dans la plus grande sécurité, tant les courtisans avaient été fidèles à leur principe funeste qu'il vaut mieux tromper que de déplaire, qu'il ne faut jamais affliger le cœur du Roi par de mauvaises nouvelles ; à leurs yeux, sans doute, il valait mieux le perdre que de courir les chances d'être privés d'une faveur en cessant de flatter. Des officiers généraux, des royalistes dévoués étaient venus parler de la gravité des événements qui se passaient à Paris, ils voulaient dire la vérité au Roi, faire cesser son erreur

fatale ; ils furent repoussés : on les qualifia d'alarmistes. A tous ceux qui venaient offrir leurs services, on répondait que l'on était assez fort et qu'on n'avait pas besoin d'eux.

Enfin quand on apprit le désastre du Carrousel et l'abandon de Paris, quand on vit arriver ces troupes en désordre, il devint impossible de dissimuler la vérité ; mais alors on jugea qu'il était trop tard pour songer à se défendre, et l'on continua de refuser les offres de services des hommes d'action comme désormais inutiles.

Au moment de l'arrivée des débris de la Garde, il y eut une assez vive altercation entre Monsieur le Dauphin et le maréchal Marmont ; et, certes, elle était facile à comprendre ; mais elle fut bientôt terminée, et le Maréchal conserva un commandement dont le Dauphin, en personne, aurait dû s'emparer sur le champ.

Dans la matinée, quelques personnages marquants de Paris furent enfin admis chez le Roi : le baron de Vitrolles put converser avec lui ; MM. de Sémonville et d'Argout vinrent aussi pour solliciter des concessions. C'est à ce dernier parti que l'on se décida, mais de manière à laisser voir qu'on ne cédait que parce que l'émeute devenait la plus forte et qu'on n'osait résister. C'est alors qu'on envoya à Paris M. de Mortemart, qui, au lieu de se rendre immédiatement à l'Hôtel de Ville, resta une partie de la journée enfermé au Luxembourg, pour délibérer et consulter sur ce qu'il y avait à faire. Et, quand M. de Lafayette eut répondu : « Il est trop tard », ce qui malheureusement était trop vrai, alors, à Saint-Cloud, on ne songea plus qu'à fuir, au lieu de chercher à reprendre l'offensive, comme on le pouvait cependant encore.

M. de Crèvecœur, qui était parti des Invalides le 30 avant le jour, avait pris la route de Saint-Cloud



par le pont de Grenelle sans rencontrer personne. Donc si les troupes de la Garde étaient revenues dans cette direction, elles pouvaient facilement prendre position au Champ-de-Mars et sur l'esplanade des Invalides, d'où la population de Paris aurait eu de la peine à les déloger ; et si, même après l'inconcevable déroute des Tuileries, le Roi et la famille royale étaient venus s'établir dans cette position et eussent appelé à eux tous les hommes fidèles, je ne sais trop ce qu'il fût advenu du gouvernement de l'Hôtel de Ville. Une fois solidement installé, on eût pu faire les concessions reconnues nécessaires, mais en les donnant de sa propre autorité et non en se laissant dicter des conditions par la révolte. Au lieu de cela, les mêmes courtisans qui avaient si soigneusement dissimulé le danger, ne songèrent qu'à presser le Roi de s'éloigner, de fuir ce danger que l'on pouvait encore combattre en osant seulement l'affronter. Tous les gens dévoués qui avaient été jusqu'à Saint-Cloud pour offrir leurs services, furent remerciés ; on ne voulut même pas donner des chevaux des écuries à ceux qui demandaient à escorter le Roi pendant sa retraite ; et c'est ainsi que mon frère, mon gendre et tant d'autres revinrent tristement à Paris, désespérant d'une cause qui s'abandonnait d'elle-même d'une manière si inconcevable.

Le duc d'Orléans, appelé par une fraction des Chambres, et qui était accouru dès qu'il avait vu cette chance favorable, se hâta d'accepter la lieutenance-générale que lui offraient ses partisans. Il vint s'établir au Palais-Royal, et, dès le 31, il fit paraître une proclamation qui fut affichée sur tous les murs de Paris ; mon neveu nous la porta. Dans cette pièce, le duc d'Orléans exaltait le courage de l'héroïque population qui avait fait triompher la révolte ; il adoptait les couleurs de la Révolution,

qu'il avait jadis portées et qu'il revoyait avec enthousiasme ; et il terminait en disant qu'avec lui la Charte serait désormais une vérité. Ce langage révolutionnaire dans la bouche du premier prince du sang, son éloignement de la famille royale pendant le danger, l'empressement avec lequel il venait de profiter de l'insurrection, l'insulte directe contre le roi Charles X et terminant la proclamation, tout cela, rapproché de l'intimité qui avait existé pendant les quinze années de la Restauration entre le prince et les chefs les plus hostiles de l'opposition ayant dirigé la révolte, tout cela, dis-je, dut nous faire penser à une longue et habile préméditation. Je me rappelai aussi ce que nous avait dit, la veille, aux Invalides, l'aide de camp du général Gérard : « — Ne craignez pas une république ; dans peu nous aurons un Roi. » Telles sont les conversations et les réflexions qui, durant cette journée du 31 juillet, occupèrent notre réunion de famille. Nous sûmes encore, ce jour-là, que M. de Châteaubriand, en se rendant au Luxembourg, avait reçu une ovation de la populace, comme défenseur de la liberté de la presse qui avait tant contribué à la révolution ; nous regretâmes qu'un nom aussi illustre, aussi monarchique, se trouvât compromis dans une pareille circonstance.

Le 1<sup>er</sup> août, nous étions très inquiets sur les résultats de l'excès du désordre des journées précédentes ; mais l'instinct du peuple eut cela de remarquable dans cette grande catastrophe, c'est qu'effrayé de ses succès et comprenant les dangers de l'anarchie, il cherchait lui-même les moyens de rétablir l'ordre. On a vu des gens couverts de haillons faire justice parmi eux des pillards et des voleurs ; on les a entendus réclamer l'intervention d'une autorité et exprimer le désir de s'y soumettre, tant ils redoutaient leurs propres excès. Certainement

si ces gens-là n'avaient pas été excités, trompés par les hommes ayant intérêt à un renversement, quels motifs auraient-ils eu de changer violemment ce qui existait ? La plupart étaient des ouvriers, et leur bon sens leur faisait comprendre, qu'avant comme après, le travail était leur meilleure ressource. Mais le peuple est, comme les grands, très accessible à la flatterie ; et les chefs de l'opposition, et le duc d'Orléans lui-même, ne s'étaient pas fait faute de ce moyen de séduction pour devenir populaires. Or, ce n'est jamais sans intention que l'on cherche à séduire le peuple et à se faire un appui de la force matérielle : on flatte le peuple pour l'exploiter à son profit, comme on flatte les grands pour en obtenir des faveurs. Mais le gouvernement du Roi ne vit pas ces manœuvres ; on, s'il les vit, il fut assez maladroit pour ne pas les déjouer et pour laisser agir librement ceux qui travaillaient à le dépopulariser.

Dans cette matinée, mes élèves rentrèrent successivement à l'École, comme je le leur avais recommandé ; et, dès qu'ils furent réunis, ils se présentèrent chez moi. Aucun d'eux ne portait de rubans tricolores, et, quoiqu'on eût peint cette précaution comme étant nécessaire pour circuler dans Paris, ils avaient pensé pouvoir s'en dispenser. Je fus heureux de me trouver parmi eux ; je leur exprimai toute la reconnaissance que m'inspirait leur conduite, et je finis par leur annoncer ma résolution de me démettre du commandement de l'École ; ils parurent affectés et se retirèrent sans faire aucune observation, mais, peu d'instant après, ils vinrent presque tous, individuellement, m'apporter leur démission. Une pareille démarche, que je pensai devoir se rapporter à moi, me toucha vivement ; je m'empressai de les réunir de nouveau ; j'étais extrêmement ému et je crus voir qu'ils l'étaient aussi,

Là, je leur fis observer que leur position, après les événements qui venaient de se passer, n'était nullement semblable à la mienne; qu'il était dans mes attributions de donner à l'Ecole une direction politique; que mon devoir ainsi que mes convictions avaient exigé que cette direction fût toute monarchique; que, ne pouvant plus la donner ainsi dans les circonstances actuelles, je mériterais de perdre leur estime et leur confiance, si je tenais maintenant un langage opposé à celui que j'avais tenu jusque-là; et que, dès lors, j'étais forcé de me retirer. J'ajoutai qu'il n'en était pas de même pour eux; que leur devoir ne consistait pas à donner une direction, mais à acquérir à l'Ecole l'instruction nécessaire pour devenir de bons officiers; que je les engageais, en conséquence, à ne point abandonner leurs études militaires, d'autant plus qu'ils seraient toujours libres de décider plus tard ce qu'ils auraient à faire. Je leur observai qu'ils n'étaient pas tellement maîtres de leur volonté qu'ils ne dussent pas consulter leurs familles avant de prendre une telle résolution; quelques-uns persistèrent, d'après l'avis de leurs parents; tous les autres suivirent mes conseils et restèrent à l'Ecole.

Il y eut un moment, ce jour-là, où comme je me trouvais dans le jardin avec toute ma famille, un coup de fusil fut tiré vers nous d'une des maisons voisines. Ma femme et ma fille furent fort effrayées, croyant qu'on avait tiré sur moi; et le fils aîné de M<sup>me</sup> de Crèvecœur, lequel avait sept ans à peine, se jeta dans les bras de sa grand'mère, croyant que la guerre allait recommencer. Ce malheureux enfant avait été tellement frappé de tout ce qui nous était arrivé que, pendant longtemps, il se réveillait en sursaut la nuit, croyant être poursuivi par ces figures effrayantes qu'il avait vues aux Invalides. Pour ce qui est du coup de fusil, j'entendis la balle passer

assez loin de nous pour croire qu'il était plutôt le résultat d'une imprudence que d'une mauvaise intention. La ville de Paris se trouvait toujours dans la plus grande agitation, et dans un tel désordre que l'on ne pouvait en parcourir les rues sans entendre des coups de fusils tirés autour de soi.

Cependant, chacun attendait avec anxiété le résultat de ce qui, décidément, était devenu une révolution. Le Roi Charles X, parti de Saint-Cloud le 31 avant le jour, s'était arrêté, d'abord, un instant à Trianon; il avait ensuite continué sa route jusqu'à Rambouillet, où il arrivait le soir du même jour. Il emmenait avec lui toutes les troupes de la Garde, que cette retraite précipitée achevait de décourager; et c'est ainsi que la royauté se retirait de la lutte, laissant le champ libre à la révolte.

Pendant ce temps-là deux autorités se trouvaient en présence à Paris : M. de Lafayette trônait à l'Hôtel-de-Ville, et le duc d'Orléans au Palais-Royal. Le premier, après avoir repoussé les concessions du Roi Charles X apportées par le duc de Mortemart, pensait à réaliser l'idée fixe de toute sa vie et à proclamer cette république chérie dont, avec un peu plus d'adresse, il aurait pu se faire le chef; déjà même il s'occupait à faire imprimer la proclamation chargée d'annoncer à la France ce nouveau gouvernement. Le duc d'Orléans, de son côté, appuyé par un certain nombre de députés et ayant aussi des partisans parmi des membres de la commission municipale de l'Hôtel-de-Ville, chercha, de plus, à séduire les masses populaires dont il avait besoin, et, pour y parvenir, il se montra plus révolutionnaire encore que M. de Lafayette : il ne parlait que de liberté, d'égalité, des droits du peuple qui venaient d'être conquis par une si glorieuse révolution; il chantait la Marseillaise, qui avait été exhumée par l'insurrection; il aidait lui-même à

détruire les fleurs de lys qui ornaient son palais ; et c'est ainsi qu'il réussit à s'assurer le concours d'une grande partie de la populace. Une telle conduite était peu digne d'un prince de la maison de Bourbon, mais elle ne manquait pas d'adresse, vu les circonstances où l'on se trouvait. Dès qu'il fut suffisamment appuyé, les députés qui l'entouraient le décidèrent à prendre une grande résolution : il monta à cheval avec eux, et, escorté d'un nombreux concours de peuple armé et déguenillé, il se rendit à l'Hôtel-de-Ville. M. de Lafayette, un peu déconcerté d'abord de se voir débordé, mais en même temps attendri jusqu'aux larmes à la vue de ce cortège révolutionnaire qui répondait si bien à ses sympathies, accueillit le duc d'Orléans avec les plus vives démonstrations ; tous deux se jetèrent dans les bras l'un de l'autre. M. de Lafayette, emporté par son admiration, prit sur le champ son parti : il renonça à cette présidence à l'américaine qu'il rêvait, et il s'en dédommagea en proclamant le duc d'Orléans « la meilleure des républiques » ; celui-ci se montra au peuple en agitant un drapeau tricolore et en pressant la main sur son cœur. Dès ce moment, le gouvernement de l'Hôtel-de-Ville cessa d'exister, et le lieutenant-général nommé par quelques membres de la Chambre des Députés devint le souverain de la France.

Cette scène de l'Hôtel-de-Ville se passa le 1<sup>er</sup> août ; et, dès la veille, le duc d'Orléans, conjointement avec la commission municipale, s'était hâté de distribuer à ses adhérents tous les ministères et les hauts emplois de l'administration. Dans ces nominations je vis reparaitre la plupart des noms des membres de ce comité directeur qui avait été signalé à M. de Polignac quelques mois auparavant ; ce qui confirmait clairement la véracité des révélations à lui faites et dont il avait si peu profité. Ce

comité directeur n'était pas resté oisif pendant les jours de combat, et il avait su mettre à profit l'inconcevable liberté qu'on lui avait laissée; plusieurs de ses membres et un grand nombre de ses affiliés les plus ardents se réunissaient en divers lieux pour délibérer sur la marche des événements. La première réunion s'était tenue, le 26, chez M. de Laborde; une autre, le 27, chez M. Casimir Périer; le 28. il y en eut trois successives chez MM. Bérard et Audry de Puyraveau; le 29, au matin, il y avait une réunion nombreuse chez M. Laffitte.

Cette dernière fut un instant troublée par un incident assez curieux; c'était au moment où on venait d'apprendre la prise définitive de l'Hôtel-de-Ville. Au cours des mouvements des troupes de la Garde se concentrant au Carrousel, un bataillon passa par hasard et fit halte près de l'hôtel de M. Laffitte; une terreur panique s'empara à l'instant de tous les membres de la réunion, qui étaient au nombre de vingt-trois; ils se dispersèrent jusque dans les combles et les caves de l'hôtel; mais, le bataillon ayant continué sa route, ils reprirent leurs délibérations. C'est dans cette réunion que l'on s'occupa de l'établissement d'un gouvernement provisoire et que, pour balancer l'influence républicaine de M. de Lafayette, M. Dupin fut envoyé à la recherche du duc d'Orléans.

Ce fut une chose curieuse, à cette époque, que l'avidité avec laquelle ceux à qui on avait abandonné la victoire se partageaient les dépouilles du gouvernement vaincu. Le ministère de la justice, disputé un moment par M. Dupin, resta à M. Dupont (de l'Eure); au département des affaires étrangères, il y eut un instant d'hésitation entre MM. Sébastiani et Bignon; mais ce dernier l'emporta, et fut remplacé successivement par le maréchal Jourdan et par M. Molé. Le ministère de la guerre fut adjugé au

général Gérard; celui des finances, au baron Louis, qui fit nommer son neveu, l'amiral Vigny, à la marine, où il fut remplacé par le général Sébastiani. Un des premiers actes du ministre Louis fut d'expédier des ordres à Toulon pour faire verser le trésor conquis à Alger dans les caisses du nouveau gouvernement; M. Thiers s'était aussi établi aux finances, où il fit une fortune rapide. Le ministère de l'intérieur fut disputé par MM. Casimir Périer, Guizot et de Broglie; le duc de Broglie y resta, puis M. Guizot, ou plutôt lui et M. Guizot se le partagèrent au moyen du portefeuille de l'instruction publique. M. Baude avait été le premier à s'installer un moment à l'Hôtel de l'intérieur. M. Laffitte s'était emparé de la présidence de cette partie de la Chambre des Députés qui avait appelé le duc d'Orléans. M. de Lafayette, après avoir renoncé à sa dictature, resta commandant-général de toutes les gardes nationales de France.

Tous les autres emplois, quelle que fût leur importance, furent envahis avec le même acharnement : M. de Laborde eut la préfecture de la Seine; M. Bavoux, puis M. Girod (de l'Ain) la préfecture de la police; M. Chardet, la direction des postes. C'était une véritable curée de places.

Chacune de ces autorités improvisées faisait des proclamations au peuple; la Chambre des députés nomma à cet effet une commission, composée de MM. Laffitte, Benjamin-Constant, Bérard, Villemain et Guizot. Toutes ces proclamations tendaient à exalter le courage du peuple, dont on pouvait craindre d'avoir encore besoin; et l'on donnait le titre de héros aux forcenés qui avaient contribué le plus au désordre dans la capitale. Que le ciel préserve un pays des héros de cette espèce! Je me rappelai que, dans la première révolution, l'on avait donné ce titre aussi aux Marseillais du 10 août et aux atroces assassins de Septembre.



Malgré leur triomphe, les insurgés et ceux qui exploitaient déjà la révolution, étaient encore dans une grande inquiétude. On savait le roi et la famille royale à Rambouillet; Madame la Dauphine, qui était absente, venait, après mille dangers, d'arriver dans cette résidence. La plus grande partie des corps de la Garde royale, appelés des garnisons voisines, s'y trouvait réunie, ainsi que la maison du Roi; ce qui formait un effectif de quinze à vingt mille hommes; on pouvait penser que le Roi aurait encore appelé à lui le camp de Saint-Omer et toutes les troupes qui étaient dans un rayon suffisamment rapproché pour être bientôt ralliées à la Garde. Toutes les autorités civiles et militaires des provinces appartenaient encore au Roi : on n'était donc pas sans ressources. Mais le gouvernement royal n'expédia aucun ordre, aucune instruction dans les départements; et, ce qui est plus extraordinaire encore, il laissa passer librement tous les ordres émanés de Paris. Le gouvernement insurgé disposait du télégraphe, et l'administration royale n'avait pas songé à interrompre ses communications; aussi les nouvelles de Paris furent-elles connues à l'instant dans toute la France. Des courriers, des diligences, ornés de drapeaux tricolores, furent expédiés, dans toutes les directions, aux comités des départements; et ces courriers de l'insurrection passaient librement au milieu même des positions occupées par les troupes royales. L'un de ces courriers, passant à Rambouillet, fut arrêté par des gardes du corps; l'ordre leur fut donné, au nom du Roi, de les laisser passer; il est difficile de comprendre un tel excès d'aveuglement.

Après la déroute de Paris et la retraite précipitée de Saint-Cloud, une absence absolue de direction jetait nécessairement dans un attristant désordre les troupes qui entouraient le Roi, et chacun se

livrait à de pénibles réflexions. Quelques officiers aussi, parmi lesquels, malheureusement, on peut citer le lieutenant-général Bordesoulle, continuaient à démoraliser les troupes, en publiant hautement que la cause royale était perdue. Mais ce qui fut plus funeste encore, c'est que les hommes de cœur, les hommes à énergie, ne purent se faire écouter; on préférait les timides, parce que leur langage obséquieux se rapprochait davantage de celui des courtisans dont on avait l'habitude; on redoutait la rudesse des autres, on craignait qu'ils n'exposassent la cour aux chances de quelques dangers. La belle conduite du lieutenant-général Vincent vient à l'appui de cette observation : il voulut résister à Versailles, il voulut résister à Rambouillet, et il en fut empêché, et il en fut blâmé par ceux-là même qu'il voulait défendre. Nos princes semblaient poussés par la fatalité et ils se contentaient d'annoncer des arrangements avec les insurgés.

Ces dispositions étaient connues à Paris; le nouveau gouvernement voulut en profiter pour chercher à faire éloigner encore la famille royale : on inspira aux plus forcenés de la population insurgée la pensée d'aller attaquer Rambouillet, et, dans leur fol enthousiasme, ils se jetèrent en foule dans des petites voitures, des fiacres, des omnibus même, et partirent de Paris comme des furieux. Le général Pajol fut chargé de diriger cette cohue, et il a convenu lui-même, depuis, qu'il était fort embarrassé d'une pareille mission. Quand je vis partir cette bizarre expédition, j'avoue que j'éprouvai encore quelques espérances sur la possibilité du retour des troupes royales; je pensai que ces masses populaires, si redoutables lorsqu'elles pouvaient s'embusquer dans des maisons, surtout lorsque les troupes avaient l'ordre de respecter leurs asiles, que ces masses, dis-je, ne pouvaient manquer d'être

promptement culbutées en plaine par quelques escadrons de cavalerie seulement ; et je prévoyais déjà l'effet qu'allait produire sur Paris la déconfiture de de tous ces héros en guenilles. Mais il n'en fut pas ainsi : ils ne furent ni attaqués, ni même menacés, et ce qui devait les perdre réussit au-delà de toute espérance. Je tiens de l'un de ces héros, qui dirigeait une bande, que l'enthousiasme avec lequel ils étaient partis se soutint assez bien jusqu'à Versailles, tant qu'ils virent des habitations sur la route ; mais qu'une fois arrivés dans la plaine de Trappes, au-dessus de Saint Cyr, ils avaient été saisis d'une terreur telle que la seule vue d'un détachement de troupes les eut mis en déroute. Mais ils n'en virent rien, et arrivèrent sans obstacle jusqu'à Coignères, et même jusqu'au Perray, à une lieue de Rambouillet.

Le 2 août, le gouvernement du Roi, ainsi menacé, envoya des parlementaires à Paris ; le général Girardin fut de ce nombre, mais il ne put rien faire. Pendant ce temps-là, on laissait l'armée dans un abandon et un dénuement absolus ; elle manquait de vivres, malgré le zèle et les efforts de l'intendant militaire Weyles de Navas ; mais que pouvait-il, à lui seul ? Personne ne commandait, personne ne dirigeait ; le Roi était obsédé par les inquiétudes, les craintes, les irrésolutions des hauts personnages qui l'entouraient, et le découragement se communiqua bientôt dans tous les rangs, résultat inévitable de l'absence de toute direction. On vit aussi la désertion se mettre parmi les troupes, même dans cette Garde fidèle et dévouée, fatiguée de son inutilité et de l'inaction où on la tenait après l'avoir laissé décimer inutilement dans les rues de Paris ; elle avait à regretter de braves soldats, de bons officiers, la plupart morts assassinés plutôt qu'en combattant ; parmi ces victimes de leur fidélité, on

doit citer le colonel commandant le 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la Garde.

Le Roi, témoin du désordre fatal qui accablait ses troupes et ayant su le refus qu'on opposait à Paris à toutes les concessions auxquelles il s'était résigné, telles que le retrait des ordonnances, le changement du ministère et la convocation des Chambres, le Roi crut devoir prendre la terrible résolution d'abdiquer la couronne; et Monsieur le Dauphin, à qui elle revenait de droit, crut aussi devoir y renoncer en faveur de son neveu, le jeune duc de Bordeaux; ce dernier, après cette double abdication, devenait effectivement le seul représentant du principe de la légitimité. Sans doute, le motif qui dirigea ces deux princes en cet acte solennel fut un grand sentiment de générosité, puisque leur résignation avait pour but d'apaiser l'insurrection et de faire cesser l'effusion du sang; mais le moment était-il bien choisi pour cet acte d'abnégation? Ne fut-ce pas, au contraire, une faute bien grande et le complément de toutes celles qu'on venait de commettre depuis huit jours? On ne peut certainement pas contester à un roi le droit d'abdiquer ou de refuser une couronne; mais doit-il user de ce droit quand il y va du salut d'un peuple confié à ses soins, auquel il doit protection et dont il est responsable devant Dieu et devant les hommes? Lorsque ce peuple est égaré par une faction qui veut l'asservir à son profit et que la persuasion est devenue impuissante, n'est-il pas du devoir d'un roi de frapper les factieux pour sauver son peuple? Et, ici, c'était au moment du danger, en présence de l'émeute menaçante, quand le découragement gagnait partout, faute d'une direction énergique; c'est dans un tel instant qu'on abandonnait la couronne à un enfant de dix ans, en laissant cet enfant sans ministres, sans conseillers, sans général capable

de commander les troupes qui lui restaient ! Il est évident que c'était le dernier coup porté à la monarchie légitime. Que le Roi Charles X ait cru devoir abdiquer, on le conçoit jusqu'à un certain point, puisqu'il se trouvait, par force, obligé de modifier ce qu'il avait soutenu ; l'autorité royale recevait en lui une atteinte grave, dont elle aurait pu être altérée. Mais Monsieur le Dauphin, qui pouvait, sans avoir à se rétracter, faire les concessions qu'il aurait jugées convenables, devait-il abandonner son droit quand le fait même de ce droit lui imposait le devoir de sauver la France ? Si, dans le moment où la couronne passa sur sa tête, il l'avait soutenue de la pointe de son épée, s'il eût marché le premier contre l'insurrection en faisant un appel aux braves de le suivre, quel est le soldat qui eût osé rester en arrière ? quel est l'homme le plus découragé qui n'eût senti battre son cœur, à la vue de son Roi s'avancant le premier vers l'ennemi et agitant devant lui son panache blanc, comme avait fait Henry IV ?

Je ne le mets pas en doute : à Rambouillet encore, une telle résolution ramenait Louis XIX triomphant dans Paris. Et qu'on ne parle pas ici de philanthropie : il y aurait eu, certes, moins de sang répandu et bien des désordres d'évités si l'on eût agi franchement contre la révolte, au lieu d'employer tant de ménagements et de pourparlers inutiles, qui ne firent que l'encourager.

Loin de moi la pensée de déverser ici le blâme sur d'augustes infortunes, sur des princes malheureux, exilés de leur patrie pour la troisième fois, alors qu'ils désiraient avec tant de bonne foi le bonheur de cette patrie si injuste, si ingrate envers eux. Mais n'est-il pas permis de déplorer que ces princes trop bons n'aient jamais accordé leur confiance qu'à des hommes timides ou incapables, et à des

courtisans égoïstes et obséquieux, qui ont fini par les perdre sous prétexte de ne pas les exposer ?

Les ordonnances apportées à Paris par M. de Mortemart avaient déjà convoqué les Chambres pour le 3 août ; la veille de cette convocation, le Roi et Monsieur le Dauphin signèrent ces fatales abdications, et, par le même acte le Roi nommait le duc d'Orléans lieutenant général du royaume pendant l'absence du jeune roi Henri V. Le lieutenant-général Foissac-Latour, qui venait d'être rappelé de Normandie avec les troupes qu'il commandait et qui eût été si capable de prendre le commandement de la Garde à Rambouillet, fut chargé par le Roi de la pénible mission de porter à Paris ce dernier acte de l'autorité royale, avec une lettre adressée au duc d'Orléans ; et c'est le 2, vers onze heures du soir, que le général Foissac-Latour arriva au Palais-Royal.



## CHAPITRE IV.

Charles X à Rambouillet. — La duchesse de Berry. — Départ de la famille royale à l'approche de l'armée insurgée. — A Maintenon. — Le duc d'Orléans. — Nouvelles de la Chambre. — La vérification des pouvoirs. — La proposition Bérard. — Séance royale du 9 août. — Déclaration du duc d'Orléans. — Réflexions sur le rôle de Louis-Philippe. — Mon entrevue avec le général Gérard, ministre de la guerre. — Je donne ma démission et suis remplacé par le général Pelet. — Les décorations.

Je dois ajouter ici quelques détails particuliers sur ce qui se passa à Rambouillet après l'expédition à Paris de cet acte solennel. Charles X fit réunir dans la cour du château toutes les troupes qui se trouvaient à Rambouillet ; et là, accompagné de la famille royale et tenant le duc de Bordeaux par la main, il le présenta aux troupes comme étant désormais le roi auquel elles devaient obéir. Cette scène fut extrêmement touchante ; des larmes coulèrent ; on était oppressé en même temps par le regret du passé, l'inquiétude du présent, l'espérance de l'avenir ; ces sentiments divers se dépeignaient sur tous les visages et ne purent s'exprimer que par un respectueux silence.

Cependant, comme la plus grande incertitude régnait sur le parti qu'on allait prendre, quelques voix s'écrièrent : « Dans la Vendée, dans la Vendée ! » Mais les personnages qui entouraient encore le Roi, craignant, sans doute, qu'il y eût quelques dangers à courir, repoussèrent cette dernière ressource ; ils trouvaient déjà les Princes trop loin des frontières de France. Le soir de ce même jour, lorsque le service du château se présenta devant le roi Charles X pour prendre l'ordre, on lui répondit qu'on n'avait plus à en donner, que le duc de Bor-

deaux étant Roi, c'était chez lui qu'il fallait se rendre; étonné d'une telle décision dans une circonstance aussi grave, le service se rendit chez le Roi enfant, et reçut l'ordre en effet, par l'intermédiaire de son gouverneur, le baron de Damas. Le jeune Prince donna lui-même le mot d'ordre; ce fut pour cette nuit : François I<sup>er</sup> et Fontainebleau.

M<sup>me</sup> la duchesse de Berry eut une grande pensée dans cette circonstance; elle voulait, nouvelle Marie-Thérèse, prendre son fils avec elle et venir, sans escorte, le présenter aux Parisiens. Une telle démarche n'était pas sans danger, certes, au milieu de l'exaspération de la populace; cependant, il est possible de croire à l'effet qu'eût produit une telle résolution; car, en général, l'audace et la confiance imposent à la multitude. Peut-être la mère et le fils eussent-ils été reçus avec acclamations et la révolution se fût terminée là; mais cette grande résolution fut empêchée.

Dès le 3. au matin, on connut les abdications dans tout Paris, et le duc d'Orléans, qui, depuis trois jours, avait été nommé lieutenant général du royaume par une fraction des Chambres, se trouva revêtu légalement de cette haute fonction : toute la France royaliste n'avait plus, dès lors, qu'à se soumettre à lui, puisque les derniers actes de la royauté en faisaient le chef réel du gouvernement et légitimaient ainsi les résultats de l'insurrection.

On attendait cependant avec anxiété quel serait le sort de la famille royale et celui du jeune roi Henri V, qui, dès ce moment, et sous la tutelle du duc d'Orléans, se trouvait être le souverain légitime de la France. Quelques royalistes espéraient que l'ordre de successibilité au trône ne serait point interverti et que la révolution allait s'arrêter là; d'autres, connaissant mieux les intrigues ourdies de longue main par le parti d'Orléans, étaient inquiets



de l'avenir du jeune prince. Quant à la masse de la population parisienne, elle n'était mue que par la crainte du parti républicain, qui était encore menaçant ; elle crut voir un libérateur dans la personne du duc d'Orléans, et s'attachait à lui, n'importe à quel titre, pour arrêter les progrès de l'anarchie. Ce prince avait là en effet un beau rôle à jouer, s'il avait su réunir l'exercice à lui dévolu de la suprême puissance avec le principe conservateur qui aurait évité à la France tant de désordres et d'embarras.

Cette journée du 3 août fut remarquable par la séance d'ouverture des Chambres, qui eut lieu solennellement suivant la convocation faite par le roi Charles X. Le duc d'Orléans s'y présenta comme lieutenant-général du royaume, de fait et de droit ; il prononça un discours, dans lequel il blâmait avec aigreur les actes du roi Charles X, qu'il qualifiait de déplorables et d'odieux ; il donnait de grands éloges à la belle conduite et au courage héroïque du peuple de Paris ; il parlait de l'empressement avec lequel il était venu se joindre à lui, avec lequel il avait répondu à son appel en se parant, comme lui, des couleurs de la liberté. Il terminait en annonçant la double abdication de Charles X et du Dauphin, dont il avait ordonné le dépôt aux archives de la Chambre des Pairs et l'insertion au *Moniteur* ; mais il ne prononça pas même le nom du duc de Bordeaux, que le roi Charles X le chargeait de faire proclamer sous le nom d'Henri V. Cette réserve parut extraordinaire et donna une grande défiance aux royalistes sur les intentions futures du lieutenant-général [du royaume ; les républicains, de leur côté, étaient offusqués de cet appareil monarchique, par lequel ils se sentaient dominés ; quelques bandes se répandirent autour de la Chambre avec un drapeau tricolore garni d'un crêpe

noir, en criant : « Vive la République, la Liberté ou la Mort ! » Le duc d'Orléans, de retour au Palais-Royal, reprit le rôle de révolutionnaire, ne parlant que de liberté et d'égalité ; il pressait la main, avec affectation, à tous les hommes de la plus basse classe du peuple, qu'il laissait approcher familièrement de lui ; il se montrait souvent sur son balcon, seul ou avec sa famille, pour chanter la *Marseillaise*, qu'il entonnait avec une sorte d'exaltation et dont les refrains étaient répétés en chœur par la populace.

Pendant ce temps, la famille royale était encore à Rambouillet, menacée par les coureurs de l'insurrection, qui n'avaient cependant pas dépassé le Perray, quoiqu'on ne fit aucune démonstration contre eux. Un aide-de-camp de M. de Lafayette, nommé Poques, se dirigea seul jusqu'à Rambouillet, dans le but de pérorer devant les troupes et de sonder leurs dispositions ; il se présenta comme parlementaire. Le général Vincent se trouvait aux avant-postes, et, devinant ses intentions, il lui ordonna de se retirer ; M. Poques insista, en s'adressant aux soldats ; on lui renouvela l'injonction de se retirer, avec menace de faire feu sur lui ; il insista de nouveau, et, après une troisième sommation d'avoir à s'éloigner, à laquelle il n'obéit pas, on tira et il fut blessé. Mais, qu'arriva-t-il ? il fut transporté au château et comblé de témoignages d'intérêt, tandis que le général Vincent était blâmé et désavoué par le Roi lui-même. Quelle affreuse position pour les hommes fidèles, qui comprenaient qu'avec un peu d'énergie la monarchie eût encore pu être réservée.

En même temps le gouvernement du duc d'Orléans, inquiet, sans doute, de la présence de la famille royale à Rambouillet, cherchait les moyens de l'éloigner et de la décider même à quitter la

France. A cet effet, on envoya auprès du Roi Charles X une députation composée de MM. le maréchal Maison, le duc de Coigny, de Schonen, Odilon Barrot et Jacqueminot; le Roi refusa d'abord de la recevoir, et ces envoyés se retirèrent; mais ils écrivirent à Charles X pour le menacer de toute la violence des insurgés de Paris, si on n'entrait pas en arrangement et si on ne les acceptait pas comme parlementaires. Le Roi céda alors, et trois commissaires seulement, le Maréchal Maison, MM. de Schonen et Odilon Barrot, revinrent à Rambouillet, où Charles X les reçut immédiatement. Ils lui représentèrent que toute la famille royale courait les plus grands dangers si elle restait plus longtemps à Rambouillet; qu'une armée de quatre-vingt mille hommes, pleine d'enthousiasme et de résolution, était en marche pour attaquer cette résidence; que toutes les provinces se trouvaient en pleine insurrection, et qu'il était urgent que le Roi se décidât à partir le plus promptement possible, et même à quitter la France avec toute sa famille. Et le Roi ne fit même pas reconnaître cette prétendue armée de quatre-vingtmille hommes; il crut sur leur parole des ambassadeurs ennemis, et quels ambassadeurs? des sujets révoltés. Il crut, surtout, à la véracité du marquis Maison, qu'il avait élevé, peu de temps auparavant, à la dignité de maréchal de France et dont il avait reçu les serments. Les commissaires indiquèrent à Charles X le port de Cherbourg comme celui où il devait s'embarquer et ils s'offrirent pour accompagner la famille royale afin de lui servir de sauvegarde; et le Roi et Monsieur le Dauphin, encore entourés de la Garde et de la maison militaire, acceptèrent leurs offres; ils obéirent à trois envoyés de l'insurrection, se décidant à abandonner la France avant même de savoir si le lieutenant général du royaume avait proclamé Henri V. Les

commissaires avaient été parfaitement accueillis ; on voulait même les faire loger au château, bien qu'il n'y eût aucun appartement vacant ; ils n'insistèrent pas et décidèrent le départ pour le soir même ; on en fit à l'instant tous les préparatifs, et, à onze heures du soir, toute la famille royale se mit en route sous la direction des trois commissaires. Le Maréchal Marmont était encore censé commander la garde royale, et le duc de Luxembourg, comme capitaine des gardes de service, commandait la maison du Roi. On était dans la plus grande inquiétude sur la route qu'on allait suivre, et ce départ de nuit s'effectua dans le plus grand désordre.

Le capitaine des gardes avait indiqué des logements à faire à Epernon, et la première halte ne devait cependant avoir lieu qu'à Maintenon ; on arriva jusque là, en effet, vers deux heures du matin, et la famille royale s'arrêta chez le duc de Noailles.

Avant de quitter Rambouillet, les commissaires avaient écrit à Paris au duc d'Orléans pour lui annoncer le succès de leur mission et se féliciter du prompt départ des princes. Sur leur invitation, ce qui restait de la Garde fut licencié à Maintenon ; et, de là, la famille royale se dirigea sur Dreux en ne conservant que les gardes du corps comme escorte d'honneur.

Les princes furent cruellement abandonnés pendant leur séjour à Saint-Cloud et surtout à Rambouillet ; c'est ce qui peut seul excuser l'excès de leur résignation. Dès le 3 au matin, plusieurs des grands personnages qui entouraient le Roi le quittèrent pour venir à Paris siéger à la Chambre des Pairs, et, là, ils ne surent même pas défendre les intérêts d'Henry V ; le général Bordesoulle, l'un des favoris de M. le Dauphin et commandant la cavalerie de la Garde, le général Mermet, aide-de-camp

du Roi, s'empressèrent de venir faire leur soumission au duc d'Orléans; enfin le Roi ne put jamais se résoudre à croire à la perfidie du maréchal Maison. Mais, malheureusement, nos princes n'avaient jamais su connaître ni apprécier les sujets fidèles et les hommes de cœur qui auraient pu les défendre, et que leur départ allait livrer à la merci des révolutionnaires. A ce sujet il parut quelques jours après, à Paris, une caricature qui représentait un vieux personnage ridicule demandant à des hommes du peuple de lui dire où étaient les royalistes pendant les journées des 27, 28 et 29 juillet; où ils étaient, grand Dieu! ils étaient aux ordres du Roi, qui ne voulut pas de leur secours, qui refusa de se servir d'eux, afin de ménager un peuple en délire qui le chassait de sa patrie.

C'est le 4, au matin, que nous apprîmes le départ du Roi; cette nouvelle nous inspira de vives inquiétudes. Après les abdications, après la nomination du lieutenant-général du Royaume, nous ne nous expliquions pas les raisons d'un éloignement aussi rapide; nous ne savions pas si l'on allait envoyer le roi auprès du duc d'Orléans; nous le désirions, comme le seul moyen de rétablir l'ordre légal dans la marche du gouvernement, mais nous le redoutions en même temps, dans la position d'effervescence où était encore la capitale. D'un autre côté, nous ne savions que penser du silence affecté que le duc d'Orléans avait gardé devant les Chambres sur le compte du jeune prince que nous devions considérer désormais comme Roi de France. Ces réflexions nous inspirèrent de pénibles retours sur le passé; et nous ne comprenions plus alors comment le Roi Charles X avait pu choisir pour protecteur de son petit-fils le fils d'un régicide.

Cependant, une sorte d'ordre matériel commençait à se rétablir dans Paris: on s'occupait à réparer

les rues, les réverbères furent remplacés et l'on reprit la circulation des voitures; les tribunaux recommencèrent à siéger, et une ordonnance décida que la justice serait rendue au nom de Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant-général du Royaume. Une foule d'ordonnances, signées de la même manière, se succédèrent avec une incroyable rapidité pour remplacer les employés du précédent gouvernement par les hommes ayant coopéré à la révolution; et cela, dans tous les ministères et dans toute la France : partout, à côté de l'employé démissionnaire ou destitué, il se trouvait un employé tout prêt, comme s'il eût été désigné d'avance. Il était difficile, en effet, dans ce prodigieux virement de places, de ne pas croire à un travail préparatoire du comité directeur et à l'intention des révolutionnaires de s'emparer de tous les emplois de ceux qui en étaient pourvus; c'est assez ordinairement là le but de ceux qui provoquent les bouleversements politiques, et l'intérêt personnel en est toujours le principal mobile. Quant au peuple proprement dit, qui avait été le maître de se livrer à tous les désordres possibles, il se soumit, dès qu'on cessa de l'exciter, à ceux qui n'avaient voulu que l'exploiter à leur profit; il montra même, en quelques circonstances, des sentiments honorables : il avait enseveli avec un respect religieux les victimes de l'insurrection, il avait demandé des prêtres pour bénir les lieux de leur sépulture; et ce même peuple, peu de jours auparavant, avait pillé les Tuileries, saccagé l'archevêché et réduit le vénérable archevêque de Paris à se cacher; il avait arrêté les voitures du cardinal de Rohan qui fuyait Paris; il abattait les croix des Eglises et il implorait la croix pour ensevelir des morts : quel bizarre contraste !

Les bandes qui étaient parties pour Rambouillet

et qui, après le départ de la famille royale, avaient pillé ce qui demeurait encore au château, revinrent à Paris; elles emmenaient avec elles des voitures de la cour, dans laquelle des hommes en blouse et en chemise s'entassaient; ils revenaient en triomphe, célébrant au bruit des coups de fusil le succès d'une expédition qui aurait dû les perdre. Quelques bandes de mariniers de Rouen et du Havre, qui étaient venus les rejoindre pour leur prêter main-forte revinrent avec eux à Paris, et l'on pouvait craindre, avec raison, les désordres auxquels ils auraient pu se livrer dans la capitale; mais la Garde nationale et le peuple même de Paris les maintinrent.

Le duc d'Orléans accepta pour garde, au Palais-Royal, tout ce qu'il y avait de plus forcené parmi les insurgés, et ne cessait de fraterniser avec eux. C'était un singulier aspect que celui de cette garde: elle me rappela ce factionnaire que j'avais vu un moment devant la grille des Invalides... La duchesse d'Orléans fut visiter elle-même les blessés dans les hôpitaux; mais elle ne montrait de l'intérêt que pour ceux du parti insurgé, tandis qu'il y en avait d'autres, cependant, qui en eussent mérité davantage, étant tombés victimes de leur devoir.

Le duc de Chartres, qui était colonel de hussards, arriva à Paris avec son régiment et vint défilé sous les fenêtres du Palais-Royal, aux acclamations de la garde d'honneur avec laquelle il fraternisa; ce régiment prit le nom de Hussards de la Charte, de cette Charte au nom de laquelle on avait fait la Révolution, et dont les révolutionnaires se moquaient maintenant et qu'ils se disposaient à détruire.

Cette tendance du duc d'Orléans à séduire et flatter le peuple dans son intérêt, tous ses actes faits en son nom seul, les nominations de ses partisans à

tous les emplois, enfin le silence absolu gardé sur la position du duc de Bordeaux, donnaient de justes inquiétudes aux royalistes sur les intentions futures du lieutenant général du royaume, et nous attendions la suite avec une vive anxiété. Dans cette incertitude de l'avenir et ne pouvant plus agir en résistant, je continuai à m'abstenir de toute action de commandement qui aurait pu être considérée comme une sorte de coopération à ce qui se passait. J'avais été plusieurs fois dans les bureaux de la guerre pour annoncer ma résolution, et j'étais étonné de n'être point encore remplacé. Le colonel de Clermont-Tonnerre, qui avait été absent durant plusieurs jours et dont j'étais inquiet, revint enfin à l'école ; il m'apprit qu'il s'était donné la mission d'aller à la recherche des soldats de la Garde, déserteurs, abandonnés ou licenciés, auxquels il indiquait le lieu de ralliement fixé par les généraux Gérard et Pajol ; il m'en voulut d'abord d'avoir donné le commandement de l'école au chef de bataillon Caminade et de ne l'avoir pas lui-même attendu ; mais il m'en a su gré depuis, ayant compris qu'il eût été dans une fausse position, en se chargeant d'un commandement que je croyais devoir abandonner.

Depuis quelques jours, la plupart des habitants de Paris, même un grand nombre de royalistes, n'osaient circuler dans les rues sans porter des rubans tricolores à leur boutonnière ; des enfants et des femmes en avaient des corbeilles pleines, les vendant presque de force aux passants ; mais au risque d'être insulté, il m'eût été impossible de me soumettre à une pareille exigence, tant les circonstances où j'avais vu reparaitre ces couleurs m'avaient inspiré de dégoût ; ce n'était point, du reste, une obligation rigoureuse et beaucoup de gens s'en dispensèrent. Mon beau-fils, à qui une femme en



offrait avec importunité, lui répondit tranquillement : « Je vous remercie ; je n'en use pas », et cette réponse suffit à le débarrasser de ses instances.

M. de Crèvecœur, à son retour de Saint-Cloud, avait voulu partir pour rejoindre son régiment qui était en garnison à Besançon ; mais, ayant appris que ce régiment avait adopté les résultats de la révolution et que son colonel, M. de Lacombe, en avait quitté le commandement, il se décida à faire le sacrifice de sa position militaire pour rester fidèle à ses principes et à ses serments.

Mon frère passait une grande partie de son temps avec nous dans les journées qui suivirent le bouleversement de Paris ; il avait quitté sa position au ministère de la guerre, de même que M. de Champagny ; mais il était député, et crut de son devoir de rester à la Chambre dont allaient dépendre les destinées de la France ; par lui nous étions au courant de tout ce qui s'y passait, et suivions les séances avec un grand intérêt, mêlé toutefois d'une vive inquiétude. Le côté révolutionnaire de la Chambre était nombreux et triomphant ; et les royalistes, oubliant ce principe « que l'union fait la force », commencèrent déjà à se diviser, résultat inévitable du manque de direction qui a toujours été fatal à leur cause : les uns, quoique vaincus dans la lutte matérielle, voulurent user de leurs droits pour défendre encore les intérêts de la Légimité ; mais un grand nombre crut devoir s'abstenir de siéger, et renonça, par conséquent, au combat de tribune qui allait se présenter comme dernière ressource. Si les employés, qui devaient se trouver dans la dépendance du nouveau gouvernement, crurent remplir un devoir en s'abstenant, en était-il de même des pairs et des députés qui restaient seuls en position de le combattre ?

La Chambre des députés se disposait à s'arroger la puissance constituante; et, dans cette circonstance décisive, la Chambre des Pairs demeura à peu près inaperçue. Cependant le duc d'Orléans décida que ses fils, les ducs de Chartres et de Nemours, devaient y occuper leurs places, et il les décora en même temps tous les deux de la Grande-Croix de la Légion d'honneur. De plus, le chancelier Pastoret ayant donné sa démission dès qu'il avait vu la révolution triompher, le lieutenant-général du royaume avait immédiatement nommé M. Pasquier président de la Chambre des Pairs; dès ce moment, cette Chambre s'occupa tranquillement de la rédaction de l'adresse, et elle attendit avec soumission l'impulsion qui lui serait donnée par les députés pour décider du sort de la France. La Royauté avait fui, l'Aristocratie s'annulait : la Démocratie en profita pour s'emparer de la suprême puissance.

Dans sa séance du 4 août, la Chambre des députés procéda à la vérification des pouvoirs, et, pour marcher plus rapidement, se déclara en permanence; nous ne voyions plus mon frère qu'aux heures des repas et à la fin de la soirée. Les admissions et les ajournements avaient lieu sans discussion, sur la proposition du rapporteur et, souvent, sur le simple énoncé du nom du député; c'était un nommé M. Labbey de Pompières qui occupait le fauteuil comme président d'âge.

Depuis quinze jours, nous avions éprouvé une chaleur excessive; et, dans la nuit du 4 au 5 août, un orage épouvantable éclata sur Paris, accompagné d'un ouragan tel qu'on en voit rarement dans nos climats; la nature semblait vouloir participer au bouleversement de la capitale. Dans ce moment où la foudre éclatait de toutes parts, où le vent renversait les arbres et enlevait les toitures, où la pluie tombait à torrents, je pensai que si un

pareil orage était arrivé le 28 ou le 29 juillet, il eût suffi peut-être pour arrêter la révolte ; mais Dieu avait, sans doute, à châtier la France, et il voulut que la révolution se consommât.

Dans la séance du 5, on continua rapidement la vérification des pouvoirs ; le parti révolutionnaire de la Chambre avait hâte de se constituer pour profiter de sa toute puissance. On procéda immédiatement après à la désignation des candidats à la présidence. Plusieurs membres demandaient que le président fût nommé directement par la Chambre ; d'autres observèrent que ce serait illégal et contraire à la Charte : « — Il s'agit bien de la Charte, » s'écria M. de Corcelles ! La Charte est défunte. » C'est ainsi que les révolutionnaires qui avaient sapé le trône pendant quinze ans et qui venaient enfin de le renverser sous prétexte de défendre la Charte, se moquaient déjà de l'instrument qu'ils avaient employé ; c'est ainsi qu'ils montraient à quel point ils s'étaient joués de la France pour arriver à leur but, celui de s'emparer du pouvoir.

Après une assez vive discussion, on décida cependant qu'on allait nommer cinq candidats, pour être présentés au lieutenant-général du royaume ; ce furent MM. Casimir Périer, Laffitte, Benjamin Delessert, Dupin et Royer-Collard. Le président d'âge fut immédiatement porter ces noms au Palais-Royal, et revint en disant que le lieutenant-général du royaume invitait la Chambre à vouloir bien dorénavant nommer elle-même son président ; comme on le pense bien, cette réponse fut reçue avec acclamation. Un grand nombre de députés, surtout parmi les royalistes, étaient absents ; il ne s'en trouvait que 202 à la Chambre, et il en fallait la moitié, c'est-à-dire 216, pour que les votes fussent valables ; mais la majorité des 202 présents décida que ce nombre était suffisant dans les circonstances où l'on se trouvait.

L'attention publique était fixée sur cette Chambre qui pouvait encore faire rentrer la France dans la voie de la légalité ; mais la séance du 6 vint enfin nous dévoiler ses projets : elle voulait continuer l'œuvre révolutionnaire. M. Casimir Périer avait été président, et ce dernier se trouvant indisposé, ce fut M. Laffite qui occupa le fauteuil. Au début de la séance, M. de Salverte déposa une proposition tendant à accuser les ministres de Charles X du crime de haute trahison. Était-ce bien aux révolutionnaires à les accuser, eux qui recueillaient le fruit de tant de fautes commises ? Ce sont les royalistes qui auraient été bien plus en droit de leur reprocher leur imprévoyance et leurs fausses mesures, de les accuser d'avoir laissé triompher la révolution. Après quelques déclamations insultantes contre la légitimité et les légitimistes, M. Bérard vint à la tribune proposer les résultats définitifs de l'insurrection ; dans son préambule, il soutenait que Charles X avait laissé violer la Charte ; que lui et M. le Dauphin devaient, en conséquence, être déchus du trône et déclarés non recevables à transmettre leurs droits ; qu'après la victoire du peuple, l'impérieuse loi de la nécessité exigeait qu'on fit choix, pour le gouvernement, d'un prince ami du peuple ; que la Charte étant incomplète et vicieuse, il fallait la changer et l'imposer au nouveau chef du gouvernement ; et, pour justifier une telle énormité de pouvoir il prétendait que, les députés étant les élus du peuple, le fait de la souveraineté du peuple leur conférait des droits sans limites. Le résumé de ces propositions consistait : à déclarer le trône vacant en fait et en droit ; à refaire la Charte, dont il présentait en même temps les principales modifications : à destituer tous les Pairs nommés sous le règne de Charles X, afin, probablement, de rencontrer moins d'opposition à la Chambre des

Pairs et à établir en même temps la prééminence de celle des députés ; enfin, à appeler au trône le duc d'Orléans avec le titre de Roi des Français. Ces propositions décisives furent suivies d'une grande agitation ; quelques députés voulurent les voter immédiatement, mais, elles furent renvoyées à une commission pour être rapportées le soir même.

A la séance du soir, les tribunes étaient encombrées de curieux ; des groupes de députés discutaient avec chaleur, et bientôt des attroupements menaçants se formèrent autour du palais de la Chambre. Les républicains criaient : « A bas les pairs ! A bas les députés ! Vive le peuple ! » Les Orléanistes venaient en force pour soutenir la proposition Bérard. Les légitimistes ne demandaient que la reconnaissance des droits du duc de Bordeaux, avec la régence du duc d'Orléans : ce dernier parti était le seul légal et il paraissait devoir tout concilier, puisqu'en acceptant les faits accomplis, il respectait la loi fondamentale de l'hérédité, dont le maintien importait si fort au bonheur du peuple et aux véritables instincts de la France ; il semblait aussi devoir satisfaire les exigences révolutionnaires, le duc d'Orléans demeurant déjà à la tête des affaires ; le duc de Bordeaux était assez jeune pour être élevé suivant leurs principes ; et ils arrivaient ainsi, d'une manière légale, au but qu'ils voulaient atteindre, et les légitimistes auraient été obligés de se soumettre. Il est difficile de comprendre comment les orléanistes repoussèrent de tels avantages qui leur donnaient le pouvoir objet de leurs vœux, sans les compromettre aux yeux de la France et de l'Europe. Mais les révolutionnaires exaltés préférèrent une usurpation positive ; ils comptaient être beaucoup plus maîtres d'un prince qui leur serait redevable à eux-mêmes de sa couronne, que si cette couronne lui eût été transmise de droit ; ils pensaient sans doute aussi

que les légitimistes soumis devaient rester en concurrence avec eux, au lieu qu'en détruisant leur principe ils les mettaient hors de cause et pouvaient exploiter la France pour eux seuls. Une grande partie des républicains vint se réunir aux orléanistes, mais à cette condition que le duc d'Orléans serait roi et non régent, afin de consacrer une usurpation qui le tiendrait dans leur dépendance ; peut-être est-il heureux pour le jeune duc de Bordeaux de n'avoir point été jeté dans un pareil conflit.

On s'attendait cependant à une vive opposition de la part des députés légitimistes ; des démonstrations violentes furent préparées contre ceux qui n'adhéreraient pas à la proposition Bérard. Il n'était rien moins question que de massacrer sur leurs bancs tous les députés opposants, et c'était là, probablement, le but des rassemblements tumultueux qui s'agitaient autour de la Chambre ; s'il y avait eu un plus grand nombre de députés légitimistes, on aurait peut-être eu quelque lutte sanglante à déplorer encore.

Connaissant ces dispositions, nous étions fort inquiets sur le compte de mon frère, qui tenait à rester sur la brèche jusqu'au dernier moment.

Dans cette orageuse séance, quelques députés réclamèrent l'ajournement de la discussion jusqu'à ce que la Chambre fût libre ; d'autres demandaient que M. de Lafayette fût mandé à la barre, comme responsable de l'ordre public. Le préfet de police, M. Girod de l'Ain, ne put parvenir à calmer l'effervescence extérieure ; M. Mauguin et ensuite M. Benjamin Constant finirent cependant par obtenir de la populace qu'elle attendrait la fin des délibérations.

La discussion s'engagea sur les abdications. Les révolutionnaires exaltés refusaient d'en tenir compte, comme rendues inutiles par le fait de la déchéance ;

ils s'opposaient à ce que l'on en fît le dépôt aux archives de la Chambre; ce dépôt fut cependant décidé par le scrutin. Pour s'en dédommager, M. Bavoux proposa de voter des remerciements à l'héroïque population de Paris, au nom de la patrie reconnaissante : singulier vote au moment où l'anarchie menaçait encore l'ordre social et la Chambre elle-même. Enfin, M. Dupin, chargé du rapport de M. Bérard, vint présenter les conclusions de sa commission, lesquelles tendaient à adopter toutes les parties de la proposition, avec un grand nombre de modifications à la Charte. Plusieurs députés insistèrent vivement pour voter à l'instant même et par urgence; mais la plupart d'entre eux ne comprenaient pas la nouvelle Charte et demandaient au moins qu'elle leur fût communiquée pendant quelques heures. Un des articles de cette Charte, au lieu de déclarer la religion catholique, religion de l'Etat, portait que la religion catholique était celle de la majorité des Français; M. Mauguin s'éleva contre cette rédaction, en soutenant que la religion catholique n'était pas celle des Français et encore moins celle de leur majorité; il eût été curieux de lui demander la preuve de ce qu'il avançait; mais la passion ne peut pas raisonner. Enfin la séance fut levée à onze heures du soir et renvoyée au lendemain matin.

Plusieurs fois dans la soirée, j'avais été parcourir les environs de la Chambre. Nous revîmes mon frère, et, malgré l'heure avancée, nous causâmes encore quelque temps sur tout ce qui se préparait.

La séance du 7 vint enfin décider du sort de la France. Un petit groupe de députés légitimistes qui avaient osé rester à la Chambre défendit courageusement les droits d'Henri V; mais ils n'étaient que trente-trois. Que pouvaient-ils faire contre la masse compacte qui avait arrêté d'avance un chan-

gement de dynastie? M. de Conny fit un discours énergique en faveur de la légitimité; M. Benjamin-Constant, qui, en d'autre temps, avait soutenu le principe de l'hérédité, en repoussa l'application à la famille de Charles X; M. de Laborde fit aussi une diatribe contre cette malheureuse famille; c'était à qui l'accablerait; il alla jusqu'à parler de la férocité du Roi. Cette expression absurde révolta même les révolutionnaires: « Il va tout perdre, » s'écria M. Dupin; et M. de Martignac la releva avec une dignité et une noblesse de sentiments qui émuèrent un moment la Chambre. Enfin, après une discussion agitée, après de vains efforts de la part de MM. de La Bourdonnaye, de Lérardière, Berryer, Hyde de Neuville, qui répara dans cette séance l'erreur de son vote avec les 221, on fut au scrutin sur l'ensemble de la proposition Bérard, et elle fut adoptée par 219 votants: c'étaient trois voix de plus que la moitié de la Chambre, si celle-ci eût été complète.

On avait ajouté aux modifications de la Charte l'adoption de la cocarde tricolore comme devant représenter désormais les couleurs nationales.

Ce vote exorbitant fut terminé à cinq heures et, à l'instant même, les 219 députés qui venaient de faire une Charte, d'exclure du trône la famille régnante et d'élire un nouveau roi, se rendirent en corps au Palais-Royal pour remettre cet acte au lieutenant-général du royaume. Le duc d'Orléans s'empressa d'accepter la couronne qu'on lui offrait, annonçant qu'il regardait cette démarche comme « l'expression du vœu national »; et ce mot est resté, et ce « vœu national » était le vote de 219 députés sans aucun mandat que celui qu'ils tenaient de leur propre volonté à la suite d'une insurrection qui avait réussi.

La Chambre des Pairs, instruite du vote et du



message de celle des députés, se mit à l'instant à délibérer sur la proposition Bérard. M. de Château-briand voulut défendre le principe de la légitimité; mais il y avait urgence pour un grand nombre des Pairs à ne pas rester trop en arrière de l'autre chambre. On s'empressa d'abord, avec une merveilleuse condescendance, d'accepter la destitution des quatre-vingt-treize pairs qui étaient frappés par le vote des députés; beaucoup de pairs royalistes s'étaient abstenus de siéger; cent quatorze seulement se trouvaient réunis, et quatre-vingt-neuf votants accédèrent presque sans discussion à la déclaration de la Chambre des députés. M. de Brezé, M. de Castelbajac et plusieurs autres se retirèrent en déclarant qu'en leur âme et conscience, ils n'avaient pas le droit de proclamer le trône vacant. Il était dix heures du soir; les quatre-vingt-neuf votants se rendirent immédiatement au Palais-Royal pour porter leur adhésion et reconnaître le nouveau Roi.

Le lendemain, 8 août, tout Paris fut instruit du résultat final de la révolution. Pour calmer les républicains, à qui la réapparition du titre de Roi pouvait porter ombrage, on ne parlait que de la souveraineté du peuple, d'un trône entouré d'institutions républicaines : ce qui ne paraît pas très facile à comprendre et ce que l'on appela depuis le programme de l'Hôtel-de-Ville. On parlait du gouvernement à bon marché, d'une Charte qui garantissait toutes les libertés conquises par le peuple; on désignait le duc d'Orléans par les mots de Roi-Citoyen, de Roi-Bourgeois, de Roi-Populaire; on ne cessait d'exalter le courage du peuple, les glorieuses journées. Avec la cocarde tricolore, on adopta le coq prétendu gaulois, comme emblème de la France, à la place des fleurs de lys; cette cocarde tricolore prise en 1830 n'était pas celle de l'Empire qui avait conquis l'Europe, mais celle de la première révolu-

tion qui avait plongé la France dans l'anarchie; elles différaient en cela que dans la cocarde révolutionnaire le cercle extérieur était rouge, tandis que dans cette adoptée par Napoléon c'était le blanc qui formait ce cercle extérieur et qui en était par conséquent la couleur dominante. On convint aussi de récompenses nationales à décerner à tous les héros de juillet : on leur distribua des pensions; on créa, pour les distinguer des gens qui n'avaient pas participé au désordre, une décoration formant une étoile à trois pointes dont chacune indiquait une des grandes journées. On avait commencé par donner d'emblée le grade de lieutenant à tous les élèves de l'Ecole Polytechnique ayant pris part à la révolte; on leur offrit même un certain nombre de croix de la Légion d'honneur que ces jeunes gens eurent le bon sens de refuser. On décida enfin qu'il serait élevé un monument en l'honneur de la révolution de juillet, et on fut jusqu'à exhumier ce qui restait des héros vainqueurs de la Bastille en 1789 pour leur donner des pensions; cela, sans doute, afin de consacrer bien positivement le principe dangereux du droit d'insurrection.

Dans toute la France, les démissions, les destitutions des fonctionnaires de l'ancien gouvernement et leur remplacement par des hommes nouveaux se succédaient avec une incroyable rapidité : partout l'on récompensait ceux ayant pris part à la grande insurrection qui avait renversé la monarchie; partout, l'on éloignait, l'on repoussait ceux, au contraire, qui conservaient le sentiment de la fidélité et qui croyaient encore à la foi du serment : c'était la consécration du droit de la force matérielle sur l'ordre social, et c'est là ce qui démoralise les peuples, ce qui finit même par compromettre l'existence d'une nation, en réduisant tout à l'intérêt du moment et, par conséquent, à l'individualisme.

C'était une base fatale que l'on donnait ainsi au gouvernement que l'on allait établir et des principes tels devaient le mettre lui-même, et sans porter, dans de cruels embarras. Déjà une réunion, imitée de l'ancien club des Jacobins et appelée Société des Amis du Peuple, avait adressé d'énergiques représentations à la Chambre des députés pour lui prescrire d'avoir toujours à consulter le peuple, en qui résidaient la souveraineté et la force réelle; et c'est précisément là le principe que la Chambre consacrait, tout en créant une nouvelle monarchie.

Après la déclaration de la Chambre des députés et l'adhésion de la Chambre des Pairs, qui avaient été portées au Palais-Royal le 7 au soir, on s'empressa de convoquer une séance royale; elle eut lieu le 9. Les pairs et les députés se réunirent au Palais Bourbon; les tribunes étaient remplies de monde; la duchesse d'Orléans, les princesses et les jeunes princes s'y trouvaient. Le duc d'Orléans arriva bientôt avec les ducs de Chartres et de Nemours, escortés d'un nombreux état-major dans lequel on remarqua non sans étonnement les maréchaux Macdonald et Oudinot, majors-généraux de l'ex-garde royale. Quand les princes eurent pris les places à eux réservées, M. Casimir Périer, président de la Chambre des députés, donna lecture de la déclaration votée par 219 membres de cette Chambre et la remit entre les mains du duc d'Orléans; M. Pasquier, au nom de la Chambre des pairs, remit, de la même manière, l'acte d'adhésion de 89 membres de la Chambre qu'il représentait. Alors, le duc d'Orléans se leva et déclara qu'il acceptait le titre de Roi des Français que lui décernait le vœu national, avec toutes les conditions renfermées dans la déclaration des députés; puis, élevant la main, il jura d'obéir fidèlement à la nouvelle Charte et de gou-

verner selon les lois pour le bonheur et la gloire du peuple français : aussitôt les membres des deux Chambres firent retentir le cri de « Vive le Roi ! » Les uns le nommaient Philippe I<sup>er</sup>, les autres Philippe VII, et il prit définitivement le nom de Louis-Philippe I<sup>er</sup>. C'est ainsi que tout fut consommé ; c'est ainsi que se termina cette révolution de juillet, si étonnante par la rapidité avec laquelle se succédèrent les événements.

Les Chambres, étonnées elles-mêmes de leur œuvre, donnèrent pour prétexte de cet empressement à créer un gouvernement nouveau l'impérieuse loi de la nécessité où les plaçaient les menaces de l'anarchie et du parti républicain. Mais était-ce bien entendre cette loi de la nécessité que de vouloir arrêter le fait de l'insurrection en consacrant le principe qui l'avait produite ? Dans quelle position allait se trouver un gouvernement qui, pour première condition de son existence, allait être obligé de lutter contre son origine, et qui, avec la meilleure volonté de rétablir l'ordre et la légalité, se trouvait dans la nécessité d'exalter sans cesse l'illégalité et le désordre dont il était le résultat ?

Louis-Philippe, aussi, répéta qu'il n'était accouru au premier appel des Chambres et qu'il n'avait accepté la puissance suprême que par dévouement pour sa patrie, afin de sauver la France des fureurs de l'anarchie. Or, si son intervention était, en effet, devenue nécessaire dans cette circonstance, toute la France lui eût su gré de ses efforts ; mais, en profitant de sa popularité pour prendre les rênes du gouvernement, ne pouvait-il pas le faire d'une manière légale sans violer les lois fondamentales de l'Etat, sans y apposer ce cachet fatal de l'ambition et de l'intérêt personnel. C'est alors que son dévouement aurait eu des droits à la reconnaissance nationale ; c'est alors qu'il eût été tout-puissant

contre l'anarchie révolutionnaire et qu'il aurait réellement sauvé la France; c'est alors, enfin, que l'histoire, oubliant le passé, aurait pu lui décerner le titre de grand homme. Au lieu de cela, quel titre lui restera-t-il? Celui qui a toujours été considéré comme un type de perturbation sociale, celui qui ne tend qu'à plonger les nations dans l'abîme, celui qui n'offre de chances de stabilité qu'après plusieurs générations de désordres et de malheurs et qui ne peut se tolérer, en invoquant les lois de la nécessité que lorsqu'un trône n'existe plus, et que des torrents de gloire viennent le relever. Mais ici c'était un enfant, un neveu que l'on dépouillait, que l'on chassait de sa patrie pour lui prendre sa place. Quelle différence entre une régence et une telle usurpation! On assure que, dans la retraite où l'on vint chercher le duc d'Orléans, il reçut un billet de M. Laffitte contenant ces mots : « Le trône ou l'exil ». Que cette option ait été forcée ou non, les conséquences en sont toujours les mêmes.

Mais, en rapprochant le grand acte consommé le 9 août de tout ce qui s'était passé en France depuis quarante ans entre la famille d'Orléans et la branche aînée des Bourbons; en se reportant au trop célèbre vote du duc d'Orléans de 1793 et à l'affiliation de son fils à la Société des Jacobins, quelles réflexions pénibles n'est-il pas permis de faire? Et sans remonter si loin, quand on a vu, pendant les quinze années de la restauration, la cour particulière du Palais-Royal se former de tout ce qu'il restait d'hommes révolutionnaires en France, de tous les personnages les plus hostiles de l'opposition; quand on connaît les conférences intimes et suivies de ces hommes avec le duc d'Orléans et les diatribes qui en résultaient contre le gouvernement du Roi; enfin, quand on a vu ces mêmes hommes diriger la révolution et appeler le duc d'Orléans au trône, peut-on

regarder l'acte du 9 août comme un résultat fortuit des ordonnances du 25 juillet? Ces ordonnances furent-elles une cause ou seulement une occasion? C'est ce que l'histoire impartiale viendra, sans doute, nous dévoiler un jour.

La révolution ainsi consommée, j'étais très impatient de quitter une position qui n'était plus tenable, puisqu'après avoir abandonné le commandement de l'Ecole, commandement que je ne voulais plus reprendre, j'en conservais cependant toute la responsabilité. J'attendais tous les jours un remplaçant qui n'arrivait pas, et j'en étais étonné, d'après les destitutions qui avaient lieu en masse dans toute la France; mais en voici, sans doute le motif :

J'ai déjà dit que ma femme avait été connue, dans son enfance, de Mademoiselle d'Orléans; dès le commencement de la Restauration, j'avais toujours été accueilli avec la plus grande bienveillance au Palais-Royal. On ne pouvait ignorer qu'après avoir servi de mon mieux et très activement pendant tout le temps de la Restauration, je n'en avais reçu aucune espèce de faveur; que j'allais peu à la cour, que j'étais même, en quelque sorte, en disgrâce auprès de M. le Dauphin : dès lors, on pensait à me conserver; on me fit même présenter les offres les plus avantageuses; on me pressa, on sollicita ma femme de nous rendre au Palais-Royal. J'avoue que j'éprouvais une espèce de honte de toutes ces démarches que l'on faisait près de moi : dans tout le cours de ma carrière, je n'avais jamais hésité à sacrifier mon intérêt à mon devoir; et si, comme habitant la France, je devais me soumettre à un fait qu'il n'était plus en mon pouvoir d'empêcher, je regardais aussi comme un devoir de ne pas prêter mon appui à une perturbation qui m'apparaissait comme un malheur pour ma patrie.

J'entendais répéter par un grand nombre de mes

camarades que la première loi pour un militaire est de servir son pays, quel qu'en soit le gouvernement; mais qu'ils y prennent garde, ceux qui tiennent ce laugage. Ne seraient-ce pas leurs appointements qu'ils appellent le pays? Plus d'un exemple me le ferait croire; et quand on en est là, quand on ne reconnaît que l'autorité de celui qui paye, il n'y a plus de patriotisme, car on est bientôt prêt alors à se donner à celui qui paye le mieux. Du reste, je ne m'arroge pas le droit de blâmer ici l'opinion de personne; mais j'ai aussi la mienne, à laquelle je tiens parce qu'elle est fondée sur mes convictions. Or je ne crois pas que ce soit bien servir son pays que d'apporter à l'instant son appui à tout ce qui, par force ou par adresse, parvient à s'emparer de l'autorité; c'est, au contraire, le moyen d'encourager les bouleversements politiques qui perdent les empires, en assurant d'avance ceux qui font les révolutions qu'en réussissant ils seront soutenus; ce n'est donc pas servir son pays, c'est lui préparer des secousses perpétuelles. On verrait certainement bien moins de révolutions si ceux qui les font restaient isolés avec leurs adhérents. Qui donc oserait usurper, s'il n'avait l'espoir de conserver? Telles sont les réflexions qui, indépendamment des sentiments de devoir et de fidélité qui me liaient à la famille des princes exilés et au principe de l'hérédité, furent la règle de ma conduite. Certes, comme Régent, je n'aurais pas hésité à servir sous le duc d'Orléans, qui m'avait toujours témoigné la plus grande bienveillance; mais, comme Roi, ma conscience s'y refusait d'une manière absolue.

Malgré mes démarches dans les bureaux, je n'avais encore pu obtenir mon remplacement; en conséquence, je me décidai à aller trouver le général Gérard lui-même, qui était définitivement nommé ministre de la guerre. Je me présentai au minis-

tère en habit bourgeois, ne pouvant me résoudre à mettre une cocarde qui m'inspirait une insupportable répugnance. Je pénétrai dans les salons et les trouvai encombrés d'une foule nombreuse de solliciteurs : c'étaient des héros de juillet, se vantant de la mort de tous les soldats français qu'ils avaient tués de leurs fenêtres. Je reconnus aussi un grand nombre d'officiers provenant de toutes les réformes qui avaient été faites dans l'armée, y compris celles de l'Empire et même du Consulat ; ceux-là se vantaient d'avoir dirigé l'insurrection, et se faisaient un titre de gloire de n'avoir pas servi depuis seize ans, c'est-à-dire de n'avoir pas servi leur pays pendant tout le temps de la Restauration ; singulière anomalie avec ceux qui prétendaient que l'on ne doit considérer que le pays et non le gouvernement. Tous ces solliciteurs venaient réclamer des récompenses, des avancements ; c'était un conflit de prétentions désordonnées, offrant un curieux spectacle à l'œil de l'observateur. J'étais quelque peu honteux de me trouver dans une pareille cohue ; mais les motifs qui m'y amenaient rassuraient mon amour-propre et me donnaient même une sorte de fierté.

Le Ministre, excédé, sans doute, de toutes ces sollicitations, s'était réfugié dans un cabinet écarté dont plusieurs huissiers défendaient la porte ; je m'annonçai à eux comme ayant à parler au Ministre pour une affaire importante ; ils me repoussèrent malgré cela, avec une sorte de brutalité, en me disant que le Ministre avait expressément défendu de laisser rentrer personne sous aucun prétexte. Je ne pouvais me résoudre, cependant, à quitter la place avant d'avoir terminé l'affaire qui m'avait amené ; je restai donc au milieu des solliciteurs, à écouter leurs hauts faits ou, plutôt, leurs méfaits.

Enfin, je vis un aide de camp sortir du cabinet ministériel ; c'était précisément celui que j'avais vu



aux Invalides. Je le joignis à l'instant et lui dis que j'avais besoin de voir immédiatement le Ministre : il me répondit, comme les huissiers, que c'était chose impossible. Je lui observai qu'il s'agissait d'une affaire importante dont il ne pouvait lui-même être le juge ; que c'était au Ministre seul à décider s'il voulait ou non me recevoir, et que je le priais de déposer sur son bureau mes nom et qualité, que je lui donnai. Je lui dis tout cela d'un ton assuré, et il se décida d'aller remettre ma carte au Ministre.

Un moment après, la porte du sanctuaire s'ouvrit, et un huissier appela mon nom à haute voix : je m'avançai aux travers des solliciteurs qui jetaient sur moi des regards d'envie et de jalousie, croyant, sans doute, que j'allais leur enlever quelques-unes des places, objet de leurs convoitises.

Le général Gérard me reçut avec une bienveillance remarquable. Il me fit asseoir près de lui, me dit combien il était aise de me voir, et, aussitôt, il m'adressa des questions et me demanda de nombreux renseignements sur le corps d'Etat-major et l'Ecole d'application, au sujet desquels, me dit-il, il avait besoin de former son opinion. Je répondis à toutes ses questions, bien que ce ne fût guère le motif qui m'amenait vers lui ; je lui parlai des avantages qu'offrait à l'armée un corps spécial d'état-major, de l'importance des études de l'Ecole d'application pour former de bons officiers, et de l'intérêt que cet établissement devait lui inspirer. Quand il eut complété tous les renseignements qu'il désirait, je lui demandai enfin la permission de lui parler de moi : « Tout ce que vous voudrez, me répondit-il avec bonté ; vous me trouverez toujours disposé à faire ce qui pourra vous convenir ». Je lui dis alors qu'après avoir servi avec fidélité et dévouement le gouvernement qui venait d'être renversé, j'avais cru devoir redoubler de zèle pour sa défense

dans les journées où il avait été attaqué, et que, de plus, j'avais entraîné dans cette voie tous les jeunes gens qui étaient sous mes ordres. Le général, qui, jusque là, n'avait entendu que les déclamations des révolutionnaires, me regarda avec une sorte d'étonnement; je continuai en lui demandant aussi la permission de lui rendre compte de ma conduite, afin de le faire, lui-même, juge de ma position; et je lui racontai en détail tout ce qui s'était passé et ce que j'avais fait, tant à l'Ecole d'Etat-major qu'aux Invalides, jusqu'à la prise d'assaut. Il m'écouta silencieusement, avec attention, avec intérêt même, et quand j'eus terminé, il me dit en saisissant mon bras : « Vous avez fait votre devoir; vous vous êtes conduit en homme d'honneur. » Je m'inclinai, et j'avoue que je fus extrêmement flatté d'une telle approbation. Puis il ajouta ces paroles, qui me frappèrent beaucoup aussi : « Et moi, si j'avais eu, comme vous, l'honneur de servir le Roi, je l'aurais mieux défendu que ceux qui en ont été chargés. » Il y avait dans ces paroles un sentiment d'honneur militaire qui me fit vivement regretter que le gouvernement du Roi ait repoussé un tel homme et l'ait forcé, en quelque sorte, à se jeter dans les rangs ennemis. Enfin, pour en venir à mon but : « Maintenant, lui dis-je, mon général, si j'employais auprès de mes subordonnés un langage opposé à celui que je leur tenais il y a quelques jours, je pense que je mériterais de perdre leur confiance et que je deviendrais indigne de les commander. D'un autre côté, si je restais dans les mêmes dispositions, il me semble, ajoutai-je en souriant, que je ne pourrais vous convenir ». — « Je vous comprends; me dit-il, et n'ai rien à répondre aux arguments qui m'annoncent votre résolution ». Il voulut bien alors me témoigner à plusieurs reprises les regrets qu'il éprouvait de se voir dans la néces-

site de me remplacer; il insista sur ce que c'était bien par le fait de ma volonté, et il fut même jusqu'à me consulter sur mon remplaçant; il me parla de plusieurs officiers généraux, parmi lesquels il me nomma le général Pelet, sur lequel son choix parut s'arrêter. Comme je lui témoignais le désir que ce changement s'effectuât le plus tôt possible, il me chargea d'aller trouver le général Gentil Saint-Alphonse, qui avait été nommé directeur-général du personnel, pour lui faire part de notre entretien. Je pris congé du Ministre avec une sorte d'émotion, en lui recommandant mes élèves et les officiers employés à l'Ecole, et je restai pénétré de reconnaissance pour la bienveillance qu'il m'avait témoignée. Je traversai de nouveau la haie des solliciteurs, qui cherchaient à deviner, avec inquiétude, toutes les faveurs que je venais d'obtenir.

Je me rendis immédiatement à l'audience du directeur général. Lorsque j'arrivai, son salon s'emplissait déjà de solliciteurs qui avaient pris rang pour entrer à tour de rôle. Je me trouvais à un rang fort éloigné: mais, voulant en finir, je me résignais à la patience, lorsqu'un employé de bureau qui m'avait reconnu vint me faire signe de le suivre; je sortis avec lui, et il me dit qu'il allait me faire entrer tout de suite par une porte particulière; je l'en remerciai. Mais un individu qui était près de moi, ayant aperçu ce signe, nous suivit aussi; heureusement, il fut seul. Nous entrâmes ainsi tous les deux dans le cabinet du général Gentil-Saint-Alphonse, bien avant notre tour; désirant parler seul, je laissai passer mon collègue de contrebande. et sa conversation est trop curieuse pour que je ne la rapporte pas ici.

Il s'annonça comme étant colonel en retraite depuis le commencement de la Restauration, en se faisant un titre de gloire de n'avoir pas servi sou

pays sous les Bourbons; il ajouta qu'il avait pris une part très active aux glorieuses journées et qu'il demandait à être nommé général pour occuper un emploi qu'il indiquait et dont le titulaire devait être renvoyé. Le général Saint-Alphonse lui adressa quelques observations sur ce que l'emploi n'était point encore vacant et sur ce qu'il était peu régulier de donner un avancement immédiat aux officiers en retraite; il lui dit, du reste, qu'il prendrait note de sa demande et qu'il en parlerait au ministre : « Il ne s'agit pas de prendre des notes, lui répliqua d'un ton très élevé son interlocuteur; il me faut l'emploi que je demande, il me convient et il me le faut sur le champ! » Ce genre de sollicitation me parut nouveau. Le général Saint-Alphonse se contenait, bien qu'il parût éprouver une assez vive impatience; enfin après une discussion animée dont le directeur se tira par une demi-promesse, l'impérieux demandeur se retira et je m'avancai.

Je commençai par annoncer au général Saint-Alphonse qu'il ne trouverait pas en moi les mêmes exigences que dans mon prédécesseur; il était encore fort agité et me parla des embarras de sa position. Je lui fis part en peu de mots de ma conversation avec le Ministre; je lui parlai de son intention de nommer le général Pelet à ma place, et je le priai de vouloir bien terminer ce remplacement le plus promptement possible, en lui faisant observer qu'il devait en comprendre l'urgence; ma conversation parut le reposer un peu. En sortant de son cabinet par la même porte de derrière, je rencontrai le général Baudrand, premier aide de camp du duc de Chartres; il m'aborda avec empressement : « Nous ne vous avons pas encore vu au Palais-Poyal, me dit-il. Vous viendrez bientôt? » Je le saluai sans répondre, et je rentrai chez moi, espérant être bientôt débarrassé de la responsabilité d'un com-

mandement que mon devoir ne me permettait pas de conserver ; et, cela bien que dans ma situation de fortune, ce fût pour moi un pénible sacrifice, et qu'il m'en coûtât aussi d'abandonner une carrière à laquelle j'avais consacré toute mon existence.

Depuis quelques jours déjà, je m'occupais avec M. de Crèvecœur à chercher des appartements ; sous ce rapport, je me trouvai encore dans une position assez piquante. Peu de temps avant ma nomination à l'état-major, j'avais loué pour nos deux familles et pour six années consécutives, un petit hôtel dans la Chaussée-d'Antin ; à peine y étions-nous installés, que mon gendre était parti pour Metz et que j'étais venu à l'Ecole ; de sorte que nous avions eu cet hôtel, ainsi vacant, à notre charge pendant plusieurs années ; et, précisément quelques mois avant la révolution de juillet, je venais, en désespoir de cause, de le louer à moitié de sa valeur pour le reste du bail. Ainsi, tout en payant encore une moitié du loyer, somme fort élevée pour moi au moment où je perdais mes appointements, nous n'avions point de domicile et il fallait en chercher ailleurs. J'étais donc tout à cette recherche, lorsque je reçus la nouvelle de mon remplacement par le général Pelet ; je fus le trouver moi-même afin de prendre jour avec lui pour la réunion du Conseil d'administration où je devais lui remettre ma comptabilité. Je n'eus qu'à me louer de ses procédés ; il insistait pour me donner tout le temps que je jugerais nécessaire à la découverte d'un établissement convenable ; de mon côté, je le pressais d'arriver, ayant déjà en vue un modeste pied à terre, bien suffisant pour nous dans les circonstances où nous nous trouvions. La nomination du général Pelet était datée du 11 août, lendemain de ma visite au Ministre.

Etant encore à l'Ecole je reçus, comme toute la

garnison de Paris, l'ordre d'aller faire une visite de corps au nouveau Roi des Français. J'en fis immédiatement prévenir le général Pelet; quoique je n'eusse pas encore rempli la formalité de la remise de mon commandement, une telle visite ne pouvait concerner que lui seul. Tous les officiers étant réunis, ils vinrent me consulter pour savoir s'ils devaient conserver leurs croix de Saint-Louis; plusieurs d'entre eux l'avaient obtenue sur ma demande, et j'avais été chargé moi-même de les recevoir; je renvoyai leur consultation à leur nouveau commandant. Le général Pelet arriva bientôt; il ne portait pas cette décoration et il engagea positivement les officiers à la quitter; ils obéirent, quelques-uns cependant avec regret. Du reste, je trouvai la décision du général Pelet tout à fait convenable; la croix de Saint-Louis était accompagnée d'un serment de fidélité non équivoque envers le souverain de qui on la tenait; dès lors, il paraissait naturel que des chevaliers de Saint-Louis qui, par suite d'une insurrection populaire, s'étaient dégagés de leurs serments, qui venaient reconnaître un autre roi et se ranger sous un autre drapeau, il était tout naturel, dis-je, qu'ils ne se reconnussent plus le droit de porter une décoration qui eût été pour eux un reproche permanent; c'était un allègement que de s'en débarrasser. En effet, cet ordre fut supprimé, sans aucune décision officielle, mais sur de simples invitations.

Il en fut de même de l'ordre du Saint-Esprit, de ce cordon bleu que les hommes les plus illustres se faisaient gloire de porter; il était probablement trop chevaleresque pour des gens de révolution, il rappelait des sentiments monarchiques et religieux, et, d'ailleurs, il rappelait lui aussi, des serments qu'il fallait faire oublier. Louis-Philippe et ses deux fils aînés furent les premiers à le quitter, eux qui l'avaient reçu comme princes du sang.

On ne conserva de décoration que la Légion d'honneur, parce qu'elle venait de l'Empire dont il fallait flatter les souvenirs; mais la croix de cet ordre fut singulièrement transformée. Dans son origine, elle portait d'un côté la figure de Napoléon et de l'autre l'aigle impériale; la restauration avait substitué à l'effigie de Napoléon celle de Henry IV, le roi le plus populaire de la famille des Bourbons, et à l'aigle impériale les trois fleurs de lys, qui étaient les armes de la France. Après la nouvelle révolution, l'on conserva l'effigie de Henry IV; mais au lieu des trois fleurs de lys, que Louis-Philippe avait rayées de son écusson, on mit des drapeaux tricolores. La figure de Henry IV, ce héros du panache blanc, accolée à des drapeaux tricolores, offrait un bizarre contre-sens; mais les hommes de juillet n'étaient pas difficiles sur les anachronismes.

Pendant le délire des « glorieuses » journées, le peuple voulait abattre toutes les statues des rois et des grands hommes qui avaient existé avant la révolution de 1789; car l'histoire de France ne devait plus, paraît-il, commencer qu'à cette époque, et il fallait oublier tout ce qui était antérieur. On parvint cependant à sauver ces statues, mais en grattant les insignes caractéristiques dont elles étaient décorés et en les affublant de drapeaux tricolores; on en fit porter à Henry IV et à Louis XIV, qui ne se seraient guère douté, de leur vivant, de ce changement posthume.

A ce sujet, on peut citer une réflexion assez curieuse d'un fort de la halle. En passant sur le Pont-Neuf, il s'arrêta devant la statue de Henry IV, comme s'il s'adressait au roi lui-même : « Luron, lui dit-il dans son langage familier, si tu étais encore en vie; ils ne t'auraient pas mis ce chiffon dans les mains ! » Beaucoup de gens pensent que cet homme avait raison.

Peu de jours après les visites de corps faites au nouveau Roi, je pus réunir le conseil d'administration dans lequel je remis enfin officiellement le commandement et la comptabilité de l'Ecole au général Pelet, et je ne m'occupai plus que de mon déménagement. Quelques regrets que j'eusse d'abandonner mes élèves, j'étais impatient de m'éloigner d'un établissement où j'avais éprouvé de si pénibles émotions, où j'avais été témoin de la rapide et terrible catastrophe dont on ne pouvait encore prévoir les terribles conséquences. C'est le 22 août seulement que je fus en mesure de déménager ; nous nous établîmes dans un petit appartement vers le haut du faubourg Saint-Honoré, et, comme nous n'avions pu nous réunir avec la famille Crèveœur, elle prit aussi un pied à terre dans notre voisinage.

---



## CHAPITRE V

Arrestation du cabinet Polignac. — Nouvelles de la famille royale. — Considérations sur les conseillers du Roi. — Louis-Philippe et l'Europe. — Le prince de Talleyrand. — Démissionnaires et disponibles dans l'armée. — Le procès des Ministres. — Le juste milieu.

Pendant les derniers temps de notre séjour à l'Ecole d'Etat-major, nous eûmes souvent des nouvelles de la famille royale. Nous nous attendions encore à quelque événement qui eut pu rendre moins rapide sa marche vers l'exil; nous espérions recevoir de nos princes des instructions, des avis, une direction enfin pour la conduite que nous avions à tenir; mais nous ne reçûmes que des détails sur leur voyage, sur leur embarquement, et rien de plus. Aucun point de ralliement ne fut donné aux royalistes; et le Roi, ayant accepté la direction des trois commissaires de Paris, ne songeait plus qu'à quitter la France le plus promptement possible; les commissaires, de leur côté et pendant toute la route, ne cessèrent d'effrayer la famille royale sur les dispositions hostiles de la France et de laisser en même temps du vague sur l'itinéraire du voyage : afin, d'une part, de hâter la marche des Princes, et d'empêcher, de l'autre, qu'il pût se former une réunion de royalistes; ils remplirent avec une habile perfidie la mission dont ils étaient chargés.

Après le départ de Rambouillet et le licenciement de la Garde, exigé à Maintenon par les commissaires, la famille royale fut, le même jour, 4 août, jusqu'à Dreux; tous les départs avaient été faits avec tant de précipitation et d'imprévoyance que les Princes manquaient même d'argent, ce qui les mettait d'autant plus dans la dépendance de leurs

conducteurs. Le maréchal Marmont suivait le Roi pour quitter la France avec lui ; le duc de Luxembourg resta avec les compagnies de gardes-du-corps, à qui l'on avait permis de former l'escorte et qui déploraient de ne pouvoir donner de preuves d'un dévouement plus utile.

Les ministres signataires des fatales ordonnances s'étaient sauvés dans diverses directions, afin de se soustraire à la vindicte publique. Quatre d'entre eux. MM. de Polignac, de Peyronnet, de Chantelauze et Guesnon de Fauville, furent arrêtés avant d'avoir passé les frontières ; les trois autres, MM. de Montbel, d'Haussey et Capelle réussirent à gagner la terre étrangère.

A Dreux, où devait être la première couchée des Princes, on avait envoyé d'avance des émissaires de Paris pour leur préparer une réception pénible et et pour les inquiéter sur leur propre sûreté ; on y avait arboré le drapeau révolutionnaire ; une garde nationale improvisée portait aussi la cocarde tricolore ; on fit des difficultés pour loger la famille royale, et l'on ne voulait surtout pas recevoir les gardes-du-corps. MM. de Schonen et Olidon-Barrot prirent les devants pour aller haranguer le peuple ; tout s'arrangea enfin, mais non sans avoir abreuvé d'amertume le cœur de nos malheureux Princes. Le 5, on fut coucher à Verneuil ; et, dans cette ville aussi, on fit paraître des drapeaux et des cocardes tricolores, afin de faire croire à l'hostilité de toutes les populations. C'était le début du voyage : il fallait bien ôter au Roi toute idée de s'arrêter ou de ralentir sa marche. Le 6, la famille royale fut coucher à Laigle, le 7 à Mellerault, le 8 à Argentan, où elle fut reçue avec plus d'égards. Le 9, on fit séjour dans cette dernière ville, mais ce ne fut pas sans beaucoup d'irrésolutions ; on faisait à chaque instant courir le bruit que les populations s'étaient insur-

gées et se disposaient à venir attaquer la maison du Roi. C'est ce même jour, à Argentan, qu'on apprit que les Chambres avaient offert la couronne au duc d'Orléans et que celui-ci s'était empressé de l'accepter sans faire la moindre observation concernant le duc de Bordeaux : ainsi s'évanouissaient, même auprès de nos princes, toutes les espérances des royalistes. Le 10, la famille royale coucha à Condé, où, toujours dans le but de hâter sa marche, l'on fit encore courir les bruits les plus menaçants ; le 11 elle arriva à Vire, le 12 à Saint-Lô. Dans cette ville toutes les troupes qui en formaient la garnison portaient déjà la cocarde tricolore ; on donna encore une fausse alerte pour effrayer le Roi, et, le 13, on força de marche pour arriver à Valognes.

C'est dans cette ville que l'on s'arrêta pour attendre que toutes les dispositions fussent prises à Cherbourg en vue de l'embarquement de la famille royale ; le séjour s'y prolongea jusqu'au 16 ; il fut bien pénible, car on n'avait plus aucun espoir et l'on se préparait à de tristes adieux. Les compagnies des gardes-du-corps firent la remise de leurs étendards au Roi ; il les reçut en leur donnant l'espérance que son petit-fils les leur rendrait un jour. Le Roi Charles X et Monsieur le Dauphin quittèrent le costume militaire qu'ils portaient habituellement et se revêtirent d'habits bourgeois, sans aucune décoration. Enfin le 16, au matin, l'on se mit en route pour Cherbourg.

Toute la famille royale était réunie dans la même voiture ; on lui avait inspiré de vives inquiétudes sur son passage à Cherbourg ; et, depuis plusieurs jours, en effet, des émissaires de l'insurrection étaient arrivés dans cette ville pour faire soulever la population ; on y remarqua aussi un grand nombre d'Anglais, qui étaient loin d'être étrangers à la révolution de juillet et qui accouraient pour s'y joindre et

seconder de leur mieux les émissaires de Paris ; les commissaires s'interposèrent alors comme protecteurs, et le Roi crut devoir leur témoigner sa reconnaissance. On arriva enfin. Le triste cortège se dirigea immédiatement vers le lieu de l'embarquement : deux bâtiments étaient prêts. A deux heures, la famille royale s'embarqua avec le petit nombre de personnes qui furent admises à la suivre, et au milieu des regrets et des adieux les plus déchirants de tous ceux qui restaient en France.

C'est ainsi qu'après une révolte de trois jours, qu'un ministère fatal n'avait su ni prévoir, ni arrêter, trois générations de rois furent jetées en exil, laissant la France en proie à une nouvelle ère révolutionnaire. Les compagnies de gardes-du-corps revinrent le même jour à Valognes et de là à Saint-Lô, où elles furent licenciées dans les journées suivantes.

Pendant ce temps-là, le roi Louis-Philippe, s'occupait à renouveler à peu près tous les fonctionnaires de la France ; jamais réaction dans les déplacements ne fut plus prompte et plus générale qu'en 1830 ; presque tous les employés de l'Administration et un grand nombre de ceux de la magistrature furent immédiatement remplacés. Il en fut de même dans l'armée : depuis longtemps, les libéraux se plaignaient que le cadre de l'état-major général était trop considérable, et, en effet, il y avait beaucoup plus d'officiers généraux qu'il n'en fallait pour les besoins du service. Mais la Restauration avait été, sous ce rapport, dans une position embarrassante : elle avait voulu ménager, dans la mesure du possible, la succession laissée par l'Empire ; il avait fallu la coordonner avec l'avancement nécessaire à l'entretien de l'émulation ; et, malheureusement aussi, dans les premières années, beaucoup de grades de faveurs contribuèrent à augmenter cet encombrement.

Immédiatement après la révolution de juillet, plus de cent cinquante officiers généraux faisant partie du cadre d'activité furent renvoyés arbitrairement par retraites, réformes ou radiation pure et simple ; et, en même temps, on introduisit dans les cadres plus de deux cent soixante officiers généraux nouvellement promus, ou relevés des retraites qu'ils avaient obtenues même depuis longtemps. Aussi, malgré les nombreuses exclusions qui eurent lieu immédiatement, l'encombrement de l'état-major général, dont se plaignait tant le parti maintenant au pouvoir, se trouva encore augmenté d'environ cent dix officiers généraux ; et encore ce calcul n'est-il que le résultat du premier moment, car l'on continua pendant plusieurs années le même système d'exclusions et d'avancements nouveaux.

Je fus du nombre des officiers généraux que l'on conserva momentanément en disponibilité, bien que j'eusse témoigné, dès le moment où je quittai le commandement de l'école d'état-major, l'intention de prendre ma retraite ; et je me trouvai ainsi faire partie de l'état-major de l'artillerie. L'emploi de premier inspecteur-général de cette arme, qui était occupé par le général comte Valée, ayant été supprimé après la révolution de juillet, le général comte d'Anthouard, le plus ancien des lieutenants-généraux, fut désigné comme président du comité. Je fus le trouver, pour fixer ma position ; il combattit avec une grande bienveillance le projet que je lui communiquai de prendre immédiatement ma retraite. Je lui confiai alors que, d'après tout ce qui s'était passé, mon intention était de ne point servir ; que, d'ailleurs, mes affaires et ma santé exigeaient que je fusse entièrement libre de mon temps ; que d'après cela ma position de disponibilité était fautive, puisque, dans la réalité, je ne pouvais être considéré comme disponible. Il me pressa, malgré cela, de

rester dans les cadres de l'artillerie; il me promit que je ne serais employé que lorsque je le désirerais, et que je me trouverais aussi libre dans la position de disponibilité que dans celle de retraite. D'après cette assurance, je me laissai faire, et j'en sus gré au général d'Anthouard; car, n'ayant pu faire immédiatement les réformes exigées par ma nouvelle position, le traitement de disponibilité, que je conservai pendant quelque temps, m'était rigoureusement indispensable, surtout tant que dura la charge de mon double loyer.

Peu de temps après avoir quitté l'Ecole, j'avais reçu, comme militaire habitant Paris, l'ordre d'avoir à comparaître à l'état-major de la division; là, on me présenta un registre que l'on m'imposa l'obligation de signer et qu'on me dit être un acte de soumission au nouveau gouvernement. Je fis observer que si c'était pour reconnaître l'existence d'un fait accompli, personne, malheureusement, ne pouvait s'y refuser, car nul ne peut faire que ce qui est ne soit pas; mais je protestai en même temps contre toute espèce d'engagement à servir ce fait et à lui reconnaître d'autres droits que celui de la force. On se contenta de cette déclaration; et cette démarche me valut l'autorisation de rester à Paris, et probablement, ensuite, l'avantage d'être compris sur le cadre de disponibilité. Dans la notification officielle qui m'en fut faite par le maréchal Soult, alors ministre de la guerre à la place du général Gérard, il était dit que je resterais en disponibilité jusqu'à ce qu'une destination pût m'être donnée; je ne m'étais expliqué que verbalement avec le général d'Anthouard sur mon intention positive de ne pas reprendre du service; je crus donc devoir me hâter de répondre officiellement au Ministre que ma santé ne me permettait pas de me considérer comme disponible, et je lui demandais en même

temps un congé de cinq à six mois. Il m'envoya ce congé sans faire aucune observation sur ma déclaration de non-disponibilité, et je restai dans cette position jusqu'au commencement de 1832; ce ne fut qu'à cette époque, sur l'offre qui me fut faite d'un emploi de membre du comité d'artillerie, emploi qui m'eut si bien convenu dans toute autre circonstance, que je me décidai à demander définitivement ma retraite.

Mon frère, de beaucoup plus jeune que moi et dont le sacrifice, était, par suite, d'autant plus grand, fut mis également en disponibilité; mon gendre, qui était sur le point d'être nommé colonel et qui avait une si belle carrière ouverte devant lui, refusa de servir, et, n'ayant pas encore le temps voulu pour la retraite, il fut mis en congé de réforme; mon neveu, Charles Laperrine, qui était au moment d'entrer avec avantage dans une carrière civile, y renonça, quoiqu'il eût toutes les qualités nécessaires pour s'y distinguer, et se retira dans sa province; mon beau-frère, M. de Boullogne, qui servait dans les hussards de la Garde, fut mis en réforme et n'a point repris de service; l'un de mes cousins, le comte Olivier d'Hautpoul, qui commandait le 9<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, en garnison à Aix, resta à son régiment tant qu'il put y maintenir l'ordre, puis le quitta et prit sa retraite plus tard. C'est ainsi que la révolution de juillet brisa la carrière de toutes les personnes qui crurent que l'honneur consistait à rester fidèle à ses principes et à ne pas prêter son appui à un bouleversement social qu'une révolte mal combattue avait fait réussir.

Quoique ma famille fût très nombreuse, j'ai eu la satisfaction de voir qu'aucun individu de mon nom n'avait été employé après cette révolution. J'ai eu aussi la curiosité de rechercher ce qu'étaient devenus tous les officiers du régiment d'artillerie à cheval

que j'avais organisé en 1815; depuis cette époque, ces officiers de la formation de la Garde se trouvaient dispersés dans l'armée; tous ont fait leur devoir, et, à l'exception de ceux qui avaient absolument besoin de leur état pour vivre, quittèrent le service en 1830. Ce résultat, de la part d'un corps d'officiers que j'avais commandé, m'a causé une véritable satisfaction.

Du reste, je dois dire ici que je n'ai eu qu'à me louer personnellement des autorités militaires du nouveau gouvernement. Malgré ma conduite au cours des trois journées, malgré mes déclarations formelles de ne point m'associer à un événement que je condamnais, j'ai toujours été traité avec égards, je pourrais presque dire avec bienveillance, et on m'a laissé plus de temps qu'il n'en fallait pour confirmer mes premières résolutions. Aussi, je le déclare, ce n'est qu'avec réflexion et avec une conviction bien arrêtée que je me suis décidé à abandonner ma carrière et à m'abstenir de tout concours envers les résultats d'une révolution que j'ai toujours regardée comme une calamité pour mon pays. Ce que j'énonce ici n'est qu'une opinion personnelle; elle fut aussi celle d'un grand nombre de royalistes, qui, n'ayant pas été destitués immédiatement, se démisrent volontairement des emplois qu'ils occupaient; d'autres, au contraire, sans approuver ce qui était arrivé, crurent pouvoir et devoir même rester à leur poste. Je ne me prononcerai pas d'une manière absolue entre ces deux opinions, quoique la première ait été la base de ma conduite; mais ce que je ne puis m'empêcher de déplorer, c'est qu'une telle divergence ait existé entre des gens qui étaient faits pour s'entendre; elle fut surtout fatale aux membres de la Chambre des pairs et de la Chambre des députés, qui perdirent ainsi toute leur force et toute leur influence. Il est à regretter



que le roi, en quittant la France, ne nous ait pas tracé une règle, qu'il ne nous ait pas dit : quittez ou restez. Un tel avis eût fait loi pour le plus grand nombre, et les royalistes n'eussent pas été réduits à leurs inspirations personnelles, et, par conséquent, à l'individualisme.

Sans doute, le serment que le nouveau gouvernement se hâta d'exiger était fait pour exciter de vives répugnances; mais nos adversaires venaient de nous donner un exemple qui aurait pu nous mettre bien à notre aise sous ce rapport : tous ceux qui avaient fait la révolution de juillet, tous ceux qui en avaient profité, avaient prêté serment de fidélité au Roi et à la Charte; et ils ne s'étaient pas gênés ensuite pour changer la Charte et détrôner le Roi avec toute sa dynastie. Bien plus : ils s'en faisaient gloire ! Dès lors, avaient-ils le droit de demander un serment plus valable que le leur, et ne pouvait-on pas leur répondre : « Jusqu'à présent le serment politique avait été considéré comme un engagement d'honneur et de conscience. Vous venez de nous prouver que ce mot a changé de signification dans la langue française; que ce n'est plus qu'une formalité n'engageant à rien et que l'on peut révoquer à son gré. Nous adoptons, comme vous, cette nouvelle signification; seulement, plus consciencieux que vous, nous vous en prévenons d'avance, afin que vous n'en soyez pas dupe comme nous l'avons été de vous » ? Une fois cette déclaration énoncée publiquement, je ne vois pas que le serment ait pu arrêter personne. Aussi les gens du pouvoir nouveau s'efforçaient-ils de combattre ce raisonnement; la plupart d'entre eux avaient prêté et violé une foule de serments et parlaient impudemment de la foi et de la sainteté du serment qu'ils exigeaient : c'était par trop abuser de la bonhomie publique et de ce que les gens sans conscience nomment habileté.

Je sais bien que, pour se justifier de leur manque de foi, les chefs de l'insurrection ont accusé Charles X lui-même d'avoir failli à sa parole, et cela parce qu'il n'avait pas su prévenir leur trahison et déjouer leurs manœuvres; ils allèrent même jusqu'à l'appeler le Roi-parjure. Qu'avaient fait les 221, en refusant leur concours? Comment qualifier leur adresse insolente, sinon une violation de la Charte qu'ils avaient juré de maintenir? Que faisait depuis longtemps le comité directeur, dont tous les membres avaient prêté serment de fidélité au Roi? Les conciliabules de ce Comité n'étaient-ils pas une conspiration permanente et flagrante contre la monarchie? Charles X ne montra qu'une trop longue tolérance envers les ennemis de son trône; et lorsque qu'enfin il fut poussé dans ses derniers retranchements, lorsqu'il se trouva forcé d'invoquer, à titre de légitime défense, l'article 14 de la Charte, il était dans son droit; il n'eut que le tort de faire des ordonnances inutiles au lieu d'employer des moyens plus sûrs, le tort de conserver sa confiance à un ministère incapable, et de ne pas savoir combattre et vaincre l'insurrection fomentée par la démocratie contre la Royauté. Il ne fut point un Roi-parjure, mais un roi trompé par d'imprudents amis et par de perfides ennemis.

A peine la révolution fut-elle consommée que les caricatures les plus ridicules et les plus atroces, que les pamphlets les plus insultants contre la famille royale exilée furent étalés et criés dans tout Paris; Madame la Dauphine elle-même, le type de la vertu et du malheur, ne fut point respectée. Et ces caricatures et ces pamphlets remplissaient le Palais-Royal; on les distribuait sous les fenêtres du nouveau Roi, et il le souffrait! Certes, un tel excès d'inconvenance est difficile à comprendre : outre la lâcheté qui ressort toujours de l'insulte au malheur, n'y avait-

il pas ici une grave imprudence? Quelle considération pouvait acquérir une royauté nouvelle et improvisée en laissant avilir aux yeux du peuple une ancienne royauté qui avait été longtemps pour lui un objet d'amour et de respect? Aussi, qu'avons-nous vu depuis? Où est, maintenant, le prestige de la Royauté? Et combien n'a-t-il pas fallu restreindre la masse des libertés promises en juillet pour se mettre à l'abri des insultes dont on avait laissé donner le dangereux exemple!

Pendant que nos malheureux princes étaient ainsi insultés dans une capitale où ils avaient reçu tant de louanges, où ils avaient été témoins de si beaux jours d'enthousiasme, ils cherchaient un établissement sur la terre d'exil. En arrivant en Angleterre, ils furent habiter le château de Luthworth, non loin de Cowes, dans la rade de Spithead, où ils avaient débarqué; et bientôt après, ils se dirigèrent vers l'Ecosse, et furent s'établir au château d'Holy-Rood, près d'Edimbourg; là il n'étaient entourés que d'un petit nombre d'amis et de serviteurs, assez heureux pour leur adoucir les rigueurs de l'exil par l'expression de leur dévouement. Bientôt, de nombreux visiteurs vinrent aussi leur apporter de nouvelles consolations, en leur prouvant qu'ils avaient encore en France des sujets fidèles. Mais parmi les hommes qui s'empressent d'entourer les princes, il y en a parfois dont le dévouement est bien fatal, et ce fut un malheur de plus à ajouter à ceux de la famille royale : le duc de Blacas, le cardinal de Latil, étaient antipathiques à la France, et leurs noms ne pouvaient que déverser sur nos princes les préventions qui existaient contre eux. On se rappelait que le ministère Blacas avait perdu la monarchie en 1815, comme le ministère Polignac en 1830; que M. de Latil passait pour avoir été le conseiller secret des erreurs de la Restauration. On

avait accusé le Roi de ne pas comprendre la France, de s'être abandonné à ses courtisans au détriment des intérêts nationaux, de n'aimer enfin que les hommes que la France n'aimait pas; et M. de Blacas s'emparait près de lui de l'autorité suprême, il devenait le favori et le premier ministre de l'exil! Or, après le ministère Polignac, l'apparition de M. de Blacas justifiait d'une manière pénible les griefs que l'on avait fait valoir; ce choix entretenait une prévention fâcheuse, et rendait fort difficile la position des royalistes qui auraient voulu ramener la France au principe de la légitimité en rendant cette cause nationale, projet auquel le nom de M. de Blacas opposait un obstacle insurmontable.

Pendant les journées de juillet, tout le corps diplomatique accrédité auprès du Roi Charles X par les puissances, était resté à Paris, et le Roi négligea de l'appeler auprès de lui à Saint-Cloud et à Rambouillet. Ce fut une faute grave : d'abord parce que les ambassadeurs furent choqués personnellement d'un abandon qui les avait annulés pendant la tourmente; ensuite parce qu'étant restés uniquement en rapport avec les révolutionnaires, ils furent trompés, séduits peut-être, et ils trompèrent ensuite leurs cours sur les causes et les résultats de la révolution; ils présentèrent cette révolution, qui n'était qu'un audacieux coup de parti, comme une expression de volonté nationale à laquelle il était politique de s'associer pour ne pas se mettre en hostilité avec le peuple français. Il en résulta, de la part de toutes les puissances de l'Europe, une reconnaissance immédiate de la royauté de Louis-Philippe.

Cette reconnaissance produisit un immense effet; elle donna au nouveau gouvernement de la France une consistance qu'il n'aurait jamais pu acquérir par lui-même, à cause de son origine. Et Dieu veuille que ce fait ne soit pas un jour fatal à

l'Europe entière, en montrant au monde qu'une révolte qui réussit à s'emparer du pouvoir peut être comptée à l'instant même au rang des puissances légales. Les souverains de l'Europe ont paru agir ainsi par la crainte que leur inspirait la propagande révolutionnaire; mais tous ces souverains sont sur le trône en vertu du principe de l'hérédité : or, en montrant que les peuples peuvent impunément renverser ce principe, en approuvant cette action de la force matérielle, ne se font-ils pas eux-mêmes, et contre eux-mêmes, les propagandistes les plus dangereux? N'est-ce pas, en effet, cette reconnaissance si prompte qui a provoqué l'insurrection de la Belgique, reconnue de même, dès qu'elle eût été couronnée de succès? N'est-ce pas en laissant ainsi dépouiller et détrôner les rois régnants qu'on a encouragé plus tard les révoltes de la Pologne et de l'Italie, et que les Polonais ont éprouvé tant de calamités par ce seul motif qu'ils avaient échoué dans leur entreprise? N'est-ce pas encore ce même fait que nous verrons encore causer plus tard tous les malheurs du Portugal et de l'Espagne? Dans tous ces événements ce n'est jamais le droit, ce précieux résultat de la civilisation, qui a été reconnu par les souverains de l'Europe, c'est toujours le fait matériel, que l'histoire nous montre cependant comme la cause de la décadence des empires. Quel incroyable aveuglement des rois! Eux, qui ont reçu la haute mission d'être les guides de leurs peuples, qu'ils ne s'immiscent pas dans les affaires des autres, soit; mais que, du moins, ils ne donnent pas le fatal exemple de l'approbation du mal.

Ne serait-on pas fondé à croire que de la part de quelques-unes de ces puissances, de la part de l'Angleterre surtout, il y eut cette pensée machiavélique de jeter de nouveau la France dans les commotions révolutionnaires, afin d'arrêter l'élan de sa

prosperité et de rabaisser sa puissance, qui s'élevait trop à leurs yeux ; à l'appui de cette opinion, on peut citer des faits significatifs, comme on va le voir. Au commencement de la révolte, c'est un anglais, nommé Fox, qui tira l'un des premiers coups de fusil sur les troupes de la Garde royale ; pendant la tourmente, les chefs de l'opposition rendaient compte à l'ambassade anglaise des progrès de l'insurrection ; lorsque tout fut consommé, on vit des dames anglaises se promener dans Paris, parées des rubans tricolores ; on a vu ce qui s'était passé à Cherbourg, lors de l'embarquement de la famille royale. Depuis, un voyageur célèbre, Jacquemont, qui appartenait au parti libéral et qui parcourait à cette époque les établissements anglais dans l'Inde, a laissé une relation fort curieuse de son voyage ; il y raconte, entre autres, les réjouissances qui eurent lieu parmi les Anglais établis aux Indes, lorsque la nouvelle de la révolution de juillet parvint dans ces contrées lointaines.

Pendant la Restauration, la campagne de 1823, l'expédition de Grèce, la récente conquête d'Alger, avaient rendu à la France la haute prépondérance qu'elle doit avoir en Europe ; les cabinets étrangers en étaient jaloux, et, n'étant pas en mesure de lui susciter des guerres fâcheuses, ils l'ont vue avec satisfaction se déchirer elle-même ; ils ont approuvé qu'il se fût créé des divisions et des embarras intérieurs, qui devaient forcer le nouveau cabinet des Tuileries à s'humilier devant eux afin de ménager toutes ses forces pour se défendre contre les désordres qu'il venait de soulever.

Le prince de Talleyrand, que la Restauration avait fait grand-chambellan, et qui, suivant son usage, s'était hâté d'abandonner le Roi, dès qu'il prévint sa chute, pour soutenir la cause du pouvoir nouveau, fut immédiatement envoyé en Angleterre. comme

ambassadeur; et là, nouveau Dubois d'un nouveau duc d'Orléans, il fut le principal instrument de cette alliance anglaise, toujours si fatale à la France, alliance que l'on dit, d'ailleurs, avoir été achetée par des promesses peu favorables à l'honneur national, relativement surtout à la conquête d'Alger. Il est à remarquer qu'en Angleterre c'est un ministère « tory », c'est le duc de Wellington, qui ont décidé la reconnaissance du gouvernement révolutionnaire de la France; cette approbation, donnée immédiatement par le gouvernement anglais, et, successivement par toutes les autres puissances, a été le complément, la consécration de ce grand événement de 1830, dont la conséquence naturelle est la destruction du principe du droit et qui menace, par conséquent, d'ébranler tous les trônes.

Le contre-coup de la révolution de Paris se fit bientôt sentir à l'armée d'Afrique. Le Roi Charles X, en apprenant le brillant résultat de cette campagne, s'était hâté d'envoyer le bâton de maréchal à M. de Bourmont; et, peu de temps après, l'armée reçut la nouvelle des abdications ainsi que l'ordre du lieutenant-général du royaume d'adopter la cocarde tricolore. L'amiral Duperré la fit prendre immédiatement à la marine; M. de Bourmont réunit un conseil d'officiers généraux. L'ordre était embarrassant, car il émanait dans ce moment d'une autorité légale, puisque le duc était nommé par le Roi. Plusieurs officiers furent d'avis de se soumettre, et cette opinion prévalut; mais d'autres, moins confiants dans les conséquences de la révolution, se retirèrent sur le champ, ainsi qu'un assez grand nombre d'officiers de grades moins élevés. Bientôt, M. de Bourmont lui-même, bien qu'il eût conservé son commandement, fut remplacé par le général Clauzel, et après avoir doté la France d'une colonie africaine, il dut s'expatrier.

Toutes les récompenses qui avaient été demandées pour les officiers qui s'étaient distingués pendant la campagne, et que la Restauration avait négligé d'accorder immédiatement, furent considérées comme non avenues; on ne récompensa que les officiers envoyés par le gouvernement et ceux qui avaient montré le plus d'empressement à reconnaître la révolution. Pour ne donner qu'un seul exemple de ces dénis de justice, je citerai le colonel d'artillerie comte d'Esclaibes : par son ancienneté, son mérite personnel, et sa conduite durant la campagne, il était un des premiers proposés pour le grade de maréchal de camp; mais il ne voulut pas renier le gouvernement qu'il servait; alors, pour toute récompense, on lui ôta le commandement de son régiment, afin de le donner à un homme de juillet, et il dût prendre sa retraite. La Révolution ne reconnaissait que ses adhérents et non les services rendus au pays.

Bientôt, cette conquête d'Alger, si glorieuse pour nos armes et qui promettait tant d'avantages à la France, si on avait su en profiter, fut livrée au désordre, aux déprédations de toutes sortes. Au lieu d'imposer le respect et la crainte aux Arabes par une conduite franche et positive, on leur apprit à mépriser les Français, et, dès lors, ils songèrent à s'en débarrasser au lieu de se soumettre; les inconcevables incertitudes du gouvernement sur la conservation ou l'abandon d'Alger ont accru ces dispositions et ont fini par établir dans ces contrées une guerre pénible et fatigante autour d'une colonisation utile. Cependant, l'opinion publique s'étant prononcée, en France, pour la conservation, la conduite vague et incertaine du gouvernement a donné lieu de penser qu'il y avait eu des promesses peu honorables faites à l'Angleterre, et qu'on cherchait à créer des difficultés et des embarras dans le



but de faire changer l'opinion. Un mot de M. Dupin vient à l'appui de cette pénible pensée, lorsqu'en parlant à la tribune de la colonie d'Alger, il l'a qualifiée de « legs funeste de la Restauration ». Mais qui l'a rendu funeste, ce legs, sinon la fausse conduite de ceux qui se sont emparés du pouvoir en 1830?

Dans les premiers temps qui suivirent l'élection de Louis-Philippe, ce prince affecta une simplicité et une familiarité plus que bourgeoise. Il paraissait souvent en public, à pied, sans suite; vêtu d'une simple redingote, coiffé d'un chapeau gris, un parapluie sous le bras, offrant la main à tout le monde, il ne se distinguait que par une large cocarde tricolore à son chapeau rond. Je l'aperçus un jour ainsi, dans une galerie du Palais-Royal, donnant le bras à une de ses filles; fort embarrassé de ce que j'aurais pu lui dire s'il m'avait accosté, je me hâtai d'entrer dans une boutique pour éviter sa rencontre. Dans les visites qu'il recevait, il rappelait sans cesse qu'il avait servi sous la République, et parlait à satiété des batailles de Jemmapes et de Valmy, les seules affaires où il s'était trouvé avant d'être obligé de s'expatrier; en s'adressant aux soldats, aux gardes nationaux, et même aux héros de juillet, il ne les appelait que ses amis et ses chers camarades.

Cet excès de simplicité du nouveau roi avait plu, d'abord, à quelques-uns de ses partisans, lesquels croyaient voir se réaliser ainsi leur gouvernement à bon marché et leur trône environné d'institutions républicaines; d'autres, au contraire, voyaient dans cette conduite une absence de dignité qui déconsidérerait la royauté sur laquelle ils voulaient s'appuyer, et cela ne répondait nullement à leurs projets ambitieux. Cette divergence d'opinions commença à susciter des polémiques dans le parti même qui s'était

emparé du pouvoir. Ceux qui voulaient reconstruire une véritable monarchie soutenaient qu'ils avaient élu le duc d'Orléans à cause de sa position exceptionnelle de premier prince du sang et parce qu'il était Bourbon; ils allaient jusqu'à invoquer l'expression de quasi-légitimité, pour faire de Louis-Philippe le successeur des princes de la branche aînée. D'autres prétendaient, de leur côté, qu'il n'avait été choisi qu'à cause des souvenirs révolutionnaires de son père, et parce qu'il avait donné des gages à la révolution; non parce qu'il était Bourbon, mais qu'il fût Bourbon.

Cette querelle du « parce que » et du « quoique » donnait lieu à des argumentations passablement comiques pour ceux qui, dans les deux cas, ne voyaient qu'une égale usurpation. Bientôt on inventa une expression nouvelle pour désigner le gouvernement créé en juillet; ce fut celle de « juste milieu », pour indiquer ainsi qu'il se plaçait entre la république et la monarchie, entre ceux qui ne voulaient pas de roi et ceux qui tenaient au principe réel de la légitimité; comme s'il pouvait exister un milieu entre deux positions essentiellement différentes.

Outre ces nuances qui se formèrent dans le parti même qui venait de s'emparer du pouvoir et de se distribuer les emplois, la France se trouva bientôt divisée en catégories bien autrement distinctes. Aussi, elle eut à éprouver et éprouvera peut-être longtemps encore de pénibles agitations : résultat inévitable des révolutions, qui, en déplaçant tous les intérêts, en montrant le fatal exemple du succès de la révolte et de la félonie, donnent naissance aux espérances et aux tentatives coupables. Bientôt, en effet, s'agitèrent les républicains purs, qui, après avoir prêté leurs bras à la révolution de juillet, se trouvèrent dupes de leurs propres œuvres et se

virent repoussés par ceux-là même à qui ils avaient donné la victoire. Puis, les légitimistes, qui, bien que vaincus dans la lutte de juillet par la faute de ceux qui les avaient dirigés, crurent rester fidèles à leurs serments et à leurs principes, et ne pouvoir se rallier à aucune usurpation. Enfin, les bonapartistes, qui, tant que vécut le duc de Reichstadt, regrettaient de n'avoir pas mieux profité de la révolution, quoiqu'en attendant il s'y fussent ralliés, tant pour se venger de la Restauration que pour avoir leur part du pouvoir.

C'était une singulière confusion que ces partis, qui, après s'être ligüés pour renverser la légitimité, cherchaient, par les raisonnements souvent les plus bizarres, à faire prévaloir leurs utopies. Le parti républicain devint le plus dangereux, à cause de sa tendance vers l'anarchie, qui trouve toujours de l'écho dans la populace et qui lui donne, par conséquent, la force matérielle; de plus, il avait été joué par le parti orléaniste, et restait animé d'un ardent désir de vengeance. Les souvenirs de 1793, que ce parti eut la maladresse d'évoquer, effrayèrent cependant les masses elles-mêmes; alors il chercha à se rallier à la gloire de l'Empire, en invoquant le nom de Napoléon; j'entendis souvent au pied de la colonne Vendôme, crier à la fois : « Vive la Révolution ! Vive l'Empereur ! Vive la République ! Singulier amalgame pour le souvenir de Napoléon, lui qui avait détruit la République, dompté la Révolution, et qui avait poussé l'esprit monarchique jusqu'à l'absolutisme le plus positif.

Du reste, ne pourrait-on pas voir un grand enseignement pour les rois dans cette popularité dont le nom de Napoléon a conservé l'auréole. Napoléon possédait l'art de connaître les hommes et de les gouverner; et l'instinct des peuples leur fait aimer, leur fait désirer ceux qui savent les conduire avec

fermeté et, par conséquent, les protéger contre le désordre.

Cette fatale année 1830 se termina par le procès des ministres de Charles X, par le jugement sévère qui les privait à jamais de leur liberté et qui frappait en outre de mort civile le prince de Polignac ; cette condamnation eut, d'ailleurs, le résultat de les soustraire à la fureur de la populace, qui, dans les premiers moments d'effervescence, avait soif de leur sang. Mais si ces ministres étaient coupables d'avoir laissé faire la révolution, n'était-ce pas quelque peu bizarre de les voir condamner par les hommes qui avaient profité de cette révolution et qui l'exploitaient si bien à leur profit ? Ces mêmes hommes avaient chassé leur Roi, l'avaient exilé à perpétuité, lui et toute sa dynastie, comme responsable des fautes de ses ministres, et cela contrairement à la constitution ; et, maintenant, ils punissaient les ministres de la prison perpétuelle, comme responsables des fautes attribuées au Roi : quelle absurde anomalie dans la justice du nouveau pouvoir !

Au milieu de ces conflits, le « juste milieu » invoquait l'ordre et se plaçait comme une nécessité. Mais que d'efforts il lui fallait faire pour combattre sa propre origine ; que de contradictions dans ses raisonnements, tantôt révolutionnaires et tantôt monarchiques ! Le parti légitimiste était le seul logique, et il aurait pu acquérir une grande force morale ; mais les mêmes motifs qui l'avaient fait tomber, l'ont empêché de se relever : il ne peut s'organiser de lui-même comme les républicains, ni se choisir un chef à sa fantaisie comme dans le système électif ; son chef est celui en qui réside le droit d'hérédité et qui, par conséquent, n'appartient pas à lui seul, mais au pays tout entier ; or, pour les légitimistes, toute direction doit venir de leur prin-

cipe, et, malheureusement c'est toujours cette direction légale qui leur a manqué, pendant le combat comme après.

Le nouvel ordre de choses, ou le « juste milieu », a profité assez adroitement de toutes ces circonstances; il a su utiliser les divisions, ou, plutôt, le défaut de direction des légitimistes pour calomnier leurs intentions, pour les dépeindre comme opposés aux intérêts de la France et les frapper en même temps d'incapacité. Il a cherché à exploiter la popularité du nom de Napoléon, en exaltant la gloire de l'Empire, et il est parvenu à s'attacher les hommes marquants de ce parti, qui, par intérêt personnel, ont fait le sacrifice de leurs grands souvenirs pour s'associer à l'humiliation actuelle de la France; ces derniers ont consenti à oublier leur aigle, ce glorieux emblème de l'Empire, et à quitter les antiques fleurs-de-lys de la monarchie, le tout pour un coq dans lequel on a voulu représenter la nation. Et, cependant, si jamais un emblème a pu être comme national en France, n'est-ce pas les fleurs-de-lys, qui, tirant leur origine de ce javelot à trois lames si redoutable entre les mains des Francs, et avec lequel ils firent la conquête des Gaules, de ce javelot, appelé « angon », qui fut l'arme des premiers Français et le sceptre des premiers rois! Mais l'armée ne vit que son intérêt matériel et se laissa séduire par de nombreux avancements; les généraux Gérard, Clauzel, Lobau, Grouchy, furent nommés maréchaux de France, et il en fut de même dans tous les autres grades.

Enfin, le nouveau gouvernement a jeté de l'odieux sur les républicains par le fait des souvenirs que les imprudents de ce parti avaient eux-mêmes invoqués; et il a repoussé ceux de leurs chefs qui avaient eu la prétention de rester fixés dans leurs principes, tels que les Lafayette, les Lafitte, les Dupont de

l'Eure, etc... Mais ce parti, qui avait été victorieux en juillet et qui venait de manquer son but après la victoire, voulait prendre sa revanche, et il fallut le combattre.

Le « juste milieu » était au pouvoir, possédait le budget ; il tenait donc l'armée et toutes les autorités ; moins scrupuleux que la Restauration, il sut s'en servir pour frapper à outrance ses ennemis. Mais, aussi, combien de sacrifices il dut imposer à la France pour ne s'occuper que de sa propre conservation ! Il s'était proclamé gouvernement à bon marché, et il lui fallut accroître les impôts, couper des bois, et augmenter d'un tiers au moins le budget de la Restauration, tant il y eut de besoins nouveaux à satisfaire et de positions nouvelles à créer.

L'usage des Rois de France était, en montant sur le trône, d'abandonner à l'Etat tous les biens qu'ils avaient possédés comme princes, et de recevoir, en échange une liste civile fixe. Louis-Philippe avait une fortune prodigieuse ; en acceptant la couronne, il se hâta de faire donation de tous ses biens à ses enfants, en s'en réservant toutefois la jouissance ; et, en même temps, il reçut de la France une liste civile qui, un peu moins considérable, en apparence, que celle du gouvernement précédent, l'était beaucoup plus, en réalité, parce que l'on fit passer en même temps au budget de l'Etat une foule de dépenses qui, jusqu'alors, avaient été à la charge de la liste civile.

L'armée de la Restauration avait suffi pour faire respecter la France au dehors et pour conquérir Alger en dépit de l'Angleterre : il fallut la doubler pour se défendre dans l'intérieur et en s'humiliant devant les puissances étrangères par l'impérieux besoin que l'on éprouvait de la paix à tout prix : et cela, en se disant l'expression du vœu national et du

suffrage unanime ! On avait pris pour devise : liberté, ordre public, et les émeutes, les révoltes surgirent dans toute la France ; à Paris, surtout, la tranquillité publique était troublée sans cesse par d'intolérables désordres. Bientôt aussi, et toujours au nom de la liberté, les prisons existantes furent tellement encombrées qu'elles devinrent insuffisantes, et l'on dut en construire de nouvelles pour les remplir encore.

Avant 1830, ceux qui avaient fait la révolution soutenaient que, dans les émeutes, les troupes ne devaient jamais tirer sur le peuple ; et, dès qu'ils furent au pouvoir, c'est à cette unique fonction que les troupes furent employées ; pour rester maître de Paris, il fallut entretenir une armée autour de cette capitale. Sous la Restauration, on se plaignait sans cesse des gens-d'armes chargés de maintenir l'ordre public ; depuis, on a augmenté leur nombre dans les provinces, et, dans la capitale, on a changé leur nom et leur costume pour satisfaire les Parisiens, et l'on a créé des légions d'agents de police, de sergents de ville et de gardes municipaux, chargés de fonctions plus étendues encore. On accusait la Restauration d'avoir eu l'intention d'attenter à la liberté individuelle, qu'elle avait trop respectée peut-être, et l'on admit désormais les arrestations préventives, si semblables aux lettres de cachet de l'ancien régime ; on subit les visites domiciliaires, mesure arbitraire et vexatoire, qui porta le trouble dans une foule de familles.

On avait combattu en juillet pour la défense de la liberté de la presse, qui avait tant contribué au renversement de la légitimité, et jamais elle n'eut autant de procès à soutenir que depuis le triomphe de ses défenseurs ; ils pensaient, sans doute, et très judicieusement, qu'ils ne devaient pas se laisser

attaquer à leur tour par une arme si dangereuse et qui leur avait si bien servi.

On avait soutenu le droit des associations politiques quand elles étaient destinées à renverser la monarchie ; bientôt on les défendit par une loi. Enfin, les révolutionnaires avaient dit au peuple que l'insurrection contre l'autorité était le plus saint des devoirs ; ils avaient prôné et récompensé la révolte : et, dès qu'ils furent au pouvoir, l'insurrection, reprenant alors sa signification véritable, devint le plus grand des crimes.

Que de contradictions, quelle série de déceptions pour ceux qui comptaient sur les promesses de juillet ! Mais tel est, en général, le résultat des révolutions : elles se font au profit de quelques individus et aux dépens des peuples qui sont assez dupes pour leur servir d'instrument.

Ensuite, quelle singulière et honteuse position pour un gouvernement qui est obligé de renier son origine, de combattre le lendemain ce qu'il avait exalté la veille, et de recourir à ce qu'il avait combattu. Pendant ce temps-là, les peuples sont obligés de payer les frais du changement ; ils ont, de plus, à supporter le contre-coup de toutes les difficultés qu'un pouvoir nouveau éprouve nécessairement pour s'établir.

Tel est en effet, pour la France, le résultat final de la glorieuse Révolution, ou, plutôt de la grande Mystification de juillet.







# TABLE DES MATIÈRES

---

## RÉVOLUTION ET EMPIRE

---

### PREMIÈRE PARTIE

#### CHAPITRE PREMIER.

Mon enfance en Languedoc. — Arrivée à Versailles en 1788. — Séjour à Versailles. — Etablissement à Meudon. — Commencements de la Révolution. — Le serment du Jeu de Paume. — L'Assemblée constituante. — Les journées d'octobre . . . . . 1

#### CHAPITRE II.

Continuation du séjour à Meudon. — Une soirée à l'Opéra. — Suite des événements politiques. — La fête de la Fédération. — Mon frère aîné meurt de la petite vérole. — Mort de Mirabeau. — La fuite de Varenne. 17

#### CHAPITRE III.

Mon père devient aveugle. — Opération de la cataracte. — Séjour à Paris, établissement à Versailles. — De l'émigration. — Suite des événements politiques. — Les émeutes et les massacres. — Les prisonniers d'Orléans. — La Convention. — La guerre en Belgique. — Valmy. — Mesures révolutionnaires. — Procès du Roi. . . . . 35

#### CHAPITRE IV.

Situation en France et à l'étranger. — Misère et famine. — Le père Loron. — A la Convention. — Le 31 mai et la Terreur. — Nous nous réfugions à Fontenay. — Le meurtre de Marat. — Guerre étrangère et guerre civile . . . . . 65

## CHAPITRE V.

- La Reine à la Conciergerie. — Mesures de rigueur. — La loi des suspects. — Les Muscadins. — Mon frère Alphonse et les Jacobins. — Les fouilles patriotiques. — Procès et mort de Marie-Antoinette. — Les Girondins et Philippe-Egalité. — Le Calendrier et le culte de la Raison. — Le temple de l'Agriculture à Versailles. 79

## CHAPITRE VI.

- L'anniversaire du 21 janvier. — Lois révolutionnaires. — L'être suprême. — Mort de Madame Elisabeth. — Suite des événements politiques et militaires. — Vendée. — Italie. — Allemagne. . . . . 94

## CHAPITRE VII.

- Après thermidor. — Les partis en présence. — Événements politiques et militaires aux frontières et à l'intérieur . . . . . 111

## CHAPITRE VIII.

- Aux frontières. — Madame Royale délivrée. — A Fontenay et à Versailles. — Nouvelles de famille. — Mon professeur M. Liatard. — La sœur Jaubert. — Mort de ma mère, le dix-huit fructidor. . . . . 130

## CHAPITRE IX.

- Prosper d'Hautpoul à Malte. — Nouvelles d'Egypte, d'Italie et d'Allemagne. — Vente de Fontenay et départ pour Carcassonne. — La Société de Carcassonne. — Je me présente à l'Ecole polytechnique. — Les journées de Brumaire. — Arrivée à Paris. . . . . 150

## CHAPITRE X.

- Entrée à l'Ecole polytechnique. — La vie à l'Ecole. — Mes professeurs et mes camarades. — Événements militaires. — Voyage dans le Midi . . . . . 175

## CHAPITRE XI.

- Consulat à vie. — Mon cousin Charles d'Hautpoul. — Mme Pourrat. — Le général d'Hautpoul. — La Garde consulaire. — Eugène de Beauharnais. — La Légion d'honneur. — Prise d'habit de ma sœur Rose. — Mariage de ma sœur Pauline. — Parents et amis. — Nommé sous-lieutenant. . . . . 197

## CHAPITRE XII.

- L'abbé Liautard. — Départ pour Metz. — L'Ecole et la société. — Nouvelles militaires. — Le complot de Cadoudal. — Proclamation de l'Empire. . . . . 210

## CHAPITRE XIII.

- Etapes de route. — Soissons et Saint-Quentin. — En garnison à Douai. — Le régiment et la société. — Le capitaine Cabrié. — Evénements politiques. — Le duc d'Enghien. — Cadoudal et Moreau. — Proclamation de l'Empire . . . . . 229

## DEUXIÈME PARTIE

## CHAPITRE PREMIER.

- Avènement de l'Empire. — La revue de Compiègne. — Douai et Boulogne. — La partie de chasse du prince Joseph. — L'ordre de la Légion d'honneur. — La distribution des croix au camp de Boulogne. . . . . 247

## CHAPITRE II.

- Relations civiles et manœuvres militaires. — Le sacre de Napoléon. — Nouvelles politiques. — Le royaume d'Italie. — Dernier séjour à Douai. — Saint-Omer. — Encore le projet de descente en Angleterre. — Le camp de Saint-Léonard. — L'entreprise est ajournée. 267

## CHAPITRE III.

- Départ de Boulogne. — Formation de la Grande-Armée. — Etapes de route. — Débuts de la campagne d'Ulm. 288

## CHAPITRE IV.

- Difficultés de ravitaillement. — Canonnade devant Ulm. — Ney et Mack. — Passage de l'Inn. — Devant Vienne. — Marche des corps détachés. — Nouvelles de Trafalgar. — Occupation de Brünn. — Victoire d'Austerlitz . . . . . 306

## CHAPITRE V.

- Cantonnements en Allemagne. — Evénements de Naples. — Les d'Hautpoul. — Mon admission dans la Garde Impériale. — Séjour à Paris. — L'abbé Liautard et les anciens amis. — Nouvelles militaires et politiques, 339

## CHAPITRE VI.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Continuation du séjour à Paris. — Bruits de guerre avec la Prusse. — Le général d'Hautpoul. — En route pour le Languedoc. — En famille. — Le choléra à Carcassonne. — J'échappe à la mort. — Ma convalescence. — Nouvelles de la campagne de Prusse. — Retour à Paris. — L'hiver de 1806-1807. — Nouveau départ pour l'Allemagne . . . . . | 364 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## RÉVOLUTION DE 1830

## CHAPITRE PREMIER.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| L'Ecole d'état-major. — Le ministère Villèle. — MM. de Martignac et de Caux. — Le ministère Polignac. — Royer-Collard et l'Adresse. — Le gouvernement et l'opposition. — M. de Champagny et le duc d'Angoulême. — Préparatifs de l'expédition d'Alger. — Mon frère directeur de l'administration de la guerre. — Découverte d'un comité libéral. — Situation des partis. — Le roi et la reine de Naples. — Le roi au Palais-Royal. — L'émeute dans le jardin. — Victoires d'Algérie. — Calomnies colportées contre Charles X. — La domination anglaise. . . . . | 397 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE II.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le coup d'Etat résolu. — Les ordonnances. — Convocation des Chambres. — Effectif des troupes de Paris. — Agitation de Paris. — M. de La Bouillerie. — Mon allocution aux élèves de l'Ecole. — Sur le toit. — L'insurrection du 28. — Le duc de Raguse. — Un maître des cérémonies d'enterrement. — Officiers et élèves. — La fusillade. — La Ligne et la Garde. — A la Manutention. — J'envoie femmes et enfants aux Invalides. — Préparatifs de défense. — Bivouac dans la cour des Invalides. . . . . | 417 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE III.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Invalides et élèves de l'Ecole d'état-major. — Les insurgés au Gros-Caillou. — Le colonel de Clermont-Tonnerre et la cocarde tricolore. — Courage et sang-froid du général de La Tour-Maubourg. — L'Hôtel des Invalides pris d'assaut. — L'élève de l'Ecole polytechnique. — A la recherche de ma famille. . . . . | 438 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE IV.

Ce qui s'était passé à Saint-Cloud et à Paris. — MM. de Mortemart et de Lafayette. — Irrésolutions du maréchal Marmont. — L'affaire du Carrousel. — Quiétude du roi à Saint-Cloud. — MM. de Sémonville et d'Argout. — L'Hôtel-de-Ville et le Palais-Royal. — Départ du Roi. — L'armée parisienne se dirige sur Rambouillet. — Les abdications. — Nouvelles ordonnances. — Lettre au duc d'Orléans. . . . . 460

## CHAPITRE V.

Charles X à Rambouillet. — La duchesse de Berry. — Départ de la famille royale à l'approche de l'armée insurgée. — A Maintenon. — Le duc d'Orléans. — Nouvelles de la Chambre. — La vérification des pouvoirs. — La proposition Bérard. — Séance royale du 9 août. — Déclaration du duc d'Orléans. — Réflexions sur le rôle de Louis-Philippe. — Mon entrevue avec le général Gérard, ministre de la guerre. — Je donne ma démission et suis remplacé par le général Pelet. — Les décorations . . . . . 484

## CHAPITRE VI.

Arrestation du cabinet Polignac. — Nouvelles de la famille royale. — Considérations sur les conseillers du roi. — Louis-Philippe et l'Europe. — Le prince de Talleyrand. — Démissionnaires et disponibles dans l'armée. — Le procès des ministres. — Le juste milieu. . . . . 518







## EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE

- BERTIN (G.). — Madame de Lamballe, d'après des documents inédits.**  
Un volume in-12. Prix..... 3 fr. 50.
- BERTIN (G.). — Souvenirs militaires de Doisy de Villargennes, 1901.**  
Brochure in-8°. Prix..... 1 fr. 50.
- BITTARD DES PORTES (René). — Charette et la guerre de Vendée (1793-1796), d'après les archives de l'Etat et de la ville de Nantes, des mémoires inédits de chefs vendéens, etc. Un fort volume in-8° de 616 pages, avec une carte. Paris, 1904, 3<sup>e</sup> édition..... 7 fr. 50.**
- BOURGOING (P. de). — Le duc de Mortemart et le baron de Bourgoing. Souvenirs anecdotiques. Un volume in-18. Prix .. 3 fr. 50.**
- BOUTRY (Maurice). — Une Créature du cardinal Dubois. Intrigues et missions du cardinal de Tencin. Un volume in-8°. Prix. 5 francs.**
- BOUTRY (Maurice). — Le Mariage de Marie-Antoinette. Un volume in-8°. Prix..... 4 francs.**
- CHARNACÉ (G. de). — Hommes et choses du temps présent. 1902. Un volume in-8°. Prix..... 5 francs.**
- CHARNACÉ (G. de). — Femmes d'à présent. Portraits. Un volume in-12. Prix..... 4 francs.**
- FOURNIER-SARLOVÈZE. — Le château de Rigny (1286-1900). 1902. Brochure in-8°. Prix..... 2 francs.**
- FROMAGEOT (P.). — La Chevalière d'Eon à Versailles de 1777 à 1779. 1902. Brochure in-8°. Prix..... 2 francs.**
- GRANDMOUGIN. — Promenades. Poésies intimes suivies d'une légende : *Les Pierres sonnantes du Guildo*. Un volume in-8°. Prix..... 4 francs.**
- GROUCHY (Vicomte de). — Morts et Funérailles Royales. Registre des premiers gentilshommes de la Chambre. 1901. Un volume in-8°. Prix..... 6 francs.**
- HÉNARD (R.) et FAUCHIER-MAGNAN. — L'Hôtel Lambert. Plaque in-4°, ornée de nombreuses figures. Prix..... 6 francs.**
- JOUSLIN DE LA SALLE. — Souvenirs sur le Théâtre-Français (1833-1837), annotés et publiés par G. Monval et le comte Fleury. 1901. Un volume in-8°. Prix. .... 5 francs.**
- KRAZINSKA. — Journal de Françoise Krazinska, adapté du polonais par la baronne C. de Bauluy. Un volume in-8°. Prix..... 2 francs.**
- LORENCEZ. — Souvenirs militaires du général comte de Lorencez, publiés par le baron de Bourgoing. Un volume in-8°. Prix. 3 francs.**
- MILLET (St.). — Le chasseur Pierre Millet. Souvenirs de la Campagne d'Egypte (1798-1801). Un volume in-12. Prix... 3 fr. 50.**
- PEYRE (Roger). — Une Princesse de la Renaissance : Marguerite de France, duchesse de Berry, duchesse de Savoie. Un volume in-8°. Prix..... 3 fr. 50.**
- RODOCANACHI. — Un Ouvrage de piété inconnu de la Grande Mademoiselle. Un volume 13x8 tiré à 150 ex. Prix.... 6 francs.**
- VILLENEUVE-ARIFAT. — Souvenirs d'enfance et de jeunesse (1780-1792), publiés par H. Courteault. 1902. Un vol. in-8° Prix. 5 francs.**
- WOLF-TONE. — Récits de mes souvenirs et campagnes dans l'Armée française, publiés par M. le comte de Diesbach. 1901. Un volume in-8°. Prix..... 3 francs.**
- YS (René d'). — Ernest Renan en Bretagne, d'après des documents nouveaux. Préface de Jules Claretie, de l'Académie française. Un volume in-18. Prix ..... 3 fr. 50.**









OCT 14 1964

